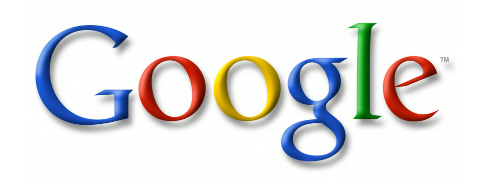
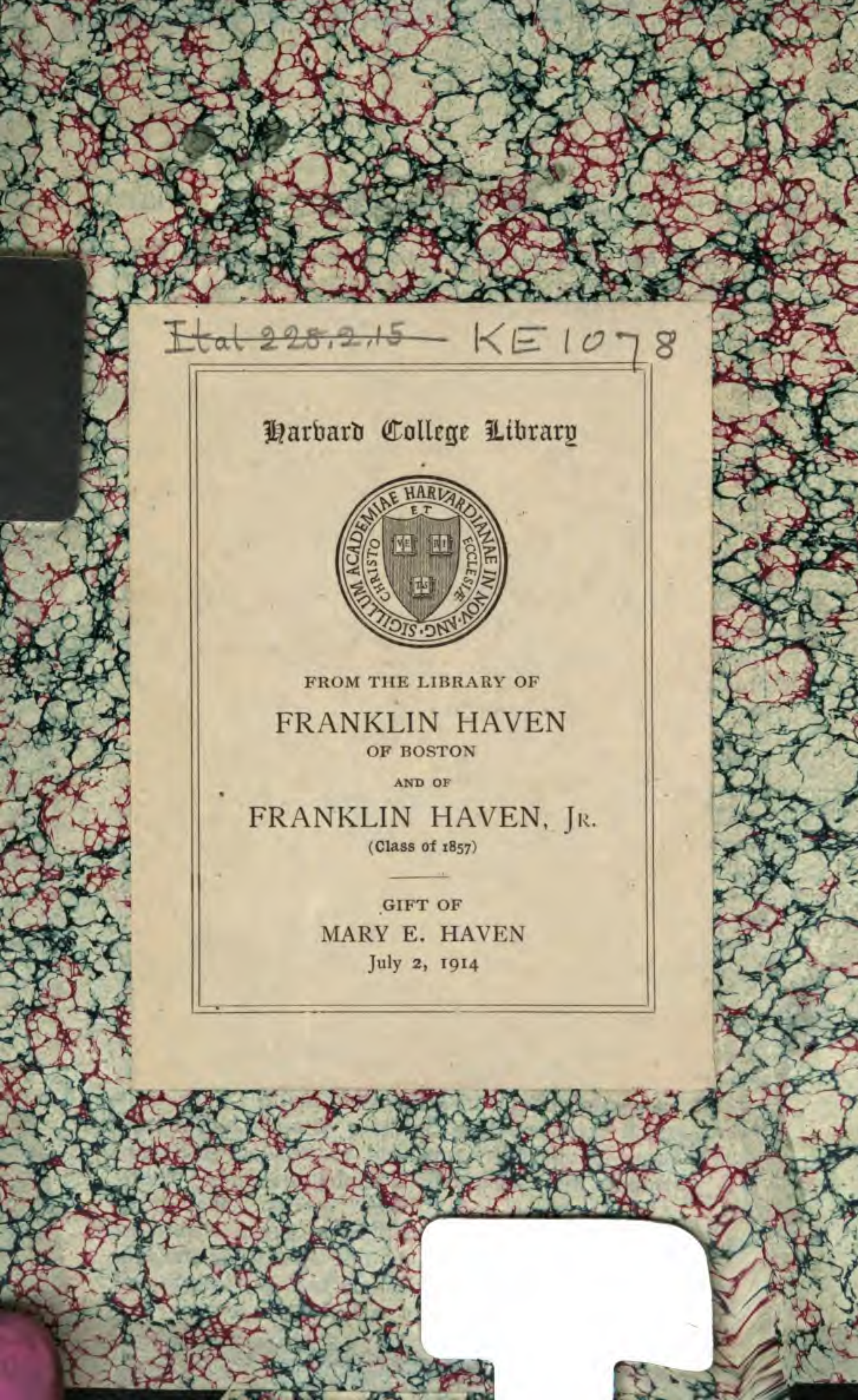
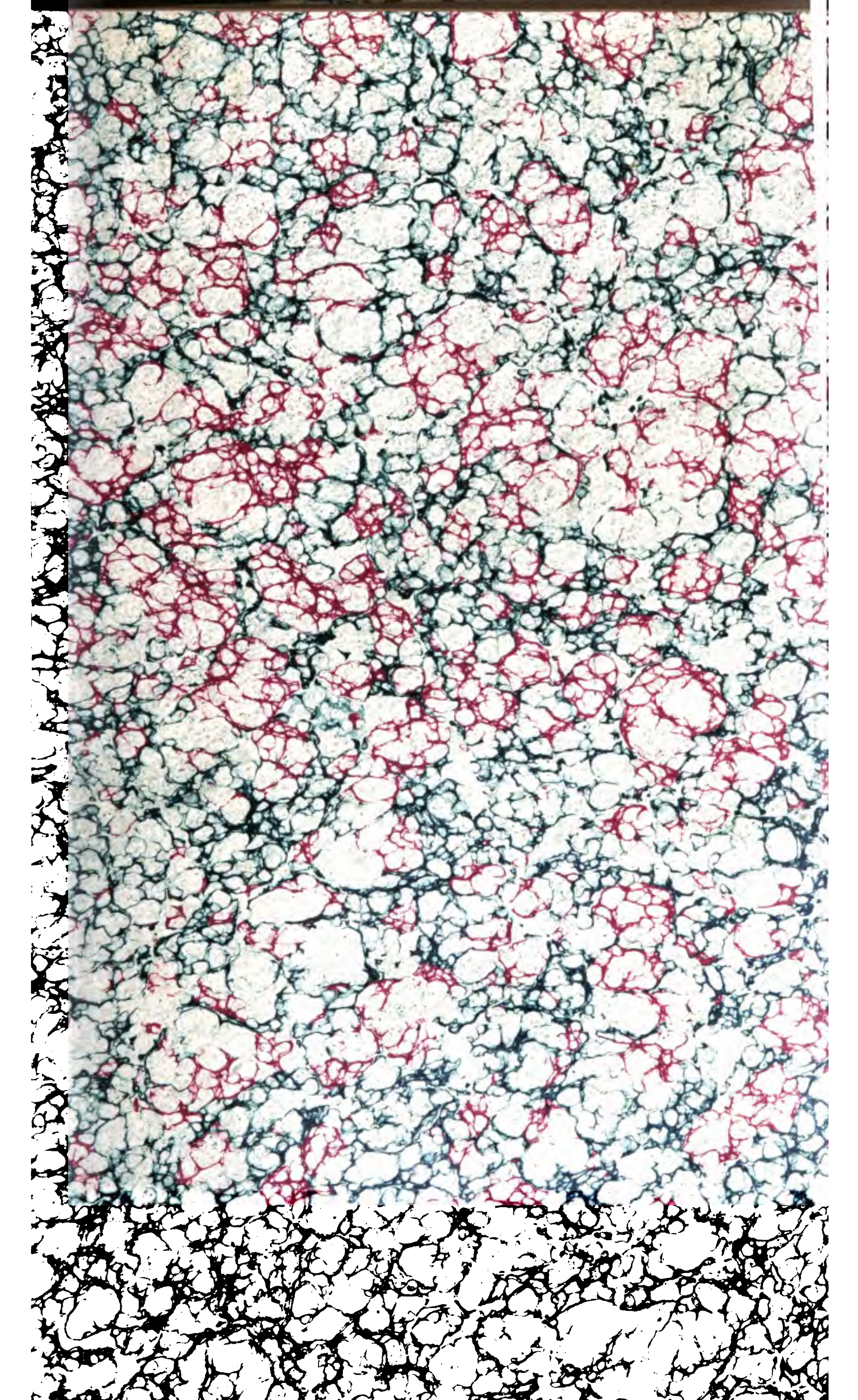



HW 2AFS 4





HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE.

TOME IV.

Imprimerie d'Amédée GRATIOT et Ce, rue de la Monnaie, 11.



Rouargue sc.

FLORENCE

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE

PAR

J. C. L. SIMONDE DE SISMONDI.

NOUVELLE ÉDITION.

TOME QUATRIÈME.

Paris

FURNE ET Cᵉ, LIBRAIRES-ÉDITEURS

55, RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARCS;

TREUTTEL ET WURTZ, LIBRAIRES

17, RUE DE LILLE.

1840

HISTOIRE

DES

RÉPUBLIQUES ITALIENNES

DU MOYEN AGE.

CHAPITRE I.

Les Florentins achètent Lucques, tandis que les Pisans s'emparent de cette ville par les armes. — Guerre des deux républiques. — Tyrannie du duc d'Athènes à Florence.

1340-1343.

Les Florentins avaient accepté le traité de Venise, pour mettre fin à une guerre qui durait en Toscane, presque sans interruption, depuis dix-huit ans. Les hostilités commencées par Castruccio en 1320, avaient été continuées contre Ghérardino Spinola, Jean de Bohème et Mastino de la Scala, sans que les campagnes du val de Niévole, de l'état de Lucques et du val d'Arno pussent jouir d'une seule année de repos. Tour à tour dévastées par les ennemis ou par les soldats chargés de leur défense, elles étaient dépouillées de leurs richesses, et abandonnées par une partie des cultivateurs. Cependant les

riches commerçants de Florence, propriétaires de plusieurs de ces campagnes, venaient au secours de leurs colons dépouillés, et réparaient, par leur générosité, les pertes de la guerre. Des richesses que la rapacité de l'ennemi ne pouvait point atteindre voyageaient sans cesse, pour le Florentin, d'une extrémité de l'Europe à l'autre. Dans les magasins d'Anvers et de Venise, sur les marchés de Paris et de Londres, dans les vaisseaux qui parcouraient la Méditerranée et l'Océan, dans les convois qui traversaient l'Allemagne, la France et l'Italie, on retrouvait partout des propriétés florentines; et le marchand auquel elles appartenaient contribuait avec joie à la défense de la liberté, avec des biens qui n'étaient point soumis aux lois de son pays.

De même que les ravages de la guerre étaient bientôt réparés pour les Florentins, ses calamités étaient bientôt oubliées; et l'état, après le plus court repos, était entraîné dans de nouvelles hostilités. Le rang qu'occupait désormais la république parmi les puissances de l'Italie ne pouvait plus lui permettre de rester étrangère à aucune des révolutions de cette contrée; son ambition était devenue plus active, en raison de l'augmentation de son pouvoir. Florence ne se contentait plus de ses anciennes limites; elle s'efforçait en toute occasion de les étendre, et de soumettre toute la Toscane : aussi, la paix qui avait été conclue à Venise dura-t-elle à peine trois ans; et cependant avant le renouvellement des hostilités, des calamités d'un autre genre, la peste et les dissensions civiles, ravirent à la république la tranquillité dont elle espérait jouir.

La peste se manifesta en 1340, après les mauvaises récoltes qui, pendant deux années consécutives, avaient fait souffrir au peuple une cruelle disette, et avaient affaibli le tempérament des pauvres. Dans le cours de l'été, l'épidémie frappa quinze mille victimes : à peine une famille put échapper à ce fléau. Cependant, pour éviter que l'imagination des citoyens

fût trop effrayée du nombre des morts et de la procession presque continuelle des pompes funèbres, les magistrats défendirent au crieur public d'inviter aux enterrements, et aux parents de rester assemblés à l'église après que le mort y aurait été apporté[1]. Les froids de l'hiver arrêtèrent enfin la contagion ; mais ce fléau terrible devait recommencer au bout de peu d'années avec bien plus de violence, frapper à plusieurs reprises le XIVe siècle, et enlever à la terre une moitié de ses habitants.

A cette première calamité succéda, presque sans interruption, celle de la discorde civile. Douze citoyens puissants avaient, à cette époque, attiré à eux toute l'autorité de la république florentine. Ce n'est pas qu'ils eussent changé les lois constitutionnelles ou les magistratures de l'état ; mais ils avaient mis ces dernières dans leur dépendance, et ils s'étaient assurés que l'élection et le tirage au sort ne tomberaient jamais que sur eux, sur leurs amis et leurs créatures. Pour conserver leur pouvoir oligarchique, qui était également odieux aux grands et au peuple, et pour empêcher que, par une surveillance plus exacte sur le scrutin des prieurs, on ne corrigeât les abus qu'ils avaient introduits, ils créèrent un nouveau recteur ou magistrat de justice ; et, au mépris de la loi qui avait été portée pour rendre incapables les gens d'Agobbio d'exercer à Florence aucune seigneurie, ils appelèrent le même Jacob Gabrielli d'Agobbio à l'occasion duquel cette loi avait été portée, et ils le revêtirent du titre de capitaine de la garde : ils lui donnèrent une garde de cent cavaliers et deux cents fantassins à la solde de la communauté, et ils l'employèrent à maintenir, par une juridiction tout arbitraire, le pouvoir injuste qu'ils avaient usurpé[2].

[1] *Giov. Villani.* L. XI, c. 113, p. 840. — *Istorie Pistolesi*, T. XI, p. 477. — On fit des défenses semblables à Sienne, où la peste ne causa pas moins de ravages. *Andrea Dei Cronica Sanese*, T. XV, p. 98. — [2] *Giov. Villani.* L. XI, c. 117, p. 841.

Parmi ceux qui se trouvèrent les premiers en butte aux persécutions de Gabrielli, les familles nobles des Bardi et des Frescobaldi crurent avoir le plus à se plaindre : elles furent condamnées arbitrairement à des amendes qu'elles ne croyaient point avoir mérité de payer, et elles furent forcées de remettre à la seigneurie les châteaux de Mangona, de Vernia, et d'autres encore qu'elles avaient achetées de leurs anciens comtes. Les Bardi et les Frescobaldi ne se soumirent pas sans résistance à l'oppression; ils cherchèrent les moyens de se défaire de Gabrielli et de l'oligarchie qui gouvernait; ils engagèrent dans une conspiration les principaux chefs de la noblesse : ils entrèrent en même temps en correspondance avec les seigneurs de châteaux qui conservaient quelque indépendance, tels que les comtes Guidi, les Tarlati d'Arezzo, les Pazzi de val d'Arno, les Guazzalotti de Prato, les Belforti de Volterra, les Ubertini et les Ubaldini des Apennins, et ils leur demandèrent des secours. Tous ces gentilshommes devaient se rendre sous les murs de la ville, dans la nuit de la Toussaint, et le lendemain, pendant l'office divin, les conjurés devaient prendre les armes pour se défaire de Jacob Gabrielli et de ceux qui l'avaient mis en place.

Mais, la veille de son exécution, ce complot fut découvert à Jacob Alberti, un des membres de l'oligarchie dominante; et, le soir même de la Toussaint, les amis du gouvernement se rassemblèrent au palais des prieurs : ils y firent sonner l'alarme : les compagnies du peuple se rendirent sur la place avec leurs gonfalons; les portes furent fermées avant que les conjurés pussent recevoir les secours qu'ils attendaient du dehors. Les Bardi et les Frescobaldi, voyant leur complot découvert, se fortifièrent au-delà de l'Arno, dont ils essayèrent de couper les ponts : ils ne purent cependant se rendre maîtres de celui de Rubaconte; et, la communication entre les deux parties de la ville étant rétablie, les conjurés traitèrent

avec le podestat, et sortirent sans combat de Florence [1].

Le parti victorieux fit porter une sentence d'exil contre les Bardi, les Frescobaldi, et quelques autres gentilshommes. Il fit démolir leurs maisons, et prier les villes guelfes alliées de la république de ne point leur donner d'asile. Cette ardeur que les chefs du gouvernement mirent à se venger força les exilés à se réfugier à Pise, et à s'unir aux ennemis de l'état, auxquels leur secours ne fut pas inutile [2].

1341. — Dès l'année suivante les Florentins, ayant tenté d'acquérir la souveraineté de Lucques, purent éprouver quels obstacles leurs émigrés savaient apporter à leurs projets. Mastino de la Scala avait mis un grand prix à la possession de Lucques, lorsque cette ville lui ouvrait l'entrée de la Toscane. Elle communiquait alors par le territoire de Parme avec ses états situés au-delà de l'Adige. L'état de Parme formait comme le lien entre les divers pays soumis au seigneur de Vérone; et, pour s'assurer mieux de son obéissance, il l'avait donné en fief à ses oncles maternels, les fils de Giberto de Correggio. Il croyait pouvoir compter sur eux en raison des liens du sang, de la reconnaissance qu'il avait méritée, et de la haine que la maison de Correggio nourrissait contre celle de Rossi, que Mastino avait dépouillée et exilée de Parme. Mais Azzo, le troisième des quatre frères de Correggio, n'était point content du rang de seigneur feudataire; il aspirait à la souveraineté, et pour y parvenir, il ourdit un complot contre son bienfaiteur. Il demanda des secours à Robert de Naples, à Luchino Visconti et aux Gonzague de Mantoue; et, le 17 mai 1341, les portes de Parme lui ayant été ouvertes par ses frères, il courut la ville à la tête de la gendarmerie qu'il avait rassemblée, et il s'en fit déclarer seigneur [3]. Toute

[1] *Giov. Villani.* L. XI, c. 117, p. 843. — *Istorie Pistolesi* T. XI, p. 477. — [2] *Giov. Villani.* L. XI, c. 118, p. 844. — [3] *Giov. de Cornazano storia di Parma.* T. XII, p. 742. — *Giov. Villani.* L. XI, c. 126, p. 848. — *Istorie Pistolesi*, p. 479. — *Cortusiorum His-*

communication fut alors interrompue entre Lucques et les états de Mastino ; et celui-ci, engagé dans une guerre dangereuse avec les seigneurs de Milan et de Mantoue, ne pouvant espérer ni de recouvrer Parme, ni de conserver Lucques, se résolut à vendre cette dernière ville aux Florentins ou aux Pisans, qui en désiraient également la possession.

Les Florentins avaient connu le complot d'Azzo de Correggio ; mais ils n'avaient point voulu y prendre part ; ils avaient refusé également l'alliance de Luchino Visconti, qui leur offrait mille chevaux pour attaquer l'état de Lucques [1], tandis qu'ils saisirent avec empressement les premières ouvertures que leur fit faire Mastino. On n'avait cessé de reprocher à la seigneurie son refus d'acheter Lucques lorsque les Allemands avaient voulu vendre cette ville à l'enchère : le gouvernement crut avoir trouvé l'occasion de réparer cette faute. Vingt commissaires furent nommés, avec une autorité illimitée, pour arrêter avec Mastino les conditions du marché, et lever l'argent nécessaire à son accomplissement [2]. Ceux-ci, par l'entremise du marquis d'Este, convinrent de payer deux cent cinquante mille florins au seigneur de la Scala, pour la possession de Lucques ; et cinquante otages furent envoyés à Ferrare par les deux parties contractantes, pour y être gardés jusqu'à l'entière exécution du traité [3].

Les Pisans, qui de leur côté étaient aussi entrés en négociation avec Mastino, mais qui n'avaient pu atteindre à un prix si élevé, apprirent avec effroi que leurs ennemis héréditaires allaient acquérir une ville aussi importante, et les resserrer ainsi de toutes parts. La seigneurie convoqua un

toria. L. VIII, c. 6, T. XII, p. 905. — *Chron. Mutinense Joh. de Bazano*. T. XV, p. 600. *Chron. Estense*. T. XV, p. 404. — [1] *Giov. Villani*. L. XI, c. 126, p. 848. — [2] *Ibid*. c. 129, p. 850. — [3] Villani était au nombre de ces otages, comme il nous l'apprend lui-même; et cependant on n'avait choisi que *de' migliori uomini popolari, e de' più ricchi di tutta Fiorenza,* dit Andrea Dei, *Cronic. Sanese*. T. XV, p. 99. Mais Villani était en même temps un riche marchand, un bon magistrat et un grand historien.

conseil général dans l'église cathédrale ; et, lorsque le peuple fut assemblé, le prieur des Anziani se leva pour ouvrir la délibération.

« Seigneurs, dit-il, nous vous avons fait appeler auprès « de nous pour vous annoncer que les Florentins ont acheté « Lucques ; ils prétendent eux-mêmes que cette acquisition « leur ouvrira bientôt les portes de Pise, et déjà ils nous « menacent de mettre des barricades jusqu'au pied de nos « murailles, de nous réduire à l'esclavage par les privations « et la famine, et, lorsqu'enfin notre ville leur sera rendue, « d'en abattre les fortifications, de démolir trois de ses quar- « tiers principaux, et de n'en conserver qu'un seul, auquel ils « donneront le nom de Firenzuola. Voyez vous-mêmes désor- « mais ce qu'il vous convient de faire. »

A ces mots toute l'assemblée frémit d'indignation. En vain quelques orateurs essayèrent de la ramener à des sentiments pacifiques : « C'est à Lucques qu'il faut marcher, répondait- « on ; pour la guerre, nous engagerons nos biens et nos vies ; « pour la guerre, nos femmes mêmes prendront les armes, « et Dieu donnera la victoire au bon droit contre l'orgueil « et la méchanceté ! » Les Anziani mirent alors aux voix la proposition de déclarer la guerre aux Florentins, et elle fut adoptée presque à l'unanimité [1].

Les exilés florentins, qui s'étaient réfugiés à Pise, procurèrent à cette république l'alliance de tous les seigneurs qui étaient entrés dans leur complot de l'année précédente ; leur ligue comprit les comtes Guidi, les Ubaldini, François des Ordélaffi, seigneur de Forli, et tous les Gibelins de Toscane et de Romagne. Les ennemis de Mastino se joignirent aussi à eux, savoir : le doge de Gênes, les Gonzague, les Carrare, les Correggieschi de Parme, et surtout le seigneur de Milan, Luchino

[1] *Cronica di Pisa*. T. XV, p. 1004. — *Bern. Marangoni Cron. di Pisa*, p. 688.

Visconti, qui leur fit passer deux mille chevaux, sous la conduite de Jean Visconti d'Oleggio, son neveu. Avant même l'arrivée de ces troupes auxiliaires, une armée pisane, formée des milices de deux quartiers de la ville, et soutenue par douze cents chevaux et cinq cents archers, était entrée dans l'état de Lucques au mois de juillet, et s'était emparée de Cerruglio, de Montéchiaro, de Porcari, et des ponts sur le Serchio [1].

Les Florentins ne s'étaient point préparés à une guerre à laquelle ils ne s'attendaient pas; les Lucquois ne pouvaient pas tenir la campagne, en sorte que l'armée pisane, après avoir occupé toutes les avenues de Lucques, enferma la ville elle-même par une ligne fortifiée de douze milles de tour, sans rencontrer presque aucune résistance. Cette ligne était formée de deux fossés profonds, garnis d'une palissade, avec des redoutes de place en place. L'armée s'était divisée en trois camps, vis-à-vis des trois portes de la ville, et le terrain, entre ces camps, était aplani et ouvert de partout à la cavalerie. Après un service de peu de jours, les deux quartiers de Pise, dont les milices formaient le siége de Lucques, étaient relevés par les deux autres [2]. Sur ces entrefaites, Visconti d'Oleggio arriva devant Pise avec les troupes auxiliaires qu'envoyait le seigneur de Milan. On assure que son secret dessein était de s'emparer de la ville qui l'avait appelé à son aide; mais la seigneurie, qui en était avertie, avait envoyé des officiers au-devant de ses gendarmes, pour leur payer une double solde, au moment où ils arrivaient aux portes, et les faire partir immédiatement pour l'armée.

Il avait fallu près de deux mois aux Florentins pour ras-

[1] *Giov. Villani.* L. XI, c. 130, p. 851. — *Beverini Annales Lucens.* L. VII, p. 912. — [2] *Giov. Villani.* L. XI, c. 103, p. 853. — *Cronica Pisana.* T. XV, p. 1006. — *Andrea Dei Cronica Sanese*, p. 99. — *B. Marangoni Cronica di Pisa*, p. 491. — *Beverini Annales Lucens.* L. VII, p. 913.

sembler une armée capable d'attaquer les Pisans dans l'état de Lucques. Cette armée, qui fut composée de deux mille cavaliers à la solde de la république, de seize cents auxiliaires, fournis en partie par Mastino de la Scala, et de dix mille fantassins, entra enfin en campagne vers le milieu d'août, sous la conduite de Mattéo de Pontécarali de Brescia, qui était alors capitaine de la garde. Ce général n'était ni par son rang, ni par son expérience, propre à une si haute entreprise; il en donna bientôt la preuve. Après avoir conduit son armée entre Pise et Lucques, dans un lieu d'où il pouvait couper au camp des assiégeants la communication avec leur patrie, il se retira pour se mettre à couvert des pluies violentes qui le surprirent[1]. Il entra ensuite sur le territoire lucquois par le val de Niévole, conduisant avec lui les commissaires de Mastino, qui devaient le mettre en possession de Lucques. Le seigneur de Vérone, depuis que cette ville était en danger, avait diminué de ses prétentions; il la cédait aux Florentins pour cent cinquante mille florins, et il l'aurait cédée pour bien moins encore si ceux-ci avaient su profiter de leurs avantages. Pontécarali, s'approchant des lignes pisanes, s'ouvrit un passage sur un point qu'il attaqua de concert avec les assiégés, et il fit entrer dans la ville trois cents cavaliers et cinq cents fantassins, avec les commissaires des deux gouvernements; mais au lieu de poursuivre son avantage et de livrer bataille à l'armée pisane, où son approche avait jeté quelque confusion[2], il se retira sur les collines de Gragnano et de San-Gennaro, pour en déloger des postes pisans qui les occupaient.

La ville de Lucques ayant été consignée aux commissaires florentins par ceux de Mastino, et la garnison gibeline ayant été congédiée pour faire place à une garnison guelfe, la seigneurie

[1] *Giov. Villani.* L. XI, c. 131, p. 853. — *Istorie Pistolesi*, p. 481. — [2] *Giov. Villani.* L. XI, c. 132, p. 855. — *Beverini Annales Lucenses.* L. VII, p. 915.

de Florence envoya l'ordre à son général de livrer bataille. Pontécarali fit en effet demander combat aux Pisans : ceux-ci l'acceptèrent pour le 2 octobre ; ils arrachèrent leurs palissades pour n'avoir plus d'autre défense que leur valeur, et chaque armée aplanit de son côté le terrain qui la séparait de l'ennemi [1].

Des jeunes gens des maisons les plus nobles de Sienne, qui se trouvaient comme auxiliaires dans le camp florentin, se firent armer chevaliers le matin même du 2 octobre, avant la bataille, et se placèrent ensuite au premier rang dans la première division que conduisait Pontécarali. Cette division fit vaillamment son devoir ; elle rompit les deux premières lignes des Pisans qui lui furent successivement opposées ; elle fit prisonniers la plupart de leurs chefs, et entre autres Visconti d'Oleggio. Mais la seconde ligne des Florentins ne se mit point en mouvement quand elle aurait dû le faire, et, trompée par un faux rapport sur l'issue du combat précédent, elle s'enfuit sans avoir abaissé la lance. Ciupo de Scolari, commandant de la troisième ligne des Pisans, fondit alors sur la première division florentine, dont les soldats étaient harassés par les deux combats qu'ils avaient déjà livrés, et dispersés à la poursuite des fuyards : il les mit bientôt en pleine déroute ; il recouvra tous les prisonniers, à la réserve de Visconti d'Oleggio qu'on avait déjà envoyé à l'autre corps d'armée, et il prit aux Florentins leur général Mattéo de Pontécarali, avec mille soldats [2].

Après cette déroute, l'armée florentine se hâta d'évacuer le territoire de Lucques ; et la seigneurie renonçant, pour cette année, à une attaque nouvelle, chercha du moins à se fortifier par des alliances, pour recommencer la guerre avec plus de vigueur dans la campagne suivante. Avant tout, elle

[1] *Giov. Villani*. L. XI, c. 133, p. 857. — *B. Marangoni Cron. di Pisa*, p. 692. — [2] *Giov. Villani*, L. XI, c. 136, p. 858. — *Istorie Pistolesi*, p. 482, *Andrea Dei Cronica Sanese*, p. 100. — *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1007. — *Beverini Annales Lucenses*, L. VII, p. 918.

s'adressa au roi Robert de Naples, qui depuis longtemps ne remplissait plus les obligations qu'il avait contractées par ses alliances; elle consentit même, pour lui complaire, à reconnaître les droits prétendus de ce monarque sur Lucques[2]; mais comme Robert ne fit pas plus d'efforts pour soutenir cette prétention que pour défendre ses alliés, les Florentins mirent en oubli leurs anciennes haines, comme on oubliait à leur égard une ancienne amitié, et ils sollicitèrent l'alliance d'un homme dont ils s'étaient jusqu'alors montrés les ennemis acharnés.

Louis de Bavière, toujours excommunié par le pape, toujours dépouillé par lui de toutes ses dignités, continuait cependant à régner, comme empereur, sur une grande partie de l'Allemagne. Il s'était uni intimement au duc d'Autriche, tandis que Jean, roi de Bohême, s'était déclaré son ennemi. La guerre que les Florentins avaient faite aux Bohémiens était pour Louis un motif d'oublier la guerre qu'ils lui avaient faite à lui-même. D'ailleurs, après quatorze ans d'absence, l'empereur désirait revoir l'Italie; et il entama une négociation pour conduire, moyennant un subside considérable, une armée au service des Florentins. Ses ambassadeurs arrivèrent, pour cet objet, à Florence, et ils y furent reçus avec pompe; mais tandis que la négociation, qui par elle-même présentait plusieurs difficultés, était encore retardée par de nouvelles affaires survenues en Allemagne à l'empereur, sa publicité fit un tort considérable aux Florentins; on ne douta pas qu'ils ne fussent sur le point de changer de parti et d'entrer dans l'alliance des Gibelins. Les nobles napolitains qui avaient confié leur fortune aux marchands de Florence, craignirent une révolution qui mettrait leur monarque en guerre avec la république : tous redemandèrent leurs capi-

[1] *Giov. Villani.* L. XI, c. 136, p. 861. — *Beverini Annal. Lucens.* L. VII, p. 919. — *Cronica di Pisa.* T, XV, p. 1006.

taux, et cette demande inattendue fit faillir un grand nombre des meilleures maisons de Florence[1].

Cependant Malatesta des Malatesti de Rimini avait été mis à la tête de l'armée florentine. 1342. — Le 27 mars 1342, il entra en campagne, et vint tracer son camp à Gragnano, sur les hauteurs qui séparent le val de Niévole de la plaine de Lucques. De là, il lia des correspondances dans le camp des Pisans, afin de séduire les Allemands qui étaient à la solde de ses ennemis. Mais les Pisans avaient pour général Nolfo de Montéfeltro, parent de Malatesta, romagnol comme lui, et non moins exercé que lui aux intrigues et aux complots dont la Romagne avait toujours été l'école. Ils cherchèrent pendant un mois et demi à se tromper l'un l'autre, sans jamais en venir aux mains. Dans le même temps, les Florentins, soupçonnant les Tarlati, seigneurs de Piétra Mala, d'avoir formé un complot pour leur enlever Arezzo, firent arrêter les principaux chefs de cette famille. Les autres se réfugièrent dans leurs châteaux; ils les firent révolter contre la république, et arborèrent les drapeaux des Gibelins[2].

Sur ces entrefaites, Gaultier de Brienne, duc d'Athènes, le même qui, en 1326, avait été lieutenant du duc de Calabre à Florence, passa par cette ville, pour se rendre de France à Naples. Gaultier était né en Grèce; il appartenait à cette race dégénérée qui, dans le Levant, avait succédé aux premiers croisés, et qu'on avait désignée par le nom injurieux de *Poulains*. Il était de petite taille, et d'une figure rebutante; son esprit était cauteleux et faux, son cœur perfide, ses mœurs corrompues; aucune morale, aucune religion ne mettait des bornes à son ambition; l'avarice seule l'emportait sur elle : enfin, de toutes les vertus qui avaient illustré ses

[1] *Giov. Villani.* L. XI, c. 137, p. 863. — *Beverini Annal. Lucenses.* L. VII, p. 920. — [2] *Giov. Villani.* L. XI, c. 138, p. 864. — *Istorie Pistolesi*, p. 483. — *Cronica di Pisa.* T. XV, p. 1010. — *Ser Gorello Cronaca d'Arezzo*, c. 5, p. 832.

ancêtres, il n'avait hérité que la valeur; mais cette qualité si brillante, quoique si commune, s'allie souvent avec tous les vices, quelquefois même avec la bassesse. Le duché d'Athènes avait été enlevé à son père par les Catalans en 1312[1]; celui de Lecce, en Pouille, lui restait pour patrimoine. Depuis 1326, la compagnie des Catalans s'était soumise au roi de Sicile, et trois fils de Frédéric avaient successivement porté le titre de ducs d'Athènes, et gouverné cette principauté[2]. Gaultier cependant jouissait de la considération attachée à la faveur supposée des rois de France et de Naples : Robert, dans ses négociations avec la république florentine, avait annoncé qu'il le mettrait à la tête des secours qu'il promettait d'envoyer, et la seigneurie se flattait de vaincre enfin l'irrésolution et l'avarice de son vieux allié, en confiant quelque emploi à l'homme qui avait été le favori de son fils, et qu'il désignait à présent comme son lieutenant[3].

Gaultier de Brienne se rendit en effet à l'armée florentine, que Malatesta tenait campée à San-Piéro in Campo, proche de Lucques. Plusieurs barons de Louis de Bavière, qui venaient combattre, comme volontaires, sous les drapeaux de Florence, y arrivèrent vers le même temps. Des pluies violentes, qui tombèrent pendant tout le mois de mai, et qui gonflèrent le Serchio et rompirent ses digues, forcèrent l'armée à une inaction d'autant plus affligeante que les Florentins avaient deux fois plus de forces que les Pisans. Cependant les barons allemands et le duc d'Athènes se distinguèrent tour à tour dans les escarmouches; et si Malatesta les avait soutenus avec toutes ses forces, à plus d'une reprise il aurait pu mettre l'armée pisane en déroute ; mais il donna au contraire à celle-ci le loisir de fortifier ses lignes; et, lors-

[1] Ducange, Histoire de Constantinople. L. VI, c. 8, p. 118. — [2] *Ibid.* L. VII, c. 21 et 22, p. 124. — [3] *Giov. Villani.* L. XI, c. 137, p. 862.

qu'il vit qu'il n'était plus temps de les attaquer, et que les inondations du Serchio arrêtaient ses convois de vivres, il s'éloigna de Lucques le 12 mai, et reconduisit son armée dans le val d'Arno. Ceux qui commandaient à Lucques pour les Florentins, voyant que l'armée dont ils avaient attendu leur délivrance n'était point en état de faire lever le siége, capitulèrent lorsque leurs munitions furent épuisées, et livrèrent la ville aux Pisans, le 6 juillet 1342 [1].

Le mécontentement du peuple éclata à Florence avec une violence effrayante lorsqu'on y vit rentrer la puissante armée de Malatesta, qui avait laissé prendre Lucques presque sous ses yeux : la clameur publique accusait tour à tour l'impéritie ou la lâcheté du général, la présomption, l'ignorance ou la vénalité des seigneurs de la guerre. Le duc d'Athènes, disait-on, s'il avait commandé l'armée, n'aurait jamais souffert une inaction si déplorable, ou une retraite si honteuse; mais, tandis que la bonne fortune de Florence lui avait envoyé un général distingué, on l'avait réduit au rôle de spectateur des fautes causées par l'ignorance d'un autre. Pour satisfaire le peuple, il fallut immédiatement donner au duc d'Athènes le titre de capitaine de justice; et, au départ de Malatesta, dont l'office expirait au 1er août, il fallut confier au duc le commandement général de l'armée. En vertu de cette double fonction, le droit de haute justice fut attribué à Gaultier de Brienne dans la ville comme dans le camp [2].

Il y avait à cette époque deux factions à Florence, qui tendaient à détruire la liberté publique. La première était celle de l'ancienne noblesse. Les grands étaient exclus du gouvernement par l'ordonnance de justice; ils se voyaient ex-

[1] *Giov. Villani.* L. XI, c. 139, p. 867. — *Istorie Pistolesi*, p. 484. — *Cronica di Pisa.* T. XV, p. 1011. — *B. Marangoni Cronica di Pisa*, p. 696. — *Andrea Dei Cronica Sanese.* T. XV, p. 104. — *Bevcrini Annales Lucenses.* L. VII, p. 923. — [2] *Giov. Villani.* c. 1, p. 871.

posés aux traitements les plus arbitraires et souvent les plus injustes, si leurs noms seulement étaient prononcés dans quelque tumulte; et la jalousie du peuple leur reprochait encore la puissance dont elle les avait dépouillés : aussi étaient-ils disposés à tout entreprendre pour renverser une liberté qu'ils ne partageaient pas. Une autre faction, non moins dangereuse, se trouvait alors même en possession du gouvernement. On désignait ceux qui la composaient par le nom de *popolani grassi*; ceux-ci avaient trouvé moyen, dans une république dont les lois étaient toutes démocratiques, de s'attribuer exclusivement une souveraineté qui devait appartenir au peuple. Leur oligarchie roturière était l'objet de la jalousie de tous; on les accusait d'imprudence et d'incapacité dans les affaires, de vénalité dans les emplois : Villani assure qu'ils s'enrichissaient d'une manière honteuse des deniers de la république, et que, dans le marché fait avec Mastino pour l'achat de Lucques, ils avaient payé cette ville cinquante mille florins de moins qu'ils n'en avaient porté en compte. Pour détourner de leur administration la censure publique, ils projetèrent de livrer le peuple aux vexations d'un juge cruel, se flattant de cacher leurs propres entreprises à l'ombre de cette tyrannie subalterne. Ils crurent qu'ils dirigeraient le duc d'Athènes, comme deux ans auparavant ils avaient dirigé Jacob Gabrielli, et que ce ne serait point eux cependant auxquels on reprocherait les cruautés du capitaine-général. Ils excitèrent donc secrètement Gaultier à abuser des pouvoirs qu'eux-mêmes lui avaient confiés. Gaultier, plus habile qu'eux dans l'art de l'intrigue, plus indifférent qu'eux à la ruine publique et aux malheurs privés, consentit à se présenter comme l'instrument de ceux dont il voulait être le maître, et il promit de servir toutes les passions de ces chefs qu'il sacrifiait déjà à son avarice et à son ambition.

Mais les premières sentences capitales que prononça le duc

d'Athènes, firent assez connaître qu'il n'avait pas dessin de se contenter d'une autorité subalterne. Il fit trancher la tête à Jean de Médici, qui commandait la forteresse de Lucques lorsqu'elle s'était rendue, et à Guillamme Altoviti, gouverneur d'Arezzo, qui, par quelques injustices, avait provoqué la révolte des Tarlati : il soumit à des procès déshonorants Richard de Ricci, et Naddo Rucellai, accusés de s'enrichir aux dépens du trésor; il les condamna à des amendes ruineuses, et ne consentit qu'avec peine à leur faire grâce de la vie[1]. Ces quatre familles, que le duc d'Athènes traita si durement dès le premier mois de son administration, faisaient partie de l'oligarchie dominante à laquelle Gaultier lui-même devait son élévation. Les sentences qu'il venait de prononcer répandirent une indicible terreur parmi les bourgeois; tandis qu'elles réjouirent la noblesse et le peuple dont elles satisfaisaient la jalousie ou la haine : un vengeur des ordres opprimés paraissait tenir le glaive de la justice: le crédit ou la brigue demeuraient sans pouvoir sur lui, et les abus longtemps enracinés allaient être détruits. Gaultier ayant ainsi fait connaître quelle marche il voulait suivre et quels partis il désirait s'attacher, accueillit les avances qui lui furent faites, et s'unit aux ennemis du gouvernement par des liens plus intimes. Il promit aux grands de faire révoquer l'ordonnance de justice, si, par leur moyen, il pouvait obtenir une domination plus stable : à ce prix, les plus considérables d'entre eux se dévouèrent entièrement à lui[2]. Il s'adressa ensuite à quelques marchands dont le crédit était ébranlé, et qui se voyaient près du moment où ils seraient forcés de faillir; il leur promit que le trésor public leur ferait des avances, et les mettrait en état d'attendre des rentrées éloignées : par cette assurance, il se

[1] *Giov. Villani.* L. XII, c. 1 et 2, p. 871. — *Istorie Pistolesi*, p. 484. — *Andrea Dei Cronica Sanese*, p. 104. — [2] Les Bardi, Frescobaldi, Rossi, Cavalcanti, Bondelmonti, Adimari, Cavicciuoli, Donati, Cianfigliazzi et Tornaquinci.

concilia la faveur de plusieurs maisons considérées dans la bourgeoisie [1] ; enfin il ne se contenta pas de servir la haine et de satisfaire les vengeances du bas peuple contre la classe supérieure, il le flatta aussi par une prévenance et une familiarité affectées, et par la promesse de lui faire partager les honneurs publics.

Cependant l'office des vingt commissaires ou seigneurs de la guerre qui avaient été créés pour l'acquisition de Lucques était expiré dès le commencement de septembre, et les partisans du duc, délivrés de cette surveillance, osaient manifester plus ouvertement leurs projets : ils déclaraient que la république avait besoin d'une réforme; que l'issue de la dernière guerre faisait connaître toute la corruption du gouvernement; qu'une main vigoureuse pouvait seule extirper les abus et réconcilier les partis acharnés l'un contre l'autre; que le duc d'Athènes enfin avait déjà prouvé sa capacité pour un si haut emploi, et la fermeté autant que la justice avec lesquelles il l'exercerait. Ces discours ayant été répétés dans les assemblées des corps de métier, et dans les tavernes où les soldats du duc se mêlaient au peuple pour le corrompre, quelques grands portèrent aux prieurs la proposition de décerner au duc la seigneurie de Florence.

Le gonfalonier, avant de répondre, fit appeler le collége des douze bons-hommes et les seize gonfaloniers des compagnies de milice, pour délibérer avec la seigneurie : après avoir fait connaître à ces conseillers les dangers qui menaçaient la liberté publique, il s'adressa aux gentilshommes qui avaient porté la parole pour le duc. « C'est avec une profonde « douleur, leur dit-il, que nous vous voyons oublier les ver- « tus de vos ancêtres et les mœurs de votre patrie ; la républi- « que, pour laquelle vous demandez un remède extrême, ne

[1] Comme les Péruzzi, les Acciaiuoli, les Baroncelli et les Antellési.

« connaît d'autre danger que celui que vous lui faites courir.
« Allez cependant, et dites au duc d'Athènes que, dans des temps
« plus calamiteux, vos ancêtres et les nôtres ont eu plus
« d'une fois recours à des monarques étrangers : les Gibelins
« implorèrent les secours de Frédéric et de Manfred ; les Guel-
« fes recherchèrent l'assistance des deux Charles et de Robert ;
« mais jamais, quelle que fût la dignité du monarque et le
« danger de l'état, jamais la liberté publique n'a été sacrifiée ;
« jamais nos ancêtres n'ont donné à Florence un seigneur
« souverain ; jamais nos femmes et nos enfants ne nous par-
« donneraient la honte de l'esclavage ; jamais nous-mêmes en-
« fin nous ne renoncerons au bonheur de vivre libres [1]. »

Le duc d'Athènes se hâta de calmer le mouvement d'enthousiasme que le gonfalonier avait excité par ce discours, en assurant que lui-même il ne désirait point un pouvoir subversif des libertés de l'état ; qu'il demandait seulement qu'on lui laissât les mains libres pour un peu de temps, afin d'opérer le bien qu'il sentait pouvoir faire ; que ce qu'il prétendait n'était point inusité à Florence, et qu'un pouvoir dictatorial avait plus d'une fois, dans des temps de calamités, été accordé à des princes dont l'affection pour la république ne pouvait égaler la sienne. Pendant qu'il donnait ces assurances aux conseillers de la seigneurie, ses hérauts d'armes répandus dans la ville appelaient le peuple à s'assembler en parlement sur la place de Sainte-Croix, pour délibérer sur les besoins de la république.

L'autorité souveraine du parlement était reconnue dans toutes les républiques italiennes : le gouvernement n'agissait jamais que comme représentant de la nation ; et son pouvoir cessait lorsque la nation elle-même était assemblée. On n'avait point pu faire entendre au peuple que le compte de ses

[1] *Giov. Villani.* L. XII, c. 3, p. 873.

suffrages n'est point l'expression de sa volonté; qu'en supposant même tous les citoyens égaux, ils ne veulent pas et ne sentent pas tous également, et que le peuple n'est souverain que lorsque l'intérêt de toutes ses classes est également sacré, non lorsque leur voix est confondue dans la clameur populaire. Cependant tous les gouvernements savaient que l'intérêt national n'était jamais sacrifié plus facilement par aucune assemblée que par celle de la nation elle-même; et que, tandis que les conseils demeuraient fidèles à leur devoir, les parlements avaient souvent consenti à la ruine de la liberté, ou à la subversion de la constitution. Les prieurs de Florence tremblèrent que le parlement ne livrât la république au duc d'Athènes. Ils ne pouvaient empêcher sa convocation, que Gaultier avait droit d'ordonner, comme capitaine du peuple : ils recoururent donc immédiatement à ce duc, et ils cherchèrent du moins à l'engager à confirmer d'une manière authentique les promesses qu'il venait de leur faire. Gaultier y consentit aussitôt; il convint de laisser les prieurs ouvrir les délibérations : ceux-ci devaient demander au peuple la prorogation, pour une année, de l'autorité du duc d'Athènes, avec les mêmes priviléges accordés, seize ans auparavant, au duc de Calabre, et sous les mêmes réserves et les mêmes restrictions. Gaultier s'engagea, sur sa parole de chevalier, à ne rien demander, à ne rien accepter par-delà, lors même que le peuple lui offrirait plus de puissance. Cette convention mutuelle reçut la forme d'un contrat authentique ratifié par des notaires, et confirmé par serment[1].

Le lendemain 8 septembre, jour de la fête de Notre-Dame, le peuple s'assembla sur la place du palais; le duc y arriva, entouré de cent vingt gendarmes et de trois cents fantassins qu'on lui avait accordés pour sa garde; mais tous les nobles,

[1] *Giov. Villani.* L. XII, c. 3, p. 873.

à la réserve de la famille de la Tosa, s'étaient armés et avaient grossi son cortége. Les prieurs et les autres magistrats descendirent du palais, et se rangèrent auprès du duc devant la balustrade de fer. François Rustichelli, l'un d'eux, fit au nom de la seigneurie la proposition, convenue la veille, de proroger pour une année le pouvoir du duc. Des gens de la lie du peuple, apostés par Gaultier, interrompirent aussitôt le prieur par des cris forcenés, et demandèrent qu'un pouvoir souverain fût accordé au duc pour toute sa vie. En même temps ils se serrèrent autour de lui; ils le soulevèrent dans leurs bras, tandis que ses gardes enfonçaient les portes du palais, et ils le portèrent sur le tribunal, dans les salles mêmes qui étaient réservées aux prieurs. La populace, enivrée du plaisir d'outrager ce qu'elle avait toujours respecté, força la seigneurie à se réfugier dans une salle basse, et bientôt après à sortir du palais; elle livra aux grands le livre des ordonnances de justice, pour qu'ils le déchirassent; elle traîna le gonfalon de l'État dans la boue, et le brûla ensuite sur la place publique. Enfin, elle abattit partout les armes de la commune de Florence, et elle leur substitua les drapeaux du duc[1].

Peu de jours après, le duc profita de l'effroi des conseils pour leur faire confirmer la seigneurie à vie qu'il s'était attribuée de force. Au lieu de considérer les différentes villes conquises par Florence comme des possessions dépendantes d'un même État, il se fit donner aussi successivement, par le peuple de chaque ville, la seigneurie d'Arezzo, de Pistoia, de Colle de val d'Elsa, de San-Gémignano et de Volterra, pour flatter ainsi la vanité de ces villes et l'animosité qu'elles conservaient contre les Florentins. Le duc appela en même temps

[1] *Giov. Villani.* L. XII, c. 3, p. 874. — *Istorie Pistolesi*, p. 486. — *Andrea Dei Cronica Sanese.* T. XV, p. 105.

auprès de lui tous les Français et les Bourguignons qui servaient en Italie; il réunit ainsi sous ses ordres huit cents gendarmes, ses compatriotes; il fit aussi venir de France plusieurs de ses parents et de ses amis, auxquels il confia des commandements militaires. Déjà il croyait avoir affermi pour toujours sa domination; mais Philippe de Valois, à qui on rapporta la grandeur nouvelle du duc d'Athènes, dont le voyage à Naples avait été annoncé comme un pèlerinage, se contenta de répondre : « Le pèlerin est hébergé, « mais il a pris mauvais hôtel[1]. »

Les Florentins espéraient que leur seigneur les vengerait du moins de l'affront qu'ils avaient reçu devant Lucques. Mais le duc d'Athènes était pauvre, et il voulait avant toute chose amasser de l'argent pour affermir sa domination, s'il pouvait la conserver, ou pour s'en dédommager s'il venait à la perdre. La guerre occasionnait une trop grande dépense pour pouvoir lui plaire; d'ailleurs, elle l'aurait obligé à s'éloigner de la ville qu'il venait de soumettre, et elle faisait dépendre toute son existence du premier échec qu'il éprouverait. Il proposa donc aux Pisans et à leurs alliés une paix qui fut bientôt acceptée. Il leur abandonna, pour quinze ans à venir, la souveraineté de Lucques, en se réservant de nommer pendant les mêmes quinze années le podestat de cette ville. Au bout de ce terme, Lucques devait être remise en liberté; tous les Guelfes émigrés devaient être rappelés et mis en possession de leurs biens : mais tous les exilés de Florence devaient également rentrer dans leurs foyers; les prisonniers devaient être rendus sans rançon; Pise s'obligeait à un tribut annuel de huit mille florins, et accordait pendant cinq ans aux Florentins une franchise absolue dans ses ports[2].

[1] *Giov. Villani.* L. X, c. 3, p. 875. — [2] *Giov. Villani.* L. XII, c. 8, p. 878. — *Istorie Pistolesi*, p. 486. — *Cronica di Pisa.* T. XV, p. 1012.

Ce traité, qui fut publié le 14 octobre dans les deux villes, n'effaçait point pour les Florentins la honte de leurs dernières déroutes ; aussi excita-t-il le mécontentement même des partisans du duc. En vain celui-ci flattait la populace et n'appelait aux emplois que les hommes de la plus basse classe, des artisans des métiers inférieurs, que l'on commença dès-lors à nommer *ciompi* à Florence, par corruption du nom de compères que leur donnaient les soldats français dans leurs orgies[1] : ces places ne satisfaisaient plus la vanité même du bas peuple. Le duc avait exilé les prieurs de leur palais, il les avait relégués dans celui qu'habitait auparavant le juge exécuteur ; il les avait dépouillés de toute pompe et de tout pouvoir ; il avait détruit l'office des gonfaloniers de compagnie, et leur avait ôté leurs gonfalons ; enfin il avait lui-même anéanti la récompense qu'il paraissait promettre à la populace. Il avait ensuite annulé toutes les ordonnances sur les arts et métiers, et mécontenté successivement toutes les classes du peuple, à la réserve des bouchers, des marchands de vin et des cardeurs de laine, dont il s'efforçait de conserver l'affection par de basses flatteries.

Bientôt il augmenta le mécontentement général par de nouvelles entreprises ; il voulait faire du palais public qu'il habitait une forteresse qui lui assurât l'obéissance de toute la ville ; dans cette vue il fit abattre un grand nombre de maisons dans son voisinage : il s'empara de plusieurs autres, sans donner aux propriétaires aucun dédommagement, et il y logea ses gens de guerre. Il ôta aux créanciers de l'état les gabelles, qui leur avaient été assignées en paiement, et il en prit le produit pour lui-même ; il augmenta la contribution foncière, qu'il porta de trente mille florins à quatre-

[1] *Marchione de Stefani istoria Fiorent.* L. VIII, R. 575. T. XIII.—*Delizie deg. erud. Toscani.*

vingt mille ; il soumit les citoyens les plus riches à des emprunts forcés, et il établit de nouvelles gabelles plus onéreuses que les précédentes ; de telle sorte qu'en dix mois et demi il tira de Florence plus de quatre cent mille florins, et qu'il en fit passer plus de deux cent mille dans la Pouille ou en France [1].

Le duc d'Athènes n'ignorait pas le mécontentement qu'il excitait ; mais il s'assura les secours des étrangers contre ses sujets, ennemis naturels d'un tyran. Au printemps de 1343, il conclut une alliance avec les Pisans, Mastino de la Scala, le marquis d'Este et le seigneur de Bologne. Les confédérés s'engageaient à maintenir mutuellement leur gouvernement, et à se défendre contre tous leurs ennemis. Une ligue parut se former entre tous les tyrans d'Italie pour priver entièrement cette contrée de son antique liberté. Cependant, plus le duc d'Athènes se sentait affermi dans sa domination, plus il lâchait la bride à ses passions, et renonçait aux ménagements qu'il s'était d'abord imposés. Les femmes des citoyens les plus respectés étaient en butte aux séductions que leur préparait son libertinage : les hommes qui élevaient la voix pour se plaindre, ceux qui réclamaient leurs anciens privilèges, ou qui excitaient seulement les soupçons du tyran, étaient livrés à des supplices atroces [2].

Le pouvoir d'un seul s'était élevé au moyen de la discorde entre les ordres de la nation ; mais chaque classe de citoyens éprouvait à son tour l'oppression, et s'irritait du joug qu'elle portait. Les grands, qui avaient procuré au duc d'Athènes la seigneurie, s'indignaient de son ingratitude en voyant qu'il ne leur donnait aucune part au gouvernement. La classe supérieure de la bourgeoisie, qui était toute-puissante avant lui, le haïssait mortellement ; elle avait été trompée et dépouillée

[1] *Giov. Villani.* L. XII, c. 7, p. 881. — *Istorie Pistolesi*, p. 493. — [2] *Giov. Villani.* L. XII, c. 7, p. 881.

par lui : les bourgeois du second ordre n'étaient guère moins irrités de l'augmentation des impôts, du renversement de toute justice, et des traités honteux conclus au nom de leur patrie. La populace enfin, qu'il avait trompée par des promesses inexécutables, n'avait pas pu demeurer longtemps dans l'erreur : la pitié avait succédé à son irritation contre ses anciens magistrats, et les supplices ordonnés par le duc excitaient autant d'horreur qu'ils avaient d'abord causé de joie. Une disette à laquelle Gaultier n'avait peut-être aucune part augmentait encore le mécontentement du bas peuple. Florence ne peut s'ébranler, dit un des vieux proverbes toscans, que lorsqu'elle souffre tout entière [1]. Heureuses les nations qui ont cette lenteur à se mettre en mouvement sans rien perdre de leur énergie ! Florence souffrait tout entière, et tout entière elle se souleva. Chaque classe était séparément opprimée; chacune à elle seule, et sans attendre le secours d'autrui, s'efforça de pourvoir à la délivrance de la patrie. Un grand nombre de conjurations se tramèrent à l'insu l'une de l'autre; mais on en distingua trois plus puissantes, et qui furent plus près que les autres d'exécuter leurs projets. A la tête de la première se trouvait l'évêque de Florence lui-même, qui était de la maison Acciaiuoli; presque tous les grands y avaient pris part, mais surtout les Bardi, les Rossi, les Frescobaldi, les Scali, et quelques bourgeois puissants, comme les Altoviti, Magalotti, Strozzi et Mancini. Ces conjurés étaient entrés en traité avec les Pisans, les Siennais, les Pérousins et les comtes Guidi. Ils avaient dessein d'attaquer le duc d'Athènes dans son palais lorsqu'il rassemblerait le conseil; mais le duc, qui devenait tous les jours plus soupçonneux, se défit d'une partie de ses gardes parmi lesquels il y avait des hommes gagnés; il leur substitua de nouveaux soldats

[1] *Firenze non si muove se tutta non si duole.*

plus sûrs et en plus grand nombre, de manière à se mettre à l'abri d'une attaque, et il fit fermer par des grilles de fer les passages par lesquels les conjurés, déjoués dans leurs projets précédents, pensaient à s'introduire dans le palais[1].

A la tête d'une autre conjuration étaient Manno et Corso Donati, avec les Pazzi, les Cavicciuoli et quelques Albizzi. Ceux-ci avaient compté attaquer le duc d'Athènes le jour de la fête de Saint-Jean, comme il entrerait dans le palais des Albizzi pour voir une course de chevaux. Mais le duc eut quelques soupçons du danger qu'il courait, et il ne se rendit point au palais Albizzi.

A la tête de la troisième conjuration était Antonio des Adimari, avec les Médici, les Bordoni, les Oricellai, les Aldobrandini, et un grand nombre des plus riches bourgeois. Ces derniers, avertis que le duc avait une intrigue de galanterie dans une maison des Bordoni, firent quelques préparatifs pour barricader la rue, et logèrent aux deux extrémités cinquante hommes déterminés qui devaient fermer le passage dès que le duc serait entré dans la maison qu'il visitait : mais Gaultier, dont la défiance allait chaque jour croissant, commença vers ce temps à se faire suivre, même dans ses rendez-vous de galanterie, par cinquante cavaliers et cent fantassins bien armés, qui restaient de garde devant la maison où il entrait, et qui suffisaient pour repousser une première attaque.

Les trois conjurations, quoique sans cesse déjouées par la crainte ou la prévoyance du duc, subsistaient toujours, et méditaient de nouvelles entreprises, lorsque la troisième fut découverte par l'imprudence de l'un des gendarmes qui avaient été gagnés. Dès les premiers soupçons que conçut le

[1] *Giov. Villani.* L. XII, c. 15, p. 887.

duc d'Athènes, il fit arrêter, le 18 juillet, deux citoyens obscurs qui étaient au nombre des conjurés, et il les fit mettre à la torture. Leur ayant ainsi arraché l'aveu de la conspiration, et le nom d'Antonio de Baldinaccio des Adimari, qui en était le chef, le duc fit arrêter celui-ci à son tour, et lui fit dire de se préparer à la mort [1].

Mais la nouvelle de l'arrestation de ce citoyen distingué, et du danger qu'il courait, répandit dans la ville un effroi universel : chacun avait trempé dans quelqu'une des conjurations, ou avait du moins assisté à quelqu'un des conciliabules où l'on en préparait de nouvelles : chacun se croyait compromis, et, en cherchant à se mettre en défense, chacun laissa voir qu'il se sentait inculpé. Le duc, à ce mouvement universel, s'aperçut que la ville entière était conjurée contre lui : il se sentit alors trop faible pour sévir sur-le-champ contre ceux qu'il avait arrêtés; il voulut, avant tout, s'assurer les secours de ses alliés, et se mettre en état d'envelopper les chefs de toutes les conjurations dans une seule vengeance. Il fit demander à Taddéo de Pépoli, seigneur de Bologne, de lui envoyer quelques renforts; et, lorsqu'il sut que trois cents cavaliers étaient déjà entrés dans les Apennins pour venir à son aide, il envoya l'ordre à trois cents citoyens des premiers de la ville de se rendre, le lendemain 26 juillet, dans son palais, pour y délibérer avec lui sur le sort des prévenus. Pour assembler ce conseil, il fit choix d'une salle dont les fenêtres étaient fermées par des barreaux de fer; et il donna l'ordre à ses gardes de clore les portes du palais dès que les citoyens y seraient réunis, et de se jeter sur eux pour les massacrer tous. Le pillage de la ville leur fut promis en récompense de cette exécution [2].

Parmi ceux que le duc appelait à son conseil, se trouvaient

[1] *Istorie Pistolesi*, p. 494. — [2] *Giov. Villani*. L. XII, c. 15, p. 881.

les chefs principaux des diverses conjurations; ils avaient lieu de croire le tyran instruit, au moins en partie, de leurs complots, et ils n'avaient garde d'aller se mettre entre ses mains. D'ailleurs un bruit confus des préparatifs qui se faisaient au palais avait pénétré dans la ville, et il y augmentait l'effroi. Jusqu'alors chacun avait été retenu par la crainte dans le silence; une crainte plus grande encore fit rompre ce silence : chacun demanda conseil ou assistance à son voisin, à son ami; chacun fit connaître sa propre situation : pendant la nuit, tous les conciliabules différents communiquèrent ensemble, et les Florentins apprirent ainsi que trois conjurations, indépendantes l'une de l'autre, avaient été prêtes à éclater en même temps. L'occasion de surprendre le tyran ne pouvait plus se présenter; mais les forces pour l'attaquer ouvertement étaient bien plus considérables que les conjurés eux-mêmes ne l'avaient jamais supposé. Tous ceux que le duc d'Athènes avait convoqués convinrent, avant tout, de ne point se rendre à son conseil; chacun se tint prêt dans sa maison avec ses armes, rassemblant auprès de soi ses clients, ses serviteurs et ses amis. Les pelotons, après s'être formés, se réunissaient cependant en silence; mais aucun mouvement ne se faisait apercevoir dans les rues : six cents gendarmes du duc étaient distribués dans les divers quartiers, pour y maintenir la tranquillité; et les secours qui lui arrivaient de Bologne et de Romagne avaient déjà passé les gorges les plus élevées des Apennins. Tout à coup, quelques plébéiens obscurs donnèrent le signal à la révolution, en criant aux armes sur la place du Marché-Vieux et à la porte de Saint-Pierre. A ce cri, tous les palais de Florence s'ouvrirent, toutes les troupes qui s'y étaient formées en silence marchèrent rapidement à leurs places d'armes, toutes les rues furent barricadées; partout les enseignes de la commune et du peuple furent déployées, et tous les citoyens s'appelèrent et se répondirent

par les cris de *Vive le peuple, la commune et la liberté!*

Les gendarmes, surpris dans les divers quartiers de la ville, s'efforçaient de faire leur retraite vers le palais, pour s'y réunir au duc; mais à peine trois cents d'entre eux purent y parvenir : plusieurs furent tués; d'autres, faits prisonniers, furent dépouillés de leurs chevaux et de leurs armes. Cependant le corps principal de la cavalerie du duc occupait la place des Prieurs, devant le palais : le peuple s'y porta en foule; et, barricadant toutes les rues qui conduisent à cette place, il rendit impossible à cette cavalerie de charger les insurgés ou de parcourir la ville. Toutes les maisons qui bordent la place furent alors ouvertes aux citoyens armés pour la liberté; tous les toits furent couverts par les assaillants, qui passaient de l'un sur l'autre, et qui lançaient des pierres ou des tuiles contre les soldats; toutes les fenêtres furent garnies d'arbalétriers. La cavalerie du duc, emprisonnée sur la place publique et exposée à une grêle de traits, fut, à la fin du jour, contrainte de s'enfuir dans le palais, et d'abandonner ses chevaux au peuple, qui se rendit maître aussitôt de la place.

Le palais du podestat avait été attaqué et forcé par d'autres corps d'insurgés; les prisons des Stinche et de Volognano étaient également enfoncées, et les prisonniers mis en liberté. De l'autre côté de l'Arno, les insurgés s'étaient rendus maîtres des portes, des murs et des ponts, et ils avaient fait de leur quartier comme une forteresse, dans laquelle ils comptaient défendre leur liberté, si leurs concitoyens succombaient ailleurs : mais le soir ils traversèrent eux-mêmes les ponts, ils abattirent les barricades, ils rétablirent la communication entre tous les quartiers de la ville, et ils s'avancèrent vers la place des Prieurs, en répétant les mots qui avaient servi de signal à l'insurrection : *Meure le duc, vive la commune et la liberté!* Florence eut alors sous les armes mille citoyens à

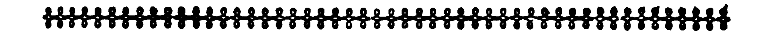
cheval, et dix mille qui, quoiqu'à pied, étaient armés de cuirasses et de barbues comme les cavaliers. Ceux qui n'avaient que des armes incomplètes, ou les instruments que chacun avait transformés en moyens d'attaque, n'avaient pas été comptés.

Le duc, assiégé dans son palais par des forces si supérieures, s'efforça d'apaiser le peuple. Il arma chevalier, de sa propre main, le chef des conjurés, Antonio des Adimari, qu'il avait d'abord mis en prison, et il l'envoya vers les révoltés pour tâcher de calmer leur colère. Déjà plusieurs agents de sa tyrannie avaient été arrêtés en différents lieux, et massacrés impitoyablement. Des secours arrivaient de toutes parts aux Florentins, et ceux-ci avaient déjà organisé un nouveau gouvernement composé de sept nobles unis à sept citoyens. Le duc, qui défendait le palais avec environ quatre cents Bourguignons, commençait à souffrir de la faim. Alors l'évêque de Florence, qui avait conjuré contre la tyrannie, s'entremit entre le peuple irrité et le tyran, pour sauver la vie de celui-ci : mais le duc n'obtint sa grâce qu'en abandonnant aux justes vengeances des Florentins Guillaume d'Assise, le plus odieux de ses ministres, et le juge qui avait prêté son ministère à toutes ses cruautés : cet homme féroce fut taillé en pièces, avec son fils, par la populace; ce dernier était âgé à peine de quatorze ans, et sa figure intéressante était faite pour toucher le peuple; mais on l'avait vu assister à tous les supplices qu'ordonnait son père, et lorsqu'on détachait les malheureux de l'estrapade, il demandait en grâce qu'on continuât plus longtemps une torture qui était son spectacle favori, et que, pour l'amour de lui, on donnât encore un tour d'estrapade à celui que le bourreau abandonnait.

Par le traité dont l'évêque de Florence fut médiateur, le duc d'Athènes renonça solennellement à toute autorité sur Florence, et à tout droit qu'il pourrait avoir acquis par la

précédente élection du peuple. Il promit de ratifier cette renonciation aussitôt qu'il aurait été conduit sain et sauf hors du territoire florentin. D'autre part, l'évêque, les quatorze commissaires du peuple, les ambassadeurs des Siennais et le comte de Battifolle, qui étaient venus au secours des insurgés, s'engagèrent à protéger la retraite du duc et de ses soldats, et à les mettre à couvert des insultes de la populace, jusqu'à ce qu'ils fussent hors de la ville et de son territoire. Le duc d'Athènes ouvrit, le 3 août, le palais à ces négociateurs, après y avoir soutenu un siége de huit jours; il y demeura cependant encore lui-même, par leur conseil, jusqu'à la nuit du mercredi 6 août, afin de laisser au peuple le temps de se calmer. Il sortit enfin, pendant cette nuit, et du château et de la ville, sous l'escorte des citoyens les plus puissants de Florence, qui s'étaient rendus garants de sa personne; et il fut conduit, par la route de Valombrosa, à Poppi, fief indépendant, situé dans les montagnes. Sur ce territoire neutre il ratifia sa renonciation à tout droit qu'il pouvait avoir sur Florence, son district, ou les villes qui lui étaient assujetties, et il promit de ne jamais chercher à tirer vengeance de leur rébellion. Il traversa ensuite la Romagne, et se rendit à Venise. Dans cette ville, il s'embarqua, lorsqu'on s'y attendait le moins, pour passer dans la Pouille; et il frustra ainsi de leur salaire les soldats qui l'avaient suivi, et qu'il n'avait pas payés. Le 26 juillet, jour de Sainte-Anne, où sa tyrannie avait été renversée, fut consacré à Florence par une fête solennelle [1].

[1] *Giov. Villani.* L. XII, c. 16, p. 890. — *Istorie Pistolesi*, p. 494. — *Andrea Dei Cronica Sanese*, p. 108.



CHAPITRE II.

Florence après l'expulsion du duc d'Athènes. — Grande compagnie du duc Guarniéri. — La reine Jeanne succède à Robert, et fait mourir son mari. — Charles IV élu en opposition à Louis de Bavière.

1343-1346.

Une tyrannie de quelques mois suffit pour détruire la prospérité acquise par les conquêtes de plusieurs années et par la sage économie de plusieurs générations. Florence, qui en richesse et en puissance égalait Venise et surpassait toutes les autres républiques d'Europe, perdit, durant la seigneurie du duc d'Athènes, tous les trésors qu'elle avait amassés et tous les états qu'elle avait conquis. Dans le temps de la guerre avec Mastino de la Scala, la seigneurie tenait garnison dans les villes d'Arezzo, Pistoia, Volterra et Colle de val d'Elsa; elle possédait dix-neuf châteaux-forts sur le territoire de Lucques, et quarante-six sur le sien propre, sans compter tous ceux qui appartenaient aux nobles, sujets de l'état. Les revenus publics montaient alors à trois cent mille florins [1]. Le seul roi de France, parmi les monarques de la chrétienté, était beaucoup plus riche; ceux de Sicile et d'Aragon étaient plus

[1] Poids pour poids, trois millions six cent mille livres; mais la valeur de l'argent était quadruple de ce qu'elle est aujourd'hui, et, de plus, presque tous les souverains étaient infiniment plus pauvres.

pauvres ; celui de Naples avait à peine un revenu égal à celui des Florentins [1].

Les dépenses de la communauté en temps de paix n'arrivaient pas au sixième de son revenu [2]. L'état ordinaire ne mon-

[1] *Giov. Villani*. L. XI, c. 91, p. 824. — [2] Nous avons à cette époque un état des revenus et des dépenses de la république florentine, dressé par Giov. Villani, et copié ensuite, avec quelques variations, par Marchione de Stéfani. C'est un monument curieux pour l'économie politique et l'histoire des finances ; le voici :

Revenus de la ville et république de Florence, de 1336 à 1338, en florins d'or du poids de 72 grains, à 24 carats.

Gabelle des portes, ou droits d'entrée et de sortie sur les marchandises et les vivres, affermée par année à	fl. 90,200
Gabelle sur la vente du vin en détail, le tiers de la valeur.	59,300
Estimo, ou imposition foncière sur les campagnes.	30,100
Gabelle de sel, vendu 40 sous le boisseau aux bourgeois, et 20 sous aux paysans.	14,450
Revenus des biens des rebelles, exilés et condamnés.	7,000
Gabelle sur les prêteurs et usuriers.	3,000
Redevances des nobles possessionnés sur le territoire.	2,000
Gabelle des contrats (inscriptions en hypothèque).	11,000
Gabelle des boucheries pour la ville	15,000
Gabelle des boucheries pour la campagne.	4,400
Gabelle des loyers.	4,050
Gabelle de la farine et des moulins.	4,250
Impôt sur les citoyens nommés podestats en pays étrangers.	3,500
Gabelle des accusations.	1,400
Profit sur le monnayage des espèces d'or.	2,300
Profit sur le monnayage des espèces de cuivre.	1,500
Rente des biens-fonds de la communauté, et péages.	1,600
Gabelle sur les marchands de bétail dans la ville.	2,150
Gabelle à la vérification des poids et mesures.	600
Immondices, et loyers des vases d'Orto San-Michele.	750
Gabelle sur les loyers dans la campagne.	550
Gabelle des marchands des campagnes.	2,000
Amendes et condamnations dont on obtient le paiement.	20,000
Défauts des soldats (pour rachat du devoir des milices).	7,000
Gabelle des portes de maisons à Florence.	5,550
Gabelle sur les fruitières et revendeuses.	450
Permission du port d'armes, à 20 sous par tête.	1,300
Gabelle des sergents.	100
Gabelle des bois flottés sur l'Arno.	100
Gabelles des réviseurs des garanties données à la communauté.	200
Part de l'état aux droits perçus par les consuls des arts.	300
Gabelle sur les citoyens dont l'habitation est à la campagne.	1,000
	fl. 297,100

tait qu'à quarante mille florins d'or par an, sans compter, il est vrai, la solde des gens de guerre [1]. Mais comme la république, dès qu'elle faisait la paix, licenciait ses condottiéri, elle se soumettait à un régime économique qui lui donnait les

Gabelle sur les possessions de la campagne.
Gabelle sur les batailles sans armes.
Gabelle de Firenzuola.
Gabelle des moulins et pêches.

Le total surpasse fl. 300,000

[1] *Dépenses de la république de Florence, de 1336 à 1338, en livres florentines, le florin d'or à 3 livres 2 sous.*

Salaire du podestat et de sa famille (ses archers et sbires).	l. 15,240
Salaire du capitaine du peuple et de sa famille.	5,880
Salaire de l'exécuteur de l'ordonnance de justice.	4,900
Salaire du conservateur, avec cinquante chevaux et cent fantassins (office extraordinaire et bientôt aboli).	26,040
Juge des appellations sur les droits de la communauté.	1,100
Officier chargé de réprimer le luxe des femmes.	1,000
Officier du marché d'Orto San-Michele.	1,300
Office de la solde des troupes.	1,000
Office des paies mortes aux soldats.	250
Trésoriers de la communauté, leurs officiers et notaires.	1,400
Office des revenus fonciers de la communauté.	200
Geôliers et gardes des prisons.	800
Table des prieurs et de leur famille au palais.	3,600
Salaire des douzels de la communauté, et des gardiens des tours du podestat et des prieurs.	550
Soixante archers et leur capitaine au service des prieurs.	5,700
Notaire des réformations, avec son aide.	450
Lions, torches, lumière et feu au palais.	2,400
Notaire au palais des prieurs.	100
Salaire des archers et huissiers.	1,500
Trompettes de la communauté.	1,000
Aumônes aux religieux et aux hôpitaux.	2,000
Six cents gardes de nuit dans la ville.	10,800
Les drapeaux pour les fêtes et courses de chevaux.	310
Espions et messagers de la commune.	1,200
Ambassadeurs.	15,500
Châtelains et gardes des forteresses.	12,400
Approvisionnement annuel d'armes et de flèches.	4,650
Florins 39,119, à 3 liv. 2 s. pour un florin.	l. 121,270

Les travaux aux murs, aux ponts et aux églises, forment la dépense extraordinaire, avec la solde des gens de guerre. En temps de paix, la république tenait à sa solde de sept cents à mille gendarmes, et autant de fantassins.

moyens de payer rapidement ses dettes. Il y a, ce me semble, quelque chose de touchant dans les détails minutieux de ce compte de dépenses, lorsqu'on se souvient que c'est celui d'un des états alors les plus puissants de l'Europe, et qu'on y remarque que pas un des fonctionnaires publics n'est payé, à moins qu'il ne soit étranger. Dans une république, l'honneur de gouverner est une récompense suffisante pour le travail du gouvernement ; mais lorsque la bonne renommée est la seule rémunération des magistrats, aucun d'eux ne néglige de l'obtenir : s'ils reçoivent au contraire un salaire, leur but principal est atteint, pourvu qu'ils soient payés ; et leur emploi ne leur paraît pas infructueux, quoiqu'ils n'aient mérité ni l'amour du peuple, ni le respect de la postérité.

Toutes les classes de la nation avaient prospéré sous ce gouvernement paternel, et plus la fortune publique était administrée avec épargne, plus on avait vu s'augmenter les fortunes privées. Le premier aspect de Florence annonçait l'opulence de ses citoyens. Des jardins délicieux entouraient la ville, et dans cette campagne ravissante, chaque site pittoresque était orné par quelque édifice, chaque maison paraissait un palais. L'architecture dans la ville paraissait plus somptueuse encore : ces antiques monuments la décorent aujourd'hui ; ils ont pour caractère la force et la majesté. Le luxe de nos ancêtres avait cet avantage sur le nôtre, que les travaux qu'il encourageait étaient destinés à une longue durée. L'émulation de ces hommes plus énergiques naissait du désir de la gloire, elle avait toujours en vue la postérité : la nôtre n'est que vaniteuse ; c'est de nos seuls contemporains que nous cherchons à fixer les regards, et nos monuments se détruisent aussi rapidement que notre réputation s'évanouit.

L'on comptait dans la ville de Florence vingt-cinq mille citoyens en état de porter les armes ; il est vrai qu'on étendait l'obligation d'entrer dans la milice depuis quinze ans

jusqu'à soixante-dix : la ville contenait environ cent cinquante mille habitants[1]. Dans son territoire on comptait quatre-vingt mille hommes propres au service militaire ; quinze cents familles nobles étaient soumises aux ordonnances de justice ; soixante-cinq gentilshommes seulement étaient armés chevaliers. Dans les écoles, huit à dix mille enfants apprenaient à lire ; douze cents, sous l'inspection de six maîtres, étudiaient l'arithmétique ; cinq ou six cents prenaient des leçons de logique ou de grammaire. On comptait dans la ville cent dix églises, dont cinquante-sept étaient paroissiales ; cinq abbayes ; deux prieurés habités par quatre-vingts religieux ; vingt-quatre couvents de femmes, où se trouvaient cinq cents religieuses ; sept cents moines soumis à dix règles différentes ; deux cent cinquante ou trois cents prêtres chapelains, et trente hôpitaux avec mille lits pour les malades et les pauvres. Outre les citoyens, la ville contenait habituellement au moins quinze cents étrangers.

La prospérité du commerce était proportionnée à cette population : il y avait deux cents ateliers de fabricants de laine, d'où sortaient soixante-dix à quatre-vingt mille pièces de draps, valant un million deux cent mille florins. On estimait que le tiers de cette somme servait à payer les salaires de trente mille ouvriers qui vivaient de cette manufacture. Le commerce des draps étrangers était entre les mains de vingt négociants, réunis sous le nom de compagnie de Galimala ; il roulait habituellement sur dix mille pièces de drap, de la valeur de trois cent mille florins. Quatre-vingts comptoirs étaient destinés au commerce de banque, et la Monnaie frappait chaque année trois cent cinquante à quatre cent mille florins d'or, et vingt mille livres en billon de

[1] En calculant sur cinq mille huit cents ou six mille baptêmes par année. Villani lui-même estime la population beaucoup plus bas ; mais il mourut dans la peste de 1348 plus de monde à Florence que Villani ne donne d'habitants à cette ville.

cuivre[1]. Trente ans auparavant, la manufacture de laine avait occupé une centaine d'ateliers de plus, et produit jusqu'à cent mille pièces de drap; mais ces draps étaient beaucoup plus grossiers, et leur valeur inférieure de moitié, parce qu'on n'y employait point encore la laine d'Angleterre.

Telle était la prospérité de la république florentine, avant que l'ambition et la discorde de ses citoyens, leur jalousie et leur avarice, lui eussent donné un maître. Quand ils secouèrent le joug de ce maître, et que, par un généreux effort, ils rétablirent leur république, ils se trouvèrent dépouillés de toutes leurs conquêtes. Les Arétins, avertis que le duc d'Athènes était assiégé par le peuple, avaient pris les armes de leur côté, pour recouvrer leur liberté; ils avaient attaqué la forteresse bâtie dans leur ville par les Florentins, et forcé Guelfo Bondelmonti, son commandant, à la leur livrer. En même temps, les Tarlati, avec les Gibelins d'Arezzo, s'emparèrent de Castiglione Arétino[2]. Les Pistoiais chassèrent la garnison florentine, et rasèrent le château qu'elle occupait; ils reprirent Serravalle, la clef de leur territoire, et rétablirent le gouvernement de leurs pères, celui du peuple et de la liberté[3]. Santa-Maria à Monte et Montopoli, deux châteaux autrefois conquis sur les Lucquois, se révoltèrent aussi, et résolurent de se gouverner comme des états indépendants; Colle et San-Gémignano en firent autant : Volterra enfin prit également les armes, à la persuasion d'Ottaviano de Belforti, qui avait été seigneur de cette ville; mais, au lieu de recouvrer sa liberté, elle échangea la domination du duc d'Athènes contre celle de ce tyran domestique.

[1] *Giov. Villani.* L. XI, c. 93, p. 828. Le collége des juges était composé de quatre-vingts à cent personnes; celui des notaires en comptait six cents. Il y avait soixante médecins ou chirurgiens, cent pharmaciens ou droguistes, cent quarante-six maîtres maçons ou charpentiers, trois cents maîtres cordonniers; le nombre des merciers n'avait pu être estimé, parce qu'ils avaient des boutiques ambulantes. *Ibid.* — [2] *Giov. Villani.* L. XII, c. 16, p. 892. — [3] *Istorie Pistolesi*, p. 496.

Cependant les Florentins, après avoir chassé le duc, s'occupèrent du rétablissement de leur république, et de la réforme de leurs lois. L'évêque, les ambassadeurs de Sienne, et les quatorze citoyens élus pendant la sédition, s'efforçaient de concilier les prétentions des factions opposées. Avant tout, ils changèrent la division de la ville ; et, au lieu de six, ils ne conservèrent que quatre quartiers, égaux en population et en richesses, qui devaient être également réprésentés dans la magistrature suprême [1].

Il était plus facile de ramener à l'égalité les divers quartiers de la ville que les divers ordres de citoyens. Les nobles étaient exclus du gouvernement par l'ordonnance de justice. Les riches bourgeois avaient formé plus tard une nouvelle oligarchie, qui, non moins que l'ancienne noblesse, excitait la jalousie du peuple. Comme les nobles, ils avaient des palais fortifiés, de grandes possessions à la campagne, des vassaux, des clients, une famille nombreuse ; ils élevaient dans leurs maisons une jeunesse orgueilleuse ; ils réunissaient enfin tous les moyens de force et de résistance qui peuvent rendre dangereux un ordre de citoyens. L'usage qu'ils avaient fait de leur pouvoir passé en faisait craindre le renouvellement ; on leur reprochait toutes les pertes que la république avait éprouvées par la mauvaise foi de Mastino de la Scala, la guerre de Lucques, et la tyrannie du duc d'Athènes. La jalousie et l'envie de dominer se manisfestaient aussi dans les classes inférieures ; et déjà l'on distinguait, sous les noms de moyenne bourgeoisie et d'artisans, deux ordres différents de citoyens, dont les prétentions rivales seraient difficiles à concilier.

Vingt-cinq députés de chaque quartier, huit nobles et dix-sept citoyens, furent appelés, par l'évêque et les commissaires

[1] Dans l'ancienne division, les deux sestiers d'Oltr'Arno et de San-Pier' Schéraggio comprenaient seuls la moitié de la ville. Les quatre nouveaux quartiers furent San-Spirito (Oltr'Arno), Santa-Croce, Santa-Maria-Novella, et San-Giovanni.

du peuple, à former une *balia*, pour réunir les partis divers, et donner à la constitution une nouvelle forme. La balie décida que, puisque toutes les classes de citoyens avaient concouru à renverser la tyrannie, toutes devaient jouir en commun de la liberté. Elle ne voulut reconnaître que deux ordres dans la nation, le peuple et la noblesse; au premier, elle attribua les deux tiers des honneurs publics; au second, le tiers; et elle suspendit la rigueur de l'ordonnance de justice, afin que les délits des grands fussent punis d'après les mêmes formes et les mêmes lois qui régissaient les autres citoyens.

Mais les grands ne furent pas plus tôt affranchis de la contrainte sous laquelle ils avaient longtemps vécu, qu'ils songèrent à venger des injures jusqu'alors supportées en silence. Plusieurs de leurs ennemis furent massacrés par eux, non pas dans les campagnes seulement, mais jusque dans les rues et sur les places publiques; les lois communes n'avaient point assez de force pour réprimer ou punir tant d'audace. Une indignation générale seconda la jalousie des bourgeois : quelques transfuges de la noblesse se joignirent au peuple; et, le 22 septembre 1343, moins de deux mois après l'expulsion du duc d'Athènes, une sédition fut excitée sur la place des Prieurs, et les quatre nobles qui siégeaient dans la seigneurie furent forcés, par les menaces et la clameur publique, de sortir du palais, et de renoncer à leur magistrature[1].

Les nobles n'abandonnèrent cependant point encore le combat. L'un d'eux, André Strozzi, s'efforça d'ameuter la populace contre la bourgeoisie ; mais les séditieux qu'il avait assemblés ayant été dissipés, il fut obligé de s'exiler luimême pour se dérober à une peine capitale[2]. Ses confrères appelaient dans la ville leurs vassaux et leurs paysans, auxquels ils distribuaient des armes; on assurait aussi qu'ils

[1] *Giov. Villani*, L. XII, c. 18, p. 897. — [2] *Ibid.* c. 19, p. 898.

avaient demandé des secours à la noblesse immédiate des Apennins, aux Pisans et aux tyrans de Lombardie. Le peuple les prévint : appelé aux armes par les Médicis, dans le quartier de Saint-Jean, il attaqua les palais des Adimari-Cavicciuoli, qui étaient situés proche de la cathédrale, et après un combat long et acharné, il les contraignit à capituler : leurs barricades furent renversées, leurs clients désarmés et dispersés ; mais leurs personnes et leurs propriétés furent respectées. Après cette première victoire, le peuple entreprit successivement le siége de chacun des palais fortifiés : les forces de tous étaient tournées contre un seul, et la résistance ne pouvait être longue : les Donati et les Cavalcanti se soumirent bientôt ; les gentilshommes qui habitaient l'autre côté de l'Arno, et qui avaient fortifié les têtes des ponts, se défendirent plus longtemps ; mais le pont de la Carraia ayant enfin été emporté, les Frescobaldi, les Nerli et les Rossi se rendirent ; les maisons des Bardi furent prises d'assaut, et vingt-deux palais qui leur appartenaient furent pillés et réduits en cendres[1].

Après cette victoire, une seconde balie fut créée pour changer encore une fois la constitution. La seigneurie demeura composée d'un gonfalonier de justice, et de huit prieurs des arts et de la liberté, dont deux appartenaient à chaque quartier. De ces neufs magistrats, trois devaient être tirés de chacune des trois classes de la bourgeoisie. Douze bons-hommes et seize gonfaloniers de compagnies furent donnés à la seigneurie pour conseillers[2].

L'ordonnance de justice fut remise en vigueur contre les grands, mais avec les modifications qu'exigeait l'équité : l'obligation de répondre pour les malfaiteurs, autrefois étendue à tous les membres d'une famille noble, fut restreinte aux

[1] *Giov. Villani.* L. XII, c. 20, p. 900. — [2] *Ibid.* L. XII, c. 21, p. 903.

plus proches parents du coupable ; et cinq cent trente familles furent effacées, par un acte de faveur, du rôle de la noblesse, pour être inscrites dans celui de la bourgeoisie. Les unes, par leur appauvrissement, ou par l'extinction de plusieurs branches collatérales, avaient cessé d'inspirer de la jalousie ; les autres avaient mérité, par leur conduite, la bienveillance du peuple. Quelques maisons des plus illustres de Florence reçurent de semblables lettres de roture[1].

Pendant que le peuple florentin était ébranlé par ces révolutions intérieures, il lui importait de conserver la paix au dehors, pour que les ennemis de l'ordre nouveau ne cherchassent pas de l'appui chez les ennemis de l'état : la république confirma donc, le 16 novembre, le traité que le duc d'Athènes avait conclu avec les Pisans ; et elle y ajouta seulement quelques conditions nouvelles[2].

Depuis la conquête de Lucques, la république de Pise paraissait tenir le premier rang en Toscane. Les villes de Pistoia et de Volterra s'étaient mises sous sa protection en se détachant des Florentins[3], et l'alliance des Visconti pouvait multiplier ses ressources. Mais la dernière guerre avait coûté aux Pisans un million et demi de florins ; les anciennes disputes entre la noblesse et le peuple se renouvelaient, et Luchino Visconti, au lieu d'un allié, devait bientôt paraître un ennemi redoutable.

Tandis que Betto des Sismondi avait conduit au seigneur de Milan des troupes auxiliaires que lui envoyait la république de Pise, Jean Visconti d'Oleggio conspirait à Pise, contre cette république, avec un autre Sismondi[4] et quelques chefs

[1] Comme les Spini, les Scali, les Brunelleschi, les Compiombesi, les Giandonati, les Guidi, quelques Tosinghi, et les comtes de Certaldo et de Puntormo. *Giov. Villani.* L. XII, c. 22, p. 904. — [2] *Giov. Villani.* L. XII, c. 24, p. 906.— [3] *Cronica di Pisa.* T. XV, p. 1014.— [4] Guelfo Buzzachérini, selon la chronique de Pise, et Barthélemy, selon celle de Pistoia.

de l'ancienne noblesse. Ils voulaient rappeler les fils de Castruccio, et chasser le comte de la Ghérardesca, alors capitaine-général. Mais ce complot fut découvert; l'un des conjurés perdit la tête sur un échafaud, les autres furent bannis et leurs maisons rasées; et Jean d'Oleggio fut obligé de sortir de Pise avec ignominie. Le seigneur de Milan, à cette nouvelle, fit jeter en prison les Pisans qui servaient dans son armée; et il renvoya Oleggio avec deux mille gendarmes en Toscane, pour se venger : cette armée, qui s'avança par Piétra Santa et l'état de Lucques, étant ensuite entrée dans la Maremme, y eut à combattre un climat plus redoutable que les ennemis. Aussi, après avoir perdu beaucoup de monde sans avoir livré de bataille, Visconti rappela-t-il ses troupes, et rendit-il, en 1345, la paix aux Pisans[1].

Ainsi cette guerre, entre deux des premières puissances d'Italie, ne fut signalée par aucun événement remarquable : elle ne se serait pas terminée de la sorte, si les Pisans avaient gardé sous leurs ordres la brillante cavalerie avec laquelle ils avaient protégé le siége de Lucques; mais au moment où ils avaient signé leur traité de paix avec le duc d'Athènes, ils s'étaient hâtés de la licencier; et l'armée qui avait été à eux, était devenue indépendante : c'était une puissance nouvelle, sans état ni sujets, et qui, pour n'être composée que de soldats, n'en était que plus redoutable.

Un aventurier allemand, qui se faisait nommer le duc Guarniéri (Werner), avait proposé aux soldats que les Pisans licenciaient, de rester unis, et de faire la guerre pour leur propre compte. Il s'engagea à payer une solde aux militaires qui voudraient servir sous lui, et il détermina bientôt ces hommes, pour qui combattre était un métier, jamais un devoir, à le reconnaître pour leur chef. Guarniéri ne se propo-

[1] *Cronica di Pisa*. T. XV, p. 1012-1015.—*Istorie Pistolesi anon*. p. 490-505. — *B. Marangoni Cron. di Pisa*, p. 597. — *Giov. Villani*. L. XII, c. 28, p. 908; et 37, p. 917.

sait point de faire des conquêtes en Italie, mais seulement de lever des contributions sur tous les pays qu'il lui plairait de traiter comme ennemis. En sortant de Pise, son armée, qu'il nomma la grande compagnie, était forte de deux mille chevaux : il la conduisit sur le territoire de Sienne, qu'il voulait abandonner au pillage ; et déjà, dans cette courte marche, de nombreuses recrues vinrent se joindre à lui [1].

Les républiques et les petits princes d'Italie ne pouvaient opposer qu'une faible résistance à ces redoutables compagnies, qui vers cette époque commencèrent à menacer l'existence de tous les états. Leur formation était toujours inattendue ; et comme aucun souverain ne tenait sur pied, en temps de paix, un corps nombreux de troupes, aucun moyen de résistance n'était préparé contre elles. Lors même que les soldats assemblés en compagnie n'auraient pas eu la supériorité du nombre, l'habitude de la guerre leur aurait donné un immense avantage sur les milices qu'on aurait pu destiner à les combattre. Si d'autre part on leur opposait d'autres mercenaires, ceux-ci étaient toujours prêts à quitter leurs drapeaux pour s'engager dans la compagnie : ils ne la combattaient jamais que mollement ; et ils n'oubliaient point qu'il pourrait leur convenir bientôt d'aller chercher un asile parmi ces frères d'armes, et de partager leurs dangers et leurs profits. Une licence effrénée régnait dans les camps de ces brigands ; leurs chefs eux-mêmes applaudissaient à leurs excès, afin de gagner l'affection des soldats, et d'attirer un plus grand nombre de recrues sous leurs drapeaux. Ils ne rougissaient d'aucun crime ou d'aucune cruauté, et le duc Guarnieri joignait au titre de seigneur de la grande compagnie, ceux d'*ennemi de Dieu, de la pitié, et de la miséricorde*. Il avait fait graver ces

[1] Giov. Villani, L. XII, c. 8, p. 883. — Cronica di Pisa, T. XV, p. 1018.

titres odieux sur une plaque d'argent dont il ornait sa poitrine [1].

Les paysans siennais, qui ne s'attendaient point à voir troubler la paix profonde dont ils jouissaient, furent tout à coup assaillis par ces soldats féroces, qui, non contents de saccager leurs maisons et d'enlever leur bétail, cherchaient souvent à leur arracher de l'argent, en les soumettant à de cruelles tortures. Le gouvernement ne savait comment protéger ses sujets, qui fuyaient devant les ravisseurs, emportant avec eux les effets qu'ils avaient pu soustraire au pillage. La ville se remplissait de paysans, de femmes et de vieillards. Guarniéri, cependant, à qui la seigneurie fit demander raison de cette attaque, offrit de sortir aussitôt du territoire de Sienne, moyennant la modique somme de douze mille florins. Il voulait pouvoir se vanter que la république de Sienne s'était rachetée de ses ravages, afin que les états moins puissants redoutassent davantage son approche, et se soumissent plus tôt aux termes qu'il voudrait leur imposer [2]. Les Siennais lui payèrent en effet la contribution qu'il demandait; et Guarniéri, en sortant de leur territoire, se jeta sur celui de Montépulciano, de Città di Castello et de Pérouse : ces trois villes, pour éviter de plus grands désastres, furent à leur tour obligées de se racheter.

Après avoir répandu la terreur dans le patrimoine de Saint-Pierre, Guarniéri tourna tout à coup sur la gauche, et il traversa la Romagne, en la mettant à feu et à sang. Cette province était alors divisée entre un grand nombre de petits tyrans ennemis les uns des autres, et cependant trop faibles pour se faire la guerre. Chacun de ces petits seigneurs offrit de l'argent au duc Guarniéri pour l'engager à nuire à ses rivaux, et bientôt après il fut obligé d'en payer de nouveau,

[1] *Istorie Pistolesi.* T. XI, p. 489. — [2] *Istorie Pistolesi*, p. 487. — *Andr. Dei Cronica Sanese.* T. XV, p. 105.

pour se racheter à son tour. François des Ordélaffi, seigneur de Forli, engagea le duc à attaquer Rimini, où commandait Malatestino des Malatesti : Ferrantin Malatesta profita de cette agression pour se révolter contre son parent ; et pendant un mois le territoire de Rimini fut pillé par les brigands de la compagnie : pendant le mois suivant celui de Céséna fut le théâtre de leurs dévastations, quoique cette ville appartînt à François des Ordélaffi, celui même qui les avait appelés en Romagne[1].

Il ne convenait point à Guarniéri de séjourner dans une même province jusqu'à ce que les habitants, réduits au désespoir, eussent pris en commun des mesures pour leur défense. Il avançait toujours sans connaître la distinction d'amis ou d'ennemis, et déjà il était parvenu sur les frontières de l'état de Bologne. De quelques crimes qu'il eût souillé son passage, un ennemi paraissait moins odieux aux républicains de Bologne que le tyran sous lequel ils gémissaient : l'un frappait les campagnes comme une tempête passagère ; l'autre corrompait le principe de l'existence comme les miasmes pestilentiels d'un marais empoisonnent l'air. Les Gozzadini, les Beccadelli, tous les vieux amis de la liberté se rendirent au camp du duc Guarniéri ; ils lui promirent les plus riches récompenses s'il chassait de Bologne Taddéo de Pépoli, et s'il rendait sa liberté à cette ville antique et puissante. Mais le général allemand préférait aux promesses des exilés les offres immédiates du seigneur de Bologne ; il avait trouvé celui-ci à la tête de trois mille cinq cents chevaux dans les environs de Faenza. Le combat pouvait être douteux, et la victoire ne valait pas pour lui le sang qu'elle lui aurait coûté. Il accepta soixante mille livres de Bologne, que Taddéo de Pépoli lui fit compter pour solde de ses troupes pendant deux mois ; il traversa pacifiquement le territoire de ce seigneur, et

[1] *Cronaca Riminese*. T. XV, p. 900.

il conduisit la grande compagnie dans l'état de Modène[1].

Dans cette courte campagne, Guarniéri avait déjà levé des contributions considérables, et ses troupes s'étaient enrichies par un immense butin. Le capitaine et les soldats désiraient également retourner en Allemagne, pour y jouir des richesses qu'ils avaient amassées. Mais la Lombardie, qu'ils devaient traverser, ne leur paraissait pas si facile à intimider ou à vaincre que les petits princes qu'ils avaient dépouillés jusqu'alors. Ils ravagèrent, il est vrai, une partie du territoire de Modène, de Reggio et de Mantoue, jusqu'au moment où les marquis d'Este et les Gonzague se présentèrent à leur rencontre avec des forces considérables ; ils étaient soutenus par Mastino de la Scala, les Pépoli, et même Luchino Visconti. Guarniéri ne savait pas encore tout l'avantage qu'une compagnie aurait eu sur les troupes qui lui étaient opposées : il n'avait pas encore perfectionné par une longue pratique cet art de déprédation qu'il devait exercer encore pendant plusieurs années, et il consentit, moyennant une grosse somme d'argent qui lui fut payée par les princes lombards, à reconduire en Allemagne sa formidable troupe, et à la partager en détachements assez faibles pour ne plus inspirer d'effroi aux provinces qu'il traversait[2]. Jusqu'à ce que Guarniéri et ses soldats eussent dissipé dans la débauche et les vices l'argent amassé par le brigandage, ils ne reparurent pas en Italie.

Si les passions orageuses des républiques, si la faiblesse des petites seigneuries exposaient les premières à des révolutions fréquentes et les secondes à des vexations cruelles, les grands états de l'Europe n'étaient à la même époque pas plus heureux ou plus tranquilles. Les uns étaient en proie à des guerres acharnées, les autres étaient ébranlés intérieurement

[1] *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 387. — [2] *Istorie Pistolesi*, p. 490. — *Cortusiorum Histor*. L. VIII, c. 10, p. 909. — *Chronicon Estense*. T. XV, p. 408.

par des révolutions violentes. L'Allemagne, troublée par les intrigues des papes, l'ambition et la jalousie des princes, ne voyait aucun terme aux guerres civiles qui la déchiraient. Jean de Bohême s'était mis à la tête des ennemis de l'empereur, et son activité avait redoublé la détresse de l'Empire et l'embarras de Louis de Bavière. La France, déchue de son ancien lustre sous le règne désastreux de Philippe de Valois, était ravagée par les Anglais; mais les victoires d'Édouard III n'étaient guère moins funestes à l'Angleterre, qu'elles épuisaient d'hommes et d'argent. L'Espagne consumait ses forces dans les guerres civiles qu'avaient excitées les entreprises tyranniques de Pierre-le-Cruel de Castille, et du cérémonieux Pierre d'Aragon. Enfin le royaume de Naples, en perdant le vieux roi Robert, se trouvait de nouveau exposé à l'anarchie et aux convulsions auxquelles le règne des princes d'Anjou l'avait dérobé durant soixante ans.

Robert était mort à Naples, le 19 janvier 1343, à l'âge de quatre-vingts ans, après en avoir régné plus de trente-trois [1]. Son neveu Caribert, ou Charles Hubert, roi de Hongrie, auquel Robert avait soustrait le royaume de Naples, était mort six mois avant lui, le 14 juillet 1342, à Visgrade, après avoir régné quarante-deux ans [2]. Le premier laissait sa succession à une fille de son fils, nommée Jeanne, mariée à André, second fils de Caribert. Louis, fils aîné du roi de Hongrie, avait succédé à son père.

Peu de souverains ont joui d'une plus haute réputation de sagesse et de vertu que Robert, roi de Naples; mais l'opinion publique, indulgente pour les princes, décore souvent du nom de grands hommes ceux qui seraient à peine médiocres comme particuliers. La protection constante que Robert accorda aux gens de lettres, et la justice de plusieurs de ses

[1] *Giov. Villani.* L. XII, c. 9, p. 883. — *Dominici de Gravina Chronicon de Rebus in Apulia gestis.* T. XII, p. 553. — [2] *Anton. Bonfinii Rer. Hungar. Dec. II,* L. II, p. 264.

lois lui méritèrent cependant, en partie, les éloges de son siècle. D'un autre côté, il faut reprocher à son avarice d'avoir autorisé les juges à laisser racheter tous les crimes pour de l'argent[1]; il faut accuser son ambition d'avoir entretenu la haine des Guelfes et des Gibelins, lorsqu'elle n'avait plus d'objet; d'avoir excité presque toutes les guerres qui, pendant son règne, déchirèrent l'Italie et l'Allemagne, et d'avoir attiré par elles sur ses propres états bien plus de revers que de succès. Le règne de sa petite-fille Jeanne fit oublier ses fautes, et fournit à l'Italie de puissants motifs pour regretter une administration plus ferme et plus heureuse.

La reine Jeanne n'avait que seize ans lorsqu'elle succéda au roi son grand-père; et André, son cousin et son époux, n'était son aîné que de peu de mois. De nombreux princes du sang, fils des frères de Robert[2], rendaient la cour de Jeanne brillante et voluptueuse. Chacun d'eux s'efforçait d'acquérir la faveur des deux jeunes époux, et de gouverner en leur nom. Ceux-ci étaient bien plus avides de plaisir que de gloire ou de pouvoir; cependant ils annonçaient déjà des prétentions rivales : ils étaient jaloux l'un de l'autre, et, incapables comme ils étaient d'administrer le royaume, ils souffraient impatiemment, elle, que son mari, lui, que sa femme, voulussent régner en leur propre nom[3]. André, fils de Caribert, petit-fils de Charles-Martel, et arrière-petit-fils de Charles II, prétendait être l'héritier légitime du trône. Son père, il est vrai, avait été supplanté par Robert; mais il se regardait comme rentré dans tous ses droits[4], et les Hongrois qu'il avait

[1] *Voyez* dans ses Lettres arbitraires, la quatrième, *de componendo, et commutatione pœnarum*, par laquelle il autorise les juges *in certa quantitate pecuniæ componere pro curiæ nostræ parte*. Giannone L. XXII, c. 5, T. III, p. 251.—[2] Philippe de Tarente et Jean de Duraz, frères de Robert, avaient laissé chacun trois fils : Robert, Louis, et Philippe de Tarente; Charles, Louis, et Robert de Duraz.—[3] *Dominici de Gravina de Reb. in Apul. gest.* p. 554. — [4] Le roi Louis de Hongrie, frère d'André, consentit, en 1344, à payer 44,000 marcs à la cour pontificale, pour obtenir de Clément VI qu'il couronnât

conduits avec lui, surtout un moine nommé le frère Robert, son principal conseiller, cherchaient à l'entretenir dans cette opinion, afin d'attirer à eux l'autorité royale. Jeanne, au contraire, et les princes du sang, ses cousins, soutenaient que la succession de Robert avait été légitimée par l'approbation du pape Clément V, en 1309, et qu'un roi reconnu pendant trente ans par son peuple ne pouvait plus être considéré comme un usurpateur. Robert, qui avant de mourir avait déjà vu éclater cette jalousie, avait pris à tâche de consolider les droits de sa petite-fille. Il avait exigé que tous les barons ses feudataires, et tous les officiers de la couronne, prêtassent à Jeanne serment de fidélité, et par son testament il avait ordonné que le couronnement d'André fût différé jusqu'à ce que ce prince eût atteint sa vingt-deuxième année[1].

Dans cette cour, la plus policée comme aussi la plus corrompue de l'Europe, le prince hongrois avait conservé sa rudesse demi-sauvage. Orgueilleux et irascible, il croyait voir une rébellion dans toute résistance, un outrage dans le sourire ou le silence même des courtisans de la reine. Il méprisait les mœurs et les usages des Napolitains, et cependant il se croyait sans cesse exposé à leur dérision : il s'indignait de ne porter encore que le titre de duc de Calabre, de n'être roi que pour les courtisans, et de ne pouvoir exiger aucune obéissance[2]. Souvent on l'entendit menacer ou la reine, ou

André comme roi de Sicile par droit de succession. *Continuatio Chron. Hungaror. Joh. de Thwrocz. a Johanne archid. de Kikullew.* P. III, c. 4, p. 176. *Scriptores Rerum Hungaric.* T. III. — [1] *Matteo Villani Istor. Fiorent.* T. XIV, L. I, c. 9, p. 19.

[2] *Oltraggio chiamo io l'alterigia, i modi*
Superbi usati a me dagli insolenti
Ministri, o amici, o consiglieri, o schiavi,
Ch' io ben non so come a nomar me gli abbia
Quei ch' intorno ti stanno, e oltraggio chiamo
Quanti ogni giorno a me si fan; del nome
Appellarmi di re, mentre mi è tolto
Non che il poter, per fin la inutil pompa

les princes du sang, ou les principaux barons du royaume. De jour en jour, il attendait une bulle du pape qui permît son couronnement, et sur l'étendard royal destiné à cette cérémonieil fit peindre, au-dessus de ses armoiries, deux instruments de supplice, le billot et la hache, comme pour annoncer que, dès qu'il régnerait, il ferait justice de ses ennemis, auxquels il eut soin de montrer d'avance cet étendard [1].

André soupçonnait la reine d'avoir des intrigues criminelles avec Louis de Tarente, son cousin : l'opinion publique confirmait ces soupçons, et accusait la reine d'autres galanteries encore. Catherine, mère des princes de Tarente, qui portait le titre d'impératrice de Constantinople, donnait l'exemple du déréglement des mœurs : elle avait tout crédit sur sa petite-nièce, et elle favorisait ses intrigues avec Louis, dans l'espérance d'écarter André de la couronne, et de la faire ainsi obtenir à son fils. La reine Sancha, veuve de Robert, avait eu horreur de tant de corruption; elle s'était retirée dans un couvent, où elle était morte un an après son mari. 1344. — Aucun respect salutaire ne contenait plus les débordements de cette cour voluptueuse.

Les intrigants qui entouraient la jeune reine ne se contentèrent pas de lui avoir inspiré de l'éloignement pour André, ils voulaient se défaire de ce jeune prince, dont ils redoutaient la vengeance et les emportements; ils encourageaient la reine dans sa passion criminelle pour son cousin, puis tout à coup ils l'arrêtaient et la glaçaient d'effroi, en lui rapportant les soupçons et les menaces de son mari; quelquefois même ils lui parlaient du bien de ses peuples, du tyran auquel elle

Apparente di re; vedermi sempre
Più a servitù che a libertà vicino;
E i miei passi e i miei detti, opre e pensieri
Tutto esplorarsi, e riferirsi tutto.

Alfieri in Maria Stuarda, *Att. II, Sc.* 3.

[1] *Dominici de Gravina Chron. Rer. Apul.* p. 559.

allait permettre de régner sur eux, et ils lui faisaient une vertu du crime qu'ils proposaient. Au milieu de ces séductions, Jeanne, entraînée, égarée par sa passion, permit à ses courtisans de la servir, et consentit à leur complot, sans vouloir en connaître les détails.

1345. — Le comte d'Artusio, bâtard du roi Robert, et Philippine la Catanaise, confidente de la reine, se mirent à la tête de la conspiration [1]. Ils engagèrent la cour à quitter Naples au mois de septembre 1355, pour s'établir dans un lieu solitaire, au couvent de Saint-Pierre de Morone ou des Célestins, proche d'Averse. La nuit du 18 septembre, comme André était au lit auprès de la reine, les camérières vinrent lui annoncer que des nouvelles de la plus haute importance étaient arrivées de Naples, et que ses conseillers l'attendaient pour suivre ses ordres. La reine parut troublée, elle essaya de retenir son mari; mais ce remords impuissant céda à la crainte [2]. André sortit, et les camérières refermèrent sur lui les portes de la chambre de la reine.

Les conjurés attendaient André dans un corridor voisin : aussitôt qu'ils le virent venir à eux, ils se jetèrent sur lui; cependant, persuadés qu'un anneau que lui avait donné sa mère était un talisman qui le préserverait de mourir par le fer ou par le poison [3], ils s'efforcèrent de passer autour de son cou un lacet de soie : André se défendit vigoureusement, et fit couler le sang de quelques-uns de ses assaillants; il fut enfin poussé hors de la fenêtre; d'autres conjurés, qui attendaient dans le jardin, le tirèrent en bas par les pieds, et achevèrent de l'étrangler [4].

[1] Les autres conjurés étaient Bertrand, fils du comte d'Artusio; Thomas et Massolo de la Léonesse, camériers du roi; Caraffello Caraffa, les comtes de Tralizzo et d'Éboli, Raimond de Catane, Jacques Capanno, grand-maréchal; les comtes de la Stella, Pace de Turpia, et Nicolas de Mérizzano. — [2] *Chronicon Mutinense Joh. de Bazano*. T. XV, p. 612. — [3] *Domin. de Gravina Chron. de Reb. Apul.* p. 560. — [4] *Giov. Villani*. L. XII, c. 50, p. 931.

La nourrice d'André, nommée Isolda, l'avait acompagné à Naples ; elle veillait sur lui avec une tendre sollicitude, et ne le perdait presque pas de vue. Éveillée en sursaut par les cris et le tumulte, elle entra dans la chambre de la reine, qu'elle vit seule, assise auprès du lit nuptial, la tête appuyée sur ses mains : elle lui demanda avec angoisse où était son maître ; et plus effrayée encore de sa réponse, elle courut avec un flambeau vers une fenêtre : les conjurés s'enfuirent à sa vue, laissant le cadavre d'André étendu sur le gazon ; et la malheureuse Isolda, appelant à grands cris à la vengeance la cour, le couvent et la ville même d'Averse, ne laissa aux conjurés aucun moyen de déguiser leur crime [1].

Jeanne, accablée de terreurs et de remords, revint aussitôt à Naples, conduisant avec elle le corps de son époux, qui fut enterré, avec peu de pompe, dans l'église de Saint-Louis [2]. Ceux qui n'avaient pas trempé dans la conjuration ne cachaient point l'horreur que leur inspirait un si grand crime : chacun se mettait en défense, comme s'il était personellement menacé, ou comme si ce forfait avait rompu tous les liens de la société. Robert de Tarente, frère de Louis, armait ses vassaux, et fortifiait ses palais : Charles de Duraz excitait le peuple à venger la mort de son roi ; et comme il avait épousé la sœur de Jeanne, peut-être espérait-il lui succéder, s'il la détrônait. La reine enfin, et son amant, Louis de Tarente, rassemblaient leurs partisans, et se préparaient à la guerre civile, dont ils se voyaient menacés.

L'Europe entière parut se soulever d'indignation à la nouvelle de cet attentat. Le pape Clément VI, qui avait succédé, le 7 mai 1342, à Benoît XII, mort le 25 avril, dut être appelé par sa haute dignité et sa suzeraineté sur le royaume de Naples, à punir des coupables que les juges ordinaires ne

[1] *Chronicon Estense.* T. XV, p. 421.—[2] *Tristani Caraccioli opuscula Histor.* T. XXII, p. 12. — *Dominici de Gravina Chronicon. Apul.* p. 562.

pouvaient atteindre. 1346. — Il chargea Bertrand de Baux, grand justicier du royaume, d'instruire une procédure sur le meurtre du roi André, et de poursuivre le crime sans acception de personnes ou respect pour les dignités humaines [1]. La reine, qui n'osait point protéger les conjurés, pour ne pas avouer une honteuse complicité, vit soumettre à la torture Raimond de Catane, son grand maréchal : bientôt après, le grand justicier, faisant porter devant lui un drapeau sur lequel le meurtre d'André était représenté, vint, suivi de toute la populace de Naples, enlever, jusque dans le palais de la reine, ses amis, ses serviteurs les plus dévoués, et surtout la Catanaise, confidente de ses secrets les plus intimes. La reine essaya, il est vrai, quelque temps de les défendre ; mais, craignant pour elle-même la fureur du peuple, elle les abandonna à leurs bourreaux [2].

Avant d'être conduits à la mort, les prévenus furent soumis à d'affreuses tortures, pour tirer d'eux la confession de leur crime ; cependant une palissade, gardée par des soldats, les dérobait au peuple, et empêchait que d'autres que les juges pussent entendre leurs aveux. La Catanaise mourut dans les horreurs de la question ; les autres furent livrés à un supplice révoltant, pendant lequel on leur mit un hameçon dans la bouche, pour les empêcher de parler [3].

Sans doute on redoutait que ceux qu'on envoyait au supplice n'accusassent publiquement la reine de complicité ; mais les précautions qu'on prenait pour l'empêcher semblaient l'accuser plus ouvertement encore. Jeanne, cependant, écrivit au roi Louis de Hongrie, frère de son mari, pour se justifier du crime dont l'accusait la voix publique. Elle reçut en ré-

[1] *Giov. Villani*, L. XII, c. 51, p. 932.—Notes aux Mémoires pour la vie de Pétrarque. T. II, p. 23. — *Dominici de Gravina*, p. 564. — [2] *Chronicon Estense*. T. XV, p. 422. — *Istorie Pistolesi*, p. 513. — Mémoires pour la vie de Pétrarque. T. II, L. III, p. 145. — [3] *Giov. Villani*. L. XII, c. 31, p. 932.

ponse une lettre que son laconisme a rendue célèbre. « Jeanne, lui disait Louis, les désordres de ta vie passée, « l'ambition qui t'a fait retenir le pouvoir royal, la ven« geance négligée et les excuses alléguées ensuite, prouvent « assez que tu as été complice de la mort de ton mari[1]. » Des ambassadeurs du roi de Hongrie s'étaient présentés dès le mois de mars 1346 à la cour du pape, pour demander que leur maître fût mis en possession du royaume de Naples, dont il était le plus proche héritier; et que Jeanne fût déposée, comme devenue, par son crime, indigne de régner. Louis, en même temps, en appelait à un autre tribunal, celui des armes, et il invoquait la bravoure de ses sujets : il fit faire un étendard sur lequel la mort d'André était représentée, et il le déploya lui-même aux yeux d'une diète hongroise, pour engager cette vaillante noblesse à venger le frère de son roi. A la tête de trente mille chevaux, il marcha ensuite vers Zara, en Dalmatie, espérant faire lever aux Vénitiens le siége de cette ville, qui s'était révoltée contre eux, et s'y embarquer ensuite pour passer dans le royaume de Naples[2].

Les Vénitiens, à l'approche du roi de Hongrie, n'abandonnèrent point le siége de Zara : ils fortifièrent leur camp, ils dévastèrent le pays autour d'eux; et, sans hasarder une bataille, ils empêchèrent le roi de communiquer avec la ville assiégée, ou de parvenir jusqu'à la mer. Bientôt les vivres manquèrent aux Hongrois : ils ne pouvaient pas même songer à traverser l'Adriatique en présence de la flotte véni-

[1] *Johanna! inordinata vita præterita, ambitiosa continuatio potestatis regiæ, neglecta vindicta, et excusatio subsequuta, te viri tui necis arguunt consciam et fuisse participem. Bonfinius de Rebus Hungaric. Dec. II*, L. X, p. 261.—*Chron. Estense.* T. XV, p. 445. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 408. — *Giannone Istoria civ. del regno di Nap.* L. XXIII, T. III, p. 301. — [2] *Bonfinius Rerum Hungaricar.* [*Dec. II.* L. X, p. 259. — *Petri de Reva de monarchia et S. Corona regni Hungar.* Cent IV. *In Script. Rer. Hung.* T. II, P. II, p. 644. (Vienne, 6 vol. in-fol. 1726.)—*Joh. de Kikullew, Chron. Hungaror.* P. III, c. 8, p. 178. *Scr. Rer. Hungar.* T. I.

tienne; et Louis, renonçant pour cette année à une expédition, retourna en Hongrie, afin de négocier avec ses voisins et de s'assurer de leur amitié pendant qu'il s'éloignerait de ses états[1].

Tandis que le roi de Hongrie s'engageait dans une guerre lointaine, l'amitié des Polonais était de la plus haute importance pour lui : heureusement les deux nations étaient unies par une étroite alliance : Louis, par sa mère Élisabeth, était petit-fils de Loctec, roi de Pologne; et son oncle, Casimir, n'ayant point d'enfant, l'avait désigné pour lui succéder[2]. Le roi de Hongrie était aussi allié de l'empereur Louis de Bavière; et ce monarque, maître du Tyrol, pouvait ouvrir l'Italie aux Hongrois. Le nouveau pape, Clément VI, avait renouvelé contre le Bavarois les excommunications lancées par Jean XXII; il avait rompu toutes les négociations entamées par Benoît XII; il ne voulait accorder à aucun prix l'absolution à l'empereur; il rejetait ses avances et ses humiliations; il ne tenait aucun compte de sa pénitence, et il voulait le forcer à la guerre en dépit de ses scrupules[3]. Louis de Bavière, poussé à bout, accepta les propositions du roi de Hongrie : il promit d'entrer en Italie l'année suivante, avec son fils le margrave de Brandebourg, et son allié le duc d'Autriche; et il accueillit l'espérance de se venger enfin des Guelfes, de l'Église, et de cette maison d'Anjou qui, pendant trente ans, l'avait si cruellement persécuté.

Mais le pape ne pouvait voir avec indifférence ce mouvement d'une moitié de l'Europe qui se dirigeait vers l'Italie. Il

[1] *Giov. Villani.* L. XII, c. 58, p. 928. — *Istorie Pistolesi*, p. 515. — [2] La succession du trône de Pologne avait été assurée à Louis, dès l'an 1338, au congrès de Visgrade. *Bonfinius Decad. II.* L. IX, p. 254. Cependant Louis ne recueillit cette succession qu'en 1371, à la mort de Casimir. Il maria la plus jeune de ses filles, Adjuga, au prince de Lithuanie, qui prit le nom de Ladislas Jagellon, en se convertissant au christianisme. De là l'illustre famille des Jagellon, et les prétentions de la couronne de Hongrie sur la Pologne. *Bonfinius Rer. Hungar. Dec. II*, L. X, p. 273-275. — [3] Schmidt, Histoire des Allemands. L. VII, c. 7, T. IV, p. 522.

avait soumis la reine Jeanne à l'humiliation des procédures criminelles du comte Bertrand de Baux, afin de rabaisser ainsi les trônes au-dessous de la chaire de saint Pierre : il était loin cependant de vouloir permettre que cette reine, sa vassale, fût dépouillée par le roi de Hongrie, moins encore par l'empereur. Il redoubla d'activité pour susciter à celui-ci des ennemis nouveaux ; et il résolut enfin de lui nommer un successeur, ce que le Saint-Siége avait différé jusqu'alors.

Clément VI s'adressa, dans ce but, au roi Jean de Bohême, le même qui avait procuré à Louis la couronne impériale, et qui, depuis plusieurs années, se montrait le plus acharné de ses ennemis. Jean était devenu aveugle, sans rien perdre de ses talents militaires, de sa rapidité qui confondait tous les projets de ses ennemis, de son inconstance qui l'empêchait de mettre de la suite dans les siens propres. On ne pouvait songer à élever à l'empire un monarque aveugle : mais son fils, Charles, margrave de Moravie, paraissait propre à remplir les vues du pape ; et c'est pour lui que le roi de Bohême commença à solliciter les suffrages des électeurs.

Charles, qui consentait à tenir sa couronne des prêtres, se rendit avant tout à Avignon, pour s'accorder avec le pape sur les conditions de son élection. Il signa une capitulation par laquelle il s'engageait à abroger tous les actes de Louis en Italie, à renoncer à toute autorité sur l'état ecclésiastique, à n'y entrer qu'avec la permission expresse du pape, et à ne demeurer qu'un seul jour à Rome à l'époque de son couronnement[1]. A ce prix, Clément VI promit à Charles tout son appui ; et après avoir, par une nouvelle bulle, déclaré le Ba-

[1] Le diplôme *Apud Olenschlager Geschichte*, § 93. — *Kayser. Karl der vierte von Franz. Martin. Pelzel. Ie. Theil*, p. 143. (2 vol. in-8°. Prague, 1780.) — Schmidt, Histoire des Allemands. L. VII, c. 7, p. 532. — La vie de Charles IV, écrite par lui-même, finit malheureusement à son couronnement. *Ap. R. Rein. Steinhemium*. P. II, p. 39 v.

varois infâme, hérétique, schismatique, et incapable de régner jamais, il convoqua les électeurs à Rensé, pour lui donner un successeur.

Baudouin, frère de Henri VII, occupait toujours le siége électoral de Trêves, et son suffrage était assuré à son neveu[1]. L'électeur de Cologne était également dévoué à la maison de Luxembourg : mais Henri de Virnebourg, électeur de Mayence, lui était contraire ; Clément VI le déposa de sa propre autorité, et lui donna pour successeur un jeune homme âgé de vingt ans, nommé Gerlach de Nassau. Rodolphe, duc de Saxe, à qui Louis de Bavière avait enlevé le Brandebourg, se joignit à ses ennemis pour se venger de lui. Le roi Jean apportait enfin à la diète de Rensé le vote de la Bohême. On ne tint aucun compte de l'absence de l'électeur-palatin de Bavière et du marquis de Brandebourg, fils de Louis ; et le 10 juillet 1346, Charles, margrave de Moravie, fut élu solennellement roi des Romains, et placé sur le trône.

Mais la majorité des suffrages dans le collége électoral ne décidait point de celle des états ou des forces de l'Allemagne. Le nouveau roi des Romains n'était généralement désigné que par le titre d'empereur des prêtres. La maison de Bavière, qui s'était approprié successivement le Tyrol, le margraviat de Brandebourg, les provinces de Hollande, de Zélande et de Frise, qui s'était fortifiée par l'alliance des rois de Hongrie et de Pologne et des ducs d'Autriche, pouvait faire repentir Charles IV de sa hardiesse, d'autant plus que, six semaines après l'élection de celui-ci, Jean de Bohême, son père, avait été tué à la bataille de Crécy, le 26 août 1346[2]. L'État de l'Église lui-même, et tout l'équilibre de l'Italie, pouvaient être renversés par la manière imprudente dont Clément VI

[1] *Epitome Rer. Bohemicar.* L. III, 18, p. 348. — [2] *Giov. Villani.* L. XII, c. 66, p. 948. — *Epitome Rer. Bohemic. Balbini.* L. III, c. 18, p. 348.

provoquait un puissant monarque, et le collége des cardinaux l'avait senti ; car il n'avait donné son consentement à l'élection de Charles IV qu'après une altercation violente, dans laquelle on vit les cardinaux de Périgueux et de Comminges tirer leurs couteaux pour se battre[1]. Mais la bonne fortune de l'Église la sauva des dangers où son chef l'entraînait. Louis de Bavière, après avoir eu pendant une année des succès éclatants contre son rival, fut tué, quand on pouvait le moins le prévoir, par une chute de cheval, le 11 octobre 1347. En vain son parti offrit alors la couronne à Édouard III d'Angleterre, et à Frédéric, margrave de Misnie. Sur leur refus, il proclama roi des Romains Gonthier, comte de Schwarzembourg ; mais celui-ci fut peu à peu abandonné par ses partisans : il renonça enfin lui-même à la couronne, et Charles IV fut reconnu comme monarque légitime par l'Empire aussi bien que par l'Église[2].

[1] *Giov. Villani.* L. XII, c. 59, p. 940.—[2] Schmidt, Histoire des Allemands. L. VIII, c. 8, p. 542.

CHAPITRE III.

Colas de Rienzo donne à la république romaine une constitution nouvelle. — Ébloui de sa propre grandeur, il aliène le peuple, qui l'abandonne.

1347.

Tandis que les préparatifs du roi de Hongrie pour tirer vengeance du meurtre de son frère tenaient toute l'Italie en suspens, que la résistance des Vénitiens en Dalmatie fermait à ce monarque le passage de la mer Adriatique, et que l'élection de Charles IV privait le Hongrois des secours qu'il aurait pu attendre de Louis de Bavière, tandis enfin qu'on hésitait entre la crainte d'une invasion de barbares et le désir de voir punir un crime, une révolution inattendue attira sur l'ancienne capitale du monde les yeux de toute la chrétienté. La ville de Rome, éveillée par un démagogue éloquent et enthousiaste, réclama ses anciennes prérogatives, et voulut soumettre à sa souveraineté le pontife et l'empereur, qui se partageaient les droits et les dépouilles du peuple romain.

Colas de Rienzo, l'auteur de cette révolution, était un homme de basse naissance [1]. Cependant il avait été destiné

[1] Son père Rienzo (diminutif de Lorenzo, *Laurent*) était cabaretier ; sa mère était blanchisseuse.

aux lettres, et ses talents distingués lui avaient fait faire de rapides progrès. Il s'était adonné à l'étude des historiens et des orateurs de l'antiquité : entouré des monuments de la gloire et de la puissance de Rome, il avait cherché à se pénétrer aussi de l'ancien esprit de ses citoyens. Aucun homme de son siècle n'avait une plus haute vénération pour l'antiquité, une plus noble émulation pour faire revivre ses vertus; aucun homme n'avait fait une étude plus approfondie des mœurs et des lois de la république romaine, et ne savait mieux interpréter les inscriptions et les monuments, que jusqu'alors le peuple avait regardés d'un œil stupide, sans y trouver le souvenir des vertus de ses ancêtres; aucun homme n'était animé d'un zèle plus pur pour le bien de tous, d'un patriotisme plus exalté; aucun, enfin, ne communiquait aux autres ses pensées et ses sentiments par une éloquence plus persuasive. Ce savant distingué, ce profond antiquaire, fut élevé par ses talents à la tête du gouvernement : alors seulement on put reconnaître que, pour ses nouvelles fonctions, il n'avait ni le courage militaire nécessaire à la défense de son peuple, ni la modestie qui l'aurait préservé du tort d'être ébloui par sa grandeur inattendue, ni la connaissance des hommes, qu'on acquiert rarement dans les villes, et sans laquelle un savant n'est point un homme d'état.

Rome, pendant l'absence des papes, était livrée à l'anarchie la plus désastreuse; les barons romains avaient fortifié tous les châteaux de l'état de l'Église et tous les palais qu'ils possédaient dans la ville; ils avaient mis des garnisons dans tous les monuments antiques qui s'étaient trouvés susceptibles d'être changés en forteresse; et comme dans la vaste enceinte des murs d'Aurélien la moitié des quartiers étaient déserts, les barons romains se trouvaient seuls maîtres de plusieurs rues, où ils avaient établi leur repaire parmi les ruines. Ils n'étaient point assez riches pour maintenir à leur

solde des troupes régulières, en sorte que c'était à des brigands et à des hommes poursuivis par les tribunaux qu'ils confiaient la garde de leurs forteresses. Ils leur accordaient une protection intéressée, et ils leur ouvraient un asile où ils leur permettaient de mettre en sûreté les produits de leur brigandage [1].

On voyait cependant encore à Rome les restes d'un gouvernement populaire : les treize quartiers de la ville nommaient chacun un chef, et l'assemblée de ces magistrats, nommés *Caporioni*, représentait le souverain; mais l'autorité ni la force ne se trouvaient plus entre leurs mains. Le pape s'était attribué l'élection du sénateur, et il ne confiait cette haute dignité qu'à des nobles; ainsi le pouvoir judiciaire et la force armée étaient à la disposition de l'ordre contre lequel cette force et ce pouvoir auraient dû être employés.

Le sénateur fermait les yeux sur les désordres des gentilshommes; on ne le voyait guère s'armer pour punir leurs crimes que lorsque le délinquant était son ennemi privé. Alors la vengeance nationale était exercée de manière à troubler davantage encore la paix publique. Les nobles s'abaissaient souvent jusqu'à des intrigues peu honorables, pour obtenir de la cour d'Avignon des grâces ou des bénéfices; mais ils ne reconnaissaient point dans le pape une autorité souveraine, et les feudataires de l'Église croyaient avoir droit à plus d'indépendance encore que ceux de l'empire. Ils en abusaient surtout dans leurs guerres civiles; la rivalité des deux maisons Colonna et Orsini divisait toute la noblesse, et renouvelait chaque jour les hostilités. Colas de Rienzo, à chaque forfait qui se commettait, à chaque rapt, chaque

[1] *Frammenti di storia Romana d' anonimo contemporaneo.* L. II, c. 8, p. 411. — *Antiq. Ital.* T. III.

meurtre, chaque incendie, avait de nouvelles raisons d'accuser les nobles de l'anarchie où vivaient les Romains : il se sentait animé contre eux d'une haine qu'il confondait avec ses souvenirs historiques, d'une haine héritée des Gracques; et il avait plus de raison que les anciens tribuns de Rome de trouver les patriciens de son temps dignes du courroux et de la vengeance du peuple.

Colas parut, pour la première fois, dans un caractère public, peu après l'élection de Clément VI. Il fut envoyé en députation à Avignon, en 1342, pour supplier le nouveau pape de ramener le Saint-Siége à sa résidence naturelle [1]. Dans cette députation, on lui avait donné Pétrarque pour collègue; cependant Colas porta la parole. Déjà son éloquence et son enthousiasme pour Rome lui avaient gagné l'amitié du poëte. Clément VI ne soumettait pas ses décisions politiques aux conseils des orateurs populaires; mais il remarqua le talent de l'envoyé de Rome : il le nomma notaire de la chambre apostolique, avec des appointements considérables [2]; et il le chargea d'annoncer à ses compatriotes que, pour leur avantage et celui de toute la chrétienté, il publierait un second jubilé, en 1350, avec les indulgences que Boniface avait accordées à la fête séculaire, et qui devaient être rendues communes à toutes les générations.

Colas, de retour à Rome, s'attira le respect de ses concitoyens par son intégrité dans l'exercice de sa nouvelle charge. Il essaya en vain de ramener ses collègues à la même pureté de conduite; bientôt il vit qu'il ne pouvait rien attendre d'eux, et que c'était au peuple même qu'il devait s'adresser, s'il voulait faire cesser l'anarchie, et rendre à Rome cette gloire et cette grandeur, cette justice et cette puissance, qu'il appelait emphatiquement le BON ÉTAT.

[1] *Frammenti di storia Romana*. L. II, c. 1, p. 399. — [2] Mémoires pour la vie de Pétrarque. L. III, T. II, p. 50.

Pour faire impression sur la multitude, il parla d'abord à ses yeux. Son emploi l'appelait au Capitole; il y fit exposer un grand tableau, du côté de la place où se tenait le marché. « On y voyait, dit l'historien de Rome, anonyme et contem-« porain, une grande mer fortement courroucée; au milieu, « un vaisseau, sans timon et sans voiles, semblait sur le point « de couler à fond. Une femme, à genoux sur le tillac, était « vêtue de noir, et portait la ceinture de tristesse; sa robe « était déchirée sur la poitrine; ses cheveux étaient épars, « ses mains croisées, dans l'attitude de prier, comme pour « obtenir d'échapper au péril. Au-dessus on voyait écrit : « C'EST ICI ROME. Autour de ce vaisseau, on en voyait quatre « autres qui déjà avaient fait naufrage; leurs voiles étaient « tombées, leurs mâts rompus, leur gouvernail fracassé; sur « chacun on voyait le cadavre d'une femme avec ces noms : « *Babylone*, *Carthage*, *Troie*, et *Jérusalem*; et au-dessus : « *C'est l'injustice qui les mit en danger, et qui les fit enfin* « *périr* [1]. » Lorsque le peuple, attroupé autour de ce tableau, l'eut considéré quelque temps, Colas s'avança au milieu de tous; et, avec une éloquence vigoureuse, il tonna contre les forfaits des nobles qui entraînaient leur patrie dans l'abîme.

Quelques jours après, il fit placer dans le chœur de Saint-Jean de Latran une table d'airain, avec une belle inscription latine qu'il avait découverte. Il invita les savants et le peuple à venir la déchiffrer; et lorsque l'assemblée fut formée, il s'avança pour faire lecture de cette inscription. C'était un sénatus-consulte par lequel le sénat conférait à Vespasien les pouvoirs divers des empereurs de Rome; acte d'asservissement dans lequel les formes de la liberté étaient encore observées. Colas, après en avoir achevé l'explication, se retourna vers le

[1] *Frammenti di storia Romana*. L. II, c. 2, p. 401.

peuple assemblé. « Vous voyez, seigneurs, dit-il, quelle était « l'antique souveraineté du peuple de Rome ; c'est lui qui « conférait aux empereurs, comme à ses vicaires, leurs droits « et leur autorité. Ceux-ci recevaient l'être et la puissance de « la libre volonté de vos ancêtres : et vous, vous avez consenti « que les yeux de Rome lui fussent arrachés ; que le pape et « l'empereur abandonnassent vos murs et ne dépendissent plus « de vous. Dès lors la paix a été bannie de cette enceinte ; le « sang de vos nobles et de vos citoyens a été versé inutilement « dans des querelles privées ; vos forces se sont épuisées dans « la discorde ; et la ville, autrefois reine des nations, en est « devenue la risée. Romains, je vous en conjure, songez que « vous allez être le spectacle de l'univers ; le jubilé approche ; « les chrétiens des extrémités de la terre viendront visiter votre « ville : voulez-vous qu'ils n'y trouvent que faiblesse et que « ruine, qu'oppression et que forfaits [1] ! »

Les nobles, que Colas de Rienzo attaquait d'une manière si véhémente, écoutaient avec une curiosité moqueuse les discours d'un homme qu'ils croyaient sans conséquence ; les citoyens répétaient que ce n'était pas par des tableaux et des allégories qu'un harangueur de place changerait l'état de Rome ; mais le peuple commençait à s'émouvoir, et les gens susceptibles d'enthousiasme étaient ébranlés comme la multitude. Colas jugea qu'il était temps d'aller plus avant ; et il afficha, le premier jour du carême, à la porte de l'église de Saint-George, au Vélabre, un écriteau qui portait seulement ces mots : *Dans peu de jours les Romains rentreront dans leur antique et bon état.* Ensuite il rassembla dans un lieu secret, sur le mont Aventin, tous les hommes qui lui parurent animés de sentiments patriotiques. Des négociants, des gens de lettres, et même des nobles du second ordre, assistèrent à ce conventicule. Colas de Rienzo,

[1] *Frammenti di storia Romana*, L. II, c. 3, p. 405.

les voyant tous réunis, supplia cette assemblée de vrais Romains de concourir avec lui à sauver la patrie ; il leur représenta la misère, la servitude, les dangers auxquels leur ville natale était livrée ; il rappela l'ancienne étendue de la domination romaine, la soumission fidèle des villes de l'Italie, qui toutes aujourd'hui étaient révoltées ; il pleurait en parlant, et tous ses auditeurs pleuraient avec lui ; mais bientôt il s'efforça de ranimer leur courage ; il les assura que Rome contenait encore les antiques éléments de sa puissance, que les impositions seules qu'ils payaient chaque année étaient suffisantes pour rendre de la force au gouvernement, et soumettre leurs sujets rebelles[1] ; que le pape approuvait les efforts qu'il faisait pour le rétablissement du bon état, et qu'ils pouvaient compter sur son assistance. Après les avoir entraînés par ses discours, Colas fit prêter à chacun de ceux qu'il avait convoqués au mont Aventin le serment, sur l'Évangile, de concourir de toutes ses forces au rétablissement de la liberté romaine[2].

Il fallait saisir un moment favorable pour enlever aux nobles l'autorité souveraine. Colas, averti le 19 mai qu'Étienne Colonna avait conduit un grand nombre de gentilshommes à Cornéto pour escorter un convoi de blé, n'attendit pas davantage ; il fit publier à son de trompe, dans la ville, que chacun eût à se rendre, sans armes, le lendemain auprès de lui, afin de pourvoir au bon état de Rome. De minuit jusqu'à neuf heures du matin, il fit dire, en sa présence, trente messes du Saint-Esprit, dans l'église de Saint-Jean de la Piscine ; et le 20 mai, jour de l'Ascension, il sortit de l'église armé, mais la tête découverte. Des jeunes gens l'entouraient, et faisaient retentir l'air de leurs cris de joie. Raimond, évêque d'Orviéto,

[1] L'historien romain fait dire à Colas qu'outre la capitation, la gabelle du sel et celle des portes, les revenus de Rome montaient à trois cent mille florins ; mais sans doute il y a dans son rapport de l'exagération : les revenus de Rome ne pouvaient égaler ceux de Florence. — [2] *Frammenti di storia Romana*. L. II, c. 4, p. 409.

vicaire du pape à Rome, marchait à côté de lui; trois des meilleurs patriotes de Rome portaient devant lui les gonfalons, ou étendards allégoriques de la liberté, de la justice et de la paix. Cent hommes d'armes leur servaient d'escorte, et une foule innombrable de citoyens désarmés marchait après eux. Ce cortége tout pacifique s'avança de cette manière vers le Capitole.

Parvenu au bas du grand escalier, Colas s'arrêta auprès du lion de basalte; et, se retournant vers le peuple, il lui demanda d'approuver les réglements pour le rétablissement du bon état, qu'il fit lire à haute voix. Cette première ébauche de constitution pourvoyait à la sûreté publique plutôt qu'à la liberté des ordres de l'état. Une garde de vingt-cinq cavaliers et de cent fantassins était établie dans chaque quartier de la ville; des vaisseaux garde-côtes étaient stationnés dans le Tibre et près du rivage, pour la protection du commerce; le droit d'avoir des forteresses était enlevé aux nobles, tandis que le peuple et ses mandataires recouvraient la garde des ponts, des portes, et de tous les lieux forts. Des greniers devaient être établis dans tous les quartiers de la ville, des aumônes assurées aux pauvres, et la magistrature devait garantir la punition des crimes et le prompt jugement des procès [1]. Ces lois furent accueillies avec enthousiasme par le peuple assemblé, qui autorisa Colas à les mettre à exécution, et l'investit, pour cet effet, de son pouvoir souverain.

Le vieux Étienne Colonne, averti à Cornéto des mouvements du peuple, revint en hâte à Rome avec les gentilshommes qui l'avaient accompagné. Ce seigneur était en même temps le plus puissant parmi les barons romains, et celui qui jouissait le plus de la confiance du pape. Colas, dès le lende-

[1] *Frammenti di storia Romana*, L. II, c. 6, p. 413.

main de son arrivée, lui envoya l'ordre de sortir de la ville; et lorsqu'il sut que le vieux baron avait déchiré cet ordre avec mépris, il fit sonner l'alarme au Capitole : tous les citoyens prirent aussitôt les armes, et Colonne eut à peine le temps de s'enfuir vers Palestrina avec un seul valet. Les autres barons romains reçurent aussi l'ordre de sortir de la ville, et ils s'y conformèrent : tous les lieux fortifiés, toutes les portes et tous les ponts furent consignés aux compagnies de milice. Les bandits les plus notoires, qui depuis plusieurs années bravaient la justice et les lois, furent envoyés au supplice, et le peuple assemblé en parlement conféra le titre de tribun et de libérateur de Rome à Colas de Rienzo. Les mêmes titres furent donnés à l'évêque d'Orviéto, vicaire du pape, qui, entraîné comme les autres par l'éloquence de cet homme extraordinaire, concourait de bon cœur à l'abaissement de l'ancienne oligarchie et au rétablissement du *bon état*[1].

Le tribun, après avoir fait reconnaître son autorité dans l'enceinte de la ville, s'occupa de ramener les campagnes à l'obéissance du peuple romain. Ces campagnes étaient dans la dépendance absolue de la noblesse, qui les avait hérissées de forteresses, et qui pouvait compter sur l'obéissance des paysans, ses vassaux. Cependant Colas envoya l'ordre à tous ces gentilshommes de venir au Capitole prêter entre ses mains le serment de concourir au bon état de Rome. Un jeune Colonne se présenta en effet à lui, moins par empressement à lui obéir que pour observer ce qui se passait dans la ville; mais lorsqu'il vit le tribun entouré au Capitole d'un peuple immense auquel il rendait la justice, et qui était prêt à exécuter ses moindres ordres, Colonne prêta, sur l'Eucharistie et l'Évangile, le serment qui lui était demandé. Bientôt on vit

[1] *Frammenti di storia Romana*. L. II, c. 7, p. 415. — Le vicaire du pape à Rome représente en son absence son autorité spirituelle, non son pouvoir temporel.

arriver trois Colonne, un Orsini, un Savelli et plusieurs autres barons distingués qui prêtèrent le même serment. Tous s'engageaient à envoyer des vivres au marché de Rome, à veiller à la sûreté des routes, à protéger les veuves et les orphelins, à comparaître au Capitole, armés ou sans armes, toutes les fois qu'ils en seraient requis. D'un autre côté, ils promettaient de ne point attaquer les tribuns et le peuple de Rome, de ne point donner refuge aux brigands et aux malfaiteurs, enfin de ne rien soustraire des revenus de la communauté. Les gentilshommes, les juges, les notaires, et enfin les marchands, furent appelés à leur tour à prêter serment de maintenir le bon état [1].

Après une anarchie violente, pendant laquelle des hommes souillés de forfaits épouvantables avaient osé marcher le front levé, et avaient fait trembler leurs concitoyens paisibles, les Romains crurent avoir recouvré leur liberté lorsqu'ils virent que les meurtres, les rapines, les adultères, ne restaient plus impunis. Des sentences prévôtales et arbitraires, mais justes, remplissaient les criminels de terreur, et l'ordre était rétabli dans la ville. On ne distinguait point la justice d'un despote d'avec celle d'un peuple libre, et la sûreté du plus grand nombre faisait oublier le pouvoir arbitraire qui pesait sur quelques-uns.

Cependant Colas de Rienzo avait envoyé des ambassadeurs à la cour d'Avignon, pour rendre compte au pape de ce qu'il avait fait, et pour lui demander son approbation. Les protestations d'obéissance et de soumission du tribun calmèrent un peu la terreur extrême occasionnée à la cour pontificale par les premiers bruits de la révolution nouvelle [2]. C'était le siècle de l'érudition et de la pédanterie ; ces mêmes idées sur les droits éternels des Romains, leur ancienne puissance, l'obéis-

[1] *Frammenti di storia Romana*, L. II, c. 8, p. 417. — [2] *Petrarcæ Epistolæ.* Editio Basileæ, fol. 1071. — Mém. pour la vie de Pétrarque. L. III, p. 328.

sance qui leur était due par les papes, les empereurs et le monde entier, ces idées qui remplissaient Colas de Rienzo, et qui lui faisaient trouver un défenseur et un ardent enthousiaste dans Pétrarque, étaient plus ou moins répandues par tous les lettrés dans toute l'Europe : elles procuraient à Colas des partisans, et faisaient attendre de lui de grandes actions. Ainsi que Pétrarque le disait avec orgueil, le nom seul de Rome était alors quelque chose. La sûreté rendue aux grands chemins, dans le voisinage de cette capitale, était aussi considérée dans toute l'Europe comme un bienfait public, parce que la passion des pèlerinages durait encore, et que le jubilé annoncé pour l'an 1350 devait attirer bientôt la foule des fidèles dans la capitale de la chrétienté. Les courriers de Colas portaient une baguette argentée, avec les armes du peuple de Rome, du pape et du tribun ; on les reconnaissait à cette marque distinctive qui leur assurait partout le respect. « J'ai porté cette baguette, disait l'un d'eux, dans les rues « des villes comme dans les forêts ; des milliers de person- « nes se sont mises à genoux devant elle, et l'ont baisée avec « des larmes de joie, en reconnaissance de la sûreté des « grandes routes et de l'expulsion des brigands [1]. »

Les courriers de Colas avaient en effet traversé presque toute l'Europe ; ils avaient été envoyés aux villes et aux communautés de Toscane, de Lombardie, de Campanie et de Romagne, au doge de Venise, aux seigneurs de Milan et de Ferrare, aux princes de Naples, au roi de Hongrie, au pape et aux deux empereurs élus, pour leur annoncer le rétablissement à Rome du bon état de paix et de justice. *Nicolas, sévère et clément, tribun de liberté, de paix et de justice, libérateur illustre de la sainte république romaine* (ce sont les titres qu'il prenait) [2], les invitait par ses lettres à envoyer à

[1] *Frammenti di storia Romana*. L. II, c. 11, p. 421. — [2] Il prit ensuite des titres plus

Rome des députés munis d'instructions suffisantes pour délibérer avec lui, dans un conseil européen, sur le bon état de l'Europe. Tous les chemins, ajoutait-il, étaient désormais libres et assurés, et les pèlerins, aussi bien que les ambassadeurs des princes, pouvaient entreprendre sans crainte le voyage de Rome [1].

Ces messages du tribun furent bien accueillis, surtout en Toscane; les Florentins furent flattés de ce que Rienzi les appelait fils de Rome et colonie des Romains; ils lui envoyèrent cent cavaliers, et promirent de lui en faire passer un plus grand nombre dès qu'il en aurait besoin [2]; les Pérousins lui envoyèrent soixante hommes d'armes; les Siennais, cinquante [3]; et toute l'Italie parut disposée à le seconder, peut-être à recevoir bientôt ses ordres.

Mais la tête du tribun n'était pas assez forte pour résister au vertige que cause une élévation inattendue. Peu d'hommes sortis d'une classe subalterne demeurent vraiment grands au milieu des succès. Colas de Rienzo avait fait impression sur le peuple de Rome par des allégories; il suivait en cela le goût du siècle et l'esprit d'une nation avide de spectacles; il continua, dans sa puissance, à vouloir frapper les yeux par de semblables moyens; ses habits, les couronnes, les étendards qu'on portait devant lui, les inscriptions sur la croix et sur le globe qu'il avait en main dans les processions, tout était symbolique et destiné à donner certaines leçons aux Romains. Cependant le tribun lui-même était plus enivré de cette pompe que le peuple aux yeux duquel il l'étalait. Déjà il multipliait les fêtes et les cérémonies, moins dans une vue

pompeux et plus ridicules : *Candidatus Spiritus Sancti, Miles Nicolaus, severus et Clemens, liberator urbis, zelator Italiæ, amator orbis, et Tribunus Augustus.* — *Istorie Pistolesi*, p. 520. — *Cronica Sanese*, p. 118. — *Chronic. Estense*, p. 441.—[1] *Chronicon Estense*. T. XV, p. 438. — [2] *Giov. Villani*. L. XII, c. 89, p. 969. — [3] *Andrea Dei Cronica Sanese*. T. XV, p. 118.

de politique que par goût pour le plaisir et par vanité : oubliant que sa grandeur consistait à n'avoir point de pareil et à ne pouvoir être comparé à personne, il s'efforçait d'imiter les autres souverains et de rivaliser avec eux par les titres dont il se décorait ou la pompe dont il voulait être entouré. Il se plaisait à être servi par de grands seigneurs, et dans leur humiliation il trouvait une jouissance. Sa femme était environnée de dames de cour ; ses parents étaient élevés à de hautes dignités, et lui-même il cherchait à s'allier à l'ancienne noblesse en mariant sa sœur à un baron romain [1].

Le succès inouï des entreprises de Colas, et l'approbation de l'univers qui semblait attendre ses ordres, ajoutaient encore à la présomption du tribun. Jean de Vico, seigneur de Viterbe, et préfet de Rome, avait été obligé de se soumettre à lui : assiégé par les Romains dans Viterbe, il en était sorti moyennant un sauf-conduit, et il était venu au Capitole se jeter aux pieds de Colas pour implorer sa grâce et la clémence du peuple romain, qui lui conserva son gouvernement [2]. Toutes les forteresses du patrimoine de saint Pierre avaient été livrées aux lieutenants du tribun ; et il voyait arriver successivement à Rome des ambassades solennelles de Florence, Arezzo, Sienne, Todi, Terni, Spolète, Riéti, Amélia, Tivoli, Vellétri, Pistoia, Foligno et Assise. Le peuple de Gaëte lui envoya dix mille florins ; les Vénitiens lui offrirent leurs per-

[1] L'historien anonyme de Rome nous a laissé, dans son langage naïf, une description curieuse de cette cour. « *Puoi se faceva stare denanti a se, mentre sedeva, li baroni* « *tutti in piedi, ritti, co le vraccia piecate, e co li capucci tratti. Deh! como stavano* « *paurosi! havea quesso Cola una sia moglie moite iovene, e bella, la quale quanno* « *ieva a Santo-Pietro, ieva accompagnata da ioveni armati. Delle Patricie la sequitavano. La fantecche colli sottili pannicielli nanti a lo visaio li faceano viento, e* « *innustriosamente rostavano, che soa faccia non fosse offesa da mosche. Havea uno* « *sio zio, Janni Barbieri avea nome, Barbieri fò, e fatto fò granne signiore, e fò* « *chiamato Janni Roscio; jeva a cavallo, forte accompagniato da cittatini romani.* « *Tutti li siei parenti ievano a paro; havea una soa sorella bedoa, la quale voize maritare à barone de Castella*, etc. » Frammenti di storia Rom. c. 20, p. 480. —
[2] *Chronicon Estense*. T. XV, p. 439.

sonnes et leurs biens, pour la défense du bon état. Luchino Visconti de Milan lui écrivit pour rechercher son alliance. Il est vrai que les autres tyrans d'Italie, Taddéo de Pépoli, le marquis d'Este, Mastino de la Scala, Filippino Gonzaga, les seigneurs de Carrare, les Ordélaffi et les Malatesti avaient répondu d'une manière injurieuse à ses lettres; mais comme le tribun avait annoncé le projet de délivrer l'Italie de ses tyrans, leur inimitié pouvait être pour lui compensée par l'affection de leurs peuples. Louis de Bavière, qui vivait encore, et qui sentait sa conscience troublée par les excommunications dont il avait été frappé, lui avait écrit pour le supplier de le réconcilier avec l'Église. Le duc de Duraz, le prince Louis de Tarente et la reine Jeanne l'avaient appelé dans leurs lettres leur *très cher ami;* la dernière avait fait des présents à la *tribunesse;* enfin, le roi Louis de Hongrie lui envoyait une ambassade pour lui demander de tirer vengeance des meurtriers de son frère. Le tribun conduisit les hérauts d'armes de cette ambassade devant le peuple assemblé; et, mettant la couronne tribunitienne sur sa tête, il leur répondit : « *Je jugerai le globe de la terre selon la justice, et les peuples selon l'équité* [1]. » Bientôt, en effet, la cause de la reine Jeanne et du roi Louis fut débattue devant son tribunal par des ambassadeurs nommés de part et d'autre [2] : mais Colas ne prononça jamais entre eux.

Cependant la vanité toujours croissante du tribun l'engagea à se faire armer chevalier; comme si cette distinction, qui le mettait dans les rangs de la noblesse, ne le ravalait pas au-dessous de ceux dont il était auparavant le maître. Cette cérémonie se fit le 1er août, dans l'église de Saint-Jean de Latran. Elle fut précédée par une cour plénière, où les

[1] *Frammenti di storia Romana.* L. II, c. 22, p. 443. — [2] *Frammenti di storia Romana.* L. II, c. 24, p. 447.

festins les plus splendides furent donnés à tous les ambassadeurs, à tous les étrangers, et à tous les Romains de distinction, dans les trois palais de Latran. La veille de la fête de saint Pierre-aux-liens, le tribun se baigna dans la conque de porphyre où la tradition rapportait que Constantin s'était baigné après avoir été guéri de la lèpre par le pape saint Sylvestre. Colas dormit ensuite dans l'enceinte du temple; le lendemain, il se présenta, revêtu d'écarlate et de vair, devant le peuple, et il se fit ceindre l'épée de chevalier par messire Vico Scotto, chevalier et gentilhomme romain[1]. Il entendit ensuite la messe dans la chapelle du pape Boniface, et au milieu de cette fonction il s'avança vers le peuple. « Nous vous citons, s'écria-t-il, messire pape Clément, à venir à Rome, siége de votre Église, avec tout le collége de « vos cardinaux[2]. Nous vous citons, vous, Louis de Bavière « et Charles de Bohême, qui vous dites rois et empereurs des « Romains, et avec vous tout le collége des électeurs alle- « mands, pour qu'ils aient à nous faire voir quel droit ils ont « à l'Empire, et sur quels fondements ils prétendent en dis- « poser. Nous déclarons cependant que la ville de Rome et « toutes les villes d'Italie sont et doivent demeurer libres; « nous accordons à tous les citoyens de ces villes le droit de « citoyens romains, et nous prenons le monde à témoin que « l'élection de l'empereur romain, la juridiction et la monar- « chie, appartiennent à la ville de Rome, à son peuple et à « toute l'Italie. » Puis, tirant son épée, il en frappa l'air du côté des trois parties du monde, et il répéta : *Ceci est à moi, ceci est à moi, ceci est à moi.* Il envoya aussitôt des courriers porter ses citations à la cour d'Avignon et aux deux empereurs[3]. Le vicaire du pape, évêque d'Orviéto, qui avait assisté

[1] *Frammenti di storia Romana.* c. 25, p. 419.—[2] M. de Sade met en doute que Rienzi ait cité le pape, et il allègue d'assez bons motifs pour invalider le témoignage de l'anonyme de Rome. — [3] Des lettres envoyées à cette occasion, par le tribun, à toutes les

à toute cette cérémonie, demeurait interdit d'une hardiesse si inattendue. Il appela cependant un notaire pour protester devant lui, et en présence du peuple, que c'était sans son consentement et sans l'aveu du pape que le tribun s'attribuait tant de pouvoir. Mais Colas fit aussitôt sonner toutes les fanfares, pour que les Romains ne pussent entendre ces protestations[1].

Le vicaire néanmoins ne refusa point, dans le festin qui suivit cette cérémonie, de manger seul avec le tribun, à la table de marbre; tandis que la femme de Colas présidait, au palais neuf, à la table des dames nobles. D'autres tables, au palais vieux, étaient servies, sans distinction, pour les hommes de tout ordre, abbés, moines, chevaliers, marchands, qui avaient été invités à la cérémonie; et nulle part on n'avait encore vu autant de luxe et de magnificence déployés dans un banquet[2].

Ce faste épuisait les revenus de Rome, et les gens sensés commençaient à le reconnaître. Dans un repas que Colas de Rienzo donna, quelques semaines après, aux principaux seigneurs de la noblesse romaine, le vieux Étienne Colonna mit en question s'il convenait mieux à un peuple que ceux qui le gouvernaient fussent prodigues ou avares. Après quelque discussion, Étienne souleva le bord du manteau du tribun, qui était garni de franges d'or et de broderies, et lui dit, en le lui présentant : « Toi-même, tribun, ne devrais-tu pas por-« ter les vêtements modestes de tes égaux plutôt que ces or-« nements pompeux? » Colas se troubla en entendant un reproche qui semblait le confondre avec le vulgaire : il sortit de la salle sans répondre, et, dans un premier mouvement de

villes d'Italie, sont rapportées par Joh. de Bazano, *Chron. Mutinense*. T. XV, p. 609. — [1] *Frammento di storia Romana*. L. II, c. 26, p. 451. — *Cortusiorum Historia*. Lib. IX, c. 12, p. 923. — *Chronicon Estense*. T. XV, p. 440. — [2] *Frammenti di storia Romana*. L. II, c. 27, p. 453.

colère, il donna ordre qu'on arrêtât tous les nobles qu'elle contenait. Pour justifier cette rigueur subite, il déclara, bientôt après, avoir découvert une conspiration qu'ils tramaient contre le peuple et contre lui [1]. Il fit convoquer au Capitole le parlement ou assemblée générale, pour le lendemain 17 septembre; et il annonça que, pour délivrer à jamais le peuple du joug de l'oligarchie, il allait faire trancher la tête à tous les nobles dont il avait reconnu les trahisons. Tout parut préparé pour cette exécution terrible; la salle des jugements fut tendue d'un drap de soie blanc, avec des raies couleur de sang; un frère mineur fut envoyé à chaque baron, pour le confesser et lui porter la communion, et les cloches du Capitole sonnèrent pour rassembler le peuple. Le vieux Étienne Colonne, qui n'avait aucune envie de mourir, renvoya le prêtre et la communion, déclarant qu'il n'était point prêt, et que les affaires de son âme ou celles de sa famille n'étaient ni arrangées ni près de l'être [2].

Peut-être le tribun n'avait-il eu d'autre dessein que d'effrayer les nobles, peut-être fut-il fléchi par les supplications de leurs amis : lorsqu'il vit le peuple assemblé, il monta à la tribune aux harangues; il prit pour texte ces paroles de l'Oraison dominicale, *dimitte nobis peccata nostra*, et il intercéda auprès du peuple pour les barons prisonniers : il déclara, en leur nom, que ces gentilshommes se repentaient de leurs erreurs, et que dorénavant ils serviraient le peuple romain avec fidélité. Les prisonniers parurent l'un après l'autre devant le peuple, et reçurent leur grâce la tête baissée; ensuite, comme si leur dévouement était désormais hors de doute, Colas leur distribua des charges importantes, des

[1] Dans cette salle furent arrêtés le vieux Étienne Colonna, Pierre-Agapit Colonna, seigneur de Génazzano, qui était alors sénateur; le comte Bertold Orsino, son collègue; Jean Colonna, Jourdan, Raimaud et Nicolas Orsini, et Bertold de Vicovaro. *Frammenti di stor. Rom.* L. II, c. 28, p. 453. — [2] *Frammenti di storia Roman.* L. II, c. 28, p. 455.

préfectures et des duchés en Campanie et en Toscane [1].

La clémence qui succède à une colère injuste ne mérite jamais de reconnaissance : les nobles ne furent pas plus tôt hors des prisons du tribun et des murs de Rome, qu'ils songèrent à se venger. Les Colonna et deux Orsini entreprirent de fortifier le château de Marino ; ils y rassemblèrent des hommes d'armes et des munitions, sans que Colas se mît en devoir d'arrêter ces préparatifs hostiles : bientôt ils levèrent l'étendard de la révolte, ils s'emparèrent de Népi, ils brûlèrent un grand nombre de châteaux, et ils étendirent leurs dévastations jusqu'aux portes de Rome [2].

Le restaurateur de la république romaine n'était rien moins qu'homme de guerre ; il ne trouvait point en lui cette valeur qu'il admirait chez les anciens, et qu'il voulait faire revivre : aussi le contraste entre le courage d'esprit qu'il avait déployé dans son entreprise et l'absence complète du courage militaire qu'il laissa voir ensuite, peut-il paraître à l'observateur ou ridicule ou affligeant. Longtemps il essaya d'intimider ses ennemis par des citations en justice ou des menaces, avant de prendre les armes contre eux. Enfin, les clameurs du peuple, qui voyait impatiemment désoler ses campagnes, l'obligèrent à mettre la milice romaine en mouvement : huit cents chevaux et vingt mille hommes de pied, sous la conduite de Colas de Rienzo, marchèrent contre les Colonna ; ils dévastèrent le territoire de Marino, comme celui de Rome avait été dévasté. Après huit jours de bravades plutôt que de combats, le tribun ramena son armée dans la ville : il se fit revêtir au Vatican de la dalmatique, manteau jusqu'alors réservé aux empereurs, et il reçut, dans ce costume, un légat que le pape envoyait à Rome pour y maintenir son autorité [3].

[1] *Frammenti di storia Roman.* c. 29, p. 455.—[2] *Frammento di storia Romana.* L. II, c. 30, p. 457. — [3] *Ibid.* L. II, c. 31, p. 459.

Cependant les Colonna avaient, de leur côté, fait révolter Palestrina ; et plusieurs de leurs partisans les rappelaient à Rome, les assurant qu'ils étaient prêts à leur ouvrir les portes, dès qu'ils les verraient arriver avec des forces suffisantes. Les Colonna, en conséquence, rassemblèrent à Palestrina six cents hommes d'armes et quatre mille fantassins, et ils s'avancèrent jusqu'à un lieu nommé le Monument, à quatre milles des portes. Mais la valeur romaine était éteinte dans les nobles comme dans le peuple; et la lutte pour défendre ou pour renverser le bon état, la liberté et la république, se soutenait de part et d'autre avec une pusillanimité indigne de noms si glorieux. Quoique le tribun eût des forces considérables, il n'osait point sortir de la ville; mais il faisait sonner chaque matin la cloche du parlement; et pour donner du courage au peuple assemblé, il lui racontait les songes qu'il avait eus la veille, et les promesses de secours que lui avaient données le pape saint Martin, fils d'un tribun de Rome, ou Boniface VIII, ennemi des Colonna [1].

Les nobles, de leur côté, s'occupaient aussi de leurs songes; et Pierre-Agapit Colonna voulait engager ses compagnons d'armes à se retirer, parce qu'il avait vu, dans ses rêves, sa femme en habit de deuil. Malgré ce présage, le vieux Étienne Colonna se présenta devant une des portes de Rome, avec un seul domestique, et il demanda qu'on la lui ouvrît : les gardes le refusèrent et le menacèrent, sans cependant chercher à l'arrêter, ce qui leur aurait été facile. L'armée des nobles s'était avancée du côté de Monte Testacéo [2], jusque près de la porte de Saint-Paul. De là les Colonna pouvaient entendre la cloche du Capitole, qui sonnait sans cesse aux armes; ils en conclurent qu'ils étaient attendus, et ils renoncèrent à attaquer le peuple, dès qu'ils ne pouvaient plus le

[1] *Frammento di storia Romana.* L. II, c. 32, p. 461.—[2] *Storia Pistolesi.* T. XI, p. 521.

surprendre. Mais, sans vouloir en venir aux mains, ils résolurent, avant de se retirer, de défiler devant les portes, comme pour défier le tribun. Leur troupe était divisée en trois bataillons; les deux premiers passèrent sans être inquiétés, et la porte resta fermée; on l'ouvrit cependant comme le troisième s'avançait, afin de rendre ainsi bravade pour bravade. Le jeune Jean Colonna, lorsqu'il vit cette porte ouverte, espéra que ses partisans s'en étaient rendus maîtres; il piqua son cheval, et entra dans la ville où il s'avança à une portée d'arc. Avec une égale lâcheté, ses compagnons d'armes le laissèrent seul, et les citoyens s'enfuirent à son approche. Lorsque Jean se vit abandonné, il voulut retourner en arrière; mais son cheval le renversa, et le peuple, revenant en foule sur lui, le tua tandis qu'il demandait grâce. Son père, le vieux Étienne Colonna, arrivé à son tour devant la porte, voulut entrer pour secourir son fils, puis ressortir lorsqu'il reconnut la grandeur du danger; mais, blessé d'une pierre qu'on lui lança comme il fuyait, il fut arrêté et tué à la porte même, sans avoir pu seulement se servir de ses armes. Les autres gentilshommes n'essayèrent pas de soutenir le combat; poursuivis dans leur fuite par un peuple furieux, plusieurs d'entre eux tombèrent entre ses mains. Pierre-Agapit Colonna fut tué dans une vigne où il se cachait, ainsi que le seigneur de Belvédère; les autres jetèrent leurs armes, et ne s'arrêtèrent que lorsqu'ils furent arrivés dans leurs châteaux [1].

La joie du tribun, après cette victoire à laquelle il avait eu si peu de part, fut d'autant plus immodérée que sa peur avait

[1] *Frammento di storia Romana.* L. II, c. 34, p. 467.—J'ai suivi le récit de l'anonyme de Rome, qui était présent à cet événement, et qui ne paraît pas avoir dessein de rendre ses compatriotes méprisables. Il est juste cependant de dire que d'autres contemporains, plus éloignés de Rome, ont raconté qu'on avait combattu de part et d'autre avec vaillance et obstination. — *Istor. Pistolesi.* T. XI, p. 521. — *Giov. Villani.* L. XII, c. 104, p. 981. — *Andrea Dei Cronica Sanese.* T. XV, p. 119.—*Chron. Estense,* p. 444.

été plus grande. Il revint en triomphe au Capitole, et déposa devant l'image de la Vierge, à l'église d'Aracéli, sa baguette tribunitienne et sa couronne d'argent à feuilles d'olive. Il harangua ensuite le peuple, et se vanta d'avoir abattu des têtes que ni les empereurs ni les papes n'avaient jamais pu faire courber. Enfin il ne permit point que l'on rendît les honneurs funèbres aux cadavres des Colonna [1]. Mais, au lieu de poursuivre sa victoire, et de mettre le siége devant Marino, que les nobles auraient abandonné dans leur première terreur, il perdit un temps précieux à s'occuper de pompes et de cérémonies ridicules; il arma son fils chevalier de la victoire, sur la place même où Étienne Colonna avait été tué; il augmenta les impositions pour payer les soldats, et il en consuma le produit par un faste insensé. Cependant les esprits étaient aliénés, et le peuple voyait Jourdan Orsini étendre ses ravages jusqu'aux portes de Rome; il jugeait que le tribun était incapable de faire respecter son gouvernement, et il l'accusait également des fautes qu'il lui voyait commettre et des outrages que lui faisaient ses ennemis.

Le légat que Clément VI avait envoyé à Rome se nommait Bertrand de Deux; il avait des liaisons avec la noblesse romaine, et, dès son arrivée en Italie, il était rempli de préjugés contre le tribun. A son passage à Sienne, il avait déclaré aux magistrats qui gouvernaient cette ville que Colas de Rienzo était un ennemi de l'Église, que le pape allait faire instruire un procès contre lui pour crime de rébellion, et qu'il priait la république de lui retirer les troupes auxiliaires qu'elle lui avait fournies jusqu'alors [2]. Néanmoins le légat à son entrée à Rome avait été reçu par Colas de Rienzo avec les marques du respect le plus profond, pour lui-même et

[1] *Frammento di storia Rom.* L. II, c. 35, p. 489. — [2] *Cronica Sanese di Andrea Dei.* T. XV, p. 119.

pour le pontife; il avait été présenté au peuple en plein parlement, et assuré de l'obéissance de la république et de son chef. Mais Bertrand de Deux ne se contenta point de ces démonstrations extérieures de soumission; il voulait enlever au peuple l'autorité pour la rendre à la noblesse romaine, en faveur de laquelle le pape et le collége des cardinaux s'intéressaient; il conclut une alliance avec Lucas Savelli et Sciarretta Colonna, et, ouvrant contre le tribun une enquête d'hérésie, il le frappa d'une sentence d'excommunication.

Un autre ennemi plus dangereux encore et plus entreprenant s'armait en même temps contre Colas de Rienzo : Jean Pépin, comte de Minorbino, exilé du royaume de Naples où il avait essayé de venger par des brigandages le meurtre du roi André [1], s'était réfugié à Rome avec quelques-uns de ses compagnons d'armes, qui, comme lui, étaient accoutumés à mépriser l'ordre et les rois. Le tribun, averti des désordres qu'ils commettaient et des meurtres dont ils se rendaient coupables, voulut les arrêter ou les forcer à quitter Rome; mais le comte de Minorbino s'était fortifié par l'alliance du légat et des Colonna; il s'établit, avec cent cinquante cavaliers, dans le quartier où les Colonna avaient leurs palais, et où ils comptaient le plus de partisans; il s'y fortifia par des barricades, et il renvoya avec mépris ceux qui lui portaient les ordres du tribun.

Colas de Rienzo fit attaquer par une compagnie de cavalerie les barricades du comte de Minorbino; en même temps, il fit sonner la cloche d'alarme à Saint-Ange-Pescivendolo. Mais, pendant un jour et une nuit, le peuple entendit le tocsin sans vouloir prendre les armes. Les Romains se refusaient également et à combattre le comte de Minorbino et à le défendre; cet étranger ne leur inspirait aucun intérêt. Ils

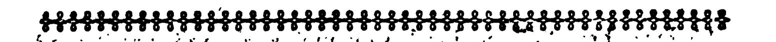
[1] *Domin. de Gravina Chronic, de Reb. in Apul. Gestis.*

ne songeaient ni à imiter sa résistance, ni à saisir cette occasion pour se révolter; mais ils étaient devenus indifférents à ce *bon état* si pompeusement annoncé, et qu'ils avaient trouvé si peu stable; ils étaient las des représentations théâtrales et des déclamations du tribun : désormais ils voulaient attendre les événements au lieu de les déterminer.

La foule s'était cependant rassemblée au Capitole, mais désarmée; la curiosité, non la passion, l'attirait. Le tribun la harangua, et ce fut inutilement; il fit le tableau de son administration, du bien qu'il avait fait, de celui qu'il voulait faire encore; il accusa l'envie qui mettait obstacle à ses projets bienfaisants; il pleura, il soupira, et son éloquence accoutumée sut encore trouver le chemin des cœurs; en sorte que les soupirs et les gémissements du peuple répondirent aux siens; mais aucun mouvement courageux ne se manifesta parmi ses auditeurs, aucun ne lui annonça une victoire qui n'aurait pas été difficile à obtenir. « Après vous avoir gou-« vernés sept mois, dit-il enfin, je vais donc renoncer à mon « autorité. » Et aucune voix ne s'éleva pour lui faire une douce violence, pour l'engager à rester encore à la tête du gouvernement. Alors Colas de Rienzo fit sonner ses trompettes d'argent; et, revêtu de toutes les marques de sa dignité, accompagné par tous ceux qui s'étaient attachés à sa fortune et par ses soldats, il descendit du Capitole, il traversa en pompe Rome dans presque toute sa longueur, et il alla s'enfermer au château Saint-Ange. Sa femme se déguisa pour le suivre; et, trois jours après sa retraite, les barons exilés rentrèrent dans Rome. Cette ville, à leur retour, retomba dans un état d'anarchie pire que celui qui avait précédé le règne du tribun [1].

[1] *Frammento di storia Romana.* L. II, c. 38, p. 475. — *Giov. Villani*, L. XII, c. 104. p. 981. — *Chronicon Estense*. T. XV, p. 446.

La révolution qui renversa Colas de Rienzo s'opéra le 15 décembre 1347, moins de sept mois après qu'il s'était mis à la tête de la république. Dans ce court espace de temps, cet homme avait donné au monde un grand exemple du pouvoir de l'éloquence, et de l'enthousiasme que le nom et les souvenirs de Rome excitaient dans toute l'Europe, comme aussi de l'enivrement et du vertige auxquels s'expose un savant qui de sa bibliothèque est porté sur le trône, et qui n'a pu que par les livres se préparer au pouvoir souverain.



CHAPITRE IV.

Famine et peste en Italie. — Nouvelles factions de Pise. — Guerres du roi de Hongrie et de la reine Jeanne. — Second jubilé.

1347-1350.

Le XIVe siècle est une époque brillante pour l'Italie : dans aucun temps les lettres n'ont été cultivées avec plus d'ardeur, les savants accueillis, honorés avec plus d'enthousiasme ; dans aucun temps de plus grandes lumières n'ont été acquises et généralement répandues parmi les hommes ; dans aucun temps de plus nobles monuments du génie créateur ou du travail opiniâtre de l'homme n'ont été transmis à la postérité. Le renouvellement des lettres grecques et latines, la création de la langue italienne et de la poésie moderne, l'art d'enseigner la politique dans l'histoire, et de présenter aux hommes, par le récit des événements, une leçon non moins attrayante qu'instructive, le perfectionnement de la jurisprudence, les progrès rapides de la peinture, de la sculpture, de l'architecture et de la musique, sont dus plus particulièrement aux hommes du XIVe siècle. Mais cette période, qui à tant de titres mérite une étude particulière, ne fut point heureuse pour l'humanité. Plusieurs des vertus qui relèvent le caractère des hommes, qui en s'alliant à leurs passions les ennoblissent,

avaient presque absolument disparu, et des vices rebutants, des vices qui dégradent l'histoire que nous écrivons, avaient pris leur place. Dans les cours des princes, la bassesse rampante, la lâche flatterie, l'intrigue et le vice, étaient les moyens les plus assurés de parvenir. Les petits souverains donnaient l'exemple de tous les crimes; une débauche grossière régnait dans l'intérieur de leurs palais; le poison et l'assassinat étaient employés chaque jour par eux comme les sauvegardes de leur gouvernement : des troupes d'assassins étaient entretenues à leurs gages, et une protection entière était assurée aux brigands en retour des services qu'ils rendaient. Dans les familles des princes, la passion de régner n'était arrêtée par aucun crime; et elle excitait des révolutions fréquentes, presque toujours préparées par une noire perfidie, et accomplies par des forfaits atroces, ou prévenues par une effrayante cruauté. Dans les tribunaux, un pouvoir arbitraire et souvent injuste faisait de la punition des crimes un revenu pour le prince : soupçonneux par avarice, il acquérait des preuves par la torture, et punissait les coupables par d'horribles supplices. Dans la politique, une ambition qui employait la trahison plutôt que les armes, comme moyen de vaincre, détruisait toute confiance dans les traités, toute sûreté dans les alliances, tout lien d'amitié entre les peuples. Dans la guerre, des troupes mercenaires, perfides et cruelles, sacrifiaient leur souverain à l'ennemi qui voulait les acheter, mettaient leur honneur à l'enchère, et, épargnant les armées qu'elles avaient à combattre, ne ruinaient que les campagnes paisibles et les citoyens innocents.

Le mépris de toute loi et de toute morale qu'affichaient les princes donnait un exemple d'autant plus pernicieux, que dans chaque ville on trouvait une petite cour, et que cette cour était pour les citoyens une école d'immoralité, de corruption et de crimes. Plus rapprochés de la vie privée, les

tyrans avaient, par leur exemple, une influence plus pernicieuse sur les mœurs de leurs sujets : plus multipliés, ils corrompaient davantage la morale publique, parce que les crimes politiques devenaient fréquents à proportion du nombre des souverains ; le sentiment des lois immuables de la morale et de la religion était détruit par l'histoire de chaque jour, et par les révolutions de chaque état.

Les républiques elles-mêmes n'étaient point à l'abri de cette corruption générale. Dans leur lutte avec les princes dont elles étaient entourées, et aux piéges desquels elles étaient sans cesse exposées, elles avaient adopté plus d'une fois leur politique tortueuse, et on les avait à leur tour soupçonnées de perfidie. D'immenses richesses, accumulées par le commerce, avaient altéré la pureté des principes républicains ; l'argent était un moyen trop assuré d'obtenir le respect du peuple et de parvenir au pouvoir. On faisait peu d'attention aux voies par lesquelles cet argent avait été acquis ; et celui qui malversait dans une administration publique, ou qui détournait les deniers de l'état, savait trop qu'il trouverait toujours assez de moyens de couvrir ses concussions, pourvu qu'elles lui procurassent une grande opulence. Des vols scandaleux furent commis à Florence pendant la lutte de cette république avec Mastino de la Scala, et les peines infligées par le duc d'Athènes au commandant d'Arezzo et à celui de Lucques étaient peut-être méritées, quoique arbitraires. Nous ne parlerons pas de la violence des dissensions civiles, et des révolutions qui donnaient et arrachaient le gouvernement aux diverses classes de citoyens ; c'est le sort nécessaire des républiques, et le prix auquel elles paient ces talents multipliés, cette énergie des caractères, et ces passions généreuses qu'on ne trouve que chez elles. Mais nous reprocherons à ces républiques d'avoir abandonné entièrement l'art et l'esprit militaires, d'avoir laissé la valeur italienne s'éteindre chez les citoyens

et chez les sujets, et de s'être ainsi mises dans la dépendance d'abord des soldats mercenaires allemands qui les trahissaient, plus tard de ces compagnies d'aventure qui les mettaient à contribution d'une manière si honteuse.

Tandis que l'Italie souffrait déjà de tant de désordres et de tant de maux, elle fut frappée coup sur coup des plus redoutables fléaux que le ciel ait en réserve pour châtier la terre. Elle éprouva une famine cruelle, puis la peste la plus terrible dont l'histoire ait gardé le souvenir; et ce fut encore pour elle un troisième fléau que la découverte de l'artillerie, qui date précisément de cette époque calamiteuse. L'invention des armes à feu a eu pour l'espèce humaine des conséquences bien plus désastreuses encore que la peste ou que la famine: elle a soumis la force de l'homme au calcul; elle a réduit le soldat au rang d'une machine; elle a privé la valeur de ce qu'elle avait de plus noble, de ce qui tenait le plus au caractère personnel; elle a augmenté la puissance des despotes, et diminué celle des nations; elle a ôté aux villes leur sûreté, et aux remparts la confiance qu'ils inspiraient. Mais les effets impérissables de cette funeste découverte tardèrent encore longtemps à se manifester. Les bombardes, dont les historiens font mention, pour la première fois, lorsqu'elles furent employées, le 26 août 1346, à la bataille de Crécy, entre les Anglais et les Français, ne parurent d'abord que des machines propres à lancer des traits, dont tout l'avantage était d'effrayer les chevaux par leur explosion et par le feu qui la produisait. Le roi d'Angleterre, qui seul avait des bombardiers dans son armée, les avait placés avec ses archers sur les chars dont il avait entouré son camp. « Leurs bombardes, dit Jean « Villani, lançaient de petites balles de fer, avec du feu, pour « épouvanter et confondre les chevaux [1]. Les archers anglais,

[1] *Giov. Villani.* L. XII, c. 65, p. 947.

« dit-il plus loin, tiraient trois flèches, tandis que les arbalé-« triers génois, au service de France, en tiraient une. A cet « avantage, se joignaient les coups de bombardes, qui cau-« saient tant de bruit et de tremblement, qu'on aurait dit « que Dieu tonnait ; le tout, en tuant beaucoup de monde et « mettant les chevaux en désordre [1]. » Villani mourut deux ans après la bataille de Crécy, en sorte qu'on ne peut le soupçonner d'anachronisme ; et les bombardes dont il parle sont bien évidemment une arme à feu de la nature des nôtres [2], mais il n'a point cru leur invention assez importante pour nous donner sur elle de plus grands détails ; et en effet les changements que l'artillerie devait apporter dans l'art de la guerre ne se firent sentir d'une manière bien marquée qu'un siècle et demi plus tard.

La même année, l'intempérie des saisons fut la cause première de la famine. Dès l'automne de 1345, des pluies excessives, dans les mois d'octobre et de novembre, empêchèrent les semailles ou firent pourrir en terre le blé qui commençait à germer. Au printemps suivant, les pluies recommencèrent avec une égale obstination ; et pendant les trois mois d'avril, mai et juin, la terre fut sans cesse ou inondée, ou tellement détrempée, que les semailles des grains de printemps et des millets [3] ne réussirent pas mieux que celles de l'automne. Cette calamité ne s'arrêta pas à une seule province ; elle fut générale dans toute l'Italie, dans toute la France, et dans plusieurs autres pays encore : aussi n'avait-on jamais vu une

[1] *Giov. Villani*. L. XII, c. 66, p. 948. — [2] L'historien de Pistoia, qui mourut aussi en 1348, parle de bombardes à la même époque, T. XI, p. 516 ; et l'anonyme romain dit qu'au siége de Calais, l'année suivante, « *Odoardo getta fuoco ne la terra, bombarde, spingarde e altre horribili cose.* » *Antiq. Ital.* T. III, p. 359. — [3] Les historiens florentins emploient le mot de *brada* pour désigner tous les grains semés au printemps, pour la nourriture de l'homme, qui ne sont pas des céréales ; aujourd'hui ils entendent surtout par ce mot de blé de Turquie ; mais les botanistes assurent que ce grain n'était pas connu avant la découverte de l'Amérique.

plus mauvaise récolte que celle de 1346. Le vin, l'huile et tous les produits de la terre manquèrent également. On fut bientôt forcé de détruire presque tous les oiseaux de basse-cour, parce qu'on n'avait plus de nourriture à leur donner [1]. La viande de boucherie renchérit aussi considérablement : mais le blé, plus que tout le reste, manqua d'une manière vraiment effrayante ; car les terres ne rendirent que le quart, ou même le sixième de ce qu'elles avaient coutume de produire. Dès la récolte, le boisseau de blé valut, à Florence, trente sous, et il augmenta chaque jour, de manière qu'au 1er de mai 1347 il avait déjà plus que doublé : l'orge et les fèves augmentaient aussi de prix ; et le son lui-même était d'une cherté effrayante, ce qui indiquait combien de malheureux cherchaient à se repaître de cet aliment grossier et insalubre [2].

Cependant le gouvernement de Florence fit des efforts inouïs pour se procurer un approvisionnement suffisant ; il fit acheter des blés en Calabre, en Sicile, en Sardaigne, à Tunis, et dans toute la Barbarie : il donna des arrhes d'avance, sans se laisser rebuter par la cherté des denrées ; et il crut être assuré de quarante mille muids de froment, et de quatre mille muids d'orge [3]. Mais les marchands pisans et génois, avec lesquels il était obligé de contracter, pour faire débarquer le blé à Pise ou à Gênes, ne purent tenir leurs engagements, parce que, dans ces deux villes, comme l'on éprouvait une disette non moins cruelle, les magistrats commencèrent

[1] La paire de chapons se vendit d'un florin d'or à 4 livres, ou 12 à 15 livres tournois ; les poulets et les pigeons, 10 à 12 sous florentins la paire, 40 à 48 sous de France ; la viande inférieure, 7 à 8 sous de notre monnaie, et la meilleure 12 sous. Ces prix sont poids pour poids ; mais l'argent valait, à cette époque, quatre fois plus qu'aujourd'hui. — [2] Le boisseau de blé ou statio de Florence pèse 36 livres poids de marc ; le florin d'or, valant 12 liv. tournois, s'estimait alors à 3 liv. 2 s. Le quintal de blé vint donc à valoir 36 livres poids pour poids, et 144 francs, eu égard au changement que les mines d'Amérique ont occasionné dans la valeur des espèces. — [3] Le muid ou moggio de Florence équivaut à vingt-quatre boisseaux, et doit peser 864 livres poids de marc.

par se pourvoir eux-mêmes, avant de laisser sortir du blé, en sorte qu'il n'en arriva pas à Florence plus de la moitié de ce que le gouvernement avait acheté. Les Florentins tirèrent aussi quelques provisions de la Maremme et de la Romagne, quoique dans ces provinces, de même qu'à Bologne, les vivres fussent aussi rares et aussi chers qu'à Florence [1].

La seigneurie envoyait chaque jour au marché de soixante à quatre-vingts muids de blé, qu'elle faisait vendre au prix courant, d'abord quarante sous, et ensuite cinquante sous le boisseau. Mais comme cette quantité ne se trouvait point suffisante, parce qu'un nombre prodigieux de paysans, accoutumés dans les autres années à vendre leur blé au marché, venaient au contraire en acheter, la seigneurie fit faire des fours, où l'on employait chaque jour de quatre-vingt-cinq à cent muids de blé, pour faire des pains du poids de six onces, où le son n'était point séparé de la farine; on en distribuait ensuite chez les boulangers deux par tête, à raison de quatre deniers florentins la pièce. Lorsqu'on vit ensuite se former, à la porte des boulangers, des attroupements qui augmentaient le sentiment de la misère publique, et répandaient l'effroi parmi le peuple, le gouvernement se détermina à envoyer, de maison en maison, porter à chaque famille les deux pains par tête qui étaient assignés à tous les individus qui la composaient. 1347.—Au mois d'avril 1347, il se trouva, d'après les registres, que quatre-vingt-quatorze mille personnes, à Florence, recevaient ainsi leur pain de l'état; et cependant tous les bourgeois un peu aisés n'étaient pas compris dans ce rôle, parce qu'ils avaient fait leurs provisions, ou qu'à un prix plus élevé ils se procuraient de meilleur pain chez les boulangers. Tous les pauvres et tous les religieux mendiants qui vivaient d'aumônes n'y étaient pas compris non plus, quoique leur foule

[1] *Cronica Miscella di Bologna.* T. XVIII, p. 404.

fût innombrable ; car on les avait congédiés de toutes les terres et les villes voisines, et la misère ou la faim les avaient tous réunis à Florence. Telle fut cependant la générosité, la charité chrétienne des Florentins, que, pendant la durée de cette famine, aucun pauvre, aucun étranger, aucun paysan ne fut renvoyé de la ville, aucun ne fut laissé sans secours, tous furent entretenus par les aumônes publiques ou particulières. « Aussi, dit Villani, devons-nous espérer en Dieu, « qu'il ne regardera point les péchés énormes de nos conci- « toyens ; hélas ! nous l'avons dit, notre ville n'en est que « trop souillée ; mais si c'est son bon plaisir et sa miséricorde, « il compensera nos fautes par les aumônes de nos bons et « vertueux citoyens, comme il le fit à Ninive : car il l'a dit « lui-même, l'aumône efface le péché [1]. »

Cette famine avait été générale en Italie, et toutes les villes n'y avaient pas pourvu par des réglements aussi sages ou aussi généreux que les Florentins : aussi laissa-t-elle après elle un affaiblissement dans la constitution de la masse du peuple, et une disposition aux maladies épidémiques, qui ne tarda pas à se manifester. Cependant, pour que le pauvre ne fût pas tourmenté à la fois par la famine, par la maladie et par ses créanciers, la seigneurie florentine suspendit les poursuites juridiques pour les petites dettes ; et elle délivra, le jour de Pâques, comme une offrande à Dieu, tous les prisonniers débiteurs de la communauté, et tous ceux qui étaient arrêtés pour des fautes peu graves. En même temps, elle offrit à ceux qui étaient poursuivis pour des amendes la faculté de se racheter avec quinze pour cent de la somme portée par leur sentence. Mais la misère était si grande que bien peu de gens purent profiter de cette faveur [2].

Pendant l'été de 1347, la mortalité fut assez grande à Flo-

[1] *Giov. Villani.* L. XII, c. 72, p. 954. — [2] *Ibid.* c. 82, p. 963.

rence, surtout parmi les pauvres, les femmes et les enfants; et l'on estima que l'épidémie avait enlevé environ quatre mille personnes. Mais pendant le même temps un fléau plus terrible se préparait en Orient. Dans les relations des phénomènes qui accompagnèrent la peste, il n'est pas facile de distinguer les bruits populaires, qu'une superstition éveillée par la crainte faisait accueillir avidement, d'avec les calamités plus réelles qui occasionnèrent sans doute l'épidémie. Dans le royaume de Casan, à ce que raconte Jean Villani, la terre fut ébranlée par de violentes secousses; plusieurs villes et plusieurs villages s'abîmèrent : les gouffres qui s'entr'ouvrirent vomissaient des flammes, qui, s'attachant aux herbes sèches, s'étendirent à plusieurs journées à la ronde. Ceux qui échappèrent à ces bouleversements portèrent avec eux une maladie contagieuse, qu'ils répandirent sur les bords du Tanaïs et à Trébisonde, et qui, dans cette contrée, sur cinq personnes en emportait quatre. A Sébastia, les pluies furent accompagnées de la chute d'une énorme quantité d'insectes noirs, à huit pattes, avec une queue, les uns morts, les autres vivants; la piqûre des derniers était venimeuse; la corruption des premiers infectait l'air. La peste née dans ces deux pays se répandit dans tout le Levant; elle parcourut la Syrie, la Chaldée, la Mésopotamie, l'Égypte, les îles de l'Archipel, la Turquie, la Grèce [1], l'Arménie et la Russie [2]. Les marchands italiens qui étaient établis dans différents ports du Levant voulurent s'enfuir avec leurs marchandises : huit galères génoises, entre autres, partirent de la mer Noire dans l'espérance d'échapper à la contagion; mais elles la portaient avec elles. Lorsqu'elles arrivèrent en Sicile, elles avaient déjà perdu tant de matelots, que quatre de ces galères furent abandon-

[1] *Nicephorus Gregoras hist. Byzant.* L. XVI, c. 1, p. 405. — [2] *Giov. Villani.* L. XII, c. 83, p. 963.

nées. Les malades qui descendirent à terre communiquèrent l'infection aux habitants de la ville où ils avaient débarqué; de là elle se répandit rapidement dans toute la Sicile, la Corse, la Sardaigne, et les côtes de la Méditerranée. Les marchands, qui continuaient à fuir, débarquèrent les uns à Pise, les autres à Gênes; et comme aucune précaution n'avait encore été prise pour arrêter les maladies contagieuses, partout où ils se présentèrent ils apportèrent la mort avec eux. 1348. — En 1348, la peste infecta toute l'Italie, à la réserve de Milan et de quelques cantons au pied des Alpes, où elle fut à peine sentie. La même année, elle passa les montagnes, et s'étendit en Provence, en Savoie, en Dauphiné, en Bourgogne; et, par Aigues-Mortes, elle pénétra en Catalogne. L'année suivante, elle parcourut tout le reste de l'Occident, jusqu'aux rives de la mer Atlantique, la Barbarie, l'Espagne, l'Angleterre et la France. Le Brabant seul parut épargné, et ressentit à peine la contagion. En 1350, elle s'avança vers le nord, et se répandit chez les Frisons, les Allemands, les Hongrois, les Danois et les Suédois[1]. Ce fut alors, et par cette calamité, que la république d'Islande fut détruite. La mortalité fut si grande dans cette île glacée, que ses habitants cessèrent dès lors de former un corps de nation.

Les symptômes de cette peste ne furent pas partout les mêmes. En Orient, un saignement de nez annonçait l'invasion de la maladie; en même temps il était le présage assuré de la mort. A Florence, au commencement de la maladie, on voyait se manifester, ou à l'aine, ou sous les aisselles, un gonflement qui égalait ou surpassait même la grosseur d'un œuf. Plus tard ce gonflement, qu'on nomma *gavocciolo*, parut indifféremment dans toutes les parties du corps; plus tard encore, la maladie changea de nouveau de symptôme, et

[1] *Matteo Villani*. L. I, c. 2, p. 12, T. XIV, *Rer. It.*

se manifesta le plus souvent par des taches noires ou livides, qui chez les uns étaient larges et rares, chez les autres petites et fréquentes. On les voyait d'abord sur les bras ou les cuisses, et ensuite sur le reste du corps[1]. De même que le *gavocciolo*, ces taches étaient l'indice d'une mort prochaine. L'art d'aucun médecin ne pouvait arrêter le mal, quoiqu'au commencement de l'épidémie, outre les docteurs reconnus, un nombre prodigieux de charlatans et de bonnes femmes se mêlassent de donner des remèdes qui ne sauvèrent aucun malade. La plupart mouraient dans le troisième jour, et presque toujours sans fièvre ou aucun accident nouveau.

Bientôt tous les lieux infectés furent frappés d'un effroi extrême, quand on remarqua avec quelle inexprimable rapidité la contagion se répandait; il suffisait non seulement de converser avec les malades, ou de s'approcher d'eux, mais de toucher aux choses qu'ils avaient touchées, ou qui leur avaient appartenu, pour être frappé sur-le-champ de la maladie. L'on vit des animaux tomber morts en touchant à des habits qu'ils avaient trouvés dans les rues. On ne rougit plus alors de manifester sa lâcheté et son égoïsme. Non seulement les citoyens s'évitaient l'un l'autre, mais les voisins négligeaient leurs voisins; et les parents, s'ils se visitaient quelquefois, s'arrêtaient à une distance du malade, qui indiquait leur effroi : l'on vit bientôt le frère abandonner son frère; l'oncle, son neveu; l'épouse, son mari; et même quelques pères et mères s'éloignèrent de leurs enfants. Aussi ne resta-t-il d'autres ressources à la multitude innombrable des malades que le dévouement héroïque d'un bien petit nombre d'amis, ou l'avarice des domestiques, qui, pour un immense salaire, se décidaient à braver le danger. Encore ces derniers étaient-ils,

[1] J'emprunte de la fameuse introduction au *Décamérone* de Boccace, presque toute cette description de la peste.



Tony Johannot pinxit. Audibran sculp

LA PESTE DE FLORENCE.

[illegible]

pour la plupart, des campagnards grossiers et peu accoutumés à servir les malades ; tous leurs soins se bornaient d'ordinaire à exécuter quelques ordres que leur donnaient les pestiférés, et à porter à leurs familles la nouvelle de leur mort. De cet abandon et de la terreur qui frappait les esprits, naquit un usage bien opposé aux mœurs antiques ; c'est qu'une femme, jeune, belle et modeste, ne refusait plus de se faire servir dans sa maladie par un homme, même un jeune homme, et de se dépouiller devant lui de tout vêtement, toutes les fois que la maladie l'exigeait, aussi bien qu'elle l'aurait fait devant une femme.

L'ancienne coutume à Florence voulait que les parentes et les voisines d'un mort se rassemblassent dans sa maison pour le pleurer en commun avec les femmes qui lui appartenaient de plus près, tandis que les proches, les voisins et les amis se réunissaient devant la maison avec les prêtres. Le mort était ensuite porté, par des hommes de même état que lui, à l'église que lui-même avait choisie ; des prêtres, qui chantaient et portaient des flambeaux, précédaient le cortége ; les citoyens qui s'étaient rassemblés devant la porte marchaient ensuite et terminaient la pompe funèbre. Mais ces usages cessèrent pendant la violence de la peste, et des usages contraires leur furent substitués. Non seulement les malades mouraient sans être entourés de beaucoup de femmes, plusieurs n'avaient pas même un assistant dans les derniers moments de leur existence. On était persuadé que la tristesse préparait à la maladie : on croyait avoir éprouvé que la joie et les plaisirs étaient le remède le plus assuré contre la peste ; et les femmes mêmes cherchaient à s'étourdir sur le lugubre appareil des funérailles, par le rire, les jeux et les plaisanteries. Bien peu de corps étaient portés à la sépulture par plus de dix ou douze voisins, encore les porteurs n'étaient-ils plus des citoyens considérés, du rang du défunt, mais des fossoyeurs de la dernière classe,

qui se faisaient nommer *Becchini*. Pour un gros salaire, ils transportaient la bière avec précipitation, non point à l'église désignée par le mort, mais à la plus prochaine. Souvent quatre ou six prêtres les précédaient, avec un petit nombre de cierges; quelquefois aussi il n'y en avait aucun. Ces prêtres, sans se fatiguer par un office trop long ou trop solennel, plaçaient le cadavre, à l'aide des *Becchini*, dans la première fosse qu'ils trouvaient ouverte.

Le sort des pauvres, et même des gens d'un état médiocre, était bien plus misérable : retenus, par la pauvreté, dans des maisons malsaines, et rapprochés les uns des autres, ils tombaient malades par milliers; et comme ils n'étaient ni soignés ni servis, ils mouraient presque tous. Il y en avait beaucoup, et de jour et de nuit, qui finissaient dans les rues leur misérable existence; beaucoup qui, abandonnés dans leurs maisons, apprenaient leur mort à leurs voisins par l'odeur fétide qu'exhalait leur cadavre. La peur de la corruption de l'air, bien plus que la charité, engageait les voisins à visiter les appartements, à sortir des maisons les cadavres, et à les placer devant les portes. Chaque matin on en pouvait voir un grand nombre déposés ainsi dans les rues; on faisait ensuite venir des bières, ou, à leur défaut, une planche sur laquelle on emportait le cadavre. Plus d'une bière contint en même temps le mari et la femme, ou le père et le fils, ou deux ou trois frères. Lorsque deux prêtres, avec une croix, précédaient un convoi funèbre, et disaient l'office des morts, de chaque porte on voyait sortir d'autres bières qui se joignaient au cortége; et les prêtres, qui ne s'étaient engagés que pour un seul mort, en avaient sept et huit à ensevelir.

La terre consacrée ne suffisant plus aux sépultures, on commença à faire dans les cimetières des fosses immenses, dans lesquelles on rangeait les cadavres par lits à mesure qu'ils arrivaient, et on les recouvrait ensuite d'un peu de

terre. Cependant les survivants, persuadés que les divertissements, les jeux, les chants, la gaieté, pouvaient seuls les préserver de la peste, ne songeaient plus qu'à chercher des jouissances, non seulement chez eux, mais dans les maisons étrangères, toutes les fois qu'ils croyaient y trouver quelque chose qui fût à leur gré. Tout était à leur discrétion; car chacun, comme ne devant plus vivre, avait abandonné le soin de soi-même et de ses biens. La plupart des maisons étaient devenues communes, et l'étranger y entrait, en faisait usage comme aurait fait le propriétaire. Le respect pour les lois divines et humaines était détruit; leurs ministres et ceux qui devaient veiller à leur exécution étaient ou morts, ou malades, ou tellement dépourvus de gardes et de subalternes, qu'ils ne pouvaient imprimer aucune crainte : aussi chacun se regardait-il comme libre de faire tout ce que sa fantaisie lui suggérait.

Les campagnes n'étaient pas plus épargnées que les villes; les châteaux et les villages, dans leur petitesse, étaient une image de la capitale. Les malheureux laboureurs qui habitaient les maisons éparses dans les champs, qui ne pouvaient espérer ni conseils de médecins, ni soins de domestiques, mouraient sur les chemins, dans leurs champs, ou dans leurs maisons, non point comme des hommes, mais comme des bêtes. Aussi, devenus négligents de toutes les choses de ce monde, comme si le jour était venu où ils ne pouvaient plus échapper à la mort, ils ne s'occupaient plus à demander à la terre ses fruits ou le prix de leurs fatigues, mais ils s'efforçaient de consommer ceux qu'ils avaient déjà recueillis. Le bétail, chassé des maisons, errait dans les champs abandonnés, au milieu des récoltes qu'on n'avait point moissonnées, et le plus souvent il rentrait de lui-même, le soir, dans ses étables, quoiqu'il ne restât plus de maîtres ou de bergers pour le surveiller.

Aucune peste, dans aucun temps, n'avait encore frappé tant de victimes. Sur cinq personnes, il en mourut trois à Florence et dans tout son territoire [1]. Boccace estime que la ville seule perdit plus de cent mille individus. A Pise, sur dix personnes il en mourut sept; mais quoique dans cette ville on eût reconnu, comme ailleurs, que quiconque touchait un mort, ou ses effets, ou même son argent, était frappé de la contagion, et quoiqu'il n'y eût plus personne qui voulût, pour un salaire, rendre aux morts les derniers devoirs, cependant aucun cadavre ne demeura dans les maisons sans sépulture. Les citoyens s'appelaient les uns les autres au nom de la charité chrétienne, et se disaient : « Aidons-nous à porter ce mort à la fosse, afin que nous y soyons portés à notre tour [2]. » A Sienne, l'historien Agnolo de Tura raconte que, dans les quatre mois de mai, juin, juillet et août, la peste enleva quatre-vingt mille personnes, et que lui-même ensevelit de ses propres mains ses cinq fils dans la même fosse [3]. La ville de Trapani, en Sicile, resta complétement déserte. Tous les habitants moururent, jusqu'au dernier [4]. Gênes perdit quarante mille habitants; Naples soixante mille, et la Sicile, sans doute avec la Pouille, cinq cent trente mille [5]. En général, on calcula que, dans l'Europe entière, qui fut soumise, d'une extrémité à l'autre, à cet épouvantable fléau, les trois cinquièmes de la population furent détruits.

La perte de l'Europe ne doit pas se calculer seulement sur le nombre des morts, mais aussi sur la foule de gens distingués qui périrent, tandis que, comme le remarque un historien de Rimini, la peste épargna tous ceux dont la mort eût été désirable [6]. Celui qui mérite le plus nos regrets, c'est Gio-

[1] *Matteo Villani.* L. I, c. 2, p. 14. — [2] *Croniche di Pisa.* T. XV, p. 1021. — *Voyez* aussi, sur la peste à Padoue, *Cortusiorum Historia.* L. IX, c. 14, T. XII, p. 926. — [3] *Cronica Sanese*, T. XV, p. 123. — [4] *Chronicon Estense.* T. XV, p. 448. — [5] *Ibid.* et *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 409. — [6] *E mori di tre persone le due... fuorche tiranni e grandi signori, non mori nessuno.* Cronaca Riminese. T. XV, p. 904.

vanni Villani, l'historien le plus exact, le plus véridique, le plus élégant et le plus animé qu'eût encore produit l'Italie. Nous avons fait un usage habituel de son histoire, pendant plus d'un demi-siècle, avec la confiance que l'on doit à un auteur contemporain, judicieux, et qui lui-même a pris part aux affaires. Villani, comme il nous l'apprend dans ses écrits, avait été à Rome au jubilé de l'an 1300; et c'est là que, comparant la décadence de cette ville capitale du monde avec la grandeur croissante de sa patrie, il avait formé le projet d'écrire l'histoire de Florence [1]. Villani, qui était associé dans une maison de commerce, avait aussi voyagé en France et dans les Pays-Bas, sans doute pour les affaires de cette maison. Il fut membre plus d'une fois de la magistrature suprême; il exerça aussi divers emplois publics, tels que ceux de directeur de la monnaie, des fortifications, de l'office d'abondance pour les blés. En 1323, il avait servi dans l'armée contre Castruccio; en 1341, il fut au nombre des otages donnés à Mastino de la Scala pour l'accomplissement du traité fait avec lui. C'est ainsi qu'il se montra capable de suivre à la fois toutes les carrières publiques et privées. Vers la fin de sa vie, il fut ruiné par la faillite des Bonaccorsi, auxquels il était associé; on a même écrit qu'il fut traîné en prison pour dettes. Les derniers livres de son histoire paraissent se ressentir de ses malheurs privés, et indiquer que l'auteur était devenu morose et défiant. Lorsqu'il mourut de la peste, en 1348, il devait être déjà parvenu à un âge assez avancé [2].

D'autres chroniques italiennes finissent à la même époque. Ce qui donne lieu de croire que leurs auteurs furent emportés par la même épidémie [3]. Giovanni d'Andréa, le plus illustre des jurisconsultes d'Italie, à Bologne, et la

[1] *Giov. Villani.* L. VIII, c. 36, p. 367.—[2] *Tiraboschi storia della Letteratura italiana.* T. V, L. II, c. 6, § 14, p. 380. — [3] *Andrea Dei,* auteur de la Chronique de Sienne, et l'anonyme de Pistoia.

célèbre Laure, à Avignon, furent aussi victimes de ce fléau.

Pendant la durée de la famine et ensuite de la peste, les peuples d'Italie, accablés sous le poids de ces calamités, demeurèrent pour la plupart dans une inaction forcée. L'ambition et toutes les passions politiques ne pouvaient plus agir sur des hommes que la mort menaçait chaque jour, et qui ne connaissaient plus d'avenir. Cependant quelques révolutions éclatantes signalèrent cette époque même; ce fut au moment où la famine finissait à Pise, et où la peste allait y commencer, que cette ville se divisa en deux factions nouvelles, les Bergolini et les Raspanti, factions qui succédèrent à celles des comtes et des Visconti, dont on commençait à oublier les noms, et à celles des nobles et du peuple qu'on avait vues éclater depuis.

Le jeune comte Rénier, héritier de la famille de la Ghérardesca et du crédit que cette maison exerçait depuis longtemps sur le parti populaire, était parvenu à sa dix-huitième année. Presque dès son enfance il avait été revêtu, comme par droit héréditaire, de la charge de capitaine-général de Pise; et la république avait été administrée, en son nom, par Dino de la Rocca, son parent, et par les principaux chefs du parti populaire. Mais, lorsque Rénier eut enfin des goûts et des volontés personnelles, des hommes qui avaient longtemps appartenu à un parti opposé à sa famille réussirent à s'emparer de son esprit. Le plus distingué de ces nouveaux conseillers, qu'on appela *Bergolini*, à cause d'un surnom donné au jeune comte, était André Gambacorta, chef d'une famille qui devint bientôt la plus puissante de Pise, lorsque les anciennes maisons affaiblies par la peste eurent perdu presque tout leur crédit. Dino de la Rocca, qui était issu de la famille Ghérardesca, cherchait à tenir rassemblés les anciens partisans des comtes et les chefs du parti populaire : plusieurs maisons illustres de Pise étaient

associées à sa cause [1], et occupaient encore avec lui les principales charges de l'état. Mais on les accusait d'avoir malversé dans l'administration des deniers publics, d'où leur vint le nom de *Raspanti;* et cette accusation qui prévenait contre eux le peuple, jointe à leur brouillerie avec le capitaine-général, pouvait, d'un moment à l'autre, les faire exclure de toutes les places [2].

Tandis que l'inconstance du comte de la Ghérardesca paraissait menacer Pise d'une révolution, ce jeune homme mourut, non sans qu'on accusât les Raspanti de l'avoir fait empoisonner. L'irritation des partis s'accrut encore par le soupçon de ce crime : en vain les magistrats faisaient punir de la manière la plus rigoureuse ceux qui, par des propos piquants ou des chansons populaires, entretenaient l'animosité des deux factions ; en vain ils forcèrent les chefs à unir leurs familles par des mariages, à promettre d'observer la paix, à le jurer même sur l'autel ; une défiance mutuelle tenait chaque parti armé dans ses maisons, et prêt à combattre ; chaque nuit un incendie, allumé pour exciter une sédition, éclatait dans quelque quartier : l'irritation allait croissant ; elle ne put plus être contenue ; et le 24 décembre, après un combat autour de la maison de Dino de la Rocca, les Bergolini demeurèrent victorieux : les Raspanti furent chassés de la ville, et André Gambacorta fut mis à la tête de la république [3].

Mais cette révolution de Pise était peu de chose auprès de celles auxquelles la mort du roi André à Naples avait donné lieu dans l'Italie méridionale. Le roi Louis de Hongrie était

[1] Les Ra., Scacchiéri, Bénetti, Pandolfini, Rosselmini, Lei-Vernagalli, Scarsi, Botticella, et Lambertucci. — *Cronica di Pisa*. T. XV, p. 1018. — Avec Gambacorti, on voyait d'autre part Cecco d'Agliata, les Gualandi, Sismondi, Lanfranchi, et Baccarossi. — [2] *Raspare* veut dire enlever en grattant, et figurément faire sa main, voler dans une administration. — [3] *Cronica di Pisa*, T. XV, p. 1017-1020. — *B. Marangoni Cronica di Pisa*, p. 703. — *Giovanni Villani*. L. XII, c. 118, p. 999.

déterminé à tirer vengeance du meurtre de son frère, et ce fut au milieu des calamités de la famine et de la peste qu'il accomplit ses projets. La résistance vigoureuse que les Vénitiens lui avaient opposée, en 1346, devant les murs de Zara, l'avait empêché de réunir cette ville à son royaume, et d'établir par son port la communication de la Hongrie avec les provinces d'Apulie, au travers de l'Adriatique. Zara, que Louis n'avait pu délivrer, et qui avait soutenu avec obstination un siége de dix-huit mois, se rendit enfin aux Vénitiens, au mois de décembre 1326. Les Jadriotes parurent la corde au cou devant le sénat de Venise, pour demander pardon de leur rébellion [1] ; et le roi Louis, qui leur avait promis de les protéger, ajourna sa vengeance contre Venise après celle qu'il voulait tirer de la reine Jeanne.

Ni l'élection de Charles IV, et la guerre qu'il excita en Allemagne, ni la mort de Louis de Bavière, ne firent renoncer le roi de Hongrie à l'expédition qu'il méditait. Il envoya devant lui son frère naturel, l'évêque des cinq Églises, pour préparer les peuples en sa faveur. La ville d'Aquila ouvrit ses portes à ce prélat hongrois ; presque toutes les Abruzzes aussi bien que le comte de Fondi se déclarèrent pour lui [2]. Le roi, qui avait communiqué à tous ses sujets le désir de vengeance dont il était lui-même animé, se mit en route plus tard. Il partit de Bude le 3 novembre 1347, avec une armée peu nombreuse, et un trésor considérable, aimant mieux solder des troupes en Italie que de les conduire de si loin [3].

L'armée hongroise prit la route de terre, et fit le tour du golfe Adriatique par Udine, Padoue, Vérone, Bologne et les villes de la Romagne. Le roi se présentait partout comme

[1] *Chronicon Estense*. T. XV, p. 433.—*Chronicon Mutinense*. T. XV, p. 607.—[2] *Giov. Villani*. L. XII, c. 88, p. 967. — [3] Giov. Villani dit qu'il n'avait que mille chevaliers. Bonfinius parle de dix-huit légions, mais il n'indique point de combien d'hommes elles étaient composées. *Rerum Hungaric. D. II*, L. X, p. 262.

l'ami des petits seigneurs dont il traversait les états : il n'annonçait d'autre ambition que celle de venger son frère, et de punir un crime atroce ; et, loin d'être arrêté dans sa route, il grossit son armée d'une foule de volontaires qui se mirent à sa solde [1].

L'Église parut, il est vrai, entreprendre la défense d'un royaume pour lequel aucun prince séculier ne voulait s'armer. Un légat du pape arrêta le roi de Hongrie à Fuligno ; il lui défendit de nourrir davantage des projets de vengeance, puisque le juge député par le Saint-Siége avait déjà puni tous les vrais coupables : il lui déclara que la souveraineté de Naples appartenait à l'Église, et que c'était au successeur de saint Pierre qu'un chrétien devait recourir, non au sort des armes, pour faire valoir ses droits sur ce royaume feudataire. « Allez dire à notre saint Père, répondit Louis, que plus de « deux cents coupables demeurent encore impunis dans ce « royaume, qui m'appartient par droit de succession. Avec « l'aide de Dieu, je compte bientôt y faire meilleure justice. « Lorsque j'aurai mis la couronne de Naples sur ma tête, je « ne refuserai point à l'Église l'hommage et le tribut que je « lui dois. Si vous m'excommuniez, cependant, j'en appellerai « à Dieu de votre sentence : il est plus grand que le pape, et « connaît la justice de ma cause [2]. »

Louis continua ensuite sa route ; et, dans les premiers jours de décembre, il parvint sur les frontières du royaume. La reine Jeanne, le 20 août 1347, avait épousé Louis de Tarente, son cousin : par cette union avec l'un des meurtriers de son mari, elle ne laissait plus de doute sur sa participation au crime dont le roi de Hongrie l'accusait ; les peuples invoquaient eux-mêmes un vengeur de cet attentat. Aquila, Sul-

[1] *Giov. Villani.* L. XII, c. 106, p. 983.—*M. Joh. de Thwrocz Chron. Hungaror.* P. III, c. 10, p. 180. — *Script. Hung.* T. I. — [2] *Giov. Villani.* L. XII, c. 106, p. 985.

mone et Sanguinetto ouvraient leurs portes aux Hongrois; les princes du sang, jaloux de l'élévation d'un de leurs égaux, se détachaient de Jeanne; le duc de Duraz se préparait à lui faire la guerre [1]; et Louis de Tarente, qui s'était placé à Capoue pour disputer aux Hongrois le passage du Vulturne, voyait son armée diminuer chaque jour [2].

Mais Louis de Tarente n'eut pas même l'occasion de mettre à l'épreuve le courage de ses troupes, dont il se défiait. Le roi de Hongrie ne tenta point le passage du Vulturne : il prit la route du comté d'Alife; et, le 11 janvier, il arriva à Bénévent, avec une armée forte de six mille hommes de cavalerie pesante. Le trouble et l'effroi régnaient à Naples : le grand-sénéchal, Nicolas des Acciaiuoli, républicain florentin, qui, au milieu d'une cour corrompue, était demeuré fidèle aux principes d'une morale sévère, et qui s'efforçait désormais de sauver une reine dont il avait vainement voulu prévenir les fautes et les déréglements, ne trouvait personne, parmi les courtisans ou la noblesse, qui voulût le seconder. La ville ne songeait pas même à repousser les Hongrois; et Jeanne prit enfin le parti d'abandonner son royaume, sans avoir livré un seul combat pour le défendre : elle s'embarqua, le 15 janvier, à Naples, avec ses confidents les plus chers; elle fit porter sur sa galère le peu d'argent qui lui restait encore des trésors amassés par le roi Robert, et elle fit voile vers la Provence, où ses barons devaient lui faire éprouver à leur tour leur arrogance et leur mécontentement. Louis de Tarente et Nicolas des Acciaiuoli s'embarquèrent peu de jours après pour la suivre, et toutes les villes du royaume s'empressèrent d'envoyer à Louis de Hongrie des députations pour se soumettre à lui [3].

[1] *Giov. Villani.* L. XII, c. 98, p. 976. — [2] *Dominici de Gravina. Chron. de Reb. in Apulia Gestis.* T. XII, p. 576.—[3] *Giov. Villani.* L. XII, c. 110, p. 990.—*Gravina Chr. de Reb. in Apul. Gestis.* p. 578.

Les princes du sang qui n'avaient point suivi Jeanne dans sa fuite hésitaient cependant encore à se mettre entre les mains du roi de Hongrie. Charles, duc de Duraz, surmonta le premier cette défiance, et dédaigna les conseils plus timides de ses amis. Il se rendit auprès du roi, son cousin; il lui fit hommage comme à son nouveau souverain, et il reçut de lui l'accueil le plus flatteur. Sur ses invitations, plusieurs fois répétées, ses frères et ses cousins se rendirent aussi auprès du roi, et ils furent reçus en grâce [1].

L'armée hongroise était parvenue à Averse; et Louis, avant de quitter cette ville, voulut voir le lieu où son frère avait péri. Il se rendit, le 24 janvier, avec tous les princes du sang, au balcon même où le malheureux André avait été étranglé. Peut-être toutes les circonstances de ce crime, retracées si fortement à ses yeux et à sa mémoire, excitèrent-elles en lui un accès inattendu de fureur qu'on prit pour la suite d'un plan perfide conçu d'avance; mais il se retourna avec emportement vers Charles de Duraz, qu'il appela un mauvais traître; il lui reprocha d'avoir, par ses intrigues, occasionné le meurtre d'André, auquel il espérait succéder. « Il faut que « tu meures, dit-il enfin, là où tu l'as fait mourir. » Au même instant, un Hongrois frappa le duc de Duraz à la poitrine; d'autres le saisirent par les cheveux, le jetèrent en bas du balcon d'où André avait été jeté, et le firent périr sur la même place [2]. Les autres princes du sang furent arrêtés et envoyés en Esclavonie. Un fils d'André et de Jeanne, déjà nommé duc de Calabre, avait été laissé par sa mère au château de l'Œuf; il fut aussi envoyé par Louis dans ses états héréditaires [3]. Après ce jeune enfant, le duc de Duraz était le plus proche héritier des deux trônes de Hongrie et de

[1] *Dominici de Gravina Chron. Apul.* p. 579. — [2] *Giov. Villani.* L. XII, c. 111, p. 991. — *Dominici de Gravina Chron. Apul.* p. 581. — [3] Tous ces princes furent enfermés au château de Wisgrade. *J. de Thwrocz Chr. Hungar.* T. III, p. 180, c. 11.

Naples ; et, comme il avait épousé Marie, sœur de Jeanne, il avait réuni les droits de la famille de Robert aux siens propres. Des lettres de lui, que les Hongrois avaient surprises, indiquaient qu'en effet il avait nui à André à la cour du pape, peut-être dans l'espérance de le supplanter : mais il n'avait point trempé dans la conjuration de Louis de Tarente ; il avait pris des premiers les armes pour le combattre : il avait été appelé auprès de Louis de Hongrie par les assurances les plus positives d'amitié et de bienveillance ; il avait été invité à sa table, et il fut victime d'une perfidie qui souille seule le caractère chevaleresque du monarque hongrois.

Ce dernier prit ensuite pacifiquement possession de Naples et du royaume ; et comme il ne rencontrait plus de résistance nulle part, il congédia les troupes mercenaires qu'il avait à sa solde, pour délivrer de leur oppression les provinces qu'il avait conquises. Parmi ces soldats se trouvait le même duc Guarniéri, qui, peu d'années auparavant, avait formé la grande compagnie et ravagé la Toscane et la Romagne. Guarniéri s'empressa de réunir les gens de guerre licenciés par le roi pour en former une compagnie nouvelle avec laquelle il entra, par Terracine, dans les états du pape. Cette troupe de brigands, plus régulièrement organisée que la première, devait plus longtemps aussi répandre la terreur dans toute l'Italie [1].

Cependant la peste avait commencé à se manifester dans le royaume de Naples, et elle avait déjà frappé plusieurs des serviteurs du roi de Hongrie. Les Napolitains, toujours plus disposés à la révolte qu'à la résistance, commençaient à montrer quelque mécontentement. Les Hongrois étaient impatients de quitter un pays où une prompte mort les menaçait tous. Louis confia le commandement des châteaux de Naples

[1] *Giov. Villani.* L. XII, c. 119, p. 994.

à Conrad Wolfart, surnommé Lupo, baron allemand, auquel il laissa douze cents hommes d'armes [1]; il nomma son frère, Ulric Wolfart, gouverneur de la Pouille. A ces deux généraux il joignit Étienne, fils de Ladislas Laczk, vayvode de Transylvanie; et, sous prétexte de visiter lui-même les provinces conquises, il se rendit à Barlette à la fin de mai 1348; il s'y embarqua sur un vaisseau léger, et passa, par l'Esclavonie, en Hongrie, avant que les Napolitains soupçonnassent seulement qu'il voulait quitter leur royaume [2].

Pendant que la peste durait dans toute sa violence, la reine de Naples, que ses barons mécontents avaient retenue quelque temps prisonnière en Provence, fut avertie que les Napolitains, déjà lassés du joug des Hongrois, soupiraient après son retour, et promettaient de la rétablir sur le trône; mais ses finances étaient complétement épuisées, son crédit était anéanti, et elle s'estima heureuse que le pape voulût bien acheter d'elle, au prix de trente mille florins, sa souveraineté sur Avignon. Clément VI, qui n'avait point voulu reconnaître Louis de Tarente comme roi de Naples, lui donna à cette occasion le titre de roi de Jérusalem [3]. Les deux époux partirent ensuite avec dix galères génoises qu'ils avaient prises à leur solde; et, à la fin d'août 1348, ils arrivèrent à Sainte-Marie-del-Carmine, proche de Naples, où les barons napolitains s'étaient rendus pour leur faire hommage. Le duc Guarniéri, avec la grande compagnie, s'était mis à la solde de Jeanne; et la reine rentra en triomphe dans sa capitale, mais non dans son palais, qui était fortifié et occupé par les Hongrois [4].

[1] *Dominici de Gravina Chron.* p. 586. — Bonfinius nomme ce général *Wolfart*; le surnom de *Lupo* ne sera sans doute qu'une traduction de son nom; les Italiens en ont fait Guilforte. *Dec. II*, L. X, p. 263. — [2] *Matteo Villani.* L. I, c. 13 et 14, p. 22. — Nous commençons ici à faire usage de cet historien, qui a continué la narration de son frère Giovanni avec plus de détails encore, puisqu'en onze livres il comprend à peine l'histoire de seize ans. Il est imprimé T. XIV, *Rer. Ital.*— [3] *Matteo Villani.* L. I, c. 19, p. 24. — [4] *Dominici de Gravina Chron.* p. 587.

Louis de Tarente entreprit avec assez d'activité de recouvrer, de concert avec le duc Guarniéri, le royaume qui appartenait à sa femme. Il se rendit maître en peu de temps de trois des forteresses qui commandent Naples, et il s'avança ensuite dans la Pouille à la rencontre de Conrad Wolfart, qui, avec de l'argent reçu de Hongrie, avait levé une armée nombreuse [1]. Mais, en combattant contre ces mercenaires avec des troupes également étrangères, Louis de Tarente fut obligé d'abandonner les provinces à leur discrétion, pour se concilier l'amour de ses soldats ; car le général le plus impitoyable était sûr d'être le mieux obéi. Wolfart, qui ne gardait aucun ménagement avec les malheureux Apuliens, débauchait facilement les troupes de son adversaire. Il avait abandonné la ville de Foggia au pillage ; et les habitants, dépouillés de tous leurs biens, avaient été soumis à d'horribles tortures par les Allemands, qui voulaient forcer ces malheureux à révéler de nouvelles richesses [2]. Le duc Guarniéri, qui désirait avoir part à ce pillage, se laissa surprendre par Wolfart, à Cornéto, avec son armée ; et, après avoir été fait prisonnier, il passa au service du roi de Hongrie [3]. Louis de Tarente ne pouvant plus alors opposer aucune résistance, les provinces du royaume furent abandonnées à l'avidité de soldats étrangers, sans foi, sans honneur et sans pitié.

L'armée des mercenaires, après plusieurs mois de dévastations, avait enfin épuisé les ressources de cette riche contrée, lorsqu'un légat du pape vint trouver les capitaines allemands, au nom de la reine et de la ville de Naples, afin d'acheter d'eux, par une énorme contribution, une trêve de

[1] *Dominici de Gravina Chron.* p. 694. — [2] *Ibid.* p. 595. — Il faut voir dans Gravina le détail de ces cruautés qui glacent l'âme d'effroi. Le récit de cet historien ne comprend que quatre ou cinq ans, mais il parle d'événements passés sous ses yeux, et auxquels il a souvent eu une grande part. — [3] La surprise de Guarniéri est attribuée, par M. Villani, à sa trahison, L. I, c. 35-40, p. 39 ; par Gravina, à son imprudence. *Chron. Apul.* p. 592.

quelques mois. Les mercenaires se rassemblèrent alors à Averse, pour partager entre eux le butin qu'ils avaient accumulé dans cette ville. Ils avaient forcé, par des tourments prolongés, leurs prisonniers à faire passer dans leurs mains toute leur fortune et tous les secours qu'ils pouvaient arracher à la pitié de leurs parents ou de leurs amis. Ils avaient levé de pesantes contributions sur toutes les villes auxquelles ils avaient fait grâce du pillage; et indépendamment de tout ce qu'ils avaient consommé pendant la guerre, de tous les chevaux, de toutes les armes, de tous les joyaux qu'ils s'étaient appropriés, il leur restait à partager entre eux une somme de cinq cent mille florins. Après la division du butin, le duc Guarniéri avec le comte Lando et Gianni d'Ornich s'acheminèrent vers l'Italie septentrionale. Mais Conrad Wolfart demeura en Pouille, au service du roi de Hongrie, avec un autre aventurier, le frère de Montréal, chevalier de Jérusalem, que sa bravoure et sa cruauté rendirent bientôt également célèbre[1].

1349. — Au nord de l'Italie les républiques toscanes et les tyrans de Lombardie demeurèrent quelque temps dans un repos forcé, après la cessation de la peste, qui ne durait guère plus de cinq mois dans chaque pays. Occupés à réparer les pertes qu'ils avaient éprouvées, ou à rendre de la force au gouvernement, ils ne cherchaient pas de nouvelles querelles au dehors, et ils étaient trop faibles pour soutenir même les anciennes. L'extinction d'un nombre prodigieux de familles avait occasionné une foule de procès, pour régler la transmission des héritages demeurés vacants : la mortalité, bien plus grande parmi les pauvres que parmi les riches, avait privé de bras l'agriculture, les métiers et les fabriques. Les

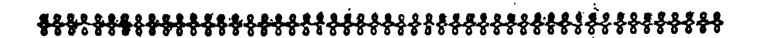
[1] *Dominici de Gravina Chron. de Reb. in Apul.* 9, p. 679. — *Matteo Villani.* L. I, c. 50; p. 50.

salaires s'étaient élevés à un prix inouï, et les ouvriers se livraient au plaisir et à la bonne chère; en sorte qu'ils faisaient moins d'ouvrage qu'on en aurait pu attendre d'eux. A Florence, la seigneurie, pour forcer le peuple à la sobriété, augmenta les gabelles sur les consommations; mais les ouvriers vivaient dans une telle aisance, qu'ils se plaignirent à peine des impôts les plus onéreux[1]. Cependant ceux en qui le fléau qui venait de frapper l'espèce humaine avait éveillé un sentiment religieux se préparèrent à profiter de l'indulgence plénière accordée par le pape Clément VI, pour l'année 1350, comme pour un jubilé centenaire. 1350. — Dès le commencement de cette année, des fidèles, pleins de ferveur et d'humilité, se mirent en route de toutes les parties de l'Europe; ils supportèrent avec patience l'intempérie d'une saison qui fut très rigoureuse, les glaces, les neiges, les pluies violentes qui avaient rompu presque tous les chemins. Comme les pèlerins remplissaient toutes les auberges, toutes les maisons qui bordaient les grandes routes, d'autres, et surtout des Hongrois et des Allemands, campaient par troupes nombreuses le long des chemins; ils allumaient des feux en plein air, ou ils se serraient les uns contre les autres pour résister au froid. Ces voyageurs religieux donnaient l'exemple de la charité chrétienne. Jamais on ne les entendit ou disputer entre eux, ou murmurer des incommodités qu'ils éprouvaient. Dans les hôtelleries, l'hôte ne pouvait suffire à régler les comptes des voyageurs; et cependant jamais on ne les vit partir sans laisser sur la table l'argent qu'ils devaient pour leur nourriture. Les petits princes, les villes et les particuliers prirent à tâche de pourvoir à la sûreté de voyageurs si extraordinaires, et de maintenir l'ordre sur les grandes rou-

1 *Matteo Villani*. L. I, c. 57, p. 58. — La chronique de Sienne parle aussi de l'abondance après la peste, et du dérèglement du peuple. T. XV, p. 124.

tes ; en sorte que le voyage de Rome fut accompli par plusieurs millions de chrétiens, sans qu'un grand désordre fût la conséquence d'un si prodigieux concours[1].

[1] *Matteo Villani*. L. I, c. 56, p. 56.



CHAPITRE V.

Clément VI entreprend de soumettre la Romagne. — Les Pépoli vendent Bologne aux Visconti. — Invasion de la Toscane par l'archevêque de Milan; son armée est repoussée. — Paix entre le roi de Hongrie et la reine Jeanne de Naples.

1350-1351.

L'Église romaine, en publiant un jubilé au milieu du XIVe siècle, avait donné pour motif de ce rapprochement d'une fête séculaire, l'injustice qu'éprouvaient les générations auxquelles ce moyen d'obtenir une indulgence plénière n'était pas accordé; elle avait voulu qu'une grâce si singulière fût à la portée de chaque homme, une fois dans sa vie. Mais des vues plus intéressées motivaient en secret cette décision. L'affluence des pèlerins à Rome y apportait d'immenses richesses : chacun d'eux faisait une offrande à chaque église; et le pape partageait ces offrandes, comme il partageait aussi, par les impôts, le bénéfice que les Romains retiraient du logement de tant d'étrangers. La même année, la cour d'Avignon voulut faire servir à ses vues ambitieuses le trésor qu'elle avait amassé par la publication du jubilé.

L'état de l'Église, qui n'avait point encore été réduit sous l'obéissance des papes, quoique les empereurs leur en eussent abandonné la souveraineté, était alors partagé entre plusieurs petits tyrans, dont chacun avait soumis une ou

deux villes à sa domination. Mais ces villes étaient les plus petites de l'Italie : le courage de leurs habitants s'était éteint dans la servitude; et les seigneurs ne pouvaient compter, pour leur défense, ni sur le nombre et la richesse des citoyens, ni sur leur énergie. Clément VI crut qu'il lui serait facile de faire reconnaître son autorité à tous ces petits souverains, au moment où la peste les avait réduits au dernier degré de faiblesse : il donna commission à Hector de Durfort, son parent, qu'il avait créé comte de Romagne, de ramener, par la force ou la ruse, toutes les villes de son comté sous l'autorité de l'Église; il lui laissa pour cet objet la disposition d'une grosse somme d'argent; il lui donna quatre cents gendarmes provençaux; il obtint les secours des seigneurs de Lombardie, et il le mit enfin à la tête d'une armée de dix-huit cents chevaux [1].

La commission secrète d'Hector de Durfort était de dépouiller tous les tyrans de Romagne; mais le but avoué de son armement était d'attaquer et de punir Jean de Manfrédi, seigneur de Faenza, qu'une querelle privée avait détaché du parti des Guelfes et de l'Église [2]. Durfort fit demander des troupes auxiliaires à la famille guelfe des Alidosi, qui gouvernait Imola, et aux seigneurs de Bologne, Jean et Jacques de Pépoli, fils de Taddéo, mort deux ans auparavant. D'autre part, François des Ordélaffi, seigneur de Forli, Malatesta des Malatesti, seigneur de Rimini, et Bernardino de Pollenta, seigneur de Ravenne et de Cervia, jugèrent mieux de l'orage qui les menaçait : ils se réunirent au seigneur de Faenza, et ils prirent à leur solde le duc de Guarniéri, auquel il ne restait plus que cinq cents chevaux de sa grande compagnie les autres s'étant dispersés pour dissiper dans

[1] *Matteo Villani*. L. I, c. 58, p. 59.—[2] *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 415. — *Matteo Villani*. L. I, c. 53, p. 58.

les plaisirs le butin acquis pendant la campagne de Naples [1].

Le comte de Romagne attaqua, le 13 mai 1350, le pont de Saint-Procolo, qui lui ouvrait l'état de Faenza, et il l'emporta de vive force; mais il perdit ensuite près de deux mois au siége du château de Saléruolo, tandis qu'il aurait pu, en moins de temps peut-être, soumettre la ville même de Faenza [2] 1343. — Ses alliés, inquiets sur les conquêtes qu'il méditait, cherchaient à le retarder par d'inutiles négociations: mais le comte, de son côté, avait plus de talents pour les trahisons que pour la guerre. Au milieu des Romagnols, dont la perfidie avait passé en proverbe parmi les Italiens, un courtisan des papes d'Avignon avait encore l'avantage dans l'art de dissimuler. Le comte montrait aux Pépoli une confiance absolue: en même temps il complotait avec les citoyens de Bologne, pour faire assassiner ces deux seigneurs; et lorsque ses intrigues furent découvertes, il sut si bien dissiper les soupçons des deux frères, qu'il engagea l'un d'eux à venir dans son camp, pour être le médiateur d'un traité avec le seigneur de Faenza [3].

Jean de Pépoli avait, dans l'armée de l'Église, deux cents chevaux qu'il avait fournis au comte; il avait eu soin d'entretenir avec la plupart des officiers de cette même armée des relations d'amitié et d'hospitalité: lorsqu'il y arriva, le 6 juillet, accompagné par les premiers citoyens de Bologne, et par une garde de trois cents chevaux, il pouvait se croire dans son propre camp, entouré de ses partisans et de ses soldats; mais le comte, qui l'accueillait avec les démonstrations de la plus tendre affection et de la plus entière confiance, avait donné ordre à son maréchal de faire armer les

[1] *Chronicon Estense.* T. XX, p. 456.—[2] *Matteo Villani.* L. I, c. 58, p. 59. — [3] *Chronicon Estense.* T. XV, p. 457. — *Cronica di Bologna,* p. 417.

capitaines qui lui étaient le plus dévoués, et de promettre à toute l'armée paie double et mois accompli [1], pourvu qu'elle ne mît pas d'obstacle à la surprise qu'il méditait.

Des rafraîchissements avaient été servis à Pépoli dans la tente du général; les gentilshommes bolonais, et les cavaliers venus de la ville, avaient été invités par les officiers et les soldats de l'armée à s'asseoir aux tables qui avaient été dressées pour eux dans différentes parties du camp : le seigneur de Bologne était demeuré presque seul avec le comte de Romagne, et il attendait avec impatience l'arrivée des officiers généraux qu'on avait appelés à un conseil de guerre. Le maréchal de l'armée se présenta enfin devant le pavillon du comte : à l'instant les soldats dont il était entouré se jetèrent sur Jean de Pépoli, le saisirent et le renversèrent. Après l'avoir chargé de fers, ils le transportèrent à Imola, et l'enfermèrent dans la forteresse, sans que ce malheureux eût le temps d'appeler ses gardes à son secours. Un de ses pages, ayant élevé la voix pour le plaindre, fut tué à l'instant à ses pieds [2].

Mastino de la Scala, qui avait contracté avec Durfort une secrète alliance, fit avancer ses troupes contre Bologne, aussitôt qu'il apprit l'arrestation de Jean de Pépoli. De son côté, le comte de Romagne abandonna la guerre qu'il faisait à ses ennemis, pour conduire son armée contre ses alliés, et, prodiguant les récompenses militaires pour des trahisons ou des conquêtes sans gloire, il promit une seconde fois à ses soldats une paie double, et de compter le mois commencé pour achevé, s'il prenait avec leur aide le château de Saint-Pierre, que les Bolonais ne songeaient point à défendre [3].

[1] C'étaient les récompenses promises aux soldats après les plus grandes victoires. La solde était comptée par mois et non par jour, et le mois commencé était payé comme achevé. — [2] *Matteo Villani*. L. I, c. 61, p. 61. — *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 418. — [3] *Matteo Villani*. L. I, c. 62, p. 62.

Jacques de Pépoli, qui était resté à Bologne, fut frappé comme d'un coup de foudre de l'arrestation de son frère, de la désertion de ses cinq cents gendames restés dans l'armée du comte, et de la guerre que lui faisaient les alliés qu'il avait secourus. Il écrivit de toutes parts pour se plaindre de cette insigne trahison, et demander assistance. Malatesta de Rimini et Ugolino Gonzague de Mantoue se rendirent en effet à Bologne et lui offrirent leur alliance [1]. Mais il importait davantage à Pépoli d'intéresser à sa cause les Florentins et le seigneur de Milan, qu'on regardait alors comme les deux premières puissances de l'Italie.

La république florentine n'avait pas lieu de se louer des Pépoli, qui avaient manqué à tous les engagements contractés par les Bolonais envers elle. Aussi la seigneurie répondit-elle aux ambassadeurs de Jacques de Pépoli que son honneur et ses principes ne lui permettaient point de prendre les armes contre l'Église en faveur d'un usurpateur, et que tout ce qu'elle pouvait faire pour lui et son frère, c'était de chercher par ses bons offices à les réconcilier avec le comte de Romagne; mais elle ajouta en même temps que si elle avait eu à défendre ses anciens alliés, les citoyens et la république de Bologne, elle n'aurait épargné ni les trésors, ni le sang florentin, pour assurer leur liberté. Cette déclaration, faite aux ambassadeurs dans une audience publique, fut bientôt rapportée à Bologne; le moment propice était enfin venu de secouer un joug odieux. « Mais, dit Matthieu Villani, les Bo-
» lonais, déjà avilis par des habitudes serviles, n'étaient plus
» dignes de la liberté; leurs péchés la leur avaient fait per-
» dre; leur pauvreté d'âme les empêcha de la recouvrer [2]. »

La famille Bentivoglio mit beaucoup de zèle à calmer l'ef-

[1] *Chronicon Estense*. T. XV, p. 459. — [2] *Matteo Villani*. L. I, c. 63, p. 63. — *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 419.

fervescence que le rapport des ambassadeurs avait excitée parmi le peuple de Bologne : ses chefs représentèrent avec chaleur les dangers d'une rébellion, le bouleversement des fortunes, les violences des soldats, la crainte d'une invasion étrangère. Mais la soumission des Bolonais ne leur épargna aucune des calamités qu'on leur représentait comme devant être les conséquences d'un effort généreux pour briser le joug. Jacques de Pépoli avait pris à sa solde le duc Guarniéri avec cinq cents chevaux, et le seigneur de Milan lui en avait envoyé cinq cents autres. Guarniéri demanda qu'on abandonnât une rue entière à ses soldats : il les mit en possession des maisons et de tous les biens qu'elles contenaient, et il en usa comme si la ville avait été prise d'assaut, ou livrée à sa discrétion. D'autre part, l'armée du comte de Romagne pillait les campagnes jusqu'aux portes et au pied des murs : en sorte que les Bolonais étaient également dépouillés par leurs propres soldats et par leurs ennemis.

On pouvait croire que Bologne ne tiendrait pas longtemps dans une situation si critique, lorsque les espérances des opprimés furent tout à coup réveillées d'une manière inopinée. Hector de Durfort avait promis deux fois à son armée des paies doubles et des récompenses militaires ; mais, loin d'être en état de tenir parole, il était arriéré de plusieurs mois de solde courante et il n'avait point d'argent pour satisfaire ses soldats. Une révolte dans son camp, où il fut menacé d'être gardé comme otage, rabaissa tout à coup son ambition et son orgueil ; il se vit obligé à rendre la liberté à Jean de Pépoli, pour satisfaire, avec sa rançon, à l'avidité de ses troupes [1]. Ce contre-temps lui fit prêter l'oreille à des conditions d'accommodement ; et les Florentins, pour les faire admettre,

[1] Pépoli promit quatre-vingt mille florins pour sa rançon ; il en donna vingt mille comptant, et livra ses trois fils en otage pour le reste. *Cronica Miscella di Bologna* p. 419. — *Ghirardacci storia di Bologna*. L. XXII, p. 198.

s'empressèrent d'envoyer une ambassade solennelle à Bologne. Ils demandèrent que cette ville rentrât sous la protection de l'Église; qu'elle fût remise en liberté et gouvernée par le peuple comme elle l'était anciennement; qu'elle payât à saint Pierre le tribut accoutumé; et qu'en signe de soumission elle admît dans ses murs le comte de Romagne avec une suite peu nombreuse; que les tyrans renonçassent à toute part au gouvernement; et que la réforme de l'administration s'accomplît sous la direction de commissaires florentins. Le comte et les Pépoli, également déchus de leurs prétentions, paraissaient se prêter à cet arrangement : cependant, lorsqu'ils prirent conseil des tyrans de Lombardie leurs alliés, Mastino de la Scala, qui espérait s'emparer lui-même de Bologne, s'efforça de détourner le comte d'un pareil traité; et Visconti, par des motifs non moins personnels, y fit renoncer les Pépoli [1].

Les seigneurs de Bologne avaient fait choix des citoyens les plus distingués par leur patriotisme, de ceux que leurs talents, leurs richesses ou leur naissance désignaient comme les chefs naturels du peuple, et ils les avaient envoyés à Florence pour traiter, de concert avec cette république, des moyens de rétablir la liberté bolonaise. Richard Salicetti, chef de cette députation illustre, adressa à la seigneurie florentine, en présence du peuple assemblé, de touchantes actions de grâces pour l'affranchissement de sa patrie; il lui appliqua ces mots de son texte : *Ad Dominum cum tribularer clamavi*, et il promit, au nom des Bolonais, une reconnaissance éternelle pour le plus grand des bienfaits. Mais le lendemain de cette audience on apprit à Florence que la députation bolonaise n'avait été qu'un stratagème des Pépoli pour éloigner des citoyens qu'ils redoutaient; que, pendant leur

1 *Matteo Villani*. L. I, c. 67, p. 68.

absence, Bologne avait été vendue aux Visconti, et que cette ville était déjà en leur pouvoir [1].

Depuis l'année 1339 jusqu'en 1349, Luchino Visconti avait régné sur Milan et sur presque toute la Lombardie. De grands talents pour la guerre, une politique perfide, une dissimulation impénétrable, une jalousie féroce du pouvoir, une défiance à laquelle il sacrifia ses plus proches parents, paraissent être les traits principaux de son caractère. On loua beaucoup son amour pour la justice, ou plutôt la vigilance avec laquelle il maintint la police dans ses états, et la sévérité avec laquelle il punit les malfaiteurs; mais on ne devrait pas confondre sous le même nom l'amour d'un homme honnête et juste pour des règles immuables, et l'inflexibilité d'un despote jaloux de son autorité, qui conserve ou qui venge l'ordre qu'il a établi. Luchino aimait la louange, et il rechercha l'amitié de Pétrarque : les hommes puissants l'obtenaient aisément en flattant l'amour-propre du poëte vaniteux. Pétrarque envoya en effet une épître pompeuse à Luchino, pour célébrer ses vertus et sa gloire [2]; mais à peine le tyran eut-il le temps de recevoir ces vers; il mourut le 23 janvier 1349, empoisonné par sa femme Isabelle de Fiesque, qui fut avertie à temps que, dans un transport de jalousie, son mari avait manifesté l'intention de lui donner la mort.

Jean Visconti, archevêque de Milan, succéda à son frère Luchino, et se trouva seigneur de seize des plus grandes villes de Lombardie [3]. Ce fut lui qui entra en traité avec Jean de Pépoli, pour acheter Bologne : il promit aux deux frères deux cent mille florins pour la possession de cette ville, et il s'engagea à leur laisser la propriété des trois châteaux de San-

[1] *Matteo Villani*. L. I, c. 67, p. 66.— [2] *Franc. Petrarcæ Familiares*. L. VII, epist. 15. — De Sade, Mémoires. T. II, L. III, p. 428. — [3] Milan, Lodi, Plaisance, Borgo San-Donnino, Parme, Crème, Brescia, Bergame, Novare, Como, Verceil, Alba, Alexandrie, Tortone, Pontrémoli et Asti.

Giovanni, Nonantola, et Crevalcuore [1]. A ce prix, les Pépoli, qui avaient dû leur grandeur à la confiance des Guelfes leurs concitoyens, vendirent leur patrie à un tyran étranger, à un Gibelin dont les ancêtres avaient de tout temps été ennemis des leurs. Le mépris de toute l'Italie punit les Pépoli d'un marché si honteux [2]. A Bologne il excita l'indignation la plus violente; on criait avec rage dans les rues : *Nous ne voulons point être vendus* [3]. Mais les citoyens, découragés et privés de leurs chefs, n'osèrent pas prendre les armes : ils n'osèrent pas implorer l'aide des Florentins, qui partageaient leur ressentiment; et l'un des neveux de l'archevêque fut admis sans résistance dans la ville, avec quinze cents chevaux [4].

Le duc Guarniéri, ennemi personnel des Visconti, passa dans le camp du comte de Romagne avec ses soldats, le jour où les troupes milanaises entrèrent dans Bologne; des renforts envoyés par Mastino de la Scala arrivèrent en même temps à l'armée de l'Église, qui se trouva tout à coup plus nombreuse et plus formidable que jamais. Mais la cour d'Avignon faisait échouer tous les projets de ses généraux par son avarice. Après avoir entrepris une guerre avec vigueur, et avoir promis des subsides considérables à ses alliés, elle manquait sans pudeur à ses engagements, elle refusait son argent au moment où il était le plus nécessaire, et elle abandonnait ses propres créatures, parce que tous ses revenus avaient été saisis par d'autres favoris. On n'envoya point au comte de Romagne la solde des troupes qu'il commandait. En vain celui-ci représenta au pape, son parent, à quel affront le nom de l'Église allait être exposé, et quel danger menaçait

[1] Le contrat de vente est rapporté dans Ghirardacci, en date du 16 octobre 1350. *Storia di Bologna*. L. XXII, T. II, p. 199. — [2] *Matteo Villani*. L. I, c. 68, p. 67. — [3] *Petri Azarii Novariens. Chronic.* T. XVI, p. 326. — *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 420. — [4] *Petri Azarii. Chronicon*. T. XVI, c. 11, p. 325. — *Chron. Estense*, p. 462. — *Cherubino Ghirardacci storia di Bologna*. L. XXII, T. II, p. 204.

tout son patrimoine. Durfort ne put obtenir d'Avignon aucun subside; et il fut enfin obligé de consentir à ce que ses soldats traitassent avec son ennemi. Bernabos Visconti, qui commandait à Bologne, paya, avec l'argent destiné aux Pépoli, la solde des troupes qui l'assiégeaient; il prit quinze cents chevaliers de l'Église à son service; il obligea le reste à se retirer: il recouvra tous les châteaux que ces troupes avaient occupés, et il laissa le comte de Romagne retourner couvert de honte à Imola [1].

Cette déroute réveilla pour quelques moments l'orgueil et la colère de la cour d'Avignon. Clément VI renouvela, contre les Visconti, les procès commencés par Jean XXII pour cause de schisme et d'hérésie. Il cita l'archevêque et ses trois neveux [2] à comparaître, le 8 avril 1351, devant le consistoire des cardinaux, pour se justifier de leur rébellion contre l'Église; et il envoya en Italie, avec le titre de légat, l'évêque de Ferrare, pour former une ligue contre les seigneurs de Milan [3].

Le légat se présenta d'abord devant l'archevêque Visconti; il le somma de restituer Bologne à l'Église, et de choisir ensuite entre l'état de prêtre et celui de prince, entre la puissance spirituelle et la temporelle. Visconti demanda au légat de répéter cette même sommation, le dimanche suivant, à l'église cathédrale, puisque ce n'était qu'en présence du peuple et du clergé qu'un archevêque et un prince pouvait répondre à un tel message. Lorsque ce jour fut venu, et que Visconti eut célébré la messe avec beaucoup de solennité, le légat exposa, devant tout le peuple, l'ambassade dont il était chargé: l'archevêque, pour toute réponse, saisit d'une main

[1] *Matteo Villani*. L. I. c. 70, p. 69. — *Chronicon Estense*. T. XV, p. 463. — *Cronica Miscella di Bologna*, p. 422. — [2] Galéaz, Bernabos et Mattéo étaient fils de Stéfano, frère de l'archevêque, et le cinquième des fils du grand Mattéo Visconti. — [3] *Matteo Villani*. L. I, c. 76, p. 75.

la croix, et de l'autre il tira une épée de son fourreau. « Voici, « dit-il, mes armes spirituelles et temporelles; avec les unes, « je défendrai les autres[1]. »

L'archevêque promit néanmoins, ensuite, d'obéir à la citation du pape, et de se présenter en personne à Avignon. Il voulait effrayer la cour par une singulière fanfaronnade. Un de ses secrétaires se rendit à Avignon pour lui préparer des logements; il loua toutes les maisons qui étaient vacantes dans la ville et à plusieurs lieues à la ronde; il fit en même temps des approvisionnements immenses pour la nourriture et l'ameublement de son maître et de sa suite. Le pape, étonné de tant de mouvements, fit demander au secrétaire quelle suite l'archevêque comptait donc amener avec lui. Le secrétaire répondit qu'il avait ordre de préparer des quartiers et des vivres pour douze mille cavaliers et six mille fantassins, sans compter les gentilshommes milanais qui devaient suivre leur archevêque. Ses approvisionnements, ajouta-t-il, lui avaient déjà coûté quarante mille florins. Le pape, effrayé d'une pareille visite, fit prier Visconti de ne point se donner la peine de venir : il lui envoya même des députés pour entrer de loin en négociation avec lui; et avant la fin de l'année, il lui accorda, pour le prix de cent mille florins, l'investiture de Bologne, objet principal de la contestation[2].

L'évêque de Ferrare avait bien cherché, selon la commission qui lui était donnée, à susciter des ennemis aux Visconti, et à former une ligue contre eux; mais les seigneurs de Lombardie, qui avaient le plus à craindre de l'ambition de l'archevêque, étaient sans force pour lui résister. Jacques de Carrare l'ancien avait été assassiné par un bâtard de sa famille; en

[1] *Corio Istorie Milanesi*. P. III, p. 224. — *Ghirardacci storia di Bologna*. L. XXIII, T. II, p. 210. — Jean Visconti se fit peindre lui-même, dans la chapelle de l'archevêché qu'il avait bâtie, tenant à la fois la croix et l'épée. Le portrait est gravé dans Grævius, T. III, p. 306. — [2] *Corio Istorie Milanesi*. P. III, p. 224.

sorte que la seigneurie de Padoue avait été transférée à des jeunes gens sans expérience[1]. Mastino de la Scala mourut subitement, le 3 juin 1351, à l'âge de quarante-deux ans, après en avoir régné vingt trois. Son frère Albert ne prenant aucune part au gouvernement, Mastino eut pour successeurs ses trois fils, Can Grande II, Can Signore, et Paul Alboin, dont aucun n'héritait des talents de son père[2]. Les républiques de Florence, Sienne et Pérouse, avaient envoyé des députés à Arezzo, d'après la demande du légat, pour se concerter avec les seigneurs de Vérone et de Ferrare sur les moyens de maintenir l'équilibre de l'Italie; mais Sienne et Pérouse, d'après leur éloignement de Milan, croyaient ne courir aucun danger, et ne voulaient faire aucun sacrifice à la cause commune; et la mort de Mastino fit abandonner à tous les députés une diète qui ne savait prendre aucune détermination. Can Grande, qui avait épousé une nièce de l'archevêque de Milan, saisit cette occasion pour contracter avec lui une étroite alliance[3].

Ainsi, la république de Florence était la seule qui eût assez de courage pour vouloir s'opposer aux progrès de la maison Visconti. La désertion de toutes les autres puissances la laissait exposée en première ligne aux attaques de ce voisin dangereux. Tous les tyrans de Romagne, tous les gentilshommes gibelins de Toscane, s'alliaient au seigneur de Milan; et une armée que ce dernier avait envoyée pour former le siége d'Imola menaçait en même temps les frontières florentines, car la république ne pouvait pas se reposer sur les traités de paix qui subsistaient entre elle et le tyran[4].

Il fallait au moins s'assurer que les passages des montagnes ne seraient pas ouverts aux Milanais par les villes tos-

[1] *Cortusiorum Historia*. L. X, c. 4 et 5, p. 933.—[2] *Chron. Estense*. T. XV, p. 464. — *Chronicon Veronense*. T. VIII, p. 653. — [3] *Matteo Villani*. L. I, c. 76, p. 75. — [4] *Ibid.* c. 77, p. 76. — *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 423.

canes qui se gouvernaient en liberté sous la protection de la république. Prato et Pistoia, deux cités situées dans la même plaine que Florence, étendaient leur juridiction sur les montagnes qui séparent la Toscane du Bolonais; et le gouvernement de ces deux villes, qui pouvaient devenir des places d'armes dangereuses entre les mains des ennemis, n'inspirait aucune sécurité au parti guelfe. A Prato, la famille des Guazzalotti, élevée par la faveur des Florentins, était parvenue à un pouvoir presque tyrannique. Les anciens chefs de cette famille avaient été remplacés, à leur mort, par des jeunes gens vains de leur importance dans leur petite ville. Ils affectaient de s'y conduire en maîtres, et de braver les Florentins, leurs anciens protecteurs. Ils poussèrent leur arrogance jusqu'à condamner à mort deux citoyens innocents, sur un soupçon de conjuration, et à les faire exécuter, malgré les instantes prières de la seigneurie florentine. Celle-ci fit alors avancer ses milices jusqu'aux portes de Prato, et se fit confier la garde de la ville. En même temps elle traita avec la reine Jeanne, qui avait hérité du duc de Calabre, des droits ou plutôt des prétentions à la souveraineté de Prato; elle acheta ces droits pour dix-sept mille cinq cents florins, et elle réunit définitivement ce petit état au territoire florentin[1].

Les prieurs de Florence avaient aussi projeté de s'emparer par surprise de Pistoia; et sans y être autorisés par le peuple ou les conseils de la république, ils avaient fait tenter une escalade dans la nuit du 26 mars 1351. Mais les Pistoiais, indignés de cette trahison, avaient repoussé avec fureur les assaillants, et paraissaient déterminés à renoncer au parti guelfe, et à leurs anciennes alliances, pour se venger d'une injuste agression. Les Florentins, d'autre part, quoiqu'ils blâmassent

[1] *Matteo Villani.* L. I, c. 71, 72, 78, p. 70. — *Jannotii Manetti Histor. Pistoriens.* L. III, T. XIX, p. 1061.

hautement la conduite de leurs prieurs, se trouvaient obligés à former le siége d'une ville qu'ils voyaient sur le point de se livrer aux Visconti. Cependant leurs milices évitaient de causer du dommage à d'anciens alliés qu'elles se reprochaient d'attaquer : les prieurs demandaient avec instance qu'on ouvrît une négociation ; et ils réussirent enfin, par l'entremise de quelques gentilshommes guelfes, à conclure un accord entre les deux républiques. La liberté de la plus faible fut réservée en son entier ; mais les Florentins furent autorisés à mettre garnison dans la citadelle de Pistoia, et dans les deux forteresses de Serravalle et de la Sambuca[1]. Quelques-unes des avenues de la Toscane parurent ainsi fermées au tyran de Lombardie ; mais, d'autre part, des révolutions excitées par ses intrigues dans le voisinage de cette province lui ouvraient de nouveaux chemins pour y pénétrer. Partout où un usurpateur s'élevait à la tyrannie, Visconti acquérait un allié, et la république trouvait un ennemi. A Orviéto, Bénédetto Monaldeschi, qui voulait s'emparer du pouvoir suprême, s'assura d'avance les secours de l'archevêque de Milan ; il réunit dans sa maison ses satellites, et leur distribua des armes ; il les avertit du signal auquel ils devaient paraître sur la place ; ensuite il se rendit au conseil, pour y rencontrer deux de ses parents, les Monaldi des Monaldeschi, dont il connaissait trop l'intégrité pour espérer qu'ils consentissent à son usurpation. Il les prit à part dès que le conseil fut terminé ; et, les conduisant devant sa maison, il les fit poignarder sous ses yeux. C'était le signal qu'attendaient les brigands rassemblés chez lui : ils remplirent aussitôt la place ; ils prirent d'assaut le palais du gouvernement ; ils pillèrent les maisons et les magasins des marchands ; ils massacrèrent tous ceux

[1] *Matteo Villani.* L. I, c. 95, 96 et 97, p. 91.—*Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 426. — *Chronicon Estense,* p. 464. — Cet accord fut conclu le 24 avril 1351.

qui firent résistance, et ils proclamèrent que Bénédetto de Bonconte Monaldeschi était seigneur d'Orviéto. L'alliance de ce nouveau seigneur avec l'archevêque Visconti fut publiée peu de jours après[1].

Presque dans le même temps, Jean Cantuccio des Gabrielli s'empara de la seigneurie d'Agobbio, sa patrie, tandis que la plupart des citoyens de cette ville étaient absents, et gouvernaient, comme podestats, les autres cités d'Italie; car tous les gentilshommes d'Agobbio suivaient la carrière de la judicature, et aucune autre ville n'a fourni tant de recteurs aux républiques d'Italie. Une armée d'émigrés vint bientôt attaquer le nouveau tyran et former, de concert avec les Pérousins, le siége d'Agobbio : mais Jean de Gabrielli, quoique guelfe d'origine, appela les Gibelins à son aide; les troupes de l'archevêque Visconti vinrent le défendre, et les assiégeants furent contraints de se retirer[2].

Les Ubaldini, les Ubertini, les Tarlati et les Pazzi s'étaient rendus à une diète que les Gibelins avaient tenue à Milan, au mois de juillet; on avait vu à cette même assemblée les ambassadeurs des Pisans, les Castracani, émigrés de Lucques, les comtes de Santafiora et de Spadalonga, dont les fiefs impériaux s'étendaient dans les montagnes de Sienne, et les députés des seigneurs de Forli, de Rimini et d'Urbino. Tout annonçait l'orage prêt à fondre sur la république florentine; mais comme l'archevêque de Milan lui donnait chaque jour de nouvelles assurances de son désir de maintenir la paix et la bonne intelligence, les prieurs de Florence s'aveuglaient sur le danger dont ils étaient menacés, et ne prenaient aucune mesure pour s'en garantir[3].

Une prétendue conjuration avait été découverte à Bologne

1. *Cronica d'Orvieto*. T. XV, p. 657. — *Matteo Villani*. L. I, c. 80, p. 78. — 2 *Matteo Villani*. L. I, c. 81 et 82, p. 79. — 3 *Ibid*. L. I, c. 77, p. 76; L. II, c. 2, p. 97.

par l'archevêque de Milan; il avait fait battre de verges, et enfermer dans une prison perpétuelle, l'un des Pépoli, avec ses enfants, afin de lui reprendre l'argent qu'il lui avait donné en lui achetant sa souveraineté[1]. Tandis qu'on était occupé à Florence de cette nouvelle, on apprit tout à coup qu'un émigré de Pistoia avait surpris le château de la Sambuca, qui commandait les passages de l'Apennin, et bientôt après que Jean d'Oleggio, général du seigneur de Milan, était arrivé à quatre milles de Pistoia, avec une partie de l'armée, qui, auparavant, formait le siége d'Imola[2].

Heureusement Jean d'Oleggio s'arrêta deux jours au pied de l'Apennin, pour attendre le reste de ses troupes. Cinq cents cavaliers et six cents fantassins de Florence eurent le temps de se jeter dans Pistoia, le 28 juillet, avant que la ville fût assiégée; et ils réparèrent ainsi par leur zèle la négligence des magistrats[3]. Mais la conjuration formée contre Florence dans la diète des Gibelins, à Milan, éclata de toutes parts. Les troupes rassemblées dans les diverses places de la Lombardie marchaient toutes vers la Toscane; les seigneurs de la Vénétie et de la Romagne fournissaient leurs contingents à l'armée milanaise; les Ubaldini mettaient sous les armes tous leurs vassaux des Apennins; avec ces montagnards, ils brûlèrent Fiorenzuola, dont les fortifications n'étaient pas encore relevées, et ils prirent Montécoloréto[4]. Pierre Saccone des Tarlati, le plus redoutable partisan qu'eût produit l'Italie, ravageait, avec les Ubertini et les Pazzi, tous les environs de Bibbiéna[5]. On tremblait à Florence que les Pisans ne se joignissent à tant d'ennemis; car on savait qu'aussi bien que les autres Gibelins, ils avaient envoyé des députés

[1] *Chronic. Estense.* T. XV, p. 465. — *Matteo Villani.* L. II, c. 3, p. 98: — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 423. — [2] *Matteo Villani.* L. II, c. 4, p. 99.—*Petri Azarii Chron.* c. 11, p. 327. — *Cronica di Bologna,* p. 424. — [3] *Matteo Villani.* L. II, c. 5, p. 100. — [4] *Ibid.* L. II, c. 6, p. 101. — [5] *Ibid,* c. 6, p. 101.

à la diète de Milan : néanmoins, la crainte de favoriser l'agrandissement d'un tyran l'emportait, dans les conseils de Pise, sur la fureur de l'esprit de parti ; et la république refusa de prendre les armes contre un peuple rival il est vrai, mais qui soutenait seul en Italie la cause de la liberté [1].

Les Florentins envoyèrent des députés à Jean Visconti d'Oleggio, pour lui demander raison d'une agression qui n'avait point été précédée par une déclaration de guerre, tandis qu'ils savaient n'avoir pas donné un seul sujet de plainte à l'archevêque de Milan, son maître, et qu'ils n'avaient aucun démêlé avec lui. Oleggio les reçut en présence de son conseil de guerre, et il leur répondit en ces termes :

« Messire l'archevêque de Milan est un seigneur puissant, « bienfaisant et gracieux ; ce n'est pas volontiers qu'il fait « souffrir personne. Partout où s'étend sa puissance, il ap- « porte la paix et la concorde, et plus qu'aucun seigneur, il « aime et maintient la paix et la justice. Ce n'est point dans « de mauvais desseins qu'il nous a envoyés ici ; au contraire, « c'est pour y rétablir l'union et la paix : c'est pour détruire « les dissensions et les haines secrètes qui divisent les peuples « de Toscane. Il connaît la discorde, la rancune, les factions « qui troublent Florence et ruinent les autres communautés « de cette contrée ; il nous a envoyés pour les éteindre et vous « ramener à un gouvernement plus sage, par ses conseils et « sa protection. Il a pris la résolution invariable de réformer « les abus dans toutes les villes de Toscane : s'il ne peut y « parvenir par la douceur et la persuasion, il y réussira par « sa puissance. Il nous a ordonné de conduire son armée aux « portes de votre ville, de vous combattre par le fer et le feu, « et de livrer vos biens au pillage, jusqu'à ce que, pour vo-

[1] *Matteo Villani*. c. 4, p. 100.

« tre propre avantage, vous vous soyez pliés à faire sa vo-
« lonté [1]. »

Les gouvernements souillés par l'injustice et la trahison ont invoqué souvent les noms de la vertu et de l'honneur, et ont prêté à une ambition effrénée le langage de la modération et de la justice : ils peuvent bien, sous leur empire, faire taire toute autre voix que la leur; mais ils n'en imposent pas plus à la postérité qu'ils ne trompent ceux à qui ils adressent leurs proclamations. Les manifestes dans lesquels ils consignent leurs mensonges ne seront point conservés comme des monuments historiques qui puissent faire connaître les faits ou les intentions de ceux qui les ont publiés, mais comme des témoignages irrécusables de leur bassesse et de leur fausseté. Les ambassadeurs florentins, auxquels Visconti d'Oleggio refusa des passe-ports pour se rendre à Milan auprès de l'archevêque, revinrent exposer à la seigneurie la réponse à la fois hypocrite et altière qu'on leur avait donnée : elle fut communiquée au peuple, et consignée dans les chroniques; et par l'indignation qu'elle excita, elle fournit à la république de nouvelles forces.

Les Florentins envoyèrent tout ce qu'ils avaient de troupes soldées dans les deux villes de Prato et de Pistoia; la défense des autres lieux forts fut confiée à leurs habitants, et les milices bourgeoises entreprirent elles-mêmes la garde des murs de la capitale. La seigneurie, surprise au milieu de la paix, n'avait point à sa solde de capitaine de guerre, ou d'armée en état de tenir la campagne; tandis que Visconti d'Oleggio commandait, dans la plaine de Pistoia, cinq mille cuirassiers à cheval, deux mille hommes de cavalerie légère, et six mille fantassins. Avec ces forces redoutables, le général milanais vint établir son quartier dans les villages ouverts de Campi,

[1] *Matteo Villani*. L. II, c. 6, p. 102.

Brozzi et Pérétola, et il étendit ses dévastations jusqu'aux portes de Florence [1].

Mais les paysans, à l'arrivée de l'armée ennemie, s'étaient hâtés de mettre en sûreté tout ce qu'ils avaient de précieux; ils s'étaient enfermés dans les lieux forts avec leur bétail et leurs provisions de bouche. Les Milanais commencèrent bientôt à souffrir du manque de vivres aussi bien que de la chaleur qui était extrême. Pour se procurer des munitions, même pour parler à un paysan ou entrer dans une maison, il fallait commencer par faire un siége; car la campagne n'était point habitée, et tous les cultivateurs vivaient dans des châteaux fortifiés. Oleggio ne pouvant subsister plus longtemps dans la plaine florentine en sortit par le val de Marina, qui conduit dans le Mugello; et, après s'être reposé quelques jours, il entreprit le siége de Scarpéria [2].

La bourgade de Scarpéria était mal fortifiée; elle n'avait de mur que d'un seul côté, tandis que de l'autre elle avait pour toute défense un fossé avec une palissade, et derrière ce fossé les murs des premières maisons. La garnison était composée de deux cents cuirassiers et trois cents fantassins, tandis qu'Oleggio avait joint à son armée, déjà considérable, tous les Gibelins des Apennins, en sorte que ses troupes paraissaient couvrir toute la campagne. Cependant les commandants de Scarpéria, sommés de se rendre, répondirent qu'ils se sentaient les moyens de défendre pendant trois ans la forteresse qui leur était confiée, et ils repoussèrent avec vigueur un premier assaut qui leur fut livré le 20 août [3].

Pendant que l'armée de Visconti était retenue devant Scarpéria, les Florentins rassemblaient des hommes d'armes à leur solde; mais aucun capitaine ne voulait entrer à leur service,

[1] *Matteo Villani*. L. II, c. 9, p. 103. — *Chronic. Estense*. p. 468. — *Chronicon Mutinense Joh. de Bazano*, p. 617.—[2] *Matteo Villani*. L. II, c. 11 et 12, p. 105.—[3] *Ibid.* c. 15, p. 108. — *Petri Azarii Notar. Novariensis Chron.* p. 328.

pour ne pas s'attirer l'inimitié du seigneur de Milan. Il fallut donc renoncer à tenir la campagne, et donner à des citoyens florentins le commandement des compagnies que levait la république, pour fortifier les châteaux de Mugello et les passages des montagnes. Les paysans venaient se ranger sous les drapeaux de ces commandants divers; des escarmouches journalières les accoutumaient aux armes; les convois de Lombardie qui alimentaient l'armée de Visconti étaient fréquemment enlevés; les Siennais avaient envoyé aux Florentins un corps de troupes auxiliaires [1]. Les Pisans avaient refusé obstinement de faire cause commune avec l'archevêque, et de violer leur traité de paix [2]. A Florence, l'ordre public et la tranquillité se maintenaient malgré la guerre : les citoyens désarmés s'occupaient de leur commerce, et la banque ou le *monte* continuait ses paiements sans témoigner de défiance. Les soldats milanais souffraient presque seuls des hostilités qu'ils avaient commencées.

Cependant le château de Scarpéria était attaqué avec obstination; les machines des assiégeants ne cessaient ni le jour ni la nuit d'y lancer d'énormes quartiers de rocher; la garnison, affaiblie par une suite de combats, commençait à prévoir qu'elle ne pourrait pas tenir longtemps encore contre des forces tellement supérieures, et elle demandait du secours : la cavalerie auxiliaire que les Florentins attendaient de Pérouse n'avait pu leur parvenir; elle était tombée dans une embuscade dressée par Pierre Saccone des Tarlati, et elle avait été dévalisée [3]. La seigneurie, n'ayant pas à la tête de ses troupes un général expérimenté, n'osait point hasarder la ba-

[1] *Agnolo di Tura Cronica di Siena.* T. XV, p. 126. — [2] *Matteo Villani.* L. II, c. 20, p. 112. — *Cronica di Pisa.* L. XV, p. 1023. Mais il y a erreur dans les dates. Elle place ces événements à l'année 1354 pisane, ou 1353 vulgaire. — *Bern. Marangoni Chron. di Pisa*, p. 709. — [3] *Matteo Villani.* L. II, c. 22. p. 115. — *Cronaca d'Arezzo in terza rima di Ser Gorello.* T. XV, c. 6, p. 838.

taille pour délivrer Scarpéria. Elle essaya plutôt de faire passer des renforts dans ce château. Deux citoyens courageux, un Giovanni Visdomini et un Médici, qui tous deux suivaient le métier des armes, entreprirent de conduire, l'un trente cuirassiers, l'autre quatre-vingts fantassins d'élite, au travers du camp des assiégeants, jusque dans les murs de Scarpéria. Tous les soldats dont ils firent choix étaient allemands; l'armée de Visconti était surtout composée de mercenaires de cette nation; la communauté de langage facilita la marche des aventuriers qui voulaient pénétrer dans le château : la nuit les favorisait; la connaissance parfaite des lieux et la surprise de leurs ennemis servirent leur hardiesse, et ils parvinrent à Scarpéria, où cette poignée de braves gens fut reçue avec des transports de joie [1].

Lorsque Visconti d'Oleggio vit que la perte occasionnée aux assiégés par ses balistes et la grêle de traits lancés sur eux ne les déterminait point à se rendre, il résolut d'emporter les murs de la place à la pointe de l'épée. Il avait fait préparer toutes les machines de guerre alors en usage pour l'attaque des villes; des tours mouvantes de bois, des béliers armés d'un crochet, des échelles, et il avait fait remplir les fossés de fagots. Le premier dimanche d'octobre, il donna un assaut général; mais les assiégés, inébranlables à leur poste, renversaient avec des pieux ceux qui montaient les échelles ou qui s'avançaient sur les ponts des tours mouvantes; ils faisaient pleuvoir sur les autres la poix bouillante, les pierres et les traits : ils ne laissaient pas un instant dégarni le plus étroit espace de mur; ils faisaient rouler les uns sur les autres les assaillants qui s'élevaient successivement jusqu'aux créneaux de la muraille, et qui retombaient dans le fossé couverts de blessures. Oleggio avait compté vaincre les défenseurs de Scarpéria par l'épuise-

1 *Matteo Villani.* L. II, c. 23, p. 115.

ment de la fatigue; et il amenait successivement à l'assaut ses divers corps d'armée, opposant chaque demi-heure des troupes fraîches à des soldats harassés par le combat. Mais les assiégés, animés par leur succès, semblaient ne pas ressentir leur fatigue : les assaillants, au contraire, perdaient courage en apprenant les pertes éprouvées par leurs devanciers. Après que l'attaque eut duré six heures, Oleggio fit retirer ses troupes, et abandonna devant les murs soixante-quatre échelles qui furent prises par les assiégés [1].

Le général milanais essaya ensuite de pénétrer dans Scarpéria par une mine : la galerie qu'il avait creusée fut éventée, et ses mineurs en furent chassés avec perte [2]. Après quatre jours de repos, il donna un second assaut général, qui ne fut ni moins long ni moins acharné que le premier; mais ses troupes furent repoussées avec plus de honte encore. Toutes les machines qu'elles avaient approchées des murs, et les tours mouvantes elles-mêmes, qu'on ne pouvait reconstruire sans de longs travaux, furent brûlées dans une sortie [3]. La nuit même qui suivit ce combat, les habitants de Scarpéria furent attaqués par surprise : Oleggio avait promis à ses connétables allemands, pour la prise de ce petit château, outre la paie double et le mois accompli, un présent de dix mille florins. A minuit, comme les assiégés pansaient leurs blessés ou réparaient leurs forces par le sommeil, le signal fut donné dans le camp milanais de courir aux armes. Les rayons de la lune tombaient obliquement sur le château, ils éclairaient le camp et l'intervalle qui le séparait des murs, tandis que les bâtiments de Scarpéria jetaient sur le côté opposé une ombre obscure et prolongée. Dans cet espace sombre, Oleggio avait placé trois cents sergents d'armes avec des échelles. Tout le reste de l'armée s'avançait au bruit des fan-

[1] *Matteo Villani.* L. II, c. 29, p. 120. — [2] *Ibid.* c. 30, p. 121. — [3] *Ibid.* c. 31, p. 121.

fares, et en poussant de grands cris, du côté que la lune éclairait. Le général milanais ne doutait pas que, dans la première surprise d'une attaque nocturne, tous les habitants de Scarpéria ne se portassent vers le mur qu'ils verraient menacé. Mais une meilleure discipline était établie dans le château. Dès que l'alarme avait été donnée, chacun s'était rendu en silence à son poste; les assiégés garnissaient le mur, et cachaient leurs lumières et leurs armes : ils permirent aux assaillants d'avancer jusqu'au pied de la forteresse; ils laissèrent les trois cents sergents passer avec leurs échelles les deux fossés, et commencer à escalader le mur dans l'obscurité. Tout à coup les assiégés se firent voir, et, poussant de grands cris, ils accablèrent les assaillants des pierres qu'ils avaient préparées; ils renversèrent leurs échelles et les culbutèrent eux-mêmes dans le fossé. Du côté que la lune éclairait, le combat se prolongea davantage : mais, au point du jour, Oleggio fit sonner la retraite, et il renonça à soumettre un petit château devant lequel toute la puissance des Visconti était venue se briser [1].

En effet, les vivres commençaient à manquer aux soldats, et le fourrage aux chevaux; la saison devenait mauvaise, et le camp milanais se remplissait de malades et de blessés. Oleggio, après avoir séjourné quatre-vingt-deux jours sur le territoire florentin, et avoir assiégé inutilement un faible château pendant soixante et un jours, leva son camp le 16 octobre, et retourna dans l'état de Bologne par des chemins dont les gentilshommes gibelins ses alliés étaient maîtres [2].

Après la retraite de l'armée milanaise, les Florentins s'occupèrent des moyens de se garantir à l'avenir d'invasions semblables. Ils fortifièrent tous les passages des Apennins; ils prirent à leur solde un grand nombre de gens de guerre; ils

[1] *Matteo Villani.* L. II, c. 32, p. 122. — *Annal. Cæsenates.* T. XV, p. 1181. — [2] *Matteo Villani.* L. II, c. 33, p. 124.

augmentèrent les impôts de manière à se procurer un revenu annuel de trois cent soixante mille florins; enfin ils conclurent, au mois de décembre, une alliance défensive avec les trois communautés de Pérouse, Sienne et Arezzo. Les quatre républiques s'engagèrent à tenir constamment sur pied une armée de trois mille gendarmes pour la défense de leur liberté. Mais Florence seule en avait déjà plus que ce nombre sous les armes [1].

La puissance des Gibelins de Lombardie avait jusqu'alors trouvé son contre-poids dans celle de la maison guelfe qui régnait à Naples : mais depuis que Jeanne avait succédé au sage Robert, toutes les forces des souverains et du peuple, consumées dans une affreuse guerre civile, semblaient comme anéanties; et les Florentins, pressés par l'archevêque de Milan, tournaient avec anxiété leurs regards vers l'héritière de cette maison d'Anjou, qui, loin de pouvoir les défendre, avait elle-même besoin de leur protection.

Le roi de Hongrie avait repassé l'Adriatique en 1350, pour conduire dans le royaume de Naples dix mille hommes de cavalerie, qui l'avaient suivi dans des bateaux ouverts [2]. Il n'avait point de galères pour protéger sa navigation; de sorte que, si Jeanne n'avait pas laissé dépérir sa marine, elle aurait pu bien aisément arrêter les Hongrois, ou couler à fond les barques dans lesquelles ils se hasardaient. Les troupes que, par une impardonnable négligence, elle avait laissé débarquer dans le royaume, le traversèrent avec facilité; elles soumirent presque toutes les villes des deux provinces nommées principautés, et formèrent ensuite le siége d'Averse, la seule place qui essayât de se défendre. Mais les Hongrois servaient leur roi en vertu de leur allégeance féodale; ils ne recevaient point de solde de lui, et, au bout d'un terme assez

[1] *Matteo Villani*. L. II, c. 46, p. 135. — [2] *Joh. de Thwrocz Chron. Hungaror*. P. III, 17, p. 182.

court, ils avaient le droit de rentrer dans leurs foyers. Averse ne fut prise qu'à l'époque où finissait leur engagement, en sorte qu'ils demandèrent à retourner en Hongrie. Le roi lui-même, fatigué de ses guerres d'Italie, perdait l'espérance de conquérir des états où il ne lui convenait pas de résider, et il languissait de reprendre le chemin de son royaume. La reine Jeanne, de son côté, était réduite au dernier degré de faiblesse : elle demandait la paix avec instances ; des conférences s'ouvrirent, et, au mois d'octobre 1350, une trêve fut conclue, qui devait durer jusqu'au 1er avril 1351. On convint que, jusqu'à cette époque, chacun garderait ses possessions ; que les deux rois et la reine sortiraient du royaume ; et que le pape, dans son consistoire, demeurerait seul juge de l'attentat commis contre le roi André. Si la cour d'Avignon prononçait que la reine s'en était rendue coupable, elle devait perdre son royaume, qui passerait au roi de Hongrie. Si la cour la déclarait innocente, le roi devait renoncer à toutes ses conquêtes moyennant le paiement de trois cent mille florins pour les frais de la guerre. A ces conditions Louis de Hongrie retourna dans ses états, après avoir choisi pour ses lieutenants le chevalier de Montréal dans la terre de Labour, et Conrad Wolfart en Pouille [1].

En conséquence de cette trêve, le roi de Hongrie et la reine Jeanne envoyèrent des ambassadeurs à la cour d'Avignon, pour instruire de nouveau le procès sur la mort du roi André. Mais les Hongrois, qui croyaient désormais avoir suffisamment vengé ce meurtre, mettaient peu de chaleur à poursuivre leur accusation ; le pape et les cardinaux étaient entièrement dévoués à la maison de Provence : cependant le crime de Jeanne était si évident, qu'ils ne savaient comment s'y prendre pour la disculper sans se déshonorer eux-mêmes.

[1] *Matteo Villani.* L. I, c. 93, p. 88. — *Chron. Estense.* p. 462. — *Vita Nicolai Acciaioli à Matth. Palmerio.* T. XIII, p. 1214.]

Après avoir longtemps différé de juger ce procès, ils adoptèrent enfin un expédient qui fait voir combien peu la reine se confiait en la justice de sa cause. Les commissaires de Jeanne déclarèrent que, si l'on pouvait en effet prouver que cette princesse eût commis le crime dont on l'accusait, on ne devait attribuer sa faute ni à son intention ni à sa mauvaise volonté, mais reconnaître qu'elle avait cédé à la force des sortiléges, et que la faiblesse d'une femme n'avait pu résister à la puissance des esprits infernaux. Ces commissaires confirmèrent leur étrange justification par les dépositions de plusieurs témoins assermentés; et comme les juges auxquels ils s'adressaient ne demandaient qu'un prétexte pour prononcer en leur faveur, ces juges déclarèrent Jeanne innocente du crime commis contre André, et abolirent l'accusation qui avait longtemps pesé sur elle [1].

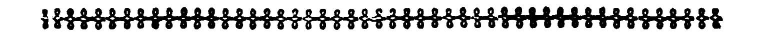
La paix du royaume de Naples ne fut cependant point une conséquence immédiate de cette sentence, parce que la cour d'Avignon trouvait son avantage à prolonger l'anarchie. Clément VI n'avait voulu donner à Louis de Tarente, l'époux de Jeanne, aucun autre titre que celui de roi de Jérusalem; il n'avait point voulu ratifier le traité de paix entre lui et le roi de Hongrie. Les Hongrois, il est vrai, s'étaient retirés du royaume; mais Louis de Tarente avait à combattre ses propres barons, et nulle part il ne trouvait d'obéissance. L'argent lui manquait, non seulement pour maintenir une armée, mais même pour parer à ses plus pressants besoins. Il s'était avancé jusqu'à Sulmone, dans l'intention de réduire les rebelles de Pouille; et là, il se voyait abandonné de ses soldats, et en dérision à sa noblesse, tandis que les principales villes de son royaume refusaient de lui ouvrir leurs portes. Dans cette situation presque désespérée, il reçut la nouvelle, au

[1] *Matteo Villani.* L. II, c. 24, p. 116.

mois de décembre 1351, que le pape venait de le reconnaître, en plein consistoire, pour roi de Naples et de Sicile. La conscience du pontife s'était réveillée tout à coup, lorsqu'une grave maladie l'avait mis aux portes du tombeau, et il montrait dès lors l'impatience la plus vive de rendre la paix à l'Italie[1].

Dans un second consistoire, auquel assistèrent, le mois suivant, l'évêque de Cinq-Églises et Conrad Wolfart, comme plénipotentiaires du roi de Hongrie, Clément VI confirma la trêve qui existait entre les deux monarques, et la changea en une paix perpétuelle. Il reconnut Louis de Tarente et Jeanne de Provence comme roi et reine de Naples. Il consentit, en qualité de seigneur suzerain, que le royaume fût grevé par eux, à certains termes, du paiement de trois cent mille florins, qui avaient été promis pour frais de la guerre. Les ambassadeurs de Hongrie prirent alors la parole, et, contre l'attente de tout le monde, ils déclarèrent que le roi leur maître, n'ayant point fait la guerre en Italie pour amasser de l'argent, mais pour venger le sang de son frère, tenait quitte volontairement le roi, la reine et le royaume, des trois cent mille florins qui lui étaient promis, et remettait Jeanne, sans conditions, dans l'entière jouissance de l'héritage de ses pères[2].

[1] *Matteo Villani.* L. II, c. 61, p. 131. — [2] *Ibid.* L. II, c. 65, p. 150. — *Bonfinius Rer. Hungaric. Dec. II.* L. X, p. 297. — Le roi relâcha en même temps les princes du sang détenus à Wisgrade, et il les renvoya jusqu'à Venise. — *Joh. de Thwrocz Chron. Hungar.* P. III, c. 25. p. 186.



CHAPITRE VI.

Commerce et colonies des Italiens dans le Levant. — Guerre des Génois avec les Grecs, avec les Vénitiens. — Bataille du Bosphore.

1348-1352.

L'Italie défendait avec peine son indépendance contre les Visconti. Cette race de tyrans était généralement désignée par le nom du serpent qu'elle portait dans ses armes. Elle employait alternativement contre ses voisins la ruse ou la violence, la perfidie ou la surprise, pour détruire leur liberté; et les écrivains du temps avaient coutume de dire que la *couleuvre* [1] des Visconti engloutissait les états les plus faibles, ou répandait son poison sur les autres pour les faire tomber à leur tour. Mais la mer était demeurée le sanctuaire de la liberté; deux républiques italiennes s'en partageaient l'empire, et elles ne souffraient sur l'Océan la rivalité d'aucun souverain despotique. Il n'est pas facile d'asservir des hommes dont la vaste mer est la patrie, et qui rejettent, en quittant le rivage, le joug qu'on voudrait leur imposer; des hommes

[1] Les Visconti, dans le langage consacré au blason, *portent d'argent, au serpent d'azur, couronné d'or, péri en pal, de trois tours, engloutissant un enfant de gueules.* D'où vient que tous les écrivains italiens ont désigné les Visconti par le nom de *Biscia* ou *Biscione*, une couleuvre.

que la force ou l'intérêt n'attachent point à la terre, et qui ne tiennent au sol qui les a vus naître que par des liens d'amour. La liberté de Gênes était plus orageuse, celle de Venise plus calme et plus forte; mais les citoyens de ces deux villes avaient également cette énergie, ces passions généreuses qui conservent aux peuples leur indépendance et leur gloire, qui assurent aux individus des succès dans toutes les carrières, et qui les rendent propres à briller par les armes, à s'immortaliser par les lettres, ou à s'enrichir par le commerce et la navigation.

Les Aragonais, ou plutôt les Catalans, avaient aussi une marine, et on les considérait alors comme la troisième puissance maritime de l'Europe. A cette époque, ils n'étaient guère moins libres que les Vénitiens ou les Génois. Dans leur union de 1347 contre le roi Pierre IV, dit le cérémonieux, ils avaient soutenu leurs droits avec la plus courageuse fermeté[1]. Ce prince, après avoir vaincu ses sujets dans une suite de combats, se fit apporter le livre des lois, et se blessant à la main, il fit couler son sang sur le privilége de l'Union, afin, dit-il, d'abolir et d'effacer par le sang d'un roi une loi qui avait coûté tant de sang au peuple. Mais il n'osa point porter d'autre atteinte aux libertés de ses sujets; il connaissait leur fierté indomptable, et leur attachement à leurs priviléges : il augmenta plutôt les prérogatives du justicier, le grand représentant des droits du peuple, et il laissa Barcelonne jouir, sous la protection d'un roi, de tous les avantages d'une république[2].

[1] Dans les royaumes d'Aragon, de Majorque, de Valence, et le comté de Catalogne, soumis à la couronne d'Aragon, la nation s'était réservé le droit de repousser par une *Union* toute usurpation injuste de ses priviléges. L'Union d'Aragon, comme les confédérations de Pologne, n'était autre chose qu'une insurrection légalement organisée : les ordres unis avaient une diète, ou des *cortès*, un trésor, une armée; ils imposaient à tous les citoyens le serment de fidélité à la liberté, et ils faisaient la guerre au monarque jusqu'à ce qu'ils l'eussent contraint à reconnaître les droits de son peuple. —
[2] *Hieron. Blancas Rerum Aragonens. Comment.* p. 668-672. — *Fueros y observancias del Reyno de Aragon.* L. IX, P. 178.

Cinquante ans auparavant, les Siciliens et les Napolitains tenaient encore une place distinguée parmi les puissances maritimes; leur marine s'était formée au temps où Amalfi, Naples et Gaëte étaient des républiques, où Messine et Palerme jouissaient d'une liberté presque entière sous la protection bien plutôt que sous l'autorité de la couronne. Mais, malgré les talents et l'activité de Frédéric, roi de Sicile, malgré la richesse et la persévérance de Robert, roi de Naples, la marine militaire de ces deux pays s'était anéantie, parce que la marine marchande n'avait pu se soutenir sans l'énergie de la liberté. La reine Jeanne, souveraine de la Provence et du royaume de Naples, n'avait point de vaisseaux de guerre dans les ports de l'un ou de l'autre de ces états : ils ne pouvaient communiquer entre eux que par la mer; et la reine, pour faire passer l'argent provenant des impôts, ses soldats, ou même ses ordres, de l'une de ses souverainetés à l'autre, demeurait à la merci des étrangers. Jeanne elle-même fut obligée, à plusieurs reprises, de traverser la mer; et chaque fois elle prit à son service, pour ce trajet, des galères génoises. Menacée par les Hongrois qui se hasardaient sur l'Adriatique pour envahir ses états, elle ne réussit point à former une marine, d'où aurait dépendu sa sûreté, et elle ne put pas même empêcher le passage de la cavalerie hongroise dans des bateaux plats. Oubliant la rivalité de ses ancêtres avec la maison de Sicile, elle demanda quinze galères à don Louis d'Aragon, ou plutôt à la régence de Palerme, qui gouvernait la Sicile au nom du roi mineur; et, à ce prix, elle renonça à toutes les prétentions que la maison d'Anjou faisait valoir depuis soixante et dix ans sur l'île dont elle était séparée par le Phare. Mais les galères siciliennes qu'on lui avait promises ne purent jamais mettre en mer.

Les Grecs, que le grand nombre de leurs îles et le besoin absolu de fermer aux Turcs le passage des mers appelaient

si impérieusement à maintenir une marine, avaient aussi laissé la leur se détruire. Celle des Pisans ne s'était pas relevée de l'échec qu'elle avait reçu à la Méloria, dans la fatale bataille contre les Génois. Les Français, enfin, dans les longues guerres de Philippe de Valois avec l'Angleterre, prenaient à leur solde des galères de Gênes; et les Anglais n'avaient point encore su entourer leur île de ces forteresses mouvantes qui défendent son bonheur et sa gloire. Dans le Nord, il est vrai, les villes de la grande Hanse avaient déjà une marine florissante; mais on la voyait rarement visiter les ports du Midi.

La Méditerranée seule était sans cesse sillonnée par des vaisseaux ou guerriers ou marchands : l'Amérique n'existait pas encore pour les Européens, et la route des Indes autour de l'Afrique était inconnue. L'Océan demeurait désert, et les royaumes de l'Occident communiquaient par terre plutôt que par mer avec des pays plus fertiles et plus industrieux. Mais les deux plus vastes et plus riches commerces du monde, ceux qui, de tout temps, ont fait prospérer tous les autres, le commerce du nord-est et celui des Indes, se faisaient par la Méditerranée, l'un dans les ports de la mer Noire et à l'embouchure des fleuves de la Russie; l'autre, par l'entremise des Arméniens ou par celle des Arabes, dans les ports de la Grèce, de la Syrie ou de l'Égypte.

Les progrès mêmes de la civilisation rendent tous les jours plus nécessaires aux peuples les produits d'une terre riche, mais encore sauvage. Comme la culture augmente, les forêts sont détruites, et les animaux farouches qui les habitaient disparaissent. Il faut bien alors demander à d'autres pays, demeurés à moitié déserts, les produits de ces mêmes forêts qui servent de matière première aux arts, et dont la civilisation même nous fait un besoin. La Russie, depuis bien des siècles, est le magasin des bois de construction de l'Europe, du chan-

vre dont on fait les voiles et les cordages, de la poix, du goudron, de la cire, du suif, du feutre, des fourrures et des pelleteries. Une partie de ces marchandises, si nécessaires à la navigation et aux arts, peut aujourd'hui nous être fournie par l'Amérique septentrionale; nous tirons le reste des ports de la mer Baltique, et plus anciennement de celui d'Archangel. Dans le XIVe siècle, ce commerce tout entier se faisait par la mer Noire; les marchandises du nord descendaient les fleuves qui se jettent dans cette mer, surtout le Don ou Tanaïs : tout ce que nous allons chercher aujourd'hui dans la Baltique, dans la mer Blanche et à l'embouchure du Saint-Laurent, se trouvait réuni dans la petite Tartarie; et les républiques de Venise et de Gênes, empressées de donner de la stabilité à leurs comptoirs de la mer Noire, conclurent différents traités de commerce avec les successeurs d'Ochtai Kan et de Zengis, qui, vers le milieu du XIIIe siècle, avaient conquis ou parcouru la Russie, la Pologne, la Hongrie et la Moldavie [1].

Les villes de Caffa et de la Tana furent choisies, de préférence à toutes les autres, pour être l'entrepôt des riches exportations de Russie, et des produits de l'industrie italienne destinés à la consommation des Tartares et des peuples du Nord. Caffa, en Crimée, était une colonie des Génois, et dépendait d'eux en toute souveraineté. Ils avaient acheté d'un chef tartare, au commencement du XIVe siècle, le droit de bâtir quelques boutiques et quelques maisons sur ce rivage; bientôt les avantages du commerce y attirèrent une population nombreuse; l'enceinte élevée contre les voleurs devint une fortification régulière : les Génois qui s'y établissaient construisaient au-dessus de leurs magasins des palais

[1] *Ricerche sul commercio Veneto del conte Marsigli*, p. 54. — *Storia civile e politica del commercio de' Veneziani, di Carlo Antonio Marin*. Vinegia, 1800, T. IV, L. II, c. 2-6, p. 111-149.

somptueux; et la colonie, qu'on cherchait à rendre semblable à la superbe Gênes, sa métropole, prit bientôt l'aspect le plus florissant [1].

La Tana, sur les bords du Tanaïs, et près d'Azow, dépendait des souverains tartares; mais les Génois et les Vénitiens avaient des établissements très considérables dans cette ville; les Florentins et d'autres peuples d'Italie y avaient aussi ouvert des comptoirs : des richesses immenses y étaient accumulées; et lorsque les avanies des Tartares, des tremblements de terre ou des incendies ruinaient les marchands de la Tana, la perte qu'ils éprouvaient était ressentie dans tout l'Occident.

Tandis qu'un des rivages de la mer Noire offrait aux Italiens le commerce que nous faisons aujourd'hui avec l'Amérique, l'autre leur ouvrait la route la plus fréquentée des Indes orientales. Toutes les villes de la côte opposée à la Tartarie étaient animées par un commerce très avantageux et très actif. Synope et Trébisonde surtout étaient habitées par des colonies nombreuses de marchands italiens, et visitées chaque jour par leurs vaisseaux. Synope était un point important de communication avec les Turcs de l'Asie-Mineure; Trébisonde, siége d'un petit empire grec, né des débris de celui de Constantinople, et gouverné par un Comnène [2], ouvrait une communication plus importante encore avec l'Arménie, et facilitait le commerce de ce riche royaume.

Les Arméniens avaient recouvré leur indépendance dans le XIIe siècle; et ce peuple montagnard, le plus industrieux, le plus sobre et le plus actif de l'Asie, avait recherché l'alliance des Latins, qui professaient la même religion que lui [3]. Les Vénitiens, avant tous les autres, avaient ob-

[1] *Nicephorus Gregoras Hist. Byz.* L. XIII, c. 12, p. 346. — [2] *Ibid.* L. XIII, c. 11, p. 344. — [3] L'église d'Arménie avait été réunie à l'église catholique en 1145, 1200 et 1247.

tenu en Arménie les plus grands priviléges ; seuls ils pouvaient trafiquer sur les *camelots*, et tirer du pays la laine ou *camel* des chèvres d'Angora, dont l'exportation était prohibée pour tous les autres marchands. Ils étaient exempts de gabelles ; ils pouvaient posséder des maisons, des églises et des hôtelleries ; ils avaient même le droit de battre monnaie et celui d'être jugés par leurs propres magistrats ; enfin, ils jouissaient d'une franchise absolue pour traverser tous les états arméniens avec les marchandises qu'ils tiraient de Tauris et de la Perse [1].

Cette communication au travers de l'Arménie avait fait de Trébisonde l'un des marchés du commerce des Indes. Les riches productions de ces heureux climats, et surtout les aromates, ont été de tout temps l'objet du commerce le plus lucratif de l'univers. Tous les pays demandent et consomment ces produits si rares et si précieux d'une seule contrée. Les frais et la difficulté du transport d'une extrémité du globe à l'autre ont donné successivement à divers peuples les moyens d'établir un monopole sur les épiceries ; alors seulement on a pu dire avec vérité, ce qui a été répété si souvent et si faussement des autres commerces de consommation : toutes les nations sont tributaires de celle qui est en possession de fournir les épices et les aromates de l'Inde.

Dans le XIV[e] siècle, ce riche commerce se faisait au travers de l'Asie, par plusieurs routes à la fois. Mais toutes ces routes étaient dangereuses ; de fréquentes révolutions dans les pays que les marchands devaient traverser interrompaient leurs voyages et arrêtaient leurs spéculations. Parmi les caravanes qui rapportaient des Indes, avec les épiceries, les produits des manufactures de l'Indostan et de la Chine, quelques-unes traversaient la Bactriane ou grande Bucharie ;

[1] *Ricerche sul commercio Veneto*, p. 49.

les transports de marchandises descendaient ensuite l'Oxus, naviguaient au travers de la mer Caspienne, remontaient le Cyrus, et descendaient enfin le Phase, qui les conduisait dans la mer Noire. D'autres marchands abordaient dans le golfe Persique, et, par l'Euphrate, ils pénétraient dans l'Assyrie; de là ils se dirigeaient sur les différents ports de la Terre-Sainte ou de l'Asie-Mineure. Quelques-uns enfin, par la mer Rouge, se rendaient à Alexandrie d'Égypte. Ainsi, depuis les bouches du Tanaïs jusqu'à celles du Nil, les différentes villes maritimes possédées par les Tartares et les Turcs, les Grecs et les Arabes, furent tour à tour enrichies par le commerce de l'Inde. Les Vénitiens et les Génois, qui avaient donné à ces villes le nom d'échelles, établirent dans toutes des factoreries pour y recueillir les aromates: eux seuls approvisionnaient ensuite toute l'Europe.

Constantinople se trouvait au centre du commerce de la mer Noire, de l'Asie-Mineure et de l'Égypte. Les habitants de cette ville, énervés par un long esclavage, n'avaient point assez d'énergie pour suivre eux-mêmes les entreprises commerciales auxquelles leur situation les appelait [1]. Mais Constantinople était toujours le grand marché de l'Orient; et, au défaut des Grecs, les Italiens venaient chez eux faire leurs propres affaires.

Les Vénitiens possédaient dans la ville de Constantinople un quartier entouré de murs et fermé de portes, comme ceux qu'habitent aujourd'hui les Juifs dans presque toutes les villes d'Italie. Ils avaient aussi dans le port un ancrage séparé et entouré de palissades. La colonie était gouvernée comme une petite république, par un baile qui tenait la place

[1] La pitié méprisante qu'inspirait aux Grecs la fatigue et la misère d'une vie consacrée au commerce est exprimée par leurs historiens, lorsqu'ils parlent des Latins : Εἰωθὸς γὰρ τοῖς λατίνοις, καὶ μαλίστα τοῖς ἐκ Γεννούας, ἐμποριϰῷ τα πλεῖστα καὶ θαλαττίῳ βιῳ προσταιπωρεῖσται. *Nicephor. Gregoras Hist. Byz.* L. XIII, c. 12, p. 346.

du doge, par des juges, des conseillers et des sages. Les petits établissements des Vénitiens dans la Romanie dépendaient de celui de Constantinople; les plus grands avaient des gouvernements séparés.

La colonie byzantine des Génois était bien autrement importante. Michel Paléologue, en reconnaissance des secours qu'il avait reçus d'eux pour recouvrer sa capitale, leur avait abandonné la souveraineté du faubourg de Péra ou Galata, vis-à-vis de Constantinople, et de l'autre côté du port. Tous les Génois y avaient transporté leurs comptoirs; et sous le règne d'Andronic-l'Ancien, ils avaient entouré leur ville naissante, d'abord d'une double, ensuite d'une triple enceinte de murs. Péra, qui s'étendait entre les collines et le golfe sur une longueur quatre fois plus grande que sa largeur, avait déjà quatre mille quatre cents pas de tour [1]. Les maisons, élevées en terrasse les unes au-dessus des autres, avaient toutes la vue de la mer et de Constantinople. Chaque année on voyait s'accroître leur nombre et leur magnificence; et si l'empire grec n'avait pas enfin succombé sous les calamités qui le frappaient coup sur coup, en moins d'un siècle la ville génoise aurait égalé en splendeur et en population la capitale de l'Orient [2].

Il y a longtemps que nous ne nous sommes occupés des révolutions de Constantinople. En même temps que l'empire d'Orient s'affaiblissait, son influence sur la politique européenne diminuait aussi: les Paléologue étaient loin de pouvoir, comme les Comnène, troubler l'Italie par leurs intrigues, et former sur cette contrée des projets de conquêtes; ils ne demandaient qu'à être oubliés, et ils étaient oubliés en effet. Les princes de Tarente, héritiers des prétentions des empereurs latins de Constantinople, étaient de leur côté trop faibles pour

[1] *Petri Gyllii de Topographia Constant.* L. IV, c. 11, p. 329. *In Banduri Imp. Orient.* — [2] *Ibid.* p. 330.

faire valoir les titres dont ils se décoraient toujours. Réduits au rang de nobles factieux dans la monarchie languissante de Naples, ils ne songeaient plus à armer l'Europe pour reconquérir l'empire grec. Ils n'attaquaient plus, et n'étaient plus attaqués. De part et d'autre on vivait dans le repos de l'impuissance. Les négociants et les hommes de lettres liaient seuls désormais la Grèce à l'Italie.

Des guerres civiles désolèrent l'empire grec pendant la première moitié du XIVe siècle. Andronic-l'Ancien et son petit-fils, de même nom que lui, renouvelèrent trois fois les hostilités l'un contre l'autre, de l'année 1321 à 1328. Le vieillard pusillanime, inconstant et superstitieux, céda enfin le trône à Andronic-le-Jeune, qui, non moins que lui, était incapable de gouverner. Sous le règne du dernier, de nouveaux désordres affligèrent, pendant douze ans, l'empire d'Orient. Andronic mourut en 1341, et laissa son fils, encore enfant, sous la tutelle de l'ambitieux Cantacuzène, alors grand-domestique [1]. Sa veuve, l'impératrice Anne de Savoie, prétendait gouverner aussi : elle attaqua le grand-domestique pour le dépouiller de l'administration; et celui-ci se fit forcer, par ses partisans, à prendre la pourpre, sous prétexte qu'il pourrait ainsi mieux défendre son pupille [2]. Pendant ce temps les Turcs, conduits par Othman et par son successeur Orchan, avaient achevé de soumettre toutes les provinces grecques d'Asie : ils avaient ensuite passé en Europe comme auxiliaires de Cantacuzène, et leurs conquêtes, dans ces provinces jusqu'alors épargnées, menaçaient déjà de sa dernière ruine le faible empire des Grecs.

Dans les guerres civiles entre Cantacuzène et l'impératrice Anne de Savoie, les Génois avaient embrassé le parti de cette dernière; et à plusieurs reprises ils lui avaient fourni des se-

[1] Plus exactement *Cadacuzène*, comme l'appellent les Italiens; car le ντ des Grecs représentait alors un *d*.—[2] *Nicephorus Gregoras Histor. Byzant.* Lib. XII, c. 11, p. 306.

cours [1]. Au milieu de la misère universelle, ils avaient seuls conservé leurs richesses. L'épuisement força enfin les princes rivaux à faire la paix. Ils convinrent de régner de concert; les deux empereurs et les trois impératrices furent couronnés en un même jour; mais ils étaient réduits à un tel degré de pauvreté, que, dans cette cérémonie, ils furent forcés de se présenter au peuple comme des rois de théâtre, ornés de diadèmes de cuir doré, couverts de diamants de verre, et servis à table dans de la vaisselle d'étain [2]. Dans le même temps les Génois avaient étendu leur commerce : ils avaient fourni de l'argent aux empereurs, qui leur donnaient en paiement la perception des revenus royaux; et, au moment de la paix, plus souverains que les Paléologue, ils prélevaient sur les impôts deux cent mille byzants d'or par année, tandis qu'il n'en restait pas trente mille à l'empereur [3].

Des gentilshommes génois avaient, sur ces entrefaites, conquis pour la seconde fois l'île de Chio; et ils s'étaient établis dans cette colonie, où ils régnaient, tandis que, dans leur patrie, ils étaient en butte aux persécutions du parti démocratique [4]. D'autres Génois avaient conquis la ville de Phocée; toutes les provinces avaient à se plaindre de l'arrogance et des vexations de ces hôtes, devenus trop riches et trop puissants.

La paix de 1347 rendit à Cantacuzène le loisir de s'occuper des désordres causés par les guerres civiles, et de leur réforme. Mais cet empereur était faible et temporiseur par caractère; il était entouré d'ennemis et de mécontents, engagé dans des

[1] *Nicephorus Gregoras*. L. XIV, c. 10, p. 373; et L. XV, c. 8, p. 393. — [2] Le 8 janvier 1347. *Nicephorus Gregoras*. L. XV, c. 11, p. 401. — [3] *Nicephorus Gregoras*. L. XVII, c. 1, p. 428. Le byzant paraît être l'auréus des successeurs de Constantin, la soixante-douzième partie d'une livre d'or. La livre d'or romaine valait environ 960 francs, et la livre d'argent 66 fr. 13 s. 4 d. L'auréus ou byzant valait enfin 13 liv. 6 s. 8 d. tournois. *Voyez* Gibbon, *Decline and fall*. c. 17, note 180. — [4] En 1346. *Nicephorus Gregoras*. L. XV, c. 6, p. 388.

haine nationale l'avait emporté sur la timidité habituelle : les citadins et les artisans de Constantinople s'étaient unis aux soldats pour combattre les Latins; et ces derniers, après d'inutiles efforts, se retirèrent avec perte [1].

Cantacuzène, de retour à Constantinople au milieu de l'automne, entreprit à son tour le blocus de Péra du côté de terre, tandis que les Génois bloquaient toujours sa capitale du côté de la mer. En même temps il fit construire de nouvelles galères dans le chantier fortifié de l'hippodrome; il avait pris à sa solde des troupes étrangères, et paraissait déterminé à venger sa dignité offensée. 1349.—Les chevaliers de Rhodes, après avoir vainement essayé de rétablir la paix, reçurent dans leur île les femmes et les enfants de Péra et les effets les plus précieux des Génois, pour les soustraire aux périls de la guerre [2].

Ainsi se passa l'hiver : au commencement du printemps, les Grecs lancèrent à la mer neuf grands vaisseaux et plusieurs navires à un ou deux rangs de rames, qu'ils avaient construits dans l'hippodrome; mais comme ils n'avaient pas assez de matelots, ils enrôlèrent pour la manœuvre un grand nombre de laboureurs et d'artisans. Lorsque cette escadre sortit du port, l'amiral génois remarqua que les rameurs frappaient inégalement la mer de leurs rames; il reconnut aisément à ce signe à quels ennemis il aurait à faire, et il en conçut les meilleures espérances pour la bataille qu'il se préparait à livrer. Il laissa les Grecs s'avancer vers l'île au Prince, et y capturer un vaisseau génois qui arrivait de l'Hellespont; et il se plaça avec neuf galères et plusieurs moindres bâtiments à l'entrée du port pour attendre leur retour [3].

Le jour était nébuleux et le vent contraire, lorsque les

[1] *Nicephorus Gregoras*. L. XVII, c. 3, p. 433. — [2] *Ibid.* c. 4, p. 435. — *Cantacuzenus*. L. IV, c. 11, p. 595. — [3] *Nicephorus Gregoras*. L. XVII, c. 5, p. 437. — *Cantacuzenus Histor. Byz.* L. IV, c. 11, p. 596.

Grecs revinrent de l'île au Prince. Pour rentrer dans le port ils devaient tourner la pointe nord de Constantinople; on assurait qu'un gouffre était caché devant le temple de Saint-Démétrius, et les galères grecques passaient lentement et timidement tout autour : leur longue file se serrait contre le rivage, et semblait craindre plus encore les Génois de l'autre côté du golfe que le gouffre ou les écueils. Un léger mouvement de la flotte ennemie glaça d'effroi les paysans qui devaient faire l'office de matelots; plusieurs d'entre eux s'élancèrent sur le rivage dès qu'ils s'en virent assez près pour espérer de l'atteindre; d'autres se jetèrent à la mer pour gagner le bord à la nage. Bientôt la terreur devint contagieuse; avant que les Génois fussent à la portée du trait, plus de deux cents Grecs s'étaient noyés en s'efforçant de s'enfuir; le reste de la chiourme s'était mis en sûreté sur la côte, et les galères, demeurées désertes, furent prises sans combat par les Génois, et remorquées à Péra [1].

Pendant le même temps, les trois galères qu'on avait mises en sûreté l'année précédente dans le canal du Barbyssés, descendaient au travers du golfe avec beaucoup d'autres vaisseaux pour se joindre à la grande flotte. Lorsque ceux qui les montaient virent la première escadre entre les mains des Génois, il furent à leur tour frappés de terreur : commandants, soldats et matelots, tous se précipitèrent à la mer pour gagner la côte, et ces galères, comme les autres, tombèrent au pouvoir de l'amiral génois. Enfin la foule qui s'était assemblée sur les murs de Constantinople, moins pour les défendre que pour jouir du spectacle du combat, éprouvant la même terreur panique, se précipita du haut des remparts pour s'enfuir dans la ville; plusieurs se tuèrent dans leur chute, tandis que les Génois attribuaient cette déroute à quelque châti-

[1] *Nicephorus Gregoras.* L. XVII, c. 6, p. 498. — *Cantacuzenus Imper. Hist.* L. IV, c. 11, p. 597.

ment de Dieu. D'anciens amis, d'anciens voisins, qu'ils avaient eu si peu de peine à vaincre, ne leur inspiraient plus que de la compassion ; ils leur criaient de fuir sans se presser et de ménager leurs vies, puisque leurs ennemis n'avaient pas même l'idée de les poursuivre [1].

Dès cet instant, les Génois manifestèrent la plus noble et la plus généreuse modération. Des ambassadeurs, arrivés de Gênes quatre jours après la déroute de la flotte grecque, portèrent à Cantacuzène des propositions honorables, et qui furent bientôt acceptées. Les habitants de Péra payèrent une grosse somme d'argent pour réparer le dommage qu'ils avaient causé à l'empereur : ils lui rendirent le terrain au-dessus de leur ville dont ils s'étaient emparés, et ils promirent par serment de ne jamais abuser à l'avenir de l'hospitalité qu'on leur avait accordée [2]. Cantacuzène ne voulut pas de son côté paraître inférieur en générosité : il déclara qu'il possédait d'assez vastes états pour ne pas envier aux Génois un petit coin de terre qui leur était si précieux, et il les remit lui-même en possession du haut de la colline du Péra et des lieux où ils avaient élevé une redoute [3].

La modération des Génois était, il est vrai, causée en partie par la crainte d'être engagés dans une nouvelle guerre avec les Vénitiens, pour protéger leur commerce de la mer Noire. Un Scythe avait été tué par un Latin à la Tana, à la suite d'une querelle, et ce meurtre avait excité une guerre dans la Petite-Tartarie. Gianis-Beg, le kan des Tartares, avait résolu de venger la mort de son compatriote sur tous les Italiens qui négociaient sur la mer Noire. Ils les avait chassés de la Tana, et les poursuivait à Caffa, où les Génois leur avaient ouvert un asile [4]. Mais cette dernière ville craignait peu les attaques

[1] *Nicephorus Gregoras*. L. XVII, c. 6, § 7, p. 440. — [2] *Ibid.* c. 7, p. 441. — [3] *Cantacuzenus*. L. IV. c. 11, p. 598.—Nous avons suivi dans tout ce récit les seuls écrivains grecs ; les Génois gardent un silence absolu sur cette guerre, quelque honorable qu'elle ait été pour eux. — [4] *Matteo Villani*. L. I, c. 83, p. 81.

d'une armée indisciplinée. Les Tartares, après un siége de deux ans, n'avaient pas fait une brèche aux murs de Caffa, tandis que les Génois avaient brûlé la Tana, dévasté les rives de la mer Noire, détruit le commerce du peuple, et réduit l'armée qui les assiégeait à manquer de vivres[1].

Les Génois avaient espéré que tous les Latins feraient cause commune avec eux; tous avaient éprouvé les mêmes injures, tous avaient le même intérêt à obtenir du kan tartare la permission de fortifier la Tana à l'égal de Caffa pour se mettre à l'abri des attaques imprévues de ce peuple barbare. La cessation absolue du commerce devait forcer bientôt les Tartares à faire leur paix avec les peuples de l'Occident. Ils regorgeaient de marchandises dont ils désiraient se défaire; ils manquaient de toutes celles qu'ils étaient accoutumés à consommer, et les revenus des plus riches propriétaires étaient en quelque sorte anéantis par l'impossibilité de vendre leurs denrées[2]. Les Génois, par la supériorité de leur marine, empêchèrent les Grecs et les Asiatiques de communiquer avec la Tana. Ils invitèrent tous les Occidentaux à s'établir à Caffa, et ils leur promirent dans cette ville tous les avantages que pouvait leur offrir le kan des Tartares. Mais les Vénitiens, qui s'étaient d'abord réfugiés dans cette colonie génoise, ne résistèrent pas longtemps à l'attrait des bénéfices offerts par le commerce des Scythes. 1350. — Ils visitèrent de nouveau les ports des Palus-Méotides, où ils obtenaient des profits d'autant plus grands qu'ils n'y rencontraient plus de rivaux[3]. Les Génois, d'autre part, pour maintenir leurs droits de blocus, attaquèrent et déclarèrent de bonne prise quelques vaisseaux vénitiens qui faisaient voile vers les bouches du Tanaïs[4].

[1] *Nicephorus Gregoras.* L. XIII, c. 12, p. 347. — *Cantacuzenus. L.* IV, c. 26, p. 648. — [2] *Nicephorus Gregoras.* L. XIII, c. 12, § 6, p. 347. — [3] *Chronicon Estense.* T. XV, p. 465. — [4] *Nicephorus Gregoras.* L. XVIII, c. 2, p. 446.

La république de Venise, déterminée à ne pas se priver plus longtemps du commerce de la mer Noire, arma trente-trois galères, chargées en même temps de marchandises et de soldats, et elle les expédia à la Tana, sous le commandement de Marco Ruzzini [1]. Cet amiral rencontra devant l'île de Négrepont onze galères génoises qui se rendaient à Caffà ; il les attaqua et, après un long combat, il en prit neuf, qu'il conduisit à Candie ; les deux autres se réfugièrent à Péra. Mais Filippino Doria, l'amiral des Génois, qui avait échappé à leur défaite, sollicitait ses compatriotes de Péra de l'aider à se venger ; il les détermina à le suivre avec sept galères et plusieurs moindres vaisseaux, et, attaquant à l'improviste la ville de Candie, il força son entrée dans le port, il brûla quelques maisons, délivra tous les prisonniers qu'on lui avait faits dans le combat précédent, reprit toutes ses marchandises ainsi que ses galères, et les renvoya à Gênes [2], tandis que lui-même il revint couvert de gloire à Péra.

Pendant le même temps Marco Ruzzini avait protégé le commerce vénitien dans la mer Noire et les Palus-Méotides. Au milieu de l'automne, il traversa de nouveau le Bosphore [3], et, averti que les Génois de Péra avaient enlevé dans le port de Candie les prises qu'il y avait laissées, il résolut d'en tirer vengeance. Avant qu'on pût être averti de son approche, quatorze de ses vaisseaux entrèrent de nuit dans le port de Constantinople; et comme les Génois, par une espèce de bravade, laissaient les portes de Péra constamment ouvertes, les Vénitiens débarquèrent en silence et entrèrent dans cette ville

[1] Matteo Villani ne lui donne que quatorze galères; les autres historiens sont à peu près d'accord sur le nombre que j'ai adopté. — *Nicephorus Gregoras*. L. XVIII, c. 2, p. 446. — *Marin. Sanuto vite de' duchi di Venezia*, p. 621. — *Naugerio Storia Veneziana*, p. 1034. — *Cortusiorum Historia*. L. X, c. 7, p. 935. — [2] *Matteo Villani*. L. I, c. 84 et 85, p. 82. — *Ubertus Folieta Hist. Genuens*. L. VII, p. 448. — [3] Il me paraît probable que Ruzzini n'attaqua Péra qu'à son retour de la mer Noire ; cela n'est cependant expliqué clairement par aucun historien.

Aux cris des gardes, cependant, les bourgeois s'armèrent avec précipitation ; ils attaquèrent avec fureur les Vénitiens, qui avaient déjà brûlé quelques vaisseaux marchands sur le rivage, et ils les forcèrent à se rembarquer en hâte et à s'éloigner[1].

Le même jour, un ambassadeur vénitien obtint audience de l'empereur grec, et lui proposa une alliance offensive avec sa république, pour chasser les Génois de Péra et de la Romanie. Cantacuzène, quelque ressentiment qu'il nourrît contre les derniers, ne voulut point prendre parti entre deux rivaux également redoutables, persuadé que l'alliance de l'un de ces peuples ne lui serait jamais aussi avantageuse que l'inimitié de l'autre lui ferait de mal. Il se borna donc à offrir de renouveler la trêve qui avait été conclue entre ses prédécesseurs et le sénat de Venise, et qui était sur le point d'expirer. Les Vénitiens parurent fort mécontents de ce refus ; mais, comme la saison était déjà avancée, ils remirent à la voile pour rentrer dans les ports de leur patrie[2].

Gênes n'avait été de longtemps si puissante qu'à cette époque ; car tous les partis de cette république étaient réunis et vivaient en paix sous le gouvernement du doge Jean de Valente. Le sénat profita de cette concorde intérieure pour mettre en mer, l'année suivante, le plus formidable armement, sous les ordres de Paganino Doria. 1351. — Cet amiral mit à la voile au mois de juillet 1351, avec soixante-quatre galères, sur lesquelles on voyait la moitié des matelots de la Ligurie. Il parcourut l'Adriatique, et ravagea plusieurs colonies vénitiennes sur ses bords. Ensuite il se dirigea vers l'Archipel, pour chercher Nicolo Pisani, l'amiral vénitien, qui y commandait vingt galères[3].

[1] *Cantacuzeni Imperat. Histor.* L. IV, c. 25, p. 646.—[2] *Cantacuzenus imper.* L. IV, c. 25, p. 647. — *Nicephorus Gregoras.* L. XVIII, c. 2, p. 416.—[3] *Matteo Villani.* L. II, c. 25, p. 117.

Pisani était devant l'île de Chio, lorsqu'il fut averti de l'approche de forces si supérieures. Il dispersa sa flotte pour les éviter. Il se rendit à Constantinople avec trois vaisseaux : son vice-amiral alla chercher, avec les autres, un refuge dans le port de Chalcis de l'île d'Eubée, déjà connue alors sous le nom de Négrepont. Il tira ses dix-sept galères sur le rivage ; et à l'aide des habitants de Négrepont, sujets des Vénitiens, il se mit en état de défense. Paganino Doria, n'ayant pu réussir à forcer l'entrée du port, en entreprit le blocus. En même temps il débarqua une partie de ses troupes, et forma, du côté de terre, le siége de Négrepont, à l'aide de machines de guerre qu'il fit venir de Péra [1].

Un grand nombre de matelots vénitiens avaient été emportés par la peste ; et le sénat de Venise, averti du danger que courait sa flotte dans l'île d'Eubée, se voyait hors d'état d'en armer une nouvelle qui fût assez forte pour délivrer la première. Il chercha donc des alliés au dehors ; et, avant tout, il envoya solliciter la république de Pise de s'unir à lui pour venger sur ses anciens ennemis la défaite de la Méloria. Mais Pise était alors gouvernée par les Gambacorti, hommes nouveaux qui n'avaient ni vieilles haines à satisfaire, ni vieilles vengeances à exercer. C'étaient de plus des marchands ; et l'intérêt du commerce leur faisait désirer la continuation de la paix [2]. Sur le refus des Pisans, les ambassadeurs vénitiens se rendirent en Aragon pour offrir leur alliance au roi Pierre IV, déjà mécontent des Génois, et pour réveiller l'animosité des Catalans, ses sujets, contre les habitants de la Ligurie.

Quelques familles de Pise et de Gênes avaient conservé

[1] *Matteo Villani.* L. II, c. 26, p. 118. — *Ubertus Folieta Genuens. Histor.* L. VII, p. 449. — *Marin. Sanuto vite de' duchi di Venez.* p. 623. — Je dois avertir que, dans le récit de cette guerre, non seulement les historiens divers sont peu d'accord entre eux sur l'ordre des événements et la chronologie, mais que, de plus, chacun rapporte plusieurs versions opposées, et paraît embarrassé pour choisir entre elles. — [2] *Matteo Villani.* L. II, c. 27, p. 118.

leurs fiefs en Sardaigne depuis la conquête des Aragonais. Pierre IV ayant tenté de dépouiller celle des Doria, la république de Gênes avait pris leur défense, et forcé le roi à leur rendre leurs propriétés[1]. C'était le motif de la haine du roi d'Aragon contre les Génois ; il saisit avec avidité la proposition qui lui fut faite par les Vénitiens de se venger d'eux. Il promit d'armer de matelots catalans et de soldats aragonais les vaisseaux que Venise s'offrait à lui fournir[2] ; et le 3 août 1351, ses hérauts d'armes vinrent déclarer la guerre au doge, au sénat et au peuple de Gênes[3].

La nouvelle de l'alliance des Catalans avec les Vénitiens détermina l'empereur grec à embrasser un parti qu'il croyait désormais le plus fort[4]. Les Génois parurent d'ailleurs vouloir provoquer son courroux, plutôt que l'éviter. Au milieu du jour ils lancèrent, avec une baliste, un quartier de rocher de Péra sur le palais, comme pour faire l'essai de la portée de leur machine ; et, malgré les plaintes qu'on leur adressa à ce sujet, le lendemain ils en lancèrent un second[5]. Les Grecs irrités appelèrent Nicolo Pisani, l'amiral vénitien, et l'encouragèrent à entreprendre le siége de Péra. Déjà Pisani avait rassemblé une nouvelle flotte de trente-deux galères, en réunissant sous son pavillon tous les vaisseaux vénitiens épars dans la Romanie, la mer Noire ou la mer de Syrie. Les Grecs, qui lui avaient aussi fourni quelques vaisseaux, tracèrent leur camp, pour le seconder, au pied des murs de Péra[6].

Dans le même temps Paganino Doria, l'amiral génois, pressait le siége de Chalcis, où une flotte vénitienne était enfermée. De là il avait entamé une négociation avec l'impéra-

[1] *Zurita Indices Rerum ab Arag. Regib. gestar.* L. III, p. 197. — [2] *Matteo Villani.* L. II, c. 27, p. 118. — [3] *Zurita Indices Rer.* L. IV, p. 204. — [4] *Nicephorus Gregoras.* L. XVIII, c. 2, p. 418. — [5] *Cantacuzeni Imperat. Histor.* L. IV, c. 26, p. 648. — [6] *Cantacuzeni Imperat.* L. IV, c. 26, p. 650.

trice Anne de Savoie, à laquelle il offrait des secours, pour rétablir son fils, Jean Paléologue, sur le trône que Cantacuzène avait usurpé : sur ces entrefaites, il surprit un vaisseau léger qui s'efforçait d'entrer à Chalcis pour porter aux assiégés l'assurance d'un prompt secours. Cinquante galères avaient été armées, moitié à Venise, moitié à Barcelonne, les premières sous les ordres de Pancrazio Giustiniani, les secondes sous ceux de Ponzio de Santa-Paz, et elles s'étaient rencontrées, au mois de novembre, dans les mers de Messine; de là elles se dirigeaient vers la Grèce. Doria ne les attendit pas, il fit voile vers Thessalonique pour presser l'impératrice Anne d'accepter son alliance; et, n'ayant pu l'y déterminer, il surprit l'île de Ténédos, où il mit ses troupes en quartier d'hiver, et répara ses galères[1].

Pisani, laissant les Grecs poursuivre le siége de Péra, se rendit à Négrepont avec les vaisseaux qu'il avait assemblés à Constantinople ; il prit sous son commandement suprême les galères qui avaient été assiégées dans le port de Chalcis, et les deux flottes arrivées de Catalogne et de Venise. Les tempêtes de la saison orageuse pendant laquelle il naviguait lui avaient fait perdre sept vaisseaux, et deux aux Catalans; quelques autres avaient été détachés pour des destinations particulières : cependant Pisani se trouvait encore à la tête d'une flotte de soixante et dix galères. Il la partagea entre les ports de Coron et de Modon, en Morée, pour y passer les deux plus mauvais mois de l'hiver[2].

1352. — Mais les Vénitiens et les Génois, également impatients de se battre, attendirent à peine la fin de janvier pour se remettre en mer. Les Génois, les premiers, firent voile vers le Bosphore. En chemin, ils prirent d'assaut Héraclée, pour

[1] *Matteo Villani*. L. II, c. 34, p. 125. — *Cantacuzenus Imp*. L. IV, c. 27, p. 652. —
[2] *Matteo Villani*. L. II, c. 34, p. 126.

venger deux de leurs soldats qu'on leur avait tués[1]. Ils s'emparèrent aussi de Sozopolis ; et Paganino Doria eut peine à les retenir lorsqu'ils voulurent attaquer Constantinople de la même manière[2]. Cependant deux galères que cet amiral avait envoyées à Gallipoli revinrent, le 7 février, lui donner avis que l'armée vénitienne et catalane, forte de soixante-sept galères, entrait ce jour même à Pregkonésos, ou l'Isle-au-Prince, à l'ouverture de la Propontide, du côté de l'Hellespont.

Les orages, fréquents sur ces mers étroites, retinrent quelque temps les deux flottes comme prisonnières : la vénitienne, dans le port de l'Isle-au-Prince ; la génoise, dans celui de Chalcédoine. Enfin le vent du midi qui régnait depuis longtemps parut se calmer le lundi 13 février ; et Paganino Doria forma sa ligne avec soixante-quatre galères, à l'ouverture du Bosphore de Thrace, pour disputer aux Vénitiens l'entrée de Constantinople. Ceux-ci, le même jour, étaient partis de l'Isle-au-Prince, et s'approchaient à pleines voiles ; le vent du midi s'était levé de nouveau, et, comme il soufflait depuis plusieurs jours, les courants portaient avec force contre Constantinople. Doria reconnut qu'il ne pourrait résister au choc des vaisseaux vénitiens, secondés par le vent et le courant ; il serra contre le rivage d'Asie, et laissa passer la flotte de Pisani, qui entra en triomphe dans le port de Constantinople[3].

Constantin Tarchaniota, l'amiral des Grecs, se joignit aux Vénitiens, dans le port, avec huit galères et un grand nombre de vaisseaux ; et il engagea Pisani à profiter de la grande supériorité de ses forces, pour retourner immédiatement contre la flotte ennemie, et lui livrer bataille. Les vaisseaux

[1] *Cantacuzeni Imperat.* L. IV, c. 28, p. 656. — [2] *Ibid.* L. IV, c. 28, p. 658. — [3] *Matteo Villani.* L. II, c. 59, p. 145.— *Cantacuzeni Imper. Hist.* L. IV, c. 30, p. 660.

génois avaient beaucoup souffert dans sa manœuvre, pour se maintenir à l'entrée du Bosphore, malgré le vent et la grosse mer. Paganino Doria n'avait pas encore pu rassembler sa flotte et rentrer dans le port de Chalcédoine, lorsqu'il vit revenir sur lui celle des Vénitiens qui venait de passer. Il profita du moins de sa connaissance parfaite de ces mers étroites pour se placer avec sept vaisseaux hors des courants et des grosses vagues, dans un bassin entouré d'écueils et de bas-fonds. En même temps il ordonna, par des signaux, au reste de sa flotte de se rapprocher de lui en combattant.

Nicolo Pisani et Ponzio de Santa-Paz, au lieu d'attaquer Doria, firent force de rames pour couper les autres galères qu'il avait rappelées. Cependant le vent soufflait avec une impétuosité toujours croissante, des nuages noirs s'abaissaient et semblaient reposer sur les mâts des vaisseaux; l'horizon se rétrécissait et n'était plus marqué que par les écueils contre lesquels des vagues énormes venaient se briser; des débris de navire étaient portés çà et là autour des combattants, et annonçaient des désastres dont on ne connaissait point les circonstances. Déjà les signaux n'étaient plus aperçus d'un bout à l'autre d'une même flotte. Quelques galères génoises, ne pouvant se rapprocher de leur amiral, jetèrent l'ancre et s'embossèrent entre des écueils dont leurs pilotes connaissaient toutes les directions. Les Catalans, étrangers à la navigation de Constantinople, lorsqu'ils voulurent attaquer leurs ennemis au milieu des brisants et des bas-fonds, perdirent beaucoup d'hommes et de vaisseaux [1].

Trois galères vénitiennes avaient attaqué l'amiral génois, deux de proue et une de bande. C'est là que se livra le combat le plus acharné, parce que tout le reste des deux flottes cherchait à se diriger sur ce point. Grâce aux manœuvres

[1] *Cantacuzeni Imp. Hist.* L. IV, c. 30, p. 661.

habiles des Génois, les trois vaisseaux vénitiens furent enfin pris. D'autre part, dix galères génoises, poussées vers San-Angelo, ne purent s'y défendre; leurs matelots les firent échouer contre terre et s'enfuirent à Péra, les abandonnant aux Vénitiens qui les brûlèrent. Trois autres galères éprouvèrent le même sort dans un autre petit golfe; il y en eut six qui, poursuivies au travers du Bosphore, s'enfuirent dans la mer Noire. Mais aucun succès ou aucun revers n'était décisif; car les deux flottes, partagées par la violence du vent, par les brisants et les promontoires de l'entrée du Bosphore, se livraient sept ou huit combats à la fois [1].

Enfin, la nuit survint, elle fut obscure comme après un jour d'hiver orageux : les coups de vent furieux, le mugissement des flots, les cris de la manœuvre et ceux des blessés retentissaient autour des rochers de Scutari et de Byzance. Les lumières tremblantes des vaisseaux perçaient à peine une brume épaisse. On les voyait tour à tour se montrer et disparaître, selon que les grosses vagues soulevaient ou laissaient enfoncer le navire. Malgré cette effrayante obscurité, les intrépides Génois de Péra parcoururent dans de légères chaloupes toutes les sinuosités des deux côtes d'Europe et d'Asie, pour recueillir leurs blessés, porter des secours aux vaisseaux en détresse, et surprendre leurs ennemis dispersés. Comme ils avançaient avec leurs flambeaux, plusieurs navires catalans ou vénitiens, voulant suivre cette lumière trompeuse, s'échouèrent sur des bas-fonds; d'autres entrèrent d'eux-mêmes dans le port de Péra, où ils furent faits prisonniers; d'autres se rendirent sans combat à des ennemis moins redoutables que la tempête et les écueils. Les deux amiraux, avec le gros des flottes ennemies, étaient cependant réunis dans la baie de Saint-Phocas. Ils s'entendaient sans se voir :

[1] *Matteo Villani.* L. II, c. 59, p. 146.

au milieu de la tempête, ils se menaçaient encore; et lorsqu'un coup de vent les rapprochait, ils en profitaient pour combattre. Ainsi se passa la nuit du 13 au 14 février 1352. Avant le point du jour, Nicolo Pisani, qui se sentit le plus faible, quitta la baie de Saint-Phocas pour se réfugier dans le port de Thérapéa ou Trapenon, que les Grecs défendaient. Lorsque le soleil se leva, la mer, qui commençait à se calmer, était couverte de morts et de débris de naufrages. Les Génois reconnurent alors qu'ils avaient perdu treize galères, outre les six qui s'étaient réfugiées dans la mer Noire. D'autre part, ils en avaient pris quatorze aux Vénitiens, dix aux Catalans et deux aux Grecs. Ils avaient fait dix-huit cents prisonniers, et tué deux mille hommes à l'ennemi. Leur perte à eux-mêmes était si considérable qu'ils pouvaient peu se réjouir de leur victoire. Ils envoyèrent à Constantinople quatre cents prisonniers blessés, qu'ils ne pouvaient soigner eux-mêmes [1].

Tandis que les deux flottes, retirées l'une à Péra, l'autre à Thérapée, réparaient les dommages qu'elles avaient éprouvés, Cantacuzène pressait Pisani d'attaquer les Génois, et de profiter de leur affaiblissement. Ponzio de Santa-Paz appuyait ces sollicitations; cet amiral aragonais était malade du chagrin que lui avait causé sa défaite. Lorsqu'il vit que Pisani ne voulait point renouveler le combat, il s'abandonna au découragement, et mourut de douleur et de regrets [2]. Les Vénitiens perdirent Stéfano, Contarini et Pancrazio Giustiniani, pro-

[1] *Matteo Villani*. L. II, c. 60, p. 147. — *Mariana Historia de las Españas*. L. XVI, c. 19. — Cantacuzène, dans sa relation, dissimule la victoire des Génois et la perte des Grecs; il accuse Pisani d'avoir manqué de courage, et il attribue à cet amiral le manque de succès. Cantacuzène a écrit son propre panégyrique plutôt qu'une histoire, et il ne doit point être cru sans un sévère examen. Nicéphore Grégoras mériterait plus de confiance; mais la fin de son ouvrage n'est pas imprimée, et elle est, à ce qu'assure Gibbon, encore en manuscrit à la bibliothèque de Paris.—[2] *Cantacuzenus*. L. IV, c. 31, p. 665.

curateurs de Saint-Marc, Giovanni Sténo, et Bénatino Bembo, contre-amiraux; les uns avaient été tués à la bataille; d'autres moururent de leurs blessures peu de jours après [1].

Les Génois se remirent les premiers en mer, avec l'intention de bloquer le port de Thérapée; mais Pisani, profitant d'un vent frais, passa au milieu de leurs vaisseaux, et quitta les mers de Romanie, avec trente-huit galères seulement. Il vint se rafraîchir à Candie, où il déposa ses malades et ses blessés; il en avait un si grand nombre, qu'une épidémie se manifesta bientôt dans les hôpitaux et se communiqua aux Candiotes.

Après le départ des Vénitiens, Doria tourna toutes ses forces contre les Grecs. Avec l'assistance d'Orchan, fils d'Othman, fondateur de l'empire turc, il forma le siége de Constantinople et contraignit Cantacuzène à renoncer à l'alliance des Vénitiens, et à signer, le 6 mai 1352, une paix séparée avec la république de Gênes [2]. Les ports de la Grèce furent fermés aux Vénitiens et aux Catalans, et une franchise absolue fut accordée au commerce génois [3]. Doria se dirigea ensuite vers la Crète, espérant trouver encore les Vénitiens à Candie : mais l'épidémie qui régnait dans cette île se communiqua aux équipages de ses vaisseaux; et dans le trajet de Candie à Gênes, où Paganino Doria arriva au mois d'août avec trente-deux galères, il fut obligé de jeter dans les flots les cadavres de quinze cents de ses compagnons d'armes. Ainsi se termina une campagne où les deux républiques maritimes avaient signalé leur bravoure et l'habileté de leurs matelots, mais où elles s'étaient mutuellement épuisées d'hommes et d'argent, sans en recueillir aucun avantage [4].

[1] *Marin. Sanuto storia de' duchi di Venezia*, p. 624. — *Andrea Naugerio storia Veneziana*, p. 1035, T. XXIII. — [2] *Cantacuzenus*. L. IV, c. 31, p. 667. — [3] *Matteo Villani*, L. II, c. 75, p. 157. — [4] *Ubertus Folieta Genuens. Histor.* L. VII, p. 450.

CHAPITRE VII.

Défaite des Génois à la Loiéra ; ils se donnent à l'archevêque de Milan. — Défaite des Vénitiens à Portolongo. — Paix de Venise. — Prise de Tripoli par les Génois. — Conjuration du doge Marin Faliéri. — Introduction des lettres grecques en Italie.

1352-1355.

L'Église et les nations de l'Occident voyaient avec douleur les forces de l'Italie et celles de la chrétienté se consumer dans la guerre inutile des républiques maritimes, tandis que le farouche Orchan profitait de leurs combats et de l'épuisement où elles avaient réduit la Grèce, pour soumettre ses plus belles provinces à l'empire des Turcs. Le pape Clément VI fit de vains efforts pour rétablir la paix entre les deux républiques ; il convoqua leurs ambassadeurs à sa cour avec ceux du roi d'Aragon : mais ni son crédit comme chef de l'Église, ni son habileté comme négociateur, ne réussirent à concilier leurs prétentions opposées [1]. Clément VI mourut le 5 décembre 1352, et son successeur Innocent VI, qui comme lui était une créature du roi de France, entreprit de nouveau de rassembler un congrès à Avignon. Les Génois, au lieu d'y

[1] *Zurita Indices Rerum ab Aragon. Reg. gestarum.* L. III, p. 205.

envoyer des ambassadeurs, ne songeaient qu'à susciter de nouveaux ennemis à leurs rivaux. Ils s'adressèrent au roi Louis de Hongrie, qui n'avait point oublié comment l'armée vénitienne l'avait arrêté, en 1346, devant Zara; comment elle avait pris sous ses yeux cette place qu'il venait défendre, et comment elle avait retardé la vengeance qu'il voulait tirer du meurtre du roi André. La possession de la côte de Dalmatie lui paraissait essentielle à la prospérité de la Hongrie. Les Esclavons désiraient leur réunion à ce royaume : il avaient été traités avec dureté par la république de Venise et ils s'étaient révoltés contre elle toutes les fois qu'ils en avaient trouvé l'occasion. Louis, plus puissant qu'aucun de ses devanciers, fit demander au sénat de Venise la restitution de toutes les villes de Dalmatie, qu'il prétendit avoir appartenu à ses prédécesseurs; et, sur le refus de la seigneurie, il lui déclara la guerre, et accepta l'alliance des Génois [1].

Un autre négociateur fameux avait échoué dans la tentative de réconcilier les deux républiques : c'était Pétrarque, qui avait cru pouvoir faire servir à des vues politiques les liaisons littéraires qu'il entretenait avec André Dandolo, alors doge de Venise. Il écrivit à ce magistrat pour l'inviter à la paix; il employa les figures les plus hardies de la rhétorique à orner les lieux communs les plus rebattus sur l'avantage de la concorde; il fit entrer dans sa lettre toutes les citations des auteurs sacrés et profanes, des poëtes et des orateurs qui pouvaient y être amenées [2] : mais son épître n'eut d'autre effet que de lui attirer une réponse moins brillante et plus judicieuse de Dandolo. Ces épîtres de Pétrarque, où il déployait hors de propos tant d'érudition et un esprit si re-

[1] *Matteo Villani.* L. III, c. 54, p. 192. — *Joh. de Thwrocz Chron. Hungar.* P. III, c. 26, p. 187. — [2] *Variarum I. Patavii cal. 15 aprilis.* Ed. Basil. p. 1070. — De Sade, Mémoires, L. IV. T. III. p. 114.

cherché, passaient alors pour des modèles d'élégance et de goût; on se les transmettait de main en main, et souvent elles n'arrivaient à leur adresse qu'après avoir été lues de tout le public.

1353. — Tandis que le roi de Hongrie menaçait les villes vénitiennes de Dalmatie, les Génois, au printemps de 1353, armaient une flotte de soixante galères, sous le commandement d'Antonio Grimaldi [1], et ils envoyaient une petite escadre insulter les Vénitiens dans le golfe Adriatique [2]. Ceux-ci néanmoins réussirent à détourner, par leurs négociations, l'attaque du roi de Hongrie; en même temps ils armèrent, de concert avec les Catalans, une flotte de soixante et dix galères. Les Vénitiens, conduits par Pisani, avaient donné rendez-vous dans les mers de Sardaigne aux vaisseaux de Barcelonne, conduits par Bernardo Chiabréra [3]. Grimaldi, averti du projet de ses ennemis, espéra qu'il pourrait atteindre ou les Vénitiens, ou les Catalans, avant leur réunion, et les battre en détail. Comme ses soixante galères n'étaient pas encore complétement armées, il en laissa huit à Porto-Vénéré, tandis qu'il distribua leur chiourme sur les cinquante-deux autres, et il se mit à la recherche de l'ennemi.

Lorsque les Génois arrivèrent à la Loiéra, dans la partie septentrionale de la Sardaigne, ils apprirent que les deux flottes qu'ils espéraient trouver séparées avaient déjà opéré leur jonction, et les attendaient à peu de distance. Après avoir passé un promontoire, ils les découvrirent en effet; mais les Vénitiens, qui craignaient que les Génois n'évitassent le combat, avaient cherché à déguiser la supériorité de leurs forces, en cachant leurs petits vaisseaux derrière les plus grands : en même temps ils affectaient une immobilité qui fut

[1] *Georgio Stella Annales Genuenses*, p. 1092.—[2] *Matteo Villani*. L. III, c. 67, p. 200. —[3] *Ibid.* c. 68, p. 201. — *Ubertus Folieta Genuens. Histor.* L. VII, p. 450. — *Georgio Stella Annales. Genuens.* T. XVII, p. 1092.

considérée comme un indice de leur crainte. Grimaldi, trompé par ces apparences, rappela à ses matelots la victoire qu'ils avaient tout dernièrement remportée en Romagne sur un nombre de vaisseaux supérieur au leur; il les avertit de se préparer au combat, et les invita à faire vaillamment leur devoir. En même temps il doubla un second promontoire qui s'avançait entre les Vénitiens et lui.

Les deux flottes se trouvèrent alors trop près pour que l'une ou l'autre pût éviter la bataille; mais les Génois, qui découvraient enfin la ligne entière de leurs ennemis, ne virent pas sans inquiétude soixante et dix galères opposées aux cinquante-deux de leur flotte, sans compter trois grands vaisseaux ronds, nommés cocques, plus forts et plus élevés que les galères, et montés chacun par quatre cents Catalans. Les navires vénitiens portaient aussi plus que leur complet de soldats, parce qu'ils étaient destinés à laisser en Sardaigne des troupes de débarquement.

Les Génois néanmoins se disposèrent courageusement à la bataille. Ils se flattèrent que les trois cocques ne pourraient combattre, parce qu'elles n'allaient point à rames, et qu'il régnait un calme plat. Pour présenter à l'ennemi un front impénétrable, ils lièrent, avec de longues chaînes, leurs galères les unes aux autres, et par le corps et par les mâts; ils en réservèrent seulement quatre sur chaque aile, qu'ils laissèrent libres pour engager la bataille, ou porter du secours partout où ils en auraient besoin. Les Vénitiens et les Catalans, lorsqu'ils virent cette ordonnance, lièrent ensemble, de leur côté, cinquante-quatre de leurs galères, et ils en laissèrent seize de libres, huit sur chaque aile, qu'ils envoyèrent en avant pour engager celles des Génois [1].

Tandis que ces galères escarmouchaient ensemble, les deux

[1] *Matteo Villani.* L. III, c. 79, p. 208.

lignes enchaînées s'avançaient lentement et majestueusement l'une contre l'autre. Elles formaient deux masses énormes qui allaient se choquer et se briser. Dans ce moment, pour le malheur des Génois, un vent du midi se leva tout à coup, et enfla les voiles des trois cocques qui étaient à l'ancre à quelque distance. Les Catalans coupèrent aussitôt leurs câbles, et s'abandonnèrent au vent. Ils vinrent frapper à la fois contre trois galères de l'extrémité de la ligne génoise, et les coulèrent à fond; ils se serrèrent ensuite contre les autres, et firent pleuvoir sur elles une grêle de pierres et de traits.

Grimaldi vit alors que, malgré la courageuse résistance de ses soldats et de ses matelots, il risquait de perdre toute sa flotte. Il fit délier aussi promptement qu'il put les galères de l'aile qui n'était point encore attaquée; il en dégagea onze qu'il joignit aux huit laissées sur les ailes, et, annonçant qu'il allait tourner les ennemis, il gagna la haute mer. L'amiral vénitien conçut quelque inquiétude de ce mouvement, et resta en suspens jusqu'à ce qu'il eût reconnu quel parti prendrait son adversaire. Mais, soit que Grimaldi manquât de résolution pour retourner à l'attaque, soit que ses soldats une fois éloignés du danger ne voulussent plus s'y engager, soit enfin qu'il ne lui restât d'autre espoir que celui de sauver ses dix-neuf vaisseaux, il profita de la nuit qui s'approchait pour faire voile vers Gênes, et les trente galères qu'il avait laissées liées ensemble, se voyant abandonnées et attaquées par une force plus que double de la leur, se rendirent sans résister davantage. Trois mille cinq cents prisonniers, la fleur de la noblesse et de la bourgeoisie de Gênes, tombèrent au pouvoir du vainqueur avec ces trente galères; deux mille Génois périrent dans le combat, ou furent noyés dans les vaisseaux coulés à fond [1].

[1] Le 29 août 1353. — *Matteo Villani*. L. III, c. 79, p. 209. — *Georgii Stellæ Annales Genuenses*, p. 1092. — *Cronica di Pisa*. T. XV, p. 1024.

Les Catalans, qui débarquèrent en Sardaigne après cette victoire, en recueillirent peu de fruits. Le juge d'Arborée, révolté contre eux, les battit à Oristagni, leur vendit chèrement, à Cagliari, une victoire qui acheva de les épuiser, et les força enfin à abandonner toutes leurs forteresses, et l'île même de Sardaigne[1]. Les Vénitiens retournèrent dans leur patrie comblés de gloire et de richesses[2], tandis que Grimaldi, à son arrivée à Gênes, y répandit l'épouvante et la consternation. Vainement des ambassadeurs florentins exhortèrent la seigneurie à prendre courage, et lui offrirent toutes les ressources de leur république pour la défense du peuple génois; ce peuple, qui paraissait dominer sur les mers de l'Italie, de l'Espagne, de la Grèce et de la Scythie, et qui passait pour le plus libre et le plus fier des peuples de la terre, se laissa tellement abattre par un grand revers et par les dissensions civiles que des reproches mutuels firent naître, qu'il ne crut plus pouvoir trouver de salut ailleurs que dans la servitude. Il chercha dans l'Italie quel était le protecteur le plus puissant auquel il pourrait recourir, quel était le prince qui pourrait le mieux le venger d'un ennemi victorieux. Il s'adressa à l'archevêque Visconti qui, maître déjà de la Lombardie, de l'Émilie et d'une partie du Piémont, paraissait ne pas devoir tarder à soumettre aussi la Toscane. Le peuple génois demanda lui-même des fers à ce tyran ambitieux. Le 10 octobre 1353, le doge Jean de Valente fut déposé, et le comte Palavicino, nommé par Visconti gouverneur de Gênes, fut reçu dans la ville avec une garnison de sept cents chevaux et de quinze cents fantassins. Le nouveau seigneur fit ouvrir des routes de communication avec la Lombardie, et il envoya au peuple des vivres, au sénat de l'argent

[1] *Matteo Villani.* L. III, c. 80, p. 210. — *Zurita Indices Aragon.* L. III, p. 206.—*Mariana Historia de las Espanas.* L. XVI, c. 19. — [2] *Marin. Sanuto vite de' Dogi*, p. 626. — *Naugerio. Storia Veneziana*, p. 1037.

pour rétablir la flotte, comme si à ce prix il pouvait payer la liberté génoise [1].

Il est vrai que l'archevêque de Milan avait été choisi pour être l'arbitre et le pacificateur plutôt que le maître de Gênes; et s'il avait observé les conditions qui lui étaient imposées, la république serait demeurée libre sous sa protection. Un de ses premiers soins fut de rétablir la paix entre les factions qui se combattaient [2]. Il chercha aussi à mettre fin à la guerre maritime. Il chargea d'une ambassade à Venise Pétrarque, qu'il avait attiré à sa cour. Il lui donna la commission de déclarer au doge Dandolo qu'il ne partageait point les haines nationales de ses nouveaux sujets; qu'il désirait les réconcilier aux Vénitiens, et que, dût-il n'y pas réussir, il espérait du moins que lui-même et ses anciens états demeureraient en paix avec la république [3]. Mais les Vénitiens, non moins acharnés que les Génois dans leurs ressentiments, déclarèrent la guerre à l'archevêque, et les deux peuples maritimes redoublèrent d'efforts pour se préparer à de nouveaux combats [4].

Les Génois choisirent pour leur amiral Paganino Doria, le grand homme de mer auquel, deux ans auparavant, ils avaient dû la victoire du Bosphore; ils lui confièrent trente-trois galères. Les Vénitiens, de leur côté, en armèrent trente-cinq, toujours sous la conduite de Nicolo Pisani [5]. Tandis que ce dernier secondait les opérations des Aragonais sur la Sardaigne, où Pierre-le-Cérémonieux avait envoyé une armée considérable [6], Doria était entré dans le golfe Adriatique: il avait pris plusieurs vaisseaux marchands et quelques galères revenant de Candie; il avait ravagé les côtes de l'Istrie, et, le 11 août, il s'empara de la ville de Parenzo, qu'il brûla [7].

[1] *Matteo Villani.* L. III, c. 86, p. 214.—[2] *Uberti Folietæ Genuens. Hist.* L. VII, p. 451. — [3] De Sade, Mémoires pour la vie de Pétrarque. L. V, T. III, p. 345. — [4] *Matteo Villani.* L. III, c. 93, p. 218. — [5] *Ibid.* L. IV, c. 22, p. 250.—[6] *Matteo Villani.* L. IV, c. 21, p. 249. — [7] *Marin. Sanuto vite de' duchi di Venezia,* p. 627.

Les Vénitiens, effrayés de l'approche des Génois, envoyèrent à Nicolo Pisani l'ordre de revenir défendre sa patrie. Ils fermèrent d'une chaîne l'entrée de leur port ; ils garnirent de leurs milices l'*aggéré* qui sert de boulevard aux lagunes, et ils se préparèrent à une vigoureuse résistance s'ils étaient attaqués dans leurs foyers. Le doge, André Dandolo, auteur de la plus ancienne histoire de Venise qui nous soit parvenue, éprouva tant de chagrin et d'inquiétude de la perte de Parenzo et de l'approche des Génois, qu'il en mourut, le 7 septembre 1354. On lui donna pour successeur Marin Faliéri, au nom duquel est attachée une triste célébrité[1].

Doria, au lieu d'attendre dans le golfe le retour de la flotte vénitienne, fit voile vers la Grèce, et Pisani, averti de la route qu'il avait prise, se dirigea vers les mêmes mers. Les deux amiraux se cherchèrent dans l'Archipel sans se rencontrer. Pisani entra enfin dans le port de Sapienza, ou Porto Longo, proche de Modon, pour reposer ses équipages et réparer ses vaisseaux. Il partagea cependant sa flotte en deux parties, pour que l'une fît la garde tandis que l'autre se ravitaillerait. Il se plaça à l'entrée du port avec six grands vaisseaux et vingt galères qu'il enchaîna les unes aux autres. Pendant ce temps, Morosini, son contre-amiral, avec quinze galères et vingt spéronates ou barques armées, avait mis la proue en terre au fond du port, qui est fort éloigné de son ouverture[2].

Lorsque Paganino Doria apprit où étaient les ennemis, il vint leur offrir la bataille, le 3 novembre 1354, devant l'entrée du canal de Porto Longo, et ses équipages cherchèrent vainement, par mille provocations, à engager Pisani à l'accepter. Celui-ci, avec ses galères embossées, demeurait immobile, dédaignant les insultes des Génois, et attendant sa propre commodité pour combattre. Enfin Jean Doria, neveu de

[1] *Naugerio Storia Veneziana*, p. 1038. — [2] *Matteo Villani*. L. IV, c. 32, p. 257.

l'amiral, avec une méprisante hardiesse, passa entre la flotte vénitienne et le rivage, et entra dans le port. Pisani le laissa faire, persuadé que ce jeune homme, placé entre sa ligne et celle de Morosini, ne pourrait plus lui échapper. Il laissa passer de même douze galères qui suivirent l'une après l'autre le jeune Doria. Ces treize vaisseaux, s'avançant vers l'autre côté du port, attaquèrent impétueusement la division de Morosini. Les navires, appuyés au rivage, n'en étaient que plus faciles à défendre; mais les Vénitiens, surpris d'être attaqués dans un lieu où ils croyaient n'avoir rien à craindre, ne firent qu'une faible résistance. Beaucoup de matelots, dans le premier effroi, se jetèrent à la mer pour gagner le rivage; plusieurs se noyèrent, et toute cette division de la flotte tomba au pouvoir des Génois. Le jeune Doria revint alors attaquer par derrière la ligne qui défendait l'entrée du port, tandis que son oncle l'attaquait par devant : il poussa sur elle deux des vaisseaux qu'il venait de prendre, auxquels il avait mis le feu pour incendier toute la flotte, et il causa aux Vénitiens un si grand effroi, qu'ils se rendirent tous sans combattre davantage. Ils avaient déjà perdu quatre mille hommes dans le port ou sur le rivage. Doria revint en triomphe à Gênes, conduisant avec lui l'amiral vénitien avec toute sa flotte, et cinq mille huit cent soixante-dix prisonniers. Ainsi fut pleinement lavée la honte de la défaite de Grimaldi à la Loiéra[1].

1355. — Une révolution qui éclata au mois de janvier de l'année suivante à Constantinople fut, pour les Génois, un nouveau sujet de réjouissances. Dans les guerres civiles de l'empire d'Orient, ils étaient toujours demeurés attachés au parti du jeune empereur Jean Paléologue. Ce prince, non

[1] *Matteo Villani.* L. IV, c. 32, p. 258.—*Naugerio Storia Veneziana.* T. XIII, p. 1039. — *Ubertus Folieta Genuens. Histor.* L. VII, p. 452. — *Georgii Stellæ Annales Genuens.* p. 1093.

moins corrompu et non moins faible qu'aucun de ses prédécesseurs, était alors retenu dans une espèce d'exil à Thessalonique, par Cantacuzène, qui, de grand domestique et de tuteur d'un empereur enfant, s'était fait son maître. Un Génois, nommé François Cataluzzo, principal ministre et confident de Paléologue, entreprit de rétablir sur le trône ce monarque peu fait pour régner. Il réunit la faction formée dix ans auparavant par Apocaucus et l'impératrice Anne de Savoie; il introduisit secrètement Paléologue dans Constantinople; il surprit Cantacuzène, et le força à embrasser la vie monastique; enfin, il réunit tout ce qui restait de l'empire grec sous son souverain légitime [1]. Cataluzzo épousa la sœur de Paléologue, et reçut en fief de ce monarque, qu'il avait remis sur le trône, l'île de Lesbos ou Mételin, qu'il transmit à ses descendants [2].

Les Vénitiens, qui avaient espéré engager Cantacuzène à se déclarer de nouveau pour eux, perdirent courage à la nouvelle de cette révolution. Leur défaite à Sapienza avait presque détruit leur marine; le roi de Hongrie menaçait l'Esclavonie; le roi d'Aragon, leur allié, était occupé en Sardaigne par la guerre que lui faisaient les Doria, les Malaspina et les Ghérardesca [3]; enfin, la conjuration la plus dangereuse avait éclaté dans Venise même, et avait menacé l'existence de la république. Le sénat consentit alors à traiter de la paix : il promit de payer deux cent mille florins aux Génois pour les frais de la guerre; d'établir pour trois ans un comptoir à Caffa, et d'interdire pendant le même temps aux négociants vénitiens tout commerce avec la Tana. Tous les prisonniers furent relâchés de part et d'autre sans rançon. La paix fut signée à la fin de mai, en réservant au roi d'Ara-

[1] *Ducas Michaelis Nepos historia Byzantina.* T. XIX, c. 11, p. 16. — *Georgii Stellæ Annales Genuens.* p. 1094. — [2] *Ducas Michaelis Nepos*, c. 12, p. 18. — *Matteo Villani.* L. IV, c. 46, p. 268. — [3] *Zurita Indices Rer. ab Aragon.* L. III, p. 210.

gon le droit d'y prendre part, s'il le voulait, avant le 28 septembre[1].

Afin de presser la décision de ce monarque, la seigneurie de Gênes avait envoyé quinze galères dans les mers de Sardaigne, sous les ordres de Philippe Doria. Cet amiral, ayant échoué dans une tentative sur la Loiéra, se rendit avec sa flotte à Trapani, en Sicile. Là, il forma le projet d'une tentative hardie sur la Barbarie, à laquelle il fut encouragé par les révolutions survenues dans ce pays.

Les fils du roi de Tunis avaient conjuré contre leur père, et l'avaient fait mourir. Après ce parricide, le royaume fut désolé par des guerres civiles dont la violence était proportionnée à l'atrocité du crime qui les avait excitées[2]. La ville de Tripoli, auparavant assujettie aux rois de Tunis, avait été soustraite à leur obéissance, et le fils d'un maréchal sarrasin avait trouvé moyen de s'y élever à la tyrannie.

Les côtes de la Barbarie n'étaient point alors désolées comme elles le sont aujourd'hui : les Maures avaient conservé ou regagné leur indépendance, et le honteux gouvernement des brigands étrangers qui règnent sur ces belles contrées, après avoir été enrôlés dans la lie du peuple à Constantinople, n'avait pas commencé. Aussi les Africains ne songeaient point encore à la piraterie; ils suivaient avec ardeur le commerce, l'industrie manufacturière et l'agriculture; ils possédaient toujours plusieurs écoles célèbres, et ils avaient conservé le goût des études, encouragées sous les règnes glorieux des premiers Miramolins. Jamais les Musulmans ne s'étaient élevés jusqu'à la liberté; mais parmi les descendants des Arabes, il s'était conservé quelque chose de l'ancienne indépendance du désert; et dans sa décadence, l'Afrique était encore bien loin de l'état d'oppression où elle gémit aujourd'hui. Philippe Doria, ins-

[1] *Marin. Sanuto vite de' Duchi.* p. 630. — *Matteo Villani.* L. V, c. 45, p. 392. — [2] *Matteo Villani.* L. V, c. 11, p. 308.

truit des révolutions qui venaient d'y éclater, et assuré qu'un peuple énervé par le despotisme n'était plus en état de défendre les richesses qu'ils possédait encore, ne se fit point scrupule d'user de trahison envers des infidèles avec lesquels il était en paix. Après avoir fait préparer à Trapani des échelles murales et des machines de guerre, il entra dans la rade de Tripoli, l'une des villes les plus riches et les plus commerçantes de cette côte. Sous prétexte d'acheter des vivres, il envoya quelques matelots à terre avec ordre d'observer la hauteur des murailles, et de s'informer de la manière dont on y faisait la garde. Il refusa cependant les présents que lui envoya le seigneur de Tripoli, et remit à la voile comme s'il retournait en Italie [1].

Lorsque l'amiral fut en haute mer, il communiqua aux capitaines de ses galères et à leur chiourme le projet qu'il avait formé. Il les assura qu'il les enrichirait tous s'ils voulaient se conduire en braves soldats, et, au milieu de nuit, il revint avec eux prendre terre dans le port de Tripoli. La ville reposait dans une pleine sécurité, et déjà les Génois s'étaient emparés des murs et d'une des portes avant que les citoyens éveillés pussent courir aux armes. Cependant le seigneur de Tripoli, entouré de quelques-uns de ses sujets, s'avançait dans les rues pour combattre : mais après une courte escarmouche, il fut obligé de s'enfuir hors de la ville. Les Sarrazins qui se défendaient encore furent tués; les autres se soumirent en tremblant au sort qui les attendait [2].

Les Génois commencèrent ensuite le pillage de la ville, mais sous la direction de leurs chefs, et avec une régularité qui rendit cette calamité plus terrible encore pour les Africains. Ils apportèrent au dépôt commun toutes les richesses du seigneur, toutes celles des mosquées, toutes celles de tous les

[1] *Matteo Villani*, L. V, c. 47, p. 334. — [2] *Ibid.* L. V, c. 48, p. 334.

bourgeois; ils amassèrent de cette manière en argent, en joyaux et en marchandises de prix, une somme d'un million huit cent mille florins d'or. Ils considérèrent comme faisant partie de leur butin sept mille captifs, hommes, femmes et enfants, qu'ils firent monter sur leurs galères. Ils envoyèrent alors à Gênes pour rendre compte à la seigneurie de la conquête qu'ils avaient faite, et pour demander ses ordres; mais les Génois, indignés de ce que leur amiral avait ataqué en trahison un peuple avec lequel ils étaient en paix, craignirent aussi pour les marchands qui se trouvaient alors exposés aux représailles des Sarrazins à Alexandrie et dans les Échelles : en sorte que, pour toute réponse, ils condamnèrent à un bannissement perpétuel leur amiral et tous ceux qui l'avaient secondé dans sa coupable entreprise [1].

Philippe Doria, voyant que sa république ne voulait point prendre possession de la conquête qu'il avait faite, vendit Tripoli à un Sarrazin, seigneur de l'île de Gerbi, pour le prix de cinquante mille doubles; et il députa de nouveau à Gênes, pour tâcher d'apaiser le courroux de son gouvernement. Dans cette ville, on avait appris que les princes sarrazins, ennemis du seigneur de Tripoli, loin de songer à user de représailles, s'étaient réjouis de ses calamités. Alors la seigneurie se radoucit, et commua la sentence portée contre l'amiral et sa flotte. En expiation de leur faute, Philippe Doria et ses compagnons furent condamnés à faire, pendant trois mois, la guerre sans solde au roi d'Aragon, qui n'avait pas voulu accepter le traité de Venise. Après trois mois passés sur les rivages de Catalogne, l'amiral, avec ses quinze galères, encore chargées de richesses et de captifs, fut reçu dans le port de Gênes. L'or fit oublier le brigandage et la perfidie par lesquels cet or même avait été acquis, et les prêtres

[1] *Matteo Villani*. L. V, c. 49, p. 335.

s'empressèrent d'étouffer les remords des hommes d'état[1].

Nous avons dit que la république de Venise s'était décidée à accepter une paix peu honorable, parce que la découverte d'une conspiration dangereuse avait répandu l'effroi dans sa capitale. Quatre jours après la mort du doge André Dandolo, le 11 septembre 1354, les quarante-un électeurs avaient proclamé, pour lui succéder, Marin Faliéri, comte de Val de Marina, vieillard âgé de soixante et seize ans, que ses grandes richesses et les emplois qu'il avait exercés signalaient parmi les premiers citoyens de Venise[2]. Faliéri avait une femme jeune et belle, dont il était jaloux avec fureur. Il se défiait surtout de Michel Sténo, un des trois chefs de la quarantie, ou tribunal criminel, quoique les assiduités de celui-ci eussent pour objet non l'épouse du doge, mais une des femmes de sa maison. Dans une fête publique, le dernier jour du carnaval, Faliéri, ayant remarqué les manières familières et peu décentes de cette femme avec Sténo, fit sortir celui-ci de l'assemblée. Ce gentilhomme, dans un premier mouvement de colère, écrivit sur le trône ducal, dans une salle voisine, deux lignes injurieuses à l'honneur du doge et à la fidélité de son épouse[3].

C'était pour le jaloux Faliéri l'offense la plus mortelle : il reconnut Sténo, et le dénonça aux avogadors, auxquels il porta sa plainte. Il s'attendait à voir son injure vengée par le conseil des dix, avec une sévérité exemplaire; mais la ause, au lieu d'être déférée à ce conseil, fut renvoyée par les avogadors à la quarantie même, dont Sténo était prési-

[1] *Matteo Villani.* L. V, c. 60, p. 341. — Georgio Stella passe cette expédition sous silence. Uberto Foliéta la représente sous un jour avantageux, comme une punition des pirateries des Africains. L. VII, p. 453. Mais Foliéta était contemporain des deux Barberousse, et il rapporte aux siècles antérieurs les ressentiments éveillés de son temps. — [2] *Andrea Naugerio storia Venez.* p. 1034. — *Vettor Sandi storia civile Venez.* P. II, L. V, c. 5, p. 126. — [3] *Marin Falieri dalla bella moglie, altri la gode ed egli la mantiene.* — *Sanuto vite de' Duchi, p.* 631.

dent. Le ressentiment, l'agitation d'une fête, la licence qu'autorisait le masque dont le coupable était couvert, furent considérés comme atténuant sa faute, et Sténo fut condamné seulement à un mois de détention. Le doge, plus irrité de cette indulgence que de la première injure, étendit sa haine et son désir de vengeance à toute la quarantie qui avait si mal puni le coupable, et à toute la noblesse qui n'avait point pris à cœur l'offense qu'on lui avait faite.

Cependant il régnait toujours parmi le peuple de Venise une haine secrète contre cette noblesse qui s'était emparée exclusivement de la souveraineté, et qui avait privé la nation de ses droits. L'insolence de quelques jeunes patriciens redoublait l'animosité du peuple. On les voyait profiter de l'impunité que leur assuraient des amis puissants, pour s'introduire dans les familles des bourgeois, séduire leurs femmes ou leurs filles, et maltraiter ensuite les pères ou les maris qu'ils déshonoraient[1]. Israël Bertuccio, plébéien, chef de l'arsenal, avait été insulté de cette manière. Il vint porter au doge ses plaintes contre un gentilhomme de la maison Barbaro. Faliéri, en exprimant sa compassion impuissante, l'assura qu'il n'obtiendrait jamais justice. « N'ai-je pas été insulté « comme vous? lui dit-il; et la punition prétendue du coupable n'a-t-elle pas été pour moi, pour la couronne ducale « elle-même, une nouvelle offense? » Des projets de vengeance succédèrent alors aux accusations juridiques. Israël Bertuccio fit connaître au doge les principaux mécontents; les conciliabules des conspirateurs s'assemblèrent plusieurs nuits de suite, en présence du chef de la république, et dans son palais. Quinze plébéiens s'engagèrent enfin avec le doge à renverser le gouvernement.

Les conjurés convinrent que chacun d'eux s'assurerait de

1 *Matteo Villani*. L. V, c. 13, p. 311.

quarante amis qu'il tiendrait prêts pour agir la nuit du 15 avril 1355. Mais, afin de ne pas éventer leur secret, ils résolurent de se borner à dire à ces associés qu'on voulait les employer à surprendre et punir, par ordre de la seigneurie, les jeunes gentilshommes dont les désordres avaient excité la haine du peuple. Le signal pour agir devait être la cloche d'alarme du palais de Saint-Marc, qu'on ne pouvait sonner sans l'ordre du doge. Les conjurés ne devaient cependant s'associer que des bourgeois connus par leur haine pour la noblesse, afin qu'ils gardassent fidèlement le secret dont on leur confiait une partie. Au moment où la cloche d'alarme aurait sonné, les conjurés devaient répandre le bruit que la flotte génoise était devant la ville ; ils devaient marcher en même temps de tous les quartiers vers la place de Saint-Marc, en occuper les avenues, et massacrer les gentilshommes, à mesure qu'ils arriveraient sur cette place pour secourir la seigneurie[1].

Tous les préparatifs étaient achevés, et le secret de la conjuration avait été fidèlement gardé jusqu'à la veille de son exécution, lorsqu'un nommé Bertrand, Bergamasque, pelletier, qui avait été choisi par un des conjurés pour conduire ses quarante associés, apprit plusieurs détails sur ce qu'il devait exécuter le lendemain, détails qui ne paraissaient point s'accorder avec les ordres supposés de la seigneurie, que jusqu'alors il avait cru remplir. Il alla le soir même révéler à Nicolò Lioni, un des membres du conseil des dix, le complot dans lequel il se trouvait innocemment engagé. Ni l'un ni l'autre ne soupçonnaient le doge d'être à la tête de cette entreprise ; ils se rendirent ensemble auprès de lui, pour la lui dénoncer. Faliéri n'eut pas la résolution ou l'adresse de supprimer cette découverte : tour à tour il révoquait en

[1] *Marin Sanuto vite de' Dogi*, p. 632. — *Andrea Naugerio storia Venez.* p. 1040.

doute les circonstances qui lui étaient indiquées, ou il déclarait être déjà instruit et avoir pourvu à tout[1]. Cette inconséquence excita les soupçons de Nicolò Lioni; il quitta le doge pour se rendre au conseil des dix, et lui porter la note des conjurés que Bertrand avait fournie. Tous furent arrêtés dans leurs maisons par ordre de ce conseil. Des gardes furent distribuées dans la ville, aux clochers, et à la tour de Saint-Marc, pour empêcher qu'on ne sonnât l'alarme; plusieurs conjurés furent mis à la torture, et par leurs aveux on apprit que le doge lui-même était à la tête de la conspiration.

La tranquillité de la ville était assurée, les coupables étaient arrêtés, le doge enfin était gardé à vue dans son palais : mais le conseil des dix n'était pas sûr d'être autorisé par la constitution à juger le chef de l'état. Il appela vingt gentilshommes du premier rang à partager ses délibérations dans cette occasion importante. C'est ainsi que commença un corps puissant et permanent qu'on nomma la *Giunta* ou *Zonta* [2]. Le doge fut traduit devant le conseil des dix uni à la *Giunta*. Il fut confronté avec les principaux conjurés, qui furent ensuite envoyés au supplice : il avoua la part qu'il avait eue à la conspiration; et le second jour de la procédure il fut condamné à mort. Il eut la tête tranchée le 17 avril 1355, sur le grand escalier du palais ducal, au lieu même où les doges, à leur entrée en fonctions, prêtaient serment de fidélité à la république. Pendant son supplice les portes demeurèrent fermées; mais, immédiatement après, un membre du conseil des dix parut sur le balcon, tenant à la main l'épée encore sanglante : *Justice a été faite d'un grand coupable*, dit-il au peuple; et en même temps les portes du palais furent ouvertes, et la foule qui s'y précipita vit la tête de Marin Faliéri rouler dans son sang [3].

[1] *Matteo Villani*. L. V, c. 13, p. 312. — [2] *Sandi Storia civile*. L. V, c. 5, p. 130. — [3] *Marin Sanuto storia de' Duchi*; p. 634. — *Naugerio storia Venez*. p. 1041.

Nous avons vu, dans ce chapitre et le précédent, quelles relations le commerce et la guerre maritime avaient établies entre les Italiens et les Grecs. Avant de détourner nos yeux des affaires de l'Orient, il convient de parler aussi des liaisons d'un autre genre, des liaisons, soit littéraires, soit religieuses, qui se formèrent à la même époque entre les deux peuples.

Malgré leur orgueil, les Grecs ne pouvaient plus considérer les Occidentaux, et surtout les Italiens, comme des peuples barbares dont il leur fût permis de mépriser les arts, la littérature ou la richesse. Leurs marchands, leurs artistes, leurs meilleurs soldats, souvent leurs confidents et leurs ministres, étaient italiens; et tandis que le génois Cataluzzo était l'homme de confiance de Jean Paléologue, Cantacuzène rappelle souvent l'amitié qui l'unissait au grand amiral Paganino Doria [1], amitié qui ne se démentit point au milieu de la guerre que ce héros génois fut forcé de lui faire avec les flottes de sa patrie. Le même empereur vante la fidélité que lui témoigna jusqu'au dernier moment sa garde italienne, commandée par Jean de Péralta. Il raconte que, sur le point de perdre le trône, il adressa à cette garde un discours en langue italienne [2], qu'il se vante d'avoir très bien su parler. En effet, Cantacuzène est parmi les historiens grecs celui qui défigure le moins les noms occidentaux [3].

[1] *Cantacuzenus Historiar.* L. IV, c. 27, p. 656, 657.—[2] Πρῶτα μὲν ἡρώτα τῇ λατίνων διαλέκτῳ, ἐξησκητο γὰρ αὐτὴν καλῶς. *Cantacuzenus Historiar.* L. IV, c. 41, p. 697. — [3] Avec des caractères différents, le changement de l'orthographe est plus excusable, parce qu'il n'y a quelquefois dans une langue point de lettre qui corresponde à celle qu'on emploie dans l'autre. Ainsi les Grecs n'ont plus de *b*, car leur β est devenu un *v*. Ils représentent le *b* des Latins par μπ. Ils n'ont plus de *d*, car leur δ est devenu semblable au *th* doux des Anglais, et ils rendent notre *d* par ντ. Le *g* italien devant l'*i*, qui n'existe ni dans leur langue, ni en français, devient pour eux ντζ, et ils écrivent *Giovan* Ντζιουαν. Ces lettres doubles donnent cependant quelque chose de barbare aux noms qu'ils ont rendus le plus fidèlement.

Mais tandis que les Grecs, malgré leur fierté et le mépris qu'ils avaient affecté de tout temps pour les langues étrangères, apprenaient les lettres latines, les Italiens faisaient de plus grands progrès encore dans la langue grecque : ils commençaient à transporter en Italie la littérature d'Athènes ; et ils s'appropriaient ces monuments du génie et du goût qui, dans tous les siècles, devront servir de modèles à la poésie et à l'éloquence.

Jamais l'étude de la langue grecque n'avait été complétement abandonnée en Italie. La domination des Grecs dans la Calabre et la Pouille dura jusqu'au temps où les Italiens commencèrent à faire des conquêtes en Grèce. Des relations de gouvernement, des alliances, des mariages, lièrent toujours assez intimement les deux peuples, lors même que les Grecs étaient sans communication avec le reste de l'Europe. Plus tard, le commerce et la navigation les mirent dans un contact presque continuel ; en sorte qu'un nombre prodigieux de marchands, de matelots, de soldats, savaient le grec dans le XIII[e] et le XIV[e] siècle, comme une partie du peuple vénitien le sait encore aujourd'hui, sans que cette connaissance de la langue eût aucune influence sur la littérature italienne. Cependant ces communications fréquentes avaient fait entreprendre, dès le XII[e] et le XIII[e] siècle, plusieurs traductions en latin des ouvrages que la philosophie, alors dominante, faisait le plus rechercher. On avait traduit entre autres les écrits d'Aristote, ceux de Galien, et ceux de quelques Pères de l'Église [1].

Mais le grec n'était encore qu'une langue utile qu'on apprenait dans un certain but, lorsque Pétrarque et Boccace, au milieu du XIV[e] siècle, en réveillant le goût de la belle littérature et l'admiration pour les anciens, communiquè-

[1] *Tiraboschi storia della Letteratura italiana.* L. III, c. 1, T. V, p. 42.

rent à la plupart des savants le désir de connaître les chefs-d'œuvre de l'ancienne Grèce dans leur langue originale, et étendirent leur activité sur cette partie des trésors de l'antiquité, qui jusqu'alors avait été laissée en partage aux savants de Byzance.

L'admiration pour les anciens, l'étude de leurs écrits, de leur poésie, de leur histoire, de leur religion et de leurs mœurs, s'étaient ranimées presque en même temps en Grèce et en Italie. Constantinople ne produisait plus d'orateurs ou de poëtes, mais on y trouvait des hommes qui, par leur enthousiasme pour les poëtes et les orateurs de l'antiquité, paraissaient dignes de marcher sur leurs traces. L'arrivée de quelques-uns de ces hommes en Italie, et leur liaison avec les chefs de la littérature latine, contribuèrent à réunir en un seul corps les beaux restes de l'antiquité; à les expliquer les uns par les autres; à les faire connaître à des peuples divers, et à faire sentir universellement toute la perfection de ces chefs-d'œuvre. C'est ainsi que les deux nations sauvèrent d'un commun accord les plus précieux monuments de l'antiquité littéraire, lorsqu'ils étaient sur le point de se détruire.

Le moine Barlaam eut peut-être la principale part à la restauration des lettres grecques en Italie. Barlaam était originaire de Séminara, en Calabre, pays à cette époque encore peuplé de Grecs. Ayant pris l'habit de moine de Saint-Basile, il passa en Étolie, de là à Thessalonique, et enfin à Constantinople, où il arriva en 1327. Il s'y fit remarquer par son savoir en astronomie, en philosophie, en mathématiques et en littérature. Il obtint la protection d'Andronic-le-Jeune, et de Cantacuzène, alors favori de cet empereur. Barlaam fut admis dans la maison de Cantacuzène, où il donna des leçons de théologie et de belles-lettres : il fut fait abbé d'un monastère, et il occupa l'Église grecque par des disputes tantôt avec Nicéphore Grégoras, l'écrivain dont nous avons plu-

sieurs fois fait usage dans le chapitre précédent, tantôt avec Palamas et les moines du mont Athos, sur la lumière du Thabor, tantôt enfin avec les députés de Jean XXII, sur les différends entre les Églises grecque et latine [1].

Ces dernières disputes n'empêchèrent pas Andronic-le-Jeune d'envoyer Barlaam à Avignon, auprès de Benoît XII, sous prétexte de travailler à la réunion des deux Églises, mais, dans le fait, pour obtenir des secours contre les Turcs. Barlaam revint de l'Occident sans avoir eu de succès : ses controverses avec les moines du mont Athos se renouvelèrent, et elles lui causèrent tant de chagrin, qu'en 1341 il abandonna la Grèce, et vint chercher un refuge à Naples, où il fut bien accueilli par le roi Robert. L'année suivante il fit un voyage à Avignon; c'est là qu'il connut Pétrarque, et qu'il lui donna des leçons de langue grecque. Il lut avec lui les œuvres de Platon [2] ; mais il ne put pas continuer cet enseignement assez longtemps pour que le poëte italien apprît jamais complétement le grec. Quelques années après, un Byzantin distingué, nommé Nicolas Sigéros, ayant fait présent d'un Homère grec à Pétrarque, celui-ci répondit à ce seigneur qu'il ne pouvait comprendre le prince des poëtes sans un interprète. « La « mort m'a enlevé, lui dit-il, notre Barlaam, ou plutôt je « me l'étais enlevé à moi-même lorsque j'avais obtenu pour « lui la dignité épiscopale, sans réfléchir à la privation qu'il « en résulterait pour moi. » (Barlaam, en effet, après avoir renoncé aux opinions de l'Église grecque, fut élevé par le pape Clément VI à l'évêché de Girace, uni à celui de Locres.) « Dans ses leçons journalières, continue Pétrarque, il m'avait « instruit de bien des choses ; mais il avouait qu'il en appre-

[1] *Tiraboschi*. L. V, c. 1, § 4, p. 424. Les moines du mont Athos prétendaient que la umière qui avait été vue sur le Thabor, pendant la Transfiguration de Notre-Seigneur, était divine et incréée, et qu'ils pouvaient eux-mêmes voir cette lumière, émanation de la Divinité, en demeurant plongés dans la contemplation, les yeux fixés sur le creux de leur estomac. — [2] *F. Petrarcæ dialogus II, de Contemptu mundi*. T. II, p. 101.

« nait bien davantage encore de moi. En effet, autant il était « éloquent dans la langue grecque, autant il était étran- « ger à la latine, et son esprit étant très vif, on voyait com- « bien il éprouvait de peine à exprimer ses sentiments[1]. »

Un ami de Pétrarque, plus jeune que lui, et non moins justement célèbre, Jean Boccace, parvint à une connaissance bien plus parfaite de la langue grecque, et il eut une part bien plus immédiate à l'introduction de cette littérature en Italie. Jean Boccace était né en 1313 ; il était citoyen florentin, mais originaire de Certaldo, château du val d'Elsa, à vingt milles de Florence. Son père, qui était marchand, le destina au commerce et le fit voyager longtemps pour le former à cet état ; mais Boccace, passionné pour la poésie, ne réussit point dans la carrière où il était entré. A vingt-huit ans il abandonna le commerce, du consentement de son père, et il entreprit l'étude du droit canon, qui pouvait le mener à des emplois lucratifs[2].

Toutefois Boccace ne se prêtait qu'avec peine à des études qui avaient pour but de gagner de l'argent. Il négligeait le droit comme il avait négligé son négoce, et il ne s'appliquait avec ardeur qu'à la poésie et aux sciences, qui ne promettent pour récompense que les plaisirs de l'esprit. Il étudia successivement l'astronomie, la philosophie sacrée, la mythologie, la géographie, l'histoire, et surtout il s'efforça d'acquérir une pleine intelligence des anciens écrivains grecs et latins ; il rechercha leurs manuscrits avec diligence, et les copia de sa main. C'est ainsi qu'il parvint à être non-seulement un des plus élégants écrivains, mais aussi un des plus profonds érudits et des meilleurs critiques de son siècle[3].

Boccace, qui n'avait point pris le chemin des honneurs et

[1] *Franc. Petrarcæ variar. Epistol.* 21, editio Basileæ, p. 1102.—[2] *Vita di Boccaccio di Filippo Villani*, en tête du Décamérone. *Tiraboschi.* L. III, c. 2, p. 513. — [3] *Tiraboschi.* L. III, c. 2, § 40, p. 515.

de la fortune, parvint cependant à un rang distingué; ses talents avaient établi sa réputation, et on le chercha pour lui donner des emplois de confiance. En 1347, il fut ambassadeur de la république florentine auprès des seigneurs de Romagne, et, entre autres, d'Ostasio de Polenta. En 1351, il fut chargé d'une mission non moins honorable auprès de Pétrarque. La république venait de prendre la résolution d'établir à Florence une université nouvelle : elle voulut y donner une chaire à Pétrarque ; et, après avoir racheté tous les biens de son père, qui avaient été vendus lors de l'expulsion des Blancs de Florence, elle lui députa à Padoue, où il était alors, Boccace, son ami, pour l'engager à rentrer dans sa patrie. La seigneurie lui écrivit en même temps une lettre dont voici quelques fragments :

« Il n'y a pas longtemps que nous avons pris la résolution « de faire fleurir parmi nous les bonnes études, trop négligées « dans notre cité. Nous voulons qu'on y puisse acquérir une « instruction complète et dans tous les genres, afin que notre « république s'élève glorieusement, comme Rome fit autre« fois, au-dessus des autres cités d'Italie, et que sa renom« mée s'accroisse aussi bien que sa prospérité. C'est par toi « seul que notre patrie peut obtenir ce qu'elle s'est proposé; « aussi elle te supplie (et cette distinction fut rare, même « chez les anciens) de prendre en ta pensée son université, « et de faire que par ton moyen elle fleurisse. Choisis toi« même le livre qu'il te plaira d'y expliquer; choisis la « science qui s'accordera le mieux avec ta réputation ou « avec ton repos. Peut-être se trouvera-t-il ici quelques « hommes d'un génie élevé qui, excités par ton exemple, « prendront courage pour publier leurs vers dans notre « ville.... Prépare-toi de ton côté, s'il nous est permis de « t'adresser des exhortations, prépare-toi à terminer ton « poëme immortel de l'Afrique, afin que les Muses, négligées

« depuis tant de siècles, reviennent habiter parmi nous. Tu « as assez longtemps voyagé jusqu'ici ; assez longtemps tu « as examiné les coutumes et le caractère des nations. Aujourd'hui tes magistrats et tes concitoyens, les nobles et le « peuple, la maison antique et le patrimoine de tes pères que « nous te rendons, t'appellent et t'attendent. Reviens donc, « reviens après de si longs retards, et que ton éloquence se« conde nos projets [1]. »

Pétrarque parut touché d'une lettre aussi flatteuse, et qui donne une si haute idée de la manière dont les Florentins estimaient et récompensaient le mérite. Sa réponse exprime une vive reconnaissance ; mais, avec sa pédanterie ordinaire, il y passe en revue, l'un après l'autre, tous les anciens qui avaient été rappelés dans leur patrie, et il se compare à eux tous [2]. Il chargea Boccace de faire connaître quels projets il avait formés pour son retour à Florence ; mais il ne les effectua jamais, et ne vint point s'établir dans sa ville natale.

Boccace fut de nouveau chargé par sa république de quelques ambassades. En 1351, il fut envoyé au marquis de Brandebourg, fils de Louis de Bavière, pour l'engager à attaquer les Visconti. Deux ou trois ans plus tard, il fut envoyé au pape Innocent VI pour se concerter avec lui sur la conduite de la république à l'égard de l'empereur Charles IV. Au milieu de ces emplois honorables, Boccace composa plusieurs livres qui contribuèrent à faire avancer les sciences et à répandre les connaissances de l'antiquité : on estima surtout son traité sur la Généalogie des Dieux, et celui sur la Géographie ancienne. Ces ouvrages n'ont plus d'utilité aujourd'hui, parce que des recherches plus étendues nous ont fait connaître l'antiquité avec plus d'exactitude ; mais ils montrèrent comment on peut unir une grande érudition à une saine criti-

[1] *Ab. Mehus vitæ Ambr. Camaldul.* p. 223.—De Sade, Mémoires. L. IV, T. III, p. 125. — *Tiraboschi.* T. V, L. *I*, c. 3, § 26, p. 75. — [2] *Variarum Epistol.* 6, p. 1038.

que, et distribuer dans un ordre judicieux un amas incohérent de faits et d'observations.

Il faut convenir que la prose latine de Boccace manque d'élégance ; que ses poésies latines ne brillent ni par l'invention ni par le style ; qu'enfin ses poésies italiennes n'auraient pu lui assurer seules le rang qu'il occupe dans la littérature ; mais la réputation de Boccace repose aujourd'hui sur ses romans d'amour et ses nouvelles. Dans ce genre, il n'a eu aucun égal pour l'élégance du style, la grâce et la naïveté. Sa gaieté, quelquefois trop libre, est contenue par le goût, si elle ne l'est pas toujours par la modestie, et sa manière de raconter servira encore de modèle, lors même qu'on cesserait de chercher dans ses récits la peinture des mœurs de son temps.

Mais quoique les œuvres plus sérieuses de Boccace n'excitent plus aujourd'hui notre intérêt, nous ne devons pas oublier que c'est à lui, plus qu'à personne, que tout l'Occident doit le rétablissement des lettres grecques. Il y contribua par les progrès qu'il fit lui-même dans cette langue, par le goût qu'il s'efforça d'inspirer aux autres pour les mêmes études, et par les établissements publics qu'il fit consacrer par sa patrie à l'avantage des hellénistes. Ce fut lui qui attira en Italie Léonce Pilate, philosophe grec, originaire de Calabre, comme Barlaam, et non moins savant que lui. La figure de cet homme, dit Boccace, était repoussante, ses traits difformes, sa barbe longue, ses cheveux noirs, ses manières rudes et sauvages. Toujours on le voyait plongé dans une profonde méditation ; mais on trouvait en lui comme une archive inépuisable, où toute l'histoire et la fable grecques étaient déposées[1]. En 1360, Léonce Pilate, venant de Grèce, débarqua à Venise, d'où il avait l'intention de se rendre à Avignon. Boccace l'y

[1] *Boccatio de Genealogia Deorum.* L. XV, c. 6.

rencontra ; il rechercha son amitié, et l'engagea à venir s'établir à Florence : puis il détermina le gouvernement de cette république à fonder, en faveur du philosophe grec, une chaire de langue et de littérature grecques. Lui-même, quoiqu'âgé de quarante-sept ans, il se rangea le premier parmi les écoliers du nouveau professeur ; il étudia trois ans sous lui les œuvres d'Homère. En 1364, Léonce Pilate désira revoir sa patrie ; il quitta Florence, malgré les sollicitations de ses écoliers, et retourna en Grèce. Il trouva ce pays désolé par les Turcs, et accablé par des calamités sans nombre : il se reprocha de n'avoir pas connu le prix du repos de l'Italie, et il se mit en route pour y revenir ; mais son vaisseau fut surpris par un orage terrible. Le malheureux philosophe embrassait un des mâts au milieu de la tempête, lorsque ce mât fut frappé par la foudre, et Léonce périt consumé par le feu céleste [1].

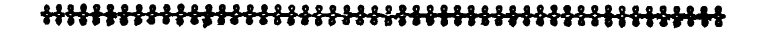
Pendant le séjour à Florence du professeur grec, il avait traduit en latin, de concert avec Boccace, l'Iliade et l'Odyssée. L'Occident dut à ces deux hommes, et seulement alors, la connaissance d'Homère, dont on n'avait auparavant qu'une mauvaise traduction en vers. D'autres livres grecs furent répandus dans le même temps, par les soins de Boccace, dans toute la Toscane ; aussi écrivit-il avec un juste orgueil, dans son Traité de la Généalogie des Dieux : « C'est moi qui, par « mes conseils, détournai Léonce Pilate du dessein de se rendre à la Babylone d'Occident ; c'est moi qui l'ai conduit à « Florence ; je l'y ai reçu dans ma maison, et pendant longtemps je lui ai donné l'hospitalité. Jai travaillé avec zèle à « le faire admettre parmi les docteurs de l'université florentine ; je lui ai fait assigner une paie par le trésor public. Le premier parmi les Italiens, j'ai pris de lui des leçons particu-

[1] *Petrarcæ Seniles epistolæ*. Lib. VI, epist. 1, de janvier 1365.

« libres, pour l'entendre expliquer l'Iliade ; le premier j'ai « obtenu ensuite que les livres d'Homère fussent enseignés « publiquement[1]. »

N'oublions pas nous-mêmes ces obligations ; et rendons grâce à Boccace, à l'université, à la république florentine, de ce que les livres d'Homère sont parvenus jusqu'à nous ; de ce que la langue du père des poëtes est devenue familière dans notre Europe ; de ce qu'enfin les vertus et les monuments de l'antiquité, le patriotisme de Sparte et les arts d'Athènes, l'éloquence, la poésie, la philosophie, le souvenir de la liberté et de la grandeur d'âme des Grecs, sont restés à notre portée, et peuvent encore élever notre âme, former notre génie, ou échauffer notre cœur.

[1] *De Genealogia Deorum*. L. XV, c. 7.



CHAPITRE VIII.

L'Italie image de la Grèce. — Ses tyrans. — Entreprises de Jean Visconti, archevêque de Milan. — Grande compagnie du chevalier de Montréal. — Le cardinal Albornos entreprend la conquête du patrimoine de l'Église. — Mort de Colas de Rienzo.

1351-1354.

L'Italie, où la littérature grecque venait d'être transportée par les soins de Boccace et de la république florentine, était le pays de l'Europe le plus propre à faire revivre l'ancienne Grèce. La nature elle-même s'est plu à doter ces deux magnifiques contrées de dons à peu près semblables. Elle a multiplié dans l'une et dans l'autre les sites pittoresques; elle y a entassé des rochers majestueux, creusé des vallons riants, et ménagé des cascades rafraîchissantes; elle a orné, comme pour un jour de fête, leurs campagnes de la plus riche végétation; et, tandis qu'elle a enrichi à l'envi l'Italie et la Grèce par les prodiges de sa puissance, elle a aussi donné aux hommes qui les habitent des qualités semblables, si du moins l'on peut reconnaître le caractère primitif d'un peuple, lorsqu'il a déjà été altéré par les gouvernements divers. Les qualités communes aux peuples de l'Italie et de la Grèce, les qualités permanentes, dont le germe s'est maintenu sous tous les gou-

vernements et se retrouve encore, sont une imagination vive et brillante, une sensibilité rapidement excitée et rapidement étouffée, enfin, le goût inné de tous les arts, avec des organes propres à apprécier ce qui est beau dans tous les genres, et à le reproduire. Dans les fêtes du peuple des campagnes, on démêlerait aujourd'hui des hommes en tout semblables à ceux qui, par leurs applaudissements, animèrent le génie de Phidias, de Michel-Ange ou de Raphaël. Ils ornent leurs chapeaux de fleurs odoriférantes; leur manteau est drapé d'une manière pittoresque, comme celui des statues antiques; leur langage est figuré et plein de feu; leurs traits expriment toutes les passions, et en effet ils sont susceptibles de l'amour le plus impétueux, de la colère la plus bouillante. Aucune fête ne leur paraît complète si les facultés morales de l'homme n'y ont eu quelque part, si l'église où ils se réunissent n'est ornée avec goût et d'une manière piquante, si une musique harmonieuse n'élève leur âme vers les cieux. L'esprit lui-même ne reste pas étranger à leurs divertissements : lorsque, sur leur salaire, ils ont dérobé à leurs besoins une pénible épargne, ils ne la consacrent point à se procurer des boissons enivrantes ou des plaisirs crapuleux, mais ils la portent comme un tribut aux théâtres, aux poëtes improvisateurs, aux conteurs d'histoires qui éveillent leur imagination et qui nourrissent leur esprit. L'Italie est aujourd'hui le seul pays où le bouvier et le vigneron, le laboureur et le berger, remplissent avec leurs femmes et leurs enfants les salles de spectacle; c'est le seul où ils puissent comprendre des tragédies qui leur représentent les héros des temps passés, et des fables poétiques dont le souvenir ne leur est point absolument étranger.

A l'époque où l'étude des lettres grecques fut transportée en Italie, et lorsque des modèles, qui approchent de la perfection, furent offerts à l'imitation des orateurs, des poëtes,

des philosophes et des artistes, la ressemblance entre la Grèce et l'Italie était bien plus complète encore qu'elle ne l'est de nos jours. Une parité presque absolue dans le gouvernement, dans les mœurs, dans les habitudes, semblait désigner d'avance l'un des peuples pour marcher sur les traces de l'autre. Cependant les lettres et les arts de la Grèce languirent quelque temps encore après leur introduction en Italie. L'imitation des meilleurs modèles parut refroidir le génie plutôt que l'animer. Il n'y a point d'impulsion pour ceux qui ne prétendent qu'à faire des copies; la pédanterie de l'érudition, l'étude des langues mortes qu'on s'efforçait en vain de faire revivre, et l'enseignement servile des écoles, donnèrent pendant longtemps une fausse direction à l'esprit national.

La fin du XIV[e] siècle et le commencement du XV[e] n'ont produit que des écrivains latins. Plusieurs d'entre eux sans doute sont arrivés à un rare degré d'élégance; mais tous avaient renoncé volontairement à un avantage inappréciable, à l'encouragement que leurs compatriotes seuls pouvaient leur donner. Lorsque la nation entière est douée d'imagination et de sensibilité, elle prend à sa propre littérature un intérêt qu'elle ne peut attacher à une langue étrangère : elle lui communique son caractère, et elle concourt à la perfectionner par ses critiques, plus encore que les auteurs par leurs travaux. Les défauts qu'on reproche jusqu'à ce jour à la littérature italienne peuvent tous s'expliquer par ce premier tort des lettrés, d'avoir abandonné la langue nationale dans le siècle qui devait le plus éminemment réunir le goût au génie. Ce siècle, qui suivit le Dante et Pétrarque, fut perdu pour les lettres : la pédanterie lui ôta toute sa vigueur, et tous ses monuments sont demeurés ensevelis dans une langue étrangère. Ce fut plus de cent ans après la mort de Pétrarque qu'on vit enfin paraître, en italien, deux poëmes

regardés encore aujourd'hui comme classiques[1]; mais tous deux sont à demi burlesques, car l'on croyait que la langue dans laquelle ils sont écrits était indigne d'un sujet sérieux. Lorsque, plus tard encore, cette langue fut employée de nouveau par des poëtes d'un talent supérieur, la nation qui devait les encourager avait perdu sa fierté, sa valeur, et surtout ces sentiments profonds qui mettent la poésie en harmonie avec l'âme aussi bien qu'avec l'imagination, qui font concevoir le dévouement, qui communiquent l'enthousiasme, et qui conservent une teinte mélancolique aux tableaux les plus animés.

Les arts ne furent point arrêtés dans leurs progrès, comme les lettres, par l'esprit d'imitation. On n'a retrouvé des tableaux antiques, encore en bien petit nombre, que lorsque la peinture moderne était déjà arrivée à sa plus brillante période. La marche de l'art fut lente, mais régulière; les peintres découvrirent à mesure qu'ils les mettaient en œuvre, et par leurs propres forces, les règles de la peinture et les moyens de l'exécution. Le génie ne perd rien de son noble enthousiasme, lorsqu'il ne se soumet aux lois qu'après les avoir dictées lui-même; aussi le feu primitif de la création brille-t-il toujours dans les ouvrages les plus corrects de l'école italienne. La sculpture, il est vrai, doit plus à l'antique, soit que le génie ait une moindre part à cet art, soit que ce génie n'ait jamais animé les modernes. Les statues antiques sont pour nous le type de la perfection, et une copie parfaite serait à nos yeux un assez grand chef-d'œuvre. Cependant, même dans la sculpture, les Italiens créèrent avant de copier; et c'est parce qu'ils inventèrent eux-mêmes l'art qu'ils pratiquèrent dans le XIIIe et le XIVe siècle, que dans le XVe ils furent en état d'imiter de plus grands modèles.

[1] Le *Morgante maggiore* de Pulci, et l'*Orlando inamorato* de Boiardo, tous deux composés vers 1480.

Mais si cet esprit d'imitation, inconnu aux Grecs, établissait une extrême différence entre eux et les Italiens qui prétendaient les imiter, la ressemblance, d'autre part, était devenue plus exacte que jamais dans une chose qui ne s'imite point, dans la situation politique des deux pays. L'Italie était devenue ce qu'avait été la Grèce; Athènes revivait dans Florence, Sparte dans Venise; Lucques et son Castruccio rappelaient, avec bien moins de vertus, Thèbes et son Épaminondas; Pise et Sienne pouvaient se comparer à Mégare et à Corinthe, Gênes à Syracuse; tandis que la fertile Lombardie, comme autrefois les riches colonies de l'Asie-Mineure, n'avait pas su maintenir sa liberté. Les tyrans italiens ressemblaient aussi aux tyrans des Grecs. Ni les talents, ni même les vertus d'un *seigneur*, ne pouvaient légitimer son pouvoir usurpé; il demeurait toujours odieux au peuple, et en proie à ses propres soupçons : des révolutions fréquentes le précipitaient du trône, où il ne pouvait se maintenir que par des crimes; tandis que ceux que les Italiens appelaient les *seigneurs naturels*, le roi de Naples, comme autrefois celui de Macédoine, l'empereur, comme le grand roi de Perse, étaient respectés de génération en génération, et pouvaient sommeiller sur le trône, sans que leurs sujets tentassent de les renverser.

Parmi les races de tyrans qui s'étaient élevées sur la ruine des droits des peuples, celle des Visconti attirait surtout les regards de toute l'Italie. Son ambition avouée était d'envahir cette contrée tout entière; et les talents qui distinguèrent successivement plusieurs chefs de cette famille, tandis que des tyrans imbéciles ou corrompus régnaient à Vérone et à Padoue, à Mantoue et à Ferrare, ses immenses richesses, et le pouvoir qu'elle possédait déjà, semblaient lui assurer le succès dans ses projets d'agrandissement. Elle savait mettre à profit toutes les révolutions de l'Italie, pour étendre chaque jour sa domination. Tantôt elle réduisait les états voisins à se soumettre

à elle sans réserve ; tantôt elle leur offrait seulement son alliance, mais la protection qu'elle accordait à ses alliés les asservissait. Elle continuait à favoriser de toutes ses forces le parti gibelin, auquel elle se faisait gloire d'être fidèle; mais c'était seulement dans les états où, à l'aide de ce nom encore puissant, elle espérait exciter des mouvements séditieux. Elle ne prenait point conseil de cet esprit de parti dans sa politique intérieure, et c'était chez ses seuls rivaux qu'elle voulait l'entretenir. Selon ses convenances passagères, elle recherchait indifféremment l'alliance ou des papes ou des empereurs; elle les flattait tous deux, et n'était fidèle à aucun, parce que la corruption et la perfidie servaient mieux son ambition que n'auraient pu faire la franchise et la droiture. Dans les villes qui lui étaient soumises, elle laissait éteindre les factions à l'aide desquelles souvent elle les avait asservies; et les Lombards, corrompus par la fertilité de leurs campagnes, oubliaient volontiers, dans le luxe et la mollesse, non seulement leurs anciennes haines, mais la patrie et la liberté, pour lesquelles, deux siècles auparavant, ils avaient fait de si grandes choses. Parmi tant de cités soumises aux Visconti, la seule ville d'Asti osait se plaindre encore de capitulations violées, et s'agitait toujours pour les vieilles querelles des Isnardi et des Gottuari [1].

Les états de l'archevêque Jean Visconti étaient bornés, au couchant, par ceux de Jean Paléologue, marquis de Montferrat, d'Amé VI de Savoie, dit le Comte Verd, et des vassaux de celui-ci, Jacques, prince d'Achaïe et comte de Piémont, et Thomas, marquis de Saluces [2]. Toutes les villes du Piémont, autrefois libres, dépendaient de quelqu'un de ces seigneurs. Ceux de la maison de Savoie étaient alors mineurs; et, par un compromis avec le marquis de Monferrat, ils

[1] *Benvenuto di San Giorgio hist. Montisferrati.* T. XXIII, p. 516. — [2] Guichenon, Histoire généalogique. T. I, p. 328 et 402.

avaient pris l'archevêque Visconti pour arbitre de leurs querelles, ce qui, pendant que ce dernier vécut, maintint la paix sur cette frontière.

Au levant, les états de quatre seigneurs séparaient le territoire des Visconti de ceux de l'Église et de la république de Venise. Les Gonzague dominaient à Mantoue et à Reggio, les marquis d'Este à Ferrare et Modène, les de la Scala à Vérone et Vicence, et les Carrare à Padoue. La puissance de la maison d'Este et de celle de la Scala était de plus ancienne origine que celle des Visconti, et tous ces seigneurs avaient des titres égaux; cependant il s'en fallait bien que le pouvoir de ces quatre familles fût stable à l'égal de celui des Visconti. On voyait alors à la tête de chacune des jeunes gens perdus de débauche. Ces princes croyaient que le pouvoir souverain n'était autre chose que le droit de satisfaire leurs passions les plus honteuses. C'était pour jouir à leur tour de cette prérogative, et non pour se livrer à une ambition plus noble, que les cadets de chaque famille cherchaient sans cesse, par des complots perfides, à supplanter leurs aînés; les neveux, leurs oncles; les bâtards, leurs frères légitimes. Dans l'espace de peu d'années, on vit ces quatre maisons ébranlées et affaiblies par de semblables conjurations.

La guerre civile qui éclata dans la maison d'Este n'était cependant pas sans motif plausible. Le marquis Obizzo avait, en mourant, légitimé, au mois de mars 1352, les fils qu'il avait eus d'une maîtresse, et il avait laissé à l'aîné, Aldobrandin, la succession à sa souveraineté. Son neveu, François, réclama contre un acte qui le dépouillait de ses droits; et lorsqu'il vit un bâtard en possession de l'héritage de sa maison, il se retira à la cour des Visconti. De là il chercha, tantôt par des intrigues, et tantôt par les armes, à recouvrer des droits qu'il croyait légitimes [1].

[1] *Chronicon Estense*. T. XV, p. 469.

Les divisions dans la famille de la Scala n'étaient point aussi excusables. Can Grande, qui régnait alors, avait deux frères légitimes, et un bâtard nommé Frégnano. Au mois de février 1354, il s'était rendu à Bolzano pour y avoir une conférence avec le marquis de Brandebourg, son beau-frère. Frégnano essaya de profiter de l'absence de son frère pour s'emparer de la souveraineté. Il se rendit maître, par un stratagème, de la personne du plus jeune de ses frères qui était resté à Vérone, et de celle d'Azzo de Correggio, gouverneur de la ville. Alors il publia différentes lettres qu'il prétendit avoir été adressées à ce gouverneur, ou à lui-même. Sous prétexte que des troupes de Visconti menaçaient le Véronais, il fit sortir toute la garnison pour marcher à leur rencontre. Pendant la nuit du 17 février il annonça la mort subite du seigneur Can Grande, et le matin du jour suivant il parcourut les rues à cheval avec son plus jeune frère Alboin, et il reçut l'hommage des magistrats et du peuple. Feltrino, l'un des seigneurs de Gonzague, qui avait pris part à son complot, arriva bientôt à son aide avec des troupes; peu de jours après, Bernabos Visconti, neveu de l'archevêque, lui amena aussi un corps de cavalerie, que Frégnano n'osa point introduire dans la ville. Ces auxiliaires, qu'il n'avait pas demandés, et qui semblaient accourir par un amour désintéressé pour les trahisons, excitaient avec raison sa défiance.

Mais la nuit même que Bernabos s'éloignait de Vérone, où l'on n'avait pas voulu l'admettre, Can Grande, averti de la révolution survenue dans sa capitale, arriva devant la porte du champ de Mars : elle lui fut ouverte en silence par le capitaine, qui lui était dévoué; et Cane, appelant aux armes le peuple, auquel il faisait répéter son nom, s'empara du quartier au-delà de l'Adige. Le matin suivant, 25 février, il passa le pont, et attaqua Frégnano qui défendait l'autre partie de la ville. Après un combat acharné, le bâtard de la Scala fut tué,

ainsi que Paul Pic de la Mirandole, qu'il avait nommé son podestat, et plusieurs de ses complices. Feltrino Gonzague fut fait prisonnier, et ne put ensuite racheter sa liberté qu'au prix de trente mille florins. Le cadavre de Frégnano fut ignominieusement attaché à la potence; un grand nombre de ses partisans furent envoyés au supplice, et Can Grande se trouva de nouveau maître de Vérone; mais la rébellion qu'il avait si rapidement étouffée lui avait fait connaître tout ce qu'il avait à craindre des seigneurs de Mantoue et de Milan [1].

Les conjurations qui furent tramées dans les familles de Carrare et de Gonzague ne firent point éclater de guerre civile. Elles s'accomplirent l'une et l'autre dans l'enceinte des palais des princes. A Padoue un oncle et un neveu, Jacopino et Francesco de Carrare, régnaient ensemble. Ce dernier, que nous verrons ensuite gouverner et défendre ses états avec assez de gloire, fit tout à coup saisir son oncle à table, tandis qu'il soupait avec lui [2]; il l'accusa d'avoir ourdi un complot pour le faire assassiner, et il le fit jeter dans une prison, où le malheureux Jacopino vécut encore dix-sept ans. Sa femme, Marguerite de Gonzague, fut renvoyée à Mantoue, avec son fils, âgé d'un an. Une secrète jalousie entre cette femme et celle de Francesco avait été la cause première de cette catastrophe [3].

La conspiration de Mantoue éclata la dernière. Guido de Gonzague, seigneur de cette ville, avait trois fils, dont il avait associé l'aîné, Ugolino, à son pouvoir; et comme celui-ci montrait autant de valeur que de prudence, Guido, devenu vieux, lui abandonnait peu à peu toute son autorité. Les deux plus jeunes frères, Louis et François, en conçurent la

[1] *Gazata Chronicon Regiense*. T. XVIII, p. 73. — *Chronicon Estense*. T. XV, p. 478. — *Libro del Polistore*, c. 41, T. XXIV, p. 835.—*Chronicon Mutinense Joh. de Bazano*. p. 618. — *Matteo Villani*. L. III, c. 99 à 102, p. 221. — [2] Le 18 juillet 1355. — [3] *Cortusiorum Historia de novit. Paduœ*. T. XII. — *Gatari Cronica di Padova*. T. XVIII, p. 41.

plus violente jalousie. En 1362 ils complotèrent contre lui; et le 2, ou, selon d'autres, le 13 octobre, ils le massacrèrent. Le vieux Guido de Gonzague, qui, par sa conjuration contre Passérino des Bonacossi, avait, en 1328, élevé sa famille au rang des maisons souveraines, vit massacrer, par ses propres enfants, celui de ses fils sur lequel reposaient toutes ses espérances : lui-même il fut dépouillé par eux du pouvoir souverain, et il finit ses jours dans la douleur [1].

Tels étaient les princes indépendants qui gouvernaient le nord de l'Italie. On y trouvait aussi, il est vrai, une autre famille de seigneurs, les Beccaria, qui dominaient à Pavie. Mais ceux-ci étaient vicaires tour à tour ou des Visconti ou des seigneurs de Montferrat. Plusieurs petits princes régnaient encore dans les villes de la Romagne et de l'état de l'Église; cependant le nombre des maisons souveraines de l'Italie avait beaucoup diminué, et la géographie de cette contrée s'était fort simplifiée. Le nombre des républiques était plus réduit encore. Gênes et Bologne étaient, momentanément du moins, soumises aux Visconti; Lucques obéissait aux Pisans; en sorte qu'il ne restait plus que Venise, Pise, et les trois communes guelfes de Toscane, Florence, Sienne et Pérouse : les autres villes, jadis libres, de cette province, étaient plutôt sujettes qu'alliées de ces trois républiques.

Les communes guelfes de Toscane étaient plus particulièrement en butte aux projets hostiles et à l'ambition de l'archevêque de Milan; mais elles étaient aussi prévenues contre lui par leur double haine pour le parti gibelin et pour la tyrannie. Nous avons vu comment les Florentins avaient repoussé la guerre qu'en 1351 Visconti avait portée en Toscane, comment ils avaient forcé le général du seigneur de Milan à lever le siége de Scarpéria; mais la force ouverte était bien moins à

[1] *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 466. — *Platina Historia Mantuanæ urbis.* L. III, p. 747.

redouter que les intrigues secrètes : Visconti cherchait dans chaque ville, dans chaque château, à s'assurer des partisans, ou à séduire des traîtres; et pendant l'hiver qui suivit cette campagne glorieuse, peu s'en fallut que la ville d'Arezzo ne lui fût vendue. 1351. — Le seigneur de Milan avait encouragé la famille guelfe des Brandagli d'Arezzo à s'emparer de la tyrannie; il avait ménagé pour elle une alliance avec les petits tyrans gibelins d'Agobbio et de Città-di-Castello. Déjà les Brandagli avaient surpris une porte, et ils avaient appelé à leur aide, par des signaux, les troupes des Visconti, lorsque les habitants d'Arezzo prirent les armes, et chassèrent les rebelles de la ville avant qu'ils pussent exécuter leurs coupables projets [1].

Les républiques guelfes de Toscane, ralliées par le danger qu'elles couraient en commun, ayant conclu une ligue entre elles pour leur défense mutuelle [2], envoyèrent une députation au pape, afin de l'engager à se mettre à la tête d'un parti formé originairement pour la défense de l'Église, et à venger l'affront que ses armes avaient reçu devant Bologne.

Mais Visconti était dès longtemps entré en négociations avec la cour d'Avignon pour chercher à l'apaiser. Il achetait au poids de l'or des partisans jusque dans le sacré collége : ses présents avaient été acceptés par la vicomtesse de Turenne, maîtresse de Clément VI, et qui avait tout pouvoir sur lui; en sorte que la cour faiblissait chaque jour dans sa colère et chancelait dans ses résolutions [3]. Les cardinaux qui paraissaient animés du plus vif ressentiment, et qui parlaient avec le plus de force pour l'honneur de l'Église, n'avaient pas de honte, au consistoire suivant, de se déclarer pour ce même Visconti dont ils s'étaient montrés les antagonistes [4].

[1] *Matteo Villani.* L. II, c. 36, p. 128. — [2] *Ibid.* c. 46, p. 135. — [3] *Ibid.* L. II, c. 52, p. 140. — *Raynaldus Annales eccles.* 1352, § 7, T. XVI, p. 320. — [4] *Matteo Villani.* L. II, c. 66, p. 151.

1352.—Enfin le pape céda aux sollicitations de sa maîtresse et de ses courtisans : le 5 mai 1352, il déclara au consistoire des cardinaux, qu'en considération de la soumission de l'archevêque de Milan et de sa sainte obéissance, il annulait tous les procès intentés contre lui, et il retirait les excommunications et les interdits dont il l'avait frappé. Les ambassadeurs du seigneur de Milan présentèrent à Clément VI les clefs de Bologne, comme pour lui restituer cette ville; mais le pape les leur rendit. Il céda en même temps, pour le terme de douze ans, la souveraineté de Bologne à Visconti, à titre de fief de l'Église, moyennant une redevance de douze mille florins par année [1]. Cent mille florins furent payés par le seigneur de Milan à la chambre apostolique, pour les frais de la précédente guerre en Romagne. Plus de deux cent mille florins avaient été dépensés pour séduire les personnages les plus importants de la cour d'Avignon, et obtenir d'elle un traité aussi avantageux [2].

Pendant ce temps, les républiques de Toscane, obligées de renoncer aux secours de leur allié naturel, s'étaient adressées à l'héritier d'une famille dont elles avaient combattu les ancêtres; au petit-fils de Henri VII, au fils de Jean de Bohême, Charles IV, qui était alors roi des Romains : elles lui représentèrent que le peu de pouvoir que les empereurs conservaient encore sur l'Italie serait bientôt envahi par les Visconti, si le monarque n'arrêtait pas enfin leur ambition; elles offrirent de le seconder de toutes leurs forces pour abaisser l'orgueil du seigneur de Milan; de lever pour Charles une armée, et de lui payer des subsides, lorsqu'il viendrait en Italie prendre les deux couronnes du royaume des Lombards et de l'empire romain [3]. Un chancelier de Charles IV vint à Florence

[1] *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 427.—*Josephi Ripamontii hist. Mediol.* L. II, p. 552, ap. *Grævium Thesaurus.* T. II. — *Ghirardacci storia di Bologna.* L. XXIII, T. II, p. 213. — [2] *Matteo Villani.* L. III, c. 4, p. 163. — [3] *Ibid.* L. II, c. 76, p. 157.

pour suivre cette négociation. Le subside à payer à l'empereur fut fixé à deux cent mille florins ; l'armée qu'il devait commander devait être de six mille gendarmes, dont un tiers seulement à sa solde; et les magistrats des républiques devaient prendre le titre de vicaires impériaux. Ce traité fut publié à Florence, au commencement de mai 1352; mais Charles IV, ne pouvant encore s'éloigner de son royaume de Bohême, refusa de le ratifier [1].

L'archevêque de Milan n'avait point entrepris, pendant la campagne de 1352, de faire envahir la Toscane par une armée considérable; mais il avait distribué ses forces sur plusieurs points, et il avait donné des secours à tous les ennemis des républiques. Il suscita contre Pérouse et Sienne le comte d'Urbino, de la maison de Montéfeltro, le seigneur de Cortone, et le préfet de Vico, qui gouvernait Viterbe et plusieurs autres villes des états de l'Église. Dans les Apennins, le vieux Pierre Saccone des Tarlati était encore, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, l'ennemi le plus actif des Guelfes; il surprenait et dévastait, par des incursions inattendues, tantôt les campagnes du Mugello, tantôt celles d'Arezzo. Il s'était emparé du bourg Saint-Sépulcre, forteresse importante des Pérousins, et bientôt après d'Anghiari, et de deux autres châteaux [2]. Enfin, dans la Garfagnane, François Castracani entreprenait le siége de Barga, avec des forces considérables que lui fournissait l'archevêque. Mais la ligue guelfe sortit glorieusement de cette lutte; elle reprit après un long siége, et rasa jusqu'aux fondements le fort château de Bettona, à huit milles de Pérouse, qui avait été pris par les Gibelins [3] : Castracani fut forcé à lever le siége de Barga, après avoir été défait dans la Garfagnane [4]; et Pierre Saccone, vaincu près de Bibbiéna, ne dut son salut qu'à la bonté de son cheval [5].

[1] *Matteo Villani*. L. III, c. 6 et 7, p. 164 ; et c. 13, p. 170. — [2] *Ibid*. L. II, c. 42, p. 131. — [3] *Ibid*. L. III, c. 25, 26, 27, p. 176. — [4] *Ibid*. c. 35, p. 181. — [5] *Ibid*. c. 11, p. 168.

La guerre n'avait point été soutenue de part ou d'autre avec des forces proportionnées à la puissance de l'archevêque de Milan ou des Florentins. Cependant l'un et l'autre parti désiraient la paix : Visconti redoutait la négociation déjà entamée par les Guelfes avec Charles IV; de plus, il craignait un changement dans les dispositions de la cour d'Avignon. Clément VI était mort le 5 décembre 1352, après avoir vécu dans la pompe et dans les plaisirs, non comme un chef de l'Église, mais comme un souverain voluptueux et magnifique, entouré de femmes et de chevaliers [1]. L'évêque de Clermont, cardinal d'Ostie, qui lui fut donné pour successeur, le 28 décembre, sous le nom d'Innocent VI, pouvait avoir l'intention de rompre un traité surpris à son prédécesseur par la vénalité de ses courtisans. L'archevêque de Milan crut devoir faire la paix avec les Guelfes, pour n'avoir rien à craindre de l'Église. Il proposa aux républiques de Toscane d'ouvrir un congrès à Sarzana : les ambassadeurs s'y rendirent d'une et d'autre part, et commencèrent leurs conférences le 1er janvier 1353 [2]. 1353. — On accepta la médiation des Gambacorti et de la république de Pise, qui étaient demeurés neutres entre l'archevêque et les Florentins; et, par leur entremise, un traité de paix fut conclu entre Visconti et les républiques de Florence, Pérouse, Sienne, Arezzo et Pistoia. Quelques châteaux pris de part et d'autre furent restitués, et la république de Pise se rendit garante de l'exécution du traité [3].

Mais la paix de Sarzane procura à peine quelques mois de tranquillité aux Florentins. Bientôt une armée plus redoutable que celle de l'archevêque ravagea la marche d'Ancône et la Romagne, et une guerre plus désastreuse menaça les frontières de la Toscane. Un gentilhomme provençal, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, le frère Montréal d'Albarno, que

[1] *Matteo Villani*. L. III, c. 43, p. 186.—[2] *Ibid*. L. III, c. 47, p. 189.—[3] Il fut publié à Florence le 1er avril 1353. — *Matteo Villani*. L. III, c. 59, p. 195.

les Italiens ont nommé Fra Moriale [1], s'était distingué au service du roi de Hongrie, dans les guerres du royaume de Naples. Dans ces provinces malheureuses, abandonnées à toutes les vexations des gens de guerre, il avait appris à donner une certaine régularité au brigandage, et à maintenir une certaine discipline parmi des soldats auxquels tous les crimes étaient permis. Par cette association de la règle à la licence, il avait rassemblé une compagnie d'aventure, avec laquelle il était resté dans le royaume de Naples après le départ de Louis de Hongrie. La reine Jeanne, pour s'en délivrer, avait pris à sa solde Malatesta, seigneur de Rimini, avec une forte armée : assiégé par lui en 1352 dans Averse, Montréal avait été forcé de capituler, et de sortir du royaume, après avoir restitué tout le butin qu'il y avait amassé [2]. Montréal, avec le petit nombre de soldats qui lui étaient demeurés fidèles, s'était mis à la solde du préfet de Vico, seigneur de Viterbe, d'Orviète, et de quelques autres villes du patrimoine de saint Pierre; mais dans cet abaissement même, il nourrissait de plus vastes projets : il avait écrit à tous les connétables qui commandaient des gens de guerre en Italie, pour leur offrir une solde et du service, comme dans les troupes réglées, leur annonçant en même temps qu'ils jouiraient de toute la licence que se permettaient les soldats des compagnies d'aventure. Par ces promesses, il attira sous ses drapeaux quinze cents gendarmes et deux mille fantassins; et il conduisit aussitôt cette troupe sur le territoire du seigneur de Rimini, dont il voulait se venger. Il entra dans ce petit état au mois de novembre 1353, et avant la fin de l'hiver il avait déjà conquis quarante-quatre châteaux [3].

[1] Sur son vrai nom, voyez *Raynaldus Annales ecclesiast.* 1353, § 5, p. 340.—*Cherubino Ghirardacci storia di Bologna.* L. XXIII, T. II, p. 220. — De Sade, Mémoires pour la vie de Pétrarque. L. V, p. 354. — [2] *Matteo Villani.* L. III, c. 40, p. 184. — [3] *Ibid.* L. III, c. 89, p. 216.

Pendant que Montréal mettait la Romagne à feu et à sang, il donnait à sa compagnie un gouvernement régulier. Il avait nommé un trésorier, des conseillers, des secrétaires avec lesquels il délibérait sur les intérêts communs. Des juges maintenaient la paix dans son camp, et faisaient observer entre ses soldats une rigoureuse justice, tandis qu'il leur laissait exercer toutes sortes de brigandages contre les habitants des pays où il faisait la guerre. Le butin était partagé d'une manière régulière entre les officiers et les soldats : il était vendu ensuite à des marchands qui suivaient l'armée pour racheter les effets pillés, et Montréal faisait respecter les personnes et les propriétés de cette classe d'hommes. Par cette discipline, il faisait régner l'abondance dans son camp ; les gens de guerre ne parlaient en Italie que des richesses qu'on acquérait à son service. Ceux qui étaient à la solde des princes ou des républiques attendaient avec impatience le terme de leurs engagements, pour quitter leurs drapeaux, et se rendre auprès de Montréal ; plusieurs même commettaient des fautes volontaires pour se faire congédier avant l'expiration du temps pour lequel ils étaient engagés[1].

Malatesta, accablé par cette compagnie, vint implorer les secours des trois communes guelfes de Toscane. Il leur représenta que ces brigands, ennemis de toutes les nations et de tous les gouvernements, quitteraient bientôt sa principauté déjà épuisée pour attaquer la Toscane, où ils espéraient trouver de plus grandes richesses ; que si on ne se hâtait de les punir, leur exemple pernicieux séduirait tous les soldats d'Italie, et ferait tourner toutes les forces de la société contre elle-même. Malgré des motifs aussi puissants, Pérouse et Sienne refusèrent de provoquer un ennemi qui ne les avait point attaquées. Florence fit passer quelques secours à Mala-

[1] *Matteo Villani.* L. III, c. 108, p. 229. — *Leonardo Aretino storia Floren t.* L. VIII.

testa, mais ils n'étaient pas suffisants, en sorte que le seigneur de Rimini les renvoya, et traita avec la compagnie. Il lui promit quarante mille florins pour l'éloigner de ses terres, et lui donna un de ses fils pour otage[1]. Il ne put cependant payer une si grosse somme qu'en licenciant toutes ses troupes, et les soldats qu'il renvoya passèrent au service de Montréal. Vers le même temps, plusieurs des premiers barons de l'Allemagne entrèrent dans la grande compagnie, qui devint plus redoutable que jamais[2].

Les républiques toscanes, qui n'avaient pas su attaquer la grande compagnie dans le moment convenable, avaient du moins formé une ligue pour se défendre contre elle : elles étaient convenues de mettre trois mille chevaux sur pied, et le contingent des Florentins était déjà arrivé à Pérouse. Mais Montréal réussit avec facilité à dissoudre cette ligue; il rechercha l'amitié des Pérousins, dont il déclara qu'il respecterait scrupuleusement la neutralité; il demanda de pouvoir traverser leur territoire sans s'y arrêter, et en payant comptant tout ce dont il aurait besoin. Séduits par l'espérance d'échapper au danger sans combat et sans dépense, les Pérousins abandonnèrent lâchement leurs alliés, et firent leur paix particulière avec Montréal[3]. 1354.—Alors la compagnie entra par Asciano et Montépulciano sur le territoire de Sienne, et les Siennais, effrayés de l'abandon où leurs voisins les laissaient, traitèrent à leur tour avec Montréal, et lui donnèrent seize mille florins pour qu'il continuât sa route sans s'arrêter chez eux[4].

Les Florentins avaient à cette époque des prieurs faibles et malhabiles, qui ne surent point mettre la république en état de se défendre. Ils échouèrent dans la tentative de contracter

[1] *Cronica Riminese*. T. XV, p. 902. — [2] *Matteo Villani*. L. III, c. 110, p. 230.—*Polistore*, c. 40, p. 832, T. XXIV. — [3] *Matteo Villani*. L. IV, c. 14, p. 243. — [4] *Cronica Sanese di Neri di Donato*. T. XV, p. 141.

alliance avec les Pisans pour repousser en commun l'ennemi, et ils ne réussirent pas à mettre une armée en campagne. La compagnie, au mois de juillet 1354, ravagea pendant huit jours le val d'Elsa et les environs de Staggia et de San-Casciano, sans rencontrer de résistance. Elle était alors composée de sept mille gendarmes, dont deux mille, il est vrai, avaient perdu leurs chevaux et servaient à pied sous l'armure de cuirassiers ; de quinze cents hommes d'infanterie d'élite, qu'on appelait alors *masnadièri ;* et d'une troupe de valets, de vivandières et de gens de mauvaise vie, qu'on estimait à vingt mille personnes. Montréal savait employer avec avantage cette foule qui suivait son camp pour piller les campagnes et procurer des vivres aux soldats [1]. Les Florentins se résolurent enfin à payer vingt-cinq mille florins au trésor de la compagnie, et les Pisans seize mille [2], outre des présents considérables à ses différents chefs, et Montréal promit aux deux républiques qu'il ne rentrerait pas de deux ans sur leur territoire. Il recueillit ensuite le reste des contributions qui lui étaient dues en Romagne, après quoi il conduisit sa troupe en Lombardie, où une ligue s'était formée, à l'instigation des Vénitiens, contre l'archevêque de Milan. Montréal mit son armée à la solde de cette ligue, qui, pour quatre mois de service, lui promit cent cinquante mille florins [3].

Après avoir assuré par ce traité la subsistance de la grande compagnie pendant l'hiver, le chevalier de Montréal en confia le commandement à un Allemand que les Italiens nomment le comte Lando ou de Landau. Lui-même il s'en sépara et vint avec une suite peu nombreuse à Pérouse et à Rome, sous prétexte d'y régler des intérêts domestiques, mais, dans le fait, pour se ménager des intelligences dans le midi de l'Italie, où il comptait ramener au printemps sa terrible

1 *Matteo Villani.* L. IV, c. 15, p. 244. — 2 *Cronica di Pisa.* T. XV, p. 1022. — 3 *Matteo Villani.* L. IV, c. 16, p. 245.

troupe. Les Pérousins, encore effrayés de sa puissance, le reçurent avec respect, et lui donnèrent le droit de cité dans leur ville ; Montréal passa ensuite à Rome. Il croyait avoir droit à la protection du gouvernement de cette ville, car ses deux frères, qu'il avait laissés à Pérouse, venaient d'avancer à Colas de Rienzo l'argent que cet homme célèbre avait employé à lever quelques soldats, avec lesquels il était revenu à Rome en triomphe.

Mais le tribun, en rentrant au Capitole, s'était de nouveau considéré comme le représentant de l'ancienne république romaine, le protecteur de l'univers et le vengeur des crimes commis dans toute l'Italie. Il fit saisir le chevalier de Montréal, et le fit traîner devant son tribunal : un acte d'accusation fut dressé contre lui pour avoir attaqué sans provocation les villes de la Marche et de la Romagne ; pour avoir porté le fer et le feu dans les campagnes de Florence, de Sienne et d'Arezzo ; pour avoir commandé une troupe de brigands souillés de rapines et de meurtres ; et comme Montréal n'opposait à des faits aussi notoires que le droit prétendu de la guerre, le tribun déclara que le titre de général n'atténuait point des crimes qu'on punit chez les autres malfaiteurs ; il condamna Montréal à la peine de mort, et lui fit trancher la tète à Rome, le 29 août 1354, sur la place des exécutions [1].

C'était par un changement de fortune bien étrange que Colas de Rienzo, qui, en décembre 1347, s'était enfui du Capitole, et un mois plus tard avait été obligé de s'échapper en cachette du château Saint-Ange, qui avait été condamné comme hérétique et comme rebelle, et avait langui tour à tour dans les prisons de l'empereur à Prague, et dans celles du pape à Avignon, se trouvait de nouveau revêtu d'une autorité souveraine dans la ville d'où il avait été chassé.

[1] *Matteo Villani.* L. IV, c. 23, p. 250. — *Frammenti di Storia Romana.* L. III, c. 22. *Ant. Ital.* T. III, p. 531. — Lettre du pape Innocent VI, *ap. Raynald. Ann. eccl.* 1354,

Le premier asile de Colas, après sa fuite de Rome, avait été la cour du roi Louis de Hongrie. Mais lorsque ce prince avait quitté inopinément l'Italie, le tribun, resté sans défense, avait passé en Allemagne pour implorer la protection de Charles IV [1], espérant qu'il communiquerait au roi des Romains son enthousiasme pour Rome, et qu'il rendrait ce monarque digne des titres qu'il portait. Dans le même esprit, Pétrarque avait écrit à plusieurs reprises au même Charles, pour lui rappeler les devoirs des empereurs [2]. Mais le descendant de la maison de Luxembourg n'avait point hérité de la générosité, de la franchise ou d'aucune des vertus chevaleresques de Henri VII, ou de Jean de Bohême. Il livra honteusement Colas au pape; et en 1352 le tribun arriva dans Avignon, conduit par deux archers [3]. La mort de Clément VI, le respect qu'inspirèrent une éloquence et des talents distingués, et sans doute aussi les recommandations de Pétrarque, qui écrivit au peuple romain une épître en faveur de son magistrat, et qui la fit ensuite circuler à la cour d'Avignon, et parmi tous ceux qui se piquaient de littérature, pour décider l'opinion publique en faveur de son ami [4], sauvèrent Colas du supplice dont il était menacé. Quelque temps après, Innocent VI, ayant résolu de délivrer toutes les villes de ses états des tyrans qui les gouvernaient, et de les ramener sous l'autorité de l'Église, envoya Rienzi au cardinal Giles Albornoz, chargé de cette mission, pour que ce prélat tirât parti des talents et de l'éloquence du tribun, ainsi que du crédit qui lui restait encore [5].

§ 4, p. 352. Le pape redemande par cette lettre, aux banquiers de Padoue, les biens de Montréal, pour les appliquer au soulagement des malheureux qu'il avait faits. — [1] *Chronicon Estense*. T. XV, p. 460. — [2] *Voyez* ces lettres dans les Mémoires de de Sade. T. III, p. 68 et 340. — [3] De Sade, Mémoires. L. IV, p. 227. — [4] *Petrarcæ epistolæ sine titulo*, epist. 4, p. 789. *Editio Basileæ*. fol. 1554. — [5] *Raynaldi Annales eccles.* 1353, § 5, p. 340. — *Vita Innocenti VI ex additamentis ad Ptolomeum Lucensem e Cod. msto. Patavino*. T. III, P. II, *Rer. It.* p. 608.

Giles ou Égidio Albornoz se disait descendu des maisons royales de Léon et d'Aragon : il avait été nommé fort jeune archevêque de Tolède, ce qui ne l'avait pas empêché de porter les armes contre les Maures, et de se distinguer en combattant les infidèles. Après la bataille de Tariffa, il avait, de sa main, armé chevalier Alphonse XI de Castille, et, en 1343, il avait dirigé le siége d'Algésiras. Lorsque Alphonse XI mourut, Albornoz vint s'établir à la cour d'Avignon, où Clément VI lui donna le chapeau de cardinal. 1353. — Innocent VI, en 1353, ayant à choisir un général dans le sacré collége, jugea le cardinal espagnol plus propre qu'aucun autre à reconquérir les états de l'Église [1].

Albornoz entra en Italie au mois d'août 1353 avec fort peu de troupes et plus de promesses de subsides que d'argent comptant. Quoique son arrivée excitât la défiance de l'archevêque Visconti, celui-ci le reçut honorablement [2]. Le cardinal passa ensuite à Florence, où il arriva au mois d'octobre, et il obtint de la république une petite troupe auxiliaire de cent cinquante cavaliers. Jusqu'alors les forces d'Albornoz n'étaient nullement proportionnées à ses vastes projets; mais il comptait moins sur son armée que sur les dispositions des peuples, car sa mission était toute bienfaisante. Il était chargé de rendre aux villes la liberté et le gouvernement républicain dont elles avaient joui longtemps sous la seule protection de l'Église, et il arrivait pour combattre de petits tyrans, ennemis des peuples autant que des papes, des tyrans dont l'autorité était odieuse, et dont les passions étaient cause de tous les malheurs publics. Clément VI, avant sa mort, avait déjà lancé une bulle d'excommunication contre tous ces usurpateurs, et plus particulièrement contre Jean de Vico, tyran

[1] Mémoires de Sade. T. III, L. V, p. 313. — *Raynaldi Annal. eccles.* § 1, p. 338. — [2] *Polistore,* c. 40, T. XXIV, p. 833. — *Cherubino Ghirardacci. Stor. di Bolog.* L. XXIII, p. 317.

de Viterbe et d'Orviète, François des Ordélaffi, tyran de Forli, et Jean et Guillaume des Manfrédi, tyrans de Faenza [1].

Les Romains furent les premiers à se réconcilier avec l'Église, par l'entremise du cardinal Albornoz; mais ils firent alliance avec elle, plutôt qu'ils ne se soumirent à son autorité [2]. Depuis la fuite de Colas de Rienzo ils n'avaient éprouvé que des révolutions désastreuses; les nobles rentrés à Rome avaient recommencé leurs brigandages : le peuple, sous la conduite de Jean Cerroni, démagogue qui, avec le titre de recteur, fut installé au Capitole, avait chassé de nouveau la noblesse de la ville [3]; il l'avait ensuite rappelée pour défendre Rome contre le préfet de Vico. Les nobles, que l'adversité n'instruisait jamais, avaient renouvelé leurs anciennes querelles; les Orsini et les Savelli s'étaient battus dans les rues; et le recteur Jean Cerroni, ayant vainement appelé le peuple aux armes pour maintenir l'ordre, abdiqua sa dignité, et s'éloigna d'une ville où aucun gouvernement ne pouvait se soutenir [4].

Lorsque Innocent VI succéda à Clément, il chargea, de concert avec le peuple, deux sénateurs, Bertoldo Orsini et Stéfano Colonna, de l'administration de Rome; mais peu de semaines après leur installation, la cherté des vivres ayant excité les plaintes de la populace, le Capitole fut assiégé; Orsini fut lapidé, et Colonna, s'échappant par une fenêtre, ne se déroba à la mort qu'à l'aide d'un vil déguisement [5].

La guerre recommença ensuite avec fureur entre les différents partis de la noblesse, et elle se continua jusqu'au mois d'août 1353. A cette époque les Romains, las de se battre pour leurs princes, se choisirent de nouveau un chef plébéien;

[1] En date du 7 des ides de juillet 1352. — *Raynaldi Annal.* 1352. § 11, p. 331. — *Matteo Villani.* L. III, c. 84, p. 213. — [2] *Ibid.* L. III, c. 91, p. 217.— [3] *Ibid.* L. II, c. 47, p. 136. — [4] *Ibid.* L. III, c. 18, p. 173, et c. 33, p. 181. — [5] Le 13 février 1353. — *Matteo Villani.* L. III, c. 57, p. 194. — *Frammenti di storia Romana.* L. III, c. 4, p. 491. *Ant. Ital.* — *Raynald. Annal. eccles. a.* 1353. § 4, p. 339.

c'était un scribe ou notaire du sénat, nommé François Baroncelli. A l'imitation de Colas de Rienzo, il prit le titre de tribun; et, comme lui, il envoya au supplice les nobles les plus séditieux, et força les autres au repos [1]. Baroncelli gouvernait Rome lorsque le cardinal Albornoz, accompagné par Colas de Rienzo, entra dans l'état de l'Église. Ce fut lui qui conclut avec le légat le premier accord au nom du peuple romain. En même temps, Montéfeltro, Aqua-pendente et Bolzéna ouvrirent leurs portes au représentant du souverain pontife; mais Jean de Vico, qui portait le titre de préfet de Rome, mit en défense les sept villes [2] dont il s'était emparé, et fit ses préparatifs pour soutenir la guerre [3].

L'approche de Colas de Rienzo rappela aux Romains non ses dernières extravagances, mais les beaux temps de son gouvernement et les espérances qu'il leur avait fait concevoir. Ils se rendirent en foule au-devant de lui à Montéfiascone. « Reviens à Rome, lui disaient-ils, reviens dans ta ville; c'est « à toi qu'il appartient de la délivrer de ses maux; sois-en le « seigneur, et nous te soutiendrons de toutes nos forces, n'en « doute point; jamais tu n'y as été désiré, jamais tu n'y as « été chéri comme tu l'es aujourd'hui [4]. » Mais Colas n'était plus indépendant : toutes ses démarches étaient subordonnées à la politique du cardinal; et celui-ci songeait beaucoup moins à rendre maître de Rome un homme entreprenant et ambitieux, qu'à profiter de l'empire de cet homme sur les Romains, afin de faire réussir d'autres entreprises. Loin de

[1] *Matteo Villani*. L. III, c. 78, p. 207. — *Cherubino Ghirardacci Stor. di Bolog*. L. XXIII, p. 224. — [2] Viterbe, Orviéto, Trani, Amélia, Narni, Marta et Canino. — Jean était seigneur d'un château bâti sur les rives pittoresques du lac de Vico, à la descente de la montagne de Viterbo. Aujourd'hui le château est détruit, les collines sont couvertes de vastes forêts, les plaines sont changées en marécages, et il ne reste pas un habitant dans les fiefs où le préfet de Vico levait des armées avec lesquelles il s'était rendu maître de sept républiques. — [3] *Frammenti di storia Romana*. L. III, c. 5, p. 493. — *Raynald. Annal. eccles*. 1353, § 3, p. 339.— [4] *Frammenti di storia Romana*. L. III, c. 14, p. 513.

vouloir prêter à Colas de Rienzo quelques gendarmes pour le conduire au Capitole, il demanda aux députés qui étaient venus auprès de lui, d'armer le peuple romain contre le préfet de Vico, s'ils voulaient que Colas rétablît ensuite chez eux le *bon état*.

Sur ces entrefaites, le préfet, qui avait pu reconnaître combien il était détesté par les citoyens de Viterbe et d'Orviéto, voulut donner aux plus hardis l'occasion de manifester leurs sentiments, afin de pouvoir les en punir. Après avoir augmenté secrètement le nombre de ses satellites, il les distribua dans tous les lieux forts de ces deux villes, et les avertit de se tenir prêts. Il chargea ensuite quelques hommes affidés de crier *aux armes, vive le peuple!* Tous ceux qui supportaient impatiemment la tyrannie accoururent à cet appel, et s'attroupèrent dans les rues. Jean de Vico, à Viterbe, et son fils, à Orviète, n'attendaient que ce signal; ils sortirent de leurs retraites avec leurs soldats, et, tombant sur les séditieux, ils en firent un massacre général[1].

Par cette exécution, le préfet croyait avoir assuré sa souveraineté; il ne fit qu'augmenter l'embarras de sa situation : le peuple, indigné, refusa désormais de le défendre contre le légat. 1354. — Au mois de mars celui-ci lui prit Toscanella; et au mois de mai il vint mettre le siége en même temps devant Viterbe et Orviète, avec treize cents chevaux et dix mille fantassins. Les Romains étaient venus en grand nombre au camp d'Albornoz, et d'autres renforts lui arrivaient encore. Jean de Vico n'osa point s'exposer au ressentiment du peuple, qui pouvait enfin éclater sans danger. Il se rendit à discrétion au légat; il lui livra toutes les villes qu'il avait occupées, et qui furent remises en liberté, comme elles l'étaient auparavant, sous la protection de l'Église. Albornoz, cependant,

[1] *Matteo Villani*. L. III, c. 98, p. 220. — *Cronica d'Orvieto*, p. 680.

en récompense de la prompte soumission du préfet, lui abandonna le gouvernement de Cornéto, Civita-Vecchia et Respampano[1]. Il tourna ensuite ses armes, au mois de juin, contre Jean de Gabrielli, tyran d'Agobbio, et il le força également de rendre la liberté à sa patrie[2].

La soumission du préfet ne laissait point de prétexte à Albornoz pour retenir plus longtemps Colas de Rienzo auprès de lui. Il lui conféra donc la dignité de sénateur de Rome, selon l'ordre qu'il en avait reçu du pape[3], et il le laissa partir, mais sans lui donner ni soldats ni argent pour achever son entreprise. Colas, néanmoins, s'était fait trop d'ennemis parmi la noblesse, pour pouvoir traverser la campagne de Rome et le patrimoine, s'il n'avait pas quelques compagnies de gendarmes pour escorte. Dans ce temps, les deux frères de Montréal, enrichis par les brigandages de cet aventurier, se trouvaient à Pérouse. Colas alla les voir; il leur exposa ses projets pour la prospérité de l'Italie : il les sollicita de s'associer à sa gloire et au pouvoir qu'il allait recouvrer; et, avec cette éloquence persuasive qu'aucun homme ne possédait au même degré que lui, il les engagea enfin à lui prêter une somme considérable pour le rétablissement du *bon état*. Lorsque Colas, peu de semaines après, fit saisir le chevalier de Montréal qui, moins facile à séduire par des illusions que ses frères, venait à Rome pour veiller sur le tribun et le forcer à tenir ses promesses, l'ingratitude de Colas, qui envoyait ce redoutable aventurier au supplice, fut bien plus remarquée que la justice de la sentence qu'il prononçait[4].

A son arrivée à Rome, Colas de Rienzo y fut reçu avec enthousiasme : son exil avait effacé le souvenir de sa vanité.

[1] *Frammenti di storia Rom.* L. III, c. 5, p. 495.—*Matteo Villani.* L. IV, c. 10, p. 240. — *Ghirardacci storia di Bologna.* L. XXIII, p. 218. — *Rayn. Annal. ecclesiast.* 1354. § 1, p. 351.—*Cronica d'Orvieto.* T. XV, p. 682.—[2] *Matteo Villani.* L. IV, c. 13, p. 243. —[3] *Frammenti di storia Rom.* L. III, c. 16, p. 519. — [4] *Ibid.* L. III, c. 21, p. 529.

L'autorité que lui confiait le peuple était consolidée par les décorations dont le pape l'avait revêtu. Non seulement Innocent VI l'avait nommé sénateur, il l'avait reconnu pour noble et pour chevalier, et il avait ainsi ratifié la bizarre cérémonie de la conque de saint Sylvestre, en vertu de laquelle Colas avait pris le titre de chevalier du Saint-Esprit[1]. Mais le sénateur-tribun, loin de se corriger de ses défauts, avait perdu, dans son exil, cet enthousiasme pour la vertu et la patrie, qui rachetait ses torts. Sa position était devenue plus difficile depuis qu'il devait concilier les volontés du pape avec celles du peuple. Le supplice de Montréal et celui de Pandolfe Pandolfucci, citoyen romain universellement estimé, lui furent reprochés comme des actes d'iniquité : la guerre qu'il était obligé de soutenir contre les Colonna redoublait son embarras. Étienne Colonna le jeune, demeuré chef de cette maison, s'était fortifié dans Palestrina ; et Colas, après avoir vainement entrepris le siége de cette place, avait été obligé de ramener ses soldats à Rome, sans argent pour les payer[2]. Il essaya, dans cette situation pénible, d'établir une imposition nouvelle : le peuple ne s'y soumit pas longtemps.

Le 8 octobre une sédition éclata dans deux quartiers de Rome à la fois, à Ripa-Grande, et à la place Colonne. Des forcenés se rassemblaient aux cris de *vive le peuple, meure le traître Colas de Rienzo!* Ils s'approchèrent du Capitole ; et le tribun s'y vit bientôt abandonné par ses gardes, par ses ministres et ses serviteurs : il ne resta que trois personnes au près de lui. Cependant il avait fait fermer les portes de ce palais ; le peuple y mit le feu : mais l'incendie, en gagnant l'escalier, ferma le passage aux assaillants. Colas se revêtit

[1] Il lui écrivit, en date du 3 des cal. de septembre, avec cette adresse : *Dilecto filio nobili viro, Nicolao Laurentii* MILITI, *senatori urbis*. Annal. ecclesiast. § 3, p. 352. —
[2] *Frammenti di storia Romana*. L. III, c. 19, p. 523.

de son armure de chevalier, et prenant dans ses mains l'étendard du peuple, il s'avança sur le balcon d'une salle supérieure, et demanda, par signes, qu'on fît silence pour l'entendre. Tel était le pouvoir prodigieux de son éloquence, que, s'il avait pu obtenir qu'on le laissât parler, il aurait infailliblement apaisé la multitude. Mais le peuple se refusait obstinément à l'entendre, et lançait des pierres contre lui, pour le forcer à quitter le balcon : après de vains efforts pour apaiser ces forcenés, Colas, ayant été blessé au bras, se retira dans le palais[1].

Il ne renonça point cependant encore à l'espérance de calmer le peuple en le haranguant. Il se fit descendre dans des draps liés aux fenêtres, pour parvenir sur la terrasse de la chancellerie qui était également à découvert, mais où il pouvait plus difficilement être atteint. De là il essaya encore de parler, et ses efforts pour se faire entendre furent encore inutiles. Alors on le vit, indécis entre une mort glorieuse en combattant et l'espérance de la fuite, ôter ses armes, puis les remettre pour les ôter encore[2]. Il s'arrêta enfin à ce dernier parti. Le palais était forcé, et la populace occupée au pillage dans des salles dont il était séparé par l'incendie. Il essaya de se dépouiller de tout ce qui, dans ses habits, pouvait faire reconnaître sa dignité; il s'enveloppa du manteau du portier : il prit sur sa tête des couvertures de lit, comme s'il revenait du pillage; et, traversant hardiment le feu, il indiqua aux pillards, en langue *romanesca*[3], l'endroit d'où il venait comme plein de bu-

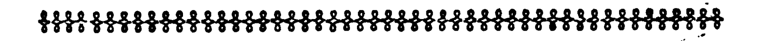
[1] *Frammenti di storia* Romana. L. III, c. 24, p. 537. — [2] *Ibid*. L. III, c. 24, p. 541.— [3] C'est le langage du peuple à Rome. Dans ce patois est écrit le fragment d'histoire romaine qui est souvent désigné sous le nom de *Vie de Colas de Rienzo*. Nous citerons ce passage intéressant, pour faire en même temps connaître ce langage. « *L'arme puse* « *ioso in tutto, dolore ene da recordarese. Forficcose la varva, e tenzese la faccia de* « *tenta nera. Era là da priesso una caselluccia, dove dormea lo Portanaro. Entrato* « *là, tolle uno vecchio tabarro de vile panno, fatto à lo muodo pastorale campanino* « *Quello vile tabarro vestio; puoi se mese in capo una coltra de lietto, e cosi divisato* « *ne veo ioso. Passa la porta la quale flariava; passa le scale, e lo terrore de lo so-*

tin; et il les enhardit à s'y aventurer à leur tour. Il passa ainsi, sans être reconnu, les deux premières portes et le premier escalier : s'il avait pu franchir aussi heureusement le second, il était sauvé; mais, devant la dernière porte, un Romain l'arrêta, et, le saisissant par le bras, lui dit : *Où vas-tu?*

Colas, arrêté, ne chercha plus à se cacher. Il jeta les couvertures qu'il portait sur sa tête, et déclara qu'il était le tribun. Il fut alors conduit jusqu'au bas de l'escalier du Capitole, devant le lion de porphyre égyptien : c'était là que lui-même avait coutume de faire lire les condamnations. Parmi les forcenés qui l'entouraient, personne n'osait le toucher; un profond silence succéda aux clameurs furieuses; lui-même attendait les bras croisés sur la poitrine la décision de son sort. Bientôt il leva les yeux, et, parcourant de ses regards la foule, il allait profiter du silence du peuple pour parler, lorsque Cecco del Vecchio, artisan qui était près de lui, redoutant l'effet que pourrait faire encore son éloquence, lui enfonça son estoc dans le ventre. Aussitôt tous ceux qui l'entouraient s'empressèrent de le frapper; sa tête fut séparée de son corps, qui, percé de mille blessures, fut traîné par la ville et suspendu près de San-Marcello à l'étal d'un boucher [1].

Ainsi mourut un homme qui deux fois releva la gloire du nom romain, et qui deux fois fut sacrifié par le peuple, auquel il avait consacré son existence.

« *laro che cascava. Passa la intima porta liberamente; fuoco non lo toccao, e misti-* « *caose co li altri, desformato desformava la favella*, etc. » — [1] *Frammenti di storia Rom.* L. III, p. 543. — *Matteo Villani.* L. IV, c. 26, p. 252.



CHAPITRE IX.

Mort de l'archevêque Visconti. — Charles IV en Italie. — Il traite avec Florence; il renverse à Sienne le gouvernement des neuf, et à Pise celui des Bergolini. — Il se retire avec honte. — Anarchie de la Sicile et de Naples. — Conquêtes d'Albornoz; discorde entre les Visconti.

1354-1355.

L'archevêque de Milan avait accepté la paix avec les républiques de Toscane pour avoir le temps de se mettre en garde contre les projets ambitieux qu'il supposait à Innocent VI : en effet, ce pontife était à peine monté sur le trône, qu'il avait entrepris de réduire sous son obéissance tous les pays qui relevaient du Saint-Siége. Mais les conquêtes d'Albornoz dans les états de l'Église devenaient pour Visconti un motif de sécurité ; le pape n'était pas assez puissant ou assez riche pour faire en même temps la guerre en Lombardie et autour de Rome. S'il voulait soumettre les tyrans qui s'étaient partagé le patrimoine de saint Pierre, il devait maintenir la paix avec les seigneurs de Milan, et renoncer à la haine que ses prédécesseurs leur avaient témoignée pendant cinquante ans. Jean Visconti crut donc pouvoir de nouveau se livrer à ses projets d'agrandissement. Peu de mois après la paix de Sarzana, il acquit la seigneurie de Gênes, comme nous l'avons vu dans un autre chapitre, et il se trouva bientôt engagé malgré

lui dans la guerre de cette ville avec la république de Venise.

Visconti avait déjà donné plusieurs sujets de plainte aux quatre seigneurs de la Marche Véronaise qui séparaient ses états de ceux de Venise ; il avait cherché à profiter de toutes les intrigues de chacune de ces petites cours pour s'y faire un parti, ou même pour tenter de soumettre des villes qui paraissaient à sa bienséance. Mais les seigneurs de Mantoue, de Vérone, de Ferrare et de Padoue, faibles par eux-mêmes et de plus divisés entre eux, osaient à peine témoigner leur mécontentement, de peur que leurs plaintes ne servissent de prétexte à Visconti pour attaquer et conquérir leurs états. La seigneurie de Venise, qui ne possédait encore sur le continent que la seule ville de Trévise, avait besoin de se procurer des alliés en terre ferme, pour combattre le seigneur de Milan. Elle se donna beaucoup de peine pour réconcilier les petits princes de la Marche Véronaise, et les armer contre leur ennemi naturel. Les ambassadeurs vénitiens parcoururent à plusieurs reprises cette province : ils invitèrent les princes à divers congrès [1], et ils les déterminèrent enfin au mois de décembre 1353 à signer une alliance en vertu de laquelle ils devaient mettre quatre mille chevaux sur pied, au commencement de la campagne suivante, pour attaquer l'archevêque de Milan. Les maisons d'Este, de Gonzague, de Carrare et de la Scala se joignirent aux Vénitiens pour solliciter les Florentins d'entrer dans la même alliance. Mais leurs ambassadeurs ne purent déterminer cette république à renoncer à la paix qu'elle venait de conclure. La ligue formée par les Vénitiens s'adressa ensuite à Charles de Bohême, roi des Romains ; elle reprit avec lui la négociation déjà ouverte par les Florentins, et elle lui offrit son secours pour lui procurer la couronne

[1] *Cronicon Estense*. T. XV, p. 476-482.

de l'Empire, pourvu que de son côté le roi de Bohême attaquât le seigneur de Milan [1].

Charles IV était un prince intrigant et avide, mais de peu de courage ; il sacrifiait sans cesse l'avantage de l'Empire à celui de son royaume de Bohême, et son honneur à sa cupidité. Toutes ses négociations avec les Italiens n'avaient pour but que de les tromper : il ne songeait nullement à embrasser leurs querelles, et tandis qu'il traitait avec tous les ennemis de Visconti, il avait aussi accueilli les ambassadeurs du seigneur de Milan, et discuté les conditions d'une alliance avec lui. Ces négociations contradictoires lui parurent enfin avoir écarté de son expédition en Italie tous les dangers et toutes les difficultés qui avaient arrêté ses prédécesseurs [2]. Les communes de Toscane, de tout temps ennemies des empereurs, l'avaient appelé les premières. Venise, Vérone, Padoue, Ferrare et Mantoue recherchaient son alliance ; le seigneur de Milan et du reste de la Lombardie lui offrait son amitié ; enfin la cour d'Avignon l'avait créé roi des Romains, aussi ses ennemis l'avaient-ils longtemps appelé le roi des prêtres. Charles IV, qui désirait se décorer de la couronne de l'Empire, envoya des députés à Innocent VI, pour ratifier les promesses qu'il avait faites à son prédécesseur, et demander que le pape lui permît d'entrer en Italie, et nommât les légats qui devaient le couronner. Une délibération du consistoire, en février 1354, satisfit pleinement ses désirs [3].

[1] *Matteo Villani*. L. III, c. 94, p. 218. — [2] En traçant le caractère de Charles IV, il faut choisir entre deux traditions tout à fait opposées. Les historiens de Bohême et ceux de Lucques en parlent toujours avec tout l'enthousiasme de la reconnaissance ; ceux de tout le reste de l'Allemagne et de l'Italie lui attribuent le caractère que nous lui donnons ici. Charles fut sans doute un très bon roi pour la Bohême ; mais les historiens bohémiens ne peuvent pas se flatter que les monuments de sa magnificence, ou même ses bonnes lois, suffisent pour détruire le jugement que tous ses contemporains ont porté de lui. *Voyez* cependant le panégyriste de Charles, *Franz Martin Pelzel. Vorrede Zur Kaiser Karl der Vierte*. T. I. — [3] *Matteo Villani*. L. III, c. 103, p. 226.

1354. — La guerre cependant avait éclaté entre l'archevêque de Milan et la ligue de la Vénétie; le 18 mai, François Castracani, général de Visconti, était venu mettre le siége devant Modène, qui obéissait au marquis d'Este. La famille des Pii, et tous les Gibelins de Modène, avaient passé dans le camp milanais, et livré aux troupes de l'archevêque plusieurs châteaux forts [1]. D'un autre côté, les Guelfes de Bologne et le parti républicain avaient voulu secouer l'autorité de Visconti d'Oleggio qui commandait dans cette ville pour le seigneur de Milan. La révolte avait éclaté le 10 juin; on avait combattu avec fureur dans les rues : mais les républicains avaient succombé, et douze citoyens les plus distingués de Bologne avaient péri sur l'échafaud [2].

Il avait fallu quelques mois de part et d'autre pour que les puissances en guerre se missent en état de pousser avec vigueur les hostilités; mais la ligue de Vénétie venait de prendre à sa solde la grande compagnie formée par le chevalier de Montréal, et commandée par le comte Lando. On pouvait s'attendre à de brillantes opérations militaires, lorsqu'elles furent suspendues d'une manière imprévue. Jean Visconti, archevêque et seigneur de Milan, mourut inopinément, le 5 octobre 1354, à l'extraction d'un charbon qui, deux jours auparavant, s'était manifesté à son front, et qu'on avait cru peu dangereux [3].

Il laissait, pour lui succéder, trois neveux, fils de son frère Étienne Visconti : c'est entre eux que se partagea son héritage. Comme ils étaient entourés des soldats que l'archevêque avait rassemblés pour combattre la ligue, ils n'eurent pas de peine à se faire proclamer seigneurs par toutes les villes de

[1] *Joh. de Bazano Chronicon Mutinense*, p. 619. — [2] *Joh. de Bazano Chronic. Mutinense*, p. 620. — *Matteo Villani*. L. IV, c. 11 et 12, p. 241. — [3] *Matteo Villani*. L. IV, c. 25, p. 252. — *Petri Azarii Chronicon*. T. XVI, p. 334. — *Bernard. Corio storia di Milano*. P. III, p. 229.

leur domination. Cette cérémonie, qui rappelait encore des droits que le peuple n'exerçait plus, se fit à Milan, le 12 octobre 1354. Les trois frères partagèrent ensuite et leurs états et leurs pouvoirs, de manière que chacun d'eux eût un apanage en propre, et que la souveraineté ne fût cependant pas divisée. La ville de Milan, centre du gouvernement, resta commune aux frères Visconti, de même que celle de Gênes. Matthieu, l'aîné des trois, prit pour sa part Plaisance, Parme, Bologne, Lodi et Bobbio : voluptueux et corrompu par la mollesse, il ne demanda d'autre part à l'administration générale que la prérogative d'être nommé le premier dans tous les actes. Bernabos, le second, eut en partage Crémone, Crème, Brescia et Bergame; en même temps il se chargea du département militaire. Galéaz, le troisième, prit sur lui l'administration intérieure, et il eut pour apanage Côme, Novare, Verceil, Asti, Tortone et Alexandrie [1].

Peu de jours après, on apprit que Charles IV, roi de Bohême et des Romains, était arrivé à Udine, le 14 octobre, et y avait été reçu par son frère naturel le patriarche d'Aquilée. Chaque état et chaque faction d'Italie avait négocié avec l'empereur élu; tous s'étaient flattés de diriger sa puissance contre leurs ennemis : mais ils apprirent avec étonnement que le monarque de l'Occident avait pour toute suite trois cents cavaliers désarmés. Charles, avec cette faible escorte, fit successivement son entrée à Padoue et à Mantoue. Il fut reçu, dans ces deux villes, avec un respect égal, par les Carrare et les Gonzague [2].

Pendant son séjour à Mantoue, Charles IV s'offrit à être médiateur de la paix entre la ligue de Vénétie et les Visconti.

[1] *Matteo Villani.* L. IV, c. 28, p. 255. — *Petri Azarii Chronicon.* T. XVI, p. 337. —
[2] *Matteo Villani.* L. IV, c. 27, p. 254.—*Boluslaus Balbinus Epitome Rer. Bohemicarum.* L. III, c. 21, p. 364. — *Franz Martin Pelzel, Karl der Vierte.* P. I, p. 419. Mais les deux historiens bohémiens, qui ne peuvent guère s'appuyer sur d'autre autorité que sur celle de Villani, se plaignent sans cesse de sa partialité.

Il engagea la première à congédier la grande compagnie, qui se jeta dans l'état de Ravenne pour le ravager. Mais la nouvelle de la défaite des Vénitiens par les Génois, à Porto Longo, le 3 novembre 1354, ayant été apportée à Milan, les Visconti augmentèrent leurs prétentions; et l'empereur élu se réduisit à conclure une trêve entre les puissances belligérantes jusqu'au mois de mai suivant. Aussitôt que cette trêve fut signée, Charles IV se rendit à Milan pour y recevoir la couronne de fer de Lombardie [1].

Les Visconti ne virent pas sans étonnement le monarque, dont le nom seul avait été longtemps pour eux un épouvantail, se mettre entre leurs mains avec son escorte désarmée [2]. Ils voulurent du moins lui donner la plus haute idée de leur puissance; ils l'entourèrent dans leur palais de tout le tumulte d'un camp; six mille cavaliers et dix mille fantassins à leurs ordres remplissaient Milan. Les mêmes soldats passaient, dans le jour, plusieurs fois de suite sous les fenêtres de Charles IV pour lui faire croire que l'armée des Visconti était beaucoup plus nombreuse encore. 1355. — La couronne de fer fut apportée de Monza à Milan, et la cérémonie du couronnement se fit le 6 janvier 1355, dans la basilique de Saint-Ambroise.

Charles ne témoignait aucune défiance de l'appareil militaire dont il se voyait entouré; il sortit cependant avec joie de cette espèce de captivité aussitôt qu'il eut reçu la couronne de fer, et il partit pour la Toscane. Il trouva les gardes doublées sur sa route, dans toutes les villes qu'il traversait; les Visconti le suivirent avec un gros corps de troupes, tandis que le monarque, entouré de chevaliers désarmés et montés sur des chevaux de course, paraissait, dit Villani, être un

[1] *Joh. de Bazano. Chronic. Mutinense*. T. XV, p. 622. — *Bernard. Corio Storia di Milano*. P. III, p. 229. *v*. — [2] Fr. M. Pelzel porte à huit cents le nombre des cavaliers de l'empereur. P. I, p. 429.

marchand qui se hâte d'arriver à la foire, bien plutôt qu'un empereur [1]. C'est ainsi qu'il arriva à Pise, longtemps avant l'époque où il y était attendu.

Les Florentins, étonnés d'apprendre que l'empereur était si près d'eux, songèrent à se défendre contre lui, comme s'il leur apportait la guerre. Ils enfermèrent dans les lieux forts tout le bétail et tous les vivres épars sur leur territoire : en même temps, néanmoins, ils envoyèrent six ambassadeurs à Charles, pour lui offrir de traiter avec lui à des conditions honorables [2].

Quoique l'empereur n'eût point conduit de troupes en Toscane, sa présence rendit bientôt très critique la situation des républiques italiennes. Nous avons vu, dès le temps de l'expédition de Henri VII, combien l'opinion publique et celle des gens de lettres favorisaient les prétentions impériales. Pétrarque et Colas de Rienzo avaient soutenu que la souveraineté de l'univers appartenait toujours à Rome et à l'empire romain. Le premier par ses lettres, le second dans ses discours, avaient souvent sommé Charles IV de faire usage de ses droits, comme s'ils étaient toujours reconnus par tous les peuples. Il est vrai que les plus zélés républicains de Florence, et parmi eux notre historien Matthieu Villani, s'imaginaient trouver dans les lois et les monuments de l'antiquité une garantie de la liberté de Rome et de la Toscane. Ils croyaient, sur la foi des premières déclarations d'Auguste et de Tibère, que les anciens empereurs, maîtres du monde romain, avaient toujours été soumis au sénat et au peuple de Rome : ils prétendaient que les Césars obéissaient aux citoyens, tandis que toutes les nations étaient tributaires des Césars; et comme les villes de Toscane avaient été admises de bonne heure à donner à leurs habitants le droit de citoyens

[1] *Matteo Villani.* L. IV, c. 39, p. 265. — *B. Marangoni Cronica di Pisa*, p. 713. — *Neri di Donato Cronica Sanese*, p. 145. — [2] *Matteo Villani.* L. IV, c. 41, p. 265.

romains, ils croyaient être encore ce même peuple auquel les empereurs étaient tenus d'obéir [1]. La constitution de Rome, telle qu'elle existait au temps d'Auguste ou de Trajan, leur paraissait encore la seule origine du droit public; et s'ils l'avaient mieux connue, ils auraient cru illégitimes toutes leurs prétentions à la liberté.

La présence de l'empereur en Italie, et dans le sein d'une république, rassemblait bientôt autour de lui tous les partisans de son autorité. C'était lui qu'ils choisissaient pour juge des haines entre les factions, des guerres entre les états voisins. Ils affirmaient que le gouvernement municipal n'avait été institué que pour remplacer le souverain légitime durant son absence; qu'à l'arrivée du monarque toute autre juridiction était suspendue; que la seigneurie devait lui être immédiatement déférée, et que les conditions qu'on prétendait lui imposer étaient essentiellement nulles.

Charles IV séjourna à Pise, du 18 janvier au 22 mars, pour négocier avec les communes de Toscane, tandis que l'impératrice et les principaux barons de l'Allemagne arrivaient successivement auprès de lui. Les grands feudataires étaient obligés, par les constitutions de l'Empire, de suivre l'empereur en Italie, et d'assister à son couronnement. La curiosité et l'amour de la magnificence leur faisaient remplir ce devoir féodal plus régulièrement que les autres, et Charles IV, au printemps, se trouva à la tête de quatre mille hommes de cavalerie, choisis parmi la fleur de la noblesse allemande [2].

C'était la seconde fois que ce monarque visitait l'Italie; il y était déjà venu comme prince royal de Bohême, avec son père, le roi Jean : il avait alors gouverné Lucques pendant quelque temps, et il avait complétement gagné l'affection des

[1] *Matteo Villani.* L. IV, c. 77 et 78, p. 291. — [2] *Ibid.* L. IV, c. 56, p. 276. — *Neri di Donato Cronica Sanese,* p. 146.

Lucquois ; il était sans doute supérieur à Spinola, qui l'avait précédé, et à Mastino de la Scala, qui l'avait suivi dans l'administration de la même ville. D'ailleurs, Charles avait une affabilité, un esprit de justice et des vertus qui le rendirent cher à ses sujets immédiats, tandis que tout le reste de l'Italie et de l'Allemagne ne pouvait lui pardonner les défauts de son caractère. Les Lucquois considéraient comme un monument de l'affection de Charles IV le château fort de Monté-Carlo, qu'il avait bâti en 1332, proche du Cerruglio, pour fermer leur territoire aux incursions des Florentins du côté du val de Niévole[1]. Le gouvernement oppressif des Pisans faisait regretter toujours plus aux Lucquois les espérances que Charles leur avait fait concevoir pendant son court séjour au milieu d'eux. Lorsqu'il fut élevé à l'Empire, ils ne doutèrent pas que ce monarque ne s'intéressât à eux, de même qu'eux songeaient sans cesse à lui. Déjà ils lui avaient écrit en Allemagne pour lui demander sa protection ; ils l'invitèrent à Lucques, et ils lui prodiguèrent les marques de leur affection[2]. Le roi des Romains ne fut pas insensible à ces démonstrations d'attachement, et il admit quelques citoyens de Lucques à des conférences sur les moyens de rendre la liberté à leur patrie.

Mais Charles était déjà lié avec les Pisans, et ne voulait pas s'attirer leur inimitié pour favoriser Lucques. Il avait trouvé à Mantoue les ambassadeurs des premiers, et il avait conclu avec eux un traité ratifié par des serments. Il avait promis de respecter la liberté de Pise, de conserver à cette ville sa domination sur Lucques, et de maintenir à la tête du gouvernement la faction des Bergolini et la famille Gambacorti.

[1] *Beverini Annales Lucenses, mss.* L. VII, p. 938.—*Vita Caroli IV ab ipso scripta, ap. RR. Steinhemium.* P. II, p. 20, verso. Monté-Carlo est peut-être le château de Toscane le plus admirablement situé pour le paysage ; rien n'égale la magnificence de l'amphithéâtre que forment devant lui les Apennins. — [2] *Beverini Annales Lucenses.* L. VII, p. 939-941.

D'autre part, la république s'était engagée à lui payer soixante-mille florins pour les frais de son couronnement[1].

La ville de Pise était divisée en deux partis qui portaient les noms de Bergolini et de Raspanti. Le premier avait une fois été celui de la noblesse ; il avait pour chef François Gambacorta, riche marchand, qui, avec le titre de conservateur du bon état, était à la tête de la république. Quelques bourgeois puissants lui étaient attachés, aussi bien que les trois familles des Gualandi, Sismondi et Lanfranchi ; mais la peste avait enlevé à ces familles leurs chefs et leurs plus braves combattants. Le parti opposé des Raspanti, qu'on nommait aussi Maltraversi, était demeuré attaché à la famille des comtes de la Ghérardesca. Paffetta, comte de Montescudaio, issu de cette même famille, avait été exilé de sa patrie ; il était entré au service de l'empereur, et il jouissait de quelque crédit auprès de lui, lorsqu'il revint à Pise, à sa suite. Dès le lendemain de son retour, le 19 janvier, comme Charles se rendait à la cathédrale pour y recevoir, en plein parlement, l'hommage de la ville, les amis de Paffetta, et tous les Raspanti, excités par lui, prirent les armes ; les rues retentirent des cris de *vive l'empereur et la liberté ! meure le conservateur !* Charles arrêta cependant le désordre, et fit poser les armes aux séditieux[2]. Mais Gambacorta, effrayé du danger qu'il avait couru, voulut, par son dévouement à l'empereur, contrebalancer le crédit de Paffetta. Il fit déférer au monarque la seigneurie de la ville, avec la garde des portes et l'administration du trésor[3].

Les citoyens des deux partis se repentirent bientôt d'avoir

[1] *Matteo Villani.* L. IV, c. 36, p. 260. — *Cronica di Pisa.* T. XV, p. 1027. — *Tronci Annali Pisani,* édition in-4° originale de Livourne, 1682, p. 375. Nous citons aussi ce dernier, parce que nous commençons à nous rapprocher des temps où il a écrit : cependant il est confus et obscur sur toute cette période, et il paraît à peine avoir profité de Villani, qu'il avait sous les yeux. — *Neri di Donato Cronica Sanese.* p. 143. — [2] *Matteo Villani.* L. IV, c. 45, p. 267. — [3] *Ibid.* L. IV, c. 47 et 48, p. 269. — *B. Marangoni. Cronica di Pisa,* p. 714. — *Tronci Annali Pisani,* p. 377.

sacrifié la liberté à leurs passions haineuses. Les magistrats appelèrent à eux les chefs des Bergolini et des Raspanti, et ils travaillèrent à leur réconciliation. Douze députés furent nommés de part et d'autre pour fixer les conditions de la paix. Après quoi, Gambacorta et Paffetta, d'un commun accord, demandèrent à l'empereur de rendre à leurs concitoyens des priviléges auxquels ils avaient renoncé dans un moment d'égarement. Charles n'était alors entouré que de la faible escorte de chevaliers qui avait traversé avec lui la Lombardie; il n'avait pas encore reçu les renforts qui lui arrivèrent plus tard d'Allemagne. Il se prêta de bonne grâce aux désirs des Pisans, qui pouvaient lui faire la loi, et il rétablit les magistratures républicaines dans toute leur autorité[1].

Les Pisans avaient de tout temps été gibelins; aussi considéraient-ils l'empereur comme le chef de leur parti et le protecteur de leur ville; les Guelfes, au contraire, s'attendaient à trouver un ennemi dans l'héritier de leurs anciens oppresseurs. Florence, Sienne et Pérouse, unies moins encore par une ancienne alliance que par des intérêts communs, avaient résolu de se conduire vis-à-vis de Charles IV d'une manière uniforme; leurs ambassadeurs devaient se présenter ensemble au monarque, et agir de concert; mais bientôt les Pérousins se prévalurent de ce qu'ils relevaient de l'Église, et non de l'Empire, pour refuser de s'associer aux Florentins et aux Siennais.

A Sienne, le gouvernement n'était plus dans les mains du peuple; une oligarchie roturière, formée depuis soixante et dix ans, sous le nom d'ordre des neuf, s'en était emparée. Quelques ambitieux avaient profité avec artifice du mode d'élection aux magistratures, pour concentrer, en dépit des lois et de la constitution, l'autorité entre les mains de quatre-

[1] *Matteo Villani*. L. IV, c. 51, p. 271.

vingt-dix citoyens. Dans l'intérieur, ils se maintenaient contre la haine des nobles et du peuple par la corruption et la brigue[1]. Au dehors, ils espéraient s'agrandir par la perfidie. Ils donnèrent ordre à leurs ambassadeurs de se joindre aux Florentins, et de leur promettre qu'ils agiraient de concert avec eux, afin de les engager ainsi dans une conduite plus hardie; mais ils voulurent se faire ensuite un mérite auprès de l'empereur, en se séparant d'eux.

Les ambassadeurs des deux républiques furent introduits, le 30 janvier, à l'audience de Charles. Les Florentins parlèrent les premiers; ils demandèrent à l'empereur d'accorder à leur commune sa protection et son amitié, et de maintenir leur peuple dans sa liberté accoutumée. Leur discours fut respectueux, mais sans mélange de soumission, sans promesse d'obéissance. Les Florentins évitèrent même de donner à Charles aucun titre qu'il pût interpréter comme une reconnaissance de son autorité[2]. Les Siennais parlèrent ensuite; et contre la promesse qu'ils avaient faite à leurs alliés, non seulement ils appelèrent Charles leur empereur et leur seigneur, mais ils lui offrirent encore spontanément la seigneurie de leur commune, sans faire au préalable aucune condition avec lui[3]. Le monarque, auquel on parlait à genoux, avait coutume de tenir des baguettes de saule, dont il découpait l'écorce avec un canif, tandis que ses yeux distraits erraient sur toute l'audience. Cependant il répondit aux deux ambassades avec autant de justesse et de noblesse que de modération : il témoigna plus de bienveillance aux Siennais; mais il promit aux Florentins de faire pour eux tout ce qui serait compatible avec l'honneur de sa couronne[4].

[1] *Matteo Villani*. L. IV, c. 61, p. 278. — [2] Ils l'appelèrent *Santa Corona*, et dans la suite du discours, *Serenissimo principe*, sans prononcer le mot d'empereur. *Matteo Villani*. L. IV, c. 53 et 54, p. 273. — *Franz Martin Pelzel, Karl der Vierte*. P. I, p. 435. — [3] *Neri di Donato Cronica Sanese*, p. 146. — *Orlando Malavolti Istoria di Siena*. P. II, L. VI, p. 111. — [4] *Matteo Villani*. L. IV, c. 74, p. 288.

Lorsque les ambassadeurs siennais, de retour dans leur patrie, rendirent compte de leur mission, le peuple, assemblé en parlement, confirma, non sans quelque hésitation, l'offre de la seigneurie faite à l'empereur [1]. Les villes de Volterra et de San-Miniato, qui, en raison de leur faiblesse, étaient plus jalouses des Florentins que soigneuses de leur propre liberté, se donnèrent à leur tour sans condition à Charles IV [1]. La ville d'Arezzo ne fut retenue que par la crainte des Gibelins qu'elle voyait en faveur à la cour, et celle de Pistoia, qui était sous la garde de Florence, fit quelques efforts pour suivre ces dangereux exemples. En même temps, tous les chefs des familles gibelines des montagnes, le vieux Pierre Saccone des Tarlati, Ubertini, évêque d'Arezzo, Néri de Faggiuola, fils d'Uguccione, et les Pazzi de val d'Arno, se rendaient à Pise avec des armes et des chevaux, et grossissaient la cour de l'empereur. Ils faisaient valoir auprès de lui leurs services et ceux de leurs ancêtres, de tout temps dévoués au parti gibelin, et ils excitaient Charles à venger sur les Florentins les offenses que son père et son aïeul avaient reçues d'eux [2].

Mais Charles, lorsqu'il excitait l'animosité des Gibelins, qu'il approuvait leurs projets de vengeance et qu'il publiait leurs offres, n'avait d'autre but que d'effrayer la république et de tirer d'elle plus d'argent. Il demandait qu'elle se rachetât des condamnations prononcées contre elle par Henri VII son aïeul; et à ce prix il consentait à confirmer en partie sa liberté et ses priviléges. Les Florentins offraient cinquante mille florins pour être remis en grâce; l'empereur en demandait davantage, et contestait sur quelques articles de la convention : enfin les conditions du traité furent arrêtées de la manière suivante. L'empereur annula toute condamnation prononcée

[1] *Matteo Villani.* L. IV, c. 61, p. 279. — *Cronica d'Orvieto anonima.* T. XV, p. 684. — [2] *Matteo Villani.* L. IV, c. 63 et 64, p. 281. — [3] *Ibid.* L. IV, c. 62, p. 280. — *Leonardo Aretino Istor. Fiorent.* L. VIII.

contre Florence, contre ses citoyens, ou contre les comtes de Battifolle, Doadola, Mangone et Vernia[1] ; il les rétablit dans la plénitude de leurs honneurs et de leurs droits : il autorisa le peuple à se régir par ses statuts et ses lois municipales, et il confirma par son autorité impériale toutes ces lois, tant celles qui existaient déjà que celles qui seraient portées à l'avenir par l'autorité législative dans la république, pourvu qu'elles ne fussent pas expressément contraires au droit public. Il donna irrévocablement le titre de vicaires impériaux à tous les gonfalonniers de justice et prieurs des arts que le peuple mettrait à la tête de la république. Enfin, pour ne point troubler la tranquilliié de Florence, il promit de n'entrer ni dans la ville ni dans aucun château de son territoire. En retour de ces concessions et pour solde de tout ce qui pouvait être dû par les Florentins à l'Empire, il accepta la somme de cent mille florins, payable en trois termes, avant le mois d'août suivant[2].

Ce traité, qui remettait Florence au rang des villes impériales, lui conservait tous les droits et tous les priviléges de la république la plus libre. De nouveau cette ville était reconnue comme membre de l'empire romain, et ce titre, loin de lui ravir aucune de ses prérogatives, lui donnait au contraire droit à une puissante protection. Cependant il ne fut guère moins difficile de faire accepter ces conditions par la bourgeoisie que de les faire agréer par l'empereur. Le conseil du peuple fut rassemblé, le 12 mars, pour en entendre la lecture ; mais Pierre de Grifo, notaire des réformations, l'ayant commencée, sa voix demeura étouffée par ses sanglots ; sa douleur se communiqua aussitôt à ses auditeurs, et tout le conseil ne

[1] De la branche guelfe des comtes Guidi. — [2] Il est curieux de lire Pelzel sur ces mêmes transactions : il ne cite que Villani ; mais il voit partout le triomphe de son héros : il conclut ainsi : So brachte Karl die stolze Stadt Florenz wieder unter die Bothmässigkeit des Reichs. Und die Bürgerschaft beweinte den Verlust ihrer mit Recht verlornen Freiheit. T. I, p. 443. — *Matteo Villani*. L. IV, c. 76, p. 290.

retentit plus que de pleurs et de gémissements, en sorte que la lecture fut renvoyée au lendemain. Dans cet intervalle, les chefs de la magistrature s'efforcèrent de faire comprendre aux citoyens que le traité avec l'empereur, qu'on leur offrait de sanctionner, ne dérogeait point à l'honneur de la république, et n'était point contraire à son indépendance. Le 13, le conseil fut assemblé de nouveau; la proposition d'approuver le traité fut mise aux voix, et sept fois de suite elle fut rejetée par la majorité des suffrages. Cependant tous les citoyens qui jouissaient de quelque crédit ou de quelque autorité parlèrent à leur tour pour ramener le conseil du peuple à une conduite plus prudente, et la proposition de la seigneurie fut enfin sanctionnée : le lendemain elle fut confirmée par le conseil commun avec moins de répugnance[1]. Le 21 de mars, le traité fut publié par l'empereur dans le parlement de Pise, et le 23, par la seigneurie dans celui de Florence; mais peu de citoyens assistèrent à ce dernier, et on ne les vit donner aucune démonstration de joie, quoique les cloches de la ville sonnassent en signe d'allégresse[2].

Dès que l'empereur eut terminé sa négociation avec la république florentine, il partit pour Sienne, et il fit, le 23 mars, son entrée dans cette ville. Depuis l'année 1283, elle était gouvernée par une faction qu'on appelait le *mont des neuf*. Dans son origine, cette faction était composée de chefs du parti populaire, qui, pour exclure la noblesse du gouvernement, et assurer la supériorité des Guelfes, avaient établi une seigneurie telle à peu près que celle des prieurs à Florence. Ils l'avaient composée de neuf magistrats, dont trois étaient pris dans chacune des trois divisions de la ville. Les neuf seigneurs devaient être plébéiens, et choisis par le conseil du peuple; l'élection, faite en une seule fois, devait comprendre

[1] *Matteo Villani*. L. IV, c. 70, p. 285. — [2] *Ibid*. L. IV, c. 75, p. 289.

tous ceux qui siégeraient successivement dans l'année. Leurs noms étaient ensuite distribués, comme à Florence, dans des bourses d'où on les tirait au sort pour gouverner pendant deux mois.

Mais, les premières élections n'ayant désigné qu'un petit nombre de citoyens, ceux-ci eurent l'art de maintenir, de resserrer même leur oligarchie dans toutes les élections nouvelles. Ils entraient de droit au conseil du peuple, chargé de faire un nouveau scrutin. Dans ce conseil, il suffisait d'un nombre peu considérable de voix contraires, pour empêcher un citoyen nouveau de siéger dans la seigneurie; il fallait, d'autre part, une grande majorité pour faire sortir des bourses le nom d'un citoyen qui y avait été déjà admis. Les chefs de l'oligarchie, après avoir arrêté entre eux l'élection prochaine, écartaient dans le conseil du peuple, par leur opposition unanime, tous ceux dont ils ne voulaient pas permettre l'élection. De cette manière, ils avaient resserré l'autorité souveraine entre les mains de moins de quatre-vingt-dix citoyens[1]. Toutefois cette usurpation même les avait rendus singulièrement odieux, soit à la noblesse, que les lois excluaient de toute part à l'administration, soit au peuple, qui se voyait dépouillé, par la fraude, des droits que la constitution lui attribuait.

La haine de leurs concitoyens engagea les neuf seigneurs de Sienne dans une conduite constamment ou faible ou perfide. Tandis que les trois républiques guelfes de Toscane auraient dû défendre en commun leur liberté, les neuf ne manquèrent jamais de trahir la cause de leurs alliés, dans leurs relations tantôt avec les Visconti, tantôt avec la grande compagnie, tantôt avec l'empereur. Ils avaient soumis leur patrie à ce dernier pour s'assurer de sa protection; mais Charles recherchait des amis qui lui prêtassent des forces, et

[1] *Matteo Villani*. L. IV, c. 61, p. 278.

non qui en empruntassent de lui. Au moment où il entra dans Sienne, il y fut accueilli par les cris de *vive l'empereur, meure l'ordre des neuf!* Il vit à la tête des mécontents les chefs de la noblesse, les Toloméi, Malavolti, Piccolomini, Saracini, et même une partie des Salimbéni, quoique d'autres fussent attachés au gouvernement. Il vit encore dans l'opposition une foule de riches bourgeois, et tout le peuple : ce parti était évidemment le plus fort, c'est aussi celui qu'il crut le plus prudent d'embrasser [1].

L'empereur n'essaya donc point, ce premier jour ou le lendemain, d'apaiser les mouvements tumultueux du peuple. Le troisième jour, la sédition prit un caractère plus sérieux ; les rues furent barricadées, et les neuf, assiégés dans le palais de la seigneurie, supplièrent eux-mêmes Charles de s'y rendre pour les délivrer. En effet, l'empereur se présenta devant les portes du palais ; elles lui furent ouvertes, et il y entra à cheval. Il ordonna aux neuf de déposer à ses pieds la baguette de commandement : il exigea d'eux qu'ils le déliassent de l'engagement qu'il avait pris de maintenir leur autorité ; il se fit rendre les chartes qu'il leur avait accordées, et il les fit brûler sous ses yeux. Pendant ce temps, le peuple forçait les prisons, les archives des neuf, et l'église où l'on conservait les bourses de la seigneurie. Ces bourses, avec les bannières de l'ordre, furent traînées dans la boue en présence de l'empereur. Toute la ville retentissait du cri de *meurent les neuf!* leurs maisons étaient attaquées et pillées, leurs personnes insultées ; plusieurs de ceux qui ne réussirent pas à se cacher ou à s'enfuir furent taillés en pièces. L'empereur, il est vrai, sauva la vie des seigneurs qui étaient avec lui dans le palais, et il refusa de les livrer au peuple irrité [2]. Cependant il semblait partager lui-même la fureur populaire, et il la sanction-

[1] *Matteo Villani.* L, IV, c. 81, p. 294. — *Neri di Donato Cronica Sanese*, p. 147. —
[2] *Cronica Sanese di Neri di Donato.* T. XV, p. 148.

nait par les décrets qu'il rendait contre tout l'ordre des neuf. Mais en même temps il se hâta de faire confirmer par toutes les classes de la nation l'autorité sur la république que la seigneurie détruite lui avait déférée. Il nomma ensuite trente commissaires, douze nobles et dix-huit plébéiens, pour réformer le gouvernement, sous la présidence de son frère naturel, l'archevêque de Prague, patriarche d'Aquilée. Il laissa aussi à Sienne les Tarlati, le seigneur de Cortone et les comtes de Santa-Fiora, pour y maintenir son autorité; et trois jours après, le 28 mars, il se remit en route pour Rome [1].

Le couronnement de l'empereur élu avait été fixé au dimanche de Pâques, 5 avril; et Charles avait promis au pape qu'il ne passerait qu'un jour à Rome, et qu'il repartirait immédiatement après la cérémonie. Il arriva cependant dès le jeudi, 2 avril, devant les portes de la ville; mais pour ne pas manquer à sa promesse, s'il y entra, ce fut en habit de pèlerin, confondu parmi ses barons, et sans être connu des Romains. Pendant deux jours il visita les églises, pour y faire ses dévotions; le dimanche il ressortit de la ville, avant le lever du soleil, avec toute sa suite, pour y rentrer en pompe quelques heures plus tard [2].

Charles fut sacré dans la basilique du Vatican, par le cardinal évêque d'Ostie. Jean de Vico, préfet de Rome, et ci-devant seigneur de Viterbe et d'Orviète, lui mit sur la tête la couronne d'or; et Charles, de sa propre main, couronna l'impératrice. Ensuite il se remit en marche avec tout son cortége; et revêtu des ornements impériaux, il traversa la ville de Rome presque dans toute sa longueur, pour se rendre au palais de Saint-Jean de Latran, où un festin lui était préparé. Le soir même, cependant, il sortit de la ville pour aller

[1] *Mateo Villani.* L. IV, c. 89, p. 299.—*Neri di Donato Cronica Sanese,* p. 149. — *Orlando Malavolti Storia di Siena.* P. II, L. VI, p. 112. — [2] *Matteo Villani.* L. IV, c. 92, p. 302.—*Raynaldi Annal. ecclesiast.* 1355. § 6 et 7, p. 365.—*Cronica d'Orvieto,* p. 684.

coucher à Saint-Laurent des Vignes. Cinq mille cavaliers allemands et dix mille italiens avaient formé sa suite jusqu'au moment de la cérémonie ; dès ce jour, ils commencèrent à se disperser, et la plupart reprirent la route de leur pays [1].

Dès le 19 avril, l'empereur fut de retour à Sienne. Il y rencontra le cardinal Égidio Albornoz, qui, comme légat du Saint-Siége, avait, au printemps, recommencé la guerre contre les tyrans de la Marche et de la Romagne [2]. Charles lui avait prêté cinq cents hommes d'armes pour attaquer les Malalesti, seigneurs de Rimini ; ce fut sa seule action militaire en Italie [3]. Étranger à tous les partis, indifférent à tout ce qui ne concernait pas son royaume de Bohême, insensible à l'honneur de la couronne impériale, il ne demandait aux Italiens que de l'argent, et ne pouvait avoir de motif pour faire la guerre à personne.

L'empereur trouva Sienne, à son retour, encore dans l'effervescence de la révolution que la chute de l'ordre des neuf y avait occasionnée. Le peuple avait exclu à perpétuité cet ordre de l'administration ; il avait fait effacer le nom des neuf de tous les lieux publics, de toutes les lois, et de tous les livres de l'état. Il avait voulu que la nouvelle seigneurie fût composée de douze gouverneurs ou administrateurs, au lieu de neuf ; il les avait choisis dans la bourgeoisie, et il avait fait distribuer leurs noms dans des bourses, pour renouveler au sort la seigneurie de deux mois en deux mois. Ainsi, la révolution avait changé les personnes qui gouvernaient, elle avait conservé tous les mêmes principes ; et sur les ruines d'une oligarchie roturière, elle en avait élevé une autre plus roturière encore [4].

[1] *Matteo Villani*. L. V, c. 2, p. 303. — *Raynaldus Annales eccles*. 1355. § 17, p. 369. —*Chronicon Mutinense Joh. de Bazano*, p. 622.—*Annales Cœsenales*. T. XIV, p. 1182. — [2] *Matteo Villani*. L. V, c. 14 et 15, p. 313.—*Neri di Donato Cronica Sanese*, p. 152. — [3] *Matteo Villani*. L. IV, c. 67, p. 283. — [4] *Malavolti Storia di Siena*. P. II, L. VI, p. 112. — *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 149.

Les Siennais avaient cependant admis la noblesse à une certaine part dans leur nouveau gouvernement ; ils avaient adjoint à la seigneurie un collége de six nobles, et ils avaient appelé cent cinquante gentilshommes au conseil général des quatre cents.

Charles leur proposa, pour compléter la constitution, de donner à l'état un chef, qui fût l'arbitre des partis et le modérateur des querelles ; et il réussit à leur faire reconnaître en cette qualité son frère naturel, le patriarche d'Aquilée [1], que, de son autorité impériale, il investit de la seigneurie de Sienne [2].

Mais l'empereur partit le 5 mai de Sienne pour se rendre à Pise [3], et son frère ne conserva qu'un petit nombre de cavaliers. Le peuple voyait avec jalousie le patriarche occuper le palais public, et reléguer la seigneurie dans une maison privée : il prit les armes le 18 mai ; il rétablit au coin de chaque rue les chaînes de fer destinées à arrêter la cavalerie, et il força le patriarche à rappeler les douze seigneurs dans leur palais [4]. Quatre jours après, une nouvelle émeute éclata dans Sienne, à l'occasion d'une querelle entre de riches bourgeois et des artisans. Charles, que ses barons allemands avaient déjà abandonné, et qui se trouvait à Pise entouré de mécontents autant que son frère l'était à Sienne, écrivit aux Siennais, lorsqu'il apprit leur insurrection, pour les prier de lui envoyer sain et sauf le patriarche d'Aquilée, en leur promettant que désormais il ne prendrait plus aucune part à leur gouvernement [5]. Les douze seigneurs firent alors venir le patriarche au conseil général ; ils lui firent déposer la baguette

[1] Nicolas, fils de Jean, roi de Bohême, fut nommé patriarche d'Aquilée le 18 mai 1351. *Vitæ Patriarchar. Aquileiensium*. T. XVI, p. 81. — [2] *Matteo Villani*. L. V, c. 20, p. 316. —*Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 149. — [3] *Matteo Villani*. L. V, c. 22, p. 318. — [4] *Ibid*. L. V, c. 29, p. 322.—*Orlando Malavolti*. L. VI, p. 112, verso.—[5] *Matteo Villani*. L. V, c. 35, p. 327. — *Neri di Donato Cronica Sanese*, p. 152.

du commandement, et renoncer, par un acte notarié, à la seigneurie qui lui avait été accordée : ils l'obligèrent à rendre aux officiers de la république tous les châteaux où il avait mis garnison ; et ils le renvoyèrent enfin, le 27 mai, à son frère [1].

Pendant ce temps, l'empereur séjournait à Pise, et il donnait aux habitants de cette ville un spectacle pompeux. Il assembla le peuple en parlement sur la place du Dôme, et prenant par la main Zanobi de Strata, Florentin, chef d'une école de rhétorique et de belles-lettres, il lui donna le titre de poëte, et le couronna de lauriers. Zanobi était alors attaché à la suite de Nicolas des Acciaiuoli, grand-sénéchal du royaume de Naples ; il jouissait d'une haute réputation, et il était l'ami de Pétrarque. Celui-ci cependant, qui dix ans auparavant avait été couronné au Capitole, ne vit pas sans une envie mal dissimulée le triomphe d'un poëte nouveau. Zanobi parcourut les rues de Pise, à cheval, entouré des premiers seigneurs de l'empire, et couvert d'applaudissements par le peuple. Mais sa gloire fut de courte durée ; aucun de ses ouvrages n'est parvenu jusqu'à nous [2].

Pendant que Charles était à Pise, tous les Lucquois qui l'avaient connu en 1332 se portaient en foule chez lui, et le sollicitaient d'avoir pitié de leur patrie [3]. Les marchands émigrés de Lucques paraissaient disposés à faire les plus grands sacrifices pour rentrer dans leurs foyers, et leurs offres pécuniaires avaient plus d'influence sur l'esprit de l'avide monarque que les prières ou la compassion. On assure que les seuls Lucquois établis en France offrirent à l'empereur cent vingt mille florins pour racheter la liberté de leur pa-

[1] *Matteo Villani.* L. V, c. 36, p. 327.—[2] *Tiraboschi storia della Letterat. Ital.* L. III, c. 3, § 11, p. 557.—*Matteo Villani.* L. V, c. 26, p. 320.—*Cronica di Pisa.* T. XV, p. 1032. — *Neri di Donato. Cron. Sanese*, p. 153. — [3] *Beverini Annales Lucensium.* L. VII, p. 943.

trie[1]. Ces négociations commençaient à être connues à Pise, lorsque le feu prit au palais de la commune qu'habitait l'empereur, et en consuma la plus grande partie. Pendant cet incendie tout le peuple fut sous les armes. Les Raspanti et les Bergolini, réunis sur les mêmes places d'armes, se promirent d'oublier leurs anciennes divisions, et de s'entr'aider mutuellement pour maintenir l'autorité de la république sur la ville de Lucques qu'elle avait conquise[2].

Sur ces entrefaites, l'empereur ayant fait occuper la forteresse de la Gosta, que Castruccio avait bâtie à Lucques, on vit rentrer à Pise les soldats qui y avaient été de garde. L'indignation fut générale; mais les Raspanti furent les premiers à prendre les armes contre les Allemands : ils en tuèrent cent cinquante, et ils formèrent le siége de la cathédrale, où Charles IV habitait depuis l'incendie du palais public. Paffetta, comte de Monte-Scudaio, voyait avec peine ses partisans se joindre aux Bergolini, et attendre les ordres des Gambacorti; il les retira, autant qu'il lui fut possible, du milieu des séditieux, et il vint à leur tête trouver l'empereur, auquel il offrit son appui, assurant que les Bergolini avaient seuls excité la révolte. Les Gambacorti étaient alors même les uns chez l'empereur, d'autres chez le cardinal d'Ostie; ils furent tous arrêtés; les insurgés, abandonnés par les Raspanti, et attaqués par le comte Paffetta et les Allemands, se dissipèrent[3] : les maisons des Gambacorti furent attaquées par les troupes impériales, prises d'assaut et brûlées; celles des Sismondi et des Gualandi, après une opiniâtre résistance, éprouvèrent le même sort; les Lanfranchi abandonnèrent lâchement le combat[4]. Cinq Gambacorti, Pierre Gualandi, Guelfo

[1] *Matteo Villani*. L. V, p. 316. — [2] *Matteo Villani*. L. V, c. 30, p. 323. — *Marangon Cron. di Pisa*, p. 718.—*Cronica Sanese*, p. 150.—[3] *Matteo Villani*. L. V, c. 32, p. 324. — *Cronica di Pisa*. T. XV, p. 1030. — *Paolo Tronci Annali Pisani*, p. 381. — [4] *Cronica di Pisa*. T. XV, p: 1031. — *Cronica Sanese di Neri di Donato*. T. XV, p. 151.

Lanfranchi, Rosso Sismondi, et huit autres citoyens distingués, furent arrêtés et jetés dans les prisons de l'empereur [1].

Cette sédition avait éclaté le 21 mai, et la nouvelle en fut portée à Lucques en deux ou trois heures. Les Lucquois se crurent arrivés au moment de leur délivrance. Charles IV avait déjà paru leur être favorable; la sédition de Pise devait le confirmer dans cette disposition, tandis que les Pisans étaient affaiblis par leurs querelles domestiques, et par la défiance que leur causait l'empereur.

Les Lucquois se pourvurent d'armes : pendant la nuit ils firent avancer jusqu'au pied des murs tous les paysans des campagnes, qui n'étaient pas moins zélés qu'eux pour la liberté; et le lendemain Lucques aurait rompu ses chaînes, si ses anciens citoyens avaient seuls été admis au secret des conjurés. Mais quand Mastino de la Scala avait cédé les châteaux du val de Niévole aux Florentins, quelques Gibelins zélés de cette province avaient quitté leur patrie pour se retirer à Lucques. Ceux-là redoutaient plus le triomphe des Guelfes que la servitude; ils craignaient que Lucques, en s'affranchissant, ne s'alliât aux Florentins : ils révélèrent donc aux Pisans les menées des Lucquois. Les Garzoni et les Bardini, dont les familles avaient passé de Pescia à Lucques, élevèrent sur la tour gibeline des signaux qui, observés et répétés par les gardes établies sur le mont Saint-Julien, firent connaître à Pise le danger que courait la garnison de Lucques [2]; car les paysans armés, qui occupaient toutes les avenues de la ville, ne laissaient point de passage aux courriers.

Aussitôt qu'on fut averti à Pise de l'insurrection des Lucquois, les deux partis qui s'étaient combattus la veille mirent

[1] *Matteo Villani*. L. V, c. 33, p. 326. — [2] *Beverini Annales Lucenses*. L. VII, p. 946, 948. — *Ser Cambi Cronica di Lucca, mss. in archivio Lucense.*

en oubli leur haine pour sauver les droits de leur patrie[1]. Le quartier de Chinzica partit le jour même pour Lucques; les nobles formaient la cavalerie, tandis que le peuple devait combattre à pied. Mais cette première troupe ne se trouva point assez forte pour enfoncer un corps de six mille paysans qui lui fermait le passage, et arriver jusqu'à la ville. Le lendemain, la milice du quartier du Pont vint joindre l'armée, et les paysans furent mis en fuite. La garnison pisane de Lucques, avertie par les Garzoni des projets des insurgés, s'était maintenue en possession des portes et des murs; elle ouvrit la ville aux milices qui arrivaient de Pise. Les Allemands avaient prétendu demeurer neutres dans la forteresse de la Gosta; ils furent attaqués les premiers, et obligés de restituer cette forteresse aux Pisans. Le feu fut mis ensuite aux maisons qui entourent Saint-Michel; et les Lucquois, resserrés entre l'incendie et leurs ennemis, furent obligés de poser les armes[2]. Tous ceux que leur naissance, leur richesse ou leur crédit distinguaient de la foule, furent contraints de s'exiler; les autres furent désarmés avec rigueur; et le gouvernement des Pisans, qui dès longtemps était dur et sévère, devint plus tyrannique encore depuis cette sédition[3].

Charles IV, humilié de n'avoir réussi dans aucun de ses projets sur Sienne, sur Pise ou sur Lucques, cherchait à se venger de tant d'échecs et de l'abaissement où il se trouvait. Il nomma un juge pour examiner la conduite des Gambacorti, qu'il retenait dans ses prisons, et il lui donna l'ordre de les trouver coupables. Il était cependant si évident que ces citoyens illustres n'avaient eu aucune part à l'insurrection du 21 mai, qu'on ne les examina pas même sur ce sujet; mais on les accusa d'avoir tramé une conjuration contre l'empereur

[1] *Cronica Sanese di Neri di Donato*. T. XV, p. 151.—[2] *Cronica di Pisa*. T. XV, p. 1031. — *Beverini Annales Lucens*. L. VII, p. 948. — [3] *Matteo Villani*. L. V, c. 34, p. 326. — *Marangoni Croniche di Pisa*, p. 719.

pour le faire mourir, et on les soumit à une affreuse torture pour la leur faire révéler. Lorsqu'ils virent que leur mort était résolue, pour n'être pas tourmentés plus longtemps, ils se déterminèrent à avouer tout ce qu'on leur demandait; et le 26 mai, sept des prisonniers [1] furent condamnés comme traîtres à l'empereur, et eurent la tête tranchée sur la place des Anziani, dont toutes les avenues étaient occupées par des gardes allemandes [2].

Après avoir répondu avec tant d'ingratitude à la fidélité d'une famille qui, la première en Toscane, s'était dévouée à son service [3], Charles n'eut rien de plus pressé que de s'éloigner d'une contrée où il était détesté. Le 27 mai, il partit de Pise, et il alla s'enfermer au fort château de Piétra-Santa, qu'il s'était fait livrer par les Pisans [4]. Il y resta jusqu'au 11 de juin pour attendre la solde du paiement que lui avaient promis les Florentins, aussi bien qu'une contribution qu'il avait exigée des Pisans en compensation des dommages que la dernière émeute lui avait occasionnés [5]. Lorsqu'il eut reçu ces deux sommes, il partit pour l'Allemagne. Les Visconti, dont il traversa le territoire, loin de lui donner à son retour aucune marque de respect, le traitèrent avec une extrême défiance; ils lui firent refuser l'entrée de toutes leurs villes. Ils lui accordèrent seulement, comme par grâce, la permission de passer une nuit à Crémone : mais ce fut après l'avoir séparé de toute sa suite, qu'ils obligèrent à poser les armes [6].

Toute l'autorité que Charles IV avait recouvrée sur l'Italie

[1] Savoir, trois frères, Francesco, Lotto et Bartolomméo Gambacorti, Cecco Cinquini, Niéri Papa, Ugo de Guitto, et Giovanni delle Brache. — [2] *Matteo Villani.* L. V, c. 37, p 328. — *Cronica di Pisa.* T. XV, p. 1032. — *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 152.—*Franz Martin Pelzel. Karl der Vierte.* T. II, p. 465.— [3] *Matteo Villani.* L. V, c. 38, p. 329.— [4] *Ibid.* L. V, c. 40, p. 330.—*Cronica di Pisa*, p. 1033.—*Neri di Donato Cronica Sanese*, p. 154. — [5] *Paolo Tronci Annali di Pisa*, p. 384. — [6] *Matteo Villani* c. 54, p. 338.

s'évanouit aussitôt qu'il en fut sorti. Pendant son expédition il s'était montré fort avide d'argent, et il en avait amassé beaucoup; mais il avait paru indifférent à l'opinion publique, et il avait avili la dignité impériale que les Italiens étaient encore disposés à respecter [1].

Au départ de l'empereur, l'Italie demeura déchirée par plusieurs guerres qui ruinaient simultanément ses différents états. La condition du royaume de Sicile avait toujours empiré depuis la mort de Frédéric d'Aragon, son fondateur. Deux factions s'y étaient formées, l'une dite des Catalans, l'autre des Italiens ou *Chiaramontési;* elles n'avaient pas cessé de se faire la guerre, tandis que des rois, presque toujours mineurs, s'étaient rapidement succédé l'un à l'autre. Loin de pouvoir réduire leurs barons à l'obéissance, les souverains étaient, au contraire, dans la dépendance de ces factions, et on les voyait souvent ballottés de l'une à l'autre. La Sicile, autrefois grenier de l'Italie, était ruinée par ces guerres civiles; l'agriculture était abandonnée, et la famine s'était, à plusieurs reprises, fait sentir dans l'île. Le parti italien, à cette époque en opposition avec la cour, avait fait alliance avec le roi Louis et la reine Jeanne de Naples; il leur avait ouvert les portes de Palerme, Trapani, Girgenti, Mazzara, avec cent douze villes ou châteaux-forts; en sorte que le roi de Naples, malgré l'épuisement de son trésor, la faiblesse de ses armées, l'anarchie de ses états, et la lâcheté de son caractère, était plus près d'achever la conquête de la Sicile que ne l'avaient été les deux Charles, ou Robert d'Anjou, dans le temps de leur plus grande puissance [2]. Le roi de Sicile, de la maison d'Aragon, qui s'appelait aussi Louis, s'était retiré à Catane. Dans la campagne de 1355 il reconquit une partie des villes qu'il avait perdues [3];

[1] Pétrarque exhala, dans des lettres rendues publiques, toute son indignation contre Charles IV. *Mémoires de Sade.* L. V, p. 402. — [2] *Matteo Villani.* L. IV, c. 2 et 3, p. 235. — *Giannone Istoria civile.* L. XXIII, c. 2, p. 310. — [3] *Matteo Villani.* L. V, c. 65, p. 343.

mais il mourut cette année même, ainsi que son second frère don Pierre; la couronne passa au plus jeune, don Frédéric, et le royaume éprouva les désordres d'une minorité plus orageuse encore que les précédentes [1].

Dans cet abaissement de la maison d'Aragon, celle d'Anjou aurait aisément pu venger l'ancien affront des vêpres siciliennes, si Louis de Naples n'était pas tombé lui-même dans l'état de dégradation et de faiblesse le plus honteux pour la couronne, le plus désastreux pour ses sujets. Les déréglements de la reine Jeanne, sa femme, attiraient sur lui le mépris universel. Les princes du sang, que le roi de Hongrie avait relâchés en 1353 [2], avaient manifesté, dès leur retour dans le royaume, les prétentions les plus inquiétantes. Le duc de Duraz et le comte Palatin de Minerbino tenaient leurs fiefs en rébellion ouverte contre la couronne [3]. Un simple bourgeois des Abruzzes, messire Lallo, s'était emparé de la ville d'Aquila; il avait gagné l'affection de ses concitoyens, et il les gouvernait comme prince absolu. Louis, qui voulait recouvrer cette ville, ne trouva d'autre expédient pour s'en rendre maître, que de charger son frère aîné, qui portait le titre d'empereur de Constantinople, d'assassiner messire Lallo; et l'empereur titulaire exécuta lâchement cette commission [4].

Pour comble de maux, la grande compagnie, qui ravageait alors l'état de Ravenne, se préparait à entrer dans le royaume de Naples. Une injure privée qu'elle s'était engagée à venger l'avait retenue longtemps dans les états de Bernardino de Pollenta. Ce seigneur, lorsque la foule des pèlerins traversait Ravenne, en 1350, pour se rendre à Rome au jubilé, avait remarqué une comtesse allemande d'une rare beauté, qui s'arrêtait dans une hôtellerie; le tyran ne lui

[1] *Matteo Villani*. L. V, c. 87, p. 354.—[2] *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 429.—[3] *Matte Villani*. L. IV, c. 31, p. 256. — [4] *Ibid*. c. 17, p. 246.

permit point de continuer son pieux voyage : il voulut lui inspirer de l'amour; et après avoir employé inutilement, pour lui plaire, toutes les ressources de la galanterie et de la magnificence, après avoir longtemps flatté, supplié, servi, il eut recours à une coupable violence. La belle pèlerine préserva sa chasteté par une mort volontaire. Son écuyer rapporta en Allemagne la nouvelle de cette catastrophe. Deux chevaliers, frères de cette dame, pauvres et sans autre appui que leur épée, passèrent aussitôt en Italie pour venger leur sœur. Ils trouvèrent la grande compagnie près de Mantoue. Depuis la mort du chevalier de Montréal elle était commandée par le comte Lando, leur compatriote : ils communiquèrent leur ressentiment aux soldats, aux officiers, au général lui-même, et ils firent mettre par eux l'état de Ravenne à feu et à sang [1].

La grande compagnie pénétra ensuite dans l'Abruzze, au commencement de l'année 1355. Aucun préparatif n'était fait pour lui résister; cependant tous les alliés du roi l'avaient averti qu'elle se dirigeait vers ses états : mais on était entré dans le carnaval, et Louis ne permettait pas qu'on troublât les fêtes et les bals de la cour par de tristes nouvelles ou par le souci des affaires [2].

Après avoir pillé les Abruzzes, la grande compagnie s'avança vers la Pouille. La ville de Guasto lui ouvrit ses portes, en vertu d'une capitulation ; mais les brigands que conduisait le comte Lando respectaient peu leurs serments; la ville fut pillée, et ses habitants inhumainement massacrés [3]. Toutes les autres villes de la Pouille, effrayées par cet exemple, relevèrent leurs murs, et résolurent de se défendre jusqu'à la dernière extrémité; toutefois elles furent réduites aux seules forces de leurs bourgeois, car le roi ne leur envoya aucun

[1] *Matteo Villani*. L. IV, c. 40, p. 265. — *Annales Cœsenates*. T. XIV, p. 1182. — [2] *Matteo Villani*. L. IV, c. 58, p. 277. — [3] *Ibid*. c. 79, p. 293.

secours : il ne fit dans son royaume aucune levée de troupes, et il se contenta d'envoyer en Toscane son grand-sénéchal, Nicolas Acciaiuoli, pour réclamer l'assistance de ses alliés, tandis que lui-même il continuait à vivre dans les fêtes, sans paraître se soucier des progrès de la grande compagnie, ni de la ruine de ses sujets [1].

Après avoir dévasté la Pouille, le comte Lando conduisit la grande compagnie dans la Terre de Labour [2], et il étendit ses ravages jusqu'aux portes mêmes de Naples. Pour que rien ne lui échappât, il partagea son armée en petits corps qui battaient tout le pays. Nulle part on ne lui opposait de résistance, en sorte que ses cavaliers ne portaient souvent pas même leurs armes; ils s'établissaient dans les maisons de plaisance des seigneurs napolitains, ils chassaient, ils se donnaient mutuellement des fêtes, et ils chargeaient leurs valets d'enlever de force pour eux, chez les paysans, tout ce dont ils avaient besoin [3].

Enfin, le grand-sénéchal arriva de Toscane au mois de juillet, avec mille *barbues* (c'est ainsi qu'on nommait alors un cavalier suivi d'un sergent à cheval comme lui). Mais le roi, qui avait sollicité avec instance la venue de ces troupes, n'avait point d'argent pour les payer; en sorte qu'elles désertèrent bientôt, et allèrent grossir l'armée du comte Lando [4]. Ce ne fut qu'au mois de septembre que Louis parvint à rassembler, par des contributions extraordinaires, trente-cinq mille florins, qu'il refusa cette fois à ses honteux plaisirs ou à l'avidité de ses courtisans. Il livra cette somme à la compagnie, sous la condition qu'elle s'éloignerait de Naples, pour retourner dans la Pouille. Il promit de lui donner encore soixante et dix mille florins en deux paiements, pour qu'elle évacuât le royaume; mais jusqu'à ce qu'il eût effectué ces

[1] *Matteo Villani*. L. IV, c. 90, p. 300.—[2] *Ibid.* L. V, c. 10, p. 308.—[3] *Ibid.* L. V, c. 56, p. 339. — [4] *Ibid.* c. 63, p. 342.

paiements, il consentit à ce que la compagnie continuât de vivre à discrétion dans les provinces éloignées de la capitale[1].

Pendant que le royaume de Naples était si honteusement abandonné, par la lâcheté de son roi, aux dévastations d'une troupe de brigands, le cardinal Égidio Albornoz continuait avec succès, dans les états de l'Église, la guerre qu'il avait commencée pour chasser ou soumettre les tyrans qui s'y étaient établis. Son plus grand art était d'attirer à son parti quelques-uns de ces petits seigneurs, en leur accordant des conditions avantageuses : il suppléait ainsi à la modicité des subsides que lui envoyait la cour d'Avignon; et il profitait avec habileté des rivalités entre les familles et des vengeances des princes pour tourner les armes des uns contre les autres.

La Marche d'Ancône et la Romagne, où le cardinal faisait la guerre, étaient presque les seules provinces d'Italie dont les habitants fussent demeurés belliqueux. Les petits princes de cette contrée ne confiaient point, comme ceux de Lombardie, la défense de leurs états à des mercenaires allemands : ils commandaient eux-mêmes leurs armées, et ils les composaient des gentilshommes de leurs petites souverainetés et des paysans de leurs montagnes. Ils les tenaient sans cesse en haleine, et quand ils n'avaient pas de guerre pour leur propre compte, ils prenaient du service chez quelque prince ou quelque république plus puissante, plutôt que de rentrer dans le repos.

Le premier seigneur que le cardinal Albornoz attira dans son parti fut Gentile de Mogliano, tyran de Fermo. Le légat, au commencement de l'hiver, avait nommé Gentile gonfalonnier de l'armée de l'Église, et il lui avait conféré la seigneurie de Fermo et de son territoire, comme un fief du Saint-

[1] *Matteo Villani*. L. V, c. 76, p. 348.

Siége[1]. Albornoz accordait volontiers des conditions avantageuses aux plus petits seigneurs : bien sûr que, si par leur aide il soumettait les plus puissants, les premiers se rangeraient sans effort sous sa dépendance. Il avait besoin de toutes ses forces pour attaquer Malatesta, seigneur de Rimini, dont les états s'étendaient depuis Récanati jusqu'aux confins du territoire de Forli : la politique et les talents militaires de ce seigneur le rendaient redoutable, et ses alliances lui assuraient l'appui des républiques guelfes. Albornoz pénétra dans ses états par la Marche de Fermo, et au mois de janvier il surprit la ville de Récanati, qu'il remit en liberté sous la protection de l'Église[2].

Mais Malatesta représenta aux seigneurs de l'état ecclésiastique que le moment était venu d'oublier leurs anciennes inimitiés et de s'unir pour se défendre. La politique du légat était facile à pénétrer. L'Église n'avait pas plus de motif de haine contre les Malatesti que contre tous les autres seigneurs ; chacun devait s'attendre à être attaqué à son tour. Le vaillant François des Ordélaffi, capitaine ou seigneur de Forli, oublia le premier d'anciens ressentiments, et il conclut avec Malatesta une alliance sincère, à laquelle Renier de Manfrédi, seigneur de Faenza, s'associa bientôt. Gentile de Mogliano entra, de son côté, dans la même ligue ; il surprit, et il chassa de Fermo les troupes de l'Église qu'il y avait lui-même introduites; il renvoya au légat le gonfalon qu'il avait reçu de lui, et il publia l'alliance qu'il venait de conclure avec les seigneurs de Romagne[3].

Il était déjà trop tard : le légat, après avoir soumis plus de la moitié de l'état de l'Église, était assez puissant pour défier

[1] *Matteo Villani.* L. IV, c. 33, p. 259. — *Raynald. Annal. eccles.* 1354, § 2, p. 351. — [2] *Matteo Villani.* L. IV, c. 42, p. 266. — *Cronica d'Orvieto,* p. 682. — *Cronaca Riminese*, p. 903. — [3] *Matteo Villani.* L. IV, c. 50, p. 272. — *Raynald. Annal. ecclesiast.* 1355, § 19, p. 369. — *Cronaca Riminese.* T. XV, p. 902.

cette ligue ; d'ailleurs, d'autres princes moins clairvoyants recherchaient encore son amitié, et Ridolfe de Varano, seigneur de Camérino, sollicita le commandement de l'armée que Gentile de Mogliano venait d'abandonner. Ridolfe, au commencement de la campagne, fut surpris par François des Ordélaffi, et son armée fut mise en déroute[1] ; mais il se releva de cet échec, et, bientôt après, il battit et fit prisonnier Galéotto Malatesti, frère du seigneur de Rimini, et l'un des meilleurs capitaines d'Italie[2]. Cette défaite fit perdre courage à Malatesta : le premier il abandonna la ligue que lui-même il avait formée, il demanda la paix au légat ; et comme il était Guelfe d'origine, les villes guelfes le recommandèrent à la générosité du cardinal Albornoz. Celui-ci lui fit prêter serment d'obéissance et de fidélité à l'Église : il lui accorda pour douze ans, moyennant un modique tribut, le gouverne- de Rimini, de Pesaro, de Fano et de Fossombrone ; mais il remit en liberté et sous la protection de l'Église les deux villes de Sinigaglia et d'Ancône[3].

La soumission de Malatesta causa, bientôt après, la ruine de Gentile de Mogliano. La ville de Fermo se révolta contre lui, et ouvrit ses portes au cardinal[4]. Renier de Manfrédi, seigneur de Faenza, dont la petite principauté était presque enclavée dans l'état de Bologne, n'était pas encore exposé aux attaques du légat ; mais François des Ordélaffi, capitaine de Forli, resté seul en guerre avec l'Église, devait s'attendre à voir l'orage fondre sur lui ; il s'y prépara avec courage[5]. Il s'enferma dans sa capitale ; il confia la défense de Césène à sa

[1] *Matteo Villani*. L. V, c. 6, p. 306. — *Annales Cæsenates*. T. XIV, p. 1183. — [2] *Matteo Villani*. L. V, c. 18, p. 315. — *Raynald. Annal. eccles.* 1355, § 20, p. 370. — *Cronica d'Orvieto*. p. 682. — *Cronaca Riminese*, p. 903. — [3] *Matteo Villani*. L. V, c. 46, p. 333. — *Cronaca Riminese*. T. XV, p. 903. — *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 437. — [4] *Matteo Villani*. L. V, c. 57, p. 339. — *Cronaca Riminese*. p. 903. — [5] *Matteo Villani*. L. V, c. 77, p. 348. Son fils Louis, qui auparavant avait commandé à Céséna, mourut de maladie le 1er janvier 1356. *Annales Cæsenates*. p. 1183.

femme, qui ne lui cédait point en résolution : il ne tint aucun compte de la croisade et de la sentence d'excommunication publiées contre lui ; et, sans alliés, il brava seul, dans ces deux petites villes, toute la puissance du Saint-Siége[1].

Avant que le cardinal-légat pût conduire son armée devant Forli, une révolution dans la plus puissante des villes qui relevaient de l'Église présenta un nouvel appât à son ambition, et lui offrit l'espérance d'une nouvelle conquête. Le Saint-Siége avait sur Bologne des droits tout semblables à ceux qu'Albornoz avait fait valoir sur les villes de Romagne : mais Bologne obéissait aux Visconti, et ces puissants seigneurs ne pouvaient être dépouillés avec la même facilité que les petits princes d'Agobbio, de Viterbe et de Fermo. Le cardinal ne laissait entrevoir aucun projet hostile contre Bologne ; cependant il vit avec joie cette ville enlevée au seigneur de Milan par un tyran plus faible, qu'il espérait dépouiller à son tour.

Les Bolonais supportaient impatiemment la domination des Visconti, et, dès le mois de juin 1354, ils avaient fait une tentative pour secouer leur joug ; mais Jean Visconti d'Oleggio, auquel l'archevêque de Milan avait confié le gouvernement de cette ville, découvrit la conspiration tramée contre lui : il envoya au supplice trente-deux des principaux citoyens, il désarma tous les autres, et il réduisit les Bolonais à une telle servitude[2] que, dans la guerre des alliés contre les Visconti, Oleggio conduisit sur le territoire de Modène les milices bourgeoises sans armes, avec un bâton seulement à la main. Arrivé au camp, il leur distribua des armes pour combattre, et après une victoire sur les troupes du marquis d'Este, il

[1] *Matteo Villani*. L. VI, c. 14, p. 363. — *Raynald. Annal. eccles.* § 21, p. 370. — *Cronica d'Orvieto* p. 683. — [2] *Matteo Villani*. L. IV, c. 11 et 12, p. 241. — *Matth. de Griffonibus Memoriale historic.* p. 169. — *Chronic. Mutinense Johan de Bazano*. T. XV, p. 620. — *Petri Azarii Chronicon*. T. XVI, p. 334. — *Ghirardacci Storia di Bologna*. L. XXIII, p. 221.

leur ôta ces armes victorieuses, pour les ramener dans la ville avec leur bâton.

A la mort de l'archevêque de Milan, Bologne était échue en partage à Matthieu, l'aîné de ses neveux, et celui-ci avait confirmé Oleggio dans son gouvernement. Mais les nouveaux seigneurs se défiaient de ce commandant ; ils savaient que sa politique et sa dissimulation égalaient sa valeur, et que la faveur de l'archevêque, dont on croyait qu'il était fils, avait accoutumé son esprit aux projets les plus ambitieux. Une jalousie d'amour se joignit encore à celle du pouvoir dans le cœur de Galéaz, l'un des frères Visconti[1]. Ils résolurent d'ôter à Oleggio sa place ; et celui-ci, qui devinait leurs projets, prit ses mesures pour la conserver malgré eux.

Les seigneurs de Milan attaquèrent d'abord les officiers subalternes qu'Oleggio avait avancés ; ils retirèrent de Bologne plusieurs corps de troupes, et ils citèrent plusieurs capitaines par-devant un tribunal extraordinaire, pour y rendre compte des voleries dont ils les accusèrent. Un jugement infamant paraissait déjà suspendu sur leur tête[2], lorsqu'au mois d'août 1355 un lieutenant de Matthieu Visconti vint demander à Jean d'Oleggio, au nom du seigneur de Milan, de lui consigner Bologne avec toutes ses forteresses, et de s'en éloigner immédiatement.

Oleggio parut disposé à l'obéissance ; il remit à celui qui était désigné pour lui succéder les clefs des principaux châteaux, et il lui conseilla de s'en mettre en possession avant de faire connaître aux Bolonais l'ordre dont il était porteur. Lorsque le nouveau gouverneur fut sorti de la ville pour suivre ce conseil, Oleggio retint dans le palais, le 17 avril au soir, les recteurs et les officiers de justice ; il y fit assembler

[1] *Matteo Villani*. L. V, c. 5, p. 306. — [2] *Petri Azarii Chronicon*. T. XVI, p. 338. L'auteur de cette chronique fut lui-même chargé de vérifier les comptes des troupes à Bologne.

tous les citoyens, et il leur annonça que les Visconti avaient résolu de lui ôter le gouvernement, après l'avoir contraint, disait-il, à traiter les Bolonais avec une dureté bien contraire à son cœur. Ces seigneurs seuls, ajoutait-il, étaient coupables de sa précédente conduite tyrannique; ils lui avaient demandé plus de sang encore, et aujourd'hui ils ne lui ôtaient sa place que pour le punir de sa trop grande douceur. « J'ai résolu, « dit-il enfin, de vous soustraire au caprice de ces tyrans; « j'abjure leurs ordres cruels; je renonce à toute obéissance. « Consolez vos familles par l'assurance que vous n'aurez plus « d'autre seigneur que moi, ou plutôt dites-leur que vous « gouvernerez avec moi; car, à dater de ce jour, les citoyens « de Bologne partageront avec leur prince les honneurs comme « les fatigues de l'administration. »

Les Bolonais écoutèrent ce discours avec un morne découragement; ils connaissaient Oleggio depuis longtemps, et ils l'accusaient seul des violences qu'ils lui avaient vu commettre. Lors même qu'ils auraient pu désirer de recouvrer leur indépendance sous un pareil maître, ils soupçonnaient que ses paroles cachaient quelque piége, et ils craignaient d'être sacrifiés par lui au seigneur de Milan. Longtemps ils s'excusèrent de prendre aucun parti, sous prétexte qu'ils étaient désarmés. Enfin les Maltraversi et les Gibelins, plus attachés à Oleggio, décidèrent leurs concitoyens à choisir entre les tyrans auxquels ils étaient vendus[1]. L'assemblée proclama Jean Visconti d'Oleggio seigneur perpétuel de Bologne, et cette nuit même on rendit aux citoyens leurs armes.

Oleggio appela ensuite l'un après l'autre les capitaines des gens de guerre auprès de lui; il leur communiqua les procédures déjà intentées contre eux, et il leur montra que la révolte était le seul moyen de dérober leur tête à l'échafaud[2].

[1] *Matthæi de Griffonibus Memor. Hist.* p. 170. — *Cronica di Bologna*, p. 440. — *Ghirardacci storia di Bologna*. L. XXIII, p. 225. — [2] *Petri Azarii Chronicon*, p. 339.

Plusieurs d'entre eux, attachés dès longtemps à sa fortune, abjurèrent le parti des Visconti et lui prêtèrent serment de fidélité; un tiers tout au plus des soldats refusa de le reconnaître pour seigneur de Bologne. Oleggio les fit sortir de la ville, après les avoir désarmés; il nomma d'autres recteurs ou officiers de justice à la place de ceux qu'il avait retenus au palais; il envoya en diligence des contre-ordres à tous ses châtelains pour les empêcher d'ouvrir leurs forteresses au nouveau gouverneur; toutes furent sauvées, à la réserve de celle de Lugo. Les alliés de Vénétie, en guerre avec les frères Visconti, s'empressèrent de le reconnaître et de lui promettre des secours. Le marquis d'Este lui fit passer immédiatement deux cent cinquante chevaux; enfin, le 20 avril au matin, Oleggio se trouva seigneur absolu de Bologne, et la révolution fut accomplie[1].

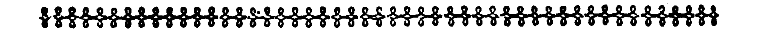
Les Visconti, instruits de la révolte de leur lieutenant, envoyèrent une armée contre lui[2]. Mais ils ne purent réussir à s'emparer de Bologne par surprise, et ils ne se trouvèrent pas assez forts pour entreprendre un siége régulier : leurs troupes se retirèrent donc après avoir ravagé le territoire bolonais[3], et des événements plus rapprochés d'eux détournèrent pour quelque temps ces princes de tout projet de tenter de nouvelles entreprises.

L'aîné des frères Visconti, Matthieu, ne donnait presque aucune attention au gouvernement : perdu de débauches, il n'était entouré que de femmes qu'il enlevait à leurs maris, ou de filles qu'il ravissait à leurs pères. Un jour, il fit appeler un citoyen respecté de Milan, dont l'épouse était jeune et belle, et il lui ordonna, sous peine de mort, d'amener lui-même cette femme dans le sérail qu'il s'était formé. Ce citoyen vint,

[1] *Matteo Villani.* L. V, c. 12, p. 309. — *Petri Azarii Chronicon*, p. 341. — [2] *Matteo Villani.* L. V, c. 67, p. 344. —*Ghirardacci storia di Bologna.* L. XXIII, p. 226.—[3] *Matteo Villani.* L. V, c. 78, p. 349. — *Joh. de Bazano Chronic. Mutinense*, p. 624.

en pleurant, raconter à Bernabos Visconti l'ordre honteux qu'il avait reçu, et implorer sa protection. Bernabos alla trouver Galéaz, son autre frère; tous deux reconnurent que le peuple, poussé à bout par la tyrannie de Matthieu, pourrait les punir tous également de ses déréglements. L'amour fraternel avait peu d'influence sur le cœur de ces princes, il cédait aisément à l'intérêt et à l'ambition : le même jour, on servit sur la table de Matthieu des cailles empoisonnées, et le lendemain l'aîné des trois seigneurs de Milan fut trouvé mort dans son lit [1].

[1] Les Visconti répandirent, et Azario répéta, d'après eux, que Mattéo était mort d'épuisement à la suite de ses débauches. *Chronicon Petri Azarii*, p. 342. — *Matteo Villani.* L. V, c. 81, p. 350.—*Bernard. Corio storia di Milano.* P. III, p. 230 v.—*Ripamontius histor. Mediolani.* L. II, p. 553. — *Pauli Jovii Matthœus. Grævii.* T. III, p. 310.



CHAPITRE X.

La Dalmatie enlevée aux Vénitiens par les Hongrois. — Guerre des princes lombards contre les Visconti. — Frère Jacob des Bussolari, à Pavie.

1356-1359.

Nous avons vu déjà le roi Louis de Hongrie conduire successivement deux armées dans le royaume de Naples, pour venger la mort de son frère. Nous avons vu ce monarque, avec un caractère chevaleresque, mais inconstant, mettre en mouvement tout le levant de l'Europe pour tirer vengeance de son injure; couvrir la Pouille et la Calabre de ses soldats, étendre ses ravages d'une mer jusqu'à l'autre, confondre dans sa colère les innocents avec les coupables, et souiller sa gloire par le meurtre de Charles de Duraz et l'arrestation des princes du sang, qui se reposaient sur sa bonne foi; puis nous l'avons vu oublier tout à coup son ressentiment, reconnaître l'innocence de Jeanne sans avoir de motif pour changer d'opinion; relâcher les princes du sang, pardonner à Louis de Tarente, et remettre généreusement au royaume de Naples les dédommagements auxquels une sentence pontificale lui donnait des droits. Il nous reste à le voir, après dix ans de repos, mena-

cer l'Italie d'une invasion nouvelle, inonder de ses escadrons demi-barbares les plaines de la Vénétie, et introduire un nouveau système de guerre parmi les peuples policés, en leur faisant sentir les avantages d'une bonne cavalerie légère.

Le long règne de Louis forme la période la plus brillante de l'histoire de Hongrie. Avant lui, ce royaume était encore barbare; après lui, il fut épuisé par des guerres civiles, ou affaibli par les vices de sa constitution : mais pendant que Louis vécut, la Hongrie prit place parmi les premières puissances de l'Europe; elle domina sur les peuples esclavons qui l'entouraient; elle se fit redouter de l'Allemagne, et elle tint l'Italie dans la crainte et presque daus la dépendance. Les constitutions féodales ont toutes une période de très grande puissance; c'est celle où les grands ont acquis toute l'énergie que developpe en eux leur situation, sans l'avoir encore employée à établir leur indépendance. Le roi dirige alors des forces immenses qui ne tarderont pas à se tourner contre lui. Il fait la guerre sans trésors et sans soldats, obéi par ses vassaux, seulement à cause des fiefs qu'il leur a donnés. Mais l'obéissance des feudataires n'est pas de longue durée : ils sentent bientôt que leurs fiefs ne peuvent leur être repris par celui qui les a donnés; et dès qu'ils ont la pensée de rejeter le joug, le pouvoir du monarque cesse. Louis dut tout l'éclat de son règne bien moins à son propre caractère qu'aux circonstances où se trouvait sa nation, au moment où elle sortait de la barbarie. C'était, nous dit un de ses contemporains qui connaissait et jugeait bien les hommes, « c'était un « prince de grand cœur, vaillant et hardi de sa personne; ses « entreprises étaient grandes, et, dans la prospérité, il les « suivait avec vivacité, avec courage, et même avec un peu « de dureté; il savait se faire craindre de ses barons, et il ne « leur permettait pas d'apporter du retard dans l'accomplis- « sement des services qui lui étaient dus. Mais souvent il em-

« brassait de grandes choses sans être suffisamment préparé « à les accomplir ; il s'abandonnait à sa fortune, se confiant « dans le courage de ses soldats, comme eux se confiaient « dans le sien, d'autant plus que sa courtoisie et sa prévenance lui assuraient l'affection de ses sujets. Plus d'une fois « il donna des preuves de promptitude et de légèreté dans de « grandes déterminations ; et il sut mieux se tirer de l'adversité en abandonnant ses entreprises qu'en opposant aux « calamités son courage et sa vertu [1]. »

Les relations du roi Louis avec l'Italie avaient commencé en 1345 par ses démêlés avec les Vénitiens. La mort de son frère André, et la guerre qu'il avait portée dans le royaume de Naples, avaient suspendu la vengeance qu'il voulait tirer de cette puissante république : mais les Génois avaient eu soin d'éveiller de nouveau son ressentiment ; il avait déclaré la guerre à la seigneurie de Venise en 1353, et chaque année il avait menacé l'Italie d'une invasion formidable.

La ville de Zara, en Dalmatie, supportait impatiemment le joug des Vénitiens ; à plusieurs reprises, elle s'était révoltée contre eux, et autant de fois elle avait appelé à son aide le roi de Hongrie. Les Zadriotes, ou habitants de Zara, et tous les sujets des Vénitiens en Dalmatie et en Croatie, se sentaient alliés aux Esclavons et aux autres sujets du roi de Hongrie par des rapports de langue, de mœurs, de nom et d'honneur national. Situés sur les côtes d'un pays dont ils paraissaient détachés violemment, et auquel ils tenaient par les affections, ils avaient autant de haine pour les Vénitiens que d'amour pour les Hongrois. Tandis que les premiers, afin d'établir leur domination sur la mer Adriatique, avaient détruit presque absolument le commerce et la navigation des Dalmates, les seconds auraient pu enrichir leurs ports, qui

[1] *Matteo Villani.* L. VI, c. 67, p. 394.

furent destinés par la nature à servir de marché aux fertiles campagnes de la Hongrie. Sept fois déjà, à ce qu'assurent les historiens hongrois [1], la ville de Zara s'était révoltée pour se donner à la couronne de Hongrie; et quoique les prédécesseurs de Louis n'eussent jamais été en paisible possession de cette ville ou des autres places maritimes de la Dalmatie et de la Croatie, Louis regarda toutes ces forteresses comme une dépendance de sa couronne; il les redemanda aux Vénitiens; il refusa obstinément de transiger sur les droits auxquels il prétendait, et il rejeta, comme un outrage, la proposition de la seigneurie, qui voulait l'apaiser par l'offre d'un tribut ou d'une somme d'argent. Après avoir renvoyé avec hauteur Marco Cornaro et Marin Grimani, ambassadeurs des Vénitiens, il se prépara à attaquer en même temps, d'une part, Zara, Spalatro, Traù et Nona en Dalmatie, d'autre part, Trévise, seule ville que la république possédât alors sur le continent italien [2].

Louis de Hongrie avait donné rendez-vous à ses barons à Sagabria, sur les confins de l'Esclavonie; il y arriva lui-même au mois de mai, et bientôt il y fut entouré d'une cavalerie si nombreuse, que la Lombardie entière commença à considérer avec effroi l'invasion dont elle était menacée [3].

Les Italiens, qui dans leurs guerres les plus importantes rassemblaient rarement plus de trois mille cuirassiers, pouvaient à peine concevoir l'existence d'une armée de quarante à cinquante mille chevaux, telle que celle que le roi de Hongrie mena plusieurs fois au combat. On avait cru jusqu'alors impossible de rassembler une pareille multitude, et lorsqu'on la voyait réunie, chaque état désespérait de lui tenir tête.

[1] *Bonfinius Rerum Hungaricarum*. Dec. II, L. X, p. 259. — *Petri de Reva de Monarchia et S. Corona Regni Hungar. Centur. IV. In Script. Rer. Hung.* T. II, P. II, p. 644. — [2] *Marin Sanuto vite de' Duchi*. T. XXII, p. 640. — *Naugerio storia Veneziana*, T. XXIII, p. 1043. — [3] *Matteo Villani*. L. VI, c. 36 et 37, p. 375.

Mais les troupes soldées des Allemands, des Italiens ou des Français, ne ressemblaient nullement aux armées féodales des Hongrois : ces dernières n'avaient encore fait la guerre qu'à des peuples tartares ; leur armure et leur discipline ne les préparaient pas à d'autres combats.

Toutes les terres de Hongrie étaient à cette époque des fiefs mouvants de la couronne, et, comme les starosties de Pologne, ces fiefs n'étaient point transmis des pères aux enfants. Le roi les donnait et les reprenait à sa volonté, ou tout au plus il les garantissait au feudataire pour la durée de sa vie. En retour, le baron s'engageait à mettre en campagne un certain nombre de cavaliers, lorsqu'il en serait requis par le monarque. Tous les Hongrois faisaient la guerre à cheval, mais ces cavaliers n'avaient pour toutes armes qu'un arc, des flèches et une longue épée. Ils ne portaient ni cuirasses ni cottes de mailles, et leurs seuls habits leur tenaient lieu d'armes défensives ; c'étaient des pourpoints de cordouan, qu'ils recouvraient d'un nouveau pourpoint, puis d'un troisième et d'un quatrième cousus ensemble, lorsque le premier, dont ils ne se défaisaient jamais, venait à s'user. L'étoffe ainsi doublée, et fortifiée par la poussière même dont elle était imprégnée, formait une espèce de cuirasse qu'il n'était pas facile de percer d'une flèche ou d'une épée.

Les Hongrois, accoutumés à porter la guerre dans les déserts, contre les Bulgares, les Russes, les Tartares ou les Serviens, dressaient leurs chevaux à chercher leur vie dans les pâturages, sans s'écarter les uns des autres. Leurs selles étaient faites de manière à servir au cavalier, pendant la nuit, de lit ou de couverture. Chacun d'eux portait sur son cheval un sac plein d'une poudre préparée avec de la viande séchée, et telle peut-être, à peu près, que nos tablettes de bouillon. Il suffisait de faire bouillir une très petite quantité de cette poudre avec beaucoup d'eau, pour faire de grandes masses de

gelée très nourrissante. Au milieu des déserts, les Hongrois se contentaient de cet aliment : mais lorsque les mêmes hommes portèrent la guerre dans les pays civilisés où ils trouvaient du pain, du vin et des viandes fraîches, ils se dégoûtèrent bientôt de leurs gelées insipides, et cessèrent de s'en nourrir. Les champs n'offraient point à leurs chevaux d'aussi bons pâturages que les déserts de la Bulgarie et de la Valachie ; les vivres étaient enfermés dans des châteaux fortifiés qui résistaient longtemps à leur attaque ; et plus le nombre des Hongrois qui passaient en Italie était grand, plus tôt ils se trouvaient vaincus par le manque de munitions et de fourrages [1].

Le roi de Hongrie envoya devant lui quatre mille chevaux, sous les ordres de Conrad de Wolfard, capitaine allemand, que les Italiens nommaient Lupo, et qui avait déjà porté les armes dans le royaume de Naples. Le ban de Bosnie et le comte d'Aquilizia l'accompagnaient. Cette avant-garde d'une armée bien plus considérable arriva devant Trévise le 28 juin 1356 [2]. Fantino Morosini était alors podestat de cette ville pour la république ; mais on lui envoya trois provéditeurs pour le seconder dans ses fonctions [3]. Ces magistrats firent brûler les faubourgs de Trévise, la bourgade de Mestre et tous les villages qu'ils ne crurent pas susceptibles de défense. Cependant le roi s'avançait avec quarante mille hommes de cavalerie, et François de Carrare, seigneur de Padoue, quoique allié de la république, s'empressa d'accepter la neutralité que lui offrirent les Hongrois, sous la condition qu'il fournirait des vivres à leur armée [4].

L'avant-garde hongroise avait laissé derrière elle le châ-

[1] *Matteo Villani.* L. VI, c. 34, p. 385. — [2] *Ibid.* L. VI, c. 50, p. 383. — [3] Marco Giustiniani, Giovanni Dolfino et Paolo Loredano. — *Marin Sanuto vite de' Duchi di Ven.* p. 640. — [4] *Matteo Villani.* L. VI, c. 51, p. 384. — *Andrea Gataro storia Padovana,* T. XVII, p. 52.

teau de Conigliano, destiné à fermer l'entrée du Trévisan. Le roi entreprit de l'assiéger, et s'en rendit maître le 12 juillet [1]. Il prit, bientôt après, Asolo et Cénéda, et il conduisit alors toute son armée devant Trévise. Les murailles de cette ville étaient très fortes et entourées de grands fossés pleins d'eau. Les mineurs ne pouvaient être d'aucun secours aux assiégeants; car toute cette plaine est tellement abondante en sources souterraines, qu'on ne pouvait creuser à quatre pieds de profondeur sans faire jaillir les eaux dans le fossé. L'armée hongroise n'avait d'autre moyen de réduire Trévise que la famine et un long blocus. Mais le roi éprouva le besoin de vivres bien avant les assiégés, parce que ses Hongrois, incapables de se soumettre à aucune discipline, ne respectèrent point le territoire de Padoue, et pillèrent les marchands qui leur apportaient des vivres dans le camp. Aucun fournisseur n'osa plus continuer un commerce si dangereux, et les assiégeants se trouvèrent tout à coup exposés à une extrême disette [2].

Dans le même temps, les Vénitiens faisaient au roi les propositions les plus avantageuses pour obtenir de lui la paix. Ils offraient de rendre à la ville de Zara son ancienne liberté, pourvu que son indépendance fût reconnue par la couronne de Hongrie comme par la république. Ils proposaient de céder au roi quelques villes de Dalmatie, d'en retenir quelques autres, mais comme un fief de sa couronne, et moyennant un tribut. Louis ne voulut écouter aucune condition; il déclara qu'il n'accorderait la paix aux Vénitiens que lorsque ceux-ci lui restitueraient toute la côte d'Illyrie [3]. A peine, cependant, son refus avait-il été communiqué au sénat, qu'un nouveau courrier annonça la retraite du roi et la levée du siége de Trévise. Louis, dégoûté de son entreprise par quelque sédi-

[1] *Matteo Villani*. L. VI, c. 52, p. 384. — *Ant. Bonfinii Rerum Hungar.* Dec. II, L. X, p. 268.—*Joh. de Thwrocz Chron. Hungar.* P. III, c. 27, p. 187.—[2] *Matteo Villani* L. VI, c. 55, p. 387. — [3] *Ibid.* L. VI, c. 63, p. 392.

tion qui avait éclaté dans son camp, et par la difficulté de se procurer des vivres, avait pris, le 23 août, la résolution de se retirer ; il avait repassé la Piave, et il retournait en Hongrie avec son armée, forte de cinquante mille combattants. Deux mille cavaliers, qu'il laissait après lui, demeurèrent à la garde de Conigliano[1].

Bientôt, il est vrai, on vit que le roi n'avait point renoncé à la guerre en quittant le territoire vénitien. Ses armées lui avaient paru trop nombreuses pour trouver des vivres et des fourrages; d'ailleurs, le temps du service féodal était trop court pour qu'il pût accomplir aucune conquête importante avant que ses barons lui demandassent de retourner chez eux. Il avait donc changé tout le système de son attaque ; il avait désigné plusieurs grands seigneurs de la Hongrie, qui devaient se succéder l'un à l'autre et continuer la guerre, chacun à la tête de cinq mille cavaliers. Comme le service féodal était de trois mois, chaque corps d'armée en devait passer deux seulement sur le territoire vénitien ; et le troisième lui était accordé pour l'allée et le retour. Le premier des généraux de Louis arriva le 15 octobre à Conigliano, et il traversa le territoire de Trévise, sans que les Vénitiens, qui avaient à peine assez de monde pour garder toutes leurs forteresses, osassent entreprendre de défendre la campagne, ni se présenter pour combattre[2].

Avant la retraite du roi de Hongrie, le doge Jean Gradénigo était mort le 8 août 1356; et le 13 août, les quarante-un électeurs lui avaient donné pour successeur Jean Dolfino, qui était alors provéditeur à Trévise. La seigneurie fit demander au roi de Hongrie s'il permettrait au nouveau doge de sortir de la ville assiégée pour venir prendre les rênes du

[1] *Matteo Villani.* L. VI, c. 66, p. 394. — [2] *Ibid.* L. VII, c. 28, p. 422. — *Joh. de Thwrocz. Chron. Hungaror.* P. III, c. 28, p. 188.

gouvernement; et le roi, qui ne trompait jamais ceux qui avaient compté sur sa générosité, y consentit aussitôt[1].

La nomination du nouveau doge fut pour la seigneurie une occasion de faire de nouvelles propositions de paix : ses ambassadeurs furent chargés d'offrir au roi toutes les places de Dalmatie, à la réserve seulement de Zara; mais ces offres furent encore rejetées. Lorsque la nouvelle en fut portée aux habitants des villes dalmates, ceux de Traù et de Spalatro résolurent, puisque la seigneurie était déterminée à les livrer, de devancer le traité de paix, et de captiver la faveur du roi par une prompte soumission, au lieu d'attendre qu'on disposât d'eux : ils attaquèrent à l'improviste les garnisons que la république avait placées dans leurs villes; ils les désarmèrent, et ouvrirent leurs portes aux Hongrois[2].

1357.—Pendant l'année 1357, le roi Louis poursuivit avec acharnement la guerre contre les Vénitiens; il maintint constamment sur le territoire de Trévise une armée destinée à bloquer cette ville, et à ravager ses campagnes : pendant le même temps, le ban de Bosnie avait conduit une autre armée dans la Dalmatie vénitienne, et il avait entrepris le siége de Zara, ville extrêmement forte, que les prédécesseurs de Louis avaient plusieurs fois assiégée inutilement. Le ban de Bosnie demeura une année entière devant ses murs; et il désespérait de réussir à force ouverte, lorsque la trahison lui procura un succès vainement cherché par les armes[3]. Deux officiers allemands de son armée s'entendirent avec le prieur du monastère de Saint-Chrysogone, qui est contigu aux murs

[1] *Andrea Gataro Historia Padovana*. T. XVII, p. 54. Cependant Marin Sanuto dit, au contraire, que le roi refusa cette permission, et que le doge, à la tête de six cents chevaux, se fit jour au travers des ennemis. *Vite de' Duchi*, p. 652; et Naugiéri assure que Dolfino quitta Trévise seulement après que le roi en eut levé le siége. *Storia Veneziana*. p. 1044. L'historien plus ancien que j'ai suivi est, je crois, mieux informé et plus impartial. — [2] *Matteo Villani*. L. VII, c. 82, p. 452. — *Naugerio Storia Veneziana*. p. 1044. — [3] *Matteo Villani*. L. VIII, c. 19, p. 477.

de Zara[1]. Ce prieur, qui était allemand, fournit à ses compatriotes des échelles ; il introduisit les assaillants dans son église : les gardes de la porte voisine furent surprises et massacrées, et l'armée hongroise entra dans la ville par cette porte. La garnison vénitienne, après une vigoureuse résistance, fut forcée de se réfugier dans le château[2].

Les Vénitiens, abattus par tant de calamités, et effrayés de la persévérance de leur ennemi, résolurent enfin de demander à tout prix la paix au roi de Hongrie, et de s'en remettre pour les conditions à sa générosité. Ils choisirent leurs ambassadeurs parmi les gentilshommes les plus considérés de la république, et par eux ils firent prier le roi de dresser lui-même un traité qu'ils promirent de signer sans hésiter. Louis, touché de cette confiance, répondit qu'il n'avait fait la guerre que pour recouvrer des villes qui appartenaient à sa couronne. Il demandait ces villes seules, et la renonciation du doge et de la seigneurie à tout titre et à tout droit sur elles. Il n'avait pas besoin d'argent, ajouta-t-il, et ne voulait point de tribut ; il était prêt à rendre les châteaux qu'il avait conquis sur le territoire de Trévise, car il ne songeait point à s'agrandir par d'injustes conquêtes ; mais il demandait seulement que, s'il lui arrivait d'avoir une guerre maritime, la seigneurie lui fournît vingt-quatre galères, dont il paierait tous les frais[3].

Ces conditions furent sur-le-champ acceptées par la république de Venise, et la paix entre les deux états fut publiée au mois de février 1358[4]. Le doge, qui depuis la conquête de Constantinople portait le titre de duc de Venise, de Dalmatie, de Croatie et de seigneur d'un quart et demi de l'empire

[1] *Marin Sanuto vite de' Duchi di Venezia*, p. 646. — [2] Le 23 décembre 1357. *Joh. de Bazano Chron. Mutinense*. T. XV, p. 672. — *Gataro Storia Padovana*, p. 53. — [3] Cette condition, rapportée par Villani, est passée sous silence par les historiens de la république. *Marin Sanuto vite*, p. 646. — *Naugerio Stor. Venez*. p. 1045. — [4] *Matteo Villani*. L. VIII, c. 30, p. 485. — *Antonii Bonifinii Rerum Hungar*. Dec. II, L. X, p. 269.

romain, fut obligé après ce traité, et jusqu'à l'année 1387, où la seigneurie reconquit la Dalmatie, de se contenter du titre plus modeste de duc de Venise[1].

1355. — Plusieurs guerres, à cette époque, dévastaient en même temps l'Italie, et comme elles avaient été allumées par des motifs différents, comme elles se poursuivaient indépendamment l'une de l'autre, il est nécessaire d'en séparer aussi tout à fait l'histoire. Tandis que les Hongrois ravageaient l'état de Trévise, la principauté limitrophe de Padoue était engagée dans une guerre avec les frères Visconti, qui n'avait aucun rapport avec celle des Vénitiens et du roi Louis. Les quatre principautés de Padoue, Vérone, Mantoue et Ferrare s'étaient liguées, comme nous l'avons vu ailleurs, pour se défendre contre les seigneurs de Milan; et au moment où Visconti d'Oleggio avait fait révolter Bologne, il était aussi entré dans cette alliance que nous avons quelquefois désignée par le nom de ligue de Vénétie. La guerre, il est vrai, entre ces petits seigneurs et les Visconti, se poursuivait avec mollesse; quelques excursions de cavalerie, quelques tentatives pour piller les campagnes, ruinaient les paysans et soumettaient les villages ouverts aux calamités de la guerre, sans qu'aucune action décisive donnât à l'un ou à l'autre parti aucune supériorité. Mais bientôt l'ambition et l'orgueil des seigneurs de Milan leur suscitèrent de nouveaux ennemis, et augmentèrent le danger de leur situation.

Jean Paléologue, marquis de Montferrat, avait été longtemps l'ami et l'allié des Visconti; il abandonna leur parti à l'occasion d'une offense que ses gens avaient reçue dans leur palais, et qui était demeurée impunie. Il crut y voir la preuve du peu d'estime que ces seigneurs trop orgueilleux

[1] *Gataro Storia Padovana*, p. 56. — *Libro del Polistore*. T. XXIV, c. 42, p. 840. — *Marin Sanuto vite de' Duchi*, p. 643. — *Naugerio Stor. Venez.* p. 1045.

faisaient de lui[1]. Le marquis de Montferrat avait accompagné Charles IV à Rome, et ce monarque, par reconnaissance, l'avait nommé vicaire impérial en Piémont ; il avait ainsi légitimé ses titres à la seigneurie de Turin, Suze, Alexandrie, Ivrée, Trino, et plus de cent châteaux énumérés dans le diplôme impérial[2]. Le marquis, à son retour de Rome, resserra l'alliance qui existait depuis longtemps entre sa famille et celle de Beccaria : cette dernière gouvernait Pavie depuis quarante-trois ans. Elle devait à la protection des Visconti d'avoir conservé si longtemps la seigneurie de cette ville, car les Beccaria étaient, à bien des égards, plutôt les lieutenants que les alliés des seigneurs de Milan. Dans une longue paix, ils avaient accumulé de grandes richesses, et ils avaient fait jouir d'une constante prospérité la ville soumise à leur domination[3]. Placés entre les Visconti et le marquis de Montferrat, ils s'étaient maintenus par la jalousie mutuelle de ces voisins plus puissants qu'eux.

Après s'être assuré de l'alliance des Beccaria, le marquis de Montferrat se prépara ouvertement à faire la guerre aux seigneurs de Milan. Dès que ses intentions furent connues, toutes les villes du Piémont qui dépendaient de Galéaz Visconti, Chiéri, Chiérasco, Asti, Alba, Valence et Tortone, prirent les armes pour secouer le joug odieux de ce tyran. Galéaz accablait ses sujets d'impôts ; il payait mal ses employés : il vendait la justice, et tourmentait par son avarice les provinces qui lui étaient échues en partage[4] ; tandis que le marquis de Montferrat, connu et estimé des Piémontais, était le souverain sous lequel ils désiraient le plus vivre. Dans le cours de l'hiver de 1355 à 1356, toutes les villes du Piémont passèrent sous sa domination[5].

[1] *Matteo Villani.* L. VI, c. 2, p. 355. — [2] *Benvenuti de S. Georgio. Histor. Montisferrati*, p. 527. — [3] *Petri Azarii Novariensis Chronic.* p. 346. — [4] *Petri Azarii Chronicon*, p. 403.— [5] *Matteo Villani.* L. VI, c. 3, p. 356. — *Petri Azarii Chronicon*, p. 344.

1356. — Les Visconti, pour se venger, au lieu d'attaquer le Montferrat, tournèrent leurs armes contre les Beccaria, qu'ils croyaient plus faibles que le marquis. Au mois de mai, ils envoyèrent une nombreuse armée pour former le siége de Pavie[1]. Cette armée éleva de trois côtés de la ville trois redoutes en bois, qu'on nommait alors *basties;* une forte garnison fut établie dans chacune, en sorte que l'armée des Visconti, en se retirant, laissa la ville bloquée, et que les vivres ne purent plus y être introduits sans de grandes difficultés[2].

Il y avait tout lieu de croire que Pavie ne pourrait se défendre longtemps; la maison de Beccaria, qui commandait dans cette ville, avait plusieurs chefs mal d'accord entre eux : chacun avait des châteaux forts et des alliances particulières, et l'un d'eux, nommée Milano, s'était séparé des Gibelins, anciens partisans de sa maison, pour s'associer aux comtes de Langusco, chefs des Guelfes de Pavie[3]. Une cause de ruine plus immédiate encore que la discorde entre les Beccaria, c'était la corruption effrayante des princes et du peuple, l'immoralité et la débauche que les chefs du gouvernement affichaient jusque dans les fêtes publiques[4].

Mais, pour repousser les attaques des Visconti, une vigueur inattendue fut tout à coup communiquée aux Pavésans par les prédications d'un moine républicain. Cet homme, nommé frère Jacob des Bussolari, était jeune encore lorsqu'il abandonna le monde pour se consacrer à la pénitence sous la règle de saint Augustin. Après avoir vécu quelque temps en ermite dans les déserts, il avait été renvoyé, par les supérieurs de son ordre, à Pavie, sa patrie. Il avait eu commission de prêcher, le mercredi des cendres, dans la salle de l'évêché; et il l'avait fait avec tant de piété, tant de ferveur et tant d'éloquence, que le peuple l'avait supplié de continuer à prê-

[1] *Matteo Villani.* L. VI, c. 23, p. 368. — [2] *Ibid.* c. 29, p. 371. — [3] *Petri Azarii Chronicon*, p. 372. — [4] *Ibid.* p. 374.

cher chaque jour pendant tout le carême, et que l'évêque lui en avait donné l'ordre. L'impudence du vice et la corruption dont les jeunes gens de la maison Beccaria donnaient le scandaleux exemple, révoltaient son âme pure et élevée. Il avait prêché contre l'incontinence, contre l'effronterie des femmes, contre l'usure; et sa pieuse éloquence avait opéré une réforme visible dans les mœurs de ses concitoyens [1]. Les jeunes Beccaria étaient les seuls qui ne songeassent point à se corriger, tandis que les chefs de leur maison, Castellino et Florello, qui redoutaient les conséquences des vices et des divisions de leurs neveux, excitaient le moine à prêcher avec courage, et à ne ménager personne. Castellino Beccaria, qui était malade, se faisait constamment porter en litière à ses sermons [2].

Frère Jacob, en effet, ne se contenta plus d'attaquer les vices privés : il tonna, de la chaire, contre ceux de la nation et contre ceux de ses princes; contre la lâcheté des citoyens, leur égoïsme, leur résignation dans l'esclavage; contre la corruption des tyrans, leur injustice, leur cruauté. Il réveilla, par ses discours, l'amour de la patrie dans des cœurs où cet amour paraissait éteint depuis longtemps; et il dirigea son premier essor contre les tyrans de Milan, qui cherchaient alors à ravir aux Pavésans l'indépendance nationale, tandis que des tyrans domestiques leur avaient ravi la liberté. Il excita le peuple à reprendre, pour sa défense, des armes que depuis longtemps il abandonnait à des soldats mercenaires; il demanda et obtint des secours du marquis de Montferrat; il fit préparer des échelles, et le 27 mai, au point du jour, il sortit lui-même à la tête du troupeau de fidèles qu'il avait rassemblé dans l'église, et dont il avait fait une armée; il le conduisit contre la première redoute des Milanais, sur le Tésin, et il dirigea l'attaque en vaillant capitaine. Les Allemands à

[1] *Matteo Villani.* L. VIII, c. 1 et 2, p. 467. — [2] *Petri Azarii Chronicon,* p. 374.

la solde des Visconti qui étaient en garnison dans cette redoute, déconcertés par l'ardeur inusitée avec laquelle les Pavésans combattaient, firent très peu de résistance : la bastie fut prise et brûlée, et ceux qui l'occupaient furent tués, faits prisonniers ou dispersés dans leur fuite. Le frère Jacob, sans laisser refroidir l'ardeur enthousiaste de ses concitoyens, les conduisit immédiatement à l'attaque de la seconde redoute, de l'autre côté du Tésin : les Allemands, effrayés de la défaite de leurs compagnons d'armes, ne firent pas plus de résistance; la troisième fut attaquée à son tour, emportée et brûlée comme les deux autres. Enfin des barques ennemies qui étaient rassemblées sur le Pô, du côté de Plaisance, tombèrent également au pouvoir des vainqueurs. Ainsi le blocus de Pavie fut levé au moment où toute l'Italie s'attendait à la reddition de cette ville, et les troupes qui l'assiégeaient furent dissipées en un seul jour [1].

Les Visconti ne retournèrent point tout de suite à l'attaque de Pavie; ils étaient à cette époque occupés de plusieurs côtés. Tandis qu'ils faisaient la guerre dans le Montferrat, et qu'avec une autre armée ils pressaient les Gonzague dans l'état de Mantoue [2], ils cherchaient à détacher de ses alliés et à tromper, par des négociations de paix, Jean d'Oleggio, tyran de Bologne, et en même temps ils entretenaient des complots parmi ses sujets et ses soldats pour lui enlever le pouvoir et la vie [3]. D'un autre côté, l'approche de la grande compagnie leur causait une vive inquiétude. Celle-ci, sous la conduite du comte Lando, avait quitté le royaume de Naples : en vertu d'un traité conclu avec le cardinal Albornoz, elle avait traversé la Marche d'Ancône sans y faire de dommage [4], et de là elle était entrée sur les terres de Bernardino

[1] *Matteo Villani*. L. VI, c. 36, p. 375.—[2] *Ibid.* L. VI, c. 68, p. 394.—*Joh. de Bazano Chronicon Mutinense*. T. XV, p. 625.—[3] *Matteo Villani*. L. VI, c. 62, 64, p. 391.—*Matth. de Griffonibus Memoriale Histor.* T. XVIII, p. 172. — [4] *Matteo Villani*. L. VI, c. 56, p. 388.

de Pollenta, seigneur de Ravenne [1]. Après avoir ravagé quelque temps cette province, et avoir menacé tour à tour tous les états de l'Italie, elle s'était enfin engagée, le 10 septembre, à la solde de la ligue formée contre les Visconti par les seigneurs de Mantoue, de Vérone, de Ferrare et de Bologne [2].

Les alliés, pour donner plus de réputation à leurs armes, s'adressèrent à l'empereur et lui demandèrent quelques secours. Charles avait eu lieu de se plaindre des Visconti, qui, à son retour de Rome, lui avaient témoigné autant de défiance que de mépris, et il était flatté de trouver une occasion de se venger d'eux, pourvu qu'il pût le faire sans péril et sans dépenses. A son départ de Pise, il avait laissé dans cette ville Marcovald, évêque d'Auguste, avec le titre de vicaire impérial; mais ce vicaire était fatigué de son séjour dans une ville où il ne jouissait d'aucun pouvoir. Charles lui permit de se rendre à l'armée de la ligue; il lui recommanda seulement de n'y faire usage de son nom, et de n'y déployer l'autorité impériale, qu'autant que l'armée des alliés serait assez forte pour lui assurer des succès [3]. L'évêque d'Auguste, qui était plein de courage, et qui cherchait l'occasion de se distinguer, se rendit aussitôt à cette armée, déjà grossie par la jonction de la grande compagnie; il y fit arborer le drapeau impérial, et, comme vicaire de l'empire, il cita les deux frères Visconti à son tribunal, les accusant de rébellion contre leur souverain, de tyrannie et de trahison [4].

Les Visconti repoussèrent avec mépris cette sommation : ils étaient eux-mêmes vicaires perpétuels de l'empire, répondirent-ils dans leurs manifestes, et comme tels ils entendaient punir l'évêque d'Auguste d'une peine capitale, pour s'être mis à la tête d'une bande de brigands [5]. Mais les effets ne

[1] *Matteo Villani.* L. VI, c. 70, p. 395. — [2] *Ibid.* L. VI, c. 75, p. 398. — *Benvenutus de S. Georgio Historia Montisferrati*, p. 533.— [3] *Matteo Villani.* L. VI, c. 76, p. 398.— [4] *Ibid.* L. VII, c. 23, p. 419. — [5] *Ibid.* c. 24, p. 420.

répondirent point à leurs menaces. Tandis que l'évêque d'Auguste, après avoir passé devant Parme, le 10 octobre, sans rencontrer aucune résistance, traçait son camp à cinq milles de Plaisance, l'armée des Visconti, composée de quatre mille chevaux allemands et brabançons, refusait de sortir des villes, sous prétexte que des soldats de l'empire ne pouvaient porter les armes contre les drapeaux de l'empereur, leur seigneur. Dans la vérité, ils ne voulaient pas combattre la compagnie : tous les soldats étrangers qui servaient en Italie étaient associés à ses profits et à ses gages, et ils voulaient toujours se ménager un refuge dans ses rangs, s'ils étaient licenciés ailleurs. Les Visconti dissimulèrent avec leurs soldats, et ne les congédièrent point, bien sûrs qu'ils auraient tous passé immédiatement au service de leurs ennemis. Ils se contentèrent donc de pourvoir à la garde des villes, et ils abandonnèrent les campagnes au pillage [1].

Mais la grande compagnie ne faisait pas la guerre de meilleure foi que les soldats des Visconti. En vain le marquis de Montferrat, qui s'était rendu à l'armée, pressait le comte Lando de marcher contre Milan et d'attaquer cette ville, pour abattre d'un seul coup toute la puissance des Visconti : la compagnie, cantonnée dans le voisinage de Maggenta, ruinait le pays, pillait les campagnes, déshonorait les femmes et les filles, et se refusait à marcher. Le marquis de Montferrat reconnut alors que les soldats des deux armées étaient d'accord entre eux, et que, dans leur guerre simulée, ils n'étaient ennemis que des habitants qu'ils ruinaient. Il craignit que ces mercenaires ne le livrassent un jour aux Visconti qui avaient mis sa tête à prix, et il quitta l'armée avec cinq cents cavaliers, avec lesquels il trouva moyen de s'emparer de Novare par surprise [2]. Azzo de Correggio, qui servait sous les mêmes

[1] *Matteo Villani.* L. VII, c. 26, p. 421. — [2] *Petri Azarii Chronicon*, p. 347.

drapeaux, s'éloigna peu de jours après, avec sept cents chevaux, pour faire sur Verceil une tentative qui n'eut point de succès[1].

Les seigneurs de Milan avaient mis à la tête de leurs troupes le vieux Lodrisio Visconti, leur parent; le même qui, en 1322, avait rétabli la république milanaise, qui, en 1327, avait livré Galéaz à Louis de Bavière, et qui, en 1339, avait conduit la redoutable compagnie de Saint-George à Parabiago, contre le seigneur de Milan. Au milieu des grands événements auxquels Lodrisio Visconti prit part, son caractère demeurait équivoque; mais sa valeur n'était pas douteuse, et aucun Italien n'avait su mieux que lui se concilier l'affection et le respect des soldats allemands.

Lorsque ce vieux général vint se mettre à la tête de l'armée, les mercenaires n'osèrent point refuser de lui obéir; ils promirent de le suivre partout, et de combattre contre la grande compagnie, quoiqu'elle portât les bannières impériales. D'ailleurs, Lodrisio Visconti avait amené avec lui un renfort de trois mille cavaliers italiens, tandis que l'armée ennemie était affaiblie par l'absence du marquis de Montferrat, d'Azzo de Correggio, et des douze cents chevaux qu'ils avaient emmenés avec eux. L'évêque d'Auguste, pour se mettre à l'abri d'une surprise, avait commencé, le 13 novembre, à faire repasser le Tésin à son armée, lorsqu'il fut brusquement attaqué par Lodrisio, et mis en déroute, malgré la plus vigoureuse résistance. Lui-même il fut fait prisonnier avec six cents de ses gendarmes; les vainqueurs avaient arrêté un bien plus grand nombre de cavaliers, et parmi eux presque tous les chefs de la compagnie, le comte Lando, messire Dondaccio de Parme, et Ramondino Lupo : mais ceux qui avaient fait ces prisonniers étaient des Allemands, tous secrètement associés à la compagnie; ils les dé-

[1] *Matteo Villani*. L. VII, c. 36, p. 425.

robèrent à leurs généraux, et trouvèrent ensuite moyen de les faire évader [1].

La joie que cette victoire aurait pu occasionner aux Visconti fut troublée par la nouvelle qu'ils reçurent, peu de jours après, de la révolte d'une des plus importantes villes de leur domination. Les Génois, dans l'embarras où les avait jetés la guerre avec les Vénitiens, s'étaient soumis volontairement à l'archevêque de Milan; mais ils étaient trop attachés à leur liberté pour demeurer longtemps sous le joug, d'autant plus que les nouveaux seigneurs de Milan avaient déjà cherché à l'appesantir. Ils résolurent de profiter, pour s'affranchir, de l'embarras où se trouvaient les Visconti; et n'étant point encore avertis de la victoire que ceux-ci avaient remportée le 13 sur le Tésin, ils prirent les armes le 15 novembre, se ralliant au cri de *vive la liberté! à mort les tyrans!* Ils attaquèrent le palais public, où le vicaire des Visconti ne put pas se défendre longtemps. Celui-ci fut forcé de sortir de la ville avec ses soldats. Alors les Génois envoyèrent chercher à Pise Simone Boccanégra, celui qui, le premier, avait été décoré du titre de doge; ils l'installèrent de nouveau dans cette dignité, avec les mêmes prérogatives qu'ils lui avaient accordées une première fois. Les Pisans envoyèrent un corps de cavalerie avec Boccanégra pour l'aider à remettre sa patrie en liberté [2]. Les deux rivières se rangèrent immédiatement sous l'obéissance du nouveau doge, à la réserve de Savone, Ventimiglia et Monaco, qu'il réduisit successivement par les armes [3].

Cependant le prédicateur de Pavie, frère Jacob des Bussolari, après avoir délivré sa patrie de l'armée des Visconti

[1] *Matteo Villani.* L. VII, c. 37, p. 426. — *Chronic. Placentinum Joh. de Mussis.* T. XVI, p. 502. — [2] *Matteo Villani.* L. VII, c. 40, p. 428. — *Georgii Stellæ Annales Genuensium,* p. 1094. — *Chronic. Placentinum,* p. 502. — *Ubertus Folieta Genuens. Histor.* L. VII, p. 453. — [3] *Matteo Villani.* L. VIII, c. 49, p. 434; c. 86, p. 455; et c. 93, p. 459.

qui en formait le siége, avait continué à prêcher contre la corruption des mœurs et les vices des tyrans. 1357. — Les seigneurs de Beccaria, qui avaient applaudi à ses prédications aussi longtemps qu'ils les avaient crues dirigées contre les seuls Visconti, leurs ennemis, commencèrent à prendre de l'inquiétude lorsqu'ils virent que le moine attaquait la tyrannie d'une manière plus générale. Tout l'avantage qu'ils pouvaient attendre de lui, ils l'avaient déjà obtenu lorsque les Pavésans, enhardis par ses discours, s'étaient emparés, l'épée à la main, des redoutes qui les resserraient. Les efforts de Jacob des Bussolari pour communiquer une nouvelle énergie à des sujets ne pouvaient être que préjudiciables à leurs maîtres. Les seigneurs de Pavie résolurent donc sa mort; Castellino et Milano de Beccaria se chargèrent de le faire assassiner: mais toutes leurs tentatives furent découvertes et déjouées par le moine. Les citoyens, effrayés pour la vie de leur apôtre, formèrent une garde volontaire qui accompagnait Bussolari en tous lieux; et celui-ci n'en prit que plus de hardiesse pour reprocher aux Beccaria, du haut de la chaire, leurs cruautés et leurs précédents homicides [1].

Avant de tenter une révolution dans le gouvernement, frère Jacob des Bussolari s'assura de l'assentiment du marquis de Montferrat. Ce seigneur avait été nommé par Charles IV vicaire impérial à Pavie; il avait donc un titre légitime pour gouverner cette ville, tandis que tout le pouvoir que s'arrogeaient les Beccaria était usurpé. Le moine, fort de l'autorité du marquis, fit, dans son premier sermon, un tableau des mœurs dépravées des tyrans, de la corruption de toute justice, et de l'avilissement du peuple dans toutes les villes qui étaient tombées sous la domination d'un usurpateur; il montra ensuite par combien de crimes Pavie avait été souillée depuis que

[1] *Matteo Villani*. L. VIII, c. 2, p. 468.

les Beccaria s'y étaient emparés du pouvoir souverain : il raconta comment lui-même avait failli, à plusieurs reprises, d'être assassiné par l'ordre des tyrans ; il exhorta les Pavésans à ne pas supporter plus longtemps un joug si honteux, et il désigna, de la chaire, vingt citoyens présents à l'assemblée, qu'il nomma capitaines et tribuns du peuple. Il leur ordonna de former chacun une compagnie de cent hommes dans leur quartier : il désigna de même quatre chefs de cette milice ; et sitôt qu'il eut fini son sermon, le peuple confirma par ses suffrages l'élection du prédicateur. Tous les élus acceptèrent l'emploi qui leur était confié pour le rétablissement de la religion et de la liberté [1].

Les Beccaria, qui se voyaient dépouillés de leur autorité par le seul empire de la parole, sans combat, sans violence, et seulement parce que le peuple avait cessé de leur obéir, ne savaient trouver d'autre moyen de recouvrer leur pouvoir, que la mort de ce moine séditieux. Tour à tour ils eurent recours à la surprise et à la force ouverte : mais les gardes bourgeoises que le peuple avait données au prédicateur repoussèrent constamment leurs satellites. Ils s'adressèrent enfin aux Visconti, dont ils avaient été longtemps les partisans et les créatures ; ils se réconcilièrent avec eux, et ils cherchèrent les moyens de leur ouvrir les portes de Pavie. Mais le moine, qui surveillait les Beccaria, après avoir rendu, en chaire, compte au peuple de leurs complots, envoya un centurion à Milano de Beccaria, pour lui porter l'ordre de sortir immédiatement de la ville et de son territoire. Milano obéit en tremblant, et il se retira dans un de ses châteaux avec sa famille : bientôt son frère vint l'y joindre. Alors ils mirent les Visconti en possession de tous les lieux forts qu'ils possédaient dans le Pavésan ; en même temps ils levèrent des troupes, et

[1] *Matteo Villani*. L. VIII, c. 3, p. 469.

ils renouvelèrent leurs intrigues dans la ville pour que leurs partisans en ouvrissent les portes aux Visconti. Ce complot fut encore découvert; douze des conjurés furent condamnés à perdre la tête, et tous les Beccaria furent chassés de la ville[1].

Après cette révolution, les Visconti, s'étant réconciliés avec tous les Beccaria, se crurent assurés de pouvoir s'emparer de Pavie; ils essayèrent s'ils ne pourraient pas engager le moine lui-même à renoncer à la défense de ses concitoyens. Pétrarque avait des liaisons d'amitié avec Jacob des Bussolari; il rendait justice à ses talents, et il aurait dû aimer en lui l'ennemi de la tyrannie : mais Pétrarque, séduit par la prévenance des Visconti, vivait alors à leur cour, et recevait d'eux des emplois, quoiqu'ils fussent ennemis de sa patrie, ennemis de la liberté, de l'Église et de l'Empire, quoiqu'ils fussent souillés par tous les vices et tous les crimes. A leur sollicitation, le poëte florentin écrivit au frère des Bussolari une longue lettre pour l'exhorter à prêcher la paix et non la guerre, la soumission et non la révolte[2]. Cette lettre, qui n'est qu'un tissu de lieux communs, ne changea point les principes ou la conduite du prédicateur de Pavie.

Le frère des Bussolari n'accorda pas plus de déférence aux ordres que les Visconti lui firent donner par quelques supérieurs de sa religion qui étaient dans leur dépendance. Il ne se contenta pas de diriger de la chaire les conseils de la nouvelle république, il suivit son troupeau dans les camps; et, protégé par le marquis de Montferrat, il fit recouvrer aux Pavésans, sur le territoire milanais, la récolte qu'ils avaient perdue sur le leur propre[3].

Les Visconti, pendant toute l'année 1357, n'opposèrent pas

[1] *Matteo Villani.* L. VIII, c. 4, p. 469. — *Benvenuti de S. Georgio Histor. Montisferr.* p. 539. — [2] *Franc. Petrarcæ Familiares Epist.* L. X, epist. 17. De Sade, Mémoires pour la vie de Pétrarque, L. V, p. 465. — [3] *Matteo Villani.* L. VIII, c. 5, p. 470.

de grandes forces aux citoyens de Pavie; ils avaient divisé leur armée en plusieurs corps, pour combattre sur toutes leurs frontières des ennemis plus redoutables. Dans l'état de Modène, les avantages furent balancés; et après plusieurs batailles, les troupes des seigneurs de Milan se retirèrent sans avoir effectué leurs projets[1]. D'autres corps d'armée étaient opposés au marquis de Montferrat, d'autres encore aux Génois, et la principale armée des Visconti fermait à la grande compagnie l'entrée du Milanais du côté de Mantoue. Mais tous les mercenaires allemands étaient secrètement associés à cette grande compagnie; jamais ils ne la combattaient de bonne foi; ils refusaient de hasarder des batailles contre elle, et ils faisaient échouer les projets des seigneurs qu'ils servaient. Souvent mille ou deux mille cavaliers de la compagnie avaient traversé toute l'armée des Visconti, et avaient étendu leurs ravages jusqu'aux portes de Milan, sans que les forces infiniment supérieures qui gardaient le Milanais les arrêtassent, ou coupassent leur retraite lorsqu'ils revenaient chargés de butin[2].

Les Visconti, las d'être servis par des troupes sans foi, et découragés par la perte de toutes leurs villes du Piémont, de Novare, de Como, de Pavie et de Gênes, résolurent enfin de rechercher la paix. Les alliés n'étaient guère moins las de la guerre; pendant trois ans et demi leurs campagnes avaient constamment été ravagées par leurs ennemis ou par leurs propres soldats. Feltrino Gonzaga, l'un des seigneurs de Mantoue, offrit sa médiation aux puissances belligérantes, et la paix fut enfin conclue au mois de mai 1358 : elle fut publiée dans les premiers jours du mois suivant[3].

1358. — En vertu de ce traité, le marquis de Montferrat devait rendre Asti aux seigneurs de Milan, et Pavie devait

[1] *Joh. de Bazano Chronic. Mutinense*, p. 626. — [2] *Matteo Villani*. L. VIII, c. 57, p. 501. — [3] *Joh. de Bazano Chron. Mutinense*, p. 628. — *Cronica di Bologna*, p. 448.

continuer à se gouverner en république : mais la ligue des alliés lombards étant dissoute, chacun d'eux prit peu d'intérêt au sort de ses anciens associés, et négligea de faire exécuter des conditions qui ne le concernaient pas. Les Visconti ne renoncèrent point à leurs prétentions sur Pavie ; le marquis de Monferrat ne rendit point Asti, et la guerre se continua en Piémont et en Lombardie : seulement, au lieu d'être soutenue en commun par toute la ligue, le marquis de Monferrat et la ville de Pavie restèrent seuls exposés à la vengeance des Visconti[1].

Les seigneurs de Milan envoyèrent alors une nouvelle armée pour recommencer le siége de Pavie : à son approche, le frère des Bussolari, craignant que les palais des Beccaria ne servissent de forteresses à quelques-uns de leurs partisans, excita le peuple à les abattre, et à former une place publique du lieu qui avait été une fois la demeure des tyrans. La foule courut vers ces palais en sortant du sermon, et elle travailla avec tant d'ardeur à les démolir, qu'en peu de temps il n'y resta pas pierre sur pierre. Chaque citoyen emporta chez lui quelque partie des matériaux pour les garder comme un monument de la chute de la tyrannie[2].

Pour soutenir la guerre il fallait de l'argent : il en fallait pour payer des subsides au marquis de Monferrat, qui était seul en état de faire lever le siége de Pavie. Le frère des Bussolari exhorta les citoyens à sacrifier toutes leurs richesses à la défense de la patrie. Il les sollicita de renoncer au luxe des habits et des pierres précieuses, et leur recommanda de se contenter, pour leurs vêtements, d'étoffes grossières et de couleur noire. Des officiers furent nommés par la république pour réprimer le luxe des femmes : on leur ordonna de mettre en pièces les vêtements de celles qui paraîtraient en public

[1] *Matteo Villani.* L. VIII, c. 92, p. 523. — [2] *Ibid.* L. VIII, c. 58, p. 502.—*Petri Azarii Chronic.* p. 376.

avec des habits brodés ou des étoffes de soie. Dès lors on ne les vit plus que revêtues d'une mante noire, et la tête voilée : tous leurs joyaux furent envoyés au moine, qui les fit vendre à Venise, afin d'en employer la valeur à la défense de l'état[1].

1359 — Les Visconti, cependant, avaient formé le blocus de Pavie, et avaient élevé devant les portes de nouvelles basties, pour couper aux assiégés toute communication avec le dehors. Au mois de juillet 1359, le marquis de Monferrat surprit ces basties, et fit entrer des convois dans la ville assiégée[2]. Mais les forces des seigneurs de Milan étaient tellement supérieures à celles des Pavésans, que, malgré ce petit succès, ces derniers furent bientôt plus resserrés que jamais. Les comtes de Langusco, et tous les Guelfes, autrefois exilés, avaient été rappelés à Pavie ; tandis que les Beccaria, en vivant dans leurs châteaux, avaient recouvré leur ancienne influence sur les Gibelins des campagnes, dont ils avaient été longtemps les chefs. Les habitants de la campagne, ayant peu de part à l'administration de la république, prenaient toujours moins d'intérêt à l'indépendance de leur patrie qu'au triomphe de leur parti ; et tous ceux qui n'assistaient point aux prédications du frère des Bussolari se rangeaient volontiers sous les étendards d'une famille qui les avait gouvernés pendant de longues années. Tout le district d'au-delà du Pô se soumit aux Beccaria, à la réserve des châteaux de Saint-Paul, Stradella et Cicognola : toute la Lomelline se rendit ensuite aux seigneurs de Milan, à la réserve des châteaux de Brencida et Durno; enfin, le troisième district au nord du Tésin, nommé Campanie, fut conquis par les Gibelins, à la réserve du château de Scurbisto[3]. Le marquis de Monferrat ne pouvait plus apporter de secours aux Pavésans ; il était trahi in-

[1] *Petri Azarii Chronic.* p. 377. — [2] *Matteo Villani.* L. IX, c. 35, p. 564. — [3] *Petri Azarii Chronic.* p. 377.

dignement par la grande compagnie, qu'il avait reprise à son service après une expédition de celle-ci dans la Romagne et la Toscane, dont nous rendrons compte plus tard. Le comte Lando l'avait abandonné pour passer avec quinze cents gendarmes dans le camp des Visconti, et peu après il lui avait débauché tout le reste de la compagnie, qu'Anichino Baumgarten commandait après sa désertion[1].

Le frère des Bussolari reconnut alors la nécessité de rendre Pavie aux Visconti, d'autant plus qu'une cruelle épidémie s'était manifestée dans la ville et abattait le courage des citoyens. Il dressa lui-même les articles de la capitulation. Il assura aux Guelfes qu'il avait rappelés à Pavie le droit d'y résider; il obtint aussi la confirmation du gouvernement municipal qu'il avait établi, et qui devait être conservé sous la souveraineté des Visconti; mais il dédaigna d'insérer dans le traité aucune condition pour lui-même, et tandis qu'il stipulait pour la liberté de la ville, pour la sûreté des citoyens et celle des propriétés, il ne demanda pas seulement une sauvegarde pour sa personne. Galéaz Visconti accepta ces conditions sans hésiter; mais lorsqu'il fut maître de la ville et des forteresses, il déclara que, comme vicaire impérial en Lombardie, il n'était point lié par des pactes contraires aux droits de l'Empire ou aux intérêts du fisc. Il cita les lois romaines et les jurisconsultes qui le déliaient de ses engagements, car en tout temps il s'est trouvé des savants assez lâches pour soutenir les maximes les plus odieuses du despotisme. Il renvoya, en conséquence, au lieu de leur exil les comtes de Langusco et les principaux Guelfes de Pavie; il abrogea toutes les constitutions municipales de cette ville, et il la soumit à son pouvoir absolu[2].

Au milieu de leurs calamités, les citoyens de Pavie avaient

[1] Au mois d'octobre 1359, *Matteo Villani*. L. IX, c. 54, p. 578.—[2] *Petri Azarii Chronic*. p. 378.

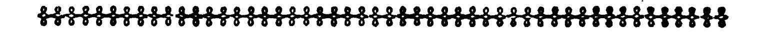
conservé toute leur vénération pour le frère des Bussolari; ils le suivaient avec empressement, et lui donnaient des preuves touchantes de leur respect et de leur amour. Mais lorsque Galéaz Visconti retourna de Pavie à Milan, il emmena ce moine avec lui pour l'éloigner de ses partisans; et lorsqu'il le tint dans une dépendance absolue, il fit instruire contre lui un procès par les supérieurs de son ordre, pour désobéissance ecclésiastique, et il le fit jeter dans la prison de son couvent, à Verceil, où cet homme, digne d'un meilleur sort et de plus de gloire, finit misérablement ses jours [1].

Les Visconti construisirent à Pavie une forteresse et y placèrent une nombreuse garnison, pour s'assurer à jamais la possession de cette conquête. En même temps ils cherchèrent à épouvanter leurs ennemis par les tourments atroces auxquels ils livrèrent ceux qui tombaient entre leurs mains. Bernabos Visconti, le plus cruel des deux frères, ordonna, par un édit public, à tous les tribunaux, de prolonger durant quarante jours le supplice des criminels d'état. Les tourments ne devaient recommencer que de deux jours l'un, et dans les jours pairs les suppliciés étaient laissés à un affreux repos. Le premier, le troisième, le cinquième et le septième jour ils devaient recevoir cinq tours d'estrapade; deux jours on leur faisait boire de l'eau mêlée de chaux et de vinaigre; deux jours, après leur avoir arraché la peau de la plante des pieds, on les faisait marcher sur des pois chiches; puis on arrachait successivement un œil après l'autre; on coupait le nez, les deux mains, les deux pieds du supplicié; et le quarante-unième jour ce malheureux était tenaillé et finissait ses souffrances sur la roue. Un grand nombre de victimes, en 1362 et 1363, furent soumises à cet épouvantable supplice; et le

[1] *Matteo Villani.* L. IX, c. 55, p. 578. — *Benvenuti de S. Georgio Histor. Montisferr.* p. 510. — *Corio histor. Milanese.* P. III, p. 233.

tyran osa publier son infernale ordonnance, qui aurait dû armer contre lui l'Église et l'Empire, et tous les peuples, et ses lâches ministres eux-mêmes [1].

[1] Cette ordonnance nous a été conservée textuellement par Pierre Azario, sujet de Bernabos et notaire de Novare. *Chronic.* T. XVI, p. 410.



CHAPITRE XI.

Affaires de Toscane. — Rivalité de Florence et de Pise; guerre de Sienne et de Pérouse. — Les Florentins repoussent la grande compagnie. — Soumission de la Romagne à l'Église.

1356-1359.

Il ne s'était encore écoulé que peu de mois depuis que l'empereur Charles IV s'était éloigné de la Toscane après y avoir causé tant de révolutions, lorsque le chef des Gibelins dans cette contrée, le vieux Pierre Saccone des Tarlati, termina sa longue carrière. Exilé d'Arezzo, où longtemps il avait été seigneur, Saccone résidait au château de Piétra Mala, ancienne forteresse de sa famille, dans les Apennins. De là il dirigeait les entreprises de tous les Gibelins des montagnes; il excitait tous les mouvements qu'on voyait éclater dans les communes moins puissantes de Toscane, dans Arezzo, Cortone, Città di Castello, Borgo San-Sépolcro et Chiusi : il étendait aussi ses intrigues dans le Mugello et le Casentin, provinces voisines qui appartenaient à Florence. Quoique sa bravoure fût éprouvée dans les combats, il était plus renommé encore pour les coups de main, la petite guerre et l'art de surprendre les places. 1356. — Parvenu à l'âge de quatre-vingt-seize ans, il sentit, au commencement de l'année 1356, les approches

de la mort ; et comme il remarquait déjà la consternation de ceux qui le servaient, il fit approcher de son lit Marco des Tarlati, son fils. « Tu vois, lui dit-il, qu'on ne doute plus « que je ne touche au terme de ma vie : assurément le bruit « s'en est déjà répandu chez nos ennemis, et au moment où « le vieux Saccone prend congé de ce monde, ils ne croient « plus devoir se tenir en garde contre lui. Le château de « Gressa, de l'évêque d'Arezzo, serait pour notre famille une « acquisition importante ; voici quelle est la hauteur de ses « murs que j'ai fait mesurer : attaque-le cette nuit même par « escalade, et fais qu'avant de mourir j'aie la joie de le savoir « entre tes mains. » Marco Tarlati s'éloigna du lit du mourant, et sortit de Piétra Mala avec un petit nombre de soldats affidés. D'après les indications que son père lui avait données, il entra dans Gressa par surprise ; mais les habitants de ce château étaient fort dévoués à leur seigneur : ils prirent les armes, et forcèrent les Tarlati à ressortir de leurs murs avec perte. Le vieux Saccone vécut assez pour apprendre le mauvais succès de l'attaque qu'il avait ordonnée, et pour que cet échec rendît ses derniers moments plus pénibles [1]. Les Arétins, pendant sa vie, n'avaient jamais osé prendre des mesures vigoureuses pour lui résister ; mais dès qu'ils reçurent la nouvelle de sa mort, ils fortifièrent l'entrée de leur territoire, ils enrégimentèrent leurs milices, et ils se mirent en état de ne plus craindre ses successeurs [2].

Tandis que la mort de Saccone mettait la république florentine et ses alliés à l'abri de nouvelles attaques de la part des Gibelins des montagnes, le parti de ces derniers acquérait une influence plus décidée sur les conseils de Pise, et il troublait la bonne harmonie qui subsistait depuis quelques années entre les deux plus puissantes communes de Toscane.

[1] *Matteo Villani*. L. VI, c. 11, p. 362. — [2] *Ibid.* c. 16, p. 365.

Les Pisans avaient arrêté Paffeta, comte de Monte Scudaio, l'auteur de la ruine et de la mort des Gambacorti; ils le retenaient en prison dans la forteresse de Lucques, et ils avaient exilé quelques-uns de ses associés: mais en même temps ils avaient confirmé l'exil du reste de la famille Gambacorti, qui s'était établie à Florence, et ils ne laissaient échapper aucune occasion de témoigner combien la faction dominante, ou des Raspanti, était attachée au parti gibelin. Tous les habitants des châteaux situés aux frontières de l'état florentin, qui, dans un autre temps, avaient fait preuve de zèle contre les Guelfes, étaient assurés d'être accueillis avec faveur par le gouvernement de Pise. Souvent ils étaient excités secrètement à se signaler par quelque tentative hardie pour l'avantage de leur parti. Quelques Gibelins de Sorana, château du val de Niévole, à quatre milles au-dessus de Pescia, cédant à ces sollicitations, livrèrent leur forteresse à des soldats pisans; ceux-ci, il est vrai, avaient été licenciés peu de jours auparavant par la seigneurie de Pise, pour que les Florentins ne pussent pas l'accuser de cet acte d'hostilité. Les soldats avaient pris possession de Sorana en leur propre nom; de là ces bandits infestaient par leurs ravages tout le val de Niévole, et cherchaient à soulever cette province [1].

Le gouvernement de Pise déclara à celui de Florence qu'il n'avait eu aucune part à la prise de Sorana, et qu'il ne protégerait point les bandits qui occupaient ce château; mais en même temps il offensa les Florentins d'une manière plus directe, quoique moins grave. Par le traité conclu entre les deux peuples, en 1342, les Florentins devaient être à Pise francs de toute gabelle. Cependant les Pisans, sous prétexte d'armer contre les corsaires des galères pour la sûreté des mers, ordonnèrent, au mois de juin 1356, que toutes les

[1] *Matteo Villani.* L. VI, c. 19, p. 366.

marchandises qui entreraient dans leur port payassent un impôt de deux deniers par livre de leur valeur [1]. Les Florentins demandèrent vainement qu'on ne portât pas atteinte à leur franchise; ils ne purent obtenir d'exception à la loi générale. Il refusèrent de se soumettre à cette petite vexation, de peur qu'un impôt d'abord léger ne fût suivi de taxes plus onéreuses. D'ailleurs, ils étaient décidés à ne point déclarer la guerre les premiers, d'autant plus que les magistrats de Pise la désiraient en secret, pour faire oublier les dissensions civiles. Tous les marchands et tous les sujets florentins reçurent alors de leur patrie l'ordre de terminer avant le 1er novembre toutes les affaires de commerce qu'ils pouvaient avoir à Pise, afin de sortir tous à cette époque sans dommages de cette ville [2].

D'autre part, la république de Sienne, honteuse d'avoir manqué de foi aux Florentins l'année précédente en traitant avec l'empereur, leur fit proposer une étroite alliance [3]. Dix magistrats nouveaux, nommés les dix seigneurs de la mer, avaient été chargés de protéger le commerce maritime des Florentins. Ils acceptèrent les propositions des Siennais, et formèrent le projet de substituer, pour l'arrivée des marchandises à Florence, le port de Télamone, dans la Maremme siennaise, au port de Pise. La seigneurie de Sienne prit l'engagement de fortifier le port de Télamone, de réparer les chemins, d'ouvrir aux marchands florentins des entrepôts à Sienne, et d'interrompre toute communication commerciale avec les Pisans. Une composition de sept mille florins d'or par année fut agréée au lieu de toute gabelle, et les Florentins s'engagèrent à transporter à Télamone tous les

[1] *Matteo Villani.* L. VI, c. 47, p. 381.—*Bernardo Marangoni Cron. di Pisa.* p. 721. —*Paolo Tronci Annali Pisani*, p. 386.—[2] *Matteo Villani.* L. VI, c. 48, p. 382.—[3] *Ibid.* c. 40, p. 377.

comptoirs qu'ils avaient à Pise, et à persister pendant dix ans dans ce nouvel établissement [1].

Lorsque les marchands florentins quittèrent Pise, le 1er novembre, pour se retirer à Télamone, le commerce de la première de ces deux villes fut frappé d'une langueur mortelle. Tous les négociants du reste de l'Italie qui étaient établis à Pise furent forcés de transporter aussi leurs comptoirs à Télamone, pour suivre avec les Florentins les affaires qu'ils avaient commencées. Les artisans de Pise et tous ceux que le commerce faisait vivre se trouvèrent tout à coup sans ressources [2] : leurs clameurs déterminèrent la seigneurie à se relâcher de toutes ses prétentions, et à faire aux Florentins, pour les rappeler, les offres les plus avantageuses; elles ne furent point acceptées. On voulut faire voir aux Pisans qu'on pouvait se passer d'eux, et que, pour les punir de leur arrogance, on n'avait pas besoin de recourir aux armes [3].

Les Raspanti, qui gouvernaient Pise, auraient préféré une rupture ouverte : l'ancienne haine de leurs compatriotes contre les Florentins se serait ranimée dans les combats, et l'enthousiasme militaire aurait fait oublier les reproches qu'on adressait à l'administration. 1357.—Après avoir échoué dans leurs tentatives pour réconcilier les deux états, ils cherchèrent au contraire à provoquer la seigneurie de Florence, pour qu'elle déclarât la guerre la première. Ils tentèrent de surprendre le château d'Uzzano, dans le val de Niévole, au moyen d'intelligences qu'ils s'y étaient ménagées. Les Florentins découvrirent leurs intrigues, doublèrent la garde du

[1] *Cronica di Pisa.* T. XV, p. 1034. — Cette chronique est contemporaine, mais elle est extrêmement incomplète. Les deux historiens postérieurs de Pise, Marangoni et Tronci, sont habituellement inexacts et mal instruits. Marangoni surtout devient, comme nous avançons, un guide plus infidèle; en sorte que je croirais volontiers que la première partie de cette histoire, qui va jusqu'à la fin du XIIIe siècle, est écrite par une autre main. — [2] *Matteo Villani.* L. VII, c. 32, p. 423. — [3] *Ibid.* L. VI, c. 61, p. 390.—*Orlando Malavolti storia di Siena.* P. II, L. VI, p. 116.

château, et ne se plaignirent point [1]. Les Pisans, de concert avec les Génois, armèrent ensuite quelques galères pour forcer les vaisseaux marchands faisant voile pour la Toscane à relâcher dans leur port. Après les y avoir conduits de force, ils leur accordaient dans leur ville toutes les franchises réservées aux peuples les plus favorisés, et ne levaient pas le plus léger droit sur les marchandises qu'on débarquait pour les réexpédier en transit. D'autres marchands se seraient laissé forcer de faire ce qui leur était réellement avantageux. Les Florentins, plutôt que de profiter de la franchise qu'on leur offrait à Pise, firent venir à grands frais leurs marchandises par terre de Venise, d'Avignon, et même de Flandre, tandis que leur gouvernement s'occupait à faire armer des vaisseaux en Provence pour protéger leur commerce [2].

Dans le temps où l'animosité croissante entre les deux républiques faisait redouter une prochaine rupture, une guerre inattendue éclata à l'autre extrémité de la Toscane entre la république de Pérouse et le seigneur de Cortone. Les Pérousins ne s'étaient élevés que dans ce siècle à un rang distingué parmi les peuples d'Italie; le séjour de la cour de Rome, au-delà des monts, avait laissé acquérir plus d'indépendance aux villes qui relevaient de l'Église : la plupart, il est vrai, étaient tombées sous le joug des tyrans; mais comme les Pérousins s'étaient toujours maintenus libres, ils avaient prospéré au milieu des calamités de leurs voisins, et ils avaient succédé au commerce et à la richesse de Bologne, depuis que cette dernière ville avait perdu sa puissance avec sa liberté. La suzeraineté des papes sur la république de Pérouse, loin de nuire à son indépendance, l'avait au contraire mise à l'abri des prétentions formées par les empereurs sur les autres villes libres. Autour de cette puissante cité étaient situées des communes plus

[1] *Matteo Villani*, L. VII, c. 62, p. 441.—[2] *Ibid*, L. VII, c. 63, p. 441; et L. VIII, c. 11, p. 473.

faibles, dont plusieurs avaient subi le joug de petits tyrans, et se trouvaient par là d'autant moins en état d'opposer une longue résistance, si elles étaient attaquées. Cortone, Città de la Piévé, Todi, Chiusi, Assise, Foligno et Borgo San-Sépolcro devaient successivement tomber au pouvoir des Pérousins, comme Prato, Pistoia, Volterra, San-Miniato et Colle étaient tombés au pouvoir des Florentins [1]. Pour mettre en exécution ces projets de conquête, les Pérousins attaquèrent à l'improviste le seigneur de Cortone, au mois de décembre 1357, quoiqu'ils fussent liés à lui par un traité de paix conclu sous la garantie de la république florentine [2].

Les Pérousins, en prenant les armes, commencèrent les premiers à se plaindre, pour justifier leur manque de foi. Leurs ambassadeurs à Florence prétendirent que le seigneur de Cortone avait voulu surprendre quelques-uns de leurs châteaux. Les Florentins, sans s'arrêter à ces vains prétextes, sommèrent la république, pour son honneur et pour celui du parti guelfe, de renoncer à une guerre injuste [3].

Les assaillants avaient compté sur des intelligences dont ils ne purent tirer aucun parti; ils avaient espéré que des troubles éclateraient bientôt à Cortone, où le seigneur n'était pas aimé : mais les Cortonais haïssaient les Pérousins plus encore que le tyran, et ils se défendirent avec courage [4]. 1358. — Au mois de février 1358, ils reçurent un renfort de cent cinquante cavaliers avec quelque infanterie de Sienne; et cette république promit en même temps de ne pas tarder à leur envoyer des secours plus considérables.

Barthélemi de Casale, seigneur de Cortone, s'était mis sous la protection de la république de Sienne, et il avait obtenu d'elle le droit de cité [5]. Il avait appelé les Siennais en garantie du traité qu'il avait conclu précédemment avec les Pérou-

[1] *Matteo Villani*. L. VII, c. 55, p. 437.—[2] *Ibid.* L. VIII, c. 14, p. 475.—[3] *Ibid.* c. 17, p. 476. — [4] *Ibid*, c. 22, p. 479. — [5] *Cronica Sanese di Neri di Donato*. T. XV, p. 158.

sins; et les Siennais, déjà irrités de ce que Pérouse avait suscité contre eux une révolte à Montépulciano, ne songèrent plus qu'à défendre de toutes leurs forces leur allié. Ils appelèrent à leur solde Anichino Baumgarten, gentilhomme allemand, qui avait formé une compagnie de douze cents aventuriers [1] : ils joignirent à cette troupe six cents gendarmes qu'ils avaient précédemment à leur service; et, lui faisant traverser le marais de Chianes, ils forcèrent les Pérousins à lever le siége de Cortone pour venir défendre leur propre pays [2].

De leur côté, les Pérousins rassemblèrent une armée de forces à peu près égales, sous la conduite de Smoduccio de San-Sévérino. L'un et l'autre peuple désirait éviter une bataille, et les deux capitaines avaient reçu l'ordre de chercher, s'il était possible, à acquérir de la gloire sans danger, par des bravades et non par des combats. Le hasard voulut cependant qu'ils se rencontrassent le 10 avril près de Torrita, et que les avant-postes engageassent un combat qui devint bientôt général. Les Siennais furent battus; et leur capitaine, Anichino de Baumgarten, fut fait prisonnier [3]. Les Pérousins entrèrent alors à leur tour sur le territoire de Sienne, et le 29 avril ils parurent devant les murs de la capitale. Cependant, comme ils désiraient la paix, ils traitèrent avec ménagement les campagnes qu'ils parcoururent [4].

Les Florentins voyaient avec douleur deux républiques guelfes épuiser leurs forces l'une contre l'autre; ils les pressèrent d'accepter leur médiation, et ils s'efforcèrent d'ouvrir des négociations : mais les Siennais, qui passaient pour le peuple le plus orgueilleux de la Toscane, avant de traiter, voulaient avoir lavé la honte de leur défaite à Torrita. Ce désir ardent de vengeance leur fit oublier les intérêts de leur parti,

[1] *Matteo Villani.* L. VIII, c. 27 et 28, p. 488.—[2] *Ibid.* c. 33 et 34, p. 489.—*Cronica Sanese*, p. 159. — [3] *Matteo Villani.* L. VIII, c. 40, 41, 42, p. 493. — *Cronica Sanese*, p. 159. — [4] *Matteo Villani.* L. VIII, c. 48, p. 498. — *Cronica Senese*, p. 160.

ceux de la liberté et leurs anciennes alliances; ils demandèrent des secours aux Visconti de Milan : ils appelèrent le préfet de Vico pour être leur capitaine de guerre; et ils offrirent enfin une solde à la grande compagnie du capitaine Lando pour l'attirer en Toscane, sous condition qu'elle passât un mois sur le territoire de Pérouse pour le ravager [1].

La grande compagnie était alors en Romagne, sur les confins du Bolonais. Pendant l'absence du comte Lando, qui avait fait un voyage en Allemagne, elle était commandée par le comte Broccardo et Amérigo de Cavalletto : elle était alors composée de trois mille cinq cents cavaliers et d'une nombreuse infanterie. Au mois de juillet, la compagnie fit demander passage aux Florentins pour se rendre sur le territoire de Pérouse. Les récoltes n'étaient point encore mises en sûreté, et la république n'avait pas de forces à opposer à cette bande formidable. Cependant elle résolut de ne point la laisser pénétrer en Toscane : elle fit fortifier les passages des Apennins, de concert avec les comtes Guidi et les Ubaldini; en même temps elle envoya des ambassadeurs à la compagnie pour faire valoir un traité conclu avec le comte Lando, d'après lequel la compagnie ne devait point rentrer en Toscane de deux ans [2].

Le comte Lando, qui, sur ces entrefaites, arriva d'Allemagne, engagea les ambassadeurs florentins à tracer à la compagnie une route autour des frontières, qui traversât les terres des feudataires, au milieu des Apennins, sans jamais descendre dans la plaine florentine [3]. Les condottiéri, pour leur sûreté au milieu de ces montagnes, retinrent comme otages les ambassadeurs florentins, qui avaient été choisis parmi les citoyens les plus puissants de la république, et qui avaient

[1] *Matteo Villani*. L. VIII, c. 62, p. 503. — *Cronica Sanese*, p. 161. — [2] *Matteo Villani*. L. VIII, c. 72, p. 508. — [3] Cette route passait du val de Lamone à Marradi, puis entre Castiglione et Biforco, à Belforte, Dicomano, Vicorata et Bibbiéna.

conclu cette convention sans y être autorisés par la seigneurie [1].

Mais des otages ne suffisaient point à la sûreté de la compagnie, si celle-ci dans son passage au travers des montagnes provoquait leurs habitants par ses rapines; et les soldats aventuriers étaient tellement incapables de discipline, que, pour leur propre intérêt, ils ne surent point s'abstenir du pillage. Le 24 juillet, étant campés entre Castiglione et Biforco, ils saccagèrent ces deux villages, dont les paysans étaient vassaux, les premiers, du comte Guido de Battifolle, les seconds du comte Alberghettino des Ubaldini. Ces montagnards, accoutumés à affronter le danger, se concertèrent pour punir les brigands qui les dépouillaient. La compagnie devait le lendemain entrer dans une gorge étroite et resserrée, au fond de laquelle un torrent roule et se précipite entre des rochers. Cette gorge, située entre les plus hautes cimes des Apennins, a deux milles de longueur; on en sort par un passage nommé Scalella, où un sentier tournoyant monte vers une vallée supérieure, au travers de prairies dont la pente est fort rapide.

L'armée du comte Lando était divisée en trois corps lorsqu'elle parvint à ce passage. Les ambassadeurs florentins étaient à l'avant-garde, que commandait Amérigo de Cavalletto. Celle-ci traversa la Scalella sans rencontrer d'obstacle, et continua sa route. Le comte Lando, qui commandait le corps de bataille, étant arrivé au même lieu, trouva le haut de la Scalella occupé par quatre-vingts paysans. Cette poignée d'hommes arrêta le premier escadron qui voulut passer, en faisant rouler sur lui des rochers. A ce signal, on vit paraître sur la crête de toutes les montagnes des paysans armés

[1] Ces ambassadeurs étaient Manno Donati, Giovanni Medici, Amérigo Cavalcanti, Simone Péruzzi, et Filippo Macchiavelli, ancêtre de celui qui a illustré ce nom. *Matteo Villani*. L. VIII, c. 73, p. 509. — *Cherubino Ghirardacci Storia di Bologna*. L. XXIII, T. II, p. 236.

qui, dominant les cavaliers, enfermés dans la vallée étroite comme dans une prison, les écrasaient sous les pierres énormes qu'ils faisaient rouler sur eux. En vain le comte Lando envoya des Hongrois à pied pour tâcher de déloger les montagnards, les Hongrois ne purent gravir ces précipices, et ils furent repoussés dans le fond de la vallée. Sur ces entrefaites, le comte Broccardo entrait avec l'arrière-garde dans cette périlleuse enceinte, lorsqu'un rocher, détaché du haut des montagnes, l'entraîna avec son cheval dans le torrent, où il périt. Le désordre universel, l'effroi des chevaux qui se cabraient sur un sentier étroit, et l'inutilité de tous les moyens de défense, avaient déjà fait perdre courage aux soldats, lorsque les paysans descendirent de toutes parts des montagnes, et, sans perdre entièrement l'avantage du terrain, cherchèrent, avec de longs pieux ou des lances, à pousser dans le précipice les soldats au-dessus desquels ils se trouvaient. Douze montagnards firent prisonnier le comte Lando, déjà blessé à la tête; mais, séduits par une grosse rançon, ils le laissèrent ensuite s'enfuir à Bologne. Trois cents cavaliers furent tués; un plus grand nombre fut pris, ainsi que mille chevaux de guerre, trois cents palefrois, et un riche butin. Le reste des soldats jetèrent en fuyant leurs armes et leur bagage, afin de s'échapper plus aisément [1].

L'avant-garde de la grande compagnie, commandée par Amérigo de Cavalletto, avait seule échappé à la déroute. Elle était arrivée près de Belforte, quand on vint lui apporter la nouvelle de la destruction de l'armée qui la suivait. Les soldats qui avaient échappé au fer ou à la prison étaient dispersés, et ne pouvaient plus opposer nulle part de résistance. Cette terrible bande de brigands pouvait être détruite sans retour.

[1] *Matteo Villani.* L. VIII, c. 74, p. 510. — *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 161. — *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 448. — *Cherubino Ghirardacci Storia di Bologna.* L. XXIII, p. 237.

Les déprédations qu'elle avait commises à Castiglione et à Biforco annulaient les traités faits avec elle; les comtes Guidi et leurs vassaux brûlaient d'envie de l'attaquer, et les Florentins avaient dans les montagnes près de douze mille hommes sous les armes. Amérigo, qui sentait le danger de sa situation, conduisit sa troupe à Dicomano, où il se fortifia : en même temps il menaça les ambassadeurs florentins, qu'il tenait soigneusement gardés, de les faire mourir s'ils ne pourvoyaient pas à sa sûreté. La seigneurie donna bien l'ordre d'attaquer à Dicomano les restes de la compagnie; mais les ambassadeurs, pour sauver leur vie, donnèrent des ordres contraires; ils firent poser les armes aux paysans : ils engagèrent Amérigo à faire quarante-deux milles au travers des montagnes en un seul jour; ils le firent sortir ainsi des Apennins par le passage du Stale, et le conduisirent sur le territoire d'Imola. C'est là que les restes de la compagnie se rassemblèrent, ne respirant que vengeance contre les Florentins. Ceux-ci, par une dangereuse indulgence, ne punirent point les ambassadeurs qui avaient révoqué de leur propre autorité les ordres de la seigneurie, et qui, pour sauver leur vie, avaient exposé tout l'état [1].

La compagnie, cantonnée en Romagne, reçut bientôt un renfort de deux mille chevaux, que lui conduisit Anichino de Baumgarten. C'étaient tous les hommes d'armes allemands qui, d'un commun accord, avaient quitté, au mois d'août, les deux armées des Siennais et des Pérousins, pour se réunir à leurs compatriotes, et venger ensemble, sur les Florentins, l'affront que la milice allemande avait reçu dans les Apennins [2]. Mais les Florentins avaient fortifié soigneusement tous les passages des montagnes, et les avaient garnis de leurs mi-

[1] *Matteo Villani*. L. VIII, c. 75-79, p. 512. — *Marchione di Coppo Stefani Istor. Fiorent.* L. IX, Rub. 677. *Deliz. Erudit.* T. XIV, p. 20. — [2] *Matteo Villani*. L. VIII, c. 85, p. 519; et 93, p. 524. — *Cronica Riminese*. T. XV, p. 906.

lices, en sorte que la compagnie fut retenue en Romagne le reste de l'année, sans pouvoir effectuer ses menaces [1].

Pendant ce temps-là les Florentins avaient profité de l'affaiblissement où les Siennais et les Pérousins étaient restés après le départ de leurs gens de guerre, pour engager ces deux peuples à faire la paix. La seigneurie de Florence, ayant été reconnue par eux pour arbitre, dicta, le dernier jour d'octobre, les conditions de cette paix, par forme de sentence. Elle accorda pour quatre ans aux Pérousins le droit de nommer un podestat à Cortone; elle suspendit pendant cinq ans le droit dont les Siennais avaient joui précédemment de nommer un podestat à Montépulciano; et elle garantit, à tout autre égard, l'indépendance des deux communes les plus faibles contre les deux plus puissantes. Cette sentence arbitrale ne fut pas admise sans réclamations; elle fut cependant observée, et la paix fut rétablie en Toscane [2].

Mais à Florence, comme dans l'ancienne Rome, les dissensions civiles succédaient sans interruption aux guerres étrangères. A peine les inquiétudes occasionnées par l'approche de la grande compagnie et la guerre de Cortone s'étaient-elles calmées, que des troubles intérieurs commencèrent à agiter l'état.

Tous les citoyens non nobles pouvaient, d'après les lois de Florence, parvenir indifféremment aux offices publics. Cependant, plus une famille était ancienne et nombreuse, plus il devenait difficile à ses membres de siéger dans la seigneurie, parce qu'en vertu de la loi du *diviéto*, deux hommes de même nom ne pouvaient se trouver ensemble parmi les prieurs, les bons-hommes ou les gonfalonniers : ainsi, dès qu'un membre d'une famille était placé, il excluait tous ses agnats; et

1 *Matteo Villan*. L. VIII, c. 99, p. 527. — 2 *Matteo Villani*. L. VIII, c. 102, p. 530. — *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 162. Cette dernière est l'ouvrage d'un marchand de vieux habits, ou *rigattiere*; aussi est-elle mêlée de fables et de bruits populaires.

ces derniers, si le sort les avait appelés à un emploi, perdaient leur tour à l'extraction de leur bulletin. Or, les familles anciennes étaient prodigieusement nombreuses ; les familles nouvelles, au contraire, ne connaissaient pas même leurs parents, et ne portaient point le même nom qu'eux. Les premières étaient sans cesse repoussées par le *diviéto ;* les secondes ne l'étaient jamais, en sorte que le gouvernement tombait peu à peu entre les mains d'hommes nouveaux, presque tous ignorants et incapables. Les anciennes familles, qui avaient fondé la liberté, et qui de tout temps étaient demeurées attachées au parti guelfe, se plaignirent avec quelque justice d'être supplantées par des hommes qui, pour la plupart, étaient peut-être Gibelins d'origine.

Au commencement, les partis guelfe et gibelin avaient été également favorables à la liberté : plusieurs républiques s'étaient déclarées pour les Gibelins, plusieurs tyrans s'étaient élevés parmi les Guelfes ; mais depuis que la maison Visconti avait acquis une grande supériorité en Italie, elle avait pris à tâche de favoriser en même temps les Gibelins et les usurpateurs, et de confondre son propre parti avec celui de l'autorité monarchique. Lorsqu'un Guelfe s'élevait à la tyrannie, il embrassait le parti gibelin pour s'assurer la protection des seigneurs de Milan : lorsqu'une ville gibeline secouait le joug de son prince, elle arborait les étendards des Guelfes, pour entrer dans l'alliance des Florentins. Aussi, lorsqu'on annonça au peuple de Florence que plusieurs anciens Gibelins étaient rentrés dans l'administration, tous les amis de la liberté en furent-ils consternés.

Il y avait à Florence, depuis près d'un siècle, des chefs naturels et constitutionnels du parti guelfe ; c'étaient les consuls de chevalerie, ou capitaines de parti, institués, en 1267, pour administrer les biens confisqués sur les Gibelins. Deux de ces capitaines étaient nobles, deux autres plébéiens ; tous

les deux mois ils étaient renouvelés par le sort, comme les prieurs de la république. Ceux qui étaient entrés en charge au mois de janvier 1358 étaient des hommes ambitieux et avides, qui surent profiter de l'inquiétude qu'eux-mêmes avaient inspirée, pour se faire attribuer l'autorité la plus dangereuse. Ils firent porter une loi en vertu de laquelle tout Gibelin qui accepterait les emplois publics devrait être condamné par le podestat à une peine arbitraire, depuis une amende de cinq cents livres jusqu'à la perte de la vie. La dénonciation devait être regardée comme prouvée, si elle était appuyée par six témoins : le droit d'examiner ces témoins et de juger de leur crédibilité était attribué exclusivement aux capitaines de parti et aux consuls des arts; enfin le citoyen, une fois condamné à l'amende, demeurait pour jamais exclu des offices publics [1].

Peu après que cette loi eut été portée, le bruit se répandit à Florence que les capitaines de parti avaient fait une liste de soixante et dix citoyens qu'ils se proposaient d'accuser. Les premiers qu'ils traduisirent en justice étaient bien réellement gibelins; mais la ville entière fut alarmée des formes que suivait le tribunal nouveau qui faisait leur procès, et qui menaçait ainsi les droits et l'existence de tous [2]. Les Guelfes les plus zélés prétendaient vouloir sauver par cette rigueur la liberté menacée; le reste des citoyens insistait pour que la loi fût modifiée. Après de vives altercations, l'on convint enfin de changer, non la loi, mais la magistrature du parti guelfe, de manière à la rendre plus populaire. Deux nouveaux citoyens y furent introduits; les deux places réservées auparavant à deux chevaliers furent rendues accessibles à tous les nobles; enfin il fut enjoint aux capitaines de parti, lorsqu'ils auraient, aux deux tiers des suffrages, déclaré Gibelin un

[1] *Matteo Villani*, L. VIII, c. 24, p. 481. — [2] *Ibid.* c. 31, p. 486.

citoyen, de l'*admonester* ou avertir de ne point accepter d'emploi, sous peine d'être poursuivi. De cette manière, les hommes suspects furent écartés des places, sans être soumis à une peine[1]; mais une classe de mécontents, qu'on appela les *ammoniti* ou *admonestés*, fut exclue, en quelque sorte, des droits de cité. Ainsi, tandis que la constitution avait voulu rendre tous les citoyens égaux, deux partis opposés cherchaient mutuellement à se priver de leurs droits, en employant le *diviéto* contre les anciennes familles, et l'*admonition* contre les nouvelles[2].

Cette même année 1358 fut signalée par le grand nombre de traités de paix qui furent conclus presqu'en même temps dans toute l'Europe. L'Angleterre fit la paix avec l'Écosse, et le roi David Bruce fut relâché de sa prison; le roi Jean, de France, prisonnier à Londres, conclut aussi avec Édouard III, d'Angleterre, un traité qui ne fut pas ensuite accepté par son royaume: Pierre-le-Cruel, de Castille, fit la paix avec Pierre-le-Cérémonieux, d'Aragon; la république de Venise, avec le roi de Hongrie; les Visconti, avec la ligue des seigneurs de Vénétie; le roi Louis, de Naples, avec son cousin le duc de Duraz, qui s'était révolté contre lui; enfin les Pérousins, avec les Siennais. Les démêlés de Pise et de Florence n'avaient point fait éclater d'hostilité; mais les Florentins avaient armé quatorze galères provençales ou napolitaines, sous leur pavillon; et, sans avoir ni port ni marine, ils avaient fait respecter la liberté des mers[3]. Les Pisans avaient renoncé à inquiéter leur commerce: ils avaient reconnu la franchise du port de Télamone, et ils venaient de permettre à leurs sujets d'y porter leurs marchandises, et d'y acheter ce dont ils auraient besoin[4].

[1] *Istoria Florentina di Marchione di Coppo Stefani*. L. IX, Rub. 674, T. XIV, p. 15, *Deliz. deg. Eruditi*. — [2] *Matteo Villani*. L. VIII, c. 32, p. 488. — [3] *Ibid*. L. VIII, c. 37, p. 491. — [4] *Ibid*. c. 68, p. 501.

La Romagne seule ne fut point comprise dans cette pacification presque universelle de l'Europe : l'Église poursuivait avec ardeur, dans cette province, le projet qu'elle avait formé de dépouiller tous les tyrans du pouvoir qu'ils avaient usurpé, et de ramener toutes les villes de l'état ecclésiastique à la dépendance du pape. 1356. — Dès le 10 novembre 1356, Jean de Manfrédi, seigneur de Faenza, s'était soumis au légat Égidio Albornoz ; il lui avait ouvert les portes de sa capitale et de tous ses châteaux forts, et il s'était retiré à Bagnacavallo, le seul fief que l'Église voulut bien lui conserver[1]. François des Ordélaffi, seigneur ou capitaine de Forli, était alors demeuré seul contre toutes les forces du légat, n'ayant pour ressource que son courage, celui de sa femme, et l'amitié intéressée des chefs de la grande compagnie.

Les habitants de Forli, entourés d'ennemis si supérieurs en forces, se présentèrent devant François des Ordélaffi. « Nous avons toujours pour ta maison, lui dirent-ils, la « même fidélité, le même amour que nous avons manifesté « dans les occasions précédentes. Lorsque tes ancêtres éprou« vèrent, comme toi, les vicissitudes humaines, et furent exi« lés de leur patrie, nous les aidâmes de nos biens et de notre « sang, pour les rétablir dans leurs maisons et leur rendre la « souveraineté. Nous sommes prêts à en agir de même à ton « égard, dès qu'il se présentera une occasion favorable ; mais « nous te prions de considérer que, demeuré seul contre le « légat et l'Église, tu ne peux espérer de leur résister long« temps, en sorte que ce serait vainement, et sans te sauver, « que dans ce moment nous sacrifierions pour toi nos biens « et nos personnes. » Ordélaffi, à ces mot, s'avança au milieu d'eux et leur dit : « Je veux que vous connaissiez clairement « quelles sont mes intentions. Je ne traiterai avec l'Église

[1] *Matteo Villani.* L. VII, c. 34, p. 424. — *Cronaca Riminese.* T. XV, p. 904.

« qu'autant que Forli, Césène, et toutes les places que je pos- « sède, me seront conservées ; je compte les tenir et les dé- « fendre jusqu'à la mort. Je soutiendrai d'abord un siége dans « Forlimpopoli, dans Césène, et dans chacun de mes châ- « teaux : quand je les aurai perdus, je défendrai les murs de « Forli, et ensuite ses rues, ses places, mon palais, et la « dernière tour de mon palais, plutôt que de donner mon « consentement à ce qu'on m'enlève rien de ce qui est à « moi[1]. »

Ordélaffi confia la défense de Césène à sa femme Cia, ou Marzia, des Ubaldini, fille de Vanni, seigneur de Susinana[2]. 1357. — Il partagea avec elle la petite troupe qu'il avait à sa solde ; il lui donna pour conseiller un homme dont il croyait la fidélité éprouvée, Sgariglino de Pétragudula, et il lui enjoignit de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Marzia s'enferma dans Césène au commencement de l'année 1357, avec sa fille déjà nubile, un fils et deux neveux en bas âge, les deux filles de Gentile de Mogliano, seigneur dépouillé de Fermo, et cinq demoiselles. Elle avait pour se défendre deux cents cavaliers et autant de fantassins, et bientôt elle fut attaquée par une armée dix fois supérieure en forces. Césène est divisée en deux parties : la ville haute, qu'on nomme la *Murata*, entourée d'une enceinte particulière ; et la ville basse, qui, malgré quelque progrès qu'on avait fait dans l'art des siéges, était à peine susceptible de défense. A la fin d'avril, les bourgeois ouvrirent cette dernière aux ennemis ; mais Marzia se retira dans la ville haute avec tous ceux qui partageaient son courage[3]. Bientôt elle découvrit que son unique conseiller, et le confident de son mari, entretenait avec les ennemis des intelligences coupables : elle lui fit trancher la tête sur les murs. Dès lors elle se chargea seule de toutes les

[1] *Matteo Villani*. L. VII, c. 38, p. 427. — [2] *Cronica di Bologna*. p. 445. — [3] *Matteo Villani*. L. VII, c. 58 et 59, p. 439. *Annales Cæsenates*, T. XIV, p. 1181.

fonctions de gouverneur et de capitaine; elle ne quitta plus la cuirasse ni le jour ni la nuit, et les ennemis la virent sans cesse à la tête des soldats[1].

Mais le monticule sur lequel la Murata est bâtie n'est point d'un roc solide, que les mineurs ne puissent entr'ouvrir. Les assiégeants poussèrent de plusieurs côtés leurs galeries sous les murs, et malgré la vaillante résistance de Marzia, ils les firent crouler, et s'ouvrirent ainsi de larges brèches. Marzia parut la première derrière ces ouvertures; elle en défendit longtemps le passage, et fit planter des palissades pour suppléer au mur abattu : mais forcée enfin de céder au nombre, elle se retira dans la citadelle, avec quatre cents hommes, soldats ou citoyens, déterminés à lui obéir jusqu'à la mort[2].

Les assiégeants avaient construit huit machines propres à jeter des pierres; ils les approchèrent de la citadelle et firent pleuvoir sur ses tours d'énormes fragments de rocher. En même temps, les mineurs avaient recommencé leurs travaux dans cette terre facile à creuser, et déjà ils avaient poussé leurs galeries sous les murailles. Marzia le savait; elle ne pouvait attendre de secours d'aucune part : elle ne pouvait avoir de nouvelles de son mari, assiégé comme elle dans Forli. Elle était dans cette situation désespérée, lorsqu'elle vit arriver auprès d'elle Vanni de Susinana, son père, à qui le légat avait accordé un passage, pour qu'il déterminât sa fille à éviter les dernières calamités. : « Fille chérie, lui dit Vanni, tu « sais que ton honneur m'est aussi précieux que ta vie; j'ai « applaudi à ta généreuse défense, et je n'ai point voulu « te soustraire à ses dangers. Mais il est un terme à la vail- « lance humaine; ni l'honneur ni le devoir ne commandent « une résistance inutile, lorsque tout espoir est perdu. Tu

[1] *Matteo Villani*. L. VII, c. 64, p. 442. — [2] *Ibid*. L. VII, c. 68, p. 444.

« peux en croire mon expérience militaire; j'ai vu tous les « travaux des assiégeants, j'ai vu l'abîme sur lequel tu es « suspendue; il ne te reste plus de ressources. Le moment est « venu de se rendre et d'accepter les conditions honorables « que le légat me charge encore de t'offrir. »

« Mon père, répondit Marzia, quand vous me donnâtes à « mon seigneur, vous me commandâtes avant toute chose « de lui obéir toujours; c'est ce que j'ai fait jusqu'aujour- « d'hui, c'est ce que je ferai jusqu'à la mort. Il m'a confié « cette forteresse et m'a défendu de l'abandonner ou d'en « disposer pour quelque raison que ce fût, sans avoir reçu de « nouveaux ordres de lui. Tel est mon devoir : que m'impor- « tent la mort ou les dangers? j'obéis et ne juge pas. » Rien ne pouvant l'ébranler, son père se retira, et elle prit de nouvelles mesures pour se défendre [1].

Mais bientôt les dangers qu'avait prévus Vanni de Susinana se réalisèrent; les mineurs firent crouler l'une des deux tours latérales avec un grand pan de muraille : leurs galeries étaient poussées jusque sous la principale tour; et ce dernier reste de la forteresse ne pouvait tarder que de peu de jours à ensevelir sous ses ruines tous ses défenseurs. Les soldats lui déclarèrent alors qu'ils étaient déterminés à se rendre. Ils lui avaient suffisamment prouvé, disaient-ils, leur fidélité et leur courage : désormais ils seraient insensés s'ils se faisaient écraser sous les débris d'une muraille qu'ils n'avaient aucune possibilité de défendre. Marzia, forcée de céder, ouvrit elle-même la négociation avec le légat. Elle obtint de lui que les soldats qui l'avaient si bravement servie pussent se retirer en liberté avec leurs bagages : pour elle-même elle ne demanda aucune condition; et le 21 juin 1357, elle ouvrit les portes de sa forteresse. Le légat lui assigna pour prison une

[1] *Matteo Villani*. L. VII, c. 69, p. 445.

galère dans le port d'Ancône. Elle y fut conduite avec son fils, sa fille, ses deux neveux, les deux filles de Gentile de Mogliano et ses cinq demoiselles [1].

Le passage de la grande compagnie, qui à cette époque traversa la Romagne en venant de Lombardie, opéra une diversion en faveur de François des Ordélaffi [2]. Elle n'aurait pu cependant le préserver de sa ruine, si dans le même temps une intrigue à la cour d'Avignon n'avait fait rappeler le cardinal Albornoz. On lui donna pour successeur dans la légation de Romagne un abbé de Clugny, sans vigueur de caractère et sans talents. Ce nouveau légat éprouva bientôt que les vertus d'un moine ne suffisaient point pour remplacer les talents d'un général et d'un homme d'état. A la fin de la campagne de 1357, il fut obligé de lever le siége de Forli. Il le recommença, il est vrai, au mois d'avril 1358, mais avec tout aussi peu de succès [3]. Ordélaffi, qui connaissait par leur nom tous ses concitoyens et tous ses soldats, qui leur distribuait de sa main des récompenses et des marques d'honneur [4], trouvait dans leur affection des forces inattendues. Il soutint le siége de Forli pendant tout l'été; et lorsque sa situation commençait à devenir dangereuse, il fut délivré de nouveau par la grande compagnie, qui revenait de son expédition désastreuse dans les Apennins [5].

Cependant la grande compagnie ne pouvait pas subsister longtemps dans l'état de Forli, déjà ruiné par une longue guerre. L'Église l'avait excommuniée et avait publié une croisade contre elle. Le comte Lando, après s'être guéri de ses blessures à Bologne, où le seigneur Jean d'Oleggio lui avait donné beaucoup de preuves d'affection, était revenu prendre le

[1] *Cronica Riminese*. T. XV, p. 905. — *Matteo Villani*. L. VII, c. 77, p. 450. — *Annales Cæsenates*. T. XIV, p. 1185.—[2] *Matteo Villani*. L. VII, c. 75 et 80, p. 449, p. 452. — [3] *Ibid*. L. VIII, c. 49, p. 498. — [4] *Ibid*. c. 52, p. 499. — [5] *Ibid*. c. 83 et 84, p. 518. — *Cronica d'Orvieto*. T. XV, p. 688.

commandement de son armée. Il la conduisit sur les terres des différents vassaux de l'Église, qu'il livra successivement au pillage, depuis Faenza à Rimini, Pesaro, Fano et Montéfeltro [1]. Le légat ne s'était pas mis en état d'opposer de résistance; aussi la grande compagnie eut-elle plus à souffrir de la saison que du fer ennemi. L'hiver qui commençait fut un des plus âpres qu'on eût encore éprouvés en Italie; les neiges s'élevèrent à une hauteur inusitée; et lorsqu'on les rejeta des toits dans les rues, quelques villes s'en trouvèrent encombrées de manière à bloquer les habitants dans leurs maisons [2]. Le manque de fourrages, résultat de la longueur de l'hiver, fit périr la moitié des chevaux de la grande compagnie.

La cour d'Avignon s'était cependant aperçue de l'incapacité de son nouveau légat, et elle venait de rendre au cardinal Albornoz l'autorité qu'elle avait imprudemment suspendue. Albornoz arriva en Italie au mois de décembre 1358, et demanda des secours à la république florentine, non moins ennemie que lui de la grande compagnie. Déjà, lorsqu'il avait précédemment fait prêcher la croisade contre cette bande de brigands, il avait tiré plus de cent mille florins des citoyens de la république [3]. Ses prédicateurs recevaient de toutes mains, des femmes, des pauvres, des enfants; non seulement ils prenaient de l'argent pour la guerre sacrée, mais aussi des hardes, des meubles, des denrées, enfin tout ce qu'on leur apportait [4]. Albornoz, à son retour en Italie, obtint de Florence sept cents chevaux qu'il joignit à son armée. Il ne s'en servit pas pour combattre, mais pour donner plus de poids aux négociations qu'il avait entamées avec le comte Lando: car il traitait avec cet aventurier pour s'en délivrer à prix d'argent; et, sans y être

[1] *Matteo Villani.* L. IX, c. 4, p. 539. — *Cronaca Riminese,* p. 907. — [2] *Chronicon Mutinense Joh. de Bazano.* T. XV, p. 630. On vit les neiges, à Bologne, s'élever à 18 pieds de hauteur, et à Modène atteindre le bas des toits. — [3] *Matteo Villani.* L. IX, c. 7, p. 543. — [4] *Ibid.* L. VI, c. 14, p. 363.

autorisé par la république florentine, il signa avec lui, au mois de février 1359, un traité par lequel la grande compagnie s'engageait à n'attaquer de quatre ans ni l'Église ni les Florentins, moyennant quarante-cinq mille florins qui lui seraient payés par le légat, et quatre-vingt mille par la république [1].

Lorsque ce traité fut communiqué aux Florentins, il excita chez eux la plus violente indignation. Ils avaient, à plusieurs reprises, déclaré au cardinal qu'ils voulaient abolir le honteux tribut levé sur l'Italie par les soldats mercenaires. Les tyrans, alliés naturels des gens de guerre, favorisaient leur licence et leurs excès : c'était aux républicains à briser ce joug odieux, et les Florentins s'étaient dévoués pour le faire. Le légat n'avait pu croire sérieusement qu'il les engagerait dans un traité si contraire à leurs intentions; il avait donc profité de leurs offres et de leurs secours pour effrayer la compagnie et se racheter à meilleur marché. Depuis sa première entrée en Italie, il avait toujours eu dans son armée quatre ou cinq cents cavaliers et sept ou huit cents arbalétriers que la république lui avaient fournis pour faire la guerre aux tyrans de Romagne; et en retour il allait abandonner cette fidèle alliée aux ennemis qu'il avait irrités contre elle [2]. En effet, les Florentins déclarèrent qu'ils ne ratifieraient point le traité signé en leur nom; alors Albornoz conclut, le 21 mars, une paix séparée avec la compagnie, et il lui promit cinquante mille florins pour la faire sortir des terres de l'Église [3].

La république de Florence, demeurée seule en guerre avec la grande compagnie, donna le commandement de ses troupes à Pandolfe Malatesti, l'un des seigneurs de Rimini : elle avait alors à sa solde deux mille cavaliers, cinq cents Hongrois et deux mille cinq cents arbalétriers armés de cuirasses. Mais

[1] *Matteo Villani.* L. IX, c. 6, p. 541. — [2] *Ibid.* c. 7, p. 543. — [3] *Cronica anonima d'Orvieto.* T. XV, p. 685. — *Cronaca Riminese.* T. XV, p. 907.

bientôt elle reçut des secours des seigneurs de Lombardie qui, outragés et vendus tour à tour par la compagnie, désiraient tous se venger d'elle. Bernabos Visconti envoya mille gendarmes et mille fantassins aux Florentins; François de Carrare, seigneur de Padoue, leur envoya deux cents chevaux; le marquis d'Este, trois cents; et l'on vit avec étonnement les tyrans assister une république qui, par-dessus toutes les autres, s'était montrée ennemie de la tyrannie, tandis que les communautés libres, que les Florentins avaient constamment secourues, adoptèrent toutes, par faiblesse ou par envie, la conduite qui pouvait être le plus nuisible à leurs anciens alliés. Pérouse traita avec la compagnie pour cinq ans; elle lui promit un subside annuel de quatre mille florins, un libre passage sur ses terres, et des vivres pour de l'argent [1]. Sienne et Pise s'accordèrent bientôt avec les aventuriers à des conditions à peu près semblables.

Le comte Conrad de Lando ayant reçu du légat, au commencement de mai 1359, l'argent qui lui était promis, passa, avec sa compagnie, de la Romagne dans l'état de Pérouse. Il traversa Citta di Castello et Borgo San Sepolcro, qui dépendaient de cette république; et il ne put contraindre ses soldats à s'abstenir du pillage dans un pays qu'ils avaient promis de traiter en amis. Tous les gens de guerre licenciés par le légat et par diverses communes de Toscane s'étaient enrôlés dans la compagnie, en sorte qu'elle avait alors sous ses étendards cinq mille cavaliers, mille Hongrois, deux mille Masnadiers, et plus de douze mille valets, vivandiers et gens de mauvaise vie. Les Pérousins, en traitant avec elle, lui avaient ouvert les passages des Apennins, et pour arriver à Florence elle n'avait plus aucune fortification naturelle à surmonter. Le comte Lando supposa que la seigneurie, effrayée

[1] *Matteo Villani*. L. IX, c. 20, p. 252.

de sa situation, lui ferait des conditions avantageuses, et il offrit de traiter. Plusieurs gentilshommes qui se disaient amis de la république, plusieurs connétables de la compagnie qui avaient servi autrefois les Florentins, se présentèrent comme médiateurs ; mais la seigneurie refusa d'entrer en négociation. Des ambassadeurs du marquis de Monferrat arrivèrent enfin à Florence ; ils étaient chargés de prendre la compagnie à la solde de leur maître, et ils demandaient seulement que la république lui accordât un passage sur son territoire. Loin d'exiger pour elle quelque contribution, comme les plus puissants souverains en avaient payé jusqu'alors, ils offraient douze mille florins de dédommagement pour le dégât qu'elle pourrait faire. Les gentilshommes et les propriétaires de terre, qui craignaient pour leurs biens, insistaient pour qu'on acceptât ces conditions. Mais aucune nation ne posséda jamais au même degré que les Florentins le courage des résolutions, le courage civil, bien supérieur à la valeur militaire. Tous les citoyens s'accordèrent à placer l'honneur et la liberté de la république au-dessus des motifs personnels et de la crainte du danger ou de la ruine ; l'arrogance des compagnies d'aventuriers était un joug qu'ils ne voulaient pas supporter davantage : ils voulaient qu'elles éprouvassent enfin quelle résistance ils étaient capables d'opposer ; et ils déclarèrent que sous aucune condition ils ne permettraient à la compagnie d'entrer sur leur territoire [1].

Cependant toute l'Italie ressentait une même indignation contre cette association formée pour le brigandage, qui depuis treize ans pillait les provinces, trahissait les souverains et couvrait de honte la milice italienne. Ce sentiment fit accourir à l'aide des Florentins un grand nombre de braves qui recherchaient l'occasion de combattre les Allemands. Le comte

[1] *Matteo Villani.* L. IX, c. 26, p. 556.

de Nola, de la maison Orsini, amena à Florence trois cents gendarmes envoyés par le roi de Naples : bientôt il fut suivi par douze chevaliers napolitains, qui avaient formé à leurs frais une compagnie de cinquante hommes [1].

Après avoir séjourné quelque temps à Bettona et à Todi, la grande compagnie entra sur le territoire de Sienne, et le 25 juin elle s'avança jusqu'à Bonconvento et Bagno à Vignone. Le 29 juin, les Florentins mirent leur armée en campagne et lui donnèrent les drapeaux en grande cérémonie. Le capitaine général, Pandolfe Malatesti, ayant reçu l'étendard royal des mains du gonfalonnier de justice, le remit à Nicolas des Toloméi de Sienne, qui était alors au service de la république ; il confia l'enseigne des enfants perdus à un Allemand nommé Roland, qui servait depuis longtemps les Florentins, et il montra ainsi qu'en faisant la guerre aux aventuriers allemands, la république ne retirait point sa confiance à ceux qu'elle avait longtemps éprouvés. L'armée était forte de quatre mille cavaliers et d'autant de gens de pied, tous soldats choisis et commandés par de bons officiers. Pandolfe, muni de pleins-pouvoirs, partit sans qu'on lui donnât ni conseillers ni surveillants, et alla camper sur la Pésa, pour faire face aux ennemis [2].

La compagnie, qui tout en menaçant les Florentins se tenait toujours à une distance respectueuse de leur territoire, passa derrière Sienne, et entra par les Maremmes dans l'état de Pise. L'armée florentine changea pour lors de position et vint se placer à Montopoli. Ensuite la compagnie s'avança jusqu'à Pontadéra, sur l'extrême frontière pisane ; et l'armé florentine venant à sa rencontre, les deux camps se trouvèrent à deux milles de distance l'un de l'autre. Mais les Florentins, qui étaient en paix avec les Pisans, étaient déterminés à ne

[1] *Matteo Villani*, L. IX, c. 27, p. 557. — [2] *Ibid.* L. IX, c. 28, p. 558.

point violer leur territoire ; et le comte Lando, quoique le terrain ne présentât aucun avantage de part et d'autre, n'osa point attaquer l'armée de Pandolfe. Après être resté cinq jours en présence des ennemis qu'il avait si longtemps menacés, il transporta son camp, le 18 juillet, à San-Piéro in Campo, dans l'état de Lucques, tournant ainsi les frontières florentines sur lesquelles il ne mit pas le pied. Pandolfe, le lendemain, vint camper à la Piève à Niévole, dans la même plaine, mais sur le territoire de Florence. Le pays, entre les deux armées, était ouvert et propre à livrer bataille[1].

Le 12 juillet, on vit arriver au camp florentin des trompettes du comte Lando, qui portaient, sur des branches d'épines, un gant déchiré et ensanglanté. Un d'entre eux remit au général une lettre par laquelle le capitaine de la compagnie invitait celui qui aurait le courage de combattre, à relever sur la branche épineuse le gant teint de sang que les Allemands envoyaient aux Florentins. Pandolfe, en présence de toute l'armée, releva le gant en riant ; et il déclara qu'il était prêt à défendre, sur le champ de bataille, le nom, la justice et l'honneur de la république florentine. Il fit boire les trompettes et leur donna de l'argent, puis il les fit accompagner par ses fanfares jusqu'aux frontières. Tandis qu'on s'attendait à la bataille, Biordo et Farinata des Ubertini, qui étaient exilés comme rebelles, arrivèrent au camp florentin avec trente cavaliers, et demandèrent qu'on leur fît l'honneur de les recevoir parmi les défenseurs de la république. Ils furent accueillis avec reconnaissance, et Biordo étant mort peu après fut enterré pompeusement à Florence aux frais de l'état.

Le 26 juillet, Conrad Lando se mit enfin en mouvement comme pour attaquer l'armée florentine, et Pandolfe, en

[1] *Matteo Villani.* L. IX, c. 29, p. 552.

étant averti, s'avança de son côté pour le rencontrer. Mais lorsque Lando fut parvenu à un plateau entouré de torrents et de rives escarpées qu'on nommait *Campo alle mosche*, il s'y arrêta; et, au lieu d'attaquer ceux qu'il avait envoyé défier, il se fortifia par des fossés et des palissades.

Les Florentins s'approchèrent alors jusqu'à moins d'un mille des ennemis : toutefois ils voulaient les attirer dans la plaine, non les forcer dans leurs retranchements; en sorte qu'ils envoyèrent des troupes légères engager des escarmouches jusqu'au pied des palissades. D'autre part, la compagnie était déjà restée sur le territoire des Pisans vingt jours de plus qu'elle n'avait promis de faire, et elle commençait à manquer de vivres. Le comte Lando était averti que les Florentins envoyaient de l'infanterie dans les montagnes pour lui couper la retraite. Il se détermina donc subitement à brûler son camp, le 23 juillet avant le jour, et à se retirer précipitamment au *Colle alle donne*, sur le territoire de Lucques, abandonnant honteusement l'attaque commencée, et laissant aux Florentins toute la gloire de la campagne.

Ce fut après une épreuve plus sanglante de leur valeur, que les Suisses, près d'un siècle plus tard, repoussèrent une compagnie de même nature, et qu'à la bataille de Saint-Jacob, sur la Birs, ils enseignèrent aux Armagnacs à respecter les frontières d'un peuple libre[1]. Mais quoique les Florentins, dans cette occasion, fissent preuve de fermeté plutôt que de valeur militaire, le courage avec lequel ils firent face à la compagnie équivalut pour eux à une victoire. Il abattit pour jamais l'orgueil des mercenaires; il mit un terme à leurs forfanteries, et délivra la république du tribut honteux qu'elle avait été forcée de leur payer. Les autres états d'Italie apprirent aussi, dans cette occasion, que la sûreté se trouvait dans

[1] Le 26 août 1444. *Voyez* l'admirable récit de cette bataille, dans *Müller Geschichte der Schweiz IV*. Buch. I, cap IV, p. 78.

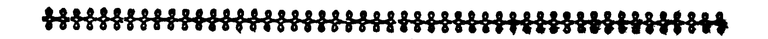
la résistance plutôt que dans la soumission, parce que des brigands qui ne combattent que pour le butin poursuivent ceux qui fuient, tandis qu'ils s'éloignent de ceux qui se mettent en défense[1]. La compagnie, découragée et couverte de honte, se dispersa en grande partie, après sa fuite du *Campo alle mosche*. Le reste, sous la conduite du comte Lando et d'Anichino de Baumgarten, passa au service du marquis de Monferrat[2].

Pandolfe Malatesti fut reçu en triomphe à Florence, lorsqu'il y vint déposer le bâton du commandement. Il retourna ensuite à Rimini, comblé des présents de la seigneurie. Les Florentins cependant ne regardèrent point la guerre comme entièrement terminée par la fuite de la compagnie. Lorsqu'ils surent qu'elle s'était engagée au service du marquis de Montferrat, et qu'elle entrait hostilement sur le territoire de Bernabos Visconti, ils envoyèrent à celui-ci mille cavaliers, sous leur enseigne, pour l'aider à se défendre contre cette bande de brigands, dont ils voulaient à tout prix purger l'Italie[3]. Ils ne purent pas, il est vrai, les combattre longtemps; car le comte Lando, avec son infidélité ordinaire, quitta le marquis de Montferrat, au service duquel il s'était engagé, et passa, au mois d'octobre, avec quinze cents gendarmes, dans le camp même de Bernabos Visconti, où servaient les Florentins[4]. Bientôt après, il débaucha le reste de la compagnie, qui, sous les ordres d'Anichino Baumgarten, était resté au service du marquis. Cette double désertion, en rendant prépondérante la puissance des Visconti, nécessita la soumission de Pavie, dont nous avons déjà rendu compte, et l'entrée en Italie des Anglais, comme auxiliaires du marquis de Monferrat, dont nous parlerons dans le chapitre suivant.

[1] *Matteo Villani*. L. IX, c. 31, p. 561. — [2] *Ibid*. L. IX, c. 42, p. 568.—*Chronicon Placentinum*. T. XVI, p. 504.—[3] *Matteo Villani*. L. IX, c. 45, p. 571.—[4] *Ibid*. L. IX, c. p. 578.

Après que la compagnie fut sortie de Romagne, François des Ordélaffi continua pendant deux mois encore à se défendre dans Forli contre le légat. Mais lorsqu'il perdit l'espérance de voir revenir la compagnie à son service, il fit pressentir Albornoz par le seigneur de Bologne; et, après avoir été assuré qu'il serait traité avec générosité, il se rendit, le 4 juillet 1359, sans faire aucune condition. Il se présenta en pénitent dans un parlement que le légat avait assemblé à Faenza : il reconnut tous ses torts envers l'Église romaine; il se soumit à les expier par les cérémonies qui lui furent prescrites, en visitant certaines églises de Faenza pendant un certain nombre de jours, et il continua ces actes de pénitence jusqu'au 17 juillet. Dans ce jour, le cardinal Albornoz lui rendit la communion à Imola, et abolit en même temps toutes les sentences prononcées contre lui par les tribunaux ecclésiastiques. Sa femme Marzia, ses enfants, et les prisonniers faits à Césène, furent relâchés, et les seigneuries de Forlimpopoli et de Castrocaro lui furent accordées pour dix années[1]. Ainsi se termina la guerre de Romagne; et cette province tout entière rentra sous l'obéissance de l'Église romaine[2].

[1] François des Ordélaffi, en voulant ensuite recouvrer la souveraineté, perdit aussi ces deux seigneuries. Il mourut à Venise, en 1374, dans une grande pauvreté, laissant quatre fils et un neveu. *Cronica Riminese*. T. XV, p. 908. — [2] *Matteo Villani*. L. IX, c. 36, p. 565. — *Cronica d'Orvieto*, p. 685.



CHAPITRE XII.

Bologne soumise à l'Église; guerre des Visconti avec le pape. — Conquêtes des républiques sur la noblesse immédiate. — Conjurations à Florence, à Pise et à Pérouse.

1359-1361.

Pendant tout le XIIIe siècle et les premières années du XIVe, la ville de Bologne avait été comptée parmi les plus puissantes républiques de l'Italie. Sa richesse, son commerce, sa nombreuse population, et l'état florissant de son université, la faisaient respecter de ses voisins et redouter de ses ennemis. Mais lorsqu'en 1337 Bologne fut soumise à la maison de Pépoli, elle tomba dans un état de langueur, de faiblesse et de misère, qui s'augmenta avec chaque révolution nouvelle. La domination des Visconti avait été plus oppressive que celle des Pépoli, et la tyrannie de Jean d'Oleggio fut plus pesante que celle des Visconti. Oleggio passait cependant pour un des plus grands politiques de son siècle. On le regardait comme l'homme qui réunissait le mieux toutes les qualités propres à faire prospérer un tyran. Il s'était proposé de se faire redouter des citoyens et chérir des soldats; il avait sacrifié les premiers aux derniers, et les faibles aux puissants. Sa vigilance n'avait jamais été trompée, quoiqu'il eût à se défendre

contre les Visconti, les plus perfides seigneurs d'Italie. Ceux-ci, prodiguant l'or pour acheter des traîtres, faisaient naître chaque jour de nouvelles conspirations contre lui; mais Oleggio avait découvert tous leurs complots; et, tandis qu'il avait puni les Bolonais, ses sujets, par les supplices les plus effrayants, il avait quelquefois pardonné aux soldats engagés dans les mêmes intrigues, avec une générosité chevaleresque. C'est ainsi qu'il s'était montré miséricordieux envers un fils de Castruccio qui l'avait trahi; et cette clémence affectée lui avait gagné l'affection des gens de guerre. Quant au peuple, le tyran redoutait peu sa haine; il le tenait désarmé, et il se consolait de ses malédictions, en le voyant empressé à lui obéir.

Oleggio avait dirigé avec non moins d'habileté sa politique extérieure. Lorsque le soin de sa défense, d'accord avec son ambition, lui avait fait usurper la seigneurie de Bologne, il s'était engagé dans la ligue formée par les princes lombards contre les Visconti dont il venait de secouer le joug : il avait pris une part active à la guerre; et, par son zèle pour les intérêts communs, il avait mérité l'estime des seigneurs ligués avec lui. La paix avait été conclue, en 1358, entre cette ligue et les seigneurs de Milan; Oleggio avait alors été reconnu par ces derniers comme souverain indépendant : aussitôt il avait cherché à se rapprocher d'une famille à laquelle il appartenait. Non seulement il avait fidèlement observé ses traités avec les Visconti; il venait de leur envoyer une troupe auxiliaire de six cents gendarmes, que les seigneurs de Milan employaient contre le marquis de Montferrat. Oleggio avait secondé le légat Égidio Albornoz dans son expédition en Romagne; il lui avait fourni des soldats, et il s'était ensuite fait médiateur de son traité avec les seigneurs de Faenza et de Forli. Enfin il avait rendu les plus importants services au comte Lando qui, comme chef de la grande compagnie, n'é-

tait pas le moins puissant de ses alliés. Il avait tiré ce capitaine des mains des montagnards, après sa déroute de Scalella; il l'avait fait guérir de ses blessures, et l'avait aidé à rassembler de nouveau sa troupe. Oleggio était sous la garantie de la paix ou de l'alliance avec tous ses voisins; mais aucune foi promise, aucune reconnaissance ne lie les tyrans, et lorsque le seigneur de Bologne fut inopinément attaqué, aucun de ceux qu'il avait obligés ne vint à son secours.

Les Visconti avaient réussi, au mois d'octobre 1359, à débaucher le comte Lando, et ensuite Anichino Baumgarten, qui, avec toute la compagnie d'aventuriers, abandonnèrent le service du marquis de Montferrat pour s'engager sous les drapeaux des seigneurs de Milan. L'armée presque entière de leur ennemi avait passé sous leurs étendards. Outre leurs propres troupes, ils commandaient à deux corps de mille et de six cents hommes d'armes, que les Florentins et le seigneur de Bologne avaient envoyés à leur aide. Ils n'avaient plus rien à craindre d'aucun de leurs ennemis; le moment leur parut favorable pour écraser un allié par un acte de perfidie. Ils engagèrent les six cents cavaliers qu'Oleggio leur avait envoyés à abandonner leur maître pour se lier à eux par un serment de fidélité. Cette désertion, qui affaiblissait le seigneur de Bologne en même temps qu'elle les fortifiait, fut achetée à prix d'argent. Aussitôt qu'ils l'eurent obtenue, ils déclarèrent la guerre à Jean d'Oleggio; et ils firent entrer, au mois de décembre, sur son territoire, François d'Este, parent rebelle du marquis de Ferrare [1]. L'armée que commandait ce général était composée de trois mille gendarmes, quinze cents Hongrois, quatre mille fantassins et mille arbalétriers. Oleggio demanda vainement des secours à tous ses alliés : le légat seul lui envoya quatre cents gendarmes,

[1] *Matteo Villani.* L. IX, c. 56, p. 579.

moins par intérêt pour lui que pour avoir occasion de poursuivre les projets qu'il formait déjà sur Bologne. Cette troupe étant insuffisante pour tenir la campagne, Oleggio se fortifia dans sa capitale, et se prépara pour y soutenir un siége [1]. En même temps il retira de chaque château les hommes dont il croyait devoir se défier, et il demanda des otages aux habitants, pour s'assurer qu'ils feraient une défense vigoureuse.

François d'Este entreprit en effet le siége de quelques-unes des forteresses du Bolonais. 1360. — Crévalcuore se rendit à lui le 20 décembre; et à la fin de février 1360, Castiglione se rendit aussi. Oleggio voyait clairement que tous ses châteaux lui seraient enlevés l'un après l'autre, s'il n'obtenait point de secours étrangers. Il s'efforçait vainement d'intéresser les Florentins à sa défense; ceux-ci, quoiqu'ils redoutassent d'avoir les Visconti pour voisins, voulaient observer scrupuleusement le traité de paix qui subsistait entre eux. Le légat seul secourait le seigneur de Bologne, assez pour l'empêcher de succomber, non pour le délivrer; et en même temps il le pressait de céder à l'Église une seigneurie qu'Oleggio ne pouvait plus espérer de défendre [2].

Pour terminer les conquêtes dont le cardinal Albornoz avait formé le plan, Bologne seule manquait aux états de l'Église. Tant que le seigneur de cette ville n'avait pas d'autre possession, le légat pouvait se flatter que le moment viendrait où il la ramènerait à l'obéissance du Saint-Siége; mais il devait renoncer à cette espérance si les Visconti se rendaient maîtres de la ville. Le légat voulait profiter du danger où se trouvait Oleggio pour déterminer ce seigneur à lui vendre sa souveraineté; mais en même temps il avait besoin de l'assentiment du pape et de la cour d'Avignon, pour tenter une en-

[1] *Matteo Villani.* L. IX, c. 57, p. 580. — [2] *Ibid*, L. IX, c. 65, p. 586. — *Cronica d'Orvieto.* T. XV, p. 686.

treprise qui pouvait être hasardeuse. Albornoz écrivit donc à Innocent VI pour l'engager à faire valoir les droits de l'Église sur une ville comprise, comme celles de Romagne, dans les donations des empereurs. Cette double négociation avec Oleggio et avec le pape ne put demeurer secrète; et Bernabos Visconti, qui en fut averti, s'efforça de la faire échouer. Il entreprit de se concilier, par de riches présents, les suffrages des cardinaux; en sorte que ceux-ci, partagés entre leur ambition et leur avarice, donnaient et révoquaient tour à tour le consentement que leur demandait Albornoz. Mais le légat, qui était d'un caractère entreprenant et intrépide, se regarda comme suffisamment autorisé par cette irrésolution même [1]. Il se hâta d'autant plus qu'Oleggio traitait en même temps avec Bernabos; et, au milieu de mars, il conclut avec le premier un traité en vertu duquel Bologne devait être rendue à l'Église, et Oleggio devait recevoir d'elle en compensation la ville de Fermo et son territoire, avec le titre de marquis.

Lorsque ce traité fut publié à Bologne, il y causa une vive joie. Les citoyens se flattaient de recouvrer, au moins en partie, leur antique liberté sous le gouvernement de l'Église. Ils ne désiraient pas seulement de secouer le joug d'Oleggio, ils languissaient dans l'attente de se venger sur lui de ses cruautés précédentes; et comme ses gens de guerre avaient tous passé à la solde du légat, ils avaient déjà forcé Oleggio à se réfugier dans la forteresse, et ils cherchaient l'occasion de se saisir de sa personne. Mais le tyran rusé trouva moyen de s'échapper le 31 mars, au milieu de la nuit [2]; et après avoir gouverné Bologne pendant cinq ans avec une cruauté excessive, après avoir fait couler sur l'échafaud le sang de cinquante citoyens les plus respectés et d'une foule d'hommes obscurs, après avoir enfin dépouillé la ville de toutes ses richesses, il échan-

[1] *Matteo Villani.* L. IX, c. 73, p. 590. — *Raynald. Ann. ecclesiast.* T. XVI, p. 407, a. 1360, § 6. — [2] *Matteo Villani.* L. IX, c. 75, p. 592.

gea une domination qu'il était sur le point de perdre, contre une seigneurie nouvelle, où il n'avait à redouter aucun ennemi : il y transporta tous ses trésors, et il laissa au légat et aux Bolonais le soin de continuer seuls une guerre qui avait été commencée à son occasion [1]. Oleggio mourut à Fermo le 8 octobre 1366, et ce fut alors seulement que cette ville retourna sous la domination de l'Église [2].

Le légat confia le gouvernement de Bologne à son neveu Vélasco Fernandez [3], et à Nicolas Farnèse, capitaine des gens de guerre de l'Église. En même temps il eut soin de diminuer les contributions établies par Oleggio [4], et de rétablir dans Bologne un gouvernement municipal, semblable à celui qu'avait eu la république. Les exilés furent rappelés, et entre autres les Pépoli, Bentivogli et Vizzani, qui quittèrent le camp de Bernabos Visconti pour rentrer dans leur patrie. Le légat fit ensuite avertir le seigneur de Milan que Bologne était retournée au pouvoir de l'Église, sa légitime souveraine, et il le somma en conséquence de retirer son armée du domaine pontifical avec lequel le seigneur de Milan était en paix. Mais Bernabos, loin de rappeler son général, lui envoya de nouveaux renforts : les troupes de Visconti étendirent leurs dévastations sur tout le territoire bolonais [5] ; elles portèrent leurs ravages jusque près de Faenza, tentèrent une surprise sur Forli ; elles occupèrent Budrio et assiégèrent Cento, tandis qu'une guerre dans les Apennins, entre deux branches de la famille des Ubaldini, fermait la route de Toscane aux Bolonais et au légat, et les empêchait de communiquer avec le seul pays d'où ils pussent attendre des secours et des vivres [6].

En même temps que Bernabos Visconti poussait la guerre avec activité sur le territoire de Bologne, il agitait la cour

[1] *Matteo Villani*. L. IX, c. 76, p. 593. — [2] *Libro del Polistore*, c. 44, p. 846.— [3] *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 452.— [4] *Cherubino Ghirardacci Stor. di Bologna*. L. XXIII, p. 244. — [5] *Matteo Villani*, L. IX, c. 77, p. 594. — [6] *Ibid*. c. 79, 80, 81, p. 595.

d'Avignon par ses intrigues, et il faisait valoir ses prétentions par-devent un tribunal ecclésiastique. Le pape avait inféodé, pour douze ans, Bologne à l'archevêque Visconti. C'était sur ce fondement que Bernabos réclamait la possession d'un fief accordé à sa famille. Mais on lui opposait qu'il n'avait jamais payé le tribut stipulé dans cette inféodation; qu'il avait reconnu, deux ans auparavant, les droits d'Oleggio, et que celui-ci avait cédé tous les siens à l'Église. Bernabos fut enfin condamné avec beaucoup de peine par des cardinaux dont plusieurs lui étaient vendus. La cour d'Avignon, il est vrai, après avoir prononcé cette sentence, ne se disposa point à la faire exécuter. Au lieu de tirer de son trésor quelques subsides pour les envoyer au cardinal, elle sollicita l'empereur, les princes d'Allemagne, le roi de Hongrie, les seigneurs de Lombardie, les communes de Toscane, de s'armer en sa faveur. Ses propres revenus étaient dissipés par les courtisans. Le légat n'avait pu obtenir de la chambre apostolique, pour les frais de la guerre, qu'une somme de cent vingt mille florins, qui fut payée en trois termes à des époques éloignées. Au moment où ce subside lui arrivait, il était déjà dépensé [1].

Le général des chartreux fut l'ambassadeur que le pape envoya aux Florentins pour les déterminer à prendre sa défense. Ce religieux chercha vainement à persuader à la seigneurie qu'aucun traité n'était obligatoire envers un tyran, un usurpateur, ou un ennemi de l'Église; il essaya vainement d'alarmer les Florentins sur l'agrandissement de Bernabos et les dangers dont il menaçait la Toscane. La république était déterminée à observer religieusement ses engagements, et sa politique s'accordait avec sa bonne foi; car il était facile de prévoir que l'Église abandonnerait bientôt quiconque pren-

[1] *Matteo Villani*, L. IX, c. 90, 91, p. 605.

drait sa défense, et laisserait seul pour soutenir le fardeau celui qui aurait consenti à le partager [1].

Pendant l'été de 1360, les châteaux du Bolonais tombèrent presque tous au pouvoir des Visconti ; les habitants de la ville commençaient eux-mêmes à éprouver les plus dures privations. Deux des seigneurs de Rimini, Galéotto Malatesti et Malatesta Unghéro, s'étaient chargés de la défense de Bologne et commandaient les sorties des citoyens. Ceux-ci, pour maintenir la liberté qu'on leur avait rendue, se soumettaient à la discipline militaire et rapprenaient avec joie à manier les armes. Mais ce n'était que l'épée à la main qu'ils pouvaient partager avec leurs ennemis leurs propres récoltes et faire entrer quelques munitions dans leur ville [2].

Tout à coup le général de Bernabos leva son camp le 15 septembre, et quitta en grand désordre le territoire cédé à l'Église [3]. Il fuyait devant une armée barbare à qui la délivrance de Bologne avait été prêchée comme l'objet d'une croisade. Albornoz avait promis aux Hongrois les plus amples indulgences pour les attirer en Italie ; il en avait ainsi déterminé sept mille à passer en Romagne avec sept cents gendarmes envoyés par le duc d'Autriche. Mais ces nouveaux croisés, sortis de la classe la plus ignorante d'une nation à peine civilisée, étaient des hommes sans foi et sans pitié, avides uniquement de pillage, et qui, dès qu'ils arrivaient dans le pays où ils se rendaient en pèlerinage, oubliaient leurs projets de sanctification, et se conduisaient en voleurs de grand chemin plutôt qu'en soldats [4].

Les Hongrois, arrivés dans le Bolonais après que l'armée des Visconti en était déjà sortie, achevèrent le ravage que les ennemis avaient commencé. Ils pillaient les récoltes, ils brû-

[1] *Matteo Villani.* L. IX, c. 100, p. 615. — [2] *Cronica di Bologna,* p. 455. — [3] *Ibid.* p. 456. — [4] *Cherubino Ghirardacci Storia di Bologna.* L. XXIII, p. 246. — *Chronicon Placentinum.* T. XVI, p. 505. — *Joh. de Thwrocz Chron. Hungar.* P. III, c. 31, p. 189.

laient les maisons, et ils massacraient souvent les paysans jusque sous les portes de la ville. A l'occasion de tant de cruautés, le légat feignit de se brouiller avec le comte Simone de la Morta, chef de cette armée barbare. Bernabos Visconti, sur la nouvelle des divisions qui régnaient parmi ses ennemis, licencia une partie de ses troupes pour diminuer pendant l'hiver les dépenses de son état militaire. Le légat s'y était attendu ; il parut aussitôt réconcilié avec les Hongrois : il recueillit tous les soldats licenciés par Visconti, et il poussa tout à coup, au milieu de novembre, son armée sur le territoire de Parme. Galéotto Malatesti, qui la commandait, n'y rencontra aucune résistance, et il fit sur les terres ennemies un immense butin [1].

Mais ce léger succès ne suffisait pas pour rétablir les affaires du légat ; la cour d'Avignon ne lui faisait point passer les subsides qu'elle lui avait promis, et le manque d'argent le forçait à licencier ses troupes, après une courte campagne : Bernabos, au contraire, était assez riche pour employer jusqu'à six cent mille florins à l'entreprise de Bologne ; et, avec de l'argent, il rétablissait une armée mercenaire au moment où il venait d'être battu. Albornoz, abandonné de sa cour, dont les revenus étaient dissipés pour satisfaire la débauche ou nourrir l'intrigue, recourut de nouveau à l'assistance des étrangers. 1361. — Au printemps de 1361, il fit un second voyage en Hongrie. Le roi Louis, par considération pour lui, donna des lettres patentes qui interdisaient à tous les Hongrois servant en Italie de porter les armes contre l'Église [2]. En effet, depuis la première expédition du roi Louis, les Italiens avaient appris à connaître les avantages de la cavalerie légère. Ils n'en avaient point encore formé une nationale ; mais aucune armée n'était réputée complète, si un corps

[1] *Matteo Villani.* L. X, c. 10 et 15, p. 630. — [2] *Ibid.* L. X, c. 45 et 48, p. 652. — *Raynaldi Annales ecclesiast.* 1361. § 1, p. 411.

hongrois, tel à peu près que les hussards, sortis également quatre siècles plus tard de la Hongrie, n'était joint aux gendarmes pour les couvrir et les éclairer. Albornoz ne recueillit aucun autre fruit de son voyage. Ses députés n'eurent pas plus de succès à Florence : la république persista dans la résolution de maintenir ses traités avec Bernabos; seulement, elle accorda aux Bolonais quelques facilités pour tirer leurs approvisionnements de Toscane [1].

Une nouvelle armée des Visconti, commandée par Jean de Bileggio, chevalier milanais, ravagea, pendant le commencement de l'été, le Bolonais et la plus grande partie de la Romagne. Elle détermina à la révolte François des Ordélaffi, auquel Bernabos promit de rendre la seigneurie de Forli [2]. Mais lorsque les affaires du légat semblaient presque désespérées, Bologne fut sauvée, et l'armée des Visconti fut mise en déroute par une intrigue du vieux Malatesta de Rimini, qui, comme tyran et comme Romagnol, devait être réputé maître en perfidie; car, à cette époque, la mauvaise foi des habitants de la Romagne avait passé en proverbe dans toute l'Italie [3].

Le vieux seigneur de Rimini envoya un homme affidé au général milanais pour lui proposer une alliance secrète. Ce négociateur devait dire à Bileggio que Malatesti n'avait point oublié la guerre que le légat lui avait faite à son entrée en Italie, ni la conquête d'Ancône et de Sinigaglia. Il prévoyait aussi que l'Église lui enlèverait le reste de ses villes, lorsque la guerre de Bologne serait terminée. Il attendait le moment favorable pour secouer le joug; mais le fort château d'Arcangélo, qui commandait Rimini, et qui était occupé par les troupes de l'Église, rendait sa révolte dangereuse. Cependant il avait, disait-il, gagné des intelligences dans Arcangélo, et

[1] *Matteo Villani.* L. IX, c. 57, p. 657. — [2] *Cherubino Ghirardacci Stor. di Bolog.* L. XXIII, p. 243. — [3] *Matteo Villani.* L. X, c. 42, p. 651.

si quinze cents gendarmes gibelins s'avançaient vers Rimini pour le protéger, il n'hésiterait plus à lever l'étendard. Son frère et son fils, qui commandaient à Bologne les troupes de l'Église, les en retireraient sous prétexte de secourir leur pays. Les assiégeants devaient saisir ce moment pour couper aux Bolonais toute communication avec la Toscane, en élevant une redoute sur la route de Pianoro. Bologne, privée en même temps de sa garnison débauchée par les Malatesti, et de ses vivres, qui ne pourraient plus arriver de Toscane, tomberait alors nécessairement au pouvoir des Visconti.

Les motifs de Malatesti étaient si plausibles, le plan qu'il présentait paraissait si bien combiné, que Jean de Bileggio lui donna une entière croyance. Il détacha quinze cents chevaux pour s'approcher de Rimini sous la conduite de François des Ordélaffi, le même qui avait été seigneur de Forli; et, avec l'autre moitié de son armée, il s'avança sur la route de Pianoro jusqu'au pont de San-Ruffolo. Là, il jeta, dans le lit même de la Savenne, les fondements d'une redoute qui, s'il avait pu la terminer, aurait fermé entièrement la route de Toscane.

Galéotto Malatesti, frère du vieux seigneur de Rimini, sortit de Bologne avec cinq cents gendarmes et trois cents Hongrois, comme s'il voulait poursuivre Ordélaffi; mais lorsqu'il fut arrivé à Faenza, il appela à lui les cuirassiers qui y étaient en garnison, et tourna bride tout à coup : il traversa de nouveau en diligence le territoire d'Imola, et il rentra dans Bologne le 19 juillet au soir, ramenant avec lui plusieurs corps de troupes qu'il avait rassemblés sur sa route. Son neveu, Malatesta Unghéro, qui commandait dans la ville, donna à entendre aux citoyens que les soldats qui rentraient étaient une garde avancée qu'il rappelait dans les murs. Cependant il fit fermer soigneusement les barrières, pour qu'aucun espion ne pût porter à ses ennemis la nouvelle du renfort qu'il avait reçu.

Le lendemain, dimanche 20 juillet, les Bolonais furent appelés aux armes par le son de la grosse cloche. Ils sortirent de la ville au nombre de quatre mille, sous la conduite de leur podestat et des deux Malatesti; ils occupèrent en silence les deux rives de la Savenne, avant que l'armée des Visconti eût aucun soupçon de leur approche. Tout à coup ils se montrèrent de tous les côtés avec les gendarmes et les Hongrois que Jean de Bileggio croyait au fond de la Romagne; l'avantage du terrain était pour eux, et ils attaquèrent avec fureur les Milanais resserrés dans le lit de la rivière. Ceux-ci se défendirent cependant avec bravoure; mais près de cinq cents d'entre eux furent tués sur la place même où la redoute était tracée; plus de cinq cents autres périrent comme ils cherchaient à forcer un passage : treize cents gendarmes furent faits prisonniers, et dans ce nombre se trouvèrent le général Jean de Bileggio et plusieurs seigneurs des Ubaldini; enfin presque aucun soldat de cette armée ne put échapper, à la réserve de trois cents cuirassiers qui avaient été détachés pour escorter un convoi de vivres, et qui prirent la fuite à temps, avant d'être enveloppés. Le projet de Malatesti avait été de surprendre en même temps l'autre moitié de l'armée gibeline, que François des Ordélaffi avait conduite en Romagne : mais celui-ci, averti de la déroute de ses alliés, se réfugia en toute hâte à Lugo, où il se mit en sûreté. Lorsque la nouvelle de cette défaite fut portée à Bernabos Visconti, il s'habilla de noir en signe de son affliction; ses courtisans redoutaient tellement la rage qu'il en avait conçue, qu'aucun d'eux, pendant plusieurs jours, n'osa s'approcher de lui [1].

Les deux frères Visconti, dans leur colère contre l'Église, cherchèrent à se venger d'elle par des contributions extraor-

[1] *Matteo Villani*. L. X, c. 60, p. 658. — *Bernardino Corio Storie Milanesi*. P. III, fol. 235. — *Cherubino Ghirardacci Storia di Bolog*. L. XXIII, p. 243. Ce dernier raconte cependant cette bataille avec des circonstances différentes.

dinaires qu'ils levèrent sur le clergé de leurs états. Au reste, ils avaient besoin d'employer toutes leurs ressources pour rassembler de l'argent; car leurs dépenses surpassaient toujours leurs immenses revenus. Ils entretenaient sans cesse la guerre dans quelque partie de l'Italie : ils achetaient à grand prix les trahisons des généraux ou des ministres de leurs ennemis; et en même temps, comme ils attachaient leur vanité à s'allier aux maisons royales d'Europe, ils payaient ces alliances au poids de l'or. Galéaz Visconti, le plus vain des deux frères, avait profité de l'état de misère où une longue guerre avait réduit Jean, roi de France, pour acheter de lui sa fille Isabelle de Valois, par un présent de six cent mille florins. Il l'avait donnée pour femme, au mois d'octobre 1360, à son fils Jean Galéaz, alors âgé seulement de onze ans [1]. Les seigneurs de Milan, malgré toute leur puissance, n'avaient encore aucun titre légitime sur les états qui leur étaient soumis. Ils étaient désignés le plus souvent en Italie par le nom de tyrans : en France, quoique nobles d'origine, ils étaient méprisés comme des parvenus; et le roi de France, pour que sa fille eût du moins un titre, investit son gendre du petit comté de Vertus, à six lieues de Châlons, en Champagne. C'est en effet par le titre de comte de Vertus que Jean Galéaz, premier duc de Milan, fut désigné pendant trente-quatre ans.

Ce mariage, qui fit rougir les Français pour leur famille royale, et qui ne causa guère moins de mortifications aux Visconti, par le prix même qu'ils furent obligés d'y mettre, fut célébré avec une pompe qui épuisa les finances de l'état. Toute la noblesse d'Italie fut invitée aux fêtes données à cette occasion, ainsi que tous les ambassadeurs de tous les princes et de toutes les villes. On compta dans les festins jusqu'à six cents dames et mille chevaliers de la première distinction : de

[1] *Bernard. Corio Storie Milanesi.* P. III, p. 234.

riches présents furent offerts à tous les conviés ; et la cour de Milan s'efforça d'entourer la nouvelle épouse d'un luxe et d'une pompe qui pussent lui faire oublier les honneurs royaux qu'elle avait perdus [1].

La France, qui vendait ainsi le sang de ses princes, était alors dans l'état le plus déplorable où cette monarchie se fût jamais trouvée. 1360. — D'une extrémité jusqu'à l'autre, le royaume avait été ruiné par les incursions des Anglais ; par les impôts excessifs établis pour défendre l'état ou payer la rançon du roi ; par les trahisons du mauvais roi de Navarre, et les guerres civiles qu'il avait excitées ; par la révolte des paysans, connue sous le nom de Jacquerie : enfin, pour achever de l'accabler, il était, à cette époque, livré au pillage des grandes compagnies, et ravagé par la peste. Les premières s'étaient formées des soldats de France et d'Angleterre, au moment où la paix de Bretigny avait fait licencier les deux armées. Plusieurs de ces compagnies passèrent en Provence, parce que cette partie du royaume, plus éloignée du théâtre de la guerre, en avait moins souffert, et que les vassaux de Jeanne de Naples, ainsi que ceux du pape, étaient encore en état de payer de riches contributions. Une compagnie s'empara du pont Saint-Esprit, à huit lieues au-dessus d'Avignon [2] ; une autre, nommée la compagnie blanche ou anglaise, s'avança jusqu'à dix lieues de la même ville, sous prétexte de chasser la première, mais dans le fait pour tirer de l'argent des prélats ; une troisième, formée des soldats qui avaient servi dans la guerre entre les comtes de Foix et d'Armagnac, arriva des frontières d'Espagne [3]. Tous les habitants d'Avignon furent forcés de monter la garde, et toute la ville fut dans l'effroi. Le pape paya cent mille florins à la seconde de

[1] *Matteo Villani.* L. IX, c. 103, p. 617. — *Petri Azarii Chronicon.* T. XVI, p. 405. — *Chronicon Placentinum*, p. 505. — [2] *Matteo Villani.* L. X, c. 27, p. 642. — *Raynald. Annal. eccles.* 1361, § 5, p. 413. — [3] *Matteo Villani.* L. X, c. 34, p. 647.

ces compagnies, qui était forte de six mille chevaux, pour la déterminer à passer en Piémont, au service du marquis de Monferrat; mais lorsque celle-ci s'éloigna, au mois de mai 1361, il resta dans le voisinage d'Avignon deux autres troupes non moins formidables, l'une sur la rive droite, l'autre sur la rive gauche du Rhône, et les Provençaux ne ressentirent presque aucun soulagement [1].

La compagnie anglaise se flattait de fuir devant la peste, en passant en Italie; mais elle l'apporta avec elle. Ce terrible fléau se manifesta en Flandre, en 1360, avec les mêmes symptômes qui l'avaient annoncé en 1348. De là il s'étendit sur l'évêché de Liége, la Basse-Allemagne, la Pologne et la Hongrie [2]. 1361. — Au commencement de l'été de 1361, la peste se déclara aussi à Londres, où l'on vit mourir jusqu'à douze cents personnes dans un jour; elle se répandit en même temps dans toute la France. A Avignon, il mourut neuf cardinaux, soixante et dix prélats, et un nombre infini d'habitants. La compagnie anglaise introduisit la peste en Lombardie; Milan, Pavie, Como et Venise en souffrirent le plus : la Romagne et la Marche furent frappées à leur tour; et même les Alpes, et les châteaux des Ubaldini, dans les Apennins, n'échappèrent pas à la contagion [3].

Les Frères Visconti n'opposèrent point d'armée à la compagnie anglaise que le marquis de Monferrat envoyait contre eux; ils se contentèrent de pourvoir à la garde des villes fortifiées, et ils ne songèrent ensuite qu'à se préserver eux-mêmes de la contagion. Galéaz s'enferma dans le château de Monica, et Bernabos dans celui de Marignano. Ce prince, ne voulant admettre personne auprès de lui, donna ordre au marguillier qui était de garde au haut du clocher, de sonner autant de coups de cloche qu'il verrait d'hommes approcher

[1] *Matteo Villani.* L. X, c. 43, p. 651. — [2] *Ibid.* L. IX, c. 107, p. 622. — [3] *Ibid.* L. V, c. 46, p. 653. — *Chonicon Placentinum.* L. XVI, p. 506.

du château. Un jour, Bernabos, sans avoir été averti par le son de la cloche, vit arriver quelques gentilshommes milanais qui venaient lui faire leur cour. Aussitôt il donna ordre de punir le marguillier de sa négligence, en le précipitant du haut du clocher : mais ceux qui montaient pour le tuer le trouvèrent mort de la peste au pied de sa cloche. L'effroi de Bernabos fut extrême lorsqu'il en fut averti; il s'enfuit aussitôt dans une maison de chasse, au milieu de ses forêts les plus sauvages. A deux milles à la ronde il fit planter des piliers et des potences; et il menaça, par des écriteaux placés tout autour, de faire pendre sans rémission quiconque serait assez hardi pour franchir cette enceinte[1]. Il demeura dans cette solitude, sans conserver aucune communication avec le reste du monde, jusqu'à ce que la peste fût passée, et sa réclusion absolue accrédita bientôt le bruit de sa mort, qu'il ne chercha point à détruire.

La peste qui désolait le reste de l'Italie ne pénétra en Toscane qu'une année plus tard, et les républiques de cette contrée prospéraient, tandis que la guerre des Visconti avec l'Église et le marquis de Monferrat désolait les provinces limitrophes. Pendant ce même temps les républiques toscanes agrandirent leur territoire, en achetant les fiefs des gentilshommes du voisinage, ou quelquefois en les forçant à la soumission.

Les Florentins furent ceux qui, par les armes ou à prix d'argent, firent sur la noblesse feudataire les conquêtes les plus considérables. 1359. — Au mois d'août 1359, ils mirent le siége devant Bibbiéna, riche bourgade que Pierre Saccone avait enlevée autrefois à l'évêque et à la ville d'Arezzo, et que les Tarlati, ses fils, possédaient alors[2]. Les Florentins, qui connaissaient l'importance de Bibbiéna pour la défense du

[1] *Matteo Villani.* L. X, c. 64, p. 663. — [2] *Ibid.* L. IX, c. 47, p. 572.

val d'Arno supérieur, ne se laissèrent point rebuter par la longue résistance des assiégés. 1360. — Ils achetèrent les droits de l'évêque et de la ville d'Arezzo sur ce château [1]; et, le 6 janvier 1360, ils s'en rendirent maîtres par capitulation. Trois des Tarlati, et une quarantaine de leurs soldats, y furent faits prisonniers [2].

Marc, fils de Galéotto, seigneur de Saint-Nicolas et de Soci, prit cette occasion pour offrir sans condition ces deux châteaux à la république. C'était le plus sûr moyen pour les vendre à un prix élevé; ils lui furent payés généreusement [3]. Vers le même temps les Arétins enlevèrent aux Tarlati la Piéve à San-Stéfano, Montecchio et Chiusi [4] : le château de la Serra se donna volontairement aux Florentins; et tandis que Pierre Saccone, pendant sa vie, avait dominé sur la moitié des Apennins, et s'était rendu redoutable à tout le parti guelfe, sa famille, quatre ans après sa mort, se trouva réduite au dernier abaissement [5].

Auprès des fiefs des Tarlati, et sur la route de Florence à Piétra Mala, le comte Tano de la famille Alberti possédait les deux châteaux de Monte Carelli et Monte Vivagni, dont il avait fait un asile de brigands. Tano s'était allié à l'archevêque Visconti lorsque celui-ci avait fait la guerre aux Florentins, et dès lors il était demeuré dévoué aux seigneurs de Milan, malgré l'avertissement que son bouffon lui donna un jour. Celui-ci s'étant jeté dans un fossé qui séparait les terres du comte de celles de la république, se prit à crier aux armes de toutes ses forces. Les paysans florentins, que les fréquentes vexations du comte avaient accoutumés à courir aux armes au moindre signal, se rassemblèrent au nombre de plus de

[1] *Matteo Villani.* L. IX, c. 49, p. 573. — [2] *Ibid.* c. 61 et 62, p. 583. — [3] *Ibid.* c. 48, p. 573. — [4] *Ibid.* c. 66, p. 587. — [5] *Ibid.* c. 70, p. 589. Villani, comme tous les Italiens, désigne par le nom d'Alpes les hautes cimes des Apennins qui appartenaient à ces feudataires immédiats de l'Empire.

cinq cents. Le comte accourut de son côté et réprimanda son bouffon d'avoir jeté l'alarme dans tout le pays. « Regarde, « comte, lui répondit le bouffon, comment à mes cris seu-« lement cinq cents hommes du territoire florentin se sont as-« semblés, sans qu'il soit venu à mon aide un seul serviteur « des seigneurs de Milan : ne vois-tu pas, en bonne foi, que « tu sonnerais du cor de Roland toute une année sans pou-« voir faire venir de Milan cinq hommes pour te secou-« rir[1] ? » La prédiction du bouffon fut vérifiée : la république florentine, lasse de souffrir les brigandages du comte Tano dans le Mugello, après avoir demandé et obtenu l'agrément des Visconti, fit assiéger les deux châteaux de Monte Carelli et Monte Vivagni ; ils furent pris et réunis au territoire florentin, tandis que le comte Tano, traité comme chef de voleurs, eut la tête tranchée.

La famille des Ubaldini, non moins puissante que celle de Tarlati, possédait de vastes fiefs dans les Apennins, mais elle s'affaiblissait à cette époque par une guerre domestique. Elle était divisée en deux branches, nommées de Maghinardo et de Susinana, qui se combattaient avec acharnement. La république florentine, vers la fin de l'année 1360, acheta toutes les juridictions de la branche de Maghinardo et les deux châteaux de Monte-Gemmoli et Monte-Coloréto, pour le prix de six mille florins. En même temps elle accorda à l'illustre famille des Ubaldini le privilége de renoncer à sa noblesse pour entrer dans la classe des citoyens de Florence, et concourir aux emplois publics [2]. Une année auparavant, un privilége semblable avait été accordé aux Ubertini, à l'occasion des services qu'ils avaient rendus contre la grande compagnie [3] : en sorte que presque dans le même temps les trois

[1] *Matteo Villani.* L. IX, c. 108, p. 623. — [2] *Ibid.* L. X, c. 26, p. 641.—[3] *Ibid.* L. IX, c. 43, p. 569.

grandes familles qui régnaient sur les Apennins furent réduites sous l'obéissance de la république.

Dans la même année, les Siennais soumirent à leur domination les comtes de Santa-Fiora, les plus grands feudataires gibelins de leur voisinage [1]. Les Pistoiais s'emparèrent du château de la Sambuca [2]; les Pérousins, de plusieurs châteaux des Tarlati, qui se mirent sous leur protection. Mais, tandis que les républiques toscanes s'agrandissaient aux dépens de la noblesse immédiate, toutes furent agitées à leur tour par des conspirations, et toutes eurent le bonheur de découvrir à temps les complots qui les menaçaient.

La première conjuration qu'on vit éclater fut celle de Pise. Les commerçants et les artisans de cette ville étaient ruinés par l'absence des Florentins : ceux-ci avaient entraîné après eux à Télamone les plus riches marchands étrangers; le port de Pise était désert, et ses marchés abandonnés. Les Raspanti, qui gouvernaient la république, étaient accusés de tout le dommage qu'éprouvait le commerce; ils s'étaient efforcés, disait-on, par haine pour les Guelfes, de susciter une guerre entre Florence et leur patrie, tandis que les Bergolini, qui gouvernaient auparavant, avaient réconcilié les deux républiques. Les Gambacorti, chefs de la précédente administration, étaient eux-mêmes engagés dans le commerce; et ils s'étaient gardés de sacrifier l'intérêt général aux préjugés du parti gibelin, dont ils commençaient à se détacher. Un

[1] *Matteo Villani.* L. X, c. 51, p. 655. — Ces comtes exerçaient leur souveraineté sur un groupe de montagnes sauvages qui s'étend vers les frontières du patrimoine de saint Pierre, et jusqu'à Pitigliano, au midi de Sienne et de Montalcino. La neige couvre leurs sommets pendant une grande partie de l'année; leurs flancs sont sillonnés par des ravins hideux, et des eaux noires coulent à leur pied. Plusieurs des vallées de cette chaîne semblent devoir se disputer le nom, donné à la plus considérable d'entre elles, de vallée d'Enfer. Mais le comté de Santa-Fiora nourrissait des hommes intrépides, tour à tour formés à la vie pastorale, au brigandage et à la contrebande; et le gouvernement ne put jamais les soumettre entièrement à ses lois. — [2] *Ibid.* L. IX, c. 64, p. 585.

agent de change, nommé Fédérigo del Mugniaio, assuré que tous les négociants de Pise étaient mécontents, entreprit de les réunir pour chasser les Raspanti et rappeler les Bergolini. Sa profession le mettait en relation avec tous les marchands, et lui donnait occasion d'entendre leurs plaintes sur la stagnation du commerce. Il encourageait ces plaintes; il mettait en opposition l'animosité imprudente des Raspanti et la sage modération des Gambacorti. Quand il voyait ceux qui l'écoutaient assez irrités pour qu'il pût espérer de les engager à seconder ses vues, il leur exposait son projet. Les conjurés devaient s'emparer de la place le vendredi saint, 3 avril 1360 : ils devaient tuer les principaux chefs des Raspanti, rappeler les Bergolini de leur exil, et rendre aux Florentins leur ancienne franchise. Ce complot fut révélé à la seigneurie la veille de son exécution : dix-huit des principaux conjurés furent arrêtés : huit furent envoyés au supplice, dix furent exilés; et les Raspanti, s'apercevant qu'un très grand nombre de citoyens se regardaient comme compromis, n'osèrent pas pousser plus loin leurs enquêtes [1].

Il n'y avait guère moins de mécontents à Florence qu'à Pise, mais c'était pour une cause différente. Les Pisans accusaient l'imprévoyance de leur gouvernement; les Florentins étaient forcés de reconnaître la prudence du leur, en même temps qu'ils se plaignaient de ce qu'il était devenu la propriété d'une seule classe de citoyens. Les lois qui avaient été portées pour rendre les magistratures accessibles à tous avaient toutes produit l'effet contraire. Le *diviéto* éloignait des emplois les familles les plus illustres; et l'*admonition* servait à l'oligarchie régnante pour écarter tous ceux qui lui faisaient ombrage. En vertu du dernier statut, la magistrature du parti guelfe *admonestait* ou avertissait ceux qu'elle voulait

[1] *Matteo Villani*. L. IX, c. 78, p. 595. — *Croniche di Pisa*. T. XV, p. 1035. — *Cronica Sanese*, p. 168. — *Tronci Annali Pisani*, p. 390.

exclure des emplois, qu'elle les tenait pour suspects de gibelinisme, et elle les privait ainsi de leurs droits honorifiques. L'oligarchie inconstitutionnelle qui maintenait ainsi son pouvoir n'était composée ni de familles nobles, ou seulement anciennes, qui gouvernassent par une espèce de prescription, ni de citoyens élus volontairement par la nation; c'était une association ambitieuse, une faction qui, à l'aide de lois toutes démocratiques, avait réussi à entrer tout entière dans le gouvernement, et à s'y maintenir. Mais cette faction avait manifesté dans l'administration de la république beaucoup de talent, de courage et de vertu. Sans déclarer la guerre aux Pisans, elle les avait fait repentir de leur manque de foi; elle avait fait respecter, sur les mers, le pavillon d'une puissance qui, par aucun point, ne confinait avec la mer; elle avait donné à tous les souverains de l'Europe l'exemple de repousser les grandes compagnies par les armes, au lieu de leur payer de honteuses rançons; elle avait enfin maintenu fidèlement ses traités avec les Visconti, quelque intérêt qu'elle pût avoir à les rompre, lorsque le légat et l'Église l'en suppliaient. Mais tant de gloire ne mettait point la faction régnante à l'abri de la jalousie de ceux qu'elle avait écartés du même pouvoir par une injustice.

A la tête des mécontents, se mirent Barthélemi, fils d'Alamanno des Médici, Niccolò del Buono et Doménico Bandini; les deux derniers avaient été exclus des emplois par l'admonition. Ils s'associèrent avec un intrigant, nommé Uberto des Infangati, qu'ils soupçonnaient d'avoir déjà tramé quelque complot contre l'état : c'est lui qu'ils chargèrent de leur procurer des secours au dehors. Les trois premiers conjurés étaient de l'ordre des citoyens; mais ils se lièrent avec quelques chefs des familles nobles, qui n'étaient pas moins irrités qu'eux contre la faction dominante. Un Rossi, un Frescobaldi, un Ghérardini, un Pazzi, un Donati, un Adimari, entrèrent dans la cons-

piration. Les conjurés se croyaient assurés de la faveur du peuple ; et ils supposaient que, pour accomplir la révolution, il leur suffirait de se saisir du palais public, puisque ce palais était la forteresse du gouvernement et de la faction dominante. Ils choisirent, pour exécuter leur complot, le 1[er] décembre 1360, jour où, de nouveaux prieurs devant succéder aux anciens, toutes les gardes du palais seraient appelées à la parade. Quatre hommes choisis par les conjurés devaient être introduits dans la tour du palais ; et quatre-vingts de leurs soldats devaient être cachés dans une des chambres, d'où ils sortiraient tout à coup pour se rendre maîtres de toutes les issues.

Uberto des Infangati, qui s'était chargé d'assurer aux mécontents un appui étranger, avait déjà traité, avant d'être engagé dans cette conspiration, avec un Milanais, nommé Bernarduolo Rozzo, au service de Jean d'Oleggio, alors seigneur de Bologne. Infangati, à cette époque, avait dessein d'assurer à Oleggio la seigneurie de Florence. Mais l'agression imprévue des Visconti, et la nécessité où Oleggio s'était trouvé de vendre Bologne à l'Église, avaient suspendu ce complot. Infangati, pour procurer aux nouveaux conjurés une protection étrangère, s'adressa au même Bernarduolo qui, avec toutes les troupes du seigneur de Bologne, avait passé au service de l'Église. Bernarduolo essaya d'intéresser le légat Albornoz dans cette conspiration, comme il avait intéressé dans l'autre son précédent maître ; mais le légat, qui mettait toute son espérance dans l'amitié des Florentins, rejeta les propositions qui lui furent faites, et fit même avertir la seigneurie de se tenir sur ses gardes, parce qu'il savait qu'on tramait quelque chose contre elle.

Dès que Bernarduolo vit qu'il était devenu inutile, il écrivit lui-même à la seigneurie de Florence pour offrir, moyennant une récompense de vingt-cinq mille florins, de révéler tout le secret de la conjuration dénoncée par le légat. Cette offre fut

connue de Salvestro de Médici qui était alors membre d'un des offices supérieurs, et celui-ci en informa son frère Barthélemi. Quand ce dernier vit que la seigneurie tenait en main un fil au moyen duquel elle ne manquerait pas de tout découvrir, il confessa à son frère qu'une ambition effrénée l'avait engagé dans ce complot, et il lui promit d'en découvrir le secret, moyennant qu'on lui assurât sa grâce. Niccolò del Buono et Doménico Bandini furent arrêtés et condamnés à mort; quelques autres, parmi les plus coupables, s'échappèrent et furent également condamnés par contumace. Mais la seigneurie arrêta les poursuites : elle considéra la liste des conjurés qu'Infangati avait écrite de sa main comme calomnieuse; elle la fit brûler sans l'examiner, et par cette douceur et cette prudence elle réconcilia en partie à son gouvernement ceux qui avaient paru lui être le plus contraires [1].

L'on prétendait en Italie que les quatre républiques principales de la Toscane se distinguaient par les caractères les plus opposés. L'on disait généralement que les Siennais étaient d'un naturel léger et inconstant; les Pisans, rusés et malicieux; les Pérousins, féroces et emportés; et les Florentins, graves, lents et opiniâtres [2]. Ces peuples divers se conduisaient cependant d'une manière assez uniforme : leur gouvernement était semblable, les passions qui les agitaient paraissaient être les mêmes; et tous, vers le même temps, se trouvèrent exposés à des conspirations à peu près du même genre. 1361.— Il est vrai que celle qui éclata en 1361 à Pérouse parut porter l'empreinte du caractère qu'on attribuait au peuple de cette ville.

La seigneurie de Pérouse était entre les mains du second ordre de la bourgeoisie et du peuple : l'homme le plus consi-

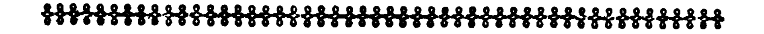
[1] *Matteo Villani*. L. X, c. 22-25, p. 635. — *Marchione di Coppo Stefani Stor. Fiorent.* L. IX, Rub. 685. — *Deliz. deg. Erud.* T. XIV, p. 32. — *Cronica di Pisa.* T. XV, p. 1035. — [2] *Matteo Villani*. L. X, c. 42, p. 651.

déré de cette république était Leggiéri, fils d'Andréotto des Michélotti; la faction dominante, dont il était le chef, portait comme à Pise le nom de Raspante; on désignait ses adversaires par le nom de Mécontents. A la tête de ceux-ci l'on distinguait Tribaldino des Manfrédini, auquel ses complots féroces ont mérité, chez les Pérousins, le nom de nouveau Catilina. Tribaldino avait pris à tâche d'aigrir le ressentiment des nobles et des premiers citoyens, que le peuple tenait éloignés des emplois; il s'était associé successivement quarante-cinq gentilshommes de Pérouse, parmi lesquels on remarquait surtout plusieurs chevaliers des deux illustres familles delle Mecche et de Monte Mellino : quatre-vingt-quatorze citoyens de bonne maison étaient aussi entrés dans le complot, de même que plus de quatre cents hommes d'un ordre inférieur. Mais avant de confier son secret à un si grand nombre de conjurés, avant même d'avoir aucun complice, Tribaldino avait eu soin de faire parvenir à la seigneurie, successivement et à plusieurs reprises, de faux indices pour lui faire rechercher un complot qui n'existait point encore. Cette suite de fausses alarmes avait préparé les prieurs de Pérouse à ne tenir aucun compte des avis qu'on pourrait leur donner sur sa conspiration, si elle venait à leur être révélée.

Tribaldino convint avec les conjurés qu'à un jour fixé, au commencement d'octobre 1361; les uns mettraient le feu aux divers quartiers de la ville; d'autres s'empareraient du palais et massacreraient les prieurs et les camarlinghi, qui composaient le gouvernement; d'autres ouvriraient les portes aux paysans, les introduiraient dans la ville, et se rendraient ainsi maîtres des bourgeois. En même temps, des hommes affiliés aux conjurés devaient faire révolter tous les châteaux du territoire de Pérouse. Tout le plan de la conspiration paraissait tracé par une vengeance infernale, plutôt que par l'ambition d'un citoyen. Après une horrible boucherie des citoyens

de Pérouse, la république serait probablement tombée au pouvoir de quelque tyran : heureusement pour elle, Tiniéri de Monte Mellino, l'un des conjurés, fut épouvanté de tant d'horreurs, et arrêté par ses remords il révéla aux prieurs le secret de la conjuration. Niccolò delle Mecche et Cecchérello des Boccoli furent à l'instant arrêtés, avec quatre de leurs satellites : tous les autres s'enfuirent aussitôt. On crut devoir déférer au peuple le jugement d'une cause si importante, et dès le lendemain le parlement condamna à mort par contumace, comme traîtres et rebelles, quarante-cinq gentilshommes ou anciens citoyens ; quatre-vingt-dix autres furent soumis à l'amende, mais les deux conjurés et leurs satellites qui avaient été arrêtés sur la révélation du complot furent seuls envoyés au supplice[1].

[1] *Matteo Villani*. L. X, c. 75, p. 670.—*Pompeo Pellini Historia di Perugia*. 2 T. in-4°. Venezia, 1664, P. I, L. VIII, p. 997.



CHAPITRE XIII.

Volterra soumise aux Florentins ; guerre de Pise et de Florence ; seconde peste en Toscane ; complots des Malatesti contre la république florentine. — Giovanni Agnello s'empare de la seigneurie de Pise, et prend le titre de doge.

1361-1364.

Au sommet d'une montagne d'où la Toscane presque entière se découvre aux regards, est située la ville de Volterra. La mer Tyrrhénienne se déploie au loin devant cette cité ; les plaines de Pise, les collines de Florence, et les forêts de Sienne, se découvrent également de ses terrasses élevées : d'énormes quartiers de rochers, posés, sans ciment, les uns au-dessus des autres, et que leur poids seul a rendus stationnaires depuis plus de deux mille ans, forment ses murailles. Un gouffre s'est ouvert à ses côtés, et chaque jour il engloutit une partie de la montagne, moins durable que l'ouvrage gigantesque des Étrusques. Mais Volterra, au XIV[e] siècle, n'était déjà plus que l'ombre de ce qu'elle avait été dans les premiers siècles de Rome : placée entre les trois plus puissantes républiques de Toscane, cette ville n'avait pas su conserver sa liberté ; elle était tombée sous le gouvernement tyrannique de messire Bocchino des Belfrédotti. Ce seigneur trouva un dangereux ennemi dans un de ses parents qui

possédait, tout proche de Volterra, la forteresse de Montéfeltrano; leurs divisions occasionnèrent la ruine de tous deux, et firent perdre à leur patrie son indépendance. Chacune des républiques voisines voulut intervenir dans ces querelles de famille : Florence, comme garante d'un traité conclu entre Bocchino et son parent; Pise, comme alliée de Bocchino, et Sienne, comme son ennemie. Les sujets du tyran, déjà aliénés par ses cruautés, furent avertis qu'il était en négociations pour vendre Volterra aux Pisans, et que ceux-ci étaient en marche pour prendre possession de la ville. A cette nouvelle, les Volterrans coururent aux armes, et firent leur seigneur prisonnier ; en même temps ils envoyèrent vers les Florentins et les Siennais pour obtenir que ces deux peuples s'engageassent à respecter leur liberté. Les soldats pisans qui s'étaient approchés furent surpris et désarmés sans combat. Mais la seigneurie de Florence ne voulut pas s'exposer aux suites de l'inconstance d'un peuple qui sortait à peine d'une révolution, et qui hésitait entre des partis opposés; elle fit approcher ses troupes de Volterra, et couper le chemin aux Siennais qui s'avançaient aussi; elle fit occuper différents châteaux, et enfin la citadelle elle-même. Alors elle déclara qu'elle tiendrait garnison pendant dix ans dans cette forteresse, mais qu'à tout autre égard elle maintiendrait la liberté et l'indépendance des Volterrans. Le premier usage que firent ceux-ci des droits qu'on leur conservait fut de faire trancher la tête à leur tyran, le 10 octobre 1361 [1].

La soumission de Volterra aux Florentins augmenta le ressentiment des Pisans contre eux. Au moment où ils s'étaient crus assurés d'une conquête importante, ils la voyaient passer entre les mains de leurs rivaux. D'ailleurs le ressentiment des deux peuples s'aigrissait chaque jour par de nouvelles in-

[1] *Matteo Villani*. L. X, c. 67, p. 664. — *Cronica Sanese*, p. 169. — *Paolo Tronci Annali Pisani*. p. 392.

jures. 1362. — Pierre Gambacorti, à qui les Pisans avaient assigné Venise comme lieu d'exil, avait quitté cette ville pour venir à Florence; et, au commencement de janvier 1362, il s'était avancé en armes, à la tête de ses partisans, sur le territoire de Pise. Les Florentins, il est vrai, avaient défendu sévèrement à leurs sujets de se joindre à sa troupe, mais il n'eût tenu qu'à eux d'empêcher Gambacorti de troubler la paix par une agression, qui aussi bien n'eut aucun succès [1]. D'autre part, Jean de Sasso, fameux partisan, qui avait été à la solde des Florentins, s'était emparé, par leur connivence, du château lucquois de Piétrabona, à trois milles au-dessus de Pescia : cette forteresse était la clef de la vallée supérieure de la Pescia et de la partie montueuse de l'état lucquois. Les Pisans ne furent point dupes du décret de la seigneurie florentine qui, à cette occasion, exila Jean de Sasso de Florence; ils reconnurent d'où le coup était parti, et ils firent avancer des forces considérables pour former le siége de Piétrabona [2].

Le moment était enfin venu où la longue inimitié des deux peuples ne pouvait plus se déguiser, où ils ne pouvaient conserver plus longtemps leurs rapports pacifiques. Les troupes des Pisans et des Florentins, rapprochées les unes des autres sur les frontières du territoire de Lucques, s'insultèrent à la Romita, au-dessus de Piétrabona, à la Cerbaia et à Montécarlo [3]. Le peuple et le gouvernement voulaient également la guerre, et les prieurs de Florence convoquèrent le 18 mai un parlement pour la faire dépendre de sa décision. Ils annoncèrent à la nation assemblée que les bandits qui occupaient Piétrabona avaient offert de donner cette forteresse à Florence; ils ajoutèrent qu'ils avaient cru devoir l'accepter afin de s'en servir pour se procurer en échange la restitution de Coriglia ou

[1] *Matteo Villani.* L. X, c. 85, p. 676. — [2] *Ibid.* c. 83, p. 674. — [3] *Ibid.* L. X, c. 91, p. 679. — *Cronica di Pisa,* p. 1037. — *Cronica Sanese,* p. 171.

de Sorana, que de prétendus exilés de Pise leur avaient enlevées. Ils récapitulèrent les offenses qu'ils avaient reçues des Pisans, et ils demandèrent au peuple s'il approuvait le parti qu'avait pris la seigneurie et s'il voulait prendre la défense de Piétrabona. D'une commune voix, le peuple s'écria qu'il défendrait ce château, et la guerre fut ainsi résolue. Cependant cette détermination fut trop tardive pour sauver la place assiégée. Quelques jours s'écoulèrent avant que Bonifazio Lupo de Parme, que les Florentins faisaient venir pour commander leurs troupes, pût se rendre au camp devant Piétrabona [1]. Il n'y fut pas plus tôt arrivé, qu'il revint à Florence, le 4 juin, déclarer à la seigneurie qu'on l'avait appelé trop tard, et qu'ayant visité les positions des assiégeants, il ne connaissait plus aucun moyen de sauver la place; en effet, le lendemain elle fut emportée d'assaut. Les Pisans célébrèrent ce petit avantage par des fêtes bruyantes; ils les entremêlèrent d'insultes et de menaces contre les Florentins, et rendirent ainsi la guerre inévitable, quoique les hostilités n'eussent pas encore commencé, et que le château pour lequel ils allaient se battre fût déjà en leur pouvoir [2].

Dans l'armée que les Florentins rassemblèrent sous le commandement de Bonifazio Lupo de Parme, on comptait seize cents cuirassiers, quinze cents arbalétriers et trois mille cinq cents fantassins [3]. La seigneurie donna les drapeaux le 20 juin à l'heure qui avait été fixée par les astrologues; car le renouvellement des sciences avait donné plus de crédit encore à l'astrologie judiciaire, même parmi les gens qui se croyaient philosophes [4]. L'armée florentine, après avoir traversé le val de Niévole, tourna brusquement par Fucecchio; elle passa l'Arno, pilla le val d'Éra, et s'empara du château de Ghiazzano [5].

[1] *Poggio Bracciolini Istoria Fiorentina.* T. XX, L. I, p. 210. — [2] *Matteo Villani.* L. X, c. 101, p. 686. — [3] *Ibid.* L. XI, c. 2, p. 692. — *Cronica di Pisa*, p. 1038. — [4] *Matteó Villani.* L. XI, c. 3, p. 693. — [5] *Ibid.* c. 6, p. 695.

Bonifazio Lupo, qui commandait cette armée, n'avait pas encore acquis une grande réputation; de plus, il n'était pas d'un rang assez distingué pour qu'on pût soumettre à ses ordres un grand nombre de seigneurs et d'officiers qui, comme alliés ou comme soldats, suivaient les étendards de la république. La seigneurie, pour satisfaire la vanité de ces derniers, fit venir, le 6 juillet, Ridolfo de Varano, seigneur de Camérino, auquel elle confia le commandement[1]. Mais celui-ci fit bientôt voir qu'il n'égalait son prédécesseur ni en talents ni en activité[2]. Cependant il s'avança à son tour sur le territoire ennemi; il pilla Cascina, il établit son camp à San-Savino, et il célébra des jeux devant les portes mêmes de Pise où il distribua trois fois le prix de la course[3]. Il forma plus tard le siége du château de Pecciole, et s'en rendit maître le 11 août[4]; Montecchio, Aiatico et Toiano capitulèrent ensuite : la Maremme fut livrée au pillage; et les Pisans, qui pendant le même temps étaient cruellement tourmentés par la peste, n'opposèrent à ces ravages presque aucune résistance[5].

Mais l'indiscipline des troupes soldées, auxquelles Ridolfo de Varano inspirait peu de respect, arrêta les succès de l'armée florentine. Le comte Nicolas d'Urbino, avec quelques officiers italiens et les principaux connétables allemands, demandèrent qu'à l'occasion de la prise de Pecciole, l'armée reçût double paie pour tout le mois commencé. La seigneurie refusa de donner pour une si mince conquête une récompense réservée aux plus grands succès. Les connétables placèrent alors un chapeau sur la pointe d'une lance, et ils firent publier dans le camp une invitation à tous ceux qui voulaient obtenir la double paie de se ranger autour de cet étendard.

[1] *Poggio Bracciolini Istoria Fiorentina.* L. I, p. 210.—[2] *Matteo Villani.* L. XI, c. 15, p. 701. — [3] *Ibid.* c. 17, p. 712. — *Tronci Annali Pisani*, p. 395. — [4] *Matteo Villani.* L. XI, c. 18 et 19, p. 703. — *Cronica di Pisa*, p. 1038. — *Cronica Sanese*, p. 171. — [5] *Cronica di Pisa*, p. 1039.

Ils rassemblèrent ainsi mille cavaliers. Le général ramena cette armée séditieuse à San-Miniato, pour ne pas donner aux ennemis le spectacle de son indiscipline, et la seigneurie congédia tous les soldats qui avaient pris part au tumulte. Mais ceux-ci ne se séparèrent point; ils formèrent une compagnie d'aventuriers sous le nom de *Capelletto*, en mémoire du chapeau qui leur avait servi d'étendard, et ils passèrent sur le territoire d'Arezzo, où ils commencèrent à vivre de pillage [1].

En même temps que la république florentine avait combattu avec succès les Pisans par terre, on l'avait vue avec étonnement entreprendre de les combattre aussi sur les mers. Il est vrai que les Pisans, depuis la grande défaite qu'ils avaient éprouvée à la Méloria, dans leur guerre contre les Génois, avaient cessé d'être une puissance maritime. Pendant longtemps il leur avait été interdit, par leur traité avec Gênes, de tenir en mer des galères armées. Durant cet intervalle, ils avaient perdu leurs anciennes habitudes; les jeunes gens avaient choisi une autre carrière; les conseils suivaient une autre ambition : les pêcheurs des Maremmes, ceux de Lérici et de la Spézia, avaient quitté leur service pour passer à celui des Génois; les colonies de Sardaigne et de Corse, qui avaient été pour eux des pépinières de matelots, leur avaient été enlevées. Dès lors les Pisans s'étaient adonnés aux manufactures et à l'agriculture : ils avaient accompli la conquête de l'état lucquois et doublé ainsi l'étendue de leur territoire; mais ils avaient renoncé à la navigation et à la gloire maritime. Cette même république, qui avait souvent armé en peu de mois soixante ou quatre-vingts vaisseaux, ne fut pas en état de se défendre lorsque les Florentins prirent à leur solde Périno Grimaldi de Gênes avec quatre galères et un grand navire; peu après deux vaisseaux

[1] *Matteo Villani*. L. XI, c. 23, p. 707. — *Cronica Sanese*, p. 172.

napolitains vinrent joindre Grimaldi qui, avec cette petite escadre, mit à contribution toutes les côtes de l'état pisan [1].

Au commencement d'octobre, Périno Grimaldi attaqua l'île de Giglio; et, soit lâcheté de la garnison, soit découragement inspiré par la peste, le château qui commande cette île, et que les Génois, les Catalans et les Napolitains n'avaient jamais pu soumettre, se rendit à la république florentine, et reçut d'elle un gouverneur [2]. La flotte, se dirigeant ensuite sur le port pisan, ne trouva point de vaisseau de guerre à sa garde. Périno Grimaldi, après un combat opiniâtre, se rendit maître des deux tours qui défendaient le port; il enleva la chaîne qui en fermait l'entrée, et la fit transporter à Florence, où l'on en voit encore quelques fragments attachés aux colonnes de porphyre qui sont devant la porte du baptistère [3].

Aussi longtemps que la peste avait régné dans Pise, les Pisans étaient demeurés exposés à la guerre sans combattre eux-mêmes. 1363. — A la fin de cette année si désastreuse pour eux, le fléau s'arrêta, et dès le commencement de la suivante ils formèrent des plans de conquête. Riniéri de Baschi, seigneur du château de ce nom, près d'Orviéto, leur capitaine, attaqua successivement Altopascio et Sainte-Marie à Monte; il forma aussi le siége de Barga, tandis qu'un de ses officiers surprit le château de Gello, dans le Volterran [4].

Les Pisans avaient besoin de secours étrangers pour se défendre, et pour se venger des échecs qu'ils avaient reçus dans la précédente campagne. Ils s'adressèrent à Bernabos Visconti, le chef des Gibelins d'Italie, et l'allié héréditaire de leur république. Bernabos, engagé lui-même dans une guerre dangereuse, craignait de provoquer les Florentins : toutefois il ne

[1] *Matteo Villani.* L. XI, c. 7, p. 696; c. 24, p. 708. — [2] *Ibid.* L. XI, c. 28, p. 710. — *Poggio Bracciolini Ist. Fior.* L. I, p. 210. — [3] *Matteo Villani.* L. XI, c. 30, p. 712. — [4] *Ibid.* L. XI, c. 37, p. 715; 45 et 47, p. 720. — *Cronica di Pisa*, p. 1041.

voulait pas non plus laisser écraser leurs adversaires, par l'entremise desquels il espérait dominer un jour sur la Toscane. 1361. — Ce prince, après avoir laissé répandre le bruit de sa mort pendant la peste de Lombardie, était sorti tout à coup, au mois d'août 1361, de la forêt où il s'était retiré : il s'était avancé, à la tête de deux mille chevaux, vers Bologne, qu'il espérait surprendre; mais, les intelligences qu'il avait dans la ville ayant été découvertes, il s'était retiré sans combat[1]. Ainsi s'était ranimée la guerre de Lombardie, qui bientôt était devenue plus dangereuse pour les Visconti. Le légat Albornoz avait déterminé les seigneurs de la Vénétie à s'allier avec l'Église pour la défense de Bologne. Les de la Scala, les Carrara et les marquis d'Este avaient promis de mettre chacun cinq cents chevaux sur pied, qu'Albornoz s'engageait à entretenir. 1362. — L'alliance fut signée au mois d'avril 1362[2]; et le pape donna le signal des hostilités en excommuniant de nouveau Bernabos Visconti, qu'il déclara hérétique ainsi que tous ses adhérents[3].

Tandis que l'armée de la nouvelle ligue pénétrait en même temps dans les états de Bernabos par Modène et par Brescia, et qu'elle y remportait divers avantages, le marquis de Montferrat pressait la maison Visconti du côté de Novare et de Tortone[4]. Dès le mois de mai 1361 il avait pris à sa solde la compagnie blanche des Anglais, et, avec son aide, il avait dévasté une partie du Piémont. Mais les Anglais n'avaient guère moins ruiné le marquis que les Visconti : le premier était impatient de se débarrasser d'eux, et Bernabos, sollicité par les Pisans de leur envoyer du secours, réussit à faire passer à leur solde cette même compagnie qui lui faisait la

[1] *Matteo Villani.* L X, c. 74, p. 669. — [2] *Ibid.* L. X, c. 96, p. 682. — *Cronica di Bologna,* p. 464. — *Matth. de Griffonibus Memor. Histor. de Reb. Bonon.* p. 178. — *Cherubino Ghirardacci Stor. di Bologna.* L. XXIV, p. 261. — [3] *Matteo Villani.* L. X, c. 99, p. 684. — *Cronica di Bologna,* p. 467. — [4] *Matteo Villani.* L. XI, c. 4, p. 694; c. 9, p. 697, et c. 14, p. 700. — *Cronica di Bologna,* p. 465.

guerre : il se délivrait ainsi d'un ennemi, il secourait un allié, et il évitait en même temps de rompre avec les Florentins qu'il voulait ménager [1]. 1363. — Les Pisans promirent quarante mille florins de solde aux Anglais pour quatre mois à dater du jour où leur engagement avec le marquis serait terminé [2].

Pierre Farnèse, qui depuis le 27 mars commandait les Florentins, et Riniéri de Baschi, capitaine des Pisans, désiraient tous deux livrer bataille avant l'arrivée des Anglais : l'un craignait leur supériorité, l'autre ne voulait pas se voir enlever par eux l'honneur de la victoire. Les deux armées se rencontrèrent le 7 mai à San-Piéro, près de Bagno alla Véna. Les Florentins avaient seize cents chevaux : les Pisans, enorgueillis d'un avantage qu'ils venaient de remporter en Garfagnane, et comptant sur la supériorité de leur infanterie, osèrent les attaquer avec six cents cuirassiers ; ils furent défaits après le combat le plus acharné, et Pierre Farnèse rentra le 11 mai en triomphe à Florence, conduisant avec lui Riniéri de Baschi, le général ennemi, qu'il avait fait prisonnier avec cent cinquante de ses meilleurs soldats [3].

Après quelques jours de repos, Farnèse marcha de nouveau contre Pise, et il fit battre des monnaies d'or et d'argent devant les portes de cette ville [4]. Il entreprit ensuite le siége de Montécalvoli, et il se serait rendu maître de ce château, si les Pisans n'avaient pas jeté l'alarme dans le camp florentin par une ruse assez adroite. Chaque nuit ils faisaient sortir leurs gendarmes de la ville, et ils les faisaient revenir de grand jour, couverts de sueur et de poussière ; alors ils les accueillaient comme s'ils faisaient partie de la compagnie anglaise. Les espions florentins avertirent bientôt les prieurs de

[1] *Bernardino Corio Storie Milanesi*. P. III, p. 237. — [2] *Matteo Villani*. L. XI, c. 48, p. 722. — *Petri Azarii Chronicon*, p. 418. — [3] *Matteo Villani*. L. XI, c. 50 et 51, p. 723. — *Cronica di Pisa*, p. 1041. — [4] *Scipione Ammirato Storie Fiorentine*. L. XII, p. 623.

l'arrivée de ces nouvelles troupes ; et comme en effet on savait d'autre part que la compagnie était déjà en route, la seigneurie, pour éviter une surprise, donna ordre à Farnèse de se retirer[1].

La terrible contagion qui, l'année précédente, avait ravagé Pise, s'était manifestée dans le camp florentin. Le 19 juin, le général Pierre Farnèse en fut atteint, et il mourut le même jour[2]. Ce fléau frappait aussi Florence, et il lui enleva un homme dont la perte fut plus lamentable, l'historien auquel nous devons la peinture si vraie et si animée des mœurs et des événements au milieu du XIVe siècle. Mattéo Villani mourut de la peste, comme son frère Giovanni en était mort quinze ans auparavant. Il fut atteint par la maladie le 8 juillet, et seulement le 12 il rendit dévotement son âme à Dieu[3]. On attribuait à la vie sobre et tempérée qu'il avait menée sa lutte de cinq jours contre la violence du mal. En mourant, il chargea son fils, Philippe Villani, de continuer son histoire jusqu'au moment où la paix serait rétablie entre Florence et Pise[4].

Aucun historien n'inspire plus de respect, d'estime et d'affection que Mattéo Villani. Religieux sans superstition, il respecte l'Église ; et néanmoins il ose peindre des plus vives couleurs la corruption ou les crimes de quelques-uns de ses chefs. Il entend assez la politique, et connaît assez le cœur humain pour démêler toutes les fautes des gouvernements, et assigner aux événements leur véritable cause : mais il est trop homme de bien pour approuver jamais le manque de foi, ou supposer qu'aucun avantage puisse résulter de la per-

[1] *Matteo Villani.* L. XI, c. 54 et 55, p. 725. — [2] *Ibid.* L. XI, c. 59, p. 728. — *Poggio Bracciolini.* L. I, p. 211. — *Scipione Ammirato.* L. XII, p. 624. — [3] Mattéo Villani rapporte, dans le dernier chapitre de son histoire, qu'une armée de sauterelles fut poussée par le vent, le 1er juillet, sur Ancône, Fano et Pésaro. Il ne put en être instruit à Florence que le 3 ou le 4 ; en sorte qu'il a continué à écrire les événements de la veille jusqu'au jour de sa mort. — [4] *Filippo Villani in Proemio*, T. XIV, p. 729.

fidie. Il s'élève au-dessus des préjugés de l'astrologie judiciaire, dont son frère n'était pas exempt : il embrasse tout le monde connu dans son histoire; et, avec un coup d'œil philosophique et perçant, il assigne à chaque peuple son véritable caractère. Il s'anime pour peindre la vertu; il s'indigne contre le vice, il s'enflamme pour la liberté.. Aucun historien d'Italie n'a jamais rendu à cette dernière un plus noble et plus constant hommage. Le parti qui gouvernait à Florence ne supporta pas toujours patiemment ses censures; il le fit *admonester* comme Gibelin, le 29 avril 1363, et lui interdit ainsi les emplois publics pendant la dernière année de sa vie [1].

La compagnie blanche des Anglais était arrivée le 18 juillet à Pise; elle était forte de deux mille cinq cents chevaux et deux mille fantassins. Les Pisans la réunirent, sous le commandement de Ghisello des Ubaldini, aux troupes qu'ils avaient déjà, savoir : huit cents gendarmes soldés, huit mille fantassins, et un grand nombre de gentilshommes et de chevaliers qui servaient sans paie. Les Florentins avaient nommé pour capitaine Ranuccio Farnèse, frère de Pierre, qui était mort à leur service; mais l'armée qu'ils lui avaient donnée à commander était très faible, et la peste qui régnait dans leur ville, leurs châteaux et leur camp rendait toute défense plus difficile. C'était le tour des Pisans de pénétrer sans résistance sur le territoire florentin. Ils se rendirent d'abord à Lucques, d'où ils passèrent devant Pistoia par la route de la montagne; mais, au lieu d'entreprendre le siége de cette ville, qui n'était pas en état de faire une longue résistance, ils ne songèrent qu'à rendre aux Florentins, sous leurs propres murs, les affronts qu'ils avaient reçus d'eux. Ils assirent leur camp entre Campi et Pérétola; ils firent battre monnaie aux

[1] *Marchione di Coppo Stefani Stor. Fior.* L. IX, Rub. 692, T. XIV, p. 45. — *Scipione Ammirato Storia Fiorentina*, L. XII, p. 621.

portes de Florence; ils y donnèrent des prix pour une course de chevaux, et ils attachèrent trois ânes à une potence, avec des écriteaux qui leur donnaient les noms de trois magistrats florentins. Ils employèrent à ces bravades ridicules une force et un temps qui leur auraient suffi pour s'assurer des conquêtes importantes[1]. Ils ravagèrent ensuite la campagne entre Prato et Florence, les Lastres, le val de Pésa, et une partie du val d'Arno; enfin, ils retournèrent à Pise par la plaine d'Empoli[2].

Lorsque la peste eut suspendu ses ravages, les Florentins songèrent à leur tour à rassembler une armée. Ils traitèrent avec la compagnie de l'étoile, qui était en Provence, et avec divers capitaines allemands : mais Bernabos Visconti trouva moyen de faire échouer toutes leurs négociations, et de les réduire à deux mille cavaliers mal armés et mal commandés, qu'ils enrôlèrent faute d'autres[3]. A leur tête les Florentins mirent Pandolfe Malatesti, l'un des seigneurs de Rimini, qui, peu d'années auparavant, avait défendu la Toscane avec autant de prudence que de valeur contre le comte Lando et la grande compagnie.

Mais Malatesti était de cette race romagnole si renommée en Italie pour sa perfidie et ses trahisons. Il savait dans quel état d'épuisement la peste avait jeté Florence; il savait que quelques intrigues domestiques, suite de la dernière conjuration, affaiblissaient le gouvernement: il voyait que la puissance momentanée des Pisans et la force de la compagnie anglaise causaient de grandes inquiétudes dans la ville, et il se flatta, s'il augmentait la terreur du peuple, de lui vendre chèrement ses secours, et d'obtenir enfin la seigneurie de Florence, comme dans des circonstances presque sembla-

[1] *Filippo Villani.* c. 63, p. 730. — *Cronica Sanese*, p. 177. — *Paolo Tronci Annali di Pisa*, p. 401. — [2] *Croniche di Pisa*, p. 1042. — [3] *Filippo Villani.* c. 65, p. 731.

bles le duc de Calabre et le duc d'Athènes l'avaient obtenue avant lui.

Cette espérance engagea Malatesti dans la conduite la plus perfide et la plus criminelle. L'Omo Santa-Maria, seigneur de Jési, nouveau capitaine des Pisans, était entré avec les Anglais dans le val d'Arno supérieur, et le 17 septembre il s'était emparé de Figline, sans éprouver presque de résistance[1]. Malatesti, comme pour lui couper le chemin, établit son camp à l'Ancise; mais il donna à ce camp une si grande étendue, qu'il devenait presque impossible de le défendre : il en éloigna les meilleurs soldats, sous prétexte de faire une excursion sur le territoire pisan, et lui-même il le quitta pour revenir à Florence. En son absence, le camp fut surpris le 3 octobre, et les Florentins y perdirent plus de quatre cents hommes[2]. Le fort château de l'Ancise restait du moins pour couvrir Florence; le lendemain, le lieutenant de Pandolfe l'abandonna aux ennemis. On vit arriver vers la ville les fuyards qui revenaient de l'armée, et Pandolfe, qui avait été à leur rencontre, tourna bride et redoubla la terreur universelle. Il alla déclarer aux huit seigneurs de la guerre qu'il ne connaissait d'autre moyen de sauver Florence que de joindre au pouvoir militaire dont il était revêtu un pouvoir judiciaire sur les citoyens, afin de maintenir l'un par l'autre, et de punir à temps les complots qu'il découvrirait dans la ville. Les seigneurs de la guerre assemblèrent sur cette demande un conseil extraordinaire, où ils invitèrent tous les citoyens qui jouissaient de quelque crédit ou de quelque réputation[3]. Lorsque les huit de la guerre eurent fait connaître à cette assemblée la demande de Malatesti, Simon, fils de Riniéri

[1] *Filippo Villani.* c. 68, p. 734. — *Scipione Ammirato.* L. XII, p. 627. — [2] *Filippo Villani.* c. 69, p. 735. — *Cronica di Pisa,* p. 1043. — *Poggio Bracciolini.* L. I, p. 211. — [3] On appelait une telle assemblée *il Consiglio de' Richiesti,* et on avait recours à elle dans toutes les circonstances difficiles.

Péruzzi, se leva. « Gardez-vous, s'écria-t-il, d'accorder à « Malatesti aucune prérogative nouvelle ; ses projets ne ten- « dent à rien moins qu'à établir la tyrannie : souvenez-vous « du duc d'Athènes, de ses commencements et de la manière « dont il osa vous traiter ensuite ; connaissez la douceur de « la liberté, et vivez ou mourez en la conservant ! » A ces mots, tout le conseil oublia le danger de l'approche des Anglais, le crédit dont jouissait Malatesti, la confiance que ses services passés avaient inspirée. Les prieurs firent répéter aux gens de guerre le serment de fidélité à la seigneurie de Florence : ils nommèrent un nouveau juge, absolument indépendant de Malatesti, et ils déclarèrent que le pouvoir du général ne s'étendait que sur les troupes et les milices[1].

Pandolfe Malatesti ne témoigna aucun mécontentement de cette décision du conseil, mais il en conclut que les Florentins n'étaient pas encore suffisamment humiliés. Il laissa donc à dessein piller la plaine de Ripoli sans opposer aucune résistance aux Pisans, auxquels il était supérieur en forces[2] ; et lorsque l'Omo de Jési voulut descendre le val d'Arno pour ramener ses troupes à Pise, Malatesti conduisit les milices florentines comme pour lui couper le chemin : cependant, au lieu de les faire soutenir, il retint sa gendarmerie dans la ville, et fit fermer les portes, en sorte que si les Anglais avaient attaqué la milice florentine, celle-ci aurait été infailliblement taillée en pièces. Cette dernière trahison fit connaître à la seigneurie tout ce qu'elle avait à craindre de Pandolfe. Par égard pour ses anciens services et pour le nom qu'il portait, elle voulut bien lui pardonner ses machinations ; mais elle le réprimanda sévèrement à sa barre, l'avertissant que si elle usait d'indulgence, c'était en mémoire de cette vieille amitié que lui-même avait voulu trahir. Pandolfe demeura jusqu'au terme de son

[1] *Filippo Villani*. c. 69, p. 736. — *Scipione Ammirato*. L. XII, p. 628. — [2] *Filippo Villani*, c. 70, p. 737.

engagement capitaine des gens de guerre, mais il fut privé de toute autorité sur la ville et sur les milices[1].

La compagnie anglaise, de retour à Pise, s'y reposa pendant quelque temps; après quoi elle s'engagea de nouveau pour six mois au service de cette république, moyennant une solde de cent cinquante mille florins : elle était alors forte de mille lances et deux mille gens de pied. Les Anglais avaient les premiers introduit en Italie l'usage de compter les cavaliers par lances. Ce nom désignait alors trois cavaliers, qui avaient contracté ensemble une espèce d'association. Leurs chevaux ne servaient qu'à les transporter avec leur pesante armure sur le champ de bataille, et là ils combattaient le plus souvent à pied. Ils étaient revêtus de cottes de mailles, fortifiées sur la poitrine par une plaque d'acier; leurs brassards, leurs cuissards et leurs bottines étaient de fer; à leur côté ils portaient une forte épée et une dague; deux hommes tenaient la même lance, ils l'abaissaient et s'avançaient lentement, serrés en phalange, en poussant de grands cris. Chaque cuirassier était suivi par un ou deux pages, occupés presque uniquement à nettoyer leurs armes, en sorte qu'elles brillaient comme des miroirs.

C'était la première fois qu'on voyait des gendarmes descendre de cheval pour combattre à pied. Ils réunissaient ainsi l'armure impénétrable des chevaliers à la fermeté de l'infanterie, et leur phalange était presque impossible à rompre. Les Anglais méprisaient les froids les plus rigoureux d'un hiver d'Italie, et aucune saison ne leur faisait suspendre leurs opérations. Ils ne montraient pas moins d'habileté dans les surprises et les coups de main que de valeur dans les batailles. Ils portaient avec eux des échelles composées de plusieurs morceaux qui s'emboîtaient les uns dans les autres, et dont chacun n'avait

[1] *Filippo Villani*, c. 73, p. 740.

pas plus de trois échelons; de sorte qu'ils pouvaient atteindre aisément au sommet des tours les plus élevées, et que l'échelle, ne dépassant jamais le mur, ne donnait pas de prise pour la renverser[1].

Les Pisans devaient aux Visconti l'arrivée de cette première compagnie : ils s'adressèrent de nouveau à ces seigneurs, au commencement de la campagne suivante, pour faire venir par leur moyen de nouvelles troupes de Lombardie. Ils voulaient profiter de leurs succès pour en obtenir d'autres encore, et conquérir ainsi une paix glorieuse. Les Visconti, de leur côté, se trouvaient mieux que jamais en situation de secourir les Pisans. La campagne de 1363 s'était ouverte en Lombardie d'une manière brillante pour l'Église et ses alliés. Une armée de deux mille cinq cents cuirassiers, commandée par Ambroise, fils naturel de Bernabos, avait été mise en déroute le 16 avril, près de Modène; Ambroise avait été fait prisonnier avec un grand nombre d'officiers distingués[2]. Mais la guerre ne s'était point ensuite poursuivie avec vigueur. Bernabos, découragé par la défaite de son fils, avait cherché à se réconcilier avec le pape, et dès le mois de septembre il avait conclu un armistice qui avait été suivi de longues négociations. 1364.—Le 3 mars 1364, la paix de Lombardie fut enfin conclue. Visconti renonça à toutes ses prétentions sur Bologne, et rendit au pape tous les châteaux du Bolonais qu'il avait conquis. Ce fut néanmoins sous la condition que le cardinal Albornoz, dont Bernabos redoutait le voisinage, n'administrât point cette légation. Un autre cardinal, nommé Androin de la Roche, fut député par le pape au gouvernement de Bologne[3]. Les seigneurs lombards et les Visconti se

[1] *Filippo Villani*, c. 79, p. 746. Ces mêmes échelles, dont le duc de Savoie fit usage en 1602 pour escalader Genève, ont servi depuis de modèle à celles qu'on y emploie pour les incendies. — [2] *Matteo Villani*. L. XI, c. 44, p. 719. — *Cronica di Bologna*, p. 467. — *Chronic. Placentinum*, p. 507. — [3] *Cronica d'Orvieto*. T. XV, p. 686. — *Ghirardacci Storia di Bologna*. L. XXIV, p. 274.

rendirent mutuellement les châteaux qu'ils s'étaient enlevés. Le marquis de Montferrat fit de son côté la paix avec Galéaz Visconti, et les deux princes échangèrent quelques parties de leurs territoires pour arrondir mutuellement leurs états. Ainsi, la paix étant rendue à la Lombardie, les seigneurs et les peuples ressentirent un égal empressement pour renvoyer les compagnies d'aventure qui les avait si cruellement opprimés [1].

Galéaz Visconti offrit donc avec joie aux Pisans la compagnie d'Anichino Baumgarten; elle était forte de trois mille cuirassiers ou *barbues* [2], et elle se mit en route au commencement de mars pour la Toscane. Les Pisans se trouvèrent alors avoir six mille gendarmes sous leurs ordres; aucun souverain n'avait encore mis sur pied, en Italie, une armée aussi considérable. Les Anglais à leur solde avaient ravagé, au mois de février, le val de Niévole et les campagnes de Vinci et de Lamporechio [3]. Le moment paraissait favorable aux Pisans pour conclure une paix glorieuse. Ils supplièrent le pape de s'en faire le médiateur, et celui-ci envoya dans ce but à Florence frère Marc de Viterbe, général des Franciscains.

La seigneurie florentine ne voulait pas compromettre l'honneur de la république par un traité désavantageux; d'autre part, elle craignait, en refusant la paix, de demeurer responsable des événements : elle assembla donc un conseil extraordinaire, ou de *Richiesti*. Avant de donner audience au nonce du pape, l'un des huit de la guerre annonça aux citoyens assemblés que la compagnie de l'étoile, de quatre mille cuirassiers, qui était alors en Provence, venait d'entrer au service de la république; que deux mille gendarmes avaient été soldés en Allemagne, et que les uns et les autres seraient

[1] *Cronica di Bologna*, p. 471. — *Petri Azarii Chronicon*, p. 414. — *Bernard. Corio Storie Milanesi*. P. III; p. 237. — [2] On donnait ce nom aux gendarmes allemands, à cause de la crinière dont leur casque était orné. — [3] *Filippo Villani*, c. 31, p. 747.

rendus en Toscane avant la fin du mois. Indépendamment de ces deux compagnies, la république avait déjà trois mille cuirassiers à sa solde. Le trésorier prit la parole à son tour. Il assura que Florence, après avoir payé ses troupes jusqu'à la fin d'octobre, ne serait endettée que de 166,000 florins; et il montra quelles étaient encore les ressources de l'état. La seigneurie, après avoir ainsi fait connaître au peuple ses moyens pour soutenir glorieusement la guerre, fit entrer dans le conseil le général des Franciscains. Celui-ci exposa les demandes des Pisans, qui parurent si arrogantes, que le conseil, d'une commune voix, résolut de poursuivre la guerre et d'attendre, pour traiter, que Florence eût remporté quelque victoire[1].

Mais Galéaz Visconti, ayant corrompu par des présents les chefs de la compagnie de l'étoile, les empêcha de se rendre à Florence au temps convenu : les Pisans en profitèrent pour ravager le territoire florentin. Ils avaient mis à leur tête un aventurier, qui devint ensuite fameux dans les guerres d'Italie, et qui avait déjà servi avec distinction dans les guerres des Anglais en France. C'était Jean Hawkwood, que les Italiens appellent *Acuto* ou *Auguto*[2]. Celui-ci traversa le val de Niévole au milieu d'avril; il entra dans le territoire de Pistoia et de Prato sans rencontrer de résistance; il passa devant les portes de Florence, et s'avança jusque dans le Mugello, enlevant un butin très considérable dans ces riches campagnes[3].

A leur retour de cette expédition, les Anglais s'approchèrent de nouveau de Florence le dernier jour d'avril. On avait fait, en avant des portes de la ville, quelques retranchements pour les défendre : les Anglais les attaquèrent et les emportè-

[1] *Filippo Villani*, c. 82, p. 749. — [2] *Ibid.* c. 79, p. 746. Le nom d'Hawkwood a été défiguré de mille manières; mais sa traduction, qu'on trouve dans un écrivain du temps, *Falcone in bosco*, le fait reconnaître. — [3] *Filippo Villani*, c. 84, p. 751.

rent d'assaut, après avoir tué assez de monde aux Florentins. Anichino Baumgarten prit cette occasion pour se faire armer chevalier au milieu du combat, et en face de la porte de la ville. A son tour il conféra le même ordre à plusieurs connétables anglais et allemands qui servaient sous lui. Pendant la nuit son armée célébra la fête de leur chevalerie, sur la colline de Fiésole, qui s'élève tout proche de Florence. Des murs de cette ville on voyait les soldats ennemis danser en rond avec des flambeaux à la main, et on les entendait répéter dans leurs orgies les mots consacrés que les prieurs employaient au palais dans les délibérations publiques [1]. Après avoir pendant deux jours encore pillé les campagnes de Florence, Hawkwood conduisit son armée dans le val d'Arno supérieur; de là il traversa le territoire d'Arezzo, celui de Cortone et de Sienne, et il revint à Pise par le val d'Elsa, après avoir porté la désolation dans presque toutes les provinces du territoire florentin [2].

Le comte Henri de Montfort, capitaine des Florentins, tira, il est vrai, quelque vengeance de tant d'outrages par une incursion rapide sur le territoire ennemi, où il brûla Livourne et le port pisan [3]. Cependant la compagnie de l'étoile n'arrivait point, et les Florentins se virent forcés à recourir à d'autres armes pour se défendre contre leurs adversaires. Les Anglais et la compagnie de Baumgarten étaient près d'arriver au terme de leur engagement avec les Pisans. Ces troupes mercenaires, indifférentes à la cause pour laquelle elles combattaient, ne songeaient qu'à vendre leurs services au prix le plus élevé. Les Florentins traitèrent secrètement avec leurs

[1] *Cuardia, Studia i Collegi; manda per Richiesti*, etc.—*Filippo Villani*, c. 89, p. 755. — *Scipione Ammirato*. L. XII, p. 640. — [2] *Filippo Villani*, c. 89, p. 756.—[3] *Ibid*. c. 90 p. 757. — *Cronica di Pisa*, p. 1044. — *Cronica Sanese*, p. 185. L'auteur de cette dernière, ayant copié sans doute des mémoires pisans, a confondu l'année pisane avec la vulgaire, et embrouillé toute sa chronologie.

chefs [1]; ils les engagèrent, moyennant une grosse somme d'argent, à ne point accepter une nouvelle solde des Pisans, et à s'éloigner de la Toscane : Hawkwood seul demeura au service de cette république, avec mille gendarmes anglais environ.

Les Florentins choisirent ensuite un nouveau capitaine de guerre; et, se souvenant plutôt d'anciens services que d'une injure récente, ils eurent encore une fois recours à la famille des Malatesti : leur choix était nécessairement borné à un très petit nombre de capitaines; car, d'un côté, les soldats d'aventure ne voulaient pas obéir à un chef qui ne fût pas de naissance noble et seigneur souverain; de l'autre, les Florentins n'osaient pas confier leur armée à un général qui ne fût pas d'origine guelfe : c'était le principal mérite des Malatesti de Rimini. Galéotto, frère du vieux seigneur de cette ville, et oncle de Pandolfe, était un des généraux les plus accrédités d'Italie; ce fut lui que la république mit à la tête de ses gens de guerre [2]. Galéotto prit le commandement de l'armée florentine à la fin de juillet, et il la conduisit à Cascina, à six milles de Pise. Mais, dès son arrivée, il se proposa de poursuivre les projets formés par son neveu; et il ne songea qu'à affaiblir l'état qui lui avait confié sa défense, afin de le soumettre plus facilement ensuite à sa domination. De dessein prémédité, il exposa son camp à une surprise; il ne l'avait point fortifié; il ne l'entoura point de védettes, et il permit aux soldats de se disperser, comme s'ils étaient hors de l'atteinte des ennemis. Hawkwood, qui en fut averti, se mit en marche avec mille gendarmes et toute l'infanterie pisane pour l'attaquer. Heureusement quelques anciens connétables, attachés de cœur au service des Florentins, soupçonnèrent la trahison de leur général. Manno Donati de Florence et Bonifazio

[1] *Croniche di Pisa*, p. 1045. — *Sozomeni Pistoriensis historia*. T. XVI, p. 1078. — *Poggio Bracciolini*. L. I, p. 214.—*Scipione Ammirato Storia Florent*. L. XII, p. 643.

Lupo de Parme rassemblèrent les soldats, les firent armer, et les préparèrent au combat. Ils reçurent vigoureusement les Pisans dès que ceux-ci parurent. Hawkwood, qui avait compté sur une surprise, se retira précipitamment avec ses gendarmes lorsqu'il vit qu'il était attendu. L'infanterie pisane perdit mille morts et deux mille prisonniers; le reste se sauva avec peine, et n'aurait point échappé, si Galéotto avait voulu poursuivre sa victoire. Mais ce général ne songea, au contraire, qu'à exciter le mécontentement de son armée, et à l'engager à prétendre aux récompenses de paie double et de mois accompli, pour avoir défendu son camp, où elle s'était laissé surprendre [1].

Les intrigues et la mauvaise foi de Malatesti, et la discorde qui se manifestait entre différents corps de l'armée florentine, déterminèrent enfin la seigneurie à songer sérieusement à la paix. L'honneur de la république avait été mis à couvert par la victoire de Cascina; les Pisans étaient humiliés et affaiblis, et Florence avait désormais plus à craindre de son propre général que de ses ennemis. La seigneurie renouvela donc les négociations que le pape avait fait entamer par le général des Franciscains. Urbain V avait donné l'archevêque de Ravenne pour adjoint à ce moine. Par leur médiation, les ambassadeurs des deux peuples se rassemblèrent à Pescia, dans l'église de Saint-François, et le congrès s'ouvrit avec un désir égal des deux partis de mettre fin aux hostilités [2].

Mais, quoique la négociation fût bientôt terminée, une révolution étrange survenue à Pise renversa le gouvernement de cette république, et fut sur le point de renouveler la guerre avant que le traité de Pescia fût publié. Les Visconti, sans vouloir se déclarer ouvertement contre les Florentins, avaient cependant cherché à former par leurs intrigues, et à conser-

[1] *Filippo Villani*, c. 97, p. 760. — *Chroniche di Pisa*, p. 1045. — [2] *Filippo Villani*, c. 100, p. 765. — *Chroniche di Pisa*, p. 1046. — *Cronica Sanese*, p. 187.

ver ensuite un parti en Toscane, à l'aide duquel ils pussent un jour étendre leur domination sur toute cette province. Ils avaient fourni aux Pisans des secours d'argent; ils avaient engagé et fait passer à leur service deux compagnies d'aventuriers; ils avaient arrêté celle que les Florentins avaient prise à leur solde, et ils se flattaient que la continuation de la guerre déterminerait enfin les Pisans à se mettre volontairement sous leur dépendance. Seulement il leur paraissait nécessaire de plier auparavant une première fois l'esprit et le caractère altier des citoyens, et de les accoutumer à reconnaître un maître. L'ambassadeur que les Pisans avaient envoyé aux seigneurs de Milan parut à ceux-ci propre à remplir leurs vues. Cet ambassadeur, nommé Giovanni dell' Agnello, était un marchand, d'une famille bourgeoise attachée au parti dominant des Raspanti, et qui jusqu'alors n'avait eu aucune illustration[1]. Bernabos Visconti, après avoir découvert dans Agnello l'ambition, l'esprit d'intrigue et la fausseté propres à en faire un tyran, lui offrit de l'aider de toutes ses forces et de toutes ses richesses pour le rendre seigneur de Pise; et Agnello promit en retour au Milanais que, s'il commandait une fois à Pise, il tiendrait cette ville dans la dépendance de la maison Visconti, comme s'il était son lieutenant et non son allié.

Agnello, de retour à Pise, osa proposer, dans un des conseils qui précédèrent le traité de paix, de nommer un seigneur annuel, afin d'inspirer plus de confiance à Bernabos, leur fidèle allié, ainsi qu'aux gens de guerre, et afin de tenir plus secrètes les délibérations de l'état. Il désigna en même temps pour ce commandement Pierre d'Albizzo de Vico, un des plus vertueux citoyens de Pise, qui venait d'être nommé ambassadeur pour traiter la paix avec les Florentins. Pierre rejeta

[1] *Bernardo Marangoni Chronic. di Pisa*, p. 736.

cette proposition avec horreur, déclarant que c'était par la paix qu'il allait négocier, non par le sacrifice de la liberté, qu'il fallait sauver la patrie. Mais après le départ de Pierre de Vico pour le congrès de Pescia, Agnello renouvela sa proposition dans le prochain conseil; et un certain Vanni Botticella, petit-fils d'un boucher, eut l'effronterie de postuler la seigneurie qu'Agnello proposait d'établir. Ce dernier loua le zèle de Botticella, mais il lui demanda s'il avait en argent comptant trente mille florins, qui étaient nécessaires à celui qui se chargerait du gouvernement pour payer leur solde aux gens de guerre; et comme Botticella déclara son impuissance, Agnello demanda encore qu'on désignât quelque autre homme assez riche et assez habile en même temps pour sauver la république.

Cette bizarre proposition, répétée avec tant d'assurance, excita enfin les soupçons des meilleurs citoyens de Pise. En même temps, le bruit se répandit qu'Agnello rassemblait des soldats et des gens dangereux dans sa maison. Un soir, plusieurs citoyens respectés s'armèrent et se rendirent au palais des Anziani; ils demandèrent à ces magistrats d'ordonner une visite dans la maison d'Agnello, et ils obtinrent en effet qu'on y procédât sur-le-champ. Mais Agnello s'était attendu à cette recherche : il ne tenait point dans sa maison les soldats et les bandits qu'il avait rassemblés; il les avait logés chez quelques-uns de ses complices. Lorsqu'il fut averti de l'approche des Anziani, il se mit au lit, revêtu comme il l'était de sa cuirasse : il fit coucher sa femme à côté de lui, et il prescrivit ce qu'elle avait à faire à la petite servante qui habitait seule avec eux cette maison. Il feignit ensuite de dormir profondément.

Les citoyens armés, conduits par l'un des magistrats, se présentèrent sur ces entrefaites à la porte d'Agnello; elle leur fut ouverte à l'instant : ils s'avancèrent jusqu'à la chambre où le maître de la maison était couché et ils l'entendirent ronfler.

Sa femme, à peine couverte d'un déshabillé de nuit, se leva aussitôt sur son séant : « Mon mari dort, leur dit-elle, il est « excessivement fatigué ; mais si sa patrie ou ses magistrats « ont besoin de lui, je vais le réveiller. » Les citoyens qui avaient conçu les premiers de la défiance rougirent de leurs soupçons ; ils eurent honte d'avoir surpris ainsi une femme respectable, et ils se retirèrent sans permettre qu'on réveillât Agnello. Retournés auprès des Anziani, ils leur déclarèrent que leur inquiétude était sans fondement, et ils se désarmèrent. Mais à peine étaient-ils retirés, qu'Agnello sortit tout armé de ce lit où il paraissait dormir, pour se mettre à la tête des bandits qu'il avait rassemblés. Il marcha avec eux au palais, et il surprit les gardes de la seigneurie. Jean Hawkwood, gagné par l'argent des Visconti, favorisait son usurpation, et avait fait monter à cheval ses cuirassiers pour le soutenir. Agnello s'assit dans la salle de la seigneurie sur le fauteuil du président ; il fit réveiller l'un après l'autre les Anziani, et les fit amener devant lui. « La vierge Marie, leur dit-il, m'a ré- « vélé cette nuit même que, pour le bien et le repos de Pise, « je dois prendre, au moins pendant une année, le titre et les « fonctions de doge. C'est par obéissance à cet ordre céleste « que je viens de distribuer, de mon propre argent, trente « mille florins aux troupes pour acquitter leurs soldes arrié- « rées. Je vous ai fait appeler pour que vous confirmiez à pré- « sent par vos suffrages cette nomination divine. » Les Anziani, surpris et effrayés de se voir entourés par les satellites d'Agnello, ne firent pas de résistance. Ils jurèrent obéissance l'un après l'autre entre les mains du nouveau doge. Celui-ci envoya ensuite chercher chez eux les citoyens les plus considérés et tous ceux dont il se défiait, pour leur faire prêter le même serment. En même temps qu'il faisait briller des épées autour de leurs têtes, il n'épargnait pas les promesses pour les séduire. A l'un, il offrait le vicariat de Lucques ; à l'au-

tre, celui de Piombino; à un troisième, le choix entre les diverses châtellenies de l'état. Pendant toute la nuit, les magistrats et les citoyens lui furent amenés successivement pour lui jurer fidélité. Le matin, il parcourut la ville avec une pompe ducale; les Anziani l'accompagnaient, et les soldats forçaient le peuple à le saluer du nom de doge.

Agnello, pour consolider son pouvoir, réunit seize familles de citoyens en une seule, dont il se déclara le chef. Tous les membres de cette corporation nouvelle devaient porter le titre de comtes et les mêmes armoiries. Agnello donna à entendre qu'il déposerait sa dignité au bout d'une année, et qu'il ferait place à celui des comtes que le peuple élirait pour lui succéder. Mais personne ne suivit mieux le conseil du comte de Montéfeltro au pape Boniface[1]. Il promit pour se faire des partisans, et il n'accomplit pas ses promesses pour demeurer leur maître. Bientôt il abandonna le titre de doge, usité déjà dans deux républiques maritimes, pour s'attribuer celui de seigneur : il s'entoura de la pompe la plus ridicule; il ne se montra plus au peuple qu'avec le sceptre d'or à la main, et le drap d'or suspendu sur sa tête; il exigea enfin qu'on lui présentât à genoux les suppliques qu'on voulait lui remettre, quoiqu'on n'eût encore donné cette marque de soumission à d'autres qu'aux papes et aux empereurs[2].

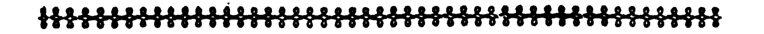
Pendant ce temps, Pierre d'Albizzo de Vico, l'ambassadeur des Pisans au congrès de Pescia, s'empressait de terminer les différends de sa patrie avec les Florentins. La paix fut signée le 17 août 1364. Les anciennes franchises accordées aux marchands de Florence dans le port de Pise furent toutes renouvelées; le château de Piétrabona, qui avait été la pre-

[1] *Lunghe promesse coll' attender corto.*
DANTE, Inferno.

[2] *Filippo Villani*, c. 101, p. 765. — *Croniche di Pisa*, p. 1046. — *Tronci Annali di Pisa*, p. 412. Mais ce dernier, comme de coutume, est court et peu satisfaisant.

mière cause de la guerre, fut cédé aux Florentins par les Pisans : les autres châteaux pris de part et d'autre furent rendus mutuellement ; et les Pisans s'engagèrent à payer en dix ans, aux Florentins, cent mille florins d'or pour les frais de la guerre, savoir : dix mille chaque année, la veille de la fête de saint Jean, protecteur de Florence[1].

[1] *Filippo Villani*, c. 102, p. 767. — *Scipione Ammirato*, L. XII, p. 648.



CHAPITRE XIV.

Pontifes d'Avignon. — Urbain V veut ramener le Saint-Siége à Rome. — Seconde expédition de Charles IV en Italie; il cause à Pise la ruine de Giovanni Agnello, et à Sienne celle des douze.—Il est chassé de cette dernière ville. — Il rend à Lucques sa liberté.

1365-1369.

Le pape Innocent VI était mort à Avignon le 12 septembre 1362, et le conclave lui avait donné pour successeur Guillaume Grimoard, abbé de Saint-Victor de Marseille, qui n'était point cardinal. Ce pontife, qui prit le nom d'Urbain V, était déjà le sixième parmi ceux qui siégèrent à Avignon. Clément V avait le premier transporté le Saint-Siége en France, en l'année 1305. Après lui, Jean XXII, Benoît XII, Clément VI et Innocent VI avaient continué à vivre dans l'exil, loin de leur capitale et de leur troupeau. Pendant une résidence de soixante ans, les pontifes et leur cour s'étaient établis dans Avignon comme s'ils ne devaient jamais quitter cette ville ; ils en avaient acheté la souveraineté de Jeanne de Naples, comtesse de Provence : ils y avaient bâti des palais magnifiques pour l'habitation du pape et de ses prélats, et ils avaient de l'affection pour un séjour où aucun désir de liberté parmi le peuple, aucune disposition turbulente parmi

les nobles ne troublait leur tranquillité et n'inquiétait leur mollesse. Le collége des cardinaux n'était presque plus composé que de Français; Urbain V était de la même nation, et passait pour être attaché à son pays natal autant qu'aucun de ses compatriotes; le roi de France désirait vivement retenir la cour pontificale dans ses états, en sorte qu'il était difficile de prévoir comment les papes pourraient jamais retourner à leur ancien siége.

Cependant le séjour des pontifes à Avignon avait eu l'influence la plus pernicieuse sur les mœurs de l'Église, sur sa politique, sur son repos et sur sa foi. La corruption des prélats, la vie déshonnête et scandaleuse des jeunes cardinaux élevés à la pourpre par la faveur ou l'intrigue, la licence universelle dans la ville, étaient tellement notoires, qu'on ne désignait plus Avignon que par le nom de Babylone occidentale. Cette épithète ne se trouve pas seulement dans les amères invectives de Pétrarque, mais dans les lettres et les écrits des hommes les plus modérés et les plus religieux du XIVe siècle. Avignon contenait l'écume des Italiens et des Français; les intrigants de chaque nation venaient y chercher fortune; ils avaient apporté avec eux les défauts les plus odieux de leurs compatriotes; le peuple et la cour d'Avignon s'étaient fait des mœurs de ce qu'on regardait comme des vices chez les autres nations. Dans les siècles précédents, on avait déjà reproché à la cour de Rome son ambition démesurée, sa dissimulation, son avarice et son ingratitude; mais pendant le séjour des papes en France, on la vit encore devenir vénale et perfide dans l'administration des peuples, servile dans ses rapports avec la cour de France, licencieuse et intempérante dans la vie privée de ses prélats. Parmi les papes eux-mêmes, Clément VI ne fut pas à l'abri du reproche de mauvaises mœurs[1].

[1] *Franc. Petrarcæ Epistolæ sine titulo*, p. 795, 806, etc.

Les Italiens, que leurs gouvernements se sont efforcés de rendre superstitieux, sont les moins enclins de tous les peuples à la crédulité. Le mysticisme de même que l'imagination rêveuse appartiennent aux climats où l'homme souffre sous une température ou brûlante ou glacée. Dans les déserts de la Thébaïde ou sur les sables du Gange, aux bords de la Baltique ou parmi les rochers d'Écosse, on peut trembler devant le principe du mal, qui ne laisse jamais oublier son pouvoir ; on peut offrir en hommage à la Divinité des douleurs qui semblent le partage de l'espèce humaine ; mais devant qui tremblerait-on en Italie, où tout sourit à l'homme? Comment toutes les pensées se tourneraient-elles vers une autre vie, quand celle dont on jouit est si douce?

Dans le XIV[e] siècle, les Italiens joignaient un esprit d'observation très exercé à une grande habitude de se mêler avec des peuples d'autre croyance. Le mépris qu'ils avaient conçu pour la cour d'Avignon leur avait fait secouer presque absolument le joug de l'Église romaine, tandis que dans le même temps les esprits étaient restés bien plus soumis en France, et que le fanatisme persécuteur y reparaissait souvent avec des forces nouvelles. A Paris, en Dauphiné, et dans diverses provinces de France, on brûla, en 1373, un grand nombre d'hérétiques ; leurs sectes différentes, toutes punies par des supplices également atroces, étaient désignées par les noms de Turlupins, de Béguins, de Lollards et de Vaudois[1]. Mais en Italie l'enthousiasme qui faisait naître les hérésies et le fanatisme qui les punissait étaient également éteints : l'indifférence avait pris leur place.

Les Visconti, pendant les longues guerres qu'ils avaient soutenues contre l'Église, s'étaient vengés des excommunications des papes, sur les prêtres de leurs états ; plus ils étaient

[1] *Raynaldi Annal. eccles. an.* 1373, § 19, p. 520.

frappés de censures ou d'interdits, plus ils redoublaient les impositions extraordinaires qu'ils levaient sur le clergé. Les tyrans de Romagne n'avaient pas tenu plus de compte des foudres de l'Église ou des croisades prêchées contre eux ; leur élévation ou leur chute étaient la conséquence de la lutte entre l'ambition et la liberté, ou bien des sentiments d'amour, de haine ou de vengeance, qui paraissaient héréditaires dans quelques familles : jamais la religion n'y avait de part. Les Siciliens, depuis leurs fameuses Vêpres, ne furent jamais en paix avec l'Église pendant un espace de quatre-vingts ans. Leurs princes de la maison d'Aragon ne se montrèrent pas moins indifférents qu'eux aux excommunications des papes. D'un bout à l'autre de l'Italie, les peuples et les gouvernements avaient cessé de craindre les censures et les punitions ecclésiastiques. Dans les écoles, la philosophie d'Aristote avait été universellement adoptée ; elle y avait été introduite, unie aux commentaires d'Averroès. Le philosophe grec, en supposant une âme unique qui anime tous les hommes, détruit la croyance en une Providence et la moralité des actions. Mais le commentateur arabe avait attaqué la religion plus directement encore : il avait opposé sa triste doctrine à l'islamisme où il était né, au christianisme et au judaïsme qu'il avait étudiés, et il avait dirigé contre les catholiques ses sarcasmes aussi bien que ses raisonnements. Pétrarque cherchait presque seul à résister au torrent des incrédules ; mais la secte qu'il combattait dans ses écrits philosophiques et ses lettres[1] jouissait d'une pleine liberté, et montrait chaque jour plus de hardiesse. A peine croyait-on les anciennes doctrines bonnes encore pour le peuple, et la religion, presque incompatible avec une semblable philosophie, perdait toute influence sur la conduite des hommes.

[1] *Epistolæ sine titulo*. Ep. ultima, p. 810. — Mémoires pour la vie de Pétrarque, de Sade. T. III, L. VI, p. 757.

Les prélats, plongés dans une débauche dont les lettres de Pétrarque font la peinture la plus révoltante[1], avaient autant perdu leur esprit de domination que les peuples l'habitude de leur obéir. Servilement soumis à la cour de France, ils ne sentaient pas même combien leur dépendance était honteuse. On ne retrouvait plus en eux ce sentiment de leur supériorité sur un monde dont ils s'écartent, ni cette abnégation qui maintient une religion vraie, et qui, lorsqu'elle se trouve dans une religion fausse, la rend encore respectable et utile aux hommes. Au lieu de ne considérer la terre que dans ses rapports avec Dieu, les prêtres ne songeaient à Dieu qu'en raison de leurs intérêts sur la terre. La religion était devenue un moyen tout humain de gouvernement, un instrument que les despotes tenaient dans leurs mains, et qu'ils tournaient contre le peuple.

Une religion court toujours un grand risque lorsqu'elle se donne un chef sur la terre; elle fait dépendre le respect qu'elle réclame d'une chance hasardeuse, de la vertu d'un seul homme; et l'Église se rend responsable de la conduite du pontife qui la représente. Dans les temps de persécution, il est vrai, elle a plus lieu d'espérer que de craindre de la conduite de son chef; car alors il s'anime du zèle même de son troupeau, et il ne se sent distingué des autres que pour donner aux autres un plus bel exemple. Les premiers évêques de Rome, s'il faut en croire leur légende, avaient presque tous été des saints et des martyrs; mais depuis que l'Église avait triomphé, la légende elle-même n'avait plus accordé tant d'honneurs et de vertus à leurs successeurs. Le chef du clergé, dépositaire de son pouvoir, ne put éviter d'être entraîné par les intérêts temporels de son administration, et de faire servir la religion à la politique. C'est la plus grande dégradation à laquelle une autorité divine puisse être exposée. Le plus noble

[1] Dans presque toutes les lettres du livre *Epistolarum sine titulo*.

et le plus désintéressé des sentiments du cœur humain, un sentiment de dévouement et de sacrifices, est ainsi changé en un lâche calcul d'égoïsme et de fraude.

Cependant si une religion devenue dominante doit avoir un chef, si elle doit confier une autorité presque sans bornes sur les consciences à un homme seul, il faut au moins que cet homme soit indépendant. C'est une espèce d'indépendance que celle qu'assure l'enthousiasme au milieu des persécutions : le martyr est au-dessus des rois, puisqu'il méprise leurs ordres, et qu'il ne craint pas leurs bourreaux. Mais lorsque l'enthousiasme a cessé, le chef d'une religion ne sera qu'un sujet, s'il n'est pas souverain. Il est vrai que l'administration d'un état convient mal à un prêtre, qu'elle l'éloigne des pensées qui devraient l'occuper, des mœurs mêmes qu'il devrait avoir; mais la servitude lui convient moins encore. Le pontife souverain sera indépendant des rois, et il rachètera souvent, par sa hardiesse à blâmer leur conduite, les torts de la sienne propre; il réprimera, comme firent toujours les papes, les mauvaises mœurs, dont l'exemple est si pernicieux lorsqu'il est donné sur le trône; il citera quelquefois au tribunal de Dieu tel roi pour être un faussaire, tel prince pour être un impudique ou un assassin [1]. Au travers de leurs passions injustes et de leurs haines implacables, les Innocent et

[1] Cette indépendance que la souveraineté donne aux papes ne peut pas, il est vrai, appartenir également à toutes les périodes de la civilisation. Elle fut entière durant une partie du moyen âge, lorsque aucun souverain n'avait de grands trésors ou de grandes armées, et qu'un potentat pouvait être arrêté une année au siége d'un misérable château; cet équilibre une fois rompu, le pape ne fut plus qu'un petit prince entre des rivaux puissants, et les provinces qui dépendaient de lui ajoutèrent encore à sa servitude. On n'est pas sûr de faire fléchir un religieux en le persécutant, mais bien un petit prince en lui faisant la guerre. Dès lors la puissance temporelle des pontifes, au lieu de défendre la spirituelle, a servi au contraire à l'enchaîner; et lorsqu'on a condamné des provinces autrefois florissantes à languir sous la fatale administration des prêtres, on n'a pas seulement sacrifié leurs habitants à un prétendu avantage européen, on a soumis encore le gardien de la foi à toute armée qui peut envahir ses frontières, à toute flotte qui peut menacer ses rivages.

les Alexandre, lorsqu'ils frappèrent des armes de l'Église les rois de France et d'Espagne, d'Allemagne et d'Angleterre, rappelèrent du moins aux peuples que les souverains, non moins que les sujets, sont punissables pour leurs forfaits.

Lorsque la cour de Rome, transportée au-delà des monts, fut devenue française, elle cessa d'exprimer ainsi le vœu des peuples ou des générations à venir. Elle couvrit de ses voiles les scélératesses de Philippe-le-Bel, et elle lui fournit d'infâmes prétextes pour le massacre des Templiers. Elle fit avec ses successeurs de honteux marchés sur les biens de l'Église, sous le prétexte d'une croisade qu'elle n'avait point intention de mettre jamais en mouvement. Elle trahit les Chrétiens orientaux par de fausses espérances; elle les invita à prendre les armes, et les abandonna ensuite, sans secours, au fer des Musulmans[1].

Le pape Clément VI, au lieu d'ouvrir à Philippe de Valois tous les trésors de l'Église, au nom d'une guerre sacrée à laquelle il ne songeait pas, aurait dû être animé du courage que le frère André d'Antioche, religieux italien qui revenait de la Terre-Sainte, manifesta dans cette occasion. Il arrêta par la bride le cheval du roi. « Es-tu, lui dit-il, ce Philippe « de France qui a promis à Dieu et à la sainte Église de marcher avec ses forces à la délivrance de la terre où Christ, « notre Sauveur, a répandu son sang divin pour notre rédemption? » Philippe, frappé de la physionomie imposante du religieux, répondit que c'était lui-même. « Si tu l'as « promis de bonne foi et avec une intention pure, reprit le « frère André, je prie ce Sauveur béni de diriger tes pas à « une pleine victoire, de te faire prospérer toi et ton armée, « et de te réserver la gloire de purger le lieu vénérable des « abominations des Infidèles. Mais si, après avoir commencé

[1] *Matteo Villani*, L. VII, c. 1 et seq., p. 405.

« et publié cette entreprise, à l'occasion de laquelle une « foule de Chrétiens orientaux ont déjà subi la mort dans d'af- « freux tourments, tu n'as point intention de la poursuivre; « si tu as trompé la sainte Église de Dieu, que la colère et « l'indignation divine descendent sur toi, sur ta maison, « sur ta postérité et ton royaume; que le fléau de la justice « céleste s'appesantisse sur toi et tes successeurs, aux yeux de « tous les Chrétiens; et que le sang des innocents, déjà ré- « pandu à l'occasion du bruit que tu as faussement fait courir, « crie vengeance à Dieu contre toi [1] ! »

Ce n'est pas que les papes français ne traduisissent aussi en jugement les princes avec lesquels ils étaient en guerre. On les vit reprocher aux Visconti leurs crimes, non point avec le langage élevé qui convient aux ministres de Dieu sur la terre, mais avec l'emportement d'un ennemi acharné. Urbain V, dans une bulle qu'il publia contre Bernabos, le désignait par le nom *de fils de perdition, animé d'un esprit diabolique* [2]; et il dévoilait toute la turpitude de ce tyran odieux. Mais ce n'étaient pas les crimes, c'étaient les conquêtes de Bernabos que le pape voulait punir : aussi, dès qu'il eut obtenu de lui la restitution de quelques châteaux dans le Bolonais, il le reçut de nouveau en grâce et le releva de toutes les censures prononcées contre lui.

L'asservissement des papes d'Avignon à la cour de France excitait les réclamations de tout le reste de l'Europe. On accusait les tribunaux ecclésiastiques de partialité; les légats et les gouverneurs nommés par le pape, de vénalité; l'Église entière, de corruption. Tous les évêques étaient tenus de résider auprès de leur troupeau; et cette obligation était sans cesse rappelée par les hommes religieux au grand évêque, qui aurait dû donner aux autres l'exemple de la discipline. Le blâme de

[1] *Matteo Villani.* L. VII, c. 3, p. 407. — [2] *Raynaldus Annal. eccles.* ann. 1362, § 12, p. 418.

toute la chrétienté retombait sur son chef. Cependant, les abus s'affermissant par le laps du temps, l'Église n'aurait peut-être jamais été ramenée d'Avignon à Rome, si la première de ces villes avait continué d'offrir aux papes un asile impénétrable que les gens de guerre ne pouvaient violer, et que les révolutions du reste de l'Europe ne pouvaient ébranler. Mais les Valois, pendant leur règne désastreux, ne garantirent plus à la cour pontificale la paix dont elle avait joui en Provence, en échange de sa liberté.

La guerre avec les Anglais désolait depuis longtemps le royaume de France; les perfidies de Charles-le-Mauvais, roi de Navarre, la Jacquerie, ou la révolte des paysans contre les nobles, et surtout les compagnies d'aventure, avaient achevé de ruiner les provinces. Avignon avait été menacé à la fois par trois de ces troupes associées pour le brigandage. Les bourgeois de la ville et les courtisans du pape avaient été forcés, à plusieurs reprises, sous le pontificat d'Innocent VI, de prendre les armes pour défendre leurs murailles : plus souvent encore la cour s'était rachetée du pillage par de grosses contributions. L'Europe entière, au lieu de plaindre les prélats dans cette conjoncture, se réunissait pour blâmer le pape de son séjour dans une terre d'exil. Pétrarque, dont le nom seul était devenu une puissance, ne laissait pas échapper une occasion de rappeler les évêques de Rome au troupeau particulièrement confié à leurs soins; les lettres quelquefois éloquentes et toujours hardies qu'il leur adressait dans ce but circulaient dans toute l'Europe. Urbain V, déterminé par de si pressants motifs, déclara, au moment de son élection, qu'il serait content d'avoir rétabli le Saint-Siége à Rome, dût-il mourir le lendemain [1]; et en effet il ne tarda pas à s'occuper de l'exécution de ce projet.

[1] *Matteo Villani.* L. XI, c. 26, p. 709.

1365. — Ce fut avec l'empereur Charles IV qu'Urbain concerta son retour dans la capitale de la chrétienté. Ce monarque vint à Avignon au mois de mai 1365, sous prétexte de prendre avec le pape des mesures pour mettre en mouvement une nouvelle croisade. Les progrès des Turcs en Europe commençaient alors à faire désirer que tous les princes catholiques se réunissent pour défendre la Grèce et le Levant contre les ennemis de la foi. La politique aurait approuvé cette guerre sacrée autant que la religion [1]. Mais tous les efforts des souverains et des prêtres, toutes les sollicitations de Pierre de Lusignan, roi de Chypre, qui était venu visiter les cours de l'Occident pour obtenir quelques secours, ne purent ranimer un enthousiasme éteint depuis plus d'un siècle. Le roi de Chypre repartit pour le Levant avec une poignée de croisés. A leur tête il surprit Alexandrie d'Égypte, le 3 octobre 1365. Cependant il ne se sentit pas assez fort pour essayer de garder cette place, et il l'évacua aussitôt [2].

Le pape désirait bien plus l'abaissement de ses ennemis en Italie que la défaite des infidèles. L'empereur saisissait avec plaisir l'occasion de retourner dans un pays où il avait déjà amassé des sommes d'argent considérables. L'un et l'autre annonçaient l'intention de chasser de l'Italie les bandes de brigands qui la désolaient. La compagnie allemande d'Anichino Baumgarten et la compagnie anglaise de Jean Hawkwood dévastaient tour à tour la Toscane et l'état de l'Église. La jalousie qui régnait entre elles avait permis de les opposer l'une à l'autre; mais les peuples souffraient autant de la part de celle dont ils recherchaient l'alliance que de celle qu'ils voulaient combattre [3]. La compagnie de l'Étoile, que les Florentins avaient appelée de Provence pour faire la guerre aux Pisans, et celle de Saint-George, qu'Ambroise, fils na-

[1] *Rayn. Ann. eccles.* 1365, § 1, p: 441.—[2] Fleury, Histoire ecclésiast. L. XCVI, c. 51. — [3] *Cronica d'Orvieto.* T. XV, p. 688.

turel de Bernabos Visconti, avait formée [1], entrèrent à leur tour dans l'état de Sienne et de Pérouse, pour y lever des contributions. Un tel brigandage ne pouvait être souffert plus longtemps, et l'Italie apprit avec joie que le pape et l'empereur s'étaient engagés à y mettre un terme.

1366. — Le cardinal Albornoz, sur la demande d'Urbain V, fit préparer un palais à Viterbe, pour la demeure du pontife pendant l'été [2]. Il fit aussi relever les édifices de Rome qui tombaient en ruine; et il accepta, pour reconduire la cour des bouches du Rhône à celle du Tibre, les galères de Venise, de Gênes, de Pise et de la reine de Naples.

Les deux chefs de la chrétienté s'étaient donné rendez-vous en Italie pour le mois de mai 1367; mais Charles IV fut obligé, par les affaires d'Allemagne, de différer son expédition d'une année. 1367. — Urbain V partit d'Avignon le dernier jour d'avril, avec plusieurs de ses cardinaux, qui, bien qu'à regret, avaient consenti à le suivre; d'autres prirent la route de Turin, mais il y en eut cinq qui refusèrent de quitter la Provence [3].

Urbain relâcha le 25 mai à Gênes, et les deux partis qui divisaient cette république parurent se disputer à qui l'honorerait davantage [4]. Simon Boccanégra, le premier doge de Gênes, était mort en 1363, empoisonné, à ce qu'on assurait, dans un repas donné au roi de Chypre. Tandis que ce magistrat luttait entre la vie et la mort, le peuple avait pris les armes; il avait arrêté les parents de Boccanégra et élu Gabriel Adorno pour doge. Ce dernier était un marchand, de famille plébéienne, mais gibeline; il déploya des talents et un caractère propres à lui assurer pendant le reste de sa vie la direction du parti gibelin [5].

[1] *Cronica Sanese*, p. 187. — [2] *Raynaldi Ann. ecclesiast.* 1366, § 26, p. 462. — [3] *Petrarcæ Rerum Senilium.* L. IX, ep. 2, p. 947. — [4] *Vita Urbani V, ex Bosqueto.* T. III, P. II, *Rer. Ital.* p. 617. — [5] *Georgii Stellæ Annales Genuens.* T. XVII, p. 1096.

La faction opposée, ou des Guelfes, avait pour chef Léonard de Montalto, qui prétendait aussi à la place de doge. En 1365 il avait été forcé de sortir de la ville avec ses adhérents, et il faisait la guerre à sa patrie [1], lorsque le passage du pape à Gênes réconcilia pour un peu de temps les deux partis.

Le cardinal Égidio Albornoz vint attendre Urbain V sur la plage de Cornéto, où le pontife débarqua le 4 juin. Les députés du sénat et du peuple romain s'y trouvaient aussi, et ils offrirent au pape la *seigneurie* de Rome et les clefs du château Saint-Ange [2]. La joie qu'occasionnait le retour du chef de la religion en Italie pouvait seule porter les Romains à reconnaître un maître. Avec beaucoup moins de constance, de valeur et de vertu que les habitants des villes de Toscane, ils étaient cependant agités par les mêmes passions. Leur ressentiment se dirigeait tour à tour contre la noblesse et contre le pouvoir arbitraire d'un seul. En 1362 ils avaient créé un nouveau tribun, nommé Lello Pocadotta; c'était un homme de la lie du peuple, un cordonnier, qui avait profité de son pouvoir éphémère pour chasser tous les nobles de la ville. Mais l'approche de la compagnie du *Capelletto* avait jeté, peu après, les Romains dans un effroi inexprimable; ils avaient chassé leur tribun du Capitole, et ils s'étaient donnés à Innocent VI, à condition que celui-ci ne confierait aucune autorité dans leur ville au cardinal Albornoz [3]. Sous le règne d'Urbain V ils avaient déjà été agités par d'autres révolutions, moins dignes encore d'être connues.

1359. — L'homme sur lequel Urbain comptait le plus pour administrer les états de l'Église, était ce même cardinal Al-

[1] *Georgii Stellæ Annales Genuens.* T. XVII, p. 1100.—[2] *Vita Urbani V, ex Bosqueto*, p. 618. — *Cronica d'Orvieto*. T. XV, p. 691. — [3] *Matteo Villani*. L. XI, c. 25, p. 709. *Tu che leggi*, s'écrie Villani, *ed hai lette le altre maravigliose cose che feciono i buoni Romani antichi, e tocchi queste in comparazione, non ti fia senza stupore d'animo.*

bornoz, qui, dans une légation de quatorze ans, avait reconquis et soumis au Saint-Siége la totalité du domaine ecclésiastique. Albornoz, à son arrivée en Italie, n'avait trouvé que les deux châteaux de Montéfiascone et Montéfalco qui fussent demeurés fidèles au pape[1]; tandis qu'à l'arrivée d'Urbain, toutes les villes de la Romagne, de la Marche, de l'Ombrie et du patrimoine, obéissaient au Saint-Siége. Le pape ayant demandé compte au cardinal de l'argent qu'il avait dépensé durant sa longue administration, celui-ci lui envoya, en réponse, un chariot complétement chargé des seules clefs des villes et châteaux qu'il lui avait soumis[2]. Mais à peine Urbain était-il de retour en Italie, qu'Albornoz mourut à Viterbe, le 24 août 1367. Il emporta les regrets de la cour de Rome, et ceux des peuples, qui avaient pardonné à ses rares talents l'union assez étrange des fonctions de général d'armée à celles de prélat[3].

1367. — Avant de mourir, ce grand politique avait rendu un dernier service au pape, en concluant pour lui une alliance avec tous les ennemis des Visconti. La ligue, qui fut signée à Viterbe le dernier juillet, et publiée le 5 août, comprenait l'empereur, le pape, le roi de Hongrie, et les seigneurs de Padoue, Ferrare et Mantoue[4]. Bientôt la reine de Naples y entra aussi. Cette princesse avait perdu son mari, Louis de Tarente, le 26 mai 1362, et la même année elle s'était remariée en troisièmes noces au fils du roi de Majorque, Jacques d'Aragon, à qui elle n'avait point accordé le titre de roi.

Les frères Visconti se préparaient, de leur côté, à combat-

[1] *Vita Urbani V, ex Bosqueto*, p. 618. — [2] *Pompeo Pellini storia di Perugia.* 2 vol. in-4°. P. I, L. VIII, p. 1205. — [3] *Raynaldi Annales eccles.* 1367, § 15, p. 469. La ville d'Orviéto avait reconnu Albornoz pour son seigneur direct : à la mort du légat, elle se donna au pape, par délibération du conseil général, sans stipuler la réserve de ses libertés. *Cronica d'Orvieto*, p. 692. — [4] *Raynaldi Annales eccles.* 1367, § 17, p. 469.

tre cette coalition formidable. Ils étaient secrètement alliés à toutes les compagnies d'aventuriers qui ravageaient le pays. Le bâtard Visconti, fils de Bernabos, qui lui-même en avait formé une, rassembla toutes les autres à sa solde, et réunit ainsi la plus belle armée qu'on eût encore vue sur pied en Italie [1]. Galéaz, le second frère Visconti, qui depuis quelque temps avait fixé sa résidence à Pavie, se préparait aussi, à sa manière, à combattre ses ennemis. Le faste et les vanités occupaient toutes ses pensées. Pétrarque, qui vivait à sa cour, applaudissait à sa magnificence et à la protection qu'il accordait aux arts et aux lettres : mais ses sujets gémissaient sous les impôts dont ils étaient accablés; ses ministres et ses soldats, qu'il laissait sans paie, le détestaient; et les villes qui dépendaient de lui n'étaient retenues sous son joug que par la terreur qu'inspiraient ses cruautés [2].

Galéaz attachait sa vanité à s'allier, par des mariages, aux plus grands rois de la chrétienté. 1368. — Il fit épouser, au mois de mai, sa fille Violante, à Lionel, duc de Clarence, fils du roi d'Angleterre : pour déterminer ce prince à faire un tel mariage, il lui avait offert, avec sa fille, deux cent mille florins de dot, et la souveraineté de cinq villes du Piémont [3]. Galéaz prétendait avoir pour but d'attacher plus fermement par ce mariage la compagnie anglaise à ses intérêts. En effet, Jean Hawkwood, à la tête de cette troupe formidable, entra sur le territoire de Mantoue, qu'il mit à feu et à sang. Mais bientôt le nœud de cette alliance avec les compagnies d'aventuriers fut rompu d'une manière inattendue : Lionel, duc de Clarence, mourut, au bout de peu mois, des suites de son intempérance.

[1] *Bernardino Corio hist. Milan*. P. III, p. 238. — [2] *Petri Azarii Chronicon*, c. 14, p. 402. — [3] Alba, Cunéo, Cérastro, Mondovi et Braida. Les noces furent célébrées avec une magnificence sans exemple. La cour était distribuée à plusieurs tables, selon le rang des personnages ; mais Pétrarque fut admis à celle des princes souverains. *Bernardino Corio stor. Milanesi*. P. III, p. 239.

Sur ces entrefaites, Charles IV arriva le 5 mai à Conigliano, avec une armée très considérable : les alliés d'Italie allèrent l'y joindre, et il se trouva à la tête de forces bien supérieures à celles des Visconti[1]. Mais Hawkwood arrêta quelque temps cette armée dans l'état de Mantoue, en rompant les digues de l'Adige, qui inonda le camp de l'empereur[2]. De son côté, Bernabos, qui connaissait l'avarice de Charles IV, profita de ce retard pour lui faire accepter des présents considérables ; il l'engagea ainsi à entrer en négociations pour la paix, et à licencier son armée. Les troupes impériales, pendant trois mois qu'elles séjournèrent en Italie, ne purent pas réduire le plus petit château des Visconti, ou de Can Signore de la Scala, leur allié : elles avaient ruiné les seigneurs de Mantoue et de Ferrare, amis de Charles IV ; et elles furent renvoyées honteusement, sous la seule condition que les Visconti rendissent aux Gonzague le château de Borgoforte, qu'ils leur avaient enlevé[3].

La surprise et l'indignation de l'Italie entière furent extrêmes à la nouvelle de ce honteux traité. Cinquante mille hommes avaient été rassemblés des extrémités de la Bohême au royaume de Naples, et de la Hongrie à la Provence, pour délivrer l'Italie de la tyrannie des Visconti et des brigandages des compagnies ; et cette formidable coalition était dissoute par son chef, comme si elle avait atteint son but par la restitution d'un misérable château. Cependant Charles IV, indifférent au blâme lorsqu'à ce prix il pouvait amasser de l'argent, s'avançait vers la Toscane avec les faibles restes de son armée.

L'empereur était appelé dans cette province par les solli-

[1] La Chronique de Plaisance (T. XVI, p. 509) prétend qu'il commandait à cinquante mille chevaux ; ce qui peut être vrai, s'il avait dans son armée beaucoup de troupes légères et de Hongrois.—[2] *Chronicon Estense*. T. XV, p. 491.—[3] *Bernard. Corio storia di Milano*. P. III, p. 241. — *Chron. Estense*. T. XV, p. 491.

citations des Lucquois. Ce peuple, opprimé par les Pisans qu'il détestait, avait consacré à Charles IV son affection et son respect dès le temps où ce monarque, alors prince de Bohême, gouvernait Lucques au nom de son père le roi Jean [1]. Plusieurs Guelfes de cette ville, forcés à émigrer, avaient acquis de grandes richesses dans le commerce de France, et ils offraient à l'empereur de payer au plus haut prix la liberté que ce monarque pouvait leur rendre.

Giovanni Agnello, seigneur de Pise, traitait de son côté avec Charles IV; il désirait l'engager à confirmer le titre de doge qu'il avait usurpé; il le voyait avec inquiétude s'approcher à la tête de douze cents gendarmes; et il s'apercevait déjà que l'attente d'une révolution donnait de la hardiesse aux mécontents, et lui faisait rencontrer de l'opposition jusque dans son propre conseil. Il exigea la promesse que Charles le constituerait vicaire impérial à Pise, et qu'il confirmerait ainsi son autorité; à ce prix, il consentit à renoncer à la conquête la plus importante qu'eût faite la république de Pise, à celle pour la défense de laquelle des factions ennemies s'étaient plus d'une fois réconciliées. Le 23 août 1368, il consigna Lucques à Marcovald, évêque d'Auguste, qui en prit possession au nom de l'empereur. Cette ville était demeurée soumise aux Pisans depuis le 6 juillet 1342 [2].

Charles IV fit son entrée à Lucques le 5 septembre. A quelque distance de cette ville, il avait rencontré Giovanni Agnello, et il l'avait armé chevalier; honneur que le seigneur de Pise avait rendu aussitôt à deux de ses neveux et à plusieurs de ses compatriotes. Le monarque, le doge et les nouveaux chevaliers, en rentrant à Lucques, montèrent sur des échafauds qu'on avait élevés autour de la place de Saint-Mi-

[1] *Beverini Annal. Lucenses. Mss. ex archivio Lucense.* L. VII, p. 958. — [2] *Croniche di Pisa.* T. XV, p. 1048. — *Paolo Tronci Ann. di Pisa,* p. 417. — *Beverini Annales Lucensium.* L. VII, p. 959.

chel; c'est là qu'Agnello devait être déclaré vicaire impérial, en présence du peuple : mais tout à coup l'échafaud sur lequel il était monté croula sous le poids de ceux qu'il portait; plusieurs furent tués par leur chute, et Agnello eut la cuisse cassée. Le tyran, retenu dans son lit, ne pouvait plus inspirer de crainte. Les amis de la liberté à Pise prirent aussitôt les armes, sous la conduite de Pierre d'Albizzo de Vico; les cris de *vive l'empereur et meure le doge!* retentirent dans toutes les rues; la garde ducale fut forcée; le palais du conservateur pillé, et de nouveaux Anziani furent élus pour gouverner la république selon ses anciennes lois. A la nouvelle de cette révolution, tous les exilés rentrèrent dans Pise, à la réserve de Pierre Gambacorti; tandis qu'Agnello, retenu dans son lit à Lucques, se détermina le surlendemain à se dépouiller de tous les droits qu'il pouvait avoir à la seigneurie, après l'avoir conservée un peu plus de quatre ans [1].

Charles IV ne se hâtait point de rendre à Lucques sa liberté; il regardait cette ville comme une résidence sûre et commode, d'où il pouvait étendre ses intrigues dans les républiques de Toscane, y acquérir de nouveaux droits, ou tout au moins en tirer de l'argent. Bientôt une révolution que son approche avait fait éclater à Sienne lui fournit l'occasion qu'il cherchait de vendre sa protection.

Lorsque l'empereur avait passé à Sienne, treize ans auparavant, un mouvement populaire qu'il avait favorisé avait exclu du gouvernement l'oligarchie dominante. Dès lors les riches marchands qui avaient composé cette oligarchie avaient été déclarés incapables autant que la noblesse d'avoir part au gouvernement populaire. On avait fait dans l'État, d'eux et de leurs familles, un ordre séparé qu'on appelait le Mont des Neuf, à cause de la magistrature suprême qu'il avait

[1] *Croniche di Pisa.* T. XV, p. 1050. — *Beverini Annales Lucenses.* L. VII, p. 960.

occupée, et qu'on avait abolie en le dépouillant. Mais les bourgeois d'un état un peu inférieur, qui, après les Neuf, étaient parvenus à la nouvelle magistrature des Douze, avaient marché si exactement sur les traces de leurs devanciers, qu'ils s'étaient comme eux emparés sans partage du pouvoir suprême, et que le Mont des Douze, qu'ils avaient formé, n'était guère moins odieux au peuple que celui des Neuf.

Les Douze redoutaient surtout la haine de la noblesse ; ils cherchèrent à faire renaître ses anciennes querelles pour l'affaiblir. Les deux illustres familles des Toloméi et des Salimbéni avaient été de tout temps à la tête des deux partis guelfe et gibelin à Sienne. Les Douze feignirent d'être divisés par les mêmes partis, et ils excitèrent ces deux familles à prendre les armes l'une contre l'autre, promettant à chacune de la seconder. Mais les nobles, dont la haine héréditaire était refroidie par les persécutions qu'ils éprouvaient en commun, s'avouèrent mutuellement les offres de secours que les magistrats leur avaient faites. Honteux d'avoir versé leur sang pour satisfaire la secrète jalousie des plébéiens, ils se concertèrent pour se venger par les mêmes artifices dont on usait envers eux. Ils affectèrent un redoublement de haine les uns contre les autres, ils firent venir de leurs terres leurs vassaux, et ils rassemblèrent dans leurs maisons des soldats, sans que les Douze missent aucune opposition à ces préparatifs qu'ils leur voyaient faire pour s'entre-détruire. Les nobles, cependant, avaient attiré à eux tous les chefs du Mont des Neuf et plusieurs plébéiens mécontents ; ils avaient rassemblé dans la ville huit mille hommes sous les étendards des deux armées guelfe et gibeline. Tout à coup ces deux armées se réunirent, le 2 septembre 1368, et leurs chefs demandèrent à la seigneurie la possession du palais et de tous les lieux forts. Les Douze, surpris, ne purent pas même tirer l'épée pour leur défense : ils se retirèrent dans leurs maisons, et

renoncèrent au gouvernement qu'ils avaient conservé pendant treize ans[1].

Les nobles, maîtres de la république, déclarèrent qu'ils voulaient rétablir à Sienne le gouvernement consulaire, sous lequel cette ville avait fleuri pendant le XII[e] siècle. Dans l'ordre de la noblesse, on distinguait cinq familles d'une haute antiquité, les Toloméi, Salimbéni, Piccolomini, Saracini et Malavolti. Cinq consuls furent pris dans ces cinq familles illustres, cinq autres dans le reste de la noblesse, et trois dans l'ordre des Neuf, qui fut de nouveau admis au gouvernement[2].

Mais le peuple, qui avait été longtemps en possession des magistratures, ne pouvait souffrir patiemment d'en être exclu; et, dans l'agitation d'une révolution récente, chaque parti recourut à l'empereur et le choisit pour arbitre. Charles accepta le rôle de médiateur avec empressement, il promit sa protection à tous les partis; mais il s'assura surtout des Salimbéni, déjà disposés à séparer leur cause de celle de leur ordre, et il fit partir en toute hâte, avec huit cents gendarmes, Malatesta Unghéro, l'un des seigneurs de Rimini, qu'il nomma vicaire impérial à Sienne.

Les nobles ne voulaient point ouvrir leurs portes à cette petite armée avant d'avoir assuré leurs droits par un traité; mais le Mont des Douze et le peuple étaient plus empressés à se confier à l'empereur, parce qu'ils avaient moins à perdre. Nicolas Salimbéni, l'un des consuls, trahit ses collègues pour se réunir au peuple, et fit entrer, le 24 septembre, Malatesta Unghéro par la porte qui lui était confiée. La noblesse, quoique surprise, se défendit dans les rues, et ce ne fut qu'après avoir été vaincue dans plus de dix combats, soutenus de poste

1. *Cronica Sanese*. T. XV, p. 196. — *Malavolti storia di Siena*. P. II, L. VII, p. 129.—
2 *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 197.

en poste, qu'elle sortit enfin de la ville et se retira dans ses châteaux[1].

Le peuple victorieux était appelé à donner une nouvelle forme au gouvernement, et à régler la distribution des droits politiques entre les divers ordres de l'état. Il ne crut point pouvoir abolir le passé, ou faire renoncer les citoyens à des affections et des passions qu'ils tenaient de leurs ancêtres, et auxquelles ils devaient leur force et leur importance. Les nouveaux législateurs reconnurent donc l'existence des deux Monts des Neuf et des Douze ; ils en formèrent un troisième, où ils rangèrent les citoyens étrangers aux deux oligarchies précédentes. Cet ordre nouveau, plus nombreux que les deux autres, reçut de la réforme qui lui donnait naissance le nom de Mont des Réformateurs. La seigneurie fut composée de douze magistrats, dont trois furent pris de la première classe, quatre de la seconde et cinq de la troisième. La même proportion fut suivie dans la formation des deux conseils qui devaient seconder la seigneurie, et compléter avec elle le gouvernement[2].

L'empereur, qui séjournait encore à Lucques, voyait avec plaisir les révolutions de Pise et de Sienne affaiblir ces deux républiques, et les préparer à se mettre sous sa dépendance. Il aurait bien voulu exciter quelques troubles à Florence, pour intervenir à leur occasion dans le gouvernement de cette riche république, et tirer d'elle quelque argent. Il avait fait aux ambassadeurs florentins des reproches amers de ce que la seigneurie avait occupé San-Miniato, Prato et Volterra, qu'il réclamait comme terres de l'empire, et dès son arrivée à Lucques il avait envoyé ses gendarmes occuper San-Miniato et faire des courses sur le territoire florentin. Mais aussitôt que la république, résolue à défendre ses droits par

[1] *Malavolti storia di Siena.* P. II, L. VII, p. 130. — [2] *Orlando Malavolti storia di Siena.* P. II, L. VII, p. 130.

les armes, eut soldé des gens de guerre, Charles se radoucit[1]. Il se trouvait alors dans un besoin d'argent si pressant, qu'il avait mis en gage sa couronne à Florence même pour seize cent vingt florins, et qu'il ne put la retirer qu'en empruntant cette somme des Siennais[2]. Il abandonna donc ses prétentions, et partit pour Sienne, où il ne resta que peu de jours; de là il continua sa route vers Rome.

Le pape n'avait pas lieu d'être satisfait de la conduite de l'empereur, qui, en abandonnant tout à coup la guerre entreprise contre les Visconti, avait renversé toutes les espérances de l'Église : mais Charles prit à tâche de se réconcilier avec Urbain par la conduite la plus humble et la plus respectueuse; il parut n'avoir d'autre but, en se rendant à Rome, que d'abaisser la dignité impériale devant celle du pontife. Il s'arrêta d'abord à Viterbe pour le voir; puis, étant arrivé à Rome avant lui, il revint en arrière pour l'attendre à la porte Angélica; il s'avança à pied au-devant de lui; il prit le cheval d'Urbain par la bride, et le conduisit ainsi jusqu'au palais du Vatican. Les Romains, loin de s'enorgueillir des respects rendus à leur évêque, conçurent un profond mépris pour le monarque qui s'humiliait ainsi à ses pieds. L'empereur fit couronner sa quatrième femme par le pape; et, après avoir servi le pontife à la messe comme diacre, avec le livre et le corporal, il repartit de Rome, et reprit la route de Toscane[3].

A son retour à Sienne, le 22 décembre, il y trouva la discorde réveillée par les intrigues de Malatesta Unghéro, le vicaire qu'il y avait laissé. Pendant l'absence de l'empereur, les Douze avaient excité une nouvelle sédition, dans l'espérance

[1] *Sozomeni Pistoriens. Histor.* T. XVI, p. 1084. — *Leon. Aretino storia Fiorent.* L. VIII. — [2] *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 200.—[3] *Vita Urbani V, ex Bosqueto.* T. III, P. II, p. 622. — *Cronica d'Orvieto ad finem*, p. 694. — Le chroniqueur de Rimini dit de cet empereur : *E per certo, se io non ti avessi promesso da principio di scrivere de la sua venuta, non avrei intinta questa carta, perche me ne vergogno, in suo servizio*, T. XV, p. 912.

de recouvrer leur ancienne autorité : mais le tumulte n'avait abouti qu'à procurer plus de pouvoir au Mont des Réformateurs ; on avait ajouté trois nouveaux membres à la seigneurie, et on les avait pris dans cet ordre, le plus pauvre comme le plus nombreux. Les Douze, dupes pour la seconde fois de leurs propres intrigues, étaient plus irrités que jamais contre le gouvernement. Ils prêtèrent l'oreille avec empressement aux propositions secrètes de l'empereur, qui s'était engagé à vendre au pape Sienne et quelques autres villes de Toscane, et qui avait fait venir auprès de lui le cardinal Gui de Montfort, légat de Bologne, avec un gros corps de cavalerie, pour mettre ce marché à exécution [1].

Charles IV, assuré des Douze et des Salimbéni, demanda que la seigneurie le mît en possession des cinq châteaux les plus importants du territoire de Sienne [2], et que les gonfalonniers et les soldats de milice lui prêtassent serment de fidélité. Cette demande fut communiquée au conseil-général, qui la rejeta à une grande majorité. Il refusa également d'augmenter le pouvoir des Douze, comme l'empereur l'avait demandé [3]. Celui-ci, rebuté par ces deux refus, résolut de faire usage de la force. 1369. — A son instigation, la faction des Douze prit les armes, de concert avec les Salimbéni, le 18 janvier 1369, pour chasser du palais trois citoyens de l'ordre des Neuf qui siégeaient dans la seigneurie. En même temps, Malatesta Unghéro s'avança sur la grande place avec sa cavalerie ; et l'empereur, armé de toutes pièces, se mit à la tête du reste de ses gendarmes et de ceux de l'Église. Trois mille cuirassiers étaient alors réunis dans Sienne, sous les ordres d'un monarque étranger. Les trois seigneurs des Neuf, à qui l'ordre de sortir du palais avait été porté de la part de Malatesta Unghéro, s'étaient re-

[1] *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 203. — [2] Massa, Montalcino, Grosséto, Télamone et Casole. — [3] *Orland. Malavolti*. L. VII, p. 133.

tirés en effet, malgré les instances de leurs collègues. Mais ceux-ci, restés seuls, ne perdirent point courage. Ils firent sonner le tocsin, et donnèrent ordre au capitaine du peuple, Mattéino Menzano, d'attaquer l'empereur à la tête des compagnies de milice.

Le palais public était déjà en partie occupé par les rebelles du parti des Douze et des Salimbéni; ils en furent chassés par le peuple furieux. Malatesta Unghéro était sur la place de la Fontaine avec huit cents gendarmes : sa troupe fut enfoncée, la plupart de ses chevaux furent tués, et il fut obligé de s'enfuir vers les palais des Malavolti, où il chercha à se fortifier. L'empereur, entouré de princes allemands, de ses capitaines, et de tout le reste de sa cavalerie, s'avançait vers le palais, et déjà il était arrivé jusqu'à *la croce del travaglio,* quand il fut attaqué impétueusement par les compagnies du peuple; sa troupe fut bientôt mise en désordre : celui qui portait l'étendard impérial fut tué, et Charles fut obligé de se retirer vers la place des Toloméi, où il se fortifia dans les palais de ces gentilshommes émigrés. Pendant plus de sept heures il défendit ses retranchements, et dans ce long combat la perte fut très considérable de part et d'autre. Une moitié des soldats de Charles étaient blessés, quatre cents hommes de marque avaient été tués à ses côtés; ses gendarmes avaient perdu plus de douze cents chevaux, lorsqu'enfin l'enceinte qu'ils défendaient fut forcée, et le monarque réduit à s'enfuir dans les maisons des Salimbéni[1].

Pendant que le combat durait encore, la seigneurie avait fait rappeler ses trois collègues de l'ordre des Neuf, que la faction des Douze avait chassés du palais. Ils furent reconduits à leurs siéges au son des fanfares, couverts de guirlandes, et l'olivier à la main.

[1] *Cronica Sanese di Neri di Donato,* p. 205.

Le capitaine du peuple ne poursuivit point l'empereur dans les maisons des Salimbéni, quoiqu'il lui eût été facile de l'y faire prisonnier. Il crut devoir user avec modération de sa victoire sur le premier monarque de la chrétienté, et lui montrer des égards, dès l'instant qu'il n'avait plus à le craindre. Mais il le fit prier, par les Salimbéni, de sortir de la ville ; et pour donner plus d'efficacité à cette prière, il fit publier à son de trompe la défense de fournir des vivres à lui ou à personne de sa troupe.

« L'empereur, dit un historien siennais contemporain, était « demeuré seul, avec la plus grande peur qu'ait jamais eue « aucun misérable. Les yeux de tout le peuple armé étaient « fixés sur lui ; il pleurait, il s'excusait, il embrassait ceux « qui s'approchaient de lui ; il assurait qu'il avait été trahi « par Malatesta, par le podestat, par les Salimbéni et les « Douze ; il racontait de quelle manière, et quelles offres on « lui avait faites. Francesco Bastali, qu'il indiquait comme « ayant eu part à cette négociation, fut arrêté et livré au ca- « pitaine du peuple ; on cherchait également les autres traî- « tres. Cependant l'empereur traitait avec la seigneurie et le « peuple ; il donna à la première le vicariat perpétuel de « l'empire dans la ville et son territoire. Il fit au peuple de « Sienne une quittance générale, et accorda beaucoup plus de « grâces qu'on ne lui en demandait. Tremblant comme il l'é- « tait, et mourant de faim, il semblait avoir perdu la tête : il « voulait s'en aller, mais il ne le pouvait pas, car il n'avait « plus ni chevaux, ni argent, ni compagnie. A force de pei- « nes, le capitaine lui fit recouvrer une partie de ce qu'il « avait perdu[1]. » Lorsque Charles eut enfin repris un peu d'assurance, il demanda qu'en compensation de l'affront qu'on

[1] *Neri di Donato Cronica Sanese*. T. XV, p. 206. — F. M. Pelzel passe très rapidement sur ces événements, et sur toute la seconde expédition en Italie de son héros. *Karl. der Vierte Romischer Kaiser*. T. II, p. 811.

venait de lui faire, et des grâces qu'il avait accordées à la seigneurie, la république lui payât une contribution de vingt mille florins, en quatre ans. Les Siennais y consentirent, et lui payèrent le premier terme immédiatement, pour le mettre en état de sortir de leur ville.

Les Siennais avaient combattu avec vigueur pour la défense de leur liberté, au moment où ils avaient reconnu la trahison de leurs hôtes : mais malgré cet accord momentané, les factions qui les divisaient n'étaient point réconciliées ; et dès que l'empereur fut parti, le 25 janvier, l'anarchie parut redoubler. Les nobles exilés faisaient la guerre à la république ; les Douze et les Salimbéni s'étaient rendus odieux par leur association avec les ennemis de l'état : les Neuf et les Réformateurs s'efforçaient vainement de réconcilier des partis acharnés les uns contre les autres. La guerre se prolongea entre la ville et les campagnes pendant une partie de l'été suivant ; elle fut enfin terminée le 30 juin, par l'entremise des Florentins dont tous les partis avaient invoqué la médiation. Les nobles furent rappelés à la ville, rétablis dans tous leurs droits, et rendus capables d'exercer toutes les magistratures, excepté la seigneurie. Les autres ordres continuèrent à partager les offices supérieurs dans une proportion fixée par les lois [1].

L'empereur, en partant de Sienne, avait eu d'abord l'intention de se rendre à Pise ; mais, informé que cette ville était sous les armes, il craignit d'y être exposé à une sédition semblable à celle à laquelle il échappait, et il se rendit droit à Lucques, par Vico Pisano.

Les Pisans, après avoir renversé le gouvernement d'Agnello, avaient flotté quelque temps entre diverses factions; et l'anarchie les aurait bientôt peut-être rejetés dans la servitude, si les plus vertueux citoyens, d'accord avec les gentils-

[1] *Malavolti storia di Siena.* P. II, L. VIII, p. 137.

hommes, ne s'étaient associés pour maintenir, les armes à la main, la tranquillité et la liberté. Cette ligue prit le nom de compagnie de Saint-Michel; elle se trouva bientôt forte de quatre mille combattants, et elle prit l'engagement de demeurer indépendante entre les Bergolini et les Raspanti. Dès que l'ordre eut été rétabli dans Pise par la vigueur de la compagnie de Saint-Michel, une clameur générale, que la crainte avait réprimée jusqu'alors, s'éleva contre les Raspanti. La ruine du commerce, la guerre avec les Florentins, l'accroissement des impôts, la tyrannie de Giovanni Agnello, et la perte de Lucques, avaient été les conséquences fatales de leur administration. Si la république leur pardonnait tant de fautes, quelles étaient donc celles qu'elle s'obstinait à punir dans Pierre Gambacorti, lui dont les parents avaient péri treize ans auparavant victimes d'une sentence injuste, et dont l'empereur avait sans doute reconnu lui-même l'innocence, puisqu'il venait d'admettre de nouveau cet illustre exilé dans sa faveur? En effet, Charles IV avait promis sa protection à Pierre, qu'il avait rencontré à Calcinaia, et de qui il avait reçu un présent de dix mille florins [1].

A l'intercession des deux chefs de la compagnie de Saint-Michel, la sentence contre les Gambacorti fut annulée, et Pierre fut rappelé dans sa patrie avec ses enfants. Ils y rentrèrent le 24 février, portant à leurs mains des branches d'olivier, tandis que leurs concitoyens faisaient retentir les rues de cris de joie, et que les cloches de la ville sonnaient en actions de grâces. Pierre Gambacorti, parvenu à la cathédrale, fit, au nom de tous les émigrés, son offrande au pied du grand autel. Il prêta ensuite serment de maintenir l'état populaire, de vivre en bon citoyen parmi ses égaux, d'oublier enfin et de pardonner toutes les anciennes injures [2].

[1] *Bernardo Marangoni Cron. di Pisa*, p. 748. — *Paolo Tronci Annali Pisani*, p. 421. — [2] *Bernard. Marangoni Cron. di Pisa*, p. 749. — *Tronci Annali Pisani*, p. 424. Ce der-

Mais tous les Bergolini n'avaient pas renoncé à leur vieille rancune. Le surlendemain de Pâques, plusieurs d'entre eux prirent les armes et attaquèrent les maisons des Raspanti, où ils voulaient mettre le feu. La moitié de la ville aurait peut-être été brûlée, si Pierre Gambacorti n'était pas accouru pour défendre ses ennemis, et n'avait pas repoussé les incendiaires. *J'ai bien pardonné,* leur disait-il, *moi, dont les parents ont péri sur l'échafaud, de quel droit vous autres refuseriez-vous de pardonner?* Gambacorti arrêta en effet les combattants, mais il n'empêcha pas que le gouvernement ne fût changé. Le parti des Raspanti fut exclu de l'administration; toutes les places furent données aux Bergolini, et la compagnie de Saint-Michel fut dissoute du consentement de ses chef [1].

Il restait néanmoins encore aux Raspanti une porte fortifiée, celle aux Lions, que les partisans de Giovanni Agnello n'avaient jamais évacuée. D'autres Raspanti s'étaient rassemblés à Lucques, auprès de Charles IV, et cherchaient à persuader à ce monarque qu'il lui serait facile de s'emparer de Pise par cette porte. Charles, entraîné par leurs conseils, fit jeter en prison douze ambassadeurs que la république lui avait envoyés. On comptait parmi eux les hommes les plus distingués de l'état, Pierre d'Albizzo de Vico, Gualandi de Castagnéto et Manfred Buzzachérino de Sismondi. L'empereur, en les retenant comme otages, s'applaudissait de les avoir ôtés aux conseils de la république. En même temps il fit avancer son grand-maréchal avec toute sa cavalerie vers la porte aux Lions. Mais tandis que les Allemands entraient dans la ville, les Pisans, que le tocsin appelait à la défense de leur patrie, élevaient des barricades en face de la porte qu'occupaient leurs ennemis. Tous les bancs de la cathédrale, qui était voisine, furent apportés en hâte dans la rue pour en faire une

nier est très partial pour les Raspanti. — [1] *Bern. Marangoni Cronica di Pisa,* p. 751.

fortification nouvelle et d'étrange apparence, tandis que les arbalétriers montaient sur le baptistère pour combattre de là les ennemis qui occupaient la muraille. Un ingénieur pisan avait coupé avec adresse la corde qui devait soulever la herse de la porte, en sorte que les Allemands perdirent un temps considérable avant de pouvoir pénétrer dans la ville et commencer leur attaque [1]. Quand ce premier obstacle fut surmonté, ils en trouvèrent un plus grand dans la résistance opiniâtre des Pisans. Les femmes se mêlaient aux combattants pour les encourager et leur fournir des pierres et des traits. Après un combat acharné, les Allemands se rebutèrent, et le chancelier de l'empereur demanda une conférence secrète avec les Anziani. On supposa que dans cette entrevue il avait reçu un présent considérable, lorsqu'on vit qu'aussitôt qu'elle fut terminée il fit retirer toutes ses troupes. Quarante fantassins qu'il avait laissés de garde à la porte aux Lions furent forcés à se rendre, et les ouvrages intérieurs qui faisaient de cette porte une espèce de forteresse furent rasés par le peuple [2].

L'empereur, après les échecs qu'il avait éprouvés à Sienne et à Pise, ne songeait plus qu'à tirer de l'argent des villes de Toscane et à repartir pour la Bohême. Il envoyait sa cavalerie faire des courses sur le territoire des Pisans, pour les amener ainsi à une négociation : en même temps, il cherchait à donner de l'inquiétude aux Florentins, en réclamant des droits de l'empire tombés dès longtemps en désuétude. Il permit même au patriarche d'Aquilée, son frère naturel, de partir de Lucques à la tête d'un corps de cavalerie pour ravager le val d'Elsa et le territoire florentin jusqu'à Montespertoli [3]. La seigneurie, impatiente de se débarrasser d'un voisin dange-

[1] *Cronica anonima di Pisa*. T. XV, p. 1053. — [2] *Bern. Marangoni Cron.* p. 753. — [3] *Marchione di Coppo Stefani storia Fiorent.* L. IX, Rub. 708, T. XIV, p. 71. *Delizie degli Eruditi Toscani.*

reux, consentit enfin à payer à Charles cinquante mille florins, pour le faire renoncer à ses droits sur les terres de l'empire qu'elle avait réunies à son territoire. Elle fit également la paix des Pisans, et pour une égale somme. Charles IV, à ce prix, reconnut la ville de Pise pour fidèle à l'empire : il la confirma dans la jouissance de sa liberté ; et il déclara ce privilége inaliénable, de telle sorte que l'autorité d'un seul ne pût jamais remplacer celle des Anziani et du peuple[1].

La négociation que l'empereur avait entamée à Lucques était plus profitable encore pour lui, et cependant il obtenait des Lucquois la plus vive reconnaissance pour des grâces qu'il ne leur vendait qu'au poids de l'or. Le 6 avril, dans une assemblée solennelle des plus grands seigneurs d'Allemagne et d'Italie, il déclara la ville de Lucques libre et indépendante des Pisans ; et deux jours après il confirma cette déclaration par une charte, sous la bulle d'or, qu'il confia aux dix Anziani[2]. Le peuple de Lucques reçut cette faveur avec des transports de joie ; il voua une reconnaissance éternelle à Charles IV, tandis que l'avare monarque lui demandait deux cent mille florins pour le rachat de sa liberté. La ville, ruinée par de longues guerres et par la domination oppressive de plusieurs tyrans, n'était pas en état de fournir sur-le-champ une somme aussi énorme : Charles IV, en attendant qu'elle fût payée, consigna en gage la ville de Lucques au cardinal Gui de Montfort, qui, au nom du pape, avait avancé cinquante mille florins à l'empereur[3]. Lucques, qui n'avait encore fait que changer de maître, courait risque d'être vendue au pape malgré le vain parchemin qui lui rendait la

[1] *Bern. Marangoni Cronica di Pisa*, p. 755. — *Paolo Tronci Annali di Pisa*, p. 427. — *Scipione Ammirato Istor. Fiorent.* L. XIII, p. 667. — [2] *Beverini Annales Lucenses.* L. VII, p. 965. — Pelzel n'a point connu les détails du rétablissement de la liberté à Lucques ; il passe très rapidement sur l'action qui fit en Italie le plus d'honneur à son héros. T. II, p. 814. — [3] *Beverini Annales Lucensium.* L. VII, p. 966.

liberté. Mais les Lucquois témoignaient une joie si vive, tant d'amour et tant de reconnaissance pour l'empereur, que celui-ci prit plaisir à donner plus de solennité encore aux priviléges qu'il accordait à leur république. Le 6 juin il fit assembler le peuple sur la place Saint-Michel, et dans un discours d'apparat il confirma le don qu'il lui avait fait de la liberté[1]. Un mois plus tard, il lui accorda une nouvelle bulle, par laquelle il déclarait que tout le val de Niévole devait demeurer en propriété à la république de Lucques[2]. Cependant cette province, dont les Florentins avaient achevé la conquête dès l'an 1338, était toujours sous leur domination, et jamais dès lors elle n'en est ressortie : Charles IV n'avait pas même la pensée de se brouiller avec Florence pour la reconquérir, et les Lucquois n'en ont jamais revendiqué la possession.

Les nouvelles grâces de Charles coûtaient aux Lucquois de nouveaux présents et les obligeaient à de nouvelles fêtes; le rachat de leur liberté ne fut accompli qu'au prix de trois cent mille florins[3]. Quelques efforts que fissent les Lucquois, ils ne purent rassembler cette somme avant le départ de l'empereur. Celui-ci quitta leur ville le 5 juillet, et prit sa route par Pescia, Pistoia et Bologne pour retourner en Allemagne. Les trésors qu'il avait achetés par tant de honte lui servirent à orner Prague, sa capitale, de magnifiques édifices, et le pont superbe qu'il bâtit sur la Muldaw est un monument de la dignité impériale prostituée en Italie.

Les Lucquois demeurèrent encore près d'une année sous l'autorité du cardinal de Montfort; peu s'en fallut même qu'ils ne tombassent au pouvoir de Bernabos Visconti, qui cherchait tour à tour à surprendre leur ville ou à l'acheter du légat[4]. Cependant ils réussirent enfin, avec le secours de

[1] *Beverini Annales Lucenses*. L. VII, p. 968.—[2] *Ibid.* p. 971.—[3] *Ibid.* p. 966.—[4] *Ibid.*

leurs amis, à rassembler l'argent nécessaire pour se racheter des mains de Montfort. Les Florentins leur prêtèrent vingt-cinq mille florins, François de Carrare quinze mille, les marquis d'Este quinze mille, le pape Urbain V cinquante mille[1], et au mois d'avril 1370, le cardinal de Montfort, ayant reçu le solde de ce qui lui était dû, repartit de Lucques pour retourner en France, après avoir rendu aux habitants de la ville les clefs des portes et de la forteresse[2].

La république de Lucques rentra ainsi en possession de sa liberté, après en avoir été privée depuis le 14 juin 1314, jour où une dissension dans le parti guelfe avait fait triompher les Gibelins, et avait ouvert la ville à Uguccione de Faggiuola.

Pendant cinquante-six ans de servitude sous des maîtres divers, mais tous également oppressifs, Lucques avait perdu sa population, ses richesses, ses manufactures et son commerce : une province importante pour un si petit état, le val de Niévole, en avait été détachée pour toujours. Mais ses citoyens, échappés en petit nombre au fer des ennemis, dispersés en exil dans des terres lointaines, ou enchaînés dans leur patrie par leur pauvreté même, n'avaient pas perdu ce qui fait la vie des nations, ce qui peut, après une longue interruption, renouveler leur existence, l'amour ardent de la liberté. Ils ne s'accoutumèrent jamais à la servitude; ils ne se regardèrent jamais comme devenus la propriété de leurs maîtres. Quoique nés dans l'esclavage, ils se sentirent dignes de la liberté, parce que leurs ancêtres l'avaient possédée ; ils n'épargnèrent ni leur sang ni leurs richesses pour rendre l'existence à leur patrie ; ils ne se rebutèrent point par les difficultés ; ils eurent recours tour à tour et sans se lasser aux

[1] *Beverini Annales Lucens.* L. VII, p. 966. — [2] *Cronica Sanese di Neri di Donato,* p. 222. — *Scipione Ammirato Istor. Fior.* L. XIII, p. 674.

armes et aux négociations; ils attachèrent leur fortune à celle d'un monarque qu'ils forcèrent à mériter la reconnaissance qu'ils lui prodiguaient d'avance; ils lui donnèrent tant de preuves d'affection et de dévouement, qu'ils finirent par faire croire au plus avare et au plus égoïste des hommes qu'il les aimait aussi, et dans leur misère ils trouvèrent des trésors immenses pour acheter de lui le bien le plus précieux de tous.

Les anciennes lois de Lucques étaient tombées en oubli; la république en adopta de nouvelles, à peu près semblables à celles de Florence. La ville, auparavant divisée en cinq portes ou quartiers, fut alors distribuée en trois tribus, qui prirent les noms de Saint-Paulin, Saint-Sauveur et Saint-Martin. La seigneurie fut composée d'un gonfalonnier et dix Anziani, renouvelés tous les deux mois. L'élection, comme à Florence, se faisait en même temps pour vingt ou trente seigneuries successives, et le sort déterminait ensuite tous les deux mois l'entrée en charge de nouveaux magistrats. Un collége de trente-six *bons-hommes*, qui demeuraient six mois en place, devait former le conseil privé de la seigneurie. Un conseil général de cent quatre-vingts membres, élus chaque année le 15 mars, réunissait le reste des pouvoirs de l'état [1]. Les nobles enfin, comme à Florence, demeurèrent exclus de tous les emplois supérieurs [2].

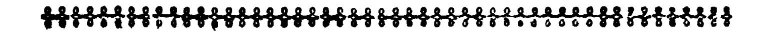
La citadelle que Castruccio avait bâtie, et qu'il avait nommée Augusta ou Gosta, paraissait aux Lucquois un monument de leur servitude passée, et un dangereux instrument de tyrannie pour les ambitieux à venir : ils la rasèrent de fond en comble [3]; et comme l'ancien palais de la seigneurie, situé sur la place Saint-Michel, leur paraissait trop mesquin

[1] *Beverini Annales Lucenses.* L. VIII, T. III, p. 9. — [2] *Ibid.* p. 24. — [3] *Marchione di Coppo de' Stefani, Stor. Florent.* L. IX, Rub. 706, p. 69. — *Beverini Annales Lucens.* L. VIII, p. 18.

pour les espérances qu'ils plaçaient dans l'avenir, ils fondèrent, sur les ruines de la forteresse détruite, un palais nouveau, d'une architecture imposante, palais qui jusqu'à nos jours a été la demeure du gouvernement [1].

Enfin la seigneurie, en mémoire du bienfait de l'empereur, institua, pour le recouvrement de sa liberté, une fête qui a été célébrée, aussi longtemps que la république a existé, avec une pompe digne d'un si grand événement [2]; et elle voulut que les florins d'or qui seraient frappés à sa monnaie portassent, tant que Lucques demeurerait libre, l'effigie de Charles IV [3].

[1] *Beverini Annales Lucens.* L. VIII, p. 29. — [2] Le 8 avril de chaque année, parce que la bulle de l'empereur était en date du 8 avril 1369. *Beverini.* Lib. VIII, p. 21. — [3] *Malavolti Storia di Siena.* P. II, L. VIII, p. 135.



CHAPITRE XV.

Entreprises de Bernabos sur la Toscane. — Grégoire XI attaque les Visconti ; il essaie de surprendre la république de Florence son alliée ; les Florentins déclarent la guerre au pape, et font révolter toutes les villes de l'état ecclésiastique.

1369-1378.

Si le pape Urbain V, en ramenant la cour pontificale à Rome, ne rechercha que la gloire du Saint-Siége, sans doute il dut se féliciter de sa résolution. Aucun de ses prédécesseurs n'avait eu un règne plus brillant ; aucun n'avait été accueilli avec plus d'affection par les peuples, et n'avait engagé de plus grands monarques à s'humilier à ses pieds. Urbain V vit, dans la même année, les empereurs de l'Occident et de l'Orient à genoux devant le trône de saint Pierre ; il les vit témoigner au représentant des apôtres un respect et une obéissance que leurs devanciers étaient loin de lui accorder. Il est vrai que Charles IV n'avait point hérité, avec la couronne des deux Frédéric, de leur fierté et de leur courage, et que Jean Paléologue, le successeur de Théodose et de Constantin, avait vu toute leur puissance s'échapper de ses mains.

Jean Paléologue, accablé par les armées d'Amurath, avait perdu Adrianople et la Romanie : il était resserré dans sa

capitale, et chaque jour il pouvait craindre d'en être chassé, lorsqu'il se détermina à venir implorer contre les Turcs les secours des Occidentaux. Il abjura pour la seconde fois le schisme des Grecs [1]. Il fut admis à baiser à genoux les pieds du pape; il conduisit sa mule par la bride, comme avait fait Charles IV, et il partagea les honneurs ou les humiliations des empereurs d'Occident. Mais il ne retira d'autre fruit de son abaissement que des bulles inutiles et de vaines recommandations [2]. Le roi de France, quoique sollicité en sa faveur par le pape, ne put lui accorder aucun secours; et lorsque Paléologue reprit, sans argent ni soldats, la route de ses états, il fut arrêté pour dettes à Venise : son fils aîné, Andronic, refusa de détourner aucune partie du revenu public pour le dégager, et Emmanuel, le plus jeune, ne put obtenir la liberté de son père qu'en se constituant prisonnier à sa place [3].

Urbain V avait obtenu des avantages plus solides que celui d'abaisser les deux empereurs à ses pieds. Pendant les trois années qu'il passa à Rome, à Viterbe ou à Montéfiascone, il réussit, au-delà de ses espérances, à ramener sous son obéissance tout le patrimoine ecclésiastique. La république de Pérouse était demeurée seule indépendante au milieu des feudataires de l'Église : Urbain entreprit de la forcer à la soumission; et après une assez longue résistance les Pérousins reconnurent enfin la suzeraineté du pape, et demandèrent pour leurs prieurs le titre de vicaires du Saint-Siége [4].

L'inconstance de Charles IV avait fait échouer le projet formé par Albornoz d'humilier la maison Visconti, et de

[1] Il l'avait déjà abjuré en 1355, dans l'espérance d'obtenir les secours d'Innocent VI. — [2] *Raynaldi Annales eccles.* 1369, § 1, p. 478. — *Gibbon Decline and fall of the Roman Empire.* Ch. LXVI, T. XII, p. 74. — [3] *Laonicus Chalcocondyles de Rebus Turcicis Script. Byz.* T. XVI, L. I, p. 20. — [4] Par un traité signé à Bologne le 23 novembre 1370. *Pompeo Pellini Istoria di Perugia.* P. I, L. VIII, p. 1081.—*Vita Urbani V, ex collect. Bosquetti.* T. III, *Rer. Ital.* p. 623.

disperser les grandes compagnies qu'elle protégeait; mais l'empereur n'eut pas plus tôt quitté l'Italie, que les Visconti, enorgueillis de sa retraite, provoquèrent de nouveaux ennemis : ils forcèrent les Florentins à se déclarer contre eux; et une ligue pour attaquer les seigneurs de Milan, plus formidable que celle qui avait été dissoute l'année précédente, fut conclue, le 31 octobre 1369, entre le pape, les Florentins, le marquis d'Este, le seigneur de Padoue, Feltrino Gonzaga de Reggio, et les républiques de Bologne, de Pise et de Lucques [1].

1369. — C'était Charles IV qui avait jeté lui-même les semences de cette guerre nouvelle. A son arrivée en Toscane il avait profité d'une révolte qui avait éclaté à San-Miniato contre les Florentins pour prendre cette petite ville sous sa protection, et la faire occuper par sa gendarmerie. Lorsqu'il quitta la Toscane, et qu'il retira de San-Miniato la garnison qu'il y avait mise, les habitants implorèrent l'assistance de Bernabos Visconti : celui-ci déclara aussitôt qu'il les protégerait. Comme vicaire de l'Empire, il somma les Florentins de les laisser en repos; et il fit avancer Jean Hawkwood, avec la compagnie anglaise, au secours de San-Miniato [2].

Cette ville était assiégée par Jean Malatacca, de Reggio de Calabre. Ce capitaine des Florentins paraissait sur le point de réduire San-Miniato, lorsque la seigneurie, qui désirait terminer promptement la guerre, lui donna ordre de livrer bataille à Hawkwood qui s'était avancé jusqu'à Cascina. Le général florentin obéit à contre-cœur; il fut battu et fait prisonnier avec plusieurs de ses meilleurs officiers [3]. Heureu-

[1] *Sozomeni Pistoriensis Historia.* T. XVI, p. 1086. — [2] *Poggio Bracciolini Histor Fior.* L. I, p. 216. — *Leon. Aretino Histor. Fior.* L. VIII. — *Marchione di Coppo Stefani Istor. Fior.* L. IX, Rub. 710, 711, p. 72.—*Scipione Ammirato Istor. Fior.* L. XIII, p. 669. — [3] *Annales Bonincontrii Miniatensis.* T. XXI. p. 14 et 15. Cet annaliste de San-Miniato a jeté quelque confusion dans les dates.

sement il avait laissé devant San-Miniato Robert, comte de Battifolle, avec une partie de son armée. Celui-ci, pendant l'absence de son général, gagna à prix d'argent un des assiégés, dont la maison était adossée aux murs : de concert avec lui il y pratiqua une brèche, et il y introduisit les troupes florentines le 3 janvier 1370 [1].

Le pape se félicitait de voir enfin les Florentins engagés avec lui dans la guerre contre Visconti. Au moment où l'alliance nouvelle avait été conclue, il avait envoyé deux légats à Bernabos, pour lui porter une bulle d'excommunication : c'était le signal des hostilités qui allaient recommencer. Bernabos écouta avec un calme apparent le message dont le cardinal de Belfort et l'abbé de Farfa étaient chargés ; il les conduisit ensuite jusque sur le pont du Naviglio au milieu de Milan « Choisissez, leur « dit-il alors tout à coup, si, avant de me quitter, vous vou- « lez manger ou boire ; » et comme les légats étonnés ne répondaient rien : « Ne croyez pas, ajouta-t-il avec des jure- « ments effrayants, que nous nous séparions sans que vous « ayez mangé ou bu de manière à vous souvenir de moi. » Les légats jetèrent les yeux autour d'eux ; ils se virent entourés des gardes du tyran et d'un peuple ennemi ; ils remarquèrent la rivière au-dessus de laquelle ils se trouvaient, et l'un d'eux répondit : « J'aime mieux manger que de demander à « boire auprès d'une si grande eau. » — « Eh bien, ré- « pondit Bernabos, voici les bulles d'excommunication que « vous m'avez apportées ; vous ne sortirez pas de ce pont « que vous n'ayez mangé en ma présence les parchemins sur « lesquels elles sont écrites, les sceaux de plomb qui y pen- « dent, et les liens de soie qui les attachent. » En vain les légats réclamèrent contre la violation du double caractère d'ambassadeurs et de prêtres ; il fallut se soumettre et exécu-

[1] *Poggio Bracciolini Hist. Fiorent.* L. I, p. 217. — *Chron. Estense.* T. XV, p. 492. — *Marchione de' Stefani Istor. Fior.* L. IX, R. 716. p. 78.

ter l'ordre du tyran, sous les yeux de ses gardes et de tout le peuple[1].

1370. — Urbain V songea moins à tirer vengeance de cette offense qu'à s'éloigner d'un pays où il se sentait engagé dans une lutte continuelle. Il régnait, il est vrai, en Italie; mais en régnant, il regrettait le repos et la sûreté d'Avignon. Toute sa cour le pressait sans cesse de retourner en Provence : sa conscience même lui en fit un devoir, parce qu'il supposa qu'il pourrait réconcilier les rois de France et d'Angleterre, entre lesquels la guerre avait commencé. Il retourna donc par mer à Avignon, au mois de septembre 1370[2] : mais à peine y était-il arrivé, qu'il tomba grièvement malade, et le 19 décembre de la même année il mourut, regretté de toute la chrétienté. Plusieurs fidèles voyaient en lui non seulement un pontife vertueux et un bon souverain, mais encore un saint, doué du pouvoir de faire des miracles[3].

Les Florentins avaient envoyé Manno Donati, un de leurs compatriotes, à Bologne, avec huit cents chevaux, pour attaquer les Visconti en Lombardie; en même temps ils avaient appelé Rodolphe de Varano, seigneur de Camérino, pour commander les troupes qu'ils opposaient en Toscane à Jean Hawkwood[4].

Ce général de Bernabos, après avoir fait sans succès une tentative sur Lucques, s'était approché de Pise avec Giovanni Agnello, le doge déposé, et tous les Raspanti. Dans la nuit du 20 au 21 mai, quatre-vingts de ses soldats escaladèrent la muraille; ils surprirent la première ronde avant qu'elle eût le temps de donner l'alarme : mais un officier de Gamba-

[1] *Andrea Gataro Istoria Padovana*. T. XVII, p. 162. — [2] Il déclara, par une bulle en date de Montéfiascone, 26 juin, que les Romains ne lui avaient donné aucun sujet de plainte qui motivât son départ. *Roynald. Annal. eccles.* 1370, § 19, p. 489. — *Vita Urbani V, in Bosqueto*, p. 625. — [3] *Franc. Petrarcæ seniles Epistolæ*. L. XIII, epist. 15, p. 1026. — [4] *Sozomeni Pistoriensis Hist*. p. 1089. — *Poggii Bracciolini Historia*. L. I, p. 218. — *Bern. Marangoni Croniche di Pisa*, p. 759.

corti découvrit les Anglais qui montaient en silence sur leurs échelles, peintes d'une couleur obscure. Il fit sonner le tocsin, et les Pisans coururent aux armes avec tant de promptitude et de courage, qu'ils renversèrent dans le fossé, ou firent prisonniers, les ennemis qui occupaient déjà la muraille. Pierre Gambacorti, qui se distingua dans cette occasion, fut nommé, par ses concitoyens reconnaissants, capitaine-général et défenseur de la commune, avec l'autorité qu'avait eue autrefois le comte Fazio de la Ghérardesca. Gambacorti dès lors fut le chef constitutionnel de la république[1].

Hawkwood conduisit ensuite son armée dans la Maremme. Il pilla le château de Livourne, et il ravagea une partie du territoire pisan. Les Florentins firent avancer contre lui l'armée de la ligue, qu'ils avaient rappelée en Toscane pour le combattre, et ils lui envoyèrent le gage de bataille : mais Hawkwood ne jugea pas à propos de l'accepter. Il se retira d'abord, par le val de Serchio, dans l'état de Lucques ; ensuite il reprit la route de Lombardie, par Piétra-Santa et Sarzana[2].

Vers le même temps, une autre armée de Bernabos, qui assiégeait Reggio, fut obligée de se retirer[3]. Les confédérés apprirent, sur ces entrefaites, la mort d'Urbain V. Elle les détermina à ne pas pousser plus loin leurs avantages, mais à prêter l'oreille aux propositions d'accommodement que leur firent les Visconti ; la paix fut bientôt conclue, et chacun fut maintenu dans les possessions qu'il occupait[4].

Cette courte guerre, qui n'avait été signalée par aucune action importante, eut cependant l'avantage de réunir en une

[1] *Cronica di Pisa.* T. XV, p. 1057, 1058. — *Bern. Marangoni Chron. Pisan.*, p. 762.— [2] *Sozomeni Pistoriensis Hist.* p. 1090. — [3] *Bernard. Corio Storie Milanesi.* P. III, p. 243. — [4] *Poggio Bracciolini.* L. I, p. 219. — *Chronicon Estense.* T. XV, p. 493.

seule ligue les trois républiques longtemps rivales, Florence, Pise et Lucques. Le résultat de leur alliance devait être de donner à Florence la direction de toutes les forces de la Toscane. Cette ville, supérieure aux autres en puissance, était la seule dont la prospérité n'eût point été troublée dans les dernières années : elle avait fait preuve de sagesse autant que d'énergie, et les révolutions des états voisins avaient fait connaître les talents des hommes qui dirigeaient ses conseils. Parmi eux, on distinguait surtout Pierre des Albizzi, Lapo de Castiglionchio et Carlo Strozzi. Tous trois appartenaient à la faction qui, dès l'an 1357, faisait servir l'autorité des capitaines du parti guelfe, et les procédures de l'*admonition*, à écarter ses adversaires du gouvernement. Uguccione des Ricci, chef d'une famille jalouse des Albizzi, et bien reconnu pour guelfe, avait été l'inventeur de ces lois partiales. On croyait les Albizzi issus de gibelins d'Arezzo ; et les Ricci avaient pensé qu'ils pourraient les exclure des emplois, en raison de leur origine. Mais les lois dont Uguccione avait voulu faire usage contre ses rivaux furent tournées contre ses partisans. 1371. — Les Albizzi avaient contracté alliance avec les Bondelmonti et les chefs de l'ancienne noblesse : ils avaient tout pouvoir auprès des capitaines du parti guelfe ; et quoiqu'ils n'osassent pas attaquer les Ricci eux-mêmes, ils avaient déjà fait admonester ou exclure des magistratures plus de deux cents de leurs amis, et ils mettaient une ardeur extrême à susciter de nouvelles accusations de gibelinisme[1].

Les Ricci avaient d'abord essayé de restreindre l'autorité des capitaines de parti, mais ils changèrent de tactique lorsqu'ils virent les Guelfes acquérir un nouveau crédit par la ligue conclue avec le pape ; ils essayèrent à leur tour de

[1] *Macchiavelli Istoria Fior.* T. III, p. 198. — *Scipione Ammirato Istoria Fior,* L. XIII, p. 680, 684.

gagner la faveur de l'Église : ils obtinrent par la brigue quelque influence sur les capitaines de parti, et l'on vit les procédures contre les Gibelins, dirigées tour à tour par les Albizzi et les Ricci, se multiplier et tenir la république entière dans l'inquiétude et l'agitation[1].

Pendant tout le cours de l'année 1371, la violence de ces deux factions parut aller en croissant, et l'on put craindre que la querelle de deux familles ne fît bientôt éclater une guerre civile. Mais le mécontentement étant devenu général, la seigneurie y apporta enfin quelque remède. Elle permit aux citoyens qui désiraient une réforme de se réunir à San-Piéro Schéraggio[2]. Sur leur demande, elle convoqua un conseil de cinq cents *requis*, pour calmer l'agitation de la république. Dans ce conseil, les Albizzi et les Ricci s'accusèrent mutuellement. On reprocha surtout aux Albizzi de s'être vantés auprès des seigneurs de Padoue et de Ferrare de leur autorité sur leur patrie, assurant qu'elle égalait celle de ces princes dans leurs états[3]. Le peuple, irrité, chargea une balie de cinquante-six membres de défendre la liberté de Florence contre ces deux familles ambitieuses. Pierre des Albizzi et Uguccione des Ricci, chacun avec deux de leurs parents, furent exclus pour cinq ans de toutes les magistratures, excepté celles du parti guelfe[4]. Cette exclusion fut même étendue bientôt après à tous les membres de ces deux familles, et la violence des factions demeura quelque temps suspendue[5].

Les cardinaux rassemblés à Avignon avaient cependant donné un successeur à Urbain V. Ils avaient fait choix de Pierre Roger, comte de Beaufort, cardinal-diacre de Sainte-

[1] *Marchione de' Stefani Istor. Fior.* L. IX, R. 725, p. 92.— [2] Les lois ne permettaient pas aux citoyens de s'assembler au nombre de plus de douze pour parler des affaires d'état. *Marchione de' Stefani.* L. IX, R. 731, p. 105. — [3] *Marchione de' Stefani.* L. IX, p. 107. — [4] *Marchione de' Stefani.* L. IX, R. 732, p. 109. — [5] *Ibid.* R. 733, p. 111. — *Macchiavelli Istor. Fior.* L. III, p. 207. — *Leonardo Aretino Istor. Fior.* L. VIII.

Marie-Neuve, et neveu de Clément VI. Il fut élu le dernier jour de l'année 1370, et il prit le nom de Grégoire XI [1].

Le nouveau pape eut bientôt sujet de se plaindre des Visconti. Feltrino Gonzaga, tyran de Reggio, était un des alliés de l'Église, aussi bien que le marquis d'Este, seigneur de Modène et de Ferrare. Ce dernier cependant entra dans une conjuration contre Feltrino, et fit avancer vers Reggio une compagnie de mercenaires allemands, commandée par un frère du comte Lando [2]. Les ennemis de Feltrino, d'accord avec le marquis d'Este, ouvrirent Reggio aux Allemands; mais ceux-ci, après avoir pillé la ville avec la dernière barbarie, au lieu de la remettre au marquis d'Este, la vendirent, le 17 mai 1371, à Bernabos Visconti, pour le prix de vingt-cinq mille florins [3].

Bernabos, enorgueilli de cette conquête, recommença la guerre contre les alliés de l'Église. Il assiégea Bondéno dans l'état de Ferrare, et menaça Modène, tandis que son frère Galéaz attaquait le marquis de Montferrat avec non moins d'impétuosité, et lui prenait plusieurs villes. Grégoire XI renouvela avec les princes lombards la ligue que son prédécesseur avait formée contre les seigneurs de Milan. 1372. — Il aurait voulu y engager aussi les villes de Toscane; mais les Albizzi, partisans les plus zélés de l'Église à Florence, étaient éloignés de l'administration : les liaisons de cette famille avec le légat de Bologne et celui de Pérouse étaient devenues suspectes, et l'on craignait que le pape ne fût entré dans des complots contre la liberté florentine [4]. Les premières actions de Grégoire XI avaient révélé son ambition, et élevé des doutes sur sa loyauté. Le cardinal de Burgos, son légat à

[1] *Raynaldus Annal. eccles.* 1370. § 25, p. 492. — Fleury, Histoire ecclésiastique. L. XCVII, c. 19. — [2] Le comte Conrad Lando, chef de la grande compagnie, avait été tué près de Novare en 1363. *Chronic. Placentin.* T. XVI, p. 507. — Le nouvel aventurier allemand est nommé par les Italiens Luzio Lando. — [3] *Chronicon Estense.* T. XV, p. 494. — [4] *Marchione de' Stefani Istor. Florent.* L. IX, Rub. 738, p. 117.

Pérouse, avait pris occasion d'une sédition de cette ville pour faire exiler les Raspanti, dont le parti était le plus zélé pour la liberté. Il avait ensuite jeté les fondements d'une forteresse pour asservir la ville, et son successeur, l'abbé de Montmayeur, profitant des mauvaises récoltes et de la disette de vivres qu'on éprouvait à Pérouse, avait dépouillé cette cité de tous ses priviléges, et l'avait forcée à reconnaître le pouvoir absolu du pape[1]. On croyait que des projets semblables étaient formés contre les autres républiques de Toscane, et Grégoire XI, qui écrivit aux Siennais pour se justifier, ne dissipa point les soupçons élevés contre lui[2].

Grégoire XI, cependant, avait déclaré la guerre aux Visconti au mois d'août 1372. Il avait chargé le comte Amédée de Savoie de défendre le Montferrat, le marquis Jean Paléologue étant mort au commencement de cette année. Une autre armée se formait dans le Bolonais, sous les ordres du marquis d'Este; les Florentins y envoyèrent le contingent de troupes qu'ils s'étaient engagés à fournir au pape par leurs traités précédents, car d'après le droit public de ce temps-là ils pouvaient le faire sans déclarer la guerre aux seigneurs de Milan. Ces derniers eurent l'imprudence de renvoyer sur ces entrefaites Jean Hawkwood, qui était à leur solde avec la compagnie anglaise. Ce capitaine, le plus habile de ceux qui faisaient alors la guerre en Lombardie, passa au service du légat et des confédérés, et changea la fortune des armes[3].

1373. — Au commencement de l'année 1373, Bernabos envoya un corps de trois mille cavaliers pour ravager le territoire de Bologne. Cette armée s'avança jusqu'à Césène; mais à son retour, comme elle passait le Panaro, elle fut surprise

[1] *Pompeo Pellini Storia di Perugia.* P. I, L. VIII, p. 1111. — [2] *Voyez* sa lettre *apud Raynaldi Ann. eccles.* 1371, § 7, p. 495. — [3] *Bernardino Corio Storie Milanesi.* P. III, p. 245.

par Hawkwood et mise en déroute[1]. L'armée du pape pénétra à son tour dans le territoire de Plaisance et de Pavie : tous les Guelfes de ces deux états se révoltèrent, et ouvrirent leurs châteaux à Pierre de Béziers, cardinal-légat de Bologne. Celui-ci s'avança ensuite vers Brescia avec le comte de Savoie; il avait des intelligences dans cette ville et dans Bergame. Jean Galéaz Visconti, pour les empêcher d'éclater, marcha vers le fleuve Chiésa, au-devant des troupes de l'Église. Il y fut attaqué par Hawkwood le 8 mai 1373, et défait après un combat obstiné, où presque tous ses capitaines furent faits prisonniers[2]. Après cette déroute, les Guelfes des états des Visconti se révoltèrent de toutes parts. Bernabos chargea son fils naturel, Ambroise, de soumettre ceux des vallées du Bergamasque; mais les paysans de la vallée de Saint-Martin surprirent Ambroise le 17 août : ils le tuèrent et mirent son armée en fuite[3].

1374. — L'année suivante, les affaires des Visconti continuèrent à décliner; la ville de Verceil tomba au pouvoir des confédérés, et les états de Parme et de Plaisance furent ravagés par le marquis d'Este. La guerre cependant ne fut pas poussée avec vigueur, parce que des inondations, et ensuite la peste et la famine, ravageaient la Lombardie[4]. Pour se procurer un peu de repos au milieu de tant de calamités, le pape et les Visconti, également épuisés par les efforts qu'ils venaient de faire, conclurent, le 6 juin 1374, une trêve d'une année, pendant laquelle ils espéraient terminer leurs différends par une paix générale.

Mais Guillaume de Noellet, cardinal de Saint-Ange et légat de Bologne, se flattait de profiter de cette trêve pour une en-

[1] *Matth. de Griffonibus Memor. Hist.* T. XVIII. p. 183.—*Chronic. Placentinum*, T. XVI, p. 516. — [2] *Bernard. Corio Storie Milanesi.* P. III, p, 246. — *Chronic. Estense.* T. XV, p. 497. — [3] *Gazata Chron. Regiense.* T. XVIII, p. 81. — *Chronic. Placentinum.* p. 519. — [4] *Cronica Sanese.* T. XV, p. 241.

treprise importante qu'il méditait. La Toscane avait souffert, non moins que la Lombardie, des pluies et des inondations qui avaient détruit les semailles, en sorte que les blés y étaient fort rares et fort chers [1]. La peste s'était aussi manifestée à Florence ; et du mois de mars à celui d'octobre, elle emporta environ sept mille personnes. La jalousie excitée entre les Albizzi et les Ricci n'était pas apaisée, et la république recélait encore plusieurs semences de discorde : néanmoins les Florentins, en paix avec tous leurs voisins, n'avaient que peu de troupes sur pied, non plus que les Siennais et les Pisans. Le légat de Bologne jugea des Toscans, dit Poggio Bracciolini, d'après la légèreté française ; il crut que, s'il rendait la disette plus sévère, le peuple, pressé par la faim, prendrait les armes contre son gouvernement, et que la ville, fatiguée par les séditions intérieures autant que par la guerre, se rangerait sous son pouvoir [2].

« Depuis que le Saint-Siége avait été transporté au-delà des « monts, dit Léonard Arétin, des légats français gouvernaient « tous les pays soumis à l'Église ; leur manière de commander « était altière et presque intolérable ; ils s'efforçaient d'éten- « dre leur autorité sur les villes libres ; leurs officiers, leur « cortége, n'étaient jamais tels qu'il convenait à des hom- « mes de paix, mais de guerre ; ils remplissaient l'Italie « d'ultramontains ; ils élevaient avec une dépense excessive « des forteresses dans toutes les cités, et ils laissaient voir par « là combien la servitude des peuples dont ils avaient ravi la « liberté était misérable et forcée : aussi excitaient-ils à juste « titre la haine de leurs sujets et la défiance de leurs voi- « sins [3]. »

1375. — Les Florentins tiraient chaque année une partie de leurs blés de la Romagne et du Bolonais : le légat, pour

[1] *Marchione de' Stefani Istor. Fiorent.* L. IX, Rub. 746, p. 132. — [2] *Poggio Bracciolini Histor. Flor.* L. I, p. 220. — [3] *Leonardus Aretinus Historiar.* L. VIII.

redoubler les difficultés qu'ils éprouvaient, défendit tout à coup cette traite. La seigneurie, moyennant un sacrifice de soixante mille florins, se pourvut de blé dans des pays plus éloignés; l'hiver se passa, et l'on voyait approcher la récolte qui devait remplir de nouveau les greniers épuisés. Le légat, pour ôter aux Florentins cette espérance, fit entrer Jean Hawkwood en Toscane, le 24 juin 1375, avec une armée nombreuse, et il lui donna l'ordre de brûler les moissons du territoire florentin [1]. D'autre part, Gérard Dupuis, abbé de Montmayeur, qui commandait à Pérouse, saisit le prétexte d'une guerre entre les Siennais et les gentilshommes de la maison Salimbéni, pour faire ravager le territoire de Sienne par les troupes de l'Église [2].

Pour sauver du moins les apparences, le légat écrivit aux Florentins que Hawkwood avait formé une compagnie d'aventuriers avec les troupes que l'Église et les Visconti avaient licenciées; que c'était sans le consentement de l'Église qu'il allait attaquer la Toscane; mais que la seigneurie l'arrêterait peut-être par un sacrifice de cent ou tout au moins de soixante mille florins [3]. Dans ce temps même, une conjuration qui fut découverte à Prato, et dont le but était de soumettre cette ville à l'Église, fit connaître quelle foi on pouvait accorder à ces protestations [4].

La perfidie et l'ingratitude du légat causèrent à Florence l'indignation la plus profonde. Aucun état de l'Europe ne s'était montré, dès son origine, aussi constamment dévoué à l'Église que la république florentine. Quoiqu'elle eût déjà lieu de se plaindre du légat, elle lui avait envoyé, pour combattre les Visconti, tout ce qu'elle avait de gens de guerre;

[1] *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 245. — *Scipione Ammirato*. L. XIII, p. 693. — [2] *Cronica Sanese*, p. 242.—*Poggio Bracciolini Histor. Fior*. L. II, p. 221. — [3] *Marchione de' Stefani Istor. Fiorent*. L. IX, R. 751, p. 139.—[4] *Leonard. Aretinus Hist. Flor*. L. VIII. — *Annales Bonincontrii Miniatensis*, p. 23.

et cet allié perfide saisissait le moment où la république avait été frappée coup sur coup par la peste et la famine, pour la livrer aux brigandages des soldats. Les Florentins, pour tirer une vengeanc éclatante de cette trahison, confièrent tous les pouvoirs de l'état à huit magistrats qu'ils nommèrent les seigneurs de la guerre [1].

Ces huit seigneurs, qui voulaient avant tout sauver les récoltes, entamèrent immédiatement une négociation avec Hawkwood; en même temps, ils envoyèrent des ambassadeurs au légat pour le prier de rappeler ce général. Le légat répondit que Hawkwood n'était plus à sa solde, et il remit aux ambassadeurs copie du congé qu'il prétendait avoir donné à ce capitaine. En même temps il commanda secrètement à celui-ci d'offrir aux Florentins d'épargner leur territoire moyennant une rançon, mais de demander une somme si exorbitante qu'elle fît rompre la négociation. Hawkwood demanda cent trente mille florins, et ils furent payés sans difficulté. Le clergé florentin fut forcé, il est vrai, à fournir plus de la moitié de cette somme. Le légat se hâta d'écrire au capitaine anglais de rompre ce marché; mais celui-ci, auquel les ambassadeurs florentins avaient montré la copie du congé qu'ils avaient rapportée de Bologne, ne voulut pas perdre une somme considérable et prendre en même temps sur lui la honte de la mauvaise foi d'autrui [2]. Il continua sa route au travers de la Toscane, tirant des Siennais trente-cinq mille florins, et des Pisans trente mille, après quoi il entra à la solde de l'abbé de Montmayeur, légat de Pérouse [3].

[1] Les noms de ces huit seigneurs, qu'on appela ensuite à Florence les *huit saints de la guerre*, méritent d'être conservés. C'était Alexandre Bardi, Jean Dini, Jean Magalotti, André Salviati, Guiccio Guicci, Thomas Strozzi, Mattéo Soldi et Jean Moni. — *Sozomeni Pistor. Histor.* p. 1095. — *Marchione de' Stefani.* L. IX, R. 752, p. 142. — *Scipione Ammirato.* L. XIII, p. 694. — [2] *Poggio Bracciolini Hist. Fior.* L. II, p. 222. — [3] *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 245. — *Cronica di Pisa*, p. 1068. — *B. Marangoni Cronica di Pisa*, p. 772.

Cette expédition ayant manqué son but, Grégoire XI écrivit aux Florentins pour la justifier ; il affirmait que Hawkwood ne dépendait plus de lui pendant le peu de semaines qu'il avait passées en Toscane, quoique avant et après cette courte campagne il fût notoirement à la solde de ses légats[1]. Mais, d'autre part, on raconta à Florence comme dans toute l'Italie des anecdotes sur l'abbé de Montmayeur, légat de Pérouse, qui rendirent plus odieux encore le gouvernement des gens d'église. Cet abbé, qui fut fait cardinal à cette époque, avait conduit avec lui son neveu. Celui-ci, amoureux de la femme d'un gentilhomme pérousin, s'introduisit furtivement dans sa maison et la surprit dans sa chambre. La dame, épouvantée, voulut se soustraire à la brutalité de son ravisseur et passer par une fenêtre dans une maison voisine : mais son pied glissa, elle tomba dans la rue et se tua par sa chute. Tout le peuple, ému de compassion, courut à l'abbé de Montmayeur, lui demander justice contre son neveu. « Quoi donc! répondit « celui-ci, vous étiez-vous figuré que les Français fussent « eunuques? » Peu de jours après, le même neveu enleva de force la femme d'un autre citoyen. Le mari l'ayant réclamée devant les tribunaux, le légat condamna son neveu, sous peine de perdre la tête, à rendre, avant l'expiration de cinquante jours, cette femme à son époux[2].

Comme l'indignation contre les ministres du pape était portée à son comble, la seigneurie et les huit de la guerre firent assembler à Florence un conseil nombreux de requis. Aloïsio Aldobrandi, gonfalonnier de justice, y prit la parole et combattit avec éloquence les craintes superstitieuses qui pouvaient mettre obstacle à la défense de la liberté. Il fit voir que les censures ecclésiastiques étaient sans force lorsqu'elles étaient prononcées par des hommes perfides, et que des ambi-

[1] Lettre de Grégoire XI', *apud Raynaldi Annal. eccles.* 1375, § 13 et 15, p. 536. — [2] *Gazata Chronicon Regiense.* T. XVIII, p. 85.

tieux employaient le masque de la religion pour servir leurs passions et leur avidité. Il proposa, comme une entreprise digne de la générosité florentine, l'affranchissement de tous les peuples qui gémissaient sous le gouvernement superbe et tyrannique des légats français du pape; enfin il pressa la seigneurie de rechercher l'alliance de Bernabos. « Je sais bien, « dit-il, que le tyran milanais agira toujours d'après son in- « térêt personnel, et ne consultera jamais le nôtre; mais c'est « un ennemi ardent des prêtres et de la puissance des Français « en Italie : une haine commune nous donnera des intérêts « communs [1]. »

Le discours du gonfalonnier ayant été couvert d'applaudissements, et le conseil ayant autorisé les huit seigneurs de la guerre à prendre contre l'Église les mesures les plus énergiques, ceux-ci cherchèrent à se fortifier par des alliances. Ils commencèrent d'abord, au mois de juillet, par s'assurer l'appui de Bernabos Visconti [2]. Les républiques de Sienne, de Lucques et d'Arezzo s'engagèrent ensuite dans leur ligue [3]; et celle de Pise y entra la dernière, au mois de janvier suivant [4].

Les huit seigneurs de la guerre avaient choisi pour capitaine un Allemand nommé Conrad de Souabe. Ils lui conférèrent deux drapeaux, celui de la communauté, et un second sur lequel le mot de *liberté* était écrit en grosses lettres d'or. En même temps ils déclarèrent qu'ils étaient prêts à secourir tous les peuples qui désiraient se mettre en liberté et secouer le joug des mauvais pasteurs de l'Église [5]. Ce n'était pas sans raison qu'ils avaient compté trouver des amis et des alliés parmi les sujets du pape, ils n'eurent pas plus tôt offert leur assistance à ceux qui voudraient se délivrer d'une odieuse tyrannie, que la révolte devint générale.

[1] *Poggio Bracciolini*. L. II, p. 223-226. — [2] *Sozomeni Pistoriensis Historia*, p. 1095. — [3] *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 245. — [4] *Cronica di Pisa*, p. 1070.— [5] *Marchione de' Stefani*, L. IX, R. 753, p. 143.— *Chron. Placentinum*. T. XVI, p. 520.

Les premiers à se déclarer furent les habitants de Città di Castello, l'ancien Tifernum. Ils attaquèrent avec fureur la garnison ecclésiastique, et la forcèrent à se retirer dans le château. Les Florentins envoyèrent aussitôt des secours aux Tifernates, et la garnison assiégée ne tarda pas à se rendre.

L'abbé de Montmayeur avait envoyé Hawkwood avec une partie de ses troupes pour délivrer les assiégés; mais dès que les Pérousins virent partir ce capitaine qui les tenait en respect, ils prirent aussi les armes : ils attaquèrent les deux forteresses que le légat avait bâties dans leur ville; ils s'en rendirent maîtres en peu de jours, et les rasèrent [1]. En même temps Jean de Vico, préfet de Rome, fit révolter Viterbe où il avait longtemps dominé [2]. Monté-Fiascone se souleva aussi; et bientôt, avec une étrange promptitude, la rébellion s'étendit dans tous les états de l'Église. Foligno, Spoléto, Todi, Ascoli, Orviéto, Toscanella, Orti, Narni, Camérino, Urbino, Radicofani, Sartéano [3], se remirent en liberté. Dans l'espace de dix jours, quatre-vingts villes ou châteaux secouèrent le joug de l'Église [4]. Plusieurs voulurent se donner aux Florentins : mais ceux-ci leur envoyaient pour réponse l'étendard de la liberté, et les invitaient à s'ériger en républiques indépendantes [5]. D'autres villes cependant profitèrent de leur aide pour rétablir leurs anciens seigneurs. Forli appela Sinibaldo des Ordélaffi, fils de Francesco et de Marzia, ses héroïques défenseurs, et lui rendit la seigneurie [6].

De tous les seigneurs qui relevaient de l'Église, le seul Galéotto Malatesti lui demeura fidèle et conserva au pape les villes que gouvernait sa maison. Galéotto avait succédé, en 1373, à son frère Pandolfe; son neveu Malatesta Unghéro

[1] *Poggio Bracciolini*. L. II, p. 226. — *Scipione Ammirato*. L. XIII, p. 695. — [2] *Cronica di Siena*, p. 246. — [3] *Cronica Sanese*, p. 247. — [4] *Chronicon Estense*. T. XV, p. 499. — [5] *Marchione de' Stefani Istor. Fior.* L. IX, R. 753, p. 144 — [6] *Annales Foroliviensés*. T. XXII, p. 189. — *Cronica Riminese*. T. XV, p. 914.

était mort l'année précédente [1]. Au commencement de cette guerre l'Église possédait soixante-quatre villes et quinze cent soixante et dix-sept châteaux. 1376. — Dans le cours d'une année elle perdit tous ses états, à la réserve de Rimini et des lieux qui en dépendaient [2].

Le pape, effrayé de cette ruine subite, essaya de détourner les Florentins des résolutions qu'ils avaient prises, en alarmant leurs consciences. Il les cita, le 3 février 1376, à comparaître au sacré consistoire, pour justifier leur conduite. Les Florentins envoyèrent en effet trois ambassadeurs pour plaider leur cause à Avignon, savoir : Donato Barbadori, Alessandro de l'Antella, et Doménico de Silvestro. Ils furent introduits le dernier jour de mars devant les cardinaux et le saint-père; et dans cette assemblée Donato parla avec le courage et la force d'un homme libre. Il déclara que rien n'aurait pu engager les Florentins à prendre les armes contre l'Église, hors la défense de leur liberté; « mais nous, dit-il, qui avons « joui de cette liberté tout proche de quatre cents ans, nous « l'avons tellement appropriée à notre nature, elle est devenue « si chère à notre cœur, qu'il n'y a pas un de nous qui, pour « la conserver, ne fût prêt à sacrifier sa vie [3]. »

La défense éloquente de Barbadori arracha des larmes aux cardinaux italiens, mais elle ne fit aucune impression sur les Français; et lorsqu'elle fut terminée, Grégoire XI prononça contre la république une sentence de condamnation. Après avoir récapitulé toutes les offenses qu'il en avait reçues, il frappa la ville d'interdit, et tous les chefs du gouvernement d'anathème et d'excommunication. Il ordonna en même temps à tous les princes amis de l'Église de confisquer à leur profit

[1] *Cronica Riminese*. T. XV, p. 914. — [2] *Ibid.* — Agobbio fut une des dernières à rétablir l'état populaire. Cette ville se révolta le 8 septembre 1376. — *Guernieri Bornio Storia d'Agobbio*. T. XXI, p. 985. Suivant cet historien, Agobbio était constamment demeuré libre jusqu'à l'année 1350, moyennant un cens de cent livres à la chambre impériale. *Introduz*. p. 922. — [3] *Poggio Bracciolini*. L. II, p. 209.

tous les biens des Florentins qui exerçaient le commerce dans leurs états; de saisir leurs personnes et de les vendre comme esclaves[1]. Cette partie de la peine, portant sur des marchands que leur absence avait rendus étrangers aux délibérations de leur patrie, était d'une injustice révoltante : cependant, comme elle offrait un appât à la cupidité des princes, elle fut exécutée en France et en Angleterre[2].

Lorsque Donato Barbadori entendit lire cette sentence, il se retourna vers un crucifix qui était exposé au milieu de l'assemblée. « C'est à toi que j'en appelle, s'écria-t-il, père tout-« puissant du genre humain, toi qui es un juste juge et que « rien ne peut tromper : puisque les suffrages des hommes « nous condamnent, c'est toi que je prends à témoin de l'ini-« quité de leur décision. Dans ton dernier jugement, tu por-« teras une bien plus juste sentence[3]. »

Pendant que le pape traitait à Avignon sa querelle avec les Florentins selon les formes juridiques, il cherchait, à Florence, à la terminer par une négociation, et il y avait envoyé des ambassadeurs : mais cette négociation fut tout à coup interrompue par la révolte de Bologne. Les huit seigneurs de la guerre, que le peuple, malgré l'excommunication du pape, appelait communément les huit saints, cherchaient depuis longtemps à mettre en mouvement la faction de l'échiquier à Bologne, la faction contraire, ou Malatraversa, étant plus en faveur auprès du légat[4]. Mais le peuple paraissait déterminé à demeurer sous l'obéissance de l'Église, lorsque le légat, qui ne savait comment satisfaire Hawkwood et les gens de guerre auxquels il devait beaucoup de soldes arriérées, se résolut à leur céder en nantissement les deux châteaux de

[1] *Raynaldus Annal. eccles.* 1376, § 1-6, p. 542. — [2] *Marchione de' Stefani.* L. IX, R. 754, p. 145. — [3] *Poggio Bracciolini.* L. II, p. 233. — *Leonard. Aretin.* L. VIII. — *Ghirardacci Storia di Bologna.* L. XXV, p. 349. — *Scipione Ammirato.* L. XIII, p. 698. — [4] *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 497.

Castrocaro et de Bagnacavallo, qui relevaient des Bolonais et de l'Église, et qui furent pillés par ces soldats avec la cruauté la plus inouïe [1]. En même temps le bruit se répandit que le légat était en traité pour vendre Bologne même au marquis d'Este. Les Bolonais n'hésitèrent plus alors à secouer un joug qui allait devenir plus pesant.

L'homme le plus considéré de Bologne était Taddéo des Azzoguidi, du parti de l'échiquier. Ce fut chez lui que, dans la nuit du 19 au 20 mars 1376, Robert de Salicetti réunit les chefs des deux factions. Tous les patriotes de Bologne jurèrent entre ses mains de déposer leurs anciennes inimitiés, et de sacrifier, s'il le fallait, leurs biens et leur vie pour recouvrer l'ancienne liberté de leur patrie. Pendant ce temps, Ugolin de Panico, le comte Antoine Bruscolo, et quelques autres gentilshommes, avaient rassemblé une troupe de montagnards des Apennins, qu'ils introduisirent secrètement dans la ville. Les citoyens avaient été chez eux prendre des armes, et s'étaient de nouveau réunis en silence chez Taddéo des Azzoguidi. Les deux troupes se rencontrèrent devant la croix du marché : le serment d'exposer leurs biens et leur vie pour recouvrer la liberté bolonaise fut répété par tous d'une commune voix. Robert Salicetti disposa sans bruit sa troupe auprès du château. Les avenues de la place furent occupées; et Taddéo fit demander au légat, qui jusqu'alors ne s'était aperçu d'aucun mouvement, les clefs du château, de la forteresse et des portes de la ville, lui déclarant que les Bolonais voulaient désormais se garder eux-mêmes. Le légat effrayé fit ouvrir le château à Salicetti; mais comme il hésitait à livrer aussi les clefs de la forteresse, Taddéo s'avança immédiatement pour l'attaquer. Toutes les avenues de la place étaient déjà occupées, en sorte que la compagnie anglaise ne put monter à cheval pour

[1] *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 498.

se défendre : la première porte de la forteresse fut enfoncée; d'autre part, Antonio de Bruscolo s'empara du palais à la tête des paysans, et le livra au pillage. On commençait déjà à insulter le cardinal-légat; mais Taddéo des Azzoguidi vola à son secours, le prit sous sa protection, et le fit passer au couvent de Saint-Jacques.

Lorsque le soleil se leva, le jeudi matin 20 mars, la révolution était accomplie; le gonfalon du peuple flottait sur la grande place; les tribus et les compagnies des arts étaient assemblées pour nommer douze Anziani et un gonfalonnier de justice, et bientôt après le conseil général publia une amnistie pour tous les exilés [1].

Dès que les Florentins furent instruits de ces événements, ils envoyèrent aux Bolonais l'étendard de la liberté, avec deux mille chevaux, cinq cents fantassins, et de grandes sommes d'argent; les forteresses de Bologne furent rasées, et la nouvelle république entra dans la ligue formée contre l'Église [2].

Hawkwood était à Granaruolo avec la plus grande partie de la compagnie anglaise, lorsqu'il apprit la rébellion de Bologne. Il soupçonnait Faenza de se préparer aussi à la révolte; et, sur ce soupçon, il y entra tout à coup le 29 mars pour abandonner les citoyens au fer des soldats; quatre mille personnes furent massacrées : plusieurs s'enfuirent à Imola ou à Forli; mais les femmes, et même les vierges consacrées aux autels, furent retenues pour être déshonorées [3]. Après ce massacre, Hawkwood conclut une trêve de seize mois avec les Bolonais, pour racheter à cette condition ses deux fils et plusieurs de ses capitaines qui avaient été surpris et faits prisonniers à Bologne au moment de la révolution [4].

[1] *Cherubino Ghirardacci Stor. di Bolog.* L. XXV, T. II, p. 340.— [2] *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 501. — *Matthæi de Griffonibus Memoriale histor.* p. 186. — [3] *Cherubino Ghirardacci Storia di Bologna.* L. XXV, p. 343. — *Marchione de' Stefani Istor. Fior.* L. IX, R. 758, p. 150. — [4] *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 504.

Deux nouveaux cardinaux étaient envoyés en Italie par le pape pour défendre ou recouvrer l'état de l'Église : François Tébaldeschi, cardinal de Sainte-Sabine, fut chargé de la légation de Rome, de la Sabine, de la Campanie, de la Maremme, du Patrimoine, et du duché de Spolète; et Robert de Genève, depuis anti-pape sous le nom de Clément VII, eut la légation de la Romagne et de la Marche d'Ancône [1]. Ce dernier avait commission de conduire avec lui une nouvelle armée pontificale.

Il restait encore en France une seule de ces bandes de soldats anglais et français qui s'étaient réunis pour le pillage; on la nommait la compagnie des Bretons : elle était forte de six mille chevaux et de quatre mille fantassins, et l'on assurait qu'elle surpassait en férocité toutes celles qui l'avaient devancée. Le pape fit demander à Jean de Malestroit qui la commandait, s'il se sentait le courage d'entrer dans Florence. *Si le soleil y entre*, répondit-il, *nous y entrerons bien aussi;* et, sur cette bravade, le pape prit la compagnie à son service. Il la donna au cardinal de Genève, qui la conduisit en Italie [2]. L'approche de cette armée parut aux ministres du pape un gage assuré de leur victoire : ils ne croyaient pas que le courage qu'inspire l'amour de la liberté pût tenir devant la valeur brutale de leurs nouveaux soldats [3].

Robert de Genève, en traversant le territoire de Galéaz Visconti à la tête de cette redoutable armée, entra en négociation avec lui, et l'engagea à signer une paix particulière avec le pape : paix honteuse pour l'Église, car elle abandonna sans garantie à leurs oppresseurs tous les Guelfes qu'elle avait engagés à se révolter contre les Visconti [4].

[1] *Annales eccles. Raynaldi.* 1376. § 7, p. 544.—[2] *Sozomeni Pistoriensis Hist.* p. 1096. — *Marchione de' Stefani.* L. IX, R. 759, p. 151. — [3] Gomez Albornoz, neveu d'Egidio, et légat dans la Marche, fit faire une bannière blanche avec ces mots : *Ahora se vedra qui pueda mas, o los Bertones o libertas.* — *Andr. Gataro Storia Padovana*, p. 280. —[4] *Vita papæ Gregorii XI, a Bosqueto edita*, p. 651.—*Chronicon Placentinum.* T. XVI,

Tandis que Robert de Genève, après avoir passé Alexandrie et Tortone, se dirigeait par Plaisance sur Ferrare, les huit de la guerre, à Florence, avaient choisi pour général Rodolphe de Varano, seigneur de Camérino; ils l'avaient envoyé à Bologne, et ils avaient mis sous ses ordres une armée de deux mille lances ou six mille chevaux. En même temps ils avaient fortifié et garni de troupes tous les passages des Apennins, et ils avaient ordonné aux paysans de se retirer dans les châteaux et les lieux forts avec leur bétail et leurs récoltes [1].

Bernabos Visconti avait envoyé à l'armée de la ligue à Bologne cinq cents lances sous le commandement du comte Lucius Lando; mais, d'autre part, il n'avait opposé aucun obstacle à la compagnie des Bretons lorsqu'elle traversait ses états: son frère avait déjà fait sa paix avec l'Église, et lui-même il offrait de racheter du pape la ville de Verceil, au prix de cent dix mille florins. Rodolphe de Camérino crut donc devoir se défier du comte Lando et des solats de Bernabos [2]. Les Bolonais, de leur côté, craignaient quelque complot dans leur ville. Ils voyaient avec inquiétude Taddéo des Azzoguidi, le chef du parti de l'échiquier, se donner du mouvement pour faire rappeler les Pépoli, anciens chefs du même parti, tandis que cette famille, doublement odieuse pour avoir usurpé la tyrannie et pour l'avoir vendue ensuite, avait été seule exceptée de l'amnistie générale. Rodolphe de Camérino, d'après cette double inquiétude, ne voulut ni hasarder une bataille contre les Bretons à leur arrivée dans l'état de Bologne, ni même les attendre en rase campagne. Robert de Genève, pour le provoquer au combat, lui fit demander pourquoi il demeurait oisif et s'enfermait dans les murs d'une ville. « Je n'en sors

p. 526.—*Bernardino Corio Storie Milan.* P. III, p. 249.—[1] *Poggio Bracciolini Hist. Flor.* L. II, p. 233. — *Cronica Sanese*, p. 249. — [2] *Cherubino Ghirardacci.* L. XXV, p. 349.

« point, répondit Rodolphe, pour que vous n'y entriez pas [1].

Le légat essaya ensuite de détacher les Bolonais de la ligue, et leur promit le pardon de leur faute et le maintien de la liberté qu'ils venaient de recouvrer, pourvu qu'ils reconnussent la souveraineté de l'Église et l'autorité des ministres du pape. « Nous sommes prêts à tout souffrir, répondirent les Bolonais, « plutôt que de nous soumettre de nouveau à des gens dont « nous avons si cruellement éprouvé le faste, l'insolence et « l'avarice. » — « Et moi, reprit Robert lorsqu'il reçut cette « réponse, dites-leur que je ne m'éloignerai pas de Bologne que « je ne me sois lavé les mains et les pieds dans leur sang [2]. » La conduite du cardinal était digne de ce propos féroce; ses Bretons prirent successivement les châteaux de Crespélano, Olivéto, Montévéglio, qui leur furent rendus sous des conditions qu'ils n'observèrent point : ils les brûlèrent, après avoir pillé toutes les propriétés de leurs habitants [3]. Ils prirent ensuite Pizzano, et passèrent au fil de l'épée tous ceux qu'ils y trouvèrent, sans épargner même les enfants à la mamelle [4]. Enfin, ils demandèrent des quartiers d'hiver; et le légat força Galéotto Malatesti à leur ouvrir la ville de Césène que ce seigneur avait empêchée de se révolter [5]. La Murata, ce quartier dans lequel Marzia des Ordélaffi avait fait, quelques années auparavant, une si belle défense, fut assignée aux Bretons pour demeure. Mais ces soldats barbares, incapables d'aucune discipline, traitaient une ville amie comme s'ils l'avaient prise d'assaut. Ils forçaient les maisons des bourgeois pour enlever leurs biens, leurs femmes et leurs filles : ils joignaient l'insulte au dommage, et ils lassèrent enfin la patience des habitants. 1377.— Ceux-ci attaquèrent les Bretons à l'improviste, le 1er février 1377; ils en tuèrent plus de trois cents, et ils

[1] *Poggio Bracciolini.* L. II, p. 235. — [2] *Ibid.* — [3] *Cronica di Bologna*, p. 504. — [4] *Cherubino Ghirardacci.* L. XXV, p. 351. — [5] *Cronica di Rimini*, p. 915.

forcèrent les autres à s'enfermer dans la Murata [1]. Le cardinal de Genève, qui s'y trouvait aussi, envoya Galéotto Malatesti auprès des bourgeois pour les apaiser : il confessa que ses soldats avaient mérité le châtiment qu'ils avaient reçu ; et il accorda aux Césénates une amnistie complète, sous condition qu'ils ouvrissent de nouveau leurs portes. Elles furent ouvertes en effet ; et le cardinal, avec une atroce perfidie, dévoua Césène à un massacre universel [2]. Non content de lâcher ses féroces Bretons dans la ville, il appela encore Hawkwood qui, avec les Anglais, était à Faenza ; et comme ce capitaine hésitait à concourir à ce crime, le cardinal lui dit : *Je veux du sang, du sang*. Pendant que le massacre durait, on l'entendit souvent crier : *Tuez-les tous* [3]. En effet, personne ne fut épargné ; les Bretons saisissaient par les pieds les enfants à la mamelle et ils écrasaient leurs têtes contre les murs. Les prêtres, les religieux, les vierges consacrées aux autels, tout fut passé au fil de l'épée ; cinq mille personnes périrent dans cette horrible boucherie : toute la population de Césène aurait été détruite, si une partie des habitants ne s'étaient pas déjà dérobés aux bourreaux par une prompte fuite [4].

Lorsque la nouvelle du massacre de Césène fut portée aux villes de la ligue, elle y causa plus d'indignation encore que d'effroi. La seigneurie de Pérouse fit dire l'office des morts dans toutes les églises, et ordonna une pompe funèbre pour les innocents massacrés par l'armée des prêtres : toutes les villes en guerre avec l'Église suivirent cet exemple [5].

Les Florentins avaient envoyé l'étendard de la liberté à Rome, comme à toutes les autres villes de l'état ecclésiastique. La république romaine était alors gouvernée par une seigneurie de treize bannerets, ou représentants et porteurs de ban-

[1] *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 510. — [2] *Chronicon Estense*, p. 500. — [3] *Cronica Sanese di Neri di Donato*, p. 252. — [4] *Poggio Bracciolini*. L. II, p. 236. — *Cronica Riminese*. T. XV, p. 916. — *Leon. Aretino*. L. VIII. — [5] *Cronica Sanese*, p. 253.

nières des treize quartiers de la ville[1]. Mais les Romains, qui désiraient avec ardeur engager leur évêque à revenir à Rome, étaient moins zélés que les autres peuples pour la ligue de la liberté. Avertis que Grégoire XI songeait à se rendre enfin à son siége naturel, ils entrèrent en traité avec lui, et lui promirent de lui restituer l'autorité souveraine sur leur ville, dès qu'il serait arrivé à Ostie. Ils consentirent en même temps à supprimer leurs bannerets, tandis que le pape confirma les juges élus par le peuple sous le nom d'exécuteurs de justice, sous condition que chacun d'eux lui prêtât serment de fidélité[2].

Les huit de la guerre de Florence, instruits de cette négociation, adressèrent, le 25 décembre 1376, la lettre suivante aux bannerets, pour les encourager à défendre leur liberté.

« Aux hommes illustres nos honorés frères, les bannerets « de la ville de Rome.

« Quoique nous ayons jusqu'à présent élevé vainement notre voix pour vous exhorter à défendre avec un courage « inébranlable votre liberté et celle de l'Italie, et quoique nous « n'ayons reçu de vous, pour fruit de nos discours, que des « lettres écrites d'un style élégant et vainement ornées de « belles sentences; cependant, aujourd'hui que nous voyons « imminente la ruine de votre liberté, nous ne craindrons « pas de répéter encore de sincères et salutaires avis. Nous « n'en pouvons douter, ô nos frères chéris! et si votre intention n'est pas de vous aveugler, vous aussi devez le reconnaître aisément; le souverain pontife, que vous attendez « avec des dispositions si bienveillantes, n'a point d'affection

1 Fragment d'un ms. du Vatican, imprimé *Antiq. Ital.* T. II, p. 857. — Bonincontri, *Annal. Miniatens.* T. XXI, p. 18, fait remonter à l'an 1376 l'institution des bannerets, et cette date a été adoptée par l'historien des sénateurs de Rome; mais toute la chronologie de Bonincontri est très fautive; aussi j'assignerais plutôt à l'an 1375 la création de cette magistrature. — 2 Le traité est imprimé *apud Raynaldi Annal. eccles. an.* 1376, § 11, p. 545.

« pour votre ville; il n'en aime pas le séjour: ce n'est pas « pour résider dans le siége qui lui est propre, pour consoler « votre peuple dévot, qu'il y revient; c'est pour changer vo- « tre liberté en servitude. Lorsqu'il demande l'abolition de « votre magistrature, que souhaite-t-il, qu'espère-t-il, si ce « n'est d'abattre la colonne de la liberté romaine? Quel frein « restera aux audacieux, quel refuge sera laissé aux faibles, « si votre société sacrée, de qui dépendent la paix, le courage « et la traquillité de Rome, est dissoute à l'arrivée de la cour? « Quand le pape devrait rétablir la ville dans son ancien éclat « et dans toute sa beauté, quand il élèverait les Romains à « toute la majesté de leur ancien empire, quand il revêtirait « d'or vos murailles, si c'était au préjudice de votre liberté, « votre devoir vous empêcherait de l'accepter. Nous vous sup- « plions seulement de vous conduire comme il convient aux « enfants des Romains, chez qui la liberté et la vertu sont des « propriétés héréditaires. Tandis que vous le pouvez et qu'il « en est temps encore, tandis que l'oppresseur de votre liberté « domestique n'est point encore dans vos murs, pourvoyez à « votre salut, pourvoyez à celui du peuple romain : dès que « vous le voudrez, dès qu'un signe de vous nous en avertira, « nous emploierons pour vous toute notre puissance, comme « s'il s'agissait de notre propre liberté, de notre propre salut; « car nous n'ignorons point que dès que votre peuple sera « courbé sous le joug, quelque léger qu'il paraisse d'abord, « nous ne serons plus assez forts pour vous en retirer [1]. »

Au commencement de l'année suivante, les Florentins écrivirent de nouveau aux bannerets de Rome et leur offrirent trois mille lances pour la défense de leur liberté [2]. Leurs

[1] Cette lettre, qui à la force des pensées joint le mérite de la plus belle diction latine, fut écrite par Coluccio Salutati, alors chancelier de la république, et auparavant secrétaire d'Urbain V et de Grégoire XI. Elle se trouve dans l'*Istoria de' Senatori di Roma*, T. II, p. 327; et dans *Rigacci*, P. I, ep. 17, p. 58. — [2] *Storia Diplomat. de' Senatori di Roma*, p. 330.

exhortations et leurs offres généreuses ne demeurèrent pas complétement sans effet : cependant les Romains se refusèrent à combattre et n'acceptèrent point les troupes que la république florentine voulait leur envoyer. Ils traitèrent seulement avec le pape à des conditions moins humiliantes pour eux. Grégoire XI, assuré d'être admis dans la ville, et convaincu que sa présence seule pouvait apaiser la révolte universelle, était parti d'Avignon dès le 13 septembre 1376. Mais il n'arriva qu'à la fin de l'année à Cornéto, des vents contraires l'ayant opiniâtrément ou retenu ou repoussé pendant plus de trois mois [1]. Le 17 janvier, il remonta enfin le Tibre et vint débarquer à Saint-Paul. Les Romains l'accueillirent avec des cris de joie, lorsqu'ils le virent traverser la ville à cheval pour se rendre au Vatican. Les bannerets l'avaient attendu à la porte Capène, et à son entrée ils avaient déposé à ses pieds la baguette du commandement : mais ils l'avaient reprise dès le lendemain, et ils continuèrent à administrer la république comme magistrats d'un état souverain, sans que le pape osât résister à leur volonté [2].

Les Florentins, instruits de l'arrivée de Grégoire XI, lui envoyèrent de leur côté des ambassadeurs à Rome pour lui demander la paix à des conditions équitables [3] : mais comme leurs négociations n'eurent aucun succès, la guerre recommença avec vigueur ; et la ville de Bolséna se révolta et se mit en liberté, pendant que le pape était dans son voisinage. Les Florentins confirmèrent pour la seconde fois les huit de la guerre dans leur emploi. Ces magistrats n'avaient été élus originairement que pour une année, mais ils avaient réuni tant de talents et tant de bonheur qu'on ne pouvait se résoudre à leur donner des successeurs. Les huit déterminèrent

[1] *Cronica Sanese di Neri di Donato*, L. XV, p. 251.—*Georgii Stellæ Annales Genuens.* T. XVII, p. 1106. — [2] *Vita Gregorii XI, a Bosqueto edita*, p. 652. — [3] *Cronica Sanesé*, p. 252.

Jean Hawkwood, qui avait fini le temps de son engagement avec le pape, à passer à leur service avec la compagnie anglaise[1]. Mais, d'autre part, Rodolphe de Camérino, qui jusqu'alors avait été général des Florentins, abandonna leur parti, irrité de ce qu'on ne lui permettait pas de conquérir la ville de Fabbriano, qui s'était remise en liberté, et sur laquelle il prétendait avoir des droits[2]. Le pape accueillit Rodolphe avec de grandes marques d'honneur, et il lui confia immédiatement le commandement de la compagnie des Bretons, avec laquelle le seigneur de Camérino harcela les alliés des Florentins dans la Marche d'Ancône[0].

Le comte Lucius Lando de Souabe vint alors attaquer Rodolphe avec trois mille chevaux florentins, presque aux portes de Camérino, sa capitale; il lui tua deux cents soldats, lui prit son étendard avec mille prisonniers, et le força lui-même à s'enfuir presque seul à Tolentino[4]. Les Florentins prirent ensuite San-Lupidio, Sainte-Marie, Serra, et plusieurs autres châteaux de la Marche d'Ancône[5].

Le pape désirait la paix avec les Florentins; mais il voulait que leur dévotion la rendît plus avantageuse pour lui. Pendant qu'il était encore à Avignon, la seigneurie lui avait envoyé sainte Catherine de Sienne pour chercher à l'adoucir. Le pape renvoya la sainte à Florence, l'assurant qu'il s'en remettait à elle seule des conditions de la paix; mais, quoique les vertus et la sainteté reconnue de Catherine inspirassent la plus haute vénération aux chefs de la république, ils ne crurent pas devoir consulter, sur la liberté de leur patrie, les scrupules d'une femme enthousiaste[6]. Grégoire envoya, de son côté, des ambassadeurs à Florence, et ceux-ci, qui

[1] *Cronica di Pisa*, p. 1072. — *Scipione Ammirato*, L. XIII, p. 705. — [2] *Poggio Bracciolini Hist. Flor.* L. II, p. 237. — [3] *Leon. Aretinus*, L. VIII. — *Annales Bonincontri Miniatensis*, p. 27. — [4] *Chron. Estense*, p. 494.— [5] *Sozomeni Pistoriensis Hist.* p. 1103. — [6] *Raynaldi Annales eccles.* 1377, § 2. p. 552. — *Marchione de' Stefani.* L. IX, R. 773, p. 179.

espéraient faire plus d'impression sur le peuple que sur le gouvernement, ne voulurent exposer leur mission qu'en présence du parlement assemblé. Là ils récitèrent un discours artificieux. Le pontife, dirent-ils, savait bien que le peuple ne voulait point la guerre ; cette guerre était l'ouvrage de quelques chefs ambitieux qui s'enrichissaient par la misère publique ; déjà ils avaient conservé leur emploi au-delà du temps fixé par toutes les lois, et ils se flattaient d'asservir bientôt ce peuple qu'ils égaraient au nom de la liberté. Grégoire demandait seulement que les Florentins déposassent leurs perfides magistrats, et il était prêt à leur accorder ensuite la paix aux conditions qu'eux-mêmes voudraient fixer. Le gonfalonnier répondit aux ambassadeurs au nom du peuple. Il avait fallu, leur dit-il, de longues injures, et l'épreuve de l'ambition effrénée des ecclésiastiques, pour détacher les Florentins du parti de l'Église, auquel ils s'étaient si longtemps montrés fidèles. Mais tant d'offenses avaient enfin lassé leur patience, et ils étaient unanimes dans leur opposition. Cependant, ajouta-t-il, les Florentins désiraient toujours la paix ; mais l'on devait s'attendre à ce que les conditions de cette paix fussent désavantageuses à ceux qui avaient imprudemment provoqué la guerre[1].

Le pontife, irrité de cette réponse, redoubla les peines ecclésiastiques qu'il avait prononcées contre les Florentins ; il écrivit de nouveau, non plus à tous les souverains, mais à toutes les villes, pour les presser de confisquer les propriétés de ses ennemis. D'autre part, les Florentins, qui avaient jusqu'alors observé les interdits prononcés par le pontife, résolurent de ne pas se soumettre plus longtemps à une sentence injuste. Ils firent ouvrir tous les temples, et forcèrent

[1] *Poggio Bracciolini Hist. Flor.* L. II, p. 237. — *Scipione Ammirato.* L. XIII, p. 707.

les prêtres à célébrer le culte divin avec la même solennité que si l'interdit n'avait point été prononcé [1].

Un neveu du pape avait tenté, à la tête des Bretons, une incursion dans la Maremme de Sienne; il fut forcé de reculer devant Hawkwood. Mais les intrigues réussirent mieux que les armes à la cour pontificale. Une conjuration en faveur des Pépoli avait été découverte à Bologne à la fin de l'année précédente, et Taddéo des Azzoguidi avait été exilé de cette ville avec une partie de la faction de l'échiquier [2]. Le reste de cette faction, fidèle à la liberté et aux intérêts des Florentins, changea de nom à cette occasion; dès lors on l'appela Raspanti. Les familles des Bentivogli, Salicetti, Azzoguidi, Bianchi et Gozzadini entrèrent dans le nouveau parti des Raspanti, et sous ce nom elles gouvernèrent la république.

Mais, au mois de mars 1377, le sort donna aux Bolonais un gonfalonnier et huit Anziani du parti opposé, ou des Maltraversi. Ceux-ci, après avoir gagné avec adresse la faveur du peuple et affermi leur autorité, firent arrêter en un même jour tous les chefs des Raspanti, et envoyèrent demander une trêve au légat du pape, qui était alors à Ferrare, afin de traiter avec lui une paix séparée. Grégoire XI saisit avec empressement cette ouverture, et il ne se montra pas difficile sur les conditions. Il demanda seulement qu'un vicaire pontifical fût admis dans Bologne, non pour y commander en effet, mais pour en avoir l'apparence. Afin qu'on n'en conçût aucune défiance, il désigna pour remplir cette fonction un des ambassadeurs que la république lui avait envoyés, et qui était docteur en droit [3]. Il consentit expressément que Bologne continuât de se gouverner librement et en communauté [4];

[1] *Poggio Bracciolini*. Lib. II, p. 239.—*Marchione de' Stefani*. L. IX, R. 772, p. 178. — *Cronica Sanese*, p. 256. — [2] *Ghirardacci Stor. di Bologna*. L. XXV, p. 358. — [3] *Cronica di Bologna*. T. XVIII, p. 515. — [4] *Chronicon Estense*. T. XV, p. 501.

à ces conditions, la paix, ayant été signée à Anagni le 21 août, fut publiée à Bologne au commencement de septembre[1].

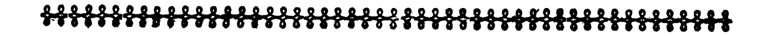
Vers le même temps, le préfet de Vico fit aussi sa paix séparée avec l'Église[2]. Les Florentins, abandonnés par deux de leurs plus puissants alliés, songèrent alors sérieusement à mettre fin à la guerre. L'évêque d'Urbin, ambassadeur du pape, leur proposa de prendre pour arbitre leur propre allié, Bernabos Visconti, et les Florentins consentirent en effet à ouvrir sous sa médiation un congrès à Sarzana. Bernabos se rendit des premiers dans cette ville, où il arriva au commencement de l'année 1378. Il y fut suivi par le cardinal d'Amiens et l'archevêque de Narbonne, légats du pape. Le comte de Brienne et l'évêque de Laon y arrivèrent aussi comme ambassadeurs du roi de France. Les députés florentins et ceux de toutes les villes liguées avec eux s'y rendirent de leur côté.

Les conférences s'ouvrirent le 12 mars, et l'on put alors comprendre d'après quels arrangements secrets le pape avait pris pour arbitre son plus ancien ennemi et l'allié des Florentins. Bernabos Visconti était convenu avec le pontife de partager avec lui l'argent qu'il ferait payer à la république. Il proposa, en sa qualité d'arbitre, que les confédérés donnassent au pape la somme énorme de huit cent mille florins pour les frais de la guerre. Les décisions des arbitres étaient regardées comme sans appel; tous les alliés des Florentins ne les secondaient plus que mollement, et les ambassadeurs de la république se virent forcés d'ouvrir la négociation sur cette base : peut-être la paix se serait-elle conclue à des conditions très désavantageuses pour les confédérés, si la nouvelle de la maladie du pape, attaqué de la pierre, et peu après celle

[1] *Ghirardacci Storia di Bologna.* L. XXV, p. 364. — [2] *Cronica Sanese*, p. 255.

de sa mort, survenue à Rome le 27 mars 1378[1], n'avaient pas fait dissoudre le congrès de Sarzana. Tous les ambassadeurs retournèrent chez eux sans rien conclure, et le grand schisme d'Occident qui suivit la mort de Grégoire XI permit bientôt aux Florentins de traiter avec l'Église sous des auspices plus favorables[2].

[1] *Chronicon Estense*. T. XV, p. 502. — *Cronica Riminese*, p. 918. — [2] *Poggio Bracciolini Hist. Flor.* L. II, p. 240. — *Sozomeni Pistoriensis Hist.* p. 1104. — *Cronica Sanese*, p. 257. — *Cron. di Bologna*, p. 516.



CHAPITRE XVI.

Grand schisme d'Occident. — Conjuration des Ciompi à Florence. — La reine Jeanne détrônée par Charles de Duraz.

1378-1381.

La guerre acharnée dans laquelle les républiques italiennes s'étaient engagées contre la cour de Rome fut tout à coup suspendue par la mort de Grégoire XI. Tous les rapports entre les peuples furent changés par cet événement. La haine pour les Français, qui s'étaient emparés de toutes les dignités et de tout le pouvoir de l'Église, avait entraîné les Italiens à combattre l'Église elle-même. Après la mort de Grégoire XI, la même haine attacha les Italiens à la défense de son successeur. Les pontifes et les prélats d'Avignon avaient conjuré contre la liberté italienne; leur politique était ambitieuse et perfide, et leur puissance redoutable. Ils avaient introduit en Italie la bande féroce des Bretons; ils faisaient servir à leurs projets la versatilité et la perfidie des tyrans lombards; ils étaient assurés de l'obéissance de la reine Jeanne de Naples, de la protection et même des secours du roi de France; enfin la superstition, souvent foulée aux pieds, se relevait et revenait à leur aide dès que leurs adversaires éprouvaient quelque calamité. Tout ce pouvoir fut détruit par le grand schisme

d'Occident; la cour de Rome demeura privée de l'appui des ultramontains : ses richesses, partagées entre deux concurrents, et dissipées dans une guerre civile, ne purent plus suffire à soudoyer des armées ou à corrompre des traîtres; et le pontife italien se trouva à la merci des républiques que son prédécesseur voulait écraser. Heureusement pour lui la haine de celles-ci s'était évanouie avec le danger qu'elles avaient couru.

1378. — Grégoire XI était mort à Rome dans la nuit du 27 mars 1378; ses obsèques, et les neuvaines faites pour le repos de son âme, durèrent jusqu'au 7 avril. Ce jour-là les cardinaux entrèrent au conclave, après avoir nommé pour veiller à leur sûreté huit officiers, savoir : deux évêques, trois laïcs romains et trois français [1].

L'Église romaine avait alors vingt-trois cardinaux, parmi lesquels il y en avait six qui étaient demeurés à Avignon, et un septième était légat en Toscane. Il n'y en eut donc que seize qui entrassent au conclave, au palais du Vatican [2]; et parmi eux, onze étaient français, un espagnol, et quatre italiens [3].

[1] *Vita Gregorii*, *penes Baluzium Scr. It.* T. III, P. II, p. 662.—[2] *Additamenta Codicis Patavini ad Ptolom. Lucensem.* T. III, P. II, p. 677. — [3] Voici la liste de tous les cardinaux qui composaient alors le sacré collége : il est nécessaire de la bien connaître, pour comprendre l'histoire du schisme.

Les cardinaux qui assistèrent au conclave furent :

	créé en	mort en
Un Espagnol.		
Pierre de Luna, cardinal-diacre, du titre de Sainte-Marie in Cosmédin.	1375 —	1424
Quatre Italiens.		
François Tébaldeschi, Romain, cardinal-prêtre, du titre de Sainte-Sabine, archiprêtre de Saint-Pierre.	1368 —	1378
Pierre Corsini, Florentin, card.-pr. du titre de Saint-Laurent.	1370 —	1405
Jacob Orsini, Romain, card.-d. de Saint-George in Velabro.	1371 —	1379
Simon de Borsano, Milanais, card.-pr. de Saint-Jean et Paul.	1375 —	1381
Onze Français.		
Guillaume d'Aigrefeuille, card.-pr. de Saint-Étienne.	1367 —	1401
Jean du Cros, évêque de Limoges, card.-pr. de Saint-Nérée et Achillée.	1371 —	1383
Bertrand Lagier, évêque de Glandèves, card.-pr. de Saint-Prisque.	1371 —	1392
Robert de Genève, évêque de Cambray, card.-pr. des Douze-Apôtres.	1371 —	1394

Pendant le temps consacré, en apparence, aux obsèques du précédent pape, les cardinaux appelés à élire son successeur avaient déjà commencé les intrigues qui préparent une nomination aussi importante. Les Français, qui formaient de beaucoup le plus grand nombre, s'étaient divisés en deux factions. Les Limousins, élevés à la pourpre romaine par Grégoire XI ou par Clément VI, excitaient la jalousie de tous les autres. On ne voulait pas permettre que le Saint-Siége fût plus longtemps la propriété d'une seule province, et presque d'une seule famille. D'autre part, les Limousins, qui formaient un parti régulier et nombreux, se flattaient de diriger l'élection. Au milieu de leurs querelles, qui n'étaient pas renfermées dans le sacré collége, mais qui éclataient déjà en public, on voyait l'un et l'autre parti également déterminé à ne pas élire un Italien. L'aversion des cardinaux français pour le séjour de Rome était bien connue, et l'on devait s'attendre à ce que le nouveau pontife se hâtât de reconduire la cour à Avignon. Cette crainte excita la fermentation la

	créé en	mort en
Pierre Flandrin, card.-d. de Saint-Eustache.	1371 —	1381
Guillaume de Nouveau, card.-d. de Saint-Ange.	1371 —	1390
Pierre de Veruche, abbé de Montmayeur, card.-d. de Sainte-Marie in velo aureo.	1371 —	1403
Hugues de Montrelaix, de Bretagne, card.-p. des Quatre-Saints-Couronnés.	1375 —	1384
Gui de Malesec, évêque de Poitiers, card.-p. de Sainte-Croix en Jérusalem.	1375 —	1413
Pierre de Bernier, évêque de Viviers, cardinal-prêtre de Saint-Laurent in Lucina.	1375 —	1394
Gerard du Puy, abbé de Marmoutiers, cardinal-prêtre de Saint-Clément.	1375 —	1389
Les cardinaux absents à l'époque du conclave étaient :		
Jean de La Grange, évêque d'Amiens, card.-pr. de Saint-Marcel, alors légat du pape en Toscane.	1375 —	1402
Les six Français, enfin, qui étaient demeurés à Avignon, sont :		
Pierre de Selvete Montirac, évêque de Pampelune, chancelier de l'Église, card.-pr. de Sainte-Anastasie.	1356 —	1385
Jean de Blandillac, évêque de Sabine, cardinal de Saint-Marc.	1361 —	1379
Hugues de Saint-Martial, card.-d. de Sainte-Marie in Porticu.	1361 —	1403
Giles Aycelin de Montaigu, évêque de Frascati, card.-pr. de Saint-Sylvestre.	1361 —	1378
Ange de Grimoard, évêque d'Albano, card.-pr. de Saint-Pierre-ès-liens.	1366 —	1387
Guillaume de Chanac, évêque de Mende, card.-pr. de Saint-Vital.	1371 —	1394

plus vive dans Rome. Le peuple s'attroupa autour du palais du Vatican, le jour où les cardinaux s'enfermèrent au conclave, pour essayer si, par ses clameurs, il ne pourrait point obtenir quelque influence sur leur choix. *Nous voulons un Romain*, criait-il, *ou au moins*, *tout au moins un Italien*[1]. Au moment où les cardinaux étaient entrés au conclave, la foule s'était précipitée avec eux dans le palais; *et ces maudits Romains*, dit le biographe français de Grégoire XI, *ces Romains étaient armés et ne voulaient point sortir*. Cependant, après une heure de tumulte, l'évêque de Marseille les engagea tous à se retirer, à la réserve d'une quarantaine : ceux-ci parcouraient tous les recoins de l'appartement, sous prétexte de s'assurer s'il n'y avait point d'hommes d'armes cachés dans le palais, et s'il n'y avait point aussi quelque sortie secrète, ou quelque moyen de communication avec le dehors[2]. Pendant qu'ils faisaient cette recherche, qui augmentait l'inquiétude des cardinaux, le reste du peuple, assemblé aux portes, ne cessait de crier : *Un Romain, nous voulons un Romain.*

Avant que la populace se fût retirée, deux des bannerets de Rome vinrent en députation de la part de cette magistrature, et ils demandèrent audience aux cardinaux, qui les reçurent dans la petite chapelle du Vatican. Les bannerets représentèrent au sacré collège combien la chrétienté entière avait souffert de ce que les papes avaient établi leur résidence hors de l'Italie. A Rome, les temples et les édifices sacrés tombaient en ruine : quelques cardinaux n'avaient pas visité une fois dans tout le cours de leur vie les églises dont ils portaient le titre; ils les laissaient dans l'abandon, bien que ce fût pour eux un devoir de les maintenir. L'état ecclésias-

[1] *Vita Gregorii XI penes Baluzium*, p. 662, 663.—*Vita ejusdem ex Bosqueto*, p. 654. — *Romano lo volemo lo papa, Romano lo volemo o almanco almanco Italiano.* —
[2] *Vita Gregorii XI penes Baluzium*, p. 662.

tique avait été envahi, au départ des papes, par les tyrans qui se l'étaient partagé; il n'avait été reconquis par le cardinal Albornoz qu'après une guerre acharnée, au prix du sang des peuples et des trésors de la chrétienté. Il avait ensuite été livré en proie à des ministres vénaux, insolents et arbitraires; une révolte universelle avait été la conséquence de cette manière de gouverner, si différente de l'administration paternelle de l'ancienne Église : une guerre générale avait été allumée en Italie, et le reste du monde chrétien s'était épuisé pour reconquérir des provinces qu'on avait contraintes à se révolter. C'est par une disposition toute particulière de la Providence, ajoutèrent-ils, que le bon pape Grégoire est venu mourir à Rome, afin que le sénat de l'Église fût forcé à s'assembler de nouveau dans la capitale de l'Église : par là il se trouvait mieux à portée de connaître les dispositions du troupeau auquel il devait donner un pasteur; et les cardinaux, organes des Romains qui choisissaient autrefois leur évêque par leurs suffrages, se conformeraient plus fidèlement aux intentions de ceux qu'ils étaient chargés de représenter [1].

Les bannerets se retirèrent pour laisser délibérer les cardinaux; bientôt ils furent introduits de nouveau, et Pierre Corsini, cardinal de Florence, leur répondit au nom du sacré collége : Qu'il s'étonnait de leur prétention à influer sur une élection à laquelle ni le respect, ni la crainte, ni la faveur, ni les clameurs du peuple ne devaient avoir aucune part; que les cardinaux allaient entendre la messe du Saint-Esprit, et que le Saint-Esprit déterminerait seul, par son inspiration, le choix qu'ils allaient faire [2]. Les bannerets se retirèrent peu satisfaits de cette réponse, et le peuple renouvela ses cris : *Un Romain, nous voulons un Romain.*

[1] *Vita Gregorii XI ex additam. ad Ptol. Luc.* 687.—*Thomas de Acerno, De creatione. Urbani VI, Rer. Ital.* T. III, P. II, p. 716. —*Raynaldus Annal. eccles.* 1378, § 4, p. 2.—
[2] *Vita Gregorii XI, penes Baluzium,* p. 663.

Malgré la fermeté avec laquelle le cardinal-évêque de Florence avait répondu, les clameurs du peuple n'étaient pas sans influence sur le sacré collége. Les cardinaux auraient couru sans doute un grand danger, s'ils avaient méprisé complétement la volonté d'un peuple pour qui le choix de son pasteur était d'une si haute importance. Les Romains n'avaient point oublié que le droit d'élire le pape leur avait appartenu trois siècles auparavant; Louis de Bavière et Colas de Rienzo avaient, dernièrement encore, rafraîchi le souvenir de cet important privilége. Le parti des Italiens, dans le conclave, en acquit plus d'influence; et son alliance fut recherchée à l'envi par les deux factions opposées, des Limousins et du cardinal de Genève [1]. Leur adhésion pouvait seule décider la pluralité des deux tiers des suffrages, nécessaire pour élire un pape [2].

Les Limousins, voyant qu'il leur serait difficile de faire tomber l'élection sur aucun des leurs, firent choix d'une de leurs créatures qui leur paraissait singulièrement propre à concilier tous les suffrages; c'était Barthélemi Prignani, archevêque de Bari, Napolitain de naissance. Ce prélat avait été attiré à Avignon par le cardinal de Pampelune, Limousin, chancelier de l'Église, qui l'avait occupé longtemps à la chancellerie. L'archevêque de Bari avait vécu tant d'années en France, qu'on le regardait presque comme Français; il était sujet de la reine de Naples, protectrice du parti opposé aux Limousins; comme Italien, il devait plaire aux cardinaux de cette nation; enfin l'archevêque de Bari, alors âgé d'environ soixante ans, avait la réputation d'être fort savant et fort religieux.

Après que les cardinaux d'Aigrefeuille et de Poitiers, chefs du parti limousin, eurent pressenti les dispositions de leurs

[1] Robert, avant la mort de Grégoire XI, s'était déjà donné beaucoup de mouvement pour former le parti opposé aux Limousins, et il en était demeuré le chef. *Raynald. Ann. eccles.* 1378, § 1, T. XVII, p. 1.— [2] *Additament. ad Ptolom. Lucensem*, p. 6

collègues, le premier, dès le lendemain de leur entrée au conclave, demanda, immédiatement après la messe du Saint-Esprit, qu'on recueillît les suffrages, vu qu'il lui paraissait que le sacré collége était suffisamment d'accord [1].

Chacun s'étant assis suivant l'ordre de l'ancienneté, le cardinal de Florence, qui était le premier des évêques, nomma à haute voix pour pape le cardinal de Saint-Pierre. Le cardinal de Limoges, qui était le second parmi les évêques, se leva ensuite: « Le seigneur cardinal de Saint-Pierre, dit-il, « ne saurait nous convenir pour pape, parce qu'il est Ro-« main; nous paraîtrions, en l'élisant, avoir cédé à la violence « et aux clameurs du peuple; de plus, il est vieux et infirme. « Le cardinal de Florence ne nous convient pas davantage, « parce qu'il est d'une ville actuellement en guerre avec l'É-« glise. Je repousse de même le cardinal de Milan, sujet d'un » tyran, et de l'ennemi le plus acharné de la religion. Enfin, « le cardinal Jacob Orsini est Romain, et il est trop jeune. « Ainsi donc, j'élis et je choisis pour pape le seigneur Barthé-« lemi, archevêque de Bari [2]. »

Les cardinaux de Glandève, d'Aigrefeuille, de Genève, de Milan, tous enfin, donnèrent leur voix à l'archevêque de Bari, à la réserve du cardinal de Florence, qui avait déjà donné son suffrage, et du cardinal Orsini, qui déclara ne vouloir point ce jour-là élire le pape. Les cardinaux, s'étant retirés dans leurs cellules pour réciter leur bréviaire, se rassemblèrent, peu de temps après, dans la chapelle, et firent un second tour de suffrages. Le cardinal de Florence se rangea du parti de la majorité, et donna sa voix, avec tous les autres, à l'archevêque de Bari, qui fut canoniquement élu. Orsini seul persista dans son opposition. Il avait prétendu lui-même au pontificat, et il s'é-

[1] *Additamenta ad Ptolom. Lucensem*, p. 680. — [2] *Thomas de Acerno, De creatione Urbani VI*, p. 719.—*Additamenta ad Ptolomeum Lucens.* p. 681.—*Rayn. Annal. eccles.* — D'après l'abbé de Sisteron, et la déposition de l'évêque de Récanati et Macérata.

tait flatté d'obtenir cet honneur à l'aide des cris de la populace, qu'on entendait toujours répéter sur la place : *Nous voulons un Romain*[1] !

Cependant les cardinaux redoutaient d'annoncer au peuple que le pape qu'ils avaient élu n'était pas Romain, d'autant plus que d'anciens usages autorisaient une grande licence au moment de l'élection, et que le peuple s'attribuait le droit de piller le palais du nouveau pontife. Comme les cris redoublaient devant le Vatican, le cardinal Orsini s'approcha d'une fenêtre, et imposa silence au peuple, en lui disant que le pape était nommé. Quand on lui en demanda le nom, il répondit : *Allez à Saint-Pierre, et vous le saurez.* Le mot de Saint-Pierre, répété dans la foule, fit croire que le cardinal de Saint-Pierre était élu ; toute la ville fut dans l'ivresse de la joie, et la maison de Tébaldeschi, cardinal de Saint-Pierre, fut pillée de fond en comble. Pendant que le peuple y courait, les cardinaux avaient fait entrer au Vatican l'archevêque de Bari avec plusieurs autres prélats. La populace, à son retour du pillage, voyant qu'on n'ouvrait point le palais, en enfonça les portes, pour rendre hommage au cardinal de Saint-Pierre. L'inquiétude des cardinaux redoubla, lorsqu'ils virent que le peuple croyait avoir obtenu ce qu'il désirait, et qu'il faudrait le détromper. Ils cherchèrent donc à s'échapper, les uns par la grande porte que la populace avait enfoncée, d'autres par les chambres des chapelains, et lorsqu'en s'évadant ils étaient surpris par la foule, ils la confirmaient dans son erreur. Les Romains se précipitaient dans la petite chapelle où le cardinal de Saint-Pierre était resté ; ils l'adoraient, et lui demandaient sa bénédiction. Le vieux Tébaldeschi avait beau s'écrier : « Je n'ai point été élu, je ne suis point pape, je ne « veux point l'être. » Sa voix cassée n'était pas entendue au

[1] *Thomas de Acerno, de creatione Urbani VI*, p. 720.

milieu du tumulte, et ceux mêmes qui pouvaient l'entendre croyaient qu'il se défendait par modestie[1].

Plus l'erreur était accréditée, plus les cardinaux redoutaient le moment où le peuple serait détrompé : aussi la plupart d'entre eux sortirent-ils de la ville, après avoir dit à leurs amis que le vrai pape était l'archevêque de Bari. Les cardinaux Orsini et Saint-Eustache s'enfermèrent à Vicovaro ; Robert de Genève, à Zagarolo ; les cardinaux de Limoges, d'Aigrefeuille, de Poitou, de Viviers, de Bretagne et de Marmoutiers, se retirèrent au château Saint-Ange; le cardinal de Saint-Ange s'enfuit à Guardia ; et ceux de Florence, de Milan, de Montmayeur, de Glandève et de Luna, restèrent seuls dans leurs maisons.

Cependant l'archevêque de Bari était au Vatican ; et, non moins effrayé que les autres, il s'était caché dans une chambre secrète, tandis que le peuple pillait toutes les provisions rassemblées pour le conclave. Le matin suivant, 9 avril, cet archevêque envoya Thomas d'Acerno, évêque de Lucéra, de qui nous empruntons la plupart de ces détails, s'enquérir, auprès des cardinaux, de ce qu'il était, et de ce qu'il devait faire. Le cardinal de Florence répondit que l'archevêque de Bari était le vrai et légitime pape : il envoya avertir de l'élection les bannerets assemblés au Capitole ; et comme le peuple s'était calmé, les bannerets promirent que le nouveau pontife serait agréé et reconnu aussi bien que s'il eût été Romain. Cependant les cinq cardinaux restés à Rome se rendirent au Vatican, auprès de l'archevêque de Bari, qui n'avait point encore accepté son élection. Il fallut envoyer plusieurs messages aux cardinaux enfermés au château Saint-Ange, avant qu'on pût les déterminer à en sortir[2]. Ils vinrent enfin se réunir aux autres ; alors le cardinal de Florence, comme

[1] *Thomas de Acerno*, p. 721. — D'après Raynaldi, qui rapporte les dépositions de plusieurs évêques, ceux qui apprenaient l'élection de l'archevêque de Bari voulaient le tuer. T. XVII, p. 6. — [2] *Thomas de Acerno*, p. 722.

doyen, présenta l'archevêque de Bari au sacré collége, par un discours sur ce texte : *Talis debebat esse, ut esset nobis pontifex impollutus*. L'élu prit pour texte de sa réponse : *Timor et tremor venerunt super me, et contexerunt me tenebræ*. Pour se conformer à son texte, il ne parla que de l'effroi que lui causait une si haute dignité, et de son incapacité pour occuper dignement le pontificat. Le cardinal de Florence interrompit ce discours, le priant de laisser de côté, quant à présent, l'explication et la paraphrase de son texte, puisque ce n'était pas l'usage de faire, dans un tel moment, un discours d'apparat, et il le pressa de dire positivement s'il acceptait l'élection qui avait été faite de lui au nom du Seigneur. L'archevêque de Bari répondit qu'il l'acceptait : il prit le nom d'Urbain VI ; et les cardinaux, ayant entonné le *Te Deum*, l'élevèrent sur le trône[1].

Dans les jours qui suivirent, les cardinaux d'Aigrefeuille, de Limoges et de Poitou, qui avaient eu la principale part à l'élection d'Urbain VI, demandèrent et obtinrent de lui des grâces. Pendant la semaine sainte, les cardinaux qui s'étaient éloignés revinrent à Rome. Tous assistèrent au couronnement d'Urbain, le jour de Pâques, et l'accompagnèrent en pompe à la basilique de Saint-Jean-de-Latran[2].

Ainsi l'élection du chef de l'Église était accomplie ; le tumulte du peuple qui l'avait accompagnée n'avait point déterminé le choix des cardinaux ; ils redoutaient, au contraire, d'avoir provoqué par ce choix même le courroux du peuple. D'ailleurs ils avaient reconnu et confirmé dans le calme une élection qui avait été accompagnée de quelques circonstances orageuses. Mais, quelque régulière que fût cette élection, elle

[1] *Addimenta ad Ptolomeum Lucensem*, p. 684. — [2] *Thomas de Acerno, De creatione Urbani VI*, p. 723.—*Theodorici a Niem de Schismate*. Editio Basileæ, in-fol. 1566. L. I, c. 2, p. 2.—Une lettre des seize cardinaux, pour communiquer à leurs collègues restés à Avignon l'élection unanime d'Urbain VI, est rapportée dans Raynaldi, ann. 1378. T. XVII, p. 8.

était essentiellement mauvaise, car le choix des cardinaux aurait pu difficilement tomber sur un homme plus imprudent, plus emporté, plus vain et plus propre à se faire haïr. C'est à ses défauts seuls qu'il faut attribuer l'abandon où il se trouva bientôt, lorsque le collége entier des cardinaux qui l'avait créé et reconnu se déclara contre lui.

Urbain commença à aliéner les prélats de sa cour par ses efforts pour réformer l'Église. Pétrarque avait souvent reproché aux ecclésiastiques français leurs goûts pour la bonne chère ; Urbain voulut les réduire à n'avoir qu'un seul plat sur leur table, et lui-même il en donna l'exemple. Il voulut aussi arrêter la simonie, et il menaça d'excommunication les cardinaux qui accepteraient des présents. Ces réformes louables n'étaient ni annoncées ni exécutées avec la prudence et la modération convenables. Dans d'autres occasions, le pontife manquait davantage encore à ces vertus. Il annonça son intention de ne plus jamais quitter Rome, et il donna ordre aux cardinaux de se préparer à y passer les hivers. Les bannerets de Rome l'ayant supplié de faire une nouvelle promotion, selon l'usage des autres pontifes, il répondit, en présence des cardinaux ultramontains, que non seulement il avait dessein de faire une promotion, mais qu'il la ferait si nombreuse, que désormais les cardinaux romains et italiens seraient plus puissants que les étrangers dans le sacré collége. Le cardinal de Genève, qui était présent à ce propos, pâlit de colère et sortit aussitôt. Dans les consistoires secrets, Urbain VI usait de moins de ménagements encore ; il interrompait les cardinaux par les discours les plus offensants : *C'est assez parlé*, disait-il à l'un ; *Tais-toi, tu ne sais ce que tu dis*, disait-il à l'autre. Il s'oublia jusqu'à appeler le cardinal Orsini *un sot* [1], et à dire au cardinal de Saint-Marcel, lorsque celui-ci revint de sa légation de Toscane, qu'il avait volé l'ar-

[1] *Item cardinali de Ursinis dixit* quod erat unus sotus. *Thomas de Acerno*, p. 725.

gent de l'Église : *Tu en as menti comme un Calabrais,* répondit le prélat indigné, qui ressentait en gentilhomme français l'injure qui lui était faite[1].

Les cardinaux, à qui la grossièreté du pape devenait insupportable[2], obtinrent, les uns après les autres, la permission de se retirer à Anagni, où, d'après les ordres donnés par Grégoire, ils avaient fait des préparatifs pour passer l'été. Urbain VI, qui après leur départ était demeuré à Rome, au lieu de les suivre, comme il en avait eu d'abord l'intention, alla s'établir à Tivoli, et il leur envoya l'ordre d'y revenir auprès de lui. Les cardinaux, qui avaient fait beaucoup de dépenses, et qui se trouvaient sans argent, ne voulaient point abandonner tous les préparatifs qu'ils avaient faits à Anagni, et recommencer à nouveaux frais un établissement dispendieux à Tivoli, où il n'y avait aucune maison en état de les recevoir. Tandis qu'ils disputaient sur cet ordre, et qu'ils s'aigrissaient contre Urbain VI par l'énumération des injures qu'ils en avaient déjà reçues, Honoré Caiétan, comte de Fondi, vint à eux, et joignit sa haine à leur colère. Il avait prêté vingt mille florins à Grégoire XI, et Urbain refusait de rendre cette somme, ou même de reconnaître la dette, prétendant que son prédécesseur avait employé cet argent à son usage particulier, et non à celui de l'Église. Il avait fait plus : aigri par cette contestation, il avait déclaré le comte de Fondi déchu du comté de Campanie, et il lui avait donné pour successeur son ennemi personnel, Thomas de San-Sévérino. Le comte de Fondi avait déjà cherché à se faire justice par les armes, et il s'était emparé de force de quelques châteaux de la Campanie[3].

C'était à la fin de juin que les cardinaux s'étaient retirés à Anagni : l'archevêque d'Arles, camérier du défunt pape Gré-

[1] Jean de la Grange, du titre de Saint-Marcel, cardinal-évêque d'Amiens. *Apud Raynaldi, ann.* 1378, § 45, p. 22. — [2] *Theodorici a Niem de Schismate.* L. I, c. 4, 5 et 6, p. 5. — [3] *Thomas de Acerno*, p. 726.

goire XI, alla les y joindre, et leur porta la tiare et les joyaux de la couronne. Le commandant du château de Saint-Ange, créature du cardinal de Montmayeur, refusa de recevoir plus longtemps les ordres d'Urbain VI : le cardinal d'Amiens s'assura l'alliance de François de Vico, seigneur de Viterbe, préfet de Rome, révolté contre l'Église[1]. Enfin le cardinal de Genève, qui avait eu avec la compagnie des aventuriers bretons des relations trop étroites pour son honneur, traita avec cette compagnie pour la faire passer à Anagni au service des cardinaux. Les Romains voulurent l'arrêter au passage de Ponte Salario ; ils y furent défaits avec perte de plus de cinq cents hommes. Les cardinaux, enorgueillis par cette victoire et par le sentiment de leurs forces, déclarèrent au pape qu'ils ne retourneraient point avec lui, ni à Tivoli, ni à Rome ; ils mirent en délibération s'ils ne lui donneraient pas un coadjuteur pour administrer l'Église, et, après quelque hésitation, ils résolurent plutôt d'annuler son élection, sous prétexte qu'elle n'avait pas été libre.

Mais ils n'en vinrent point immédiatement à ce parti, parce que les cardinaux italiens, non moins mécontents du pape que les Français, redoutaient cependant de s'engager dans des démarches qui pouvaient ramener le Saint-Siége au-delà des monts. Ils cherchaient donc à être médiateurs entre les deux partis. Tous quatre assistèrent à plusieurs consistoires qu'Urbain VI tint à Tivoli : ceux de Florence, de Milan et des Orsini fixèrent leur résidence à Subiaco, près d'Anagni ; et lorsque les cardinaux français quittèrent, au mois d'août, Anagni, pour se rendre à Fondi, à la prière du comte de cette ville, les trois Italiens les suivirent jusqu'à Suessa. Le quatrième, Tébaldeschi, cardinal de Saint-Pierre, retourné à Rome avec le pape, y mourut, déclarant à son dernier soupir qu'il tenait Urbain VI pour le légitime pasteur de l'Église[2].

[1] *Additamenta ad Ptolomeum Lucensem*, p. 687. — [2] *Thomas de Acerno*, p. 728. — La déclaration de Tébaldeschi est imprimée dans les *Annal. eccles.* p. 19.

La mort de Tébaldeschi priva Urbain VI du seul cardinal qui lui fût demeuré vraiment fidèle : les trois Italiens, sans le méconnaître et sans vouloir complétement s'associer aux ultramontains, avaient cessé de lui obéir ; et les Français, après s'être assurés de l'appui du roi de France et de la reine Jeanne, prononcèrent d'une commune voix, le 9 août 1378, que le Saint-Siége était vacant. Ils déclarèrent que Barthélemi Prignani, qui se faisait nommer Urbain VI, avait été illégalement élu, au milieu d'une populace mutinée ; et comme ils formaient plus des deux tiers du sacré collége, ils protestèrent solennellement contre une élection qu'ils déclaraient nulle, puisqu'ils l'avaient faite contre leur volonté.

Urbain VI, qui était resté seul à Rome, où il n'avait pu rappeler même les cardinaux italiens, fit, à la fête des quatre-temps de septembre, une promotion de vingt-neuf cardinaux nouveaux. Les cardinaux anciens, aigris à cette nouvelle, tinrent le 20 septembre un consistoire à Fondi, où ils résolurent de s'enfermer en conclave pour procéder à l'élection d'un nouveau pape. Leur choix s'arrêta bientôt sur Robert de Genève : ses talents et l'énergie de son caractère leur firent oublier le massacre de Césène et le scandale qu'avait causé la guerre de Romagne. Robert prit le nom de Clément VII ; les cardinaux italiens ne voulurent pas lui donner leur voix, mais ils ne retournèrent point non plus à Rome. Ils se retirèrent dans diverses villes de la Campanie ou dans les châteaux des Orsini, sans embrasser ouvertement un parti dans le schisme qui, dès cette époque, divisa la chrétienté [1]. L'Espagne et la France suivirent avec la reine de Naples le parti de Clément VII. L'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre, la Hongrie et le Portugal s'attachèrent à Urbain VI. Cependant l'autorité pontificale fut presque détruite par la division de l'Église entre deux hommes qui, l'un

[1] *Thomas de Acerno*, p. 729. — *Theodoricus a Niem de Schismate*. L. I, c. 9 et 10, p. 9.

et l'autre, étaient si peu dignes de se concilier le respect du monde chrétien.

Dans un des consistoires qu'Urbain VI avait présidés à Tivoli, avec l'assistance des quatre cardinaux italiens, il avait signé la paix avec la république florentine à des conditions bien différentes de celles qu'avait demandées Grégoire XI au congrès de Sarzana. Les hostilités n'avaient point recommencé à la dissolution de ce congrès : la république n'avait pas voulu aigrir le nouveau pontife, et elle avait cherché de bonne heure à profiter des difficultés où il était embarrassé, pour renouer les négociations. Elle consentit à lui payer pour les dommages de la guerre soixante et dix mille florins dans l'année, et cent quatre-vingt mille dans l'espace de quatre ans. En retour, la république fut relevée avec tous ses alliés des censures ecclésiastiques qu'elle avait encourues[1].

On pourrait s'étonner qu'après tant de victoires remportées dans une juste guerre, la république consentît encore à payer des dédommagements à un ennemi qu'elle ne pouvait plus redouter : mais toutes les guerres des autres puissances avec l'Église s'étaient terminées de la même manière, et les peuples se croyaient obligés d'effacer par une satisfaction éclatante le scandale qu'ils avaient donné à la chrétienté en combattant son commun pasteur. D'ailleurs Florence n'était pas plus en état de suivre ses victoires que le pape de se venger. L'une et l'autre puissance était en même temps affaiblie par une discorde intérieure qui détournait complétement son attention des affaires étrangères. L'année 1378 ne fut pas moins funeste à la paix de Florence qu'à celle de l'Église, elle fut l'époque de la plus violente révolution de la république, comme elle fut celle du grand schisme.

[1] *Thomas de Acerno*, p. 727. — *Gino Capponi, del tumulto de' Ciompi.* T. XVIII, p. 1111. — La paix entre le pape et Pérouse fut signée vers le même temps, et publiée le 4 janvier 1379, *Pompeo Pellini, Ist. di Perugia*, P. I, L. IX, p. 1238.

Les deux factions qui devaient ébranler l'état avaient annoncé déjà leur existence pendant la guerre avec l'Église; elles étaient nées de la division entre les Albizzi et les Ricci, dont nous avons parlé ailleurs. Les premiers, alliés avec les plus anciennes familles guelfes, que l'on commençait alors à désigner par le nom de noblesse populaire, étaient secondés par la magistrature du parti guelfe. Pierre des Albizzi, Lapo de Castiglionchio et Charles Strozzi, étaient les chefs de cette faction. Le chef du parti opposé, Uguccione des Ricci, était mort, après avoir perdu en partie sa popularité : mais George Scali et Thomas Strozzi l'avaient remplacé. Leur faction était la démocratique : cependant on y voyait aussi les Ricci, les Alberti et les Médici, qui, comme leurs adversaires, faisaient partie de la noblesse populaire. Leurs familles, d'origine également plébéienne, s'étaient depuis longtemps élevées par le commerce à une grande richesse et un grand crédit.

La faction des Ricci avait été fort abaissée en 1372, lorsqu'un grand nombre de ses membres avaient été exclus du gouvernement ou admonestés comme gibelins : mais elle s'était relevée pendant la guerre avec l'Église. La république entière semblait avoir adopté les principes des Gibelins, et les huit de la guerre, qui avaient procuré aux armes de Florence de si grands succès, et qui avaient été si glorieusement confirmés d'année en année, appartenaient tous au parti des Ricci ou des Gibelins [1].

Deux magistratures de parti existaient donc dans la république, en opposition l'une avec l'autre; et l'on vit avec étonnement, sur la fin de la guerre contre l'Église, les capitaines du parti guelfe, enhardis par la jalousie que les huit de la guerre avaient enfin excitée, s'attaquer à leurs clients,

[1] *Leonard. Aretin.* L. IX, ad initium.

quelquefois à eux-mêmes, pour les admonester comme Gibelins. On les vit faire un crime irrémissible aux enfants de ce que leurs ancêtres avaient fait la guerre à l'Église un ou deux siècles auparavant, tandis qu'eux-mêmes, tandis que la république était en guerre avec l'Eglise, et qu'elle poursuivait ses attaques avec une vigueur que les anciens Gibelins n'avaient jamais connue[1].

Le parti guelfe, fortifié par tous ceux qui étaient jaloux des huit de la guerre et par toute l'ancienne noblesse, crut pouvoir profiter, à la mort de Grégoire XI, des négociations de paix avec l'Église, pour recouvrer un empire absolu sur la république. Il avait trop aigri le parti opposé, pour qu'une réconciliation fût encore possible : aussi était-il résolu de chasser ses adversaires de la ville, à l'exemple des anciens Guelfes, et de s'emparer de force du palais des prieurs[2]. C'était au mois d'avril 1378 que les trois chefs du parti délibérèrent sur ce projet. Lapo de Castiglionchio en pressait l'exécution, d'autant plus que, les bourses d'où l'on tirait au sort les prieurs étant presque vides, on savait qu'il y restait encore une seigneurie toute gibeline, dont Salvestro de Médici, homme entreprenant, et un des plus dangereux adversaires des Albizzi, serait gonfalonnier. Lorsque ces magistrats seraient en place, on pouvait craindre qu'eux-mêmes ne commençassent l'attaque. Pierre des Albizzi, au contraire, voulut différer jusqu'à la prochaine fête de Saint-Jean, pour profiter de l'affluence des paysans qui accouraient ce jour-là de toutes parts à la ville, et cacher parmi eux les hommes dont il voulait se servir. Lapo consentit à regret à ce retard; on prit des mesures insuffisantes pour empêcher Salvestro de Médici

[1] Au mois d'avril 1378, les capitaines admonestèrent Jean Dini, un des huit de la guerre, et des hommes les plus respectés de l'état. *Marchione de' Stefani.* L. IX, Rub. 786, p. 267.—*Scipione Ammirato.* L. XIII, p. 213.—[2] *Macchiavelli delle Istor. Fiorent.* L. III, p. 212.

d'occuper la place de gonfalonnier, et l'on attendit en repos le prochain tirage [1].

Ce tirage donna la seigneurie des mois de mai et de juin, à la tête de laquelle se trouva Salvestro de Médici, comme gonfalonnier [2]. Médici, de concert avec Bénédetto Alberti, Thomas Strozzi et George Scali, était résolu de s'opposer aux usurpations secrètes des grands. Il voulait empêcher les capitaines du parti guelfe de changer la constitution en oligarchie à l'aide de vaines accusations de gibelinisme. Le sort avait désigné Salvestro de Médici, le 18 juin, pour être *proposto*, prévôt, ou plutôt *proposant*, dignité qui lui donnait le droit de faire aux conseils des propositions de réforme et de lois nouvelles [3]. Il en profita pour faire assembler le conseil du peuple, tandis que, dans une autre salle du palais public, il présidait le collége des compagnies. Il proposa à cette dernière assemblée une loi qui renouvelait l'ordonnance de justice contre les grands; qui diminuait l'autorité des capitaines de parti, et qui ouvrait aux admonestés une voie pour recouvrer les honneurs de l'état. Cette loi rencontra une forte opposition dans le collége. Alors Salvestro, quittant sa place sans être remarqué, passa dans la salle où le conseil

[1] *Scipione Ammirato*. L. XIII, p. 714.— *Marchione de' Stefani*. L. IX, R. 787, p. 208. — [2] *Gino Capponi Tumulto de' Ciompi*. *Rer. It.* T. XVIII, p. 1103.— [3] *Marchione de' Stefani*. L. X, R. 790, T. XV, p. 4. — Le gonfalonnier et les huit prieurs avaient tour tour, chacun pour un jour, le titre de *proposto*, et le droit de mettre aux voix dans la seigneurie, le collége et les conseils, les *propositions* sur lesquelles on devait délibérer. L'initiative était ainsi étrangement limitée; car, dans tous les conseils, elle devait toujours venir de la seigneurie, et dans la seigneurie même, d'un seul de ses membres. La proposition pouvait bien lui être suggérée par ses collègues; mais, de sa seule autorité, il pouvait refuser de la mettre aux voix. Après qu'il l'avait faite, personne, ni dans la seigneurie, ni dans les colléges, ni dans les conseils, n'avait le droit d'y faire des amendements; et pour obtenir force de loi, elle devait réunir les deux tiers des suffrages dans tous les corps différents qui concouraient à la législation. Toute cette organisation était fort mauvaise : c'étaient les entraves mises au pouvoir législatif des mandataires du peuple qui avaient rendu nécessaire de renouveler si souvent les prieurs, pour que leur autorité ne dégénérât pas en tyrannie. Mais la rigueur de la règle faisait un autre mal encore; elle réduisait souvent à la nécessité de la violer.

du peuple était assemblé. « J'avais cru, dit-il, que mon de-« voir de gonfalonnier m'obligeait à réprimer l'insolence des « grands, et à corriger des lois dont l'abus fait le malheur « de la république; mais j'ai trouvé parmi les ennemis du « peuple une si forte opposition, que, loin de pouvoir remé-« dier au mal, il ne m'est pas même permis de faire con-« naître à mes concitoyens les réglements que j'avais proposés. « Puisque je me trouve dans l'impossibilité de faire le bien, « je ne veux pas occuper plus longtemps une charge dont la « défiance publique m'empêche d'exercer la plus auguste « fonction. Je renonce au gonfalon, et je retourne chez moi « pour y vivre en homme privé [1]. » En disant ces mots, Salvestro descendit de la tribune. Mais son discours avait excité dans le conseil la fermentation la plus vive. Les prieurs et le collége y entrèrent pour apaiser le tumulte ; ils retinrent Salvestro de Médici qui partait, ou feignait de partir. Cependant tout le parti des Albizzi était menacé par les plébéiens : Charles Strozzi fut pris au collet par un homme du peuple, qui lui déclara que le terme de la puissance des grands était arrivé [2]. Et comme les partis s'échauffaient, Bénédetto des Alberti s'approcha de la fenêtre et appela les citoyens aux armes, en criant *vive le peuple!* A l'instant on ferma les boutiques; la place se remplit de gens armés qui, par leurs acclamations, donnèrent bientôt à connaître qu'ils étaient du parti des huit de la guerre et des plébéiens. D'autre part, les gentilshommes et les amis des Albizzi s'étaient rassemblés au palais du parti guelfe; mais, ne s'y trouvant qu'au nombre de trois cents environ, ils se séparèrent d'eux-mêmes. Le collége, de son côté, s'aperçut qu'il était le plus faible; il approuva la loi qui lui était proposée par Salvestro de Médici, et qu'il

[1] *Macchiavelli Istor. Fior.* L. III, p. 214.—*Gino Capponi Tumulto de' Ciompi*, p. 1104. — *Scipione Ammirato*. L. XIV, p. 717. — [2] *Gino Capponi*, T. XVIII, p. 1105.

avait rejetée d'abord. Cette loi fut portée immédiatement au conseil du peuple, et sanctionnée par lui [1].

Le mouvement populaire paraissait calmé; les citoyens, de même que les conseillers du peuple, se retiraient en paix chez eux : mais chacun emportait le sentiment que la querelle n'était point finie, que les vaincus ne se soumettraient point à leur défaite, que les vainqueurs ne se contenteraient point de leur victoire. Les plus timides se prémunissaient déjà contre des révolutions que l'on croyait inévitables. Les uns fortifiaient leurs maisons; d'autres transportaient leurs effets les plus précieux dans les églises ou les monastères, pour les mettre à l'abri du pillage; les boutiques restaient fermées, et l'aspect de la ville annonçait la défiance ou la guerre.

Le surlendemain était un dimanche; les corps d'arts et métiers profitèrent de ce jour de repos pour s'assembler chacun séparément : ils nommèrent des commissaires pour conférer avec les prieurs sur l'état de la république, et leurs délibérations augmentèrent la fermentation. Au lieu de s'en tenir à confirmer la dernière pacification, on chercha avec anxiété de quoi le peuple pouvait être mal satisfait : on lui trouva des sujets de mécontentement, parce qu'on en trouve toujours; et, tandis qu'on cherchait à y porter remède, on apprit à la multitude qu'elle avait lieu de se plaindre, et qu'elle devait songer à se venger.

Le peuple de Florence était réparti en diverses corporations politiques, les quartiers, les compagnies de milices et les arts. Chacune de ces divisions avait de certains droits et une certaine part à la souveraineté; chacune était représentée dans le gouvernement de la république : mais la plus importante de ces classifications était celle des arts et métiers, parce que, dans un état mercantile, c'était la plus intimement liée

[1] *Macchiavelli Stor. Fior.* L. III, p. 216.

au travail qui faisait vivre chaque citoyen. Il y avait un rapport bien plus immédiat entre tous les intérêts, toute l'existence des marchands ou des artisans d'un même métier, qu'entre des voisins dans un même quartier, ou des frères d'armes dans une même compagnie. Les métiers qui avaient une existence politique à Florence étaient au nombre de vingt-un, dont les sept plus riches et plus honorables étaient appelés les *arts majeurs*. Ceux-là, dans lesquels étaient engagés les négociants de la république, favorisaient la noblesse populaire, la magistrature des Guelfes et le parti des Albizzi. Les *arts mineurs* ressentaient une jalousie assez vive contre cette aristocratie. De plus, il y avait une classe nombreuse d'artisans qui n'avaient point d'existence politique, mais qui, travaillant pour le service des autres, avaient été regardés comme dépendants d'eux. L'art ou la manufacture de la laine, qui avait acquis à Florence la plus haute importance, et qui tenait le premier rang parmi les arts majeurs, avait sous sa dépendance les cardeurs de laine, les teinturiers, les tisserands, tous les ouvriers enfin qu'employaient les fabricants de drap. Ces ouvriers se plaignaient, quelquefois peut-être avec raison, de ne pouvoir obtenir justice contre leurs maîtres, lorsqu'ils recouraient au tribunal civil que l'art de la laine avait établi pour juger les différends qui s'élevaient entre ses membres [1]. Les factions aristocratique et démocratique se trouvaient donc de nouveau en lutte : mais, depuis l'abaissement de l'ancienne noblesse, c'était entre les métiers qu'on avait vu renaître l'ancien esprit de ces factions ; il se manifestait par l'opposition entre les arts majeurs et mineurs, et par la jalousie que les artisans assujettis nourrissaient contre le métier dont ils dépendaient.

Dans cette conjoncture, on vit avec inquiétude, le mardi

[1] *Macchiavelli Storia Fior.* L. III, p. 226.

22 juin, chacun des arts déployer son drapeau devant l'hôtel destiné à ses assemblées. Les prieurs, pour prévenir l'orage dont ils étaient menacés, convoquèrent le conseil du peuple; et celui-ci, à leur sollicitation, nomma une balie, à laquelle il donna une autorité dictatoriale pour réformer la république. La seigneurie, le collége, les huit de la guerre, les capitaines de parti et les syndics des arts furent tous admis dans cette balie : mais, tandis qu'elle délibérait, les corps de métiers s'étaient déjà mis en mouvement, et ils étaient entrés sur la place avec leurs drapeaux et leurs armes [1].

Cette troupe de gens armés ne demeura pas longtemps en repos; plusieurs étaient aigris par de longues injures, d'autres animés par l'ambition ou avides de pillage. Tandis que les arts majeurs restaient sur la place, les arts mineurs et le bas peuple se mirent en mouvement pour attaquer la maison de Lapo de Castiglionchio [2]. Celui-ci, déguisé en moine, se retira dans le Casentin, déplorant l'obstination de Pierre des Albizzi, qui n'avait pas voulu prévenir ses ennemis, en les attaquant à temps le premier, et s'accusant lui-même de faiblesse, pour avoir cédé à l'opiniâtreté de son ami. La maison de Lapo fut pillée et brûlée; celles des Bondelmonti le furent aussi, de même que les palais de Charles Strozzi, des Pazzi, de Migliore Gaudagni, des Albizzi, et de plusieurs autres chefs du parti guelfe [3].

L'un des prieurs, Pierre de Fronte, suivait à cheval les insurgés, avec quelques archers du palais; il réussit enfin par ses exhortations, par ses menaces, et même par le supplice de quelques-uns, à calmer la fureur des autres. La nuit fut tranquille; mais la balie, effrayée de ce tumulte, résolut le lendemain d'apaiser le peuple par de nouvelles concessions. Elle

[1] *Macchiavelli Stor. Fior.* L. III, p. 217. — [2] *Gino Capponi Tumulto de' Ciompi,* p. 1106. — [3] *Sozomeni Pistoriensis Histor.* T. XVI, p. 1107. — *Marchione de' Stefani.* L. X, R. 792; T. XV, p. 8. — *Scipione Ammirato.* T. XIV, p. 719.

prépara une loi en vertu de laquelle les admonestés devaient être remis en possession des droits de cité, sous condition cependant que, de trois ans, ils n'exerceraient point de magistratures : elle abolit les lois qui donnaient une autorité si redoutable aux capitaines du parti guelfe, et elle déclara rebelles Lapo de Castiglionchio et quelques-uns de ceux qui s'étaient attachés à lui[1].

L'on tira ensuite au sort les nouveaux prieurs, et la place de gonfalonnier de justice échut à Louis Guicciardini. La nouvelle seigneurie fut installée le 1er juillet, sans cérémonies, dans le palais public. On craignit que la pompe qui accompagnait pour l'ordinaire cette installation n'excitât quelque mouvement parmi le peuple. Les prieurs, qui passaient pour des hommes pacifiques et impartiaux[2], ordonnnèrent à tous les citoyens de poser les armes, et à tous les paysans de sortir de la ville, sous peine capitale. Ils firent abattre les barricades qu'on avait élevées dans plusieurs quartiers ; et, pendant dix jours, Florence parut avoir recouvré son ancienne tranquillité. Mais tout à coup les arts s'assemblèrent de nouveau le 11 juillet, sur la demande des admonestés, qui trouvaient trop dur d'attendre trois ans avant de rentrer en possession des honneurs de l'état. Les syndics des arts, réunis à la chambre des six du commerce, présentèrent une pétition à la seigneurie pour obtenir que tous ceux qui, depuis l'an 1320, avaient exercé un des premiers emplois de la république ne pussent plus être admonestés comme Gibelins ; que s'ils l'étaient déjà, ils rentrassent dans tous leurs droits ; enfin, que la magistrature du parti guelfe fût ôtée à la faction qui s'en était emparée, et qu'on remplît de noms nouveaux les bourses d'où on tirait au sort les capitaines de parti. Ces demandes étaient as-

[1] Les actes de cette balie sont imprimés, *Delizie degli Eruditi Toscani*. T. XV; *Monumenti*, p. 145. — Voyez aussi *Macchiavelli*, L. III, p. 219. — *Gino Capponi*, p. 1107.—
[2] *Gino Capponi*, p. 1108. — *Scipione Ammirato*, L. XIV, p. 721.

sez équitables ; elles furent aussitôt accueillies par les collèges, le conseil du peuple et le conseil commun : la crainte qu'inspiraient les corps de métiers, qu'on savait armés, ne permettait pas de longues délibérations[1].

Les citoyens précédemment admonestés comme Gibelins n'étaient pas contents encore, ils voulaient exercer des vengeances contre ceux qui les avaient longtemps opprimés ; mais ils avaient honte de demander eux-mêmes des proscriptions, et ils auraient voulu que l'offre en vînt de la part de la magistrature. La seigneurie assembla les syndics des arts et leurs conseillers, et le gonfalonnier Louis Guicciardini leur représenta à quels dangers ils exposaient la république par des prétentions toujours nouvelles. « Plus nous vous accordons, « leur dit-il, plus vous montrez d'orgueil, et plus vous formez « des demandes injurieuses. Vous avez voulu ôter aux capi- « taines de parti leur autorité, on la leur a ôtée ; vous avez « voulu qu'on brulât les bourses de leur office et qu'on fît « de nouvelles réformes, nous y avons consenti ; vous avez « voulu que les admonestés rentrassent en possession des « honneurs de l'état, nous l'avons permis. A vos prières, « nous avons pardonné à ceux qui ont pillé des maisons ou « volé des églises ; pour vous satisfaire, nous avons envoyé en « exil plusieurs citoyens puissants et revêtus de gloire ; en « votre faveur, nous avons mis un frein au pouvoir des grands « par de nouvelles ordonnances. Quelle fin auront donc vos « demandes ? combien de temps abuserez-vous encore de no- « tre libéralité ? Ne voyez-vous pas que nous supportons « mieux la défaite que vous la victoire ?... Voulez-vous donc, « par vos discordes, rendre esclave, pendant la paix, cette « ville que tant d'ennemis puissants n'ont pu asservir par la « guerre ? car, sachez-le, vos victoires sur vos concitoyens ne

[1] *Gino Capponi*, p. 1109.

« vous produiront que servitude; les biens que vous nous « avez enlevés, ou que vous nous enlèverez, ne vous produi- « ront que pauvreté,... Aussi, nous vous commandons, et, si « l'honneur de cette république nous permet cet abaissement, « nous vous prions de fixer enfin vos esprits, de vous con- « tenter de ce que nous avons fait pour vous, ou, si « même nous devons vous accorder encore quelque chose, de « le demander du moins comme il convient à des citoyens, et « non par le tumulte et les armes[1]. »

Les syndics des arts furent émus par ce discours; ils remercièrent le gonfalonnier, et lui promirent de travailler à rétablir la paix dans la ville. La seigneurie, de son côté, nomma une commission pour s'occuper avec eux des réformes qu'il pouvait convenir de faire encore[2].

Mais les séditions précédentes avaient suscité d'autres ennemis à la république; les plus basses classes de la société avaient été mises en mouvement par Salvestro de Médici et les démagogues. Il y avait alors à Florence des hommes qu'un travail mécanique, la misère et la dépendance privée rendaient incapables de sentiments libéraux; qui ne pouvaient délibérer sans une espèce d'ivresse, ni agir en corps sans fureur; qui, sous le nom de liberté, n'avaient cherché que l'exercice d'un pouvoir pour lequel ils n'étaient pas faits, ou l'occasion de s'enrichir par le pillage et les dilapidations. On les désignait par le nom de *Ciompi*, mot français défiguré[3] qui leur était resté dès le temps de la tyrannie du duc d'Athènes. Ils appartenaient, pour la plupart, aux métiers qui n'avaient point d'existence

[1] *Macchiavelli Storia Fior.* L. III, p. 223. — Il y a une ressemblance remarquable entre ce discours et celui de T. Quintius Capitolinus, dans son quatrième consulat, *A. U. C.* 309. L'érudition de Machiavel l'empêche quelquefois d'être original. Il songe beaucoup moins à faire dire à ses personnages ce qu'ils ont dit réellement, qu'à reproduire sous leur nom ce qu'avait dit quelqu'un des auteurs classiques. *Titi Livii,* Dec. I, L. III, c. 67. — [2] *Gino Capponi,* p. 1109. — [3] Du mot de *Compère.* Les soldats français appelaient souvent ainsi leurs compagnons de débauches. *Marchione de' Stefani.* L. VIII, R. 575, T. XIII, p. 54. — *Scipione Ammirato.* L. XIV, p. 728.

politique, et que l'art de la laine tenait sous sa dépendance.

Lorsque les Ciompi virent que les troubles allaient être apaisés, lorsqu'ils apprirent de plus que la seigneurie avait fait venir un nouveau Bargello de Città di Castello, ils craignirent qu'on ne pensât à les punir de tous les crimes qu'ils avaient commis pendant la sédition, et que ceux qui les avaient excités en secret, honteux d'une si coupable alliance, ne les abandonnassent ensuite publiquement. Ils se rassemblèrent donc dans un lieu nommé Ronco, hors de la porte Romaine[1]. Là, le plus hardi d'entre eux prit la parole. « Les « gouvernements, dit-il, ne punissent jamais que les petites « fautes, tandis que les grands coupables sont presque tou« jours récompensés. Lorsque plusieurs souffrent, peu de « gens songent à se venger, parce qu'on supporte avec plus « de patience les injures universelles que les particulières[2]. « Cherchons donc par le pillage et par de nouveaux attentats « à conquérir notre pardon. Dans notre situation, la pru« dence même commande l'audace, puisqu'on ne sort jamais « du péril que par un chemin périlleux. »

Un Simoncino Buggigatti, un Pagolo della Bodda, un Lorenzo Riccomanni, engagèrent tous les Ciompi, par ces exhortations, à jurer de s'entr'aider et de se défendre. Tous promirent de prendre les armes dès qu'ils apprendraient qu'on voulût punir un seul d'entre eux pour les tumultes passés[3]. Tous s'engagèrent ensuite à commencer eux-mêmes l'attaque pour se rendre maîtres de l'état. Après plusieurs conventicules, ils résolurent de s'armer le 21 juillet au matin, et de se réunir dans quatre places d'armes, en des quartiers éloignés[4].

La veille du jour fixé pour l'exécution de ce complot, la

[1] *Gino Capponi*, p. 1110.—[2] *Macchiavelli Istor. Fior.* L. III, p. 228. — [3] *Gino Capponi Tumulto de' Ciompi*, p. 1112.—*Scipione Ammirato.* L. XIV, p. 723. — [4] San-Spirito, San-Stefano-à-Ponte, San-Piero-Maggiore et San-Lorenzo. *Gino Capponi*, p. 1114.

seigneurie fut avertie des mouvements que se donnait Simoncino Buggigatti, et elle le fit arrêter. Elle tira de sa confession volontaire à peu près tout ce qu'il lui importait de savoir, et elle aurait été à temps de prendre des mesures pour se défendre; mais comme elle avait assemblé les syndics des arts, le collége et les huit de la guerre, quelqu'un proposa de donner la question à Simoncino, pour obtenir, s'il était possible, de plus grands détails. L'usage de la question avait été adopté par tous les tribunaux italiens avec tout le corps de la jurisprudence romaine; mais jamais peut-être cette absurde et atroce pratique n'avait été plus préjudiciable à aucun état qu'elle ne le fut alors aux Florentins. D'après les dépositions de Buggigatti on avait déjà arrêté deux de ses complices, lorsqu'on lui donna l'estrapade dans la cour du palais du capitaine du peuple. La nuit était avancée; cependant un horloger travaillait encore à raccommoder l'horloge de la tour du palais. De là il voyait distinctement la cour du capitaine, éclairée par les flambeaux des bourreaux. Cet ouvrier reconnut Simoncino à l'estrapade; et comprenant que le complot, dans lequel lui-même était entré, allait être révélé, il se hâta de retourner chez lui, et il appela aux armes ses voisins du quartier de San-Friano. « Armez-« vous, malheureux, leur dit-il, la seigneurie fait justice, « et vous serez tous massacrés si vous ne vous défendez pas[1]. »

Au point du jour, le 21 juillet, toute la ville était sous les armes, et les prieurs n'avaient sous leurs ordres que quatre-vingts cavaliers : ils avaient bien sommé les gonfalonniers de se rendre sur la place publique avec leurs compagnies de milice; mais chacune de ces compagnies avait voulu garder son quartier pour le préserver de l'incendie et du pillage, en sorte que de seize gonfalonniers deux seuls parurent devant

[1] *Gino Capponi*, p. 1114. — *Macchiavelli Stor. Fior.* L. III, p. 232. — *Scipione Ammirato*, L. XIV, p. 725.

le palais, encore se retirèrent-ils bien vite lorsqu'ils virent que leurs collègues les abandonnaient[1].

Tandis qu'ils sortaient de la place, les insurgés qui s'étaient rassemblés à San-Piéro-Maggiore y entrèrent, et redemandèrent leurs prisonniers. Lorsqu'ils virent qu'on tardait à les rendre, ils brûlèrent la maison de Louis Guicciardini, le gonfalonnier. Les prieurs relâchèrent alors les trois hommes qu'ils avaient fait arrêter, et comme les insurgés ne se séparaient point, les prieurs leur envoyèrent trois députés pour entrer, s'il était possible, en traité avec eux[2]. Lorsque ces députés descendirent sur la place, les archers du palais cessèrent de tirer pour ne pas les blesser, et ce moment de suspension donna moyen aux assiégés de se saisir du gonfalon de justice, qui était suspendu aux fenêtres de l'exécuteur. Cet étendard révéré fut dès lors porté par les factieux dans tous les lieux où ils exercèrent leurs fureurs. Ils marchaient de maison en maison pour les livrer au pillage et à l'incendie, déterminés souvent à la ruine d'une famille par l'accusation d'un seul ennemi particulier. La journée entière fut employée de cette manière : bientôt les factieux se piquèrent d'un désintéressement qui contrastait avec cet épouvantable désordre. Ils voulurent que tous les effets précieux de ceux qu'ils déclaraient suspects fussent livrés aux flammes avec la maison qui les contenait, et ils punirent comme coupables d'un vol ceux qui s'efforçaient de dérober quelque chose à l'incendie[3].

A l'heure de vêpres, il prit fantaisie à la populace d'armer chevalier Salvestro de Médici, et après lui Thomas Strozzi et Bénédetto Alberti. Bientôt beaucoup d'autres citoyens furent décorés de la même dignité, et dans cette seule nuit on en

[1] *Marchione de' Stefani Istor. Fior.* L. X, R. 795, T. XV, p. 18.—[2] Guerriante Marignolli, un des prieurs, avec Salvestro de Médici et Bénédetto Alberti. — *Gino Capponi Tumulto de' Ciompi*, p. 1115. — [3] *Marchione de' Stefani*. L. X, R. 795, p. 19.

compta soixante-quatre. Les principaux citoyens recevaient cet honneur en tremblant; s'ils l'avaient refusé, ils auraient couru risque d'être massacrés sur l'heure[1]. On vit alors quelques hommes, et entre autres le gonfalonnier Guicciardini, dont la maison avait été brûlée le matin, être armés chevaliers le soir par la même populace[2].

Le lendemain, 22 juillet, les insurgés attaquèrent et prirent de force le palais du podestat. Ils firent ensuite connaître à la seigneurie, qui s'était fortifiée au palais public, les conditions qu'ils voulaient obtenir d'elle. Ils demandaient entre autres choses que la corporation qui s'intitulait l'*Art de la laine* ne nommât plus un juge étranger ; que trois nouvelles corporations fussent créées pour les métiers qui voulaient être soustraits à la dépendance des arts anciens ; que deux des prieurs fussent, à l'avenir, toujours tirés de ces arts nouveaux, trois des quatorze arts mineurs, et trois des majeurs ; enfin, que des grâces pécuniaires fussent accordées à ceux que le peuple avait créés chevaliers, pour leur faire un revenu digne de leur nouvel état. Ils voulaient encore que l'on effaçât les noms de leurs amis de la liste des admonestés ; que l'on confinât leurs ennemis, ou qu'on les mît au nombre des magnats ; que l'on suspendît pendant deux ans la poursuite de toute dette moindre de cinquante ducats ; que l'on exclût du gouvernement pour dix ans à venir tous ceux dont les maisons avaient été brûlées ; et à chaque heure ils avançaient quelque nouvelle demande également subversive de l'ordre et de la constitution[3]. Mais lorsque le bas peuple commence à dicter ses volontés, il n'y a plus de force dans la nation qui soit en état de lui résister. Parmi les citoyens inté-

[1] *Gino Capponi*, p. 1117.—Marchione des Stéfani donne la liste des chevaliers, L. X, R. 795, p. 22. — [2] *Macchiavelli*. L. III, p. 234. — *Sozomeni Pistoriensis Historia*, p. 1109. — *Cronica Sanese*. T. XV, p. 259. — *Scipione Ammirato*, L. XIV, p. 727. — [3] *Gino Capponi*, p. 1119.

ressés au maintien de l'ordre, les uns cherchaient à se défendre dans leurs maisons, d'autres suivaient la populace pour tâcher de modérer ses fureurs. Nulle part une force nationale ne s'opposait à la force qui détruisait la nation. Les prieurs, assiégés dans le palais, voyant que personne ne venait à leur aide, ouvrirent la délibération sur les demandes des Ciompi; ils y donnèrent eux-mêmes leur consentement, et firent ensuite sonner les cloches pour convoquer le conseil du peuple. Les conseillers s'assemblèrent au palais, et les propositions des Ciompi furent adoptées sans contradiction.

Le conseil commun, qui devait donner force de loi à ces délibérations, ne pouvait être assemblé le même jour que celui du peuple. La populace cependant paraissait se calmer, et faisait espérer qu'elle poserait les armes, pourvu que la seigneurie renvoyât des soldats qu'elle avait appelés à son secours, et qui s'étaient avancés jusqu'au Poggio à Caiano, et pourvu que les clefs des portes fussent remises aux syndics des arts[1].

Mais le lendemain, comme le conseil commun était déjà assemblé, le peuple occupa la place et la fit retentir de ses cris pour effrayer ainsi les conseillers, et les déterminer à faire plus tôt ce que les Ciompi demandaient. Ces menaces n'étaient point nécessaires : les conseillers étaient tellement troublés, qu'ils n'auraient pas hésité un moment. Cependant Guerriante Marignolli, un des prieurs, descendit, sous prétexte de s'assurer si la porte était bien fermée, et il s'échappa lâchement pour se soustraire aux dangers qui menaçaient ses collègues. Comme il cherchait à se rendre chez lui, le peuple le reconnut, et s'écria que tous les prieurs devaient faire comme lui, que tous devaient descendre dans la place et abdiquer le gouvernement. Bientôt Tommaso Strozzi fut intro-

[1] *Gino Capponi*, p. 1121.

duit dans le palais, pour signifier cet ordre à la seigneurie de la part du peuple et des arts[1]. Les prieurs cherchèrent en vain à traiter par l'entremise de Tommaso Strozzi et de Bénédetto Alberti, qui paraissaient tous deux avoir une grande influence sur la populace. On leur répondit que, s'ils ne se retiraient pas, on mettrait le feu à la ville et à leur palais, et qu'on massacrerait leurs femmes et leurs enfants. Les huit de la guerre, le collége, les conseillers de la commune, les exhortaient tous à partir, pour sauver la ville de plus grands malheurs. Deux des prieurs, Alamanno Acciaiuoli et Niccolò del Nero, déclarèrent que lors même qu'ils ne pourraient retenir leurs collègues, ils ne déposeraient point l'autorité que leur patrie leur avait confiée, avant l'expiration de leur charge : mais le gonfalonnier, plus timide, dont la maison avait déjà été brûlée, et qui croyait voir bientôt ses enfants massacrés, se recommanda à Tommaso Strozzi, qui le fit sortir; tous les prieurs, l'un après l'autre, s'échappèrent de même; Acciaiuoli et del Nero, restés seuls, perdirent enfin courage, et ils remirent les clefs du palais au prévôt des arts, qui les reçut au nom du peuple[2].

Les portes du palais furent alors ouvertes, et la populace y entra. Dans ce moment, un cardeur de laine, nommé Michel di Lando, tenait le gonfalon de justice, dont le peuple s'était rendu maître l'avant-veille. Cet homme portait des habits déchirés, et marchait les pieds nus, en montant, à la tête de la populace, le grand escalier de la seigneurie : lorsqu'il fut arrivé dans la salle d'audience des prieurs, il se retourna vers la multitude. « Ce palais est à vous, lui dit-il; cette cité « est entre vos mains; quelle est à présent votre volonté sou- « veraine? » Le peuple répondit tout d'une voix qu'il devait

[1] *Gino Capponi*, p. 1122. — *Macchiavelli Istor. Fiorent.* L. III, p. 237. — *Scipione Ammirato*. L. XIV, p. 729. — [2] *Gino Capponi*, p. 1123. — *Scipione Ammirato*. L. XIV, p. 730.

être gonfalonnier de justice, et réformer la seigneurie. Michel de Lando, dans ce moment, était maître de s'emparer de la tyrannie, et de régner sur Florence, avec l'appui de la populace. Son empire aurait été plus absolu que celui du duc d'Athènes : mais heureusement pour la république, Michel aimait sincèrement sa patrie et la liberté ; et, malgré la part qu'il avait prise à la subversion de l'état, il songeait déjà aux moyens de rétablir l'ordre[1].

Les huit de la guerre étaient les seuls de toute l'ancienne magistrature qui fussent restés dans le palais ; et comme c'était leur parti qui avait commencé la révolution, comme eux-mêmes ils y avaient donné les mains, ils croyaient recueillir les fruits de la victoire, et ils avaient déjà nommé une nouvelle seigneurie, à la tête de laquelle ils voulaient mettre George Scali[2]. Mais Michel de Lando, averti de leur résolution, leur envoya dire que le peuple avait reconquis pour lui-même le droit de se gouverner ; qu'il saurait bien se passer de leurs conseils, et qu'il leur ordonnait de sortir à l'instant du palais[3]. Ainsi, ceux qui avaient osé déchaîner la populace, dans l'espoir de la faire agir pour eux et de la retenir ensuite, furent les premiers trompés par leur coupable politique.

Michel, ayant renvoyé tous les magistrats établis et brûlé les bourses d'où l'on devait faire de nouveaux tirages, rassembla les syndics des arts et ceux du menu peuple pour faire de nouvelles élections. D'avance, il régla que trois membres de la seigneurie (y compris le gonfalonnier) seraient pris dans chacune des classes : savoir, les arts majeurs, les arts mineurs et le menu peuple[4]. Cette nouvelle seigneurie entra aussitôt en fonctions, et elle s'occupa immédiatement à faire cesser le

[1] *Macchiavelli Istorie Fior.* L. III, p. 239. — *Scipione Ammirato.* L. XIV, p. 731. — [2] *Gino Capponi*, p. 1124. — [3] *Macchiavelli.* L. III, p. 240. — [4] *Gino Capponi*, p. 1124.

désordre, en menaçant de l'échafaud ceux qui se rendraient coupables de pillage ou d'incendie.

Le peuple, étonné de ne pas recueillir plus de fruits de sa victoire, reprit bientôt les armes, et revint sur la place : il demanda que les nouveaux prieurs descendissent du palais, pour connaître les volontés du peuple, et s'y conformer. Michel de Lando répondit aux séditieux que, sans savoir encore ce qu'ils demandaient, il savait du moins que leur manière de le demander était contraire aux lois, et il leur ordonna de poser les armes, car la dignité de la seigneurie ne lui permettait pas de rien accorder à la force [1].

Le peuple soulevé, voyant la fermeté du gonfalonnier, se retira à Sainte-Marie Novelle, pour se donner une organisation plus complète. Là, il nomma huit commissaires, qu'il chargea du gouvernement : il prit plusieurs arrêtés contraires à ceux de la nouvelle seigneurie, et le surlendemain, 31 août, il envoya des députés au palais, pour communiquer aux prieurs ce qu'il avait résolu. Ces députés exposèrent avec audace leur commission ; ils reprochèrent à Michel de Lando son ingratitude et sa désobéissance aux volontés du peuple qui l'avait élevé : ils lui déclarèrent que le même peuple le dépouillait à présent de ces honneurs dont il abusait, et ils le menacèrent d'un châtiment plus grave en cas de désobéissance. Michel n'en put pas supporter davantage ; il tira son épée, et se jeta sur eux : il les blessa grièvement ; puis il les fit charger de chaînes, et jeter en prison [2].

Michel de Lando prévoyait les conséquences de cet acte de colère ; mais pendant les deux jours que les commissaires de Sainte-Marie-Novelle et le peuple insurgé avaient consacrés à faire des projets de gouvernement, le gonfalonnier s'était occupé des moyens de sauver l'état. Il avait fait venir auprès de

[1] *Macchiavelli Ist. Fior.* L. III, p. 241. — [2] *Marchione de' Stefani.* L. X, R. 804, T. XV, p. 52.

lui tous les propriétaires, tous ceux à qui le maintien de l'ordre importait le plus. Il avait chargé Bénédetto Alberti de rappeler ceux qui avaient fui à la campagne, et de les faire rentrer secrètement dans la ville, avec les paysans sur lesquels ils croiraient pouvoir compter[1]. Ayant rassemblé ainsi une troupe considérable, il monta à cheval pour aller surprendre et disperser les insurgés de Sainte-Marie-Novelle. Dans le même temps ceux-ci, à qui on avait rapporté la manière dont leurs députés avaient été traités, se mettaient en mouvement pour les venger. Le hasard voulut que, tandis que Michel de Lando marchait vers Sainte-Marie-Novelle, les Ciompi marchassent vers le palais par un chemin différent, en sorte qu'ils ne se rencontrèrent point. Mais Michel revint aussitôt vers la place, qu'il trouva remplie par les Ciompi, déjà occupés à faire le siége du palais. Il les attaqua avec vigueur ; et, profitant de ce qu'ils avaient des ennemis en face et par derrière, il les mit en déroute complète : un grand nombre d'entre eux furent tués ; les autres s'enfuirent hors de la ville, ou se cachèrent en posant les armes[2].

Ayant ainsi rétabli la paix et l'ordre par son courage et sa vertu, Michel de Lando accomplit glorieusement son office, qui se terminait au 1er de septembre. Au nouveau tirage, lorsque les compagnies des arts qui étaient rassemblées virent paraître les trois prieurs qui avaient été pris dans la populace, elles les couvrirent de huées. Le parti des Ciompi était vaincu ; plus de mille cardeurs et peigneurs de laine étaient en fuite, et les compagnies déclarèrent qu'elles ne voulaient point d'hommes de si basse condition dans la seigneurie. La constitution fut de nouveau changée : la corporation nouvelle établie pour les Ciompi fut abolie, et les honneurs de la ré-

[1] *Marchione de' Stefani.* R. 804, p. 50. — [2] *Ibid.* p. 54. — *Leonard. Aretinus.* L. IX. — *Macchiavelli.* L. III, p. 242. — *Cronica di Siena.* p. 261. — *Sozomeni Pistoriensis Hist.* p. 1111. — *Scipione Ammirato.* L. XIV, p. 733.

publique furent partagés entre les arts majeurs et les arts mineurs, de manière que les premiers fournissent quatre prieurs à la seigneurie, et les seconds cinq [1].

La défaite des Ciompi ramena la république sous le pouvoir de ceux qui avaient commencé la révolution : ce parti, dirigé par Georgio Scali, Salvestro de Médici et Bénédetto Alberti, comptait ses principaux partisans dans les arts mineurs, et il avait pour adversaires les deux partis extrêmes. Les Gibelins, ou ceux qu'on avait accusés de l'être, rentraient en faveur; les Guelfes zélés, et les chefs de l'aristocratie, étaient exilés tout aussi bien que les Ciompi : la noblesse et le bas peuple étaient mécontents; cependant l'année se termina sans nouvelle révolution, quoique le gouvernement fût agité par des soupçons continuels.

Les dangers du parti dominant étaient augmentés par les troubles du reste de l'Italie, qui nous occuperont dans le chapitre suivant. Cette même année, la guerre avait éclaté entre Venise et Gênes, et ces deux républiques furent sur le point de s'entre-détruire à Chiozza. Cette année encore, Galéaz Visconti était mort à Pavie, le 4 août : il avait laissé sa part à la souveraineté de Milan, et la moitié de la Lombardie, à son fils Jean Galéaz, comte de Vertus, dont l'ambition et la duplicité apprêtèrent bientôt de nouvelles guerres [2]. Enfin, le 29 novembre de cette même année, l'empereur Charles IV mourut à Prague, après avoir étendu de tous les côtés les frontières de ses états héréditaires, en même temps qu'il rendait méprisable l'autorité impériale. Il emporta en mourant l'admiration enthousiaste des Bohémiens, tandis que toute l'Allemagne maudissait sa faiblesse et sa pusillanimité. De son vivant il avait réussi à élever son fils Wenceslas à la dignité de roi des Romains [3].

[1] *Marchione de' Stefani.* R. 805, p. 56. — *Macchiavelli.* L. III, p. 245. — *Scipione Ammirato.* L. XIV, p. 735. — [2] *Chronicon Placentinum.* T. XVI, p. 543. — *Bernardino Corio Istor. di Milano.* P. III, p. 252. — [3] *Schmidt*, Hist. des Allemands. L. VII, c. 9, p. 595.

1379. — Mais l'année suivante vit commencer une révolution qui intéressait plus immédiatement la république florentine. Urbain VI avait trouvé dans Jeanne de Naples sa plus dangereuse ennemie : cette reine avait permis qu'on élût dans ses états l'anti-pape Clément VII ; elle lui avait promis des secours, et lui avait accordé un asile d'abord à Naples, ensuite à Gaëte : la guerre s'était allumée, sur les frontières du royaume, entre les chrétiens attachés aux deux papes rivaux. Urbain VI, qui était Napolitain, avait beaucoup de partisans parmi le peuple, quoiqu'il fût ennemi de la cour. Une émeute dans Naples effraya la reine, et força Clément VII à quitter l'Italie pour s'enfuir avec ses cardinaux à Avignon. En même temps la compagnie des Bretons, qui était à la solde de la reine et de Clément, fut défaite, à Marino, par Albéric comte de Barbiano. Ce gentilhomme romagnol avait formé, sous l'invocation de saint George, une compagnie d'Italiens avec laquelle il s'était mis au service d'Urbain VI. La compagnie de Saint-George devait bientôt servir d'école à tous les Italiens qui se destinaient aux armes, former les grands généraux du siècle suivant, et relever l'honneur de la milice italienne. Ses premiers succès donnèrent de l'audace à Urbain VI, qu'elle servait ; il se flatta de pousser plus loin ses vengeances, et de précipiter la reine elle-même de son trône.

Jeanne de Naples n'avait point d'enfants, et le mari qu'elle avait épousé en quatrièmes noces ne portait point le titre de roi. L'infant d'Aragon, son troisième mari, ne l'avait point porté non plus : elle avait donné pour successeur à celui-ci, le 25 mars 1376, Othon, duc de Brunswick [1], qui dès longtemps habitait l'Italie, où il était tuteur des fils du marquis de Montferrat. Le droit de succession au royaume de Naples appartenait à Charles de Duraz, fils de Louis, et petit-fils

[1] *Giornali Napoletani*. T. XXI, p. 1038.

de cet autre Charles de Duraz que le roi de Hongrie avait fait mourir en 1348. Ce jeune duc était le dernier des princes du sang, car toute la postérité autrefois si nombreuse de Charles d'Anjou s'était éteinte. Charles de Duraz était également l'unique héritier de Louis, roi de Hongrie, et ce vieux monarque avait appelé son successeur auprès de lui pour le former à l'art militaire [1]. Dans cette cour guerrière, et au milieu d'une nation chevaleresque, Charles s'était accoutumé à mépriser le luxe et la mollesse de Naples. Il avait aussi adopté la haine des Hongrois contre Jeanne, qui leur paraissait toujours souillée du sang d'André, son premier mari. Louis de Hongrie avait pardonné la mort de son frère, mais il n'avait point oublié le forfait de la reine; il avait embrassé le parti d'Urbain, et il regardait comme un nouveau crime l'appui que Jeanne donnait à Clément et ses efforts pour étendre le schisme. Urbain VI chercha donc à déterminer le roi de Hongrie et Charles de Duraz à attaquer la reine, à la dépouiller du trône, et à s'emparer d'un héritage auquel ces princes avaient des droits. Cette négociation fut continuée avec activité pendant que Charles de Duraz se trouvait dans la Marche Trévisane; il y commandait les troupes que le roi de Hongrie avait envoyées contre Venise dans la guerre de Chiozza.

Non seulement la république florentine fut instruite de ces négociations, elle apprit aussi qu'un grand nombre d'émigrés florentins se réunissaient auprès de Charles de Duraz, et l'invitaient à traverser la Toscane pour se rendre dans le royaume de Naples. Ils l'assuraient que son approche suffirait pour produire une révolution dans leur patrie, et ils lui promettaient de l'aider puissamment dès qu'eux-mêmes ils auraient recouvré leur ancienne influence. D'autres émigrés se rassemblaient à Bologne, auprès de Giannuzzo de Salerne, un des

[1] *Giannone Storia civile del regno di Napoli.* L. XXIII, c. 3.

capitaines de Charles de Duraz; et ces derniers donnaient plus d'inquiétude encore aux Florentins. La seigneurie envoya deux ambassadeurs au prince pour se concilier sa bonne volonté, ou tout au moins pour l'éclairer sur les intrigues dans lesquelles on l'engageait : mais ces ambassadeurs, Tommaso Strozzi et Donato Barbadori, étant de partis différents, la contradiction entre leurs rapports augmenta, à leur retour, l'inquiétude et la défiance[1].

Au mois de novembre, cependant, on découvrit un complot formé par les Ciompi pour s'emparer de Figline et d'autres châteaux du territoire florentin. Beaucoup d'hommes de la basse populace furent punis à cette occasion; mais les artisans demandaient avec instance que les juges condamnassent aussi les aristocrates dépossédés, les riches marchands dont on connaissait le mécontentement, et qu'on supposait enveloppés dans les conjurations dévoilées[2].

Le 10 décembre, la seigneurie fut avertie qu'il existait une nouvelle conspiration, et Jean Hawkwood, qui n'était pas alors au service de la république, promit d'en révéler le secret moyennant une récompense de vingt mille florins. Mais avant qu'on eût conclu ce marché avec lui, un comte Antonio Alberti dévoila cette même conspiration pour quelques centaines d'écus[3]. Sur sa déposition, l'on arrêta Pierre Albizzi, Filippo Strozzi, Jacopo Sachetti, Donato Barbadori, Cipriano Mangioni, Giovanni Anselmi et quelques autres. Carlo Strozzi se déroba par la fuite aux archers : Pierre Albizzi aurait pu se défendre, s'il avait accepté les offres de ses amis rassemblés autour de lui[4].

[1] *Marchione de' Stefani*. L. X, R. 827, T. XV, p. 100. — *Leonardo Aretino Storie Fiorent*. L. IX. — *Scipione Ammirato*. L. XIV, p. 743. — [2] *Marchione de' Stefani*. L. X, R. 824-826, p. 93. — Cet historien fatigant et insipide, comme à peu près tous ceux qui ont été publiés dans la volumineuse et pédantesque collection des *Delizie degli Eruditi Toscani*, devient d'un grand intérêt dans les mois de novembre et décembre 1379, parce qu'à cette époque il était lui-même prieur. Stéfani était du parti des arts mineurs. — [3] *Marchione de' Stefani*. R. 829, p. 105. — [4] *Leonardo Aretino*. L. IX.

Les prisonniers furent conduits devant les recteurs[1], qui, après les avoir examinés, déclarèrent chacun de leur côté ne trouver aucune raison pour les condamner au supplice. Cependant les consuls des arts et le peuple demandaient justice à grands cris. « Cette fois, disaient-ils, nous ne permettrons « point qu'on fasse mourir des pauvres et des gens sans aveu; « les grands seuls et les riches doivent périr. » Bénédetto Alberti déclara que si avant midi les recteurs ne faisaient pas justice, le peuple y pourvoirait lui-même[2]. Ces paroles échauffèrent davantage encore la populace, qui nomma quatre citoyens pour assister les recteurs, et les forcer à faire justice. En même temps, on mit une garde devant leur palais et devant les prisons, pour les empêcher de s'enfuir eux-mêmes ou de faire évader leurs prisonniers. Pendant la nuit, les juges continuèrent l'interrogatoire des prévenus; quelques-uns de ceux-ci se compromirent assez eux-mêmes par leurs réponses pour motiver une condamnation.

Le podestat fit exécuter le matin deux des accusés, et le capitaine de justice condamna également Filippo Strozzi et Giovanni Anselmi. Mais comme on allait leur couper la tête, les cris épouvantables d'une femme remplirent de terreur les assistants. Les spectateurs, les gardes, les archers eux-mêmes s'enfuirent, ne doutant pas que les troupes de Charles de Duraz ne fussent entrées dans la ville, et ne vinssent délivrer les prisonniers. Ceux-ci, laissés seuls sur la place destinée aux exécutions, auraient pu s'enfuir eux-mêmes s'ils avaient suivi la foule. Mais Strozzi, en remontant avec fierté l'escalier du palais de justice, répéta par deux fois à son juge : « Dieu « veuille, capitaine, qu'aujourd'hui tu aies fait ton devoir! » Cependant la terreur publique fut bientôt calmée; les prison-

[1] Par ce nom, l'on désignait tous les juges étrangers; ou le podestat, le capitaine du peuple, et l'exécuteur, auxquels était confié le pouvoir du glaive.—[2] *Marchione de' Stefani.* R. 833, p. 114.

niers furent ramenés sur la place, et ils eurent la tête tranchée[1].

Au moment de leur supplice, le peuple cria avec fureur : *Les autres! les autres!* Le capitaine, Cante des Gabrielli d'Agobbio, qui n'avait point trouvé dans leur interrogatoire de quoi motiver leur supplice, se retourna vers les assesseurs que la populace lui avait donnés : « Allez, leur dit-il, vous « autres, faites-les mourir; pour moi, qui les crois innocents, « je n'ordonnerai jamais leur supplice. » Le peuple, qui était armé, répondit avec des cris furieux : « S'il ne les fait pas « mourir, nous taillerons en pièces et lui et eux, et leurs « parents, hommes, femmes et enfants, et nous brûlerons « leurs maisons[2]. »

Pendant que le tumulte durait encore, Pierre des Albizi fit comprendre à ses compagnons d'infortune que la fureur du peuple, et l'habitude qu'il avait prise dans les deux dernières années de faire répandre du sang, ne laissait pour eux aucun espoir de salut; que s'ils échappaient à une sentence judiciaire, ce serait pour être déchirés par le peuple et voir tous leurs parents enveloppés dans leur malheur[3]. Les prisonniers firent donc demander au capitaine de prescrire lui-même ce qu'il voulait qu'ils confessassent, déclarant qu'ils étaient prêts à s'accuser de tout ce qu'il leur suggérerait. Le capitaine répondit avec fermeté qu'il n'avait garde de les engager à confesser des crimes qu'ils n'eussent point commis; que pour lui-même il n'avait aucune crainte, et qu'eux n'en devaient non plus avoir aucune ; mais qu'ils parlassent d'après leur conscience, puisque le nouvel interrogatoire qu'ils allaient subir déciderait de leur vie ou de leur mort. Les prévenus s'accusèrent alors d'avoir eu des correspondances avec les ennemis de l'état, et ils fournirent au juge des motifs suffisants pour justifier leur condamnation.

[1] *Marchione de' Stefani.* R. 834, p. 116. — [2] *Ibid.* R. 834, p. 119. — *Scipione Ammirato.* L. XIV, p. 746. — [3] *Marchione de' Stefani.* R. 835, p. 120.

Cependant le capitaine communiqua encore ces aveux aux prieurs avant de faire exécuter sa sentence, et il leur demanda leur avis ; mais ceux-ci répondirent qu'ils étaient étrangers à l'administration de la justice, et qu'ils ne voulaient point s'en mêler. Les assesseurs du capitaine profitant contre lui des aveux des prisonniers, et la seigneurie l'ayant lâchement abandonné, ce juge n'eut plus rien à répondre aux clameurs de la populace, et le vendredi matin, quoique sa conscience en fût déchirée, il envoya les prévenus au supplice. Tous, à l'article de la mort, protestèrent qu'ils mouraient innocents. Donato Barbadori, celui qui avait soutenu avec tant de courage les intérêts de sa patrie devant le consistoire de Grégoire XI, n'était pas dans les prisons du capitaine du peuple, mais dans celles de l'exécuteur. Il fut condamné par ce dernier, et mourut de la même manière[1].

D'autres accusés, d'un nom moins illustre, furent ensuite conduits à l'échafaud. Ceux-ci, qui probablement étaient les seuls conspirateurs, loin de nier leur complot, se félicitèrent en mourant de ce que leur supplice n'empêcherait pas le succès de leurs projets. Ils déclarèrent qu'ils étaient satisfaits de mourir pour l'ancien parti guelfe, et qu'ils étaient disposés à faire de nouveau ce qu'on les accusait d'avoir fait[2].

Tandis que le gouvernement des arts mineurs, en haine des nobles, des anciens citoyens du parti guelfe et de la plus basse populace, recourait à ces moyens odieux pour se soutenir, et qu'il se souillait du sang le plus pur de la nation, les dangers redoublaient pour lui au dehors. 1380. — Charles de Duraz, qui avait recueilli les émigrés florentins auprès de lui, s'était enfin déterminé à tenter la conquête du royaume de Naples. Urbain VI prononça, au commencement de l'année 1380, une sentence de déposition contre la reine Jeanne ; il délia ses

[1] *Marchione de' Stefani*, R. 834, p. 119. — [2] *Ibid.* R. 839, p. 123.

sujets de leur serment de fidélité, et fit prêcher contre elle une croisade[1]. Charles de Duraz eut de son côté des motifs plus pressants encore que les exhortations du pape pour se déterminer à la guerre. La reine Jeanne entreprit de l'exclure de sa succession; elle crut ne pouvoir mieux faire, pour y réussir, que d'adopter comme fils un prince guerrier, à la place de ceux que lui avait refusés la nature. Elle fit choix de Louis, comte d'Anjou, frère de Charles V, roi de France, et tuteur de Charles VI. Elle espérait que ce prince, tige de la seconde race des rois angevins de Naples, lui assurerait la puissante protection de la France; et elle le présenta à ses sujets, par ses lettres patentes du 29 juin 1380, comme son fils et son successeur[2].

D'autre part, Giannuzzo de Salerne, que Charles de Duraz avait envoyé devant lui à Bologne avec trois cents lances et trois cents Hongrois[3], prit à sa solde la compagnie de Saint-George ou des Italiens, qui était auparavant au service de l'Église. Avec cette armée il passa en Toscane. Tous les émigrés de cette province se rassemblèrent sous ses drapeaux. Giannuzzo se flattait d'opérer par leur moyen, à Florence et dans d'autres villes, des révolutions qui rendraient l'autorité à ses amis, et qui lui ouvriraient ensuite les trésors des républiques[4]. Les Florentins, pour se mettre en défense, prirent à leur solde Jean Hawkwood, et rassemblèrent sous ses ordres une armée de quinze cents lances[5].

Giannuzzo de Salerne parcourut les états de Sienne, Pérouse, Lucques et Pise, et il força ces républiques à se racheter par des contributions, pour se soustraire au pillage de ses troupes. Il traversa aussi dans plusieurs sens le territoire de Florence;

[1] *Raynald. Annal. eccles.* 1380, § 1 et 3, T. XVII, p. 70. — [2] *Raynaldi Annal. eccles.* § 11, p. 73. — [3] *Cronica di Bologna.* T. XVIII, p. 521. — [4] *Marchione de' Stefani.* L. X, R. 846-848, T. XV, p. 138-144. — [5] *Leon. Aretino.* L. IX. — *Marchione de' Stefani.* L. XI, R. 852, T. XVI, p. 9. — *Scipione Ammirato.* L. XIV, p. 750.

mais Hawkwood le suivait toujours de près, et empêchait ses soldats de s'écarter pour piller.

Dans le même temps, Charles de Duraz avait traversé la Vénétie à la tête de cinq mille Hongrois, et il était arrivé à Rimini[1]. Il fit demander à la république florentine de lui fournir de l'argent pour attaquer la reine Jeanne. La seigneurie répondit qu'elle était attachée par des traités et par une ancienne amitié à la maison régnante à Naples; qu'elle voyait avec douleur cette maison prête à se diviser et ses membres divers se combattre; qu'elle ne voulait point décider entre des partis et des princes auxquels elle était également attachée; et qu'elle priait Charles de recevoir un présent de quinze mille florins, non point comme un subside contre Jeanne, mais comme un témoignage impartial d'attachement[2]. Charles de Duraz refusa ce présent, et renvoya les ambassadeurs florentins avec courroux. Il fut introduit par ses partisans, le 14 septembre, dans Arezzo, et il permit aux émigrés qui le suivaient de massacrer un député florentin qui se trouvait dans cette ville[3]. Après quelques actes d'hostilité, Charles offrit lui-même de se réconcilier avec les Florentins. La république avait perdu son ancienne vigueur et sa fermeté par la révolution qui avait chassé l'aristocratie. Elle consentit, le 7 octobre, à avancer à Charles de Duraz quarante mille florins, qui furent défalqués sur la somme qu'elle devait payer à l'Église[4].

Charles de Duraz, qu'on appelait aussi Charles de la Paix, se rendit ensuite à Rome, pour concerter avec le pape les mesures qu'il avait à prendre. Urbain VI lui accorda l'investiture du royaume de Naples, sous les mêmes conditions et avec les mêmes réserves que Clément IV avait imposées à Charles Ier[5].

[1] *Marchione de' Stefani*. L. XI, R. 860, p. 18.—[2] *Ibid*. R. 867, p. 27.—*León. Aretino*. L. IX. — [3] C'était Giovanni de Mone, un des huit seigneurs de la guerre, qu'on avait nommé les huit Saints. *Marchione de' Stefani*. L. XI, R. 870, p. 29. — [4] *Marchione de' Stefani*. R. 873, p. 33. — *Leon. Aretino*. L. IX. — *Sozomeni Pistoriensis*. *Hist*. p. 1118. — [5] *Raynaldus Annales eccles*. 1381, § 1, p. 80.

Seulement il demanda pour François Prignano, son neveu, déjà nommé prince de Capoue, des fiefs très considérables, que le candidat au trône accorda sans difficulté[1]. Après que ces conventions eurent été arrêtées de part et d'autre, Charles de Duraz fut couronné à Rome par le pape, sous le nom de Charles III[2].

Il y avait déjà près de deux ans que le prétendant au trône de Naples annonçait son projet d'invasion, et promenait ses troupes au travers de l'Italie. C'était par une marche bien plus rapide, et avec des forces bien plus redoutables, que l'ancien Charles d'Anjou avait, en 1266, conquis le royaume dont son arrière-petite-fille allait être dépouillée : mais Jeanne, d'autre part, n'avait ni les talents ni le courage de Manfred. La légèreté du peuple napolitain, sa haine contre le prince français que la reine avait adopté, et la préférence accordée par tous les Italiens à Urbain VI, avaient aliéné de la reine les barons et les peuples. D'ailleurs, tout esprit militaire était éteint dans le royaume de Naples, et le désordre des finances ne permettait point de suppléer par des troupes mercenaires au défaut de soldats nationaux. Aussi Othon de Brunswick, le quatrième mari de la reine, ne put-il rassembler qu'une poignée de soldats. Il plaça sa petite armée sur le chemin de Saint-Germain, pour fermer l'approche de Naples; mais lorsque Charles lui offrit la bataille, le 28 juin, il se vit obligé de se replier sur Cancello et Maddaloni ; au bout de peu de jours la supériorité de l'ennemi lui fit abandonner encore cette position. Il vint camper devant Naples, hors de la porte Capuane, tandis que Charles arrivait par une autre route au pont de la Madelaine, entre la ville et le Vésuve[3].

Les Napolitains envoyèrent des rafraîchissements au nouveau roi, et l'invitèrent à entrer dans sa capitale. Othon de

[1] *Raynaldus Annales eccles.* 1381, § 20, p. 87. — [2] *Giannone Istoria civile del regno di Napoli.* L. XXIII, cap. 5. — [3] *Giornali Napoletani.* T. XXI, p. 1041.

Brunswick voyait d'heure en heure diminuer le nombre de ses soldats ; il ne pouvait ni combattre le conquérant, ni défendre contre lui une ville déterminée à lui ouvrir ses portes. Il tira quelque vengeance de la populace napolitaine, et s'achemina ensuite vers Averse, tandis que Charles III prit possession de Naples, le 16 juillet 1381 au soir, sans avoir encore livré une seule bataille pour disputer le royaume qu'il venait de conquérir[1].

La reine Jeanne s'était enfermée dans le château neuf, mais elle n'avait point eu la précaution de le pourvoir de vivres. Charles en entreprit aussitôt le siége, et dès le 20 août la reine se vit obligée à capituler. Elle promit de remettre au bout de quatre jours toutes ses forteresses et sa personne elle-même entre les mains de Charles de Duraz, si avant ce terme elle n'était pas secourue. Le duc Othon, son mari, qui jusqu'alors avait voulu réserver le peu de compagnons fidèles qui lui restaient pour des temps plus heureux, résolut à cette nouvelle de combattre, quoique sans espoir de vaincre. Le quatrième jour, il vint attaquer Charles de Duraz, mais son armée l'abandonna entre les mains de ses ennemis dès le commencement du combat. le marquis de Montferrat, son pupille, fut tué comme il combattait à ses côtés ; lui-même fut fait prisonnier ; et la reine Jeanne, privée de sa dernière espérance, se livra le même jour entre les mains de son cousin, le prince de Duraz. Malgré les liens de la parenté, malgré le respect que pouvaient inspirer et son rang et son âge, elle fut traitée sans pitié par le vainqueur. Après trente-quatre ans de règne, elle éprouva le châtiment du crime commis dans sa jeunesse. Le 12 mai 1382, elle fut, à ce qu'on assure, étouffée sous un lit de plume, au château de Muro, dans la Basilicate, où elle était enfermée. On dit que le vieux roi de

[1] *Giornali Napoletani.* T. XXI, p. 1043.

Hongrie conseilla lui-même ce supplice, et tira ainsi une vengeance tardive de la mort de son frère André[1].

La catastrophe de la reine Jeanne causa une profonde douleur à Florence. Les citoyens de cette république avaient été dévoués à la maison d'Anjou, dès son établissement dans le royaume de Naples. Ils aimaient la reine Jeanne, comme petite-fille du roi Robert, et comme dernier rejeton de sa famille; ils l'aimaient à cause du bien qu'ils lui avaient fait plutôt que pour celui qu'ils pouvaient attendre d'elle. Ils redoutaient l'emploi qu'un prince plus entreprenant et plus habile ferait des forces de la plus belle partie de l'Italie. Le nouveau roi n'essaya point, il est vrai, de s'emparer des comtés de Forcalquier et de Provence; ils passèrent au fils adoptif de Jeanne. Mais Charles III était l'héritier reconnu de Louis de Hongrie. Avant les conquêtes des Turcs, l'Adriatique ouvrait entre ces deux royaumes une communication prompte et facile, et le monarque qui aurait disposé de la valeur hongroise et de la richesse de Naples pouvait renverser à son gré la balance de l'Italie. Ceux qui gouvernaient Florence à cette époque savaient que Charles de Duraz était entouré d'émigrés florentins, et qu'il s'était plusieurs fois associé aux complots des ennemis de la république. Cependant ils lui envoyèrent une ambassade solennelle pour se concilier sa faveur; et comme Charles ne songeait alors qu'à s'affermir dans sa nouvelle conquête, il parut disposé à s'allier avec la république. Les arts mineurs, qui gouvernaient Florence, n'auraient point vu leur pouvoir détruit par un monarque étranger, s'ils n'avaient pas préparé leur chute eux-mêmes par le vice de leur administration.

Deux citoyens, d'ancienne et puissante famille, avaient eu

[1] *Giannone Istoria civile.* L. XXIII, c. 5, p. 341. — *Tristani Caraccioli Opusc. historica.* T. XXII, p. 16. — Marie, sœur de Jeanne, fut aussi arrêtée et retenue en prison. Elle mourut bientôt après, non sans soupçon de poison. *Theodorici a Niem Historia Schismat.* L. I, c. 25, p. 20.

une part principale à la révolution qui avait mis la république sous la dépendance du bas peuple; c'étaient Giorgio Scali et Tommaso Strozzi. Des motifs personnels de haine ou de vengeance les avaient engagés dans ce parti; des motifs non moins personnels d'ambition et de cupidité continuaient à diriger leur conduite. Ils agissaient comme s'ils étaient devenus les maîtres de la république; et les vexations qu'ils exerçaient contre leurs ennemis répondirent à l'arrogance de leurs discours dans les conseils, et à l'insolence de leur conduite [1].

Bénédetto Alberti, qui avait bien aussi efficacement contribué à la révolution, et dont la conduite, dans plus d'une circonstance, avait été fort répréhensible, n'avait point cherché cependant à acquérir, par ses immenses richesses, une plus haute influence sur le gouvernement de son pays. Passionné pour la liberté et la démocratie, il les avait établies par des voies condamnables, et il les avait maintenues d'une manière plus condamnable encore, par des supplices. Cependant il était demeuré fidèle dans son cœur aux principes d'humanité et de justice. Comme les âmes généreuses, on ne le voyait changer de parti que pour passer du plus fort au plus faible; et depuis que ses amis étaient victorieux, il ne dissimulait pas combien il était choqué de leur injustice et de leur orgueil [2].

Une dernière violence de Giorgio Scali engagea Bénédetto Alberti à se prononcer hautement contre lui, et comme elle offensa en même temps les tribunaux et le peuple, elle occasionna la ruine de Scali et de son parti. Parmi les créatures de Scali et de Strozzi, il y avait des hommes qui faisaient le métier de délateurs: en révélant des conjurations toujours nouvelles, ils augmentaient la terreur du peuple et le crédit de ses chefs. L'un d'eux ayant porté une accusation contre

[1] *Leon. Aretin.* L. IX. — *Macchiavelli Istor. Fior.* L. III, p. 250. — [2] *Macchiavelli Istor. Fior.* L. III, p. 252.

Giovanni Cambi, citoyen respecté, la calomnie fut prouvée avec évidence; en sorte que le capitaine du peuple fit arrêter le délateur, et voulut lui infliger la peine qu'il avait cherché à faire tomber sur un innocent. 1382. — Giorgio Scali employa les sollicitations les plus pressantes pour sauver sa créature; et comme ses prières demeurèrent sans succès, il attaqua, de concert avec Tommaso Strozzi, le palais du capitaine du peuple, avec une troupe de gens armés; il s'en rendit maître le 13 janvier 1382, le livra au pillage, et délivra son prisonnier [1].

Une telle violation des lois et de l'ordre public excita une indignation générale; le peuple se détacha entièrement de la cause des deux démagogues auxquels il avait été jusqu'alors si dévoué. Le capitaine alla rendre aux prieurs la baguette du commandement, déclarant que son honneur ne lui permettait pas d'administrer davantage la justice dans une ville où des violences aussi coupables en interrompaient le cours; et les prieurs, qui languissaient eux-mêmes de retirer le gouvernement des mains de la populace, jugèrent l'occasion convenable pour le tenter. Ils répondirent au capitaine du peuple qu'il devait reprendre l'autorité qu'il voulait déposer, et l'employer à venger l'affront qu'il avait reçu. Bénédetto Alberti concourut avec la seigneurie à l'abaissement des chefs audacieux qui outrageaient la liberté. Tommaso Strozzi, prévenu à temps du danger qu'il courait, eut le loisir de s'enfuir; mais Giorgio Scali fut arrêté chez lui, et vingt heures après son arrestation il perdit la tête sur un échafaud, au milieu d'une multitude qui applaudissait à son supplice.

Avant de mourir, Giorgio Scali se plaignit de ce que son mauvais sort et la haine de quelques-uns de ses concitoyens l'avaient engagé à faire la cour à un peuple en qui ne se trou-

[1] *Sozomeni Pistoriensis Histor.* p. 1121. — *Marchione de' Stefani.* L. XI, R. 901, p. 67. — *Memorie storiche di Ser Naddo da Montecatini, Delizie Erudit.* T. XVIII, p. 57.

vait ni foi ni reconnaissance. Ayant distingué ensuite Bénédetto Alberti parmi les citoyens armés, il s'écria : « Et toi, « Bénédetto, tu consens donc à ce que j'éprouve ce que je ne « t'aurais jamais laissé éprouver si j'étais où tu es ! Mais je « t'annonce que ce jour, qui est le dernier de mes calamités, « sera le premier des tiennes. » C'est ainsi qu'il mourut au milieu de ses ennemis armés, qui se réjouissaient de sa mort[1].

La prédiction de Giorgio Scali fut accomplie ; les anciennes familles regardèrent sa mort comme le signal d'un nouveau combat : la ville retentit du cri de *vive le parti guelfe ;* et ce nom, qui n'était attaché à aucun principe politique, mais seulement à des affections héréditaires, désignait alors les aristocrates. En effet, le 21 janvier, les nobles, les riches marchands, et tout le parti des Albizzi, s'emparèrent de la place publique, et ils créèrent une balie de cent citoyens pour réformer l'état[2].

Toutes les lois révolutionnaires portées pendant les trois années précédentes furent supprimées par cette balie ; tous ceux qui, depuis le 18 janvier 1378, avaient été exilés ou déclarés rebelles, furent rétablis dans tous leurs droits. D'autre part cependant toutes les sentences d'admonition furent abolies ; les prisons furent ouvertes à tous les prisonniers d'état ; les deux corporations qui avaient été créées pour les arts inférieurs furent dissoutes[3]. L'ancien parti guelfe fut rétabli dans toutes ses prééminences, et ses bannières furent portées dans toute la ville[4]. Les arts mineurs furent exclus du gonfalon de justice ; et après plusieurs combats, qui se renouvelèrent pendant tout le cours de l'année, entre les grands, les

[1] *Macchiavelli Istor. Fior.* L. III, p. 253. — [2] *Marchione de' Stefani.* R. 902, p. 70. — [3] *L'arte de' Tintori e altri membri, e l'arte de' Farsettai, Barbieri,* etc. — [4] *Leon. Aretino.* L. IX. — *Sozomeni Pistoriensis Hist.* p. 1122. — *Marchione de' Stefani.* L. XI, R. 904, p. 77.

arts et le peuple, la part des arts mineurs fut enfin réduite au tiers des honneurs publics [1].

Mais le nouveau gouvernement ne fut pas moins rigoureux dans ses commencements que ne l'avait été celui des plébéiens. Il exila les chefs de plusieurs familles illustres qui avaient favorisé la multitude; il exila de même un grand nombre d'hommes du peuple [2]; il confina à Chiozza Michel de Lando, à qui sa patrie aurait dû plus de reconnaissance pour l'avoir sauvée de la fureur des Ciompi [3]; enfin il persécuta Bénédetto Alberti, qui, fidèle à ses principes plus qu'à son parti, se rangeait toujours dans l'opposition contre toutes les tyrannies. A plusieurs reprises le gouvernement témoigna la défiance ou la haine qu'il lui portait. Mais ce ne fut qu'en 1387 qu'une nouvelle balie, chargée de réformer l'état et de resserrer l'aristocratie, osa enfin l'exiler [4]. Bénédetto Alberti, avant de partir, appela tous ses parents autour de lui; et voyant qu'ils versaient des larmes, il leur dit : « Vous voyez, mes amis, « comme la fortune et me renverse et vous menace : je ne « m'en étonne point cependant, et vous-mêmes vous ne devez « point vous en étonner; car tel fut toujours le sort de ceux « qui, parmi beaucoup de méchants, voulurent demeurer « justes, et qui s'efforcèrent de soutenir ce que le grand « nombre cherchait à renverser. L'amour de ma patrie me « rapprocha de Salvestro de Médici; le même amour m'é- « loigna de Giorgio Scali; le même sentiment encore a excité « ma haine contre ceux qui nous gouvernent aujourd'hui. « Ceux-ci, n'ayant personne qui les châtie, ne veulent souf- « frir non plus personne qui ose les blâmer. Je consens à les « délivrer par mon exil de la crainte que je leur inspire, en « commun avec tous ceux qui détestent leur tyrannie et leur

[1] *Marchione de' Stefani*. R. 915, p. 100. — [2] *Ibid*. R. 910, p. 85.—[3] Le 14 mars 1382. *Marchione de' Stefani*. R. 918, p. 108. — [4] *Memorie di Ser Naddo da Montecatini*. T. XVIII, p. 94.

« scélératesse : en me frappant, cependant, ils ont menacé
« tous les autres.

« Je n'ai point de regrets pour moi-même : car la patrie
« asservie ne peut m'ôter des honneurs que je tiens de la pa-
« trie encore libre; et le souvenir de ma vie passée me cau-
« sera plus de jouissance que l'exil que je vais subir ne peut
« m'apporter de peines. Ce qui m'afflige, c'est le sort de ma
« patrie, tombée sous le joug d'une aristocratie, et soumise à
« son orgueil et à son avarice. Ce qui m'afflige encore, c'est
« votre sort; car les maux qui finissent aujourd'hui pour moi
« commencent pour vous, et peut-être vous accableront-ils
« plus qu'ils ne m'ont accablé. Je vous exhorte cependant à
« fortifier vos âmes contre toutes les infortunes; et puisque
« plusieurs malheurs vous menacent, je vous exhorte à vous
« conduire de manière que, lorsque vous en serez atteints,
« chacun reconnaisse que vous n'avez pas attiré les calamités
« par votre faute, et que vous y succombez en hommes ver-
« tueux [1]. » Bénédetto Alberti partit ensuite pour la Terre-Sainte; il visita en pèlerin le sépulcre du Sauveur; et comme il se mettait en route pour revenir en Europe, il fut atteint d'une maladie dont il mourut à Rhodes [2]. Ses os furent rapportés dans sa patrie, et ensevelis avec honneur.

Ainsi, pendant trois ans, la fureur des partis avait privé Florence de ce qu'elle avait de plus illustre parmi ses hommes d'état. Le cours de la nature lui avait déjà enlevé auparavant quelques-uns de ses citoyens qui, par leur haute réputation littéraire, ne contribuaient guère moins à sa gloire. Pétrarque était mort d'apoplexie, le 18 juillet 1374, dans sa petite maison d'Arqua, près de Padoue, au pied des monts Euganéens. C'était une retraite que François de Carrare, alors seigneur de Padoue, lui avait accordée [3]. Boccace mourut peu

[1] *Macchiavelli, Istor. Fior.* L. III, p. 259. — [2] *Mem. storiche di Ser Naddo da Montecatini.* T. XVIII, p. 99. — [3] Mémoires pour la vie de Pétrarque. L. VI, T. III, p. 798.

après, le 21 décembre 1375; et toute la société des gens de lettres dans laquelle Pétrarque avait vécu, cette société que l'abbé de Sade a fait connaître par ses volumineux Mémoires, était presque absolument détruite. Mais la république florentine, au milieu de ses révolutions, n'avait point perdu le germe qui fait naître et qui multiplie les grands hommes. Malgré le supplice des citoyens qui avaient administré la république avec tant de gloire de l'an 1360 à l'an 1378, de nouveaux hommes d'état s'avancèrent sur la scène pour montrer dans la période suivante tout autant de talents et de vertus. A Pétrarque et à ses amis avaient succédé de nouveaux littérateurs. Coluccio Salutati de Stignano avait été nommé chancelier de la communauté le 25 avril 1375, et il exerça pendant trente ans cette charge avec beaucoup d'éloquence et de talent. Visconti assurait qu'il redoutait plus l'effet d'une lettre de Coluccio, que les armes de mille cavaliers florentins[1]. Léonardo Bruno, dit l'Arétin, était né en 1369 : en lui se formait l'un des historiens les plus éloquents et les plus judicieux qu'ait produits l'Italie; et la génération qui entrait sur la scène du monde comme l'autre se retirait, devait, non moins qu'elle, réunir la gloire des lettres et des arts à celle des vertus politiques.

[1] *Scipione Ammirato*. L. XIII, p. 692. — *Tiraboschi*, *Storia della Letteratura Ital.* Lib. III, c. 3, § 21, T. V, p. 571.

FIN DU TOME QUATRIÈME

TABLE CHRONOLOGIQUE.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DU TOME QUATRIÈME.

CHAPITRE IV.

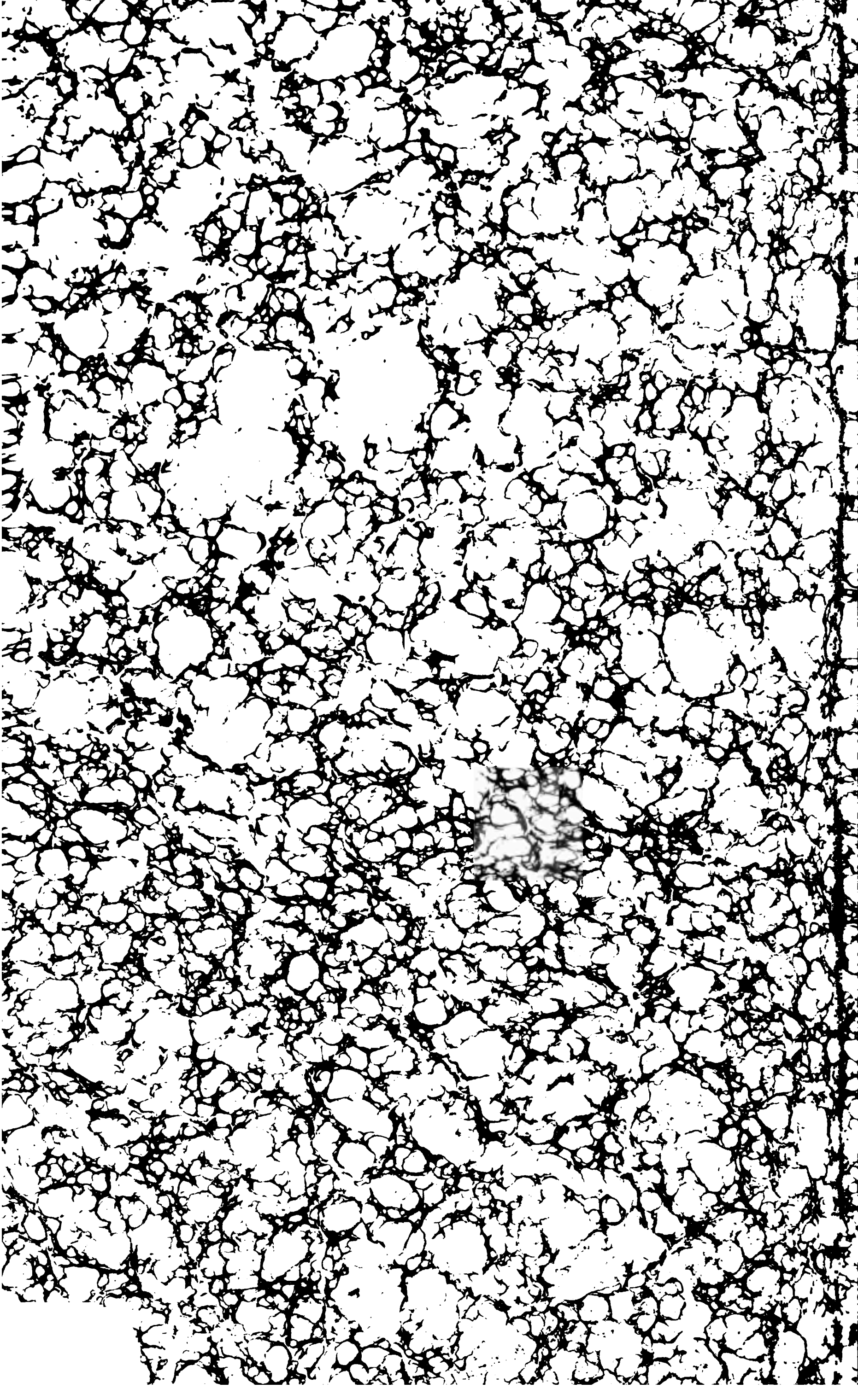
Famine et peste en Italie. — Nouvelles factions de Pise. — Guerres du roi de Hongrie et de la reine Jeanne. — Second jubilé. 1347-1350. 82

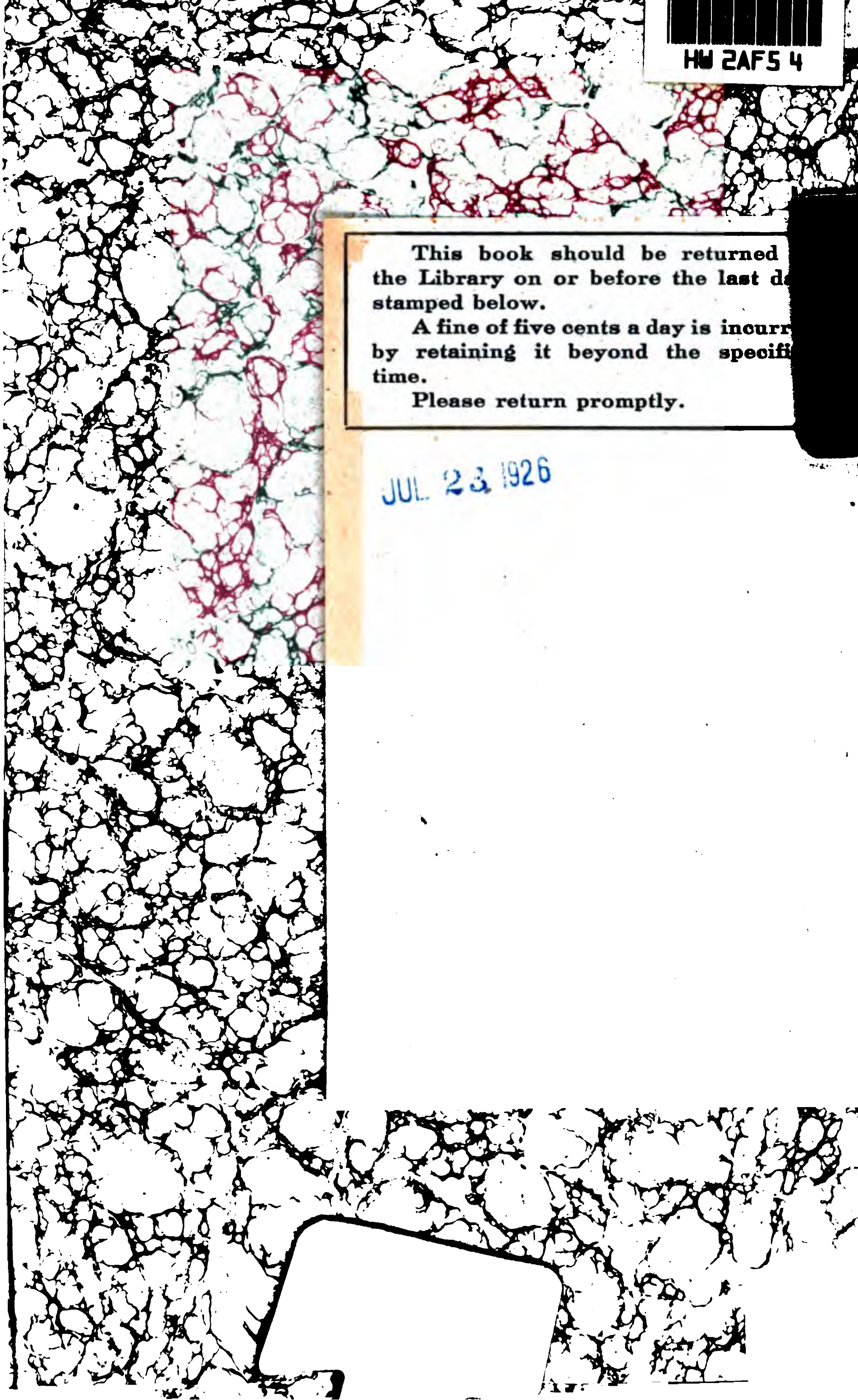
CHAPITRE IX.

CHAPITRE XIII.

CHAPITRE XVI.

FIN DE LA TABLE DU TOME QUATRIÈME




HW 2AF5 4
This book should be returned
the Library on or before the last d
stamped below.
A fine of five cents a day is incurr
by retaining it beyond the specifi
time.
Please return promptly.
JUL 23 1926

